



# CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

## COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°17 - SESSION ORDINAIRE 2016-2017

|                         |        |  |         |                        |                          |
|-------------------------|--------|--|---------|------------------------|--------------------------|
| Avenir de l'UE          | p. 639 | Sommaire des séances publiques n°s 47 à 49 | p. 672  | 47 <sup>e</sup> séance | Mercredi 12 juillet 2017 |
| «Space Mining»          | p. 655 | Table analytique des séances publiques     | p. 673  | 48 <sup>e</sup> séance | Jeudi 13 juillet 2017    |
| Chômage de longue durée | p. 664 | Sommaire des questions parlementaires      | p. Q278 | 49 <sup>e</sup> séance | Jeudi 13 juillet 2017    |

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram



Visite officielle d'une délégation de la Chambre des Députés en Hongrie

## «L'heure n'est pas à la construction de barbelés et de nouveaux murs»



Le Président de la Chambre a rencontré son homologue hongrois.



M. Mars Di Bartolomeo accueilli par le Président de la République de Hongrie.



Échange de vues de la délégation luxembourgeoise avec le Secrétaire d'État hongrois István Jgyártó (2<sup>e</sup> de gauche)

À l'occasion d'une visite officielle en Hongrie les 25 et 26 septembre 2017, le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a rappelé à plusieurs reprises que «les valeurs européennes ne peuvent pas donner lieu à des interprétations».

«Les valeurs fondamentales font partie de l'ADN de la famille européenne. Elles sont clairement définies dans les traités existants et ne nécessitent aucune redéfinition», a-t-il expliqué lors d'une entrevue avec son homologue, le Président de l'Assemblée nationale hongroise,

M. László Kövér, le 26 septembre 2017 à Budapest.

Devant la progression des extrémismes en Europe, le Président de la Chambre des Députés a insisté qu'il faut absolument éviter d'utiliser un langage divisant les citoyens. M. Mars Di Bartolomeo a également souligné que «la démocratie n'est pas le règne d'une majorité, mais elle exige le respect des minorités».

Lors d'un échange avec le Président de la République de Hongrie, M. János Ader, organisé le premier jour de la visite, le Président de la

Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a fortement insisté sur l'importance d'une Union européenne ouverte: «L'heure n'est pas à la construction de barbelés et de nouveaux murs.» «Si l'Europe devait être une fortification, elle devrait être une fortification des valeurs démocratiques, des droits de l'homme et de la liberté d'opinion», a-t-il ajouté.

Le Président de la Chambre des Députés a également expliqué que le défi à court terme consiste «à faire preuve de solidarité entre les différents États membres. La famille européenne doit d'autre part s'attaquer ensemble

aux causes profondes des migrations de masse.» La délégation luxembourgeoise, sous la conduite du Président de la Chambre des Députés, était composée de M. Alex Bodry et Mme Viviane Loschetter, membres du Bureau respectivement de la Conférence des Présidents, ainsi que de M. Marcel Oberweis, député.

Elle a également eu des entrevues avec les membres de la Commission des Affaires étrangères du Parlement hongrois ainsi qu'avec le groupe d'amitié constitué de membres de la majorité parlementaire et de l'opposition.

## Le Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe à la Chambre



M. Nils Muižnieks (3<sup>e</sup> de gauche) entouré du Président de la Chambre et d'une délégation parlementaire.

À quelques mois de la fin de son mandat, le Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, le Letton M. Nils Muižnieks, s'est rendu au Grand-Duché de Luxembourg - qui est d'ailleurs le 44<sup>e</sup> pays qu'il a visité dans l'exercice de sa fonction - pour des échanges de vues avec une multitude d'interlocuteurs

concernés de près ou de plus loin par les questions qui le préoccupent.

Au programme du Commissaire figurait également une entrevue, le 18 septembre 2017, avec une délégation parlementaire, conduite par le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, et composée de

membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration. L'hôte letton a profité de l'occasion pour interpellier les députés sur une série de questions relevant essentiellement des domaines de l'asile, des migrations ou encore de l'intégration.

### Rétention des migrants mineurs

Le Commissaire aux droits de l'homme s'est particulièrement intéressé au suivi d'une disposition qu'il avait critiquée en début d'année: la possibilité d'étendre à sept jours la période maximale de détention des migrants mineurs et de leurs familles prévue dans le projet de loi 6992, devenu entre-temps la loi du 8 mars 2017. Au moment du vote le 8 février 2017, la Chambre des Députés avait adopté à l'unanimité une motion invitant le Gouvernement à présenter un bilan de fonctionnement du Centre de rétention. Les parlementaires ont assuré qu'ils insisteraient auprès du ministre afin qu'un tel bilan leur soit présenté au plus tard à l'occasion du premier anniversaire de l'entrée en vigueur de la loi.

### Ratification de la Convention d'Istanbul

Une autre préoccupation du Commissaire aux droits de l'homme concernait le retard du Luxembourg dans la ratification de certaines conventions. Dans ce contexte, M. Nils Muižnieks était satisfait d'entendre que le projet de loi n°7167 portant approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, dite Convention d'Istanbul, avait été déposé à la Chambre des Députés le 10 août 2017.



## Un échange sur le contrôle de l'exécution budgétaire



Le 19 septembre 2017, les députés membres de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire ont reçu leurs homologues autrichiens du «Kontrollausschuss des Kärntner Landtags». L'objectif de la rencontre était l'échange de bonnes pratiques et la mise à profit des expériences des partenaires.

La délégation du Landtag était composée d'une dizaine de parlementaires sous la conduite du Président du Parlement régional de la Carinthie, M. Reinhart Rohr. Ils ont également été accueillis par le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo.

*Échange de vues entre les membres des Commissions du Contrôle de l'exécution budgétaire du Parlement régional de la Carinthie (à droite) et de la Chambre des Députés.*

La coordinatrice européenne de la lutte contre la traite des êtres humains en visite

## «Rendre l'invisible visible»

«Rendre l'invisible visible», c'est l'objectif principal que la coordinatrice européenne de la lutte contre la traite des êtres humains, Mme Myria Vassiliadou, a présenté le 20 septembre 2017 aux membres de la Commission juridique. Entre 2013 et 2014, environ 16.000 personnes, dont la plupart sont des femmes et des filles, ont été enregistrées comme victimes de la traite des êtres humains dans l'Union européenne.

Il est probable que le nombre réel de victimes est nettement plus élevé que celui enregistré par les autorités nationales, a constaté la coordinatrice Mme Vassiliadou. En effet, les organisations internationales estiment ce chiffre à environ 100.000 victimes par an au sein de l'Union européenne (UE) dont la plupart sont de nationalité européenne, originaires de Roumanie, de Bulgarie, des Pays-Bas ou encore de Pologne.

L'Union européenne s'est dotée ces dernières années d'une législation en la matière et la Commission européenne a adopté en 2016 son premier rapport sur les progrès réalisés dans la lutte contre la traite des êtres humains, a rappelé Mme Myria Vassiliadou. Toutefois, elle a constaté que le problème ne consiste pas dans un manque de législation mais plutôt dans un manque de mise en œuvre complète et correcte de la législation.

### La traite des êtres humains: un «business» rentable

Chiffré à un volume d'environ 30 milliards d'euros, le «business» du trafic des êtres humains est très rentable, a déploré la coordinatrice européenne Mme Myria Vassiliadou.



*Mme Myria Vassiliadou a rencontré le Président et des membres de la Chambre en présence de M. Gilbert Pregno et de Mme Yuriko Backes.*

Dans ce sens, la Commission européenne s'est fixé comme priorité de «suivre l'argent» et appelle les États membres à surveiller très sérieusement les mouvements d'argent qui pourraient sembler illicites.

### Priorités: prévention et sanctions

Renforcer les mesures de prévention et sanctionner les exploitateurs ou toute autre personne impliquée de manière consciente ou inconsciente dans l'exploitation - sexuelle ou par

le travail - devrait être la priorité de tous les États membres de l'Union européenne, a insisté la coordinatrice européenne de la lutte contre la traite des êtres humains.

Dans ce contexte, la Présidente de la Commission juridique, Mme Viviane Loschetter, a rappelé que le Grand-Duché fait partie des 14 pays membres ayant mis en œuvre la directive de l'UE concernant la lutte contre la traite des êtres humains et que la commission parlementaire est

en train de finaliser le projet de loi 7008, dont le but est de renforcer la lutte contre l'exploitation de la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains à des fins sexuelles. Ce projet de loi prévoit de pénaliser les clients ayant des relations tarifées avec des personnes mineures, particulièrement vulnérables ou victimes d'exploitation.

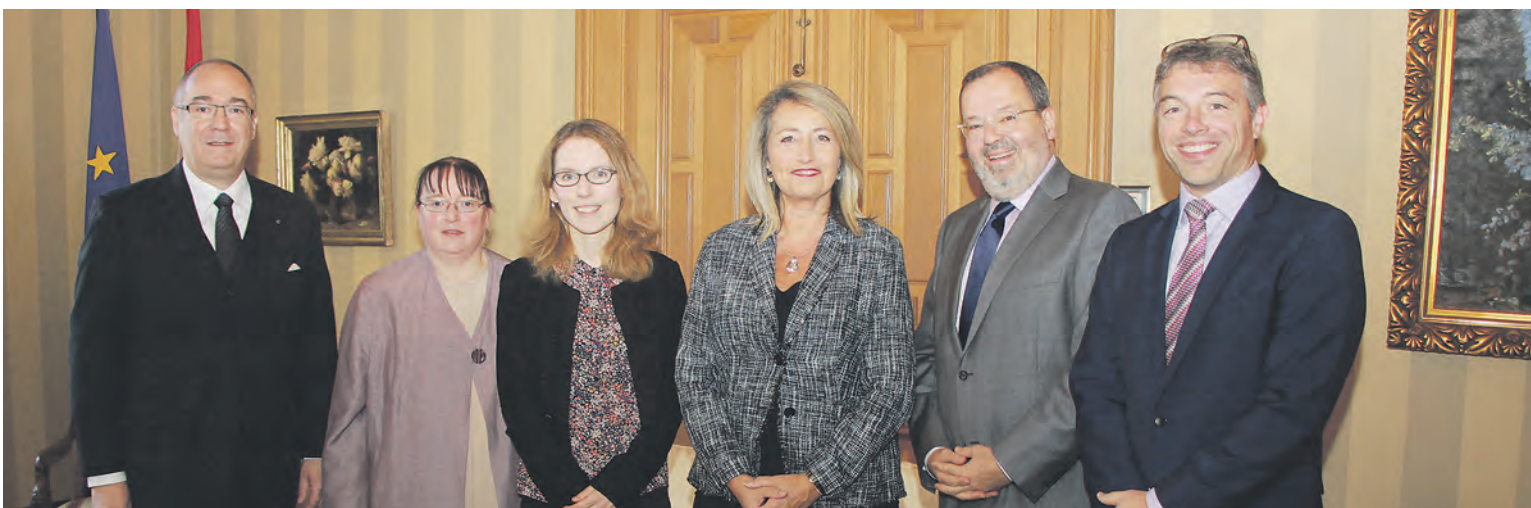
Même si le phénomène n'est pas récurrent au Luxembourg, les députés ont jugé important d'y attirer

l'attention du grand public et de renforcer la collaboration entre les États membres de l'UE mais surtout avec les pays limitrophes.

### La Chambre suit de près cette problématique

En mars 2017, une délégation parlementaire avait reçu la Commission consultative des droits de l'homme qui avait présenté son premier rapport sur la traite des êtres humains au Grand-Duché.

## Assermentation d'un nouveau fonctionnaire



*C'est en jurant «fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État» que Mme Joëlle Weiland (3<sup>e</sup> de gauche), nommée aux fonctions de rédacteur au Service des Commissions, a été assermentée par le Secrétaire général de la Chambre des Députés, M. Claude Frieseisen (à gauche) le 27 septembre 2017.*

*L'assermentation a eu lieu en présence des Secrétaires généraux adjoints, M. Benoît Reiter (2<sup>e</sup> de droite) et Mme Isabelle Barra (2<sup>e</sup> de gauche), ainsi que des responsables du Service des Commissions, M. Laurent Besch (à droite) et du Service des Ressources humaines, Mme Manon Hoffmann (3<sup>e</sup> de droite).*



## Rencontre annuelle avec les ambassadeurs

Dans le cadre de la rencontre annuelle et amicale entre la Chambre des Députés et les membres du corps diplomatique résidant à Luxembourg, le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a invité, le 20 septembre 2017, les ambassadeurs à une visite du nouveau terminal intermodal des CFL à Bettembourg/Dudelange. Tout comme les visites de la SES en 2016 et du site Belval en

2015, la visite de cette année avait elle aussi comme but de présenter une entreprise phare luxembourgeoise.

Le directeur général du groupe CFL, M. Marc Wengler, a d'abord présenté le groupe CFL et ses activités fret. Les invités ont ensuite visité le nouveau terminal et ont pu se faire une idée concrète de son fonctionnement.

Le Président de la Chambre des Députés était accompagné du Vice-Président M. Henri Kox et des membres de la Conférence des Présidents, M. Eugène Berger, M. Alex Bodry, Mme Viviane Loschetter et M. Claude Wiseler, ainsi que du Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, M. Marc Angel.

© CFL Multimodal



Les ambassadeurs et les représentants de la Chambre ont visité le nouveau terminal intermodal des CFL

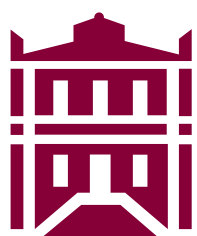
## Le Président de la Chambre des Députés a reçu...



... S.E. M. Christian Fotsch, Ambassadeur de la Confédération suisse



... S.E. M. Bruno Perdu, Ambassadeur de la République française



## NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU N°17 • SESSION ORDINAIRE 2016-2017

### Centre socio-éducatif de l'État

#### 6593 - Projet de loi portant modification

**1. de la loi modifiée du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'État;**

**2. de la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique;**

**3. de la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire;**

**4. de l'article 32 du Livre 1er du code de la sécurité sociale**

Le projet de loi a comme objectif de créer une base légale permettant aux unités du centre socio-éducatif de l'État, y compris l'unité de sécurité, de se doter d'un cadre organisationnel ainsi que d'un cadre relatif au traitement des pensionnaires, et de disposer d'un régime disciplinaire respectueux du principe du contradictoire, qui sont conformes aux règles et aux principes applicables au niveau international, pour les mineurs placés au centre.

Par ailleurs, le projet de loi crée une base légale a. au projet individualisé ayant pour objet d'améliorer l'encadrement du mineur placé dans les unités du centre socio-éducatif de

l'État, b. permettant un traitement informatique des données à caractère personnel qui soit conforme à la législation applicable en matière de la protection des données à caractère personnel c. permettant le déroulement de fouilles corporelles qui soit conforme aux normes et aux recommandations internationales applicables en la matière et d. permettant d'établir l'égalité du point de vue des avantages en termes de la rémunération du personnel de garde employé dans l'unité de sécurité du centre socio-éducatif de l'État par rapport au personnel de garde du centre pénitentiaire de Luxembourg ou encore du Centre de rétention.

L'unité de sécurité compte parmi les sept unités du centre socio-éducatif de l'État. En tant que telle, l'unité de sécurité répond aux missions socio-éducative, éducative et thérapeutique, de prévention et de garde telles que définies par l'article 2 de la loi modifiée du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'État. Il s'agit d'une section fermée vers l'extérieur, accueillant les pensionnaires qui y sont placés par décisions des autorités judiciaires, soit d'après les dispositions de la loi relatives à la protection de la jeunesse, soit d'après toutes autres dispositions légales.

Le projet de loi opère une distinction nette entre les mesures éducatives à l'encontre du

pensionnaire, d'une part, et le régime disciplinaire, d'autre part. Ce dernier comprend des mesures à caractère disciplinaire et des sanctions disciplinaires. La finalité des mesures à caractère disciplinaire consiste dans le rétablissement immédiat du bon ordre, tandis que la finalité des sanctions disciplinaires est de nature répressive. Conformément au principe de la légalité, l'application de ces mesures doit être prévue par une disposition légale.

Le projet de loi fait la distinction entre trois types de fouilles, à savoir la fouille simple, la fouille intégrale et la fouille intime. Bien qu'un règlement grand-ducal détermine les modalités pratiques des fouilles, celles-ci doivent être effectuées dans tous les cas dans le respect de la dignité humaine et éviter toute humiliation des personnes fouillées. De plus, les effets personnels, la chambre individuelle ou le dortoir où loge le pensionnaire peuvent également faire l'objet d'une fouille pendant le séjour d'un pensionnaire au centre socio-éducatif de l'État. Le pensionnaire a le droit d'y assister à moins que la fouille ne présente un danger, auquel cas la présence de celui-ci est interdite.

Par ailleurs, le projet de loi se propose de créer la base légale pour l'élaboration, voire la documentation de trois fichiers comprenant des données à caractère personnel. Il s'agit d'un fichier individuel des pensionnaires regroupant les dossiers personnels des pensionnaires, d'un fichier de l'unité de sécurité permettant de répertorier les entrées et sorties des personnes ayant accès à l'unité de sécurité, ainsi que d'un fichier spécial de fouilles ayant pour objet de documenter les fouilles opérées au centre socio-éducatif.

À noter que le fonctionnement de l'unité de sécurité constitue un défi pour l'équipe dirigeante et les membres du personnel, qui seront dorénavant confrontés aux mêmes risques et exigences que le personnel travaillant dans un centre pénitentiaire. Eu égard aux conditions de travail similaires et afin de sauvegarder l'attractivité du travail, le projet de loi établit un certain parallélisme du point de vue de la rémunération, des avantages et indemnités entre les membres du personnel affectés à l'unité de sécurité et les membres du personnel employés en milieu pénitentiaire.

Dépôt par M. Marc Spautz, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 18.07.2013

Rapporteur: M. Gilles Baum





Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

(Président: M. Lex Delles):

|            |  |
|------------|--|
| 05.02.2014 | Désignation d'un rapporteur<br>Présentation du projet de loi                               |
| 09.11.2015 | Examen de l'avis du Conseil d'État   |
| 26.10.2016 | Présentation des amendements gouvernementaux   |
| 16.11.2016 | Continuation des travaux   |
| 03.05.2017 | Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État  |
| 10.05.2017 | Continuation des travaux<br>Adoption d'une série d'amendements parlementaires              |
| 05.07.2017 | Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État et d'une proposition d'amendement |
| 07.07.2017 | Présentation et adoption d'un projet de rapport  |

Vote en séance publique: 13.07.2017

Loi du 29 août 2017

Mémorial A: 2017, n°816, page 1

## Investissements régionaux

### 6853 - Projet de loi ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide à l'investissement à finalité régionale

Le régime d'aides prévu par ce projet de loi doit remplacer le régime d'aide régional régi par la loi modifiée du 15 juillet 2008 relative au développement économique, arrivé à échéance le 30 juin 2014.

Ce régime d'aide à l'investissement est étroitement encadré par la législation communautaire et les lignes directrices concernant les aides d'État à finalité régionale pour la période 2014-2020. C'est en cohérence avec le règlement d'exemption par catégories, dont un chapitre est consacré aux aides à finalité régionale, que ce projet de loi a été élaboré.

Parce que les aides à l'investissement à finalité régionale visent à soutenir les sociétés qui réalisent des investissements dans les régions défavorisées concernées. L'objectif est également d'inciter les entreprises à s'implanter et à accroître leur activité dans ces régions économiquement moins développées que dans le reste du pays. Ces aides doivent permettre de compenser, du moins en partie, les désavantages qu'une entreprise peut avoir à s'implanter dans ces régions. Elles doivent contribuer au développe-

ment des régions défavorisées à travers la réalisation d'investissements et la création d'emplois par les entreprises soutenues.

Les régions éligibles pour le nouveau régime régional ne sont plus les mêmes que celles reprises dans la loi modifiée du 15 juillet 2008 relative au développement économique régional, ceci en raison des critères des lignes directrices concernant l'éligibilité des régions et la couverture de population maximale qui ont été fortement durcis. Ainsi, le nouveau régime se limite à deux des anciennes régions éligibles, le Sud-Ouest et le Sud-Est, dont une pour laquelle la superficie sera moins importante qu'auparavant.

Sur base de simulations et de contraintes purement statistiques, ce sont les communes de Differdange et de Dudelange qui ont été retenues en vue de l'application du nouveau régime régional.

L'impact financier réel du projet de loi ne peut être estimé que vaguement. Cependant, compte tenu du caractère plus restrictif du régime à venir par rapport au régime antérieur, tout porte à croire que les dépenses seront bien inférieures que précédemment et pourraient se solder par l'attribution d'aides à hauteur d'environ 2.500.000 euros par an.

ment individuelle dans une approche multidisciplinaire. Les instruments d'évaluation et de détermination des besoins seront révisés pour plus de simplicité et de transparence.

La réforme prévoit par ailleurs une réévaluation régulière et systématique des besoins de la personne dépendante. Par ailleurs, une réévaluation peut être demandée à tout moment en cas de changement fondamental des circonstances de l'état de la personne dépendante, attesté par un rapport médical du médecin traitant.

### Prise en charge selon 15 niveaux progressifs

Sur base des besoins constatés, une synthèse de prise en charge établira la liste des prestations et soins auxquels la personne dépendante aura droit. Cette dernière pourra prévoir une répartition de l'exécution des prestations prévues en matière des actes essentiels de la vie et des activités d'assistance à l'entretien du ménage entre une tierce personne, l'aidant, et un ou plusieurs prestataires.

En fonction des besoins du demandeur en aides et soins dans les domaines des actes essentiels de la vie, ainsi que du temps requis pour ces actes, un volume global de temps lui sera accordé. Ce volume global de temps équivalra à un des 15 niveaux progressifs de besoins hebdomadaires en aides et soins. Ce système permettra d'adapter quotidiennement les prestations aux besoins individuels de la personne dépendante. À chaque niveau ainsi déterminé correspondra un forfait exprimé en minutes:

### Les niveaux de besoins hebdomadaires en aides et soins pour les AEV

| Niveau de besoin | Intervalle de minutes |
|------------------|-----------------------|
| Niveau 1         | 210-350 minutes       |
| Niveau 2         | 351-490 minutes       |
| Niveau 3         | 491-630 minutes       |
| Niveau 4         | 631-770 minutes       |
| Niveau 5         | 771-910 minutes       |
| Niveau 6         | 911-1.050 minutes     |
| Niveau 7         | 1.051-1.190 minutes   |
| Niveau 8         | 1.191-1.330 minutes   |
| Niveau 9         | 1.331-1.470 minutes   |
| Niveau 10        | 1.471-1.610 minutes   |
| Niveau 11        | 1.611-1.750 minutes   |
| Niveau 12        | 1.751-1.890 minutes   |
| Niveau 13        | 1.891-2.030 minutes   |
| Niveau 14        | 2.031-2.170 minutes   |
| Niveau 15        | Plus de 2.170 minutes |

(À noter qu'à l'égard du niveau 15, la commission a repris une proposition du Conseil d'État et retient la formulation «supérieur ou égal à 2.171 minutes».)

### Les actes essentiels de la vie

Les actes essentiels de la vie, bien que couvrant les mêmes besoins jusqu'à présent, comporteront désormais cinq domaines (au lieu de trois actuellement), à savoir:

- 1) dans le domaine de l'hygiène corporelle: les aides et soins visant à la propreté du corps;
- 2) dans le domaine de l'élimination: les aides et soins visant à l'évacuation des déchets de l'organisme;
- 3) dans le domaine de la nutrition: les aides et soins visant à l'assistance pour l'absorption de l'alimentation, l'hydratation et la nutrition entérale;
- 4) dans le domaine de l'habillement: les aides et soins visant à s'habiller et à se déshabiller;
- 5) dans le domaine de la mobilité: les aides et soins visant aux changements de position, aux déplacements et aux accès et sorties du logement.

Suite à l'évaluation de la personne dépendante et à la détermination des prestations par l'Administration d'évaluation et de contrôle, un forfait exprimé en minutes sera attribué au bénéficiaire.

Quinze forfaits de prise en charge sont prévus tant pour le maintien à domicile, réseaux d'aides et de soins et centres semi-stationnaires, que pour l'hébergement en milieu stationnaire.

### Les autres prestations

Aux prestations pour les actes essentiels de la vie s'ajoutent différentes autres prestations:

Les activités d'appui à l'indépendance (AAI), regroupant soutien spécialisé et conseil individuel, destinées au maintien des capacités de la personne dépendante à exécuter les actes essentiels de la vie, sont prises en charge jusqu'à concurrence

de cinq heures par semaine en individuel ou jusqu'à concurrence de 20 heures par semaine en groupe, que ce soit dans le cadre du maintien à domicile ou en établissement.

Le soutien non spécialisé (surveillance, garde, répit planifié de l'aidant) et les tâches domestiques, renommées «activités d'assistance à l'entretien du ménage», sont regroupés:

En établissement, les activités d'accompagnement (AA), prises en charge à raison de quatre heures par semaine, permettent à chaque bénéficiaire de se voir offrir des activités correspondant à ses besoins et tendant à garantir sa sécurité et éviter son isolement social nuisible. Prestées d'office en groupe de quatre, elles atteignent donc 16 heures par semaine.

Au domicile, les activités de maintien à domicile sont composées d'activités d'assistance à l'entretien au ménage de trois heures par semaine et de garde individuelle au domicile de sept heures par semaine avec une majoration possible. Le plafond pour la garde individuelle et l'appui à l'indépendance est fixé à 14 heures par semaine.

En cas de garde en groupe au foyer de jour, les deux prestations sont prises en charge jusqu'à 40 heures par semaine, les heures d'activités d'appui à l'indépendance étant déduits de ce plafond.

En matière d'adaptations du logement, d'aides techniques et de matériel d'incontinence la nature et la prise en charge sont maintenues.

Finalement, suite aux nombreuses demandes formulées en la matière, une garde individuelle de nuit à domicile à raison de huit heures par nuit pour un maximum de dix nuits par an sera prise en charge pour les personnes qui ont un besoin de surveillance constante. Cette prestation est destinée à permettre le répit de l'aidant ou de pallier une absence imprévue de celui-ci.

### L'aidant mieux encadré

L'aidant, c'est-à-dire la personne de l'entourage assumant l'assistance à la personne dépendante, aura un rôle plus important et bénéficiera d'un meilleur suivi et encadrement par l'Administration d'évaluation et de contrôle. La réforme prévoit notamment la déclaration par le demandeur de l'aidant à l'Administration au moyen d'une fiche de renseignements. L'Administration procède à l'évaluation des capacités et des disponibilités de l'aidant pour fournir au moins une fois par semaine les aides et soins dans les domaines des actes essentiels de la vie, ainsi que ses besoins d'encadrement et de formation.

Comme jusqu'à présent, les activités de garde individuelle et en groupe favorisent le répit de l'aidant. S'y ajoute la possibilité d'une garde de nuit de huit heures pour un maximum de dix nuits par an.

Les cotisations à l'assurance pension de l'aidant continuent à être prises en charge à la demande de la personne dépendante si l'aidant n'a pas de pension personnelle.

### Administration et organisation

L'actuelle «Cellule d'évaluation et d'orientation» (CEO), qui a pour mission l'évaluation et la détermination des aides et soins, le conseil et le contrôle, devient une administration à part entière: l'«Administration d'évaluation et de contrôle de l'assurance dépendance», placée sous l'autorité du ministre de la Sécurité sociale.

Les missions de la Caisse nationale de santé (CNS), en tant qu'organisme gestionnaire assurant le financement et la liquidation des prestations, restent inchangées, tout comme l'organisation et le champ d'intervention des prestataires (réseaux d'aides et de soins à domicile, les centres semi-stationnaires, foyers de jour, établissements d'aides et de soins à séjour continu et à séjour intermittent).

Les Commission consultative, Commission de qualité des prestations et Commission des normes sont fusionnées en une seule «Commission consultative».

### Qualité

La qualité des aides et soins fournis sera renforcée par un nouveau système de contrôle-qualité. Un rapport biennal sur les contrôles effectués sera réalisé par l'administration d'évaluation et de contrôle.

Concernant les prestations en espèces, l'évaluation des capacités et de la disponibilité de l'aidant permettront d'assurer la qualité des aides et soins prodigués par celui-ci.

La réforme prévoit par ailleurs la définition précise des différents actes par règlement grand-ducal, la fixation de normes concernant la qualification et la dotation du personnel ainsi que de coefficients d'encadrement du groupe.

Un autre règlement grand-ducal détermine les modalités du contrôle de la qualité des pres-

Dépôt par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 12.08.2015

Rapporteur: M. Frank Arndt

Travaux de la Commission de l'Économie

(Président: M. Franz Fayot):

|            |  |
|------------|--|
| 16.02.2017 | Présentation du projet de loi<br>Désignation d'un rapporteur<br>Examen de l'avis du Conseil d'État |
| 22.06.2017 | Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État  |
| 29.06.2017 | Présentation et adoption d'un projet de rapport  |

Vote en séance publique: 13.07.2017

Loi du 20 juillet 2017

Mémorial A: 2017, n°665, page 24

## Réforme de l'assurance dépendance

### 7014 - Projet de loi portant modification

#### 1. du Code de la sécurité sociale;

#### 2. de la loi modifiée du 15 décembre 1993 déterminant le cadre du personnel des administrations, des services et des juridictions de la sécurité sociale;

#### 3. de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

Un bilan sur le fonctionnement et la viabilité financière de l'assurance dépendance dressé en 2013 a dégagé certaines pistes de réflexion qui ont servi de point de départ aux discussions relatives à une réforme de l'assurance dépendance ayant mené au projet de loi 7014 et qui concernent notamment:

- la révision de la procédure et des outils d'évaluation et de détermination de la dépendance;

- l'évaluation de certaines prestations par rapport à leur finalité, leur efficacité et leur volume mais aussi par rapport aux objectifs définis dans le cadre de l'assurance dépendance;

- la définition d'un cadre normatif pour le financement des prestations;

- la mise en place d'une politique de qualité et de contrôle transparente et efficace.

Les points essentiels du projet de loi 7014:

#### Accès à l'assurance dépendance et évaluation individuelle

Les dispositifs actuellement en place sont révisés en vue d'un recentrage autour des actes essentiels de la vie. Les propositions visent plus de flexibilité dans la prise en charge des personnes dépendantes, la qualité des prestations fournies ainsi qu'une simplification administrative.

Les critères d'accès à l'assurance dépendance restent inchangés: le droit aux prestations est ouvert à partir d'un besoin d'assistance pour les actes essentiels de la vie de trois heures et demie par semaine. Les besoins de la personne dépendante sont constatés sur base d'une éva-



tations fournies, ainsi que le contenu de la documentation de la prise en charge et les indicateurs de qualité de la prise en charge.

#### Financement

L'assurance dépendance continue à être financée par une contribution de 1,4 pour cent

sur tous les revenus<sup>1</sup> (salaires, pensions, revenus du patrimoine), une participation de l'État à hauteur de 40 pour cent des dépenses, ainsi qu'une contribution du secteur de l'électricité.

<sup>1</sup> Après immunitisation d'un quart du salaire social minimum.

Dépôt par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 15.11.2016

Rapporteur: M. Franz Fayot

Travaux de la Commission de l'Économie

(Président: M. Franz Fayot):

04.05.2017 Présentation du projet de loi

11.05.2017 Désignation d'un rapporteur

Examen conjoint des articles et des observations du Conseil d'État

18.05.2017 Continuation de l'examen conjoint des articles et des observations du Conseil d'État

19.05.2017 Examen d'un texte coordonné

29.06.2017 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

06.07.2017 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.07.2017

Loi du 20 juillet 2017

Mémorial A: 2017, n°674, page 1

Dépôt par M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale, le 08.07.2016

Rapporteuse: Mme Taina Bofferding

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

(Président: M. Georges Engel):

15.02.2017 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

01.03.2017 Suite des travaux

08.03.2017 Suite des travaux

29.03.2017 Suite des travaux

03.04.2017 Adoption d'une série d'amendements parlementaires

22.06.2017 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

06.07.2017 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.07.2017

Loi du 29 août 2017

Mémorial A: 2017, n°778, page 1

## Syndicats de communes

### 7033 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes

Depuis la première application suivant l'entrée en vigueur de la loi modifiée du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes, la procédure de renouvellement des comités de syndicats qui comprennent des délégués représentant plusieurs communes a été contestée par les élus communaux pour la lourdeur de la procédure et les efforts d'organisation démesurés des réunions jointes des conseils communaux. La mise en oeuvre de la procédure s'est en effet avérée être trop compliquée.

Pour cette raison, le projet de loi supprime l'organisation des réunions jointes et leur substitue un vote par correspondance des délégués par les conseillers des communes qui sont repré-

sentées au comité d'un syndicat par un délégué commun.

Par ailleurs, il est prévu que les mandats des délégués au comité et des membres du bureau sortants continuent l'exercice de leurs fonctions jusqu'à leur remplacement pour mettre un terme aux insécurités juridiques qui ont accompagné la transition d'un comité à l'autre à la suite d'élections générales des conseils communaux. Le même régime est suivi en cas de renouvellement intégral d'un conseil communal ou de perte de mandat d'un conseiller communal, à l'exception de certains cas déterminés.

Le projet de loi a pour objet final d'abandonner le droit de révocation d'un délégué au comité d'un syndicat et de lui substituer une faculté de remplacement en vertu de laquelle le conseil communal pourra à tout moment remplacer un délégué syndical par un autre.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, le 05.08.2016

Rapporteur: M. Frank Arndt

Travaux de la Commission des Affaires intérieures

(Président: M. Claude Haagen):

24.04.2017 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

Adoption d'une série d'amendements parlementaires

29.06.2017 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

05.07.2017 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.07.2017

Loi du 2 août 2017

Mémorial A: 2017, n°776, page 1

## «Space Mining»

### 7093 - Projet de loi sur l'exploration et l'utilisation des ressources de l'espace

Ce projet de loi s'inscrit dans le cadre de l'initiative de politique économique «spacere-sources.lu» qui ambitionne de développer davantage le secteur spatial privé du Luxembourg.

Le dispositif propose, d'une part, un cadre légal apportant une sécurité juridique quant à la propriété de minéraux et d'autres ressources importés de l'espace extra-atmosphérique et, d'autre part, de réglementer l'agrément et la surveillance des missions d'exploration et d'utilisation des ressources spatiales.

Le Luxembourg est ainsi le premier pays européen à mettre en place un cadre juridique qui donne aux opérateurs privés des assurances quant à leurs droits sur les ressources qu'ils extraient dans l'espace.

La mise en place de ce cadre légal se fait dans le strict respect des obligations internationales du Grand-Duché de Luxembourg. Selon la doctrine juridique majoritaire, les ressources spatiales sont susceptibles d'être exploitées

conformément au droit international et ce par analogie aux règles régissant la mer.

L'agrément prévu par le projet de loi est accordé à un exploitant pour une mission d'exploration et d'utilisation des ressources de l'espace à des fins commerciales sur demande écrite et après instruction par les ministres. Les règles ayant trait à l'agrément et à la surveillance sont largement inspirées de celles applicables au secteur financier et plus particulièrement de la loi du 5 avril 1993 sur le secteur financier telle que modifiée.

Pour le Luxembourg, les retombées économiques espérées de l'exploitation de l'espace extra-atmosphérique se déclinent:

- à court terme: tout ce qui a trait à l'observation de la planète Terre, c'est-à-dire des activités commerciales qui s'effectuent déjà ou sont actuellement déjà réalisables;

- à moyen terme: «refueling» et réparation de satellites, navettes ou stations spatiales, collecte de déchets, génération d'eau et de carburants dans l'espace, etc.;

- à long terme: extraction de minéraux sur des corps célestes et leur transport sur Terre.

## Travail en mer

### 7112 - Projet de loi modifiant:

#### 1. le Code du travail;

#### 2. la loi modifiée du 9 novembre 1990 ayant pour objet la création d'un registre public maritime luxembourgeois, en vue de transposer la directive (UE) 2015/1794 du Parlement européen et du Conseil du 6 octobre 2015 modifiant les directives 2008/94/CE, 2009/38/CE et 2002/14/CE du Parlement européen et du Conseil, et les directives 98/59/CE et 2001/23/CE du Conseil, en ce qui concerne les gens de mer

Le projet de loi susmentionné a pour objet la transposition de la directive (2015/1794/UE) du Parlement européen et du Conseil du 6 octobre 2015 modifiant trois directives 2008/94/CE, 2009/38/CE et 2002/14/CE du Parlement européen et du Conseil et deux directives 98/59/CE et 2001/23/CE du Conseil, en ce qui concerne les gens de mer en vue d'une amélioration de leurs conditions de travail ainsi que de leur information et de leur protection en cas d'insolvabilité de l'employeur.

Cette transposition se traduit par des modifications au Code du travail et à la loi modifiée du 9 novembre 1990 ayant pour objet la création d'un registre public maritime luxembourgeois des références aux articles du Code du travail désormais applicables aux gens de mer.

Les articles suivants du Code du travail sont visés: l'article L. 127-1, pour ce qui concerne le

transfert d'entreprise; l'article L. 166-4, concernant les licenciements collectifs et l'article L. 432-19, relatif au comité d'entreprise européen, afin d'étendre leur champ d'application aux gens de mer.

La directive à transposer résulte de la décision de l'Union européenne de compléter les normes issues de la Convention du travail maritime en supprimant la possibilité pour les États membres d'émettre des exclusions visant tout ou partie des gens de mer.

Ladite Convention du travail maritime, entrée en vigueur le 20 août 2013, assure l'instauration des conditions de travail et de vie décentes pour les gens de mer en fixant des normes minimales en particulier en matière de santé et de sécurité. L'adhésion mondialement généralisée à cette dernière permet d'assurer une concurrence équitable entre les armateurs.

Le projet de loi rapproche le régime des gens de mer à celui des travailleurs à terre. Certaines des exclusions à l'application du droit commun sont ainsi supprimées, renforçant la qualité de vie et de travail des gens de mer.

Les gens de mer bénéficieront pratiquement du même régime que les travailleurs à terre en termes de représentation, d'information et de consultation et de la même protection en cas de transfert d'entreprise, de licenciement collectif ou de faillite.

Ce projet de loi ne comporte pas de dispositions susceptibles de grever le budget de l'État.

Dépôt par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 25.01.2017

Rapporteuse: Mme Tess Burton

Travaux de la Commission de l'Économie

(Président: M. Franz Fayot):

29.06.2017 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen conjoint des articles et de l'avis du Conseil d'État

10.07.2017 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.07.2017

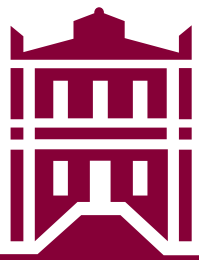
Loi du 20 juillet 2017

Mémorial A: 2017, n°664, page 1



Suivez la  
Chambre des Députés  
sur Facebook,  
Twitter et  
Instagram





## Sommaire

### 1. Ouverture de la séance publique

- Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

### 2. 7014 - Projet de loi portant modification

1. du Code de la sécurité sociale;

2. de la loi modifiée du 15 décembre 1993 déterminant le cadre du personnel des administrations, des services et des juridictions de la sécurité sociale;

3. de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

- Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale: Mme Taina Bofferding

- Discussion générale: M. Serge Wilmes, M. Georges Engel (intervention de M. Marc Spautz), M. Edy Mertens, Mme Joséé Lorsché, M. Gast Gibéryen, M. Marc Baum, M. Alexander Krieps (interventions de M. Alex Bodry, M. Serge Wilmes et M. Gast Gibéryen)

- Prise de position du Gouvernement: M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale (intervention de M. Claude Wiseler)

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

### 3. 6944 - Débat d'orientation sur l'avenir de l'Union européenne et de la zone euro

- Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel (dépôt d'une résolution)

- Débat: M. Claude Wiseler (interventions de Mme Nancy Arendt et M. Alex Bodry), M. Alex Bodry, M. Eugène Berger (intervention de M. Alex Bodry), M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser (intervention de M. le Ministre Jean Asselborn), M. Marc Baum (interventions de Mme Nancy Arendt, M. Claude Lamberty et M. Alexander Krieps), M. Laurent Mosar (dépôt d'une motion)

- Prise de position du Gouvernement: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances

- Vote sur la résolution 1 (adoptée)

- Motion 1: M. Marc Angel, M. Laurent Mosar (intervention de M. Marc Angel), M. Fernand Kartheiser (intervention de M. Claude Wiseler), M. Laurent Mosar, M. le Ministre Jean Asselborn, M. Claude Wiseler, M. le Ministre Jean Asselborn

- Vote sur la motion 1 (rejetée)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, M. Félix Braz, M. Romain Schneider et M. Pierre Gramegna, Ministres.

(Début de la séance publique à 13.35 heures)

## 1. Ouverture de la séance publique

► **Mme Simone Beissel**, Présidente de séance.- Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleginnen a Kollegeen, gudder Mëtteg. Ech proposieren, mir maachen direkt d'Sitzung vun haut op. Ech wollt d'Regierung froen, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

► **M. Romain Schneider**, Ministre de la Sécurité sociale.- Neen, Madamm Presidentin.

► **Mme Simone Beissel**, Présidente de séance.- Ma villmoos Merci.

Da géife mer direkt zum éischte Projet de loi kommen. Dat ass de 7014 iwwert d'Reform vun der Assurance dépendance. An ech géif dann direkt der Madamm Rapporteur, dem Taina Bofferding, d'Wuert ginn.

## 2. 7014 - Projet de loi portant modification

### 1. du Code de la sécurité sociale;

### 2. de la loi modifiée du 15 décembre 1993 déterminant le cadre du personnel des administrations, des services et des juridictions de la sécurité sociale;

### 3. de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

**Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale**

► **Mme Taina Bofferding** (LSAP), rapportrice.- Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, eng besser Fleegeversécherung ouni Leeschtungsverschlechterungen, ouni Personaloffbau an ouni Spuermesuren: Esou kann een d'Reform vun der Fleegeversécherung an engem Saz beschreiwen. Ier ech op déi eenzel Elementer aus der Reform aginn, wëll ech drop hiweisen, dass d'Aféierung vun der Assurance dépendance e sozialpolitische Meilestee war.

Als fënneft Sail vun der Sozialversécherung gouf d'Fleegeversécherungsgesetz ënnert der Fiederféierung vun der deemoleger Sozialministerin, dem Mady Delvaux-Stehres, 1998 verabschit. Esou gouf fir déi fleegebedürfte Leit en Accès zu Dëngschtleeschungen agefouert, déi fir jiddweree bezuelbar sinn.

Als Dependand définiert d'Gesetz eng Persoun, déi ouni Hëllef net duerch den Alldag kënn. Zu de Konditiounen zielt, dass een d'Hëllef bei den aldeeglechen Aktivitéiten vun Liewe brauch, déi iwwer en Zäitraum vu mindestens sechs Méint ginn. Dës Hëllef muss mindestens dräi an eng hallef Stonnen d'Woch ausmaachen. An eng Krankheet oder eng Behënerung muss als Ursach virleien. Jiddwereen, deen an der Lëtzebuurger Gesondheetskeess verséichert ass, ass automatesch och fleegeverséiert.

E puer interessant Zuele vläicht, fir d'Situatioun nach besser ze illustréieren. Aktuell profitéieren 13.500 Persoune vun der Fleegeversécherung. 253 Milliounen kascht d'Fleegeversécherung am Total dës Joer. An d'Personal, dat an der Fleege schafft, huet sech am Zäitraum vun 2000 bis 2010 verduebelt. Entre-temps wäerten etwa e bësse méi wéi 9.200 Persoune an deemem Beräich schaffen.

Mat der Aféierung vun der Fleegeversécherung konnt d'Situatioun vun de Leit, déi op Ennerstëtzung ugewise sinn, enorm verbessert ginn. Am Verglach zum Ausland huet sech eise Lëtzebuurger Modell vun der Fleegeversécherung bewäert. Dat, well en opgebaut ass op individuelle Betreuingsmesuren opgrond vun enger individueller Evaluatioun vun de Besoinen an op engem perséinleche Fleegeplang. Och mat der Reform bleift d'Gronausrichtung vun der Assurance dépendance bestoen, wéi zum Beispill, d'Zil vun Maintien à domicile esou laang et geet ze erméiglechen.

Firwat dann elo eng Reform? Et geet drëms, d'Fleegeversécherung ze verbesseren, hire Fonctionnement, d'Organisatioun an d'Qualitéit vun der Prise en charge wéi och d'Transparenz. Kee Sozialversécherungssystem ass statesch, mä en evolueert permanent. Dofir war et 14 Joer no der Aféierung Zäit, eng Analys ze maachen an eenzel Elementer op de Leescht ze huelen, wat ënner anerem mam Bilan vun der IGSS gemaach gouf.

Dës Reform bitt och d'Chance, d'Fleegeversécherung un aktuell Ufuerderungen unzepas-

sen, virun allem un den demografesche Wandel, a bitt och d'Geleeënheet, fir nei Krankheitsbiller ze berücksichtegen, weider Fleege-méiglechkeeten a modern technesch Hëllefsmëttel ze adaptéieren.

Virun dräi Joer hate mer eng Orientéierungsdebatte hei an der Chamber, wou déi eenzel Fraktiounen zu verschiddene Punkten a Froe Stellung geholl hunn, wou si Prioritéite gesinn a wou nogebessert sollt ginn. Deemno si vill lwwerleunge mat an d'Ausaarbechtung vun der Reform agefloss.

Elo dann déi spannend Fro: Wat ännert sech? Et ass en zimlech technesch Dossier an dofir versichen ech, unhand vun néng Beispiller ze erklären, firwat dës Reform e Gewinn ass a wat se der fleegebedürfteger Persoun bréngt.

1) D'Patiente gi weiderhin individuell evaluéiert a kréien déi Fleege, déi se brauchen.

2) D'Prozedure gi vereinfacht a méi transparent, fir domadder déi individuell Besoiner besser kënnen ze berücksichtegen.

3) D'Qualitéit gëtt ausgebaut duerch d'Aféierung vu Qualitéitskritären, vun Normen an duerch en neie Kontrollsystem.

4) Déi ablacklech Evaluatiounscellule, déi wichteg Aarbecht bei der Kontroll leescht, kritt méi Moyenen.

5) De System gëtt duerch e Forfaitsystem flexibiliséiert.

6) D'Nuetsgarde fir doheem gëtt agefouert.

7) D'Tâches domestiques, also déi Hëllef doheem beim Stot, ginn erop.

8) Duerch en Zousaz un individuellen Akte gëtt eng besser Prise en charge bei Demenzerkrankunge séchergestallt.

9) De sougenannten „aidant informel“ kritt eng besser Ennerstëtzung.

Dës Reform leet besonnesch vill Wäert op den Aidant a gesäit dowéinst Verbesserunge vir. Den Aidant, also déi Persoun, déi sech doheem ëm eng fleegebedürfteg Persoun këmmert, leesch en enorm wichtegen a virun allem en onverzichtbare Bäitrag an der Fleege. Et ass ee berechteterweis dovunner ausgaangen, dass ouni dës Engagement d'Fleege mam Zil vun Maintien à domicile net ka réaliséiert ginn. Dës Persoun muss dohier déi néideg Capacitéiten hunn an och disponibel sinn, fir dat ze maachen. Och dat war en Uleies, dat aus der Orientéierungsdebatte ervirkoum.

Ee Punkt, op deen ëmmer d'Gewerkschaften an d'CSL opmierksam gemaach hunn, betrëfft d'Schwaarzaarbecht. De Problem, dee mer haut hunn, ass, dass mer an der Praxis wéineg Informatiounen iwwert den Aidant hunn. 2015 zum Beispill goufe 6.600 Geldleeschungen ausbezuelt, awer nëmmen 3.171 Aidants informels ware bei der Pensiounskeess ugemellt, also ronn d'Halschent. Och wann dee Prozentsaz an der leschter Zäit eropgaangen ass, weess een trotzdem nach net vill méi iwwert déi Persounen, déi als Aidanten déi fleegebedürfteg Persoune sollen ennerstëtzen. Dofir gesäit dës Reform e besseren Encadrement an eng besser Formatioun vir.

De legale Kader gëtt completéiert, fir:

- den Aidant ze identifizéieren zum Moment vun der Evaluatioun vun der fleegebedürfteger Persoun;

- d'Capacitéiten an d'Disponibilitéite vum Aidant ze iwwerpréieren, ob deen dann och fäeg ass, déi Aiden a Soinen ze garantéieren;

- dës Informatiounen ginn zréckbehalen a fléisse mat an d'Synthèse vun der Prise en charge an dem Plan de partage;

- a fir ze assuréieren, dass e Suivi gemaach gëtt duerch Berodung, Formatioun, grad wéi eng regelméisseg Reevaluatioun.

Inwiefern kann dës Reform dann elo derzou bäidroen, d'Schwaarzaarbecht ze ennerbannen? D'Chamberskommissioun gesäit hei eng Verbesserung, eng Handhabung eben an der Formaliséierung vum Aidant mat enger Réévaluation annuelle vun deemem. Weider préift d'Administratioun - esou heescht an Zukunft iwwregens déi aktuell Cellule - d'Méiglechkeet vum Aidant, fir sech ee Joer ze engagéieren.

Wat de Problem vun deenen Aidantë betrëfft, déi fir dräi Méint hei an d'Land fleege kommen, esou ennerleien déi dem europäesche Recht fir de Séjour a kënnen keng Disponibilitéit vun engem Joer assuréieren a sinn deemno och net eligibel fir d'Roll vum Aidant.

D'Gesetz verbitt net, op Leit aus dem Ausland zréckzegräifen, déi iwwer dräi Méint hei am Land wëlle schaffen. Si musse just mat engem Aarbechtskontrakt agestallt ginn, mat enger Umeldung an der Sécurité sociale a mat engem Mindestloun, esou wéi all Persoun, déi an engem Menage agestallt gëtt. An dat ass och net méi wéi richteg!

Vu dass den Aidant an Zukunft identifizéiert a verifizéiert muss ginn, mengt d'Chamberskommissioun, dass esou Abuse bekämpft kënnen ginn, ënnert der Konditioun awer, dass d'Administratioun och wierklech nokucke geet an am Noutfall intervenéiert, well soss bréngen déi Dispositiounen hei am Gesetz guer näischt.

Eng nei Leeschtung, déi elo mam Gesetz an der Fleegeversécherung agefouert gëtt, ass d'Nuetsgarde. Virun e puer Joer gouf et de Pilotprojet „Nuetswaach“, deen an der Tëschenzäit awer nees ofgeschaaft gouf. Et gëtt awer eng Konventioun mat der Famille an der Stëftung Hëllef Doheem. Am Kader vun den Diskussiounen ëm den Aidant war d'Chamberskommissioun der Meenung, dass eng Garde de nuit ka wichteg sinn, wann den Aidant spontan oder zäitweis ausfällt, zum Beispill well e krank ass oder well en an d'Vakanz geet.

Dofir kann déi fleegebedürfteg Persoun, fir déi e Besoin fir eng konstant Betreiwung virgesinn ass, an Zukunft och op dës Prise en charge vun zéng Nuechte pro Joer zréckzegräifen am Fall, wou dann eben den Aidant fir e bestëmmte Moment net disponibel ass fir e Certificat médical e fundamentale Changement attestéiert.

Nächst Stéchwuert: Forfaitsystem. Dat ass näamlech d'Kärstéck vun dëser Reform. D'Aféierung vun engem Fortfaitsystem op 15 Niveauen erméiglecht eng méi grouss Flexibilität, déi et erlaabt, besser op d'Besoiner vun de jeeweilege Persounen, déi variéieren kënnen, ze reagéieren. An der Praxis ginn d'Besoiner vun de Persounen individuell gekuckt, mä net méi op Basis vu vun Dag zu Dag, ma op eng ganz Woch gekuckt.

Ech wëll den Oflaf kuerz erklären, well dat awer e ganz wichtige Punkt ass. Als éischt gëtt de perséinleche Besoin un Actes essentiels de la vie berechent. All eenzelnen Akt vun dëser Leeschtungen entsprécht engem Duerchschnëttswäert un Zäit. Duerno ginn dann déi jeeweileg Minutten, déi eng fleegebedürfteg Persoun fir eng ganz Woch brauch, zesummegezielt. An entsprechend dem Resultat gëtt dës Persoun dann an ee vun deene 15 Niveauen agedeelt.

A fir nach méi kloer ze ginn, huele mer zum Beispill eng Persoun, déi 240 Minutten insgesamt brauch. Deemno géif dës Persoun an d'Klass 1 agestuuft ginn. D'Klass 1 gesäit 210 bis 350 Minutten vir. Dat bedeit, dass déi Persoun, jee no Besoin, pro Woch mindestens 210 Minutten u Fleege beusprouche kann.

Vu dass sech déi Leit net all Dag gläich spieren, kann et sinn, dass an der nächster Woch vläicht 350 Minutten gebraucht ginn. A mat deemem Forfaitsystem garantéiere mer, dass déi concernéiert Persoun dann och déi Opmierksamkeet an déi Fleege kritt, déi se brauch.

Fir de Réseau huet dës System zum Virdeel, dass en de Mëttelwäert vun den eenzelnen Niveauen ausbezuelt kritt. Beim Niveau 1 wäeren dat 280 Minutten. 280 ergëtt sech aus der Rechnung: 210 plus 350 gedeelt duerch 2. A fir de Patient hätt dës de Virdeel, dass hien e Mindest- oder en Héchstmoos u Fleege a senger Kategorie an Usproch kann huelen.

Steet déi fleegebedürfteg Persoun duerch dës Forfaitsystem net méi am Mëttelpunkt? Dat ass eng Fro, déi ech oft gestallt kritt hunn. Dach! Och mat der Reform steet déi fleegebedürfteg Persoun weiderhin am Mëttelpunkt. Et bleift derbäi, dass déi individuell Besoiner vun der Persoun ofgefrot an evaluéiert ginn, wouropshin eng Synthèse vun der Prise en charge gemaach gëtt, déi ganz spezifesch Leeschtunge virgesäit.

Weider ginn duerch d'Reform Standarden am System iwwerschaaft a verschidde Prestatiounen nei definéiert a regruppéiert. Dës Reform mat hiren eenzelnen Elementer muss een ëmmer als Ganz gesinn, well déi verschidden Elementer oft zesummenhängen.

Beim Soutien spécialisé, also deenen nei genannten Activités d'appui à l'indépendance, ofgekierzt AAI, hate mer an der Chamberskommissioun mam Minister eng länger Diskussioun dozou. Dës besonnesch am Kader vun der Demenz, well déi concernéiert Leit e speziellen Traitement an der Fleege brauchen, fir eng weider Verschlechterung vun hirem Zoustand esou



gutt wéi méiglech ze verhënnere oder op d'mannst erauszögeren. Hei gëtt also dem Konzept vun der Präventioun Rechnung gedroen.

An deem Kontext hat d'COPAS e puermol hir Bedenke bei der neier Opdeelung vun de Soutiene matgedeelt.

Fir déi individuell Aktivéierung ze stäerken, fir dem Patient bestëmmten Technique bäizebréngen, déi en duerno selbststänneg ausüben kann, huet d'Kommissioun bei dësen Akten, den AA, nogebessert. Esou kann een an Zukunft fënneg Stonnen individuell Activités d'appui à l'indépendance kréien oder awer bis zu 20 Stonnen am Grupp, am Kader vum Domicile oder am Etablissement. Esou kann duerch den Zousaz un individuellen Akten nach méi op déi eenzel Besoine vun de Leit agaange ginn.

Opground vun dësem Changelement hu mer e weideren Amendement ugeholl, fir bei den Activités d'accompagnement am Etablissement, den AA, dat, wat een haut haaptsächlech ënner „soutien“ versteet, wéi d'Surveillance zum Beispill, fir do op véier Stonnen ze goen. Hei wëll ech präziséieren, dass déi d'office en groupe vu véier prestéiert ginn, wat da schlussendlech 16 Stonne pro Woch sinn.

Weider gesäit de Projet de loi vir, dass bei der Prise en charge am Kader vu Soins palliatifs eng Facturation forfaitaire vu 780 Minutte pro Woch prestéiert ka ginn.

Ee Wuert nach zu den „cours sortit“. Dës Prestatioun gëtt elo esou gereiert, wéi se eigentlech ursprénglech ugeduecht war, fir haaptsächlech gemeinsam Aktivitéiten ze stäerken. De soziale Kontakt fir eng flegebedürfteg Persoun ass ganz wichteg, fir weider un der Gesellschaft kënnen deelzehuelen an net an d'Isolatioun gedréngt ze ginn. Déi Courses-sortiti sinn an Zukunft och méiglech iwwer e Foyer. Si kënnen iwwer d'AA, also d'Activités d'accompagnement dans l'établissement, prestéiert ginn. Lëtzebuerg ass iwwer d'Land, wou d'Sozialversicherung fir dës Soutien „Ennerstützungsmaasures“ finanziell opkënnert.

Weider bei de Leeschtungen ass nach ze erwähnen, dass am Domicile, wéi ech virdrun och schonns gesot hunn, de Forfait vum Entretien au ménage, d'Tâches domestiques, vun 2,5 op 3 Stonnen d'Woch eropgeet. Bei der individueller Garde si siwe Stonne mat der Méiglechkeet vun enger Majoratioun op 14 Stonnen d'Woch virgesinn. An zesumme mat der Garde en groupe am Foyer de jour kënnen dat insgesamt zesumme bis zu 40 Stonnen d'Woch sinn.

Nächst Stéchwuert: Qualitéit, e weidere grouse Punkt an dëser Reform. Virewech wëll ech betounen, dass mer am Géigesaz zu deem, wéi et emol ze héieren ass, qualitativ héichwärtig Leeschtungen hunn, mä dass mer dës mat der Reform nach wëlle verbessern. D'Plus-value vun der Reform ass, dass se fir méi Transparenz suergt, kloer Regeln opstellt an eng verbessert Kontroll virgesäit; wat iwwer d'Land och vu ville Prestatairë gefuerdert gouf.

Fir d'Éischt gëtt e Referentiel vun de Prestatiounen agefouert, déi eenzel Leeschtunge gi präzis definéiert an dann an engem Règlement grand-ducal publizéiert. Eleng dat wäert fir méi Kloeerheet a fir méi Transparenz suergen. D'Normen an d'Qualitätsindicateure ginn ausgeschafft, a wivill Personal mat wéi enger Qualifikatioun fir déi verschidden Akte gebraucht gëtt. En neie Kontrollsystem soll dann d'Anhale vun de Qualitätsstandarde garantéieren. An d'IGSS mécht all zwee Joer e Rapport dozou.

Wéi virdrun ugedeit, gëtt déi aktuell Cellule ëmbenannt an „Administration d'évaluation et de contrôle des prestations“ (veuillez lire: „Administration d'évaluation et de contrôle de l'assurance dépendance“). Et gëtt eng eegestänneg Verwaltung a si ass domadder lassgeléist vun der IGSS a kritt och entsprechend méi Personal a méi Mëttel.

Der CSL ass dës en Dar am A. D'Gewerkschaften hätt léiwergat, dass d'Administratioun der CNS soll ënnerstoen an net direkt dem Minister. Dat mam Argument, dass esou d'Assuréeen duerch d'CNS méi Matsproocherecht hätten. D'Chamberskommissioun huet hei keng Noutwendegkeet gesinn, dës Punkt ze änneren, well d'Assuréeen iwwer d'CNS schonns vertraude sinn, déi sech jo ëm de finanzielle Volet këmmert.

An eiser leschter Sitzung hate mer an der Kommissioun nach eemol driwwer diskutéiert, wéi mer d'Assuréeen awer nach besser kéinte matabezéien, dat eventuell iwwer eng aner Méiglechkeet.

De Minister huet Verständnis dofir gewisen an dovun geschwat, de Conseil supérieur nees anzeféieren, awer ënner enger erweiderter Form, dës am Kader vum Projet de loi 7004 zur Gouvernance vun den Institutiounen vun der Sécu-

rité sociale. Dës Propos gouf vun de Fraktiounen begréisst, an dofir och de Verweis a mengem schrëftleche Rapport.

Eng aner Fro, déi d'Kommissioun beschäftegt huet, ass den Impakt op d'Aarbechtsplazen am Secteur. Duerch verschidde Modifikatiounen gouf gefaart, dass Leit hir Aarbecht kéinte verléieren. Et goung rieds vu ronn 60 Leit. De Minister ass hei am Gespréich mat de Prestatairë, fir Léisungen ze fannen. Hei geet et drëms, d'Personal ze reafektéieren, sief et, hinne Formatiounen ze offréieren oder se am Kader vun der Aféierung vun der Garde de nuit ze beschäftegen, oder soss bei aneren Tâchen. Ech wëll awer och nach drop hiweisen, dass d'Regierung d'Crédits tampon agefouert huet, fir de Finanzement vun de Ressourcë während der Transitionphas ze assuréieren.

Vläicht dann direkt nach d'Fro, wat sech fir de Patient am neie Regimm ännert. D'Reform soll jo elo den 1. Januar 2018 a Kraaft treden. Wann déi éischt Evaluatioun vun enger Persoun gemaach gëtt, gëlle selbstverständlech déi nei Standarden. Fir déi aner Persounen, déi schon evaluéiert sinn, gëtt de Klassement gemaach en fonction vun der Zäit, déi si nom ale Regimm, also nom aktueller Regimm, accordéiert kruten. Dat heescht, si verléieren näischt un hire Leeschtungen.

Ee Kritikpunkt, deen a villen Avisen ze liese war, ass den Delai vun der Demande fir eng nei Evaluatioun. Wann ee schonn e Flegeplang huet, da kann een zwielef Méint nom Datum vun dëser Decisioun eng nei Evaluatioun ufroen. D'Kritik, dass dësen Delai ze streng wär an der Situatioun vun der concernéierter Persoun net géif Rechnung droen, déi dréngend méi Hëllef bräicht, wann hiren Zoustand sech verschlechtert, kann d'Chamberskommissioun net novollzéien, well am Fall, wou sech den Zoustand grondleeënd verännert, huet een d'Méiglechkeet, ebe scho virun deenen zwielef Méint eng Demande ze maachen. An dësem Fall muss ebe just eng schrëftlech Motivatioun vum Dokter virleien.

Madamm Presidentin, ier ech zum Ofschloss kommen, awer nach e Wuert zur legislativer Aarbecht. Dem Vott vun haut geet eng länger Preparatioun viraus. De Minister huet eis vun Ufank un iwwer seng Aarbechte vun der Reform mat an d'Bild gesat. Och huet e sech un d'Versprieche gehalen, eis déi eenzel groussherzoglech Reglementer ze ginn. Och do si mer ëmmer an d'Bild gesat ginn, eppes wat soss net ëmmer direkt esou gutt funktionéiert. Och hu mer eis Zäit geholl, déi eenzel Avise vun de Beruffskummeren an dem Verband vun de Prestatairë duerchgezogen. D'Detailer dozou sinn a mengem schrëftleche Rapport nozeliesen.

Da wëll ech awer och nach de Leit Merci soen, déi zesummen eng Hand mat ugepaakt hunn a mat deenen ech gutt zesummegechafft hunn. An der Kommissioun muss ech soen, dass mer och ëmmer ganz vill a gutt Diskussiounen hatten, déi eis virubruucht hunn, wat jo och dann zur Konsequenz hat, dass mer op verschiddene Punkten nach Amendementer gemaach haten an nogebessert hunn.

Eigentlech ware mer eis iwwer d'Fraktiounen eraus meeschens ëmmer eens. Vun der Oppositioun si keng schrëftlech Amendementer ageerecht ginn. Si hunn, au contraire, muss ech soen, ëmmer ganz konstruktiv matgeschafft.

► **Plusieurs voix.** - Aah!

► **Mme Taina Bofferding** (LSAP).- Dofir, Madamm Presidentin,...

(**Interruptions et intervention par la présidence**)

...wëll ech zum Ofschloss betounen,...

(**Brouhaha**)

► **Mme Simone Beissel**, Présidente de séance.- Wann ech gelift!

► **Mme Taina Bofferding** (LSAP), rapportrice.- ...dass d'Weiderentwécklung vun der Flegeversicherung e wesentleche Bausteen ass, fir och an Zukunft hei am Land eng gutt Fleg ze garantéieren, dass d'Leit, déi Hëllef brauchen, se och kréien.

Mat dëser Reform suerge mer derfir, dass d'Assurance dépendance adaptéiert gëtt, fir eben nach méi Qualitéit an nach méi Flexibilitéit an de System eranzekréien. D'Stärkt vun der Flegeversicherung berout um Prinzip vun der Solidaritéit an d'Fleg ass en Droit inconditionnel, e Recht op Leeschtung, onofhängeg vum Akommes. A mat dëser Reform suerge mir derfir, dass dat och an Zukunft esou bleift!

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, Présidente de séance.- Merci der Madamm Rapporteur Taina Bofferding. Als éischten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Serge Wilmes. Här Wilmes, Dir hutt d'Wuert.

### Discussion générale

► **M. Serge Wilmes** (CSV).- Merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kollegen a Kolleegeen, fir d'Éischt emol e grouse Merci der Rapportrice fir hire schrëftleche Rapport an och dee Rapport, dee se hei elo méndlech virgedroen huet, well et ass eng komplex Matière, wéi se selwer jo gesot huet. Et ass net evident, fir déi an der Effentlechkeet duerzestellen, ze erklären. Dowéinst, dat huet si am Rapport awer fäerdegruecht. Si huet et am Rapport fäerdegruecht, et op de Punkt ze bréngen, gutt ze resuméieren, an dat op eng Aart a Weis, dat jiddweree ka verstoen, wat elo hei soll geännert ginn. Dofir e grouse Merci.

Mir sinn also haut um Enn vun engem Prozess ukomm, deen elo dräi Joer laang gedauert huet, well et war praktesch op den Dag genee virun dräi Joer, den 8. Juli 2014, wéi mer hei an der Chamber eng Konsultatiounsdebatt hatten iwwer eng méiglech Reform vun der... oder eng Reform, besser gesot, déi an Aussicht gestallt ginn ass vun der Assurance dépendance.

D'Regierung hat jo 2013 déi Reform an hire Koalitiounsprogramm geschriwwen, an dat nodeems scho virdrun e grouse Bilan vun der Inspection générale de la sécurité sociale gemaach gi war, 2013, iwwer d'Assurance dépendance, déi zu deem Zäitpunkt scho 15 Joer al war. Déi ass '98 an der Chamber gestëmmt ginn an '99 dunn a Kraaft getrueden.

Et war schonn dertéshent méi e klenge Bilan gemaach ginn, mä nach ni esou een, deen eng Kéier alles op de Leescht geholl huet. An an deem Bilan kum eraus, am Resumé, dat wann d'Qualitéit an d'Finanzéierung vun der Flegeversicherung och fir d'Zukunft sollt garantéiert ginn, da misst se eng Kéier op de Leescht geholl ginn.

Am Regierungsprogramm heescht et, dat d'Flegeversicherung déi Servicer a Prestatiounen ofdecke soll, déi gebraucht ginn, fir dat d'Leit kënnen an autonomt an digne Liewe féieren an dat d'Finanzéierung vun dësen Aktivitéiten esou organiséiert gëtt, dat dës Zil och erreecht gëtt.

Mir kruten deemools am Virfeld vum Minister Schneider eng ganz Rei Froe geschéckt iwwer déi eenzel Elementer vun der Assurance dépendance. An déi eenzel Parteien heibannen an der Chamber hunn da versicht, hir Antworten dorobber och ze ginn. Ech hunn dat deemools am Numm vun der CSV gemaach an ons Hauptaussoe waren dunn - an déi bleiwen et och haut - déi heiten:

De System soll effektiv eng Kéier ënnert d'Lupp geholl ginn, fir genee ze wëssen, wéi e funktionéiert, a fir erauszefannen, ob en iwwerhaupt seng Ziler erreecht, wat also gutt leeft a wat manner gutt leeft, a virun allem och, wat eventuell muss derbäikommen. Well ech schwätzen elo net nëmme iwwer dat, wat am Moment ofgedeckt gëtt, mä et si jo och nei Besoinen, déi eventuell mussen ofgedeckt ginn. Dat war och e wichtege Punkt.

An engems ware mer a bleiwe mer der Meinung, dat d'Fundament an d'Grundphilosophie vun der Assurance dépendance net sollen a Fro gestallt ginn, dat virun allem d'Qualitéit an d'Leeschtungen net sollen ofgesat ginn. Dofir huet d'CSV och deemools ganz kloer gesot, dat eng Reform vun der Assurance dépendance sech net just d'ärf op eng arithmetesch Fro reduzéieren an dat mer dat Ganz net nëmme als eng Rechenübung solle behandel mam Gedanken: „Mir hunn elo e Minus, elo muss mer e Plus kréien“, oder awer: „Null vun null muss opgoen.“

Also net einfach d'Depensen erofsetzen, fir Depensen erofsetzen, mä kucken, ob d'Assurance dépendance hiert Zil och wierklech erreecht, ob se an Zukunft nei Ziler erreche muss. An eréischt duerno kucken, wat dat kascht a wéi mer dann dohinnerkommen, ob dat mat deem aktuelle Finanzéierungssystem opgeet oder ob mer mussen eppes derbäimachen.

Well zënter der Aféierung vun der Assurance dépendance huet sech ons Gesellschaft jo verännert. D'Krankheeten, déi deemools am heefegste waren, mussen net méi onbedéngt déi si vun haut an och net déi vu muer. Et wäert also weidergoen. Eis Gesellschaft wäert sech weider verännere. Nei Besoine wäerten opkommen.

An et ass jo och dat, wat aus dem Bilan vun der IGSS erausgangen ass. Déi huet do Projektione gemaach, Extrapolatiounen vun der Situatioun vun 2013 an d'Zukunft, wou se dovunner ausgeet, dat éischters jo d'Liewenswaardung wäert klammen - mir ginn also méi laang al -, mä si ass och dovunner ausgegangen, dat mer wahrscheinlech riskéieren, manner gutt al ze ginn.

Dat muss natierlech net esou sinn. Dat ass eng Méiglechkeet, mä wann een eppes dergéint

mécht - dat ass och dee ganze Volet vun der Präventioun -, da kann et jo och duerchassinn, dat mer eben och besser al ginn. Dofir war och dee Volet eng Kéier kuerz ugeschnidde ginn. An déi Debatt ass natierlech net eleng de Volet vun der Flegeversicherung. Et sinn och ganz vill aner politesch Beräicher, déi gefuerdert sinn an déi hei zesummenhänken, zum Beispill Santé, Famill, Educatioun, Sport, de Logement, ICT och, mä eben och schonn en Deel Flegeversicherung.

An déi Analys, déi mir gemaach hunn, déi hunn och déi aner Parteien heibanne grosso modo gemaach. An och d'Regierung huet dat esou gesinn. De Minister Schneider sot deemools an der Debatt selwer - Madamm Presidentin, Dir erlaabt mer, dat ech de Minister kuerz zitieren: „Mir sollen awer virun allem och, wann een d'Chifferen analyséiert, net nëmme op dat rasant Ausenanerdréiwe vun den engersäits Depensen an anerersäits Recetté reagieren, mä virun allem och d'Assurance dépendance der Zäit upassen.“ Wat absolutt richtig ass, wat mer jo och esou gesinn hunn.

Mir hunn och gesot, dat mer dat sollen an Etappe maachen, a mir solle kucken, Prioritéiten ze setzen. A ganz zum Schluss vun der Debatt, wéi all Mënsch geschwat hat, huet en e Resumé gemaach vun deem, wat och gesot ginn ass. An dunn huet en och gesot: „Ech muss awer soen, dat, niewent deene Punkten, déi mer doduerjer vläicht kënnen an deem ganze Coût, wat d'Depensen ubelaangt, aspieren, ech ganz vill nei Pisten och hei héieren hunn, déi mer derbäi hunn. An ech mengen, (...) dat mer mussen wierklech och den Dréi fannen, fir effektiv alles dat, wat mer wëllen erhalen, Neies wëllen derbäihuelen, och effektiv kënnen ze contrebalancéieren mat deenen eenzelne Recetten, déi mer hunn.“

Dat war an der Debatt, an no der Debatt ass gesot ginn: „Mir presentéieren dann eng Kéier an deenen nächste Méint e Reformprojet.“ Dat war 2015 an Aussicht gestallt ginn. Wann dat elo méi laang gedauert huet, dann huet dat jo verschidden Ursachen. Et ass sech jo och mat den Akteuren um Terrain concertéiert ginn.

Mä bon, et ass awer esou komm, wéi et komm ass, wat mer eis et net erwaart haten, well mer nämmlech geduecht hunn, et géif fir d'Éischt e Projet presentéiert gi mat Reformpisten dran, fir ze soen: „Dat doten ass vläicht eppes, wat mer hei elo net méi brauchen. Déi Leeschtungen, déi si vläicht net onbedéngt néideg oder déi mussen mer vläicht net allegueren ofdecken. Hei sinn awer nei Leeschtungen, déi derbäikommen, déi mer mussen da vläicht ofdecken an an Zukunft och finanzéieren.“

Mä wat komm ass: Dräi Méint duerno, am Oktober 2014, ass de Spuerpak hei presentéiert ginn. An an deem Spuerpak sinn Neel mat Käpp gemaach ginn, och an der Sécurité sociale, an zwar och an der Flegeversicherung mat zwou Mesuren, déi annoncéiert gi sinn: d'Weiderféiere vun dem Afréieren, vum Gel vun der Valeur monétaire op dem Niveau vun 2013, an op där anerer Säit eng vill méi strikt Bewäertung respektiv Neibewäertung vun de Patienten, déi an der Flegeversicherung sinn.

An do sinn eng Rei Leeschtunge gestrach ginn an haaptsächlech sinn dat Soutiensleeschtunge gewiescht. Dat hat de Minister awer och ugedeit an der Konsultatiounsdebatt, well en deemools gesot huet, dat virun allem aus dem Rapport vun der IGSS erausgaange wär, dat d'Soutiensleeschtungen déi sinn, déi vill bäigeholl hunn - déi ware carrement explodéiert -, an dat déi Soutiensleeschtunge géifen ewell ronn 27% vun den Depensé vun der Assurance dépendance ausmaachen; Soutiensleeschtungen, fir déi een am Ausland jo zum Beispill muss selwer bezuelen.

An dann ass et natierlech och e Reflex, deen een do kann hunn, fir ze soen: „Voilà, wann dat hei explodéiert ass, et ass och ze deier ginn“, a fir dat emol a Fro ze stellen an ze soen: „Brauche mer et iwwerhaupt? Mussen mer dat finanzéieren? Gëtt dat gebraucht?“

An engems sot de Minister Schneider awer och deemools an der Debatt, dat 95% vun de Patienten zefridde wäer mat der Assurance dépendance, also och mat de Soutiensleeschtungen. A se dann einfach ze kieren, fir am System ze spueren, dat beaflost dann natierlech och d'Zefriddenheet an domadder eben och d'Qualitéit, wéi d'Patienten d'Fleg wouerhuelen, an deem Fall eben och hei déi Soutiensleeschtungen, déi domadder gestrach gi sinn. An et beaflost och d'Aarbecht vum Personal, dat de Soutien leescht, déi domadder jo och a Fro gestallt gëtt.



**(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)**

An dat ass jo och geschitt, well Reseauen an Haiser sinn - enner anerem, mä och -wéinst de Spuermesuren an d'Bredouille komm. Do ginn natierlech d'Vuene auserneen. Si sinn auserneegaangen téschent de Prestatairen an den Haiser an op där anerer Sait der Regierung, firwat et zu deene Schwierigkeete komm ass. Mä datt awer d'Spuermesuren en Impakt hunn an haten, dat geet awer ganz kloer aus den offiziellen Zuelen eraus. Mir hu jo eng Fiche financière bäigeluecht kritt beim Projet de loi. An där Fiche financière gëtt geschätzt, datt d'Spuermesuren iwwert d'Joren 2015 bis 2018 ronn 22 Milliounen Euro géifen ausmaachen.

De Minister huet ons och eng Kéier an enger Kommissiounssézung erklärt, wat dann zënter 2015 vun der Cellule géif méi strikt gekuckt ginn, an dat war e Véierel manner fir d'Gruppenaktivitéiten an den Heemer, 70% manner fir d'Betreiung bei administrativen Demarchen a fir bei den Dokter ze goen an 99,6% manner fir kollektivt Akafegoe vu Leit, déi an engem Fleegeheim sinn.

D'Leeschunge sinn also gekierzt ginn an hiren Impakt op d'Montanten, op d'Stonnen, déi d'Haiser respektiv d'Reseauen nach kréien, dee fënnt een och an de Budgeten an an de Bilane vun der CNS, déi déi iwwert d'Fleegeversécherung mécht, erëm, an zwar an deene vun 2015 an 2016.

Fir d'Reseauen ass de Montant mensuel moyen duerch d'Spuermesur vum 2014 op 2015 ëm 4,7% erofgaangen, vu 4.085 Euro op 3.894 Euro, a vun 2015 op 2016 nach eng Kéier ëm 3%, vun 3.894 Euro op 3.776 Euro.

An och d'Moyenne vun de Stonnen, déi de Reseau duerch Pläng zegutt huet, ass 2015 ëm 2% an 2016 ëm 4,3% erofgaangen.

Fir d'Haiser ass dee Montant mensuel moyen duerch d'Spuermesur vum 2014 op 2015 an de CIPAen ëm 5,9% erofgaangen a vun 2015 op 2016 nach eng Kéier ëm 2% erofgaangen. Bei de Maisons de soins sinn et minus 4,1% fir 2015 respektiv minus 0,3% fir 2016. An och d'Stonnen, déi d'Haiser fakturéiert kréien, sinn 2015 ëm 1,5% fir d'CIPAen an 1,75% fir d'Fleegeheemer erofgaangen an 2016 ëm 4% fir alle béid. Dat sinn d'Zuele vun der CNS.

An deene Rapporten, zum Beispill dem Budget fir 2016, steet och schwaarz op wäiss: «L'évolution des dépenses en 2015 est freinée par la stagnation du nombre de bénéficiaires citée ci-avant et par différentes mesures d'économies mises en œuvre en dehors des attributions de la CNS; mesures qui peuvent avoir des effets non négligeables sur la situation financière de certains prestataires d'aides et de soins qui risquent de se retrouver dans une situation financière contraignante.»

An engems steet dann och am Budget 2017 vun der Assurance dépendance, datt: «L'effet de ces dernières mesures», also d'Spuermesuren, «a été amoindri pour les prestataires par la subvention unique que l'État versera à la CNS et que celle-ci transmettra aux prestataires afin de compenser les découverts inévitables et imprévisibles concernant les exercices de prestations 2015 à 2017.»

Et ass äusserst interessant ze liesen, datt et op där enger Sait net ze evitéiere war, datt d'Prestatairen a finanziell Schwierigkeete géife kommen - datt ee sech also bewusst war, wat ee géif mat de Spuermesur provoziéieren -, an een op där anerer Sait da vläicht de vollen Ëmfang vun deene finanzielle Schwierigkeete vun de Prestatairen net esou virusgesinn huet, also u sech engem net esou bewusst war vläicht, wat do géif lassgetrëppelt ginn.

An dat bréngt mech dann nees zu onsem Haaptkritikpunkt zrëck: Firwat ass net fir d'Éischt mat alle Concernéierte gekuckt ginn, wat am System géif gutt lafen a wat net, wat fir eng Leeschtungen eventuell net méi finanziéiert misste ginn a wat fir eng Leeschtungen nei kéinten derbäikommen? An dann eréischt hätt een zesumme gekuckt, wat d'Neiausrichtung kaschte géif an ob se mam aktuelle Finanzsystem ze finanzéiere wär oder net. Hei ass et genee ëmgedréit geschitt: Fir d'Éischt ass gespuert ginn - hei si Leeschtunge gestrach ginn - an dann eréischt sinn d'Upassung gemaach ginn an deemem Projet.

Elo wäert de Minister ons äntweren, datt hie jo mat deene Suen, déi gespuert gi sinn an nach gespuert wäerte ginn, derfir suert, datt d'Prestatairé sech un d'Reform upasse kënnen, well dofir ass et jo déi Subventioun do ginn. Mä am Kloertext heescht dat allerdéngs, datt d'Prestatairé Sue kréien, fir ze kucken, datt se sech

mussen upassen, also wat se mat deem Persounal musse maachen, wat se ze vill hunn, well jo Leeschtungen ewechgefall sinn an och mat deeser Reform wäerten ewechfalen. Wéi zum Beispill d'Courses-sortien, déi jo definitiv dann ofgeschafft ginn.

Mir hunn als CSV de Minister drop higewisen, datt duerch d'Sträiche vun dese Courses-sortié géifen eng ronn 60 Leit betraff ginn, deenen hir Plaz géif um Spill stoen. Och wann de Minister ons gesot huet, datt des Leit jo dann zum Deel kéinten an den Nuetsgarden, déi agefouert ginn, agesat ginn, muss een awer och wëssen, datt ee fir esou eng Garde jo eng gewësse Qualifikatioun muss hunn. Déi Leit hunn dat awer net onbedéngt. Dat heescht, déi missten déi fir d'Éischt emol nohuelen. Bon, d'Plaze sinn awer net onbedéngt do, fir datt se dat kënnen maachen. Also, wat riskéiert ze geschéien, ass, datt des Leit wéinst dem Risk stinn, datt se entweder mussen eng aner Plaz fannen, oder awer, datt d'Tariffer mussen an d'Luucht goen.

Mat der Prise en charge vun deenen zéng Nuetsgarden an och mam nees Eropsetze vun de Stonnen u Soutien spécialisé a Conseil individuel oder awer och mat de Leit, déi jo d'Administratioun vun der Fleegeversécherung soll bäikréien, wäerte mat deeser Reform awer och d'Depensen nees an d'Luucht goen. Zwar manner, wéi wa keng Reform gemaach gi wär, mä awer méi wéi mam Spuerpak eleng.

Fir d'Éischt ass also gutt gespuert ginn, mat de Konsequenzen, déi mer kennen, an elo ginn d'Depensé mat der Reform nees an d'Luucht. Dat stäipt nach eng Kéier eis Haaptkritik, wisou net fir d'Éischt e Reformprojet presentéiert ginn ass, ier iwwert d'Finanzéierung an hiren Impakt op d'Leeschungen an op d'Leit, déi do schafen, nogeduecht ginn ass.

Mir hätten dat als CSV net esou gemaach, mä mir hätten et ëmgedréit gemaach. An dat hu mer och ganz kloer virun dräi Joer gesot. Da wäere mer och dee Moment prett gewiescht, fir vläicht déi Reform net nëmme mat ze begleeden, mä och matzedroen. Mä well et awer genee ëmgedréit geschitt ass an dat, wat haut um Dësch läit, just nach Moutarde après dîner ass an entre-temps awer eng nei Realitéit geschafte ginn ass mam Spuerpak - well et si Leeschtunge gekierzt ginn, e gudden, generéis System ass elo manner gutt a manner generéis ginn -, stëmme mer dese Projet och net mat.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Georges Engel.

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e grouse Merci un d'Rapportrice Taina Bofferding fir hire schrëftlechen a mündleche Rapport, e schrëftleche Rapport vu 97 Säiten, deen e bëssen d'Envergure vun deemem ganze Projet de loi weist.

19 Joer sinn et hier, dass hei op deeser Plaz mat grousser Majoritéit d'Gesetz vun der Fleegeversécherung uegoholl ginn ass. An haut stëmme mer eng Reform, déi néideg ass, fir de System ze perenniséieren an en och iwwert déi nächst 30 Joer ofzesécheren.

An eiser Gesellschaft musse mer verhënneren, dass deen, dee fleegebedürft ginn ass, an den Abséis gestallt gëtt. E muss sech op d'Solidaritéit vun deene méi Jonken a besonnesch och vun deenen net fleegebedürftigen an eiser Gesellschaft verlosse kënnen.

Déi allgemeng finanziéiert Hëllef- a Fleegeversécherung ass als Institutioun vun eiser nationaler Solidaritéit, déi vun alle Leit finanziéiert gëtt, gesetzlech verankert an och net méi ewechzedenken. Et war e Meilesteen an eiser Sécurité sociale, wéi dat hei gestëmmt ginn ass.

D'Changementer an den Akte muss een duerfir als Ganz betruechten. D'Minutenangabe sinn elo keng reng politesch Willkürhandlungen, mä des Changementer fousen op Erfahrungswärter.

Wichtig ass och, dass ee bei de Leit, de Beneficiairé mat hire Familljen an de Prestatairen, d'Bewosstsinn schäerft, wéi wichtig et ass, fir responsabel mat de Leeschtunge vun der Assurance dépendance ëmzegoen. Dat ass kee Grattisshop, wou ee sech méi soll huelen, wéi ee brauch, well dat geet op d'Käschte vun eis alleguerten. Mir wëllen dese wichtige sozialen Acquis, deen an Zukunft ëmmer méi eng grouss Roll wäert spillen, well eis Bevëlkerung och ëmmer méi al gëtt, erhalen. An duerfir musse mer d'Mëtelen, déi eis zur Verfügung stinn, och méi sennvoll asetzen: dat heescht, esou vill Leeschtung, wéi gutt an nützlich ass, do, wou se gebraucht gëtt.

An deem Sënn war et richtig, d'Leeschungen an de Fonctionnement vun der Fleegeversécherung

ënnert d'Lupp ze huelen: Wat ass sennvoll? Wat ass nützlich? Wat ass néideg a wat ass et net?

D'Grondausrichtung, déi véier Grondlage vum System, déi bleiwen erhalen: éischters, d'Prioritéit fir d'Rehabilitatiounsmesuren, zweetens, de Maintien à domicile esou laang wéi méiglech halen. Dann hunn, drëtens, d'Sachleeschungen nach ëmmer e Virrang op d'Geldleeschungen. An d'Fleegefäll sollen natierlech beschtméiglech opgefange ginn.

D'Zil vun der Reform wéilt ech hei nach eng Kéier widderhuelen: D'Zil vun der Reform ass, d'Fleegeversécherung natierlech ze verbesseren, d'Prozedure méi einfach ze maachen a méi transparent ze maachen, d'Qualitéit auszebauen duerch d'Afféierung vu Qualitätskritären an duerch en neie Kontrollsystem.

D'LSAP huet sech derfir agesat, dass Nuetsgardé fir doheem agefouert ginn. Dat ass wichtig, fir den Aidant ze entlaaschten an op Urgencé kënnen ze reagieren.

Zum Aidant informel: Dat ass en interessanten an awer och enorm wichtigen, zäitgläich awer och e ganz schwieren Aspekt vun der Assurance dépendance. Do stellt sech d'Fro: Wat geschitt mat deene Geldleeschungen? Gi se do gebraucht fir d'Ennerstëtzung an d'Hëllef, esou wéi dat och geduecht ass? Ouni emol vum Risk vum Abus ze schwätzen - d'Madamm Rapportrice ass ganz kuerz drop agaangen -, wär et awer sennvoll, Informatiounen ze hunn, wat mat deene Ressourcé vun der Fleegeversécherung geschitt. Den Aidant kritt mat deeser Reform eng besser Ennerstëtzung, dat war och eng Fuerderung vun der LSAP.

Zur Präventioun, a si ass virdrun ugeschwat gi vum Här Wilmes: D'Konzertioun vun der Präventioun ass extrem villfälteg a bereiert eben net just ee Beräich a soll sech am Alldag an deene verschidde Politikberäicher erëmangelen. Hei ginn et eng Rei vun Iwwerschneidungen an de verschidde Politikken, déi eist Land mécht. D'Assurance dépendance ass natierlech een Deel dovunner. Da schwätze mer awer och hei vun der Santé, vun der Politik vun drëtten a vum véierten Alter, der Politik fir Leit mat Behënnerung oder och de Soins palliatifs ausserhalb vum Spidolswiesen. Alles dat zesumme spillt natierlech an der Präventioun eng wichtige Roll.

Nach en anert Beispill ass dat vum Logement. Dozou gehéieren niewent de Fleegeariichtungen an de Fleegeängschtleeschungen enner anerem barrièrefräie Wunnum, barrièrefräien effentlechen Noverkéier souwéi och den Accès zu effentlechen Aariichtungen. D'Participatioun um effentleche Liewen erfuerdert bis an den héijen Alter Mobilitéit. Vlächent sollt een och op de Wee goen a bei de Lotissementer net nëmme just u jonk Familien denken, mä sech och virun Aen halen, dass mer alleguerten eng Kéier méi al ginn. Logement encadré an altersgerecht Wunne si wichtig, fir d'Verbleiwen am eegenen Doheem ze erméiglechen.

Iwwert d'Demenz hu mer eis vill a laang ennerhalen. Et ass keen einfacht Thema, mä e ganz sensibelt. Mä d'Persounen, déi un enger Demenz leiden, brauche besonnesch vill Ennerstëtzung an och Hëllef. A well des concernéiert Leit en aneren Traitement an eng aner Fleege brauchen, permanent musse begleet ginn, hëllef sécherlech och déi Modifikatioun bei den Aalen do derbäi.

An d'Aalen am Demenzberäich, Här Wilmes, dat ass och Präventiounsaarbecht. D'Activité d'appui à l'indépendance ass och Präventiounsaarbecht, wann dat richtig ugewannt gëtt.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Esou kann duerch den Zousaz vun individuellen Akten nach méi op déi eenzel Besoine vun de Leit agaange ginn. Leit, déi un Demenz leiden, waren eis, wéi gesot, an deemem Projet de loi ganz wichtig. A mir hunn eis duerfir och länger mat hinne befaasst, well Beneficiairé mat enger Demenzerkrankung maachen haut schonn e groussen Deel vum Ensemble vun de Beneficiairen aus: 33,5%. Och huelen hir Soine méi Zäit an Usproch. Hir Depensen, déi vun de Maladies démentielles, maache 74% vu sämtleche Käschte vun der Fleegeversécherung aus, dat sinn insgesamt 416 Milliounen Euro. Dat sinn d'Zuele vun 2010.

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Dat war virun de Spuermoosnamen.

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Zum Forfaitsystem...

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Dat war virun de Spuermoosnamen!

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Jo, Dir nennt et „Spuermoosnamen“, mir nennen et Moosnamen, fir de System ze perenniséieren. Mä dorop ginn ech herno nach eng Kéier gären an.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Zum Forfaitsystem: Deen erméiglecht et, fir méi eng grouss Flexibilitéit ze kréien, déi et erlaabt, besser op d'Besoinen vun deene jeeeweilige Persounen, déi vun Dag zu Dag variéieren, anzegoen. Effektiv war aus de Gespréicher mat de Leit um Terrain ze héieren, dass et géif Sënn maachen, net eenzel Akte mat enger bestëmmter Zuel u Minutten ze accordéieren, mä éischer Forfaite, an deene bestëmmte Leeschtunge sollen dann abegraff sinn. Esou kënnen d'Prestatairé sech méi flexibel organiséieren. An domadder kréien d'Prestatairen eng méi grouss Flexibilitéit an d'Zuel vun de Reevaluatoune wäert och zrëckgoen. Also och manner Pabeierkrich, also eng Simplification administrative.

A wann ech virdrun héieren hunn, dass mer en Debat hei haten, wéi den Här Wilmes richtig gesot huet, an duerno huet et eng Zäitche gedauert, bis de Projet de loi kumm, dann huet dat eng Zäitche gedauert...

(**Interruption**)

Dir hutt dat net kritiséiert, ech hu just gesot, dass Der dat gesot hutt.

...dann huet dat natierlech effektiv e bësse gedauert, well mer mat allen Akteuren um Terrain geschwat hunn. An Dir kritiséiert elo, et wär net mat allen Akteuren geschwat ginn. Dir hutt gesot, et hätt ee besser gehat, mat allen Akteuren ze schwätzen an duerno ze kucken, wéi de Projet soll ausgesinn. Ma ganz genau, ganz genau dat...

(**Brouhaha**)

► **M. Georges Engel (LSAP).** - ...ass geschitt!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Am Géigesaz zu der Kritik, déi ze héiere war, bleift et derbäi, dass déi individuell Besoine vun de Persounen ofgefrot ginn, mä net méi op der Basis vu vun Dag zu Dag, mä eben op eng ganz Woch gekuckt. An dat ass och logesch. Dat mécht och absolutt Sënn. Deen een Dag ass een esou drop an deen aneren Dag ass een anesch drop. An duerfir ass dat besser, et kuckt een dat an enger Woch an net vun Dag zu Dag.

Un der Fleege an de Leeschtungen - an dat wéll ech och nach eng Kéier kloer hei soen - gëtt net gespuert. Néierens gëtt ofgebaut, weder bei de Leeschtungen nach beim Personal.

(**Interruption**)

Fir eis stoung et ëmmer fest, dass un der Qualitéit vun de Leeschtungen op kee Fall dierft gespuert ginn. An duerfir ass et och falsch ze soen, dass des Reform géif gemaach ginn, fir Geld ze spueren. Ech weess, dass Der dat gäre sot. Ech weess, dass dat an dat ganz Konzept passt vun Ärer Oppositionsaarbecht, mä et ass awer falsch.

(**Brouhaha**)

Dese zentrale Baustee vun engem Sozialversicherungssystem vun dem héitegen Ufuereungen - an dat hutt Der selwer gesot - ugepasst ginn. An bei enger stänneg verännerter Gesellschaft mussen och dann nei Mesurë geholl ginn. Duerfir och enner anerem des Reform, fir dass d'Éngschtleeschungen am Fleegeberäich och nach besser ginn.

An ech muss soen, ech sinn zimlech enttäuscht vun der Positioun haut vun der CSV, déi sech, wann ech dat richtig an Erënnerung hunn, beim Rapport enthalten haten, haut awer hei dergéint stëmmen. Mir haten, wéi et richtig gesot gouf, e ganz konstruktiven Debat an eiser Kommissioun. Et ass ëmmer gutt iwwert déi eenzel Punkten debattéiert ginn. Et ass gutt diskutéiert ginn. A mir waren eis och alleguer eens, dass déi Reform hei wichtig wär. An ech fannen et duerfir ëmsou méi traureg, dass mer eis awer elo, mengen ech, hei op e klengen Nebenschauplatz beginn, fir des Reform hei net ze stëmmen. Déi Reform hei, déi ass duerfir geduecht, fir de System iwwer Joren ofzesécheren, an ech mengen, d'CSV hätt gutt dru gedoen, dee Projet hei matzestëmmen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Der CSV ass et och net entgaangen, dass et Derapagen am System goufen, déi an Zukunft musse verhënnert ginn. Ech gi jo dervun aus, dass dat och gewollt ass. Déi Derapagen, déi koumen duerch eng, allez, eng net grad appropriéiert Gerance an duerch falsch Previsiounen, déi gemaach goufen. Si hate jo net alleguerten déi dote Problemer. An ech mengen, dass de Minister e ganz gutt Fingerspëtzegedüll hat an déi richtig Mesurë geholl huet, fir do de Schued a Grenzen ze halen. Duerfir nach eng Kéier all Respekt fir de Minister, fir déi Kou dann do vum Äis geholl ze hunn!

Wichtig ass awer och, dass mer déi Forfaite agefouert hunn. Mir schiben hei also der Chasse à l'acte e Rigel vir, maachen also, dass



et net weidgeret, wéi dat bis elo zum Deel de Fall war, mä dass de System, esou wéi en elo wäert kommen, dauerhaft an haltbar ass an och d'Zäit wäert iwwerliewen. Duerfir, hei kréie mer méi Flexibilitéit, mir kréie méi Qualitéit, mir kréie méi Kontroll. An dat ass eng gutt Reform. An duerfir ginn ech och den Accord hei vun der Sozialistescher Partei.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An nächste Riedner ass den Här Edy Mertens fir d'DP.

► **M. Edy Mertens (DP).** - Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, et ass ouni Zweifel esou, datt d'Fleegeversécherung eng vun de wichtegste sozialen Errungenschaften hei zu Lëtzebuerg ass. A mir hoffe jo alleguerten, datt mer net an d'Situatioun wäerte kommen, op Hëllef ugewisen ze sinn, fir eisen Alldag ze meeschten. An awer kann déi Situatioun méi séier anrieden, wéi mir et erwaarden. Mir menge jo ëmmer, et wieren nëmmen al Leit concernéiert, eben duerch hir Krankheet. Mä wie ka wëssen, wéini e Schicksalsschlag kënn? Eben absolutt keen.

Solle mer dann awer Hëllef brauchen, fir am Alter an eisen Alldag eens ze ginn, da gräife mer op eis Assurance dépendance zréck, déi säit 1998 existéiert, zweemol am Intervall vun engem bis zwee Joer iwwerkuckt gouf a fir d'lescht 2005 als Suite vun engem ganze Koup Diskussiounen adaptéiert gouf.

De Succès vun dëser Versécherung war ganz grous. An haut soll et jo dann eng Administratioun gi mat engem Budget vun iwwer 500 Milliounen Euro, mat 13.500 bis elo betreite Persounen an dem Asaz, fir d'Fleeg ze garantéieren, vun Dausende motivéierten a spezialiséierten Aarbechtskräften.

Laut Stavec waren 2010 1,5% vun de Leit zu Lëtzebuerg 85 Joer al. A bis 2060 sollen et bis zu 7% sinn. Bis d'Joer 2030 gëtt mat 17.000 bis 18.000 Beneficiairé gerechent, dat wier eng Steigerung vu 65% am Vergläich zum Joer 2000.

De beonrouegste Charakter, deen ee feststellt bei de Chifferen, déi ee kritt, ass awer, datt d'Dependé méi séier klamme wéi d'Recetten. An dat war och ze erwaarden. Dës Regierung huet reagéiert an dës Reform an hire Programme gouvernemental mat erageholl. Dofir, Här President, felicitéiert d'DP der Regierung fir hire Courage, dës sécherlech net ganz einfach Reform op eng ganz onopgereegt Aart a Weis ugepaakt ze hunn.

Och mir Deputéiert goufe ganz fréi mat der Reform befaasst a konnten eis Iwwerleeunge mat erabrénge. Virun zimlech genau dräi Joer - et gouf och hei elo gesot - hate mer am Haus en Débat de consultation iwwert d'Zukunft vun dëser Fleegeversécherung. An ech wëll der Regierung direkt am Ufank Merci soen, datt eng ganz Partie vun deene ville gudden Proposen, déi deemools gemaach goufen, sech och haut an dëser Reform erëmfannen.

Ganz kloer an däitlech wëll ech hei betounen, datt no laangen Diskussiounen et der DP vun Ufank un och ëm zwee wichteg Punkte goug: deen éischten, de Patient natierlech, deen zweeten, d'Qualitéit vun de Prestatiounen. En Erofsetze vun de Qualitätsstandarden an der Fleegeversécherung koom net a Fro a wier mat eis och net ze maache gewiesch. A wa mer vu Qualitéit schwätzen, da schwätze mer virun allem vum Personal, dat eng exzeptionell Aarbecht um Terrain leescht. Et kann een net genuch betounen, datt eise System net funktionéiere géif ouni déi vill motivéiert Fleegeleit, déi all Dag Dausende Leit zu Lëtzebuerg ënnerstëtzen. Et muss een déi Leit awer och ënnerstëtzen, andeem een hinnen erlaabt, hir Aarbecht kënnen ze maachen, ouni se mat allze vill Bürokratie ze iwwerschëdden, well do-duerch leide schlussendlech eis Patienten.

Hei muss ech soen, datt et och de Wunsch vun der DP war, fir e forfaitaire Finanzelementmodell ze schafen, deen op Klassen amplaz vun dem Minutage baséiert. Dir erënnert lech sécherlech un déi relativ lëschtge Beispiller, déi ech virun dräi Joer gouf, fir lech dee kompletten Unfug vun deene Minutten ze erklären. An dat soll jo elo verschwannen, andeem ebe Klasse geschafe ginn, an dovun der 15. De Minutage war a villerlee Hissiicht absolutt ineffikass. A mir kënnen der Regierung nëmme felicitéieren, datt se der Realitéit um Terrain Rechnung gedroen huet. Mir als DP wiere souguer vläicht nach e bësse méi wäit gaangen an hätte geschwat vu fennef Klassen, fir de System nach ze vereinfachen.

Am Rame vun deene 15 Klasse kann elo vill méi flexibel geschafft ginn an d'Personal ka selwer gesinn, wat de Patient dee bestëmten Dag brauch, a kann dann och seng Soenen adaptéieren. Ech kann lech do e Beispill ginn: Deen

een Dag ass näischt, den aneren Dag kommt Der bei de Patient an Dir hutt nëmmen déi Minutten, déi Der do zegutt hutt, mä et ass awer eppes passéiert, an der Nuecht ass de Patient méi schlecht ginn, e brauch méi Fleeg, e muss méi propper gemaach ginn; an da war dat eng Hetz am Haus. Also ech hunn et dacks genuch matgemaach! Dir kënn lech et net virstellen. Dat hei ass also vill méi einfach.

Mir wollten also wat? Eng strukturell Reform mat Qualitéitsprestatiounen, mat Flexibilitéit, an dat mam bedürftege Patient am Mëttelpunkt. Dëst fënnt een an dëser Reform erëm. D'Kritäre fir den Accès duerch d'Administration d'évaluation et de contrôle gi festgesat duerch eng individuell Evaluatioun, dat gouf gesot, an enger Approche, déi multidisciplinaire ass, an et gëtt eng Synthèse de prise en charge, wou d'Besoine vum Patient genau festgesat sinn.

Dat ass awer e Prozess, dee wahrscheinlech wäert Zäit anhuelen. Dorënner fale jo dann och déi Actes essentiels de la vie, d'Activités d'appui, déi elo grad genannt goufen, da Soutien non spécialisé, Garde de nuit, Tâches domestiques. Souguer déi Garde de nuit, déi no massiver Demande accordéiert gouf, ass eng exzellente Saach, déi muncher een, deen doheem Leit gefleegt huet, sech gewünscht huet. Et soll ee bis zu acht Stonnen den Dag kréien, an dat bis zu zéngmol am Joer. Do muss ech lech direkt soen, fir mech um Terrain, an ech weess dat och vun de Leit, ass dëst déi bescht Fleegeversécherung bis elo, déi ech jiddefalls kennen!

Fir d'Ausschaffe vun dësen Aidé gouf mat alle Leit um Terrain diskutéiert, an dat a ville Reunione mat ville Servicier. Ech hat e Méindeg um Radio héieren, Här Wilmes, wéi Der gesot hutt, Dir géift déi Akten dann all ganz genau studéieren an da kucken, wat een aus deenen Akte mécht. Mä ech mengen, grad dat ass awer hei geschitt! Ech ka mech erënneren, ech mengen, vu Mëtt 2015 bis Mëtt 2016 sinn awer x Ronne gedréit gi mam Minister, mat deene verschiddene Servicier, fir erauszefannen: Wat brauch een iwwerhaapt? An do ass dat, wat ech och deemools gesot hunn a menger Ried: „Ech muss kucken: Wat fir e Service brauch mäi Patient?“ Do sinn der vläicht derbäi, déi e wierklech net brauch.

A wann ech vun den Institutiounen schwätzen, vun de Fleegeanstalten, vun Altersheemer, da muss ech awer wierklech soen: Och do goufen et Saachen, déi een net onbedéngt brauch. A mir hunn ëmmer gesot, virduen och an eiser Ried, déi ech gehalen hat dozou: „Et ass jo esou, mir muss kucken, wat fir eng Offer do ass.“ Wat d'Offer ëmmer méi grous gëtt, wat d'Demande dann och méi grous gëtt. Mä et muss een ëmmer kucken: Wat fir eng Offer ass et? Well et ass jo nëmmen ze ënnerstëtzen, och an den Etablissementer, wann do Leit sech ëm Leit këmmen, wann do Gruppenaarbecht geleescht gëtt, déi si awer wahrscheinlech kéinten a verschiddenen Domänen méi bëleg zustane kréien, wéi et elo de Fall war. Mä ech mengen, et ass grad un där doter Administratioun, fir ze kucken, ob net op deem Plang awer ka gespuert ginn.

An ech mengen, dat ass genausou mat deem, wat ni nogewisen ass - och am Ausland ass net nogewise ginn, Dir kënn international Kritäre kucken -, dat eng Taxifaart mat deem Kranken duerch d'Landschaft onbedéngt muss sinn. Ech mengen, hei ass et jo esou, datt dat nach ëmmer méiglech ass am Rame vun de Foyeren. An dat ass eng wonnerbar Saach. Wéi gesot, ech erliewen et all Dag, d'Leit si begeeschtert fir dohinner. An déi kënnen déi Aarbecht och maachen oder deene bedürftege Leit vun dobaussen eppes matbréngen, ouni datt do direkt muss e ganzt Unternehme geschafe ginn, wat elo soss näischt méi mécht, wéi ee vun Hépperdang bei d'Kusin op Esch ze féieren! Ech mengen, dat gëtt wierklech eng Depense, déi herno net méi ze bremsen ass.

Här President, mir sinn der Meenung, datt eng regelméisseg Reevaluatioun vun de Besoine fir d'Patiente muss duerch de behandelnden Dokter an duerch d'Préstatairé geschéien. De behandelnden Dokter weess dacks am beschten, wat säi Patient brauch a wat en eben net brauch a wat en dacks net wëllt. Zum Beispill bei der Adaptatioun vum Logement, dat hat ech lech virun dräi Joer och geschildert, wou de Bopi da jäit: „Ech klammen net an de Lift!“, oder wou et dann heescht: „Mir brauche kee Lift!“, oder wou den Dokter feststellt: „Ëm Gottes Wëllen, wat hu se lech dann elo hei gemaach?“, a sech zréckzitt, vläicht an en anert Zëmmer, fir der Famill matzedeelen: „Ech mengen, de Patient ass an dräi Méint net méi bei lech heiheim“, entweder, datt en an en Heem koom oder datt en entre-temps verstuerwen ass. Den Dokter kann also wäertvoll Informatiounen ginn. A kommt, ech mengen, et wier net schlecht, wa mer dorop géifen zréckgräifen!

Jo, mir hu méi Flexibilitéit an dëser Reform festgestallt, mir sinn awer, wéi gesot, och fir

Kontrollen. Et soll endlech esou sinn, datt d'Moyenen deenen zegutt kommen, déi se awer och wierklech brauchen. Et kann net sinn, datt een dobaussen ëmmer erëm ugeschwat gëtt an da Reproché gemaach kritt: „Jo, firwat kréien déi do Suen? Déi Leit kréie Sue fir iergendeppes, wat kee Mënsch kann novollzëien!“

Neen, de Contrôle ass fir d'DP e wichtige Sujet. Et si vill Suen am Spill an et dierf do keen Abus gedriwwen ginn! Mir hunn d'Ausschaffe vun engem Référentiel qualité gefuerdert. Ausserdeem muss eiser Meenung no d'Commission de qualité endlech hir Aufgaben iwwerhuelen, déi si vum Gesetzgeber dann operluecht krut. Mir begréissen dofir d'Afféiere vun engem Rapport biennial, deen d'Administration d'évaluation et de contrôle an Zukunft da muss realiséieren.

En nächste Punkt ass d'Roll vum Aidant informel. Déi Geschicht wor net ëmmer ganz kloer. An et goufe leider och dacks Abusen an deem System - net zougelooss -, mä dat wor esou, dee wor net aneschtens ze managen!

Dat neit Gesetz geet hei awer an déi richteg Richtung, andeem d'Capacitéit vun engem potenziellen Aidant fir d'Eischt emol festgestallt gëtt, an dat zesummen zum Beispill mat sengem Ëmfeld, mat senger Aarbecht: Kann deen dat iwwerhaapt maachen? Et ass jo net esou, wéi mir et als Dokteren dacks erliewen: Da schellt den Telefon: „Jo, eise Bopi huet elo 71 Joer an ech géif awer mengen, hien hätt vläicht och d'Recht op d'Assurance dépendance. An ech bräicht dann och nach iergendwéi... Kënn Dir mir dat net schreiwen? Ech fleegen hien.“ An da kënn de dohin an dann ass näischt ze fleegen! Dat gëtt jo elo nach méi streng kontrolléiert wéi virdrun.

Mä d'Leit sollen awer net dobaussen mengen, datt deen Aidant informel do Sue kritt fir eppes, wat en éischters guer net ka maachen, woufir en zweetens keng Zäit huet an esou virun an da seet: „Neen, gëschter Mëtteg wor ech net do, do wor d'Nopesch do.“ Also do muss ee wierklech kucken, dat hei geet an déi richteg Richtung, fir déi Leit ze forméieren, se ze encadréieren.

Well d'Fleeg vun engem Patient doheem ass eng ganz speziell Saach! Zemoos wa mer wëssen, datt 75% - dat gouf virdruner och ewell gesot - vun de Leit, déi doheem betreit ginn, Demenz hunn! An dann ännert sech etleches doheem. Ech kann et aus Erfahrung soen. Ech weess dat, datt vill Leit total iwwerfuert ginn a keng Differenz kënnen maachen doheem bei hire Leit téschent béiswëllegem Agéieren an Demenz. An da kënn e fierchterleche Konflikt op an der Famill, wou dee Kranke betreit soll ginn. Also, mir hu jo gekuckt, datt do méi Stonnen zur Verfügung stinn. An dat ass dee richteg Wee.

D'DP hat proposéiert, den Aidant informel an Zukunft an de Kader vum Droit du travail et de la sécurité sociale ze setzen, vläicht do hinnen d'Remuneratioun zoukommen ze loosse. Dat hätt de Virdeel, datt se besser geschützt wieren, awer och Abuse besser ënner Kontroll ze kréie wieren. Och wann dës Fuerderung net grad eent zu eent iwwerholl gouf, erkenne mer awer, datt déi nei Dispositiounen definitiv an déi richteg Richtung ginn.

Schliesslech, an dat hunn ech och ewell virun dräi Joer hei gesot, ass et besser, derfir ze suergen, datt esou mann wéi méiglech Leit an eng Ofhängegkeet geroden. Et mussen also méi Efforte gemaach ginn an der Präventioun. Do hat Der gesot, Här Wilmes, zu den Efforten an der Präventioun - dat huet allefalls an där kuerzer Zäit, déi Der nëmmen hat um Radio, esou geklongen -, wéi wa guer keng Efforte gemaach géife ginn.

Éischters emol, déi Efforten, déi während de Soins à domicile gemaach ginn, déi sinn elo ewell bal maximal. Ech ka mer näischt Besseres virstellen, well d'Infirmiëren extra geschoult sinn: Si pochen drop, datt d'Leit hir Leit mobiliséieren, de Kiné kënn laanscht an esou virun, dat och doheem. An Dir derfir net vergiessen, dat hat Der awer och gesot virdru fairerweis, datt dat natierlech e Volet ass vun der Santé publique, déi do aktiv ass. An deene kënnen mer am neie Gesetz elo net virwerfen, datt do näischt géif geschéien! Well ech mengen, ech sinn och an deenen zwou Kommissiounen a weess, datt och vun der Santé aus vill Programmer um Lafe sinn an der masseg nach entaméiert ginn.

Mä och mir Doktere mussen natierlech mathëlfelen, all Dag drun erënneren, wat ee ka verhënnere eventuell: den Hireschlag oder wann ee keen amputéiert Been huet! Dann ass et besser, e Patient doheem ze betreie wéi ëmgedréit. Do kënn eis natierlech och eng Responsabilitéit zou.

Här President, en anere Virwurf, deen ech och gelies hunn: dës Reform wier net néideg, well

jo nach en Iwwerschoss do wier. Do kann ech mech awer nëmmen wonneren, wann een d'demografesch Situatioun kuckt an d'Entwécklung virausgesi kann! Am Regierungsprogramm gouf festgehalen, datt et eng «réforme structurelle (...) permettant la maîtrise globale de l'évolution des dépenses et des prestations» soll sinn, déi eng Viabilité à long terme erméiglecht.

Dofir ass et jo och wichteg ze kucken, wat fir Prestatiounen néideg sinn a wat fir Prestatiounen net néideg sinn! Mat dëser Reform si mer um richtige Wee. An dat ass eng wesentlech Verbesserung fir d'Patienten an d'Fleegepersonal par rapport zur aktueller Situatioun, jiddefalls an deem Volet, dee mech direkt concernéiert, doheem an der Betreuung vun de Patienten.

Ech ginn net an d'Detailer a vun deenen eenzelnen Ännerungen. D'Madamm Rapportrice huet dat ganz gutt an detailléiert an hirem schrëftlechen a mündleche Rapport gemaach. Mat dëser Reform erlaube mer méi Qualitéit, méi Flexibilitéit a méi e gerechte Contrôle, wat alles eise Patienten natierlech zeguttkennt.

Zousätzlech begréisse mer, datt eng Cotisationserhéijung net néideg ass fir de Moment an déi Suen, déi do sinn, méi effikass agesat kënnen ginn. Wéi bei all gréisserer Reform plädéiert d'DP derfir, d'Situatioun iwwert déi nächst Jore ganz genau ze beobachten a wou et néideg ass eventuell Adaptatiounen virzehuelen.

Ech wëll de Leit awer och dobaussen soen, datt se keng Angscht sollen hunn. Dat kënn heiansdo am Radio och esou eriwwe, datt do de Leit, déi nolauschten, gesot gëtt: „Elo huele se eis alles ewech, do sinn Dausende Stonne gestrach ginn! A wat ass alles gestrach ginn!“ Et ass näischt gestrach ginn! Ech ka wierklech soen, jiddefalls wat mäin Domän ubelaangt - vun der Verwaltung a vun de Finanzen vun deene verschiddene Leeschtungsträger dobaussen kennen ech näischt -, mä op alle Fall, déi Suen, déi hei zur Verfügung stinn, ginn direkt um Terrain fir de Patient gebraucht. An esou ass et och richtig!

Dëst gesot, ginn ech am Numm vun der DP-Fraktioun den Accord fir de Vott vun dësem Projet de loi a soen der Rapportrice nach eng Kéier villmools Merci fir hiren exzellente mündlechen a schrëftleche Rapport.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An déi nächst Riednerin ass d'Madamm Josée Lorsché.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn eis alleguer eens: Zweifelos ass de Lëtzeburger Fleegeesystem ee vun deene beschten an Europa. U sech ass et jo eng Zort Generatiounevertrag, an deem d'Kollektivitéit fir d'Schicksal vum Eenzelnen opkënn.

Als Gréng si mir frou, Här Minister, datt d'Regierung gewëllt ass, um Solidaritéitsprinzip festzehalen. A mir sinn och frou, datt d'Eegebedelegung, déi 2014 hei am Gespréich war, bei deene verschiddene Prestatiounen weiderhin ausgeschloss bleift.

En anere grouse Pluspunkt vun eisem System besteet doran, datt d'Fleeg ganz geziilt op déi eenzel Besoine vum Beneficiairé zugeschnitten ass an datt déi individuell Fleegepläng zu enger grousser Zefriddenheet bei de mëttlerweil iwwer 13.500 Beneficiairé gefouert hunn. Derbäi kënn, datt d'Viabilitéit vun der Fleegeversécherung bis op Weideres ofgeséichert ass an datt haut, anescht wéi mer nach 2013 gefaart hunn, net mat engem strukturellen Defizit ze rechnen ass.

Et kann ee soen, datt ee sech opgrond vun all dëse positiven Aspekter freet, firwat mer dann iwwerhaapt nach eng Reform brauchen.

Nach méi berechtigt ass awer d'Fro, wou d'Schwaachstelle vum aktuelle System leien a wéi eng Adaptatiounen mussen virgeholl ginn, fir der Realitéit um Terrain besser Rechnung ze droen. Et ass déi Fro, déi mat dësem Projet de loi beäntwert gëtt.

Eng vun de gréisste Schwaachstellen, an dat ass och schon 2014 gesot ginn, sinn déi feelend Qualitéit, déi feelend Qualitätsnormen an déi feelend Instrumenter, fir déi prestéiert Akten ze kontrolléieren. Quitte datt d'Cellule d'évaluation et d'orientation, d'CEO, schon an der Vergaangenheet mat der Qualitätskontroll beoptragt war, sou konnt se dës Missioun ni zefriddestellend erfëllen, well se weder déi néideg Mëttelen nach objektiv Kritären derfir hat. Aus deem Grond muss nogebessert ginn.



D'Kontroll gëllt an Zukunft och net just fir d'Fleegeakten, mä dernieft och fir d'Aides techniques. Dat iewescht Zil vun dësen Aiden ass bekannt: Et besteet doran, enger Persoun, déi nach eenegermoossen autonom ka liewen, eng besser Liewensqualität a méi Sécherheet am Alldag ze garantéieren an a verschiddene Fäll och d'Aarbecht vum Aidant ze erliichteren. Woubäi ee muss wëssen, dass déi technesch Hëllef en järeleche Budget vun 12 Milliounen Euro generéieren an datt 15.000 Beneficiairen dëst Zort vun Hëllefstellung an Usproch huelen, inklusiv den Adaptatioune vun de Logementen. Dovu gëtt net oft genuch geschwat.

Fir datt dës Form vun Hëllef an Zukunft méi effektiv agesat gëtt, mä och fir der Entwécklung vun der Technik an deem Beräich Rechnung ze droen, war et wichteg, déi ganz Lëscht op de Leescht ze huelen, se ze iwwerschaffen a méi iwwersichtlech ze gestalten. Doudsächer net aus Spuergrënn, mä well et bei esou héijen Densitéit wichteg ass, systematesch an zäitgeméisst Material ze investéieren an awer och dem Präis-Leeschtungs-Verhältnis méi Gewicht ze gi wéi an der Vergaangenheet.

An deem Kontext begrësse mir ënner anerem, dass den Abau vun engem Trapelift an Zukunft u verschiddene Konditioune gekoppelt gëtt. Dat bedeit, dass de Beneficiaire jo, jee no Héicht vun der Finanzéierung, eng gewëssen Zäit a sengem Logement muss wunne bleiwen. Eiser Meenung no kann et net sinn, dass technesch Installatioune mat engem Präis vun duerchschnëttlech 10.000 Euro mat vill Opwand an engem Haus agebaut ginn, fir direkt duerno nees mussen entsuergt ze ginn.

Hei wëllt ech eng kleng Klammer opmaachen an drop hiweisen, dass et wichteg ass, der Ofhängegkeet scho beim Bau vun engem Logement virzepräifen. Bis an den héijen Alter doheem ze bleiwen, Dir Dammen an Dir Hären, ass näamlech kaum méiglech, wa barrièrefräit oder upassbart Wunnen net scho beim Plange vun engem Haus en Thema war. Verschidden Architekten schwätzen hei vun „Liewenslafwunnen“, mam Fokus op eng gutt Nutzungsqualität fir jiddwereen.

Dohier den Term „Design for all“, fir eng Bauform ze bezeichnen, déi muss technesch Hëllef am Alter iwwerflësseg mécht. Fir dës Iddi méi bekannt ze maachen, huet de Familljeministère eng interessant Broschür erausgim mam Numm „Design for all - Anpassungsfähiger Wohnraum, dauerhafte Nutzbarkeit“. A liewenswäert ass och d'Initiativ vun der Chambre des Métiers, déi am Abrëll vun dësem Joer e Seminar zum Thema barrièrefräit Wunnen organiséiert huet.

Här President, e weidere Punkt betrëfft d'Aarbecht vun der CEO an d'Gestioun vun den Dossier, déi mat dësem Gesetz verbessert gëtt, éischtsens doduerch, dass d'CEO an Zukunft Rechenschaft muss ofleeën iwwer hir Aarbechten an e Bericht muss erstellen iwwer déi ausgefouert Kontrollen. Zweetens muss d'CEO awer och eng järelech Revisioun vun den Dossier virhuelen an déi individuell Fleegepläng regelméisseg un déi kierperlech a mental Evolutioun vun de Beneficiairen upassen. Och dat ass an der Vergaangenheet net an deem Mooss geschitt. Aus deem Grund muss all eenzelne Fleegeakt net nëmme an engem Bericht dokumentéiert ginn, de Fall gesat, muss e Prestataire souguer erklären, firwat en deen een oder anereren Akt net geleescht huet.

An deeselwechte Kader gehéieren och déi 15 Forfaiten, déi am Ufank ganz vill kritiséiert gi sinn, déi awer hire Sënn maachen. D'Rapportrice ass am Detail drop agaan, virun allem op de Berechnungsmodus, dee relativ komplizéiert ass. Dowéinst wëll ech en net widderhuelen. Ech wëll awer soen, dass mir als Gréng schonn an der Debatt vun 2014 der Meenung waren, dass déi aktuell Method, wéi d'Fleegepläng opgestallt ginn, en iwwerdriwwenen administrativen Opwand bedeit an alles anescht ass wéi eng Simplification administrative.

A mir waren och der Meenung deemoos, dass d'Ausféierung vun deene Fleegepläng am aktuelle System vill ze vill rigid ass. D'Besoinen, och dat ass scho gesot ginn, vun enger ofhängeger Persoun sinn nun emol net all Dag déiselwecht, mä variabel an evolüiere mat der Zäit. An deem Sënn hu mir deemoos schonn derfir plädéiert, fir all Demandeur e Package vu Fleegeakte mat entspreche Standardzäite festzeleeën an déi Akten duerno net no engem feste Schema, mä flexibel, jee nom Zoustand vun der Persoun, ausféieren ze loosse.

Fir eis bleibt hei de wesentleche Punkt, dass de Fleegebedarf weiderhin op Basis vun enger individueller Evaluatioun definéiert gëtt. Wesent-

lech ass awer och, dass den detailléierten Inhalt vum Référentiel des aides et soins transparent a verständlech formuléiert wäert ginn, och dat ass e wichteg Punkt, an dass dës Referentiel zougänglech gëtt fir all Beneficiaire, fir all Aidant a fir all Prestataire.

Méi verständlech, detailléiert an transparent gëtt och d'Decision, déi d'Prise en charge vum Einzelne festsetzt. Dëst geschitt iwwer de Wee vun der Synthèse de prise en charge, déi sämtlech Informatiounen a puncto accordéiert Prestatioune a Form vun Hëllefstellunge regruppéiert.

Léif Kolleginnen a Kollegen, all dës Neierunge féieren zweifellos zu engem grousser Qualitätsprong. Natierlech ënnert der Konditioun, dass d'Cellule d'évaluation et d'orientation, d'CEO, mat deenen néidege Mëttelel a genuch personelle Ressourcen ausgestatt gëtt, fir dee grousser Plus un Aarbecht, deen op se zoukënn, och kënnen ze bewällegen.

E wichteg Schrëtt ass dobäi, dass d'CEO eng eegestänneg Verwaltung gëtt. Och dee Schrëtt ënnerstëtze mir. Dës Verwaltung ënnersteet an Zukunft dem Minister vun der Sécurité sociale an net méi der IGSS. Dat stäerkt net nëmme hir Visibilitéit an hir Autonomie. Et verhënnert och, dass souwuel d'Exekutioun wéi och d'Evaluatioun an d'Kontroll vun de Prestatioune an der Hand vun enger eenzeger Institutioun leien.

Datt d'IGSS „à la fois juge et partie“ ass, esou wéi de fréieren Deputéierte Félix Braz sech bei der Reform vun 2005 op dëser Plaz ausgedréckt huet, war vun Ufank u keng propper Lösung an och net transparent. Wichteg ass an deem Kontext awer och en eisen Aen, dass de Conseil supérieur vun der Sécurité sociale souzosen nees reaniméiert gëtt, ënner anerem fir d'Assuréeen an de Beräich vum Contrôle anzubannen an net nëmme just bei der CNS derbäi ze sinn.

Ech kommen zum konkreten Inhalt vun de Prestatioune an zu de Krankheitsbiller, déi vun der Assurance dépendance erfaasst ginn. Hei wëll ech virausschécken, dass et nach ëmmer en Uleies war vun der Assurance dépendance, deene verschiddene Pathologien esou gutt wéi méiglech Rechnung ze droen. An et war och ëmmer en Uleies, keng eenzeg Pathologie auszeschleissen. Dowéinst ass et an eisen Aen net ganz richtig ze behaupten - dat maache munch Leit -, dass Krankheitsbiller wéi Alzheimer oder Polyarthros net vun der Assurance consideréiert géife ginn. Dat si Pathologien, déi nach ëmmer hir Wichtigkeet haten an och a Charge geholl ginn.

An der Chamberskommissioun si mer näamlech informéiert ginn, dass ganzer 75% vun de Beneficiaire schonn haut ënner iergendenger Form vun Demenz leiden, Alzheimer abegräff. Wat chronesch Gelenkerkrankunge wéi Polyarthros ueget, esou sinn och dës Pathologie längst als eng vun den Haaptursache vun der Dépendance unerkannt. Dat geet aus dem Rapport 2015 vun der Sécurité sociale ervir. Et ass also net esou, wéi wann dës Pathologien net consideréiert gi wieren. An et bleift och weiderhin e wichteg Uleies, all Forme vu Pathologie gerecht ze ginn. Wat awer ännert a wat och verbessert gëtt, ass hir Prise en charge.

D'AAI, d'Activités d'appui à l'indépendance, vun deenen hei scho geschwat ginn ass, ersetzen den haitege Soutien spécialisé an de Conseil individuel a kënnen vill méi geziilt op d'Bedürfnisser vun Einzelnen agoen. Si si geduecht, fir d'Capacitéite vun de betroffene Persounen esou laang wéi méiglech oprechtz'erhalen. Och hei huet d'Rapportrice Taina Boffering all Detailler erkläert, soudatt ech se net widderhuelen.

Fir eis ass et wichteg ze betounen, dass d'Prise en charge vu Leit mat Demenz oder Polyarthros verbessert wäert ginn an de weidere Verlauf vun der Krankheit besser encadréiert wäert ginn.

Ech kommen zu den Nuetswaachen. Och déi sinn eng wichteg Ännerung an dësem Gesetz. Si sinn et bis elo net ginn. Et ginn zéng Nuechten am Joer accordéiert. Se kënnen awer och regruppéiert ginn am Fall, wou den Zoustand vun enger Persoun sech akut verschlechtert a wou déi Persoun net méi kann eleng gelooss ginn. Dee Moment stellen d'Nuetswaachen e wichtegt Sécherheitsnetz duer, virun allem a Situatioune, wou d'Famill d'Prise en charge vum Fleegebedürftege muss nei organiséieren an net vun haut op muer eng Lösung parat huet.

Ech kommen zu den net spezialiséierten Aktivitéiten, wou et positiv ass, dass de Personalschlüssel bei der Garde en groupe wäert verbessert ginn, an zwar vun aacht Leit pro Encadrant op nach just véier Leit, esou wéi dat scho beim Soutien spécialisé haut de Fall ass. Als Gréng si mir iwwerzeegt, dass dës Adaptatioun vum Personalschlüssel e positiven Afloss

op d'Wuelbefanne vun de Leit wäert hunn, well de perséinleche Kontakt ganz wichteg ass an hei méi intensiv gëtt.

Zu den Aidants informels wëllt ech soen, dass och hei e gudd perséinleche Kontakt wichteg ass. Dee Kontakt kann iwwer d'Aidants informels opgebaut ginn an e wäert seng Friichten droen. Leider huet d'Gesetz vun 1998 awer an deem Beräich zu verschiddene Feellentwécklungen, zu Derapagé gefouert, déi am Géigesaz stinn zu der Philosophie vun 1998er Gesetz. Dowéinst begrësse mir, dass de Beräich komplett iwwerschafft ginn ass. An Zukunft ginn d'Aidants informels besser identifizéiert. Et gëtt e Profil vun hinnen erstallt. Se kréien eng Formatioun an et gëtt Wäert drop geluecht, dass dës gutt Aarbechtskräften hirer Aarbecht no bezuelt ginn a sozial ofgeséichert ginn, wann dat da gewënscht ass.

Wichteg ass an deem Kontext och, dass den Aidant informel an Zukunft gradesou oft evaluéiert gëtt wéi de Beneficiaire an datt e sech soll engagéieren, d'Fleeg op d'mannst ee Joer laang ze assuréieren, fir ebe just de Problem vun den dräi Méint auszuschleissen. Dëst als onverzichtbare a wäertvolle Complement zu der Aarbecht, déi vun de Réseaux d'aides et de soins à domicile gemaach gëtt.

D'Argument, dass och dëst Gesetz nach ëmmer Schlupflächer fir Abusen an Ausbeutung oplësst, ass net vun der Hand ze weisen. Allerdéngs ass dat fir eis kee Grund, fir dee ganze System vun den Aidants informels d'office a Fro ze stellen an en ofzeschaffen. Fir eis ass dat villméis a Grund, fir d'Famill méi an d'Verantwortung ze huelen, d'Famill ze informéieren an den Ugehéieren ze erklären, wéi eng Regele beim Réckgrëff op en Aidant informel ze respektéieren sinn.

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng).- Très bien!

► **Mme Josée Lorsché** (déi gréng).- Ech kommen zu der Präventioun, déi och ganz vill an d'Gespréich kënn, wa mer vun Assurance dépendance schwätzen. Et ass ganz sécher: D'Präventioun ass wichteg a spillt eng grouss Roll, wann et drëms geet, d'Ofhängegkeet an engem frëie Stadium ze verhënnern. Natierlech muss mer doru schaffen an d'Programmer mussen ausgebaut ginn. An et ass och kloer, dass d'Regierung ganz vill Zommen an d'Präventivprogrammer investéiert, Stéchwuert „Plan décence“, „Plan cancer“, „Plan tabac“, „Gesond iessen, méi bewegen“ an all anerer Projeten, déi queesch duerch d'Ministère en place sinn.

D'Fro, déi sech am Kontext vun dësem Projet de loi awer stellt, ass net déi, wivill Präventiounsprogrammer mer hunn a wat nach alles op deem Plang ka geschéien. D'Fro ass villméis déi, wéi eng Autoritéit fir d'Präventiounspolitik zustänneg ass. Domat mengen ech déi Präventioun, déi zu deem Stadium geleescht gëtt, wou nach keng Dépendance virläit.

Als Gréng si mir ganz kloer der Meenung, dass d'Präventioun net an d'Kompetenz vun der Fleegeversécherung gehéiert, mä an déi vum Gesondheitsministère. An et ass de Ministère, deen d'Präventioun finanzéiert an dee gehalen ass, mat anere Ministère, wéi zum Beispill deem vun der Education, dem Sport oder der Famill, zesummenzeschaffen, fir eng grouss Vernetzung hinze kréien.

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng).- Très bien!

► **Mme Josée Lorsché** (déi gréng).- Ëm d'Vernetzung geet et dann och nach bei der Ausbildung vum Fleegepersonal, déi ënner d'Kompetenz fällt vum Educationministère. Dat ass mäi lescht Wuert, Här President. Hei wier et net vu Muttwëll, d'Ausbildung vum Altersfleeger oder Altenpfleger och zu Lëtzebuerg anzeféieren. Dës Ausbildung gëtt et schonn an anere Länner a si wier doudsächer eng sennvoll Ergänzung zu dëser Reform, déi geduecht ass, fir grad déi vulnerabelst Mënschen an eiser Gesellschaft nach besser ze ënnerstëtzen an dee ganze System ze stäerken, zesumme mat allen Akteuren um Terrain, mat deene vill geschwat ginn ass.

Här President, ech sinn iwwerzeegt, dass dat eis wäert geléngen, an ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun, mat engem Merci un d'Madamm Rapportrice, déi ganz vill Aarbecht geleescht huet.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och. An nächste Riedner ass den Här Gast Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, 1998, wéi mer hei an der Chamber d'Gesetz iwwer d'Fleegeversécherung gestëmmt hunn, hu mer parteiüwergräifend hei vun engem Meilesteen an der Lëtzebuurger Sozialgesetzgebung geschwat.

Wann och eise Sozialversicherungssystem - d'Krankeeseen, d'Pensiounseeseen, d'Unfallversicherung - am Fong op d'Zäit vum Ufank vum leschte Jorhonnert zrëckgaangen ass, a wou mer dunn iwwer Jorzéngten, géif ech soen, versicht hunn, déi eenzel Keesen ze harmoniséieren a se ze fusionéieren, virun allem wat d'Krankeeseen an d'Pensiounseeseen ubelaangt, sou hu mer am Fong 1998 mat der Aféierung vun der Fleegeversicherung aus den Erfahrung geleeert a mir hu keng verschidde Fleegeversicherung fir Secteuren oder fir Berufsgruppen agefouert, mä mir hunn eng agefouert direkt fir d'ganz Land, wou mer bei deenen anere Sozialversicherung praktesch honnert Joer gebraucht hunn, bis mer déi dohinner fusionéiert haten.

Mir hunn awer bei der Aféierung nach eppes Neies agefouert, an zwar hu mer deemoos an der Sozialkommissioun eppes geännert um Gesetz. Well och deemoos hat d'Gesetz virgesinn, dass et e Plafond cotisable géif gi vu fënnemol dem soziale Mindestloun. An et waren d'Kolleege Lucien Lux, Niki Bettendorf, Marcel Glesener, ech, an et waren och vun allen anere Parteien der derbäi, déi dunn an der Kommissioun d'Iddi haten, fir en Deplafonnement ze maachen, an zwar, dass net nëmme op dem Salaire géif ganz cotiséiert ginn, mä praktesch op alle versteierbare Revenuen. An déi deemoos zoustänneg Ministesch, d'Mady Delvaux, war och vun där Iddi mat begeschtert. An esou ass en Amendement ugeholl ginn.

Et war deemoos gefaart ginn, et géif en Eklat am Land ginn, wann déi Cotisatioun géif op alle versteierbare Revenuen opgehuewe ginn. Mä deen ass ausbliwuen. An duerfir kann ee soen, dass mer am Fong hei mat der Fleegeversicherung dat soziaalt Instrument hunn, wat dee gréisste Solidaritéitsprinzip a sech huet, well Leit, déi vill Revenuen hunn, och vill cotiséieren, méi wéi an deenen anere Sozialversicherungen, an d'Leeschtung op där anereren Säit bleift awer déiselwecht fir jiddwereen.

D'Néidegkeet vun der Fleegeversicherung stellt haut sécherlech kee méi hei am Land a Fro, meng Virriedner hunn dat scho gesot. Mat 13.500 Leit, déi dovunner benefizéieren, mengen ech, wësse mer, wéi wichteg dass déi Fleegeversicherung do ass. A well mer och wëssen, dass d'Leit hei am Land och ëmmer méi al wäerte ginn, da wësse mer och, dass d'Zuel vun deene fleegebedürftege Leit an Zukunft och wäert méi grouss ginn.

Mä mir sollen awer houfreg drop sinn als Lëtzebuerg, dass mer dat Instrument hei hunn, wou mer am Fong versichen, all Mënsch och um Liewenswäert e mënschewierdegt Liewen ze garantéieren an datt e kann esou laang wéi méiglech och an der Gesellschaft integréiert bleiwen.

An ech hunn et vun eiser Säit aus scho méi wéi eng Kéier hei am Kader vun dëser Debatte gesot, dass et fir eis wichteg ass, dass mer an der Fleegeversicherung en héijen Niveau behalen. Wa mer wëssen, dass mer 13.500 Leit hei am Land hunn, mat enger steigender Tendenz, sou ass et och sécher, dass eng Partie vun ons heibannen iergendwann eng Kéier vun der Fleegeversicherung wäerte profitéieren! An duerfir, mengen ech, hu mer och en Interêt, a mir hunn dat och ëmmer gesot, fir déi Versécherung op engem Niveau ze halen, och wa se eppes kascht.

Déi Leit, déi do schaffen, déi maachen eng wäertvoll Aarbecht, eng schweier Aarbecht. An duerfir sollen déi Leit och uerdentlech bezuelt ginn. An op där anereren Säit sollen déi fleegebedürftege Leit och déi Traitementen kréien, déi hinnen et erlaben, esou mënschewierdegt wéi nëmme méiglech ze liewen. An duerfir daer eis hei am Land am Fong kee Geld ze rar sinn!

Duerfir hu mir eis och ni dergéint ausgeschat, well mer gesot hunn: „Wann een och misst d'Cotisatiounen héijen, wiere mer méi frou, mir géifen eng Cotisatioun erhéien oder eng Steier aféieren, wéi datt mer op där anereren Säit géifen d'Leeschtungen un der Qualitéit änneren.“ An dat ass och haut nach ëmmer eise Prinzip, dass mer net daerfe qualitativ erofgoe mat eise Leeschtunge vis-à-vis vun de Leit, déi et néideg hunn. Ech mengen, mir hunn an dësem Land kee Recht, fir dat ze maachen.

An dësem Gesetz gëtt et selbstverständlech eng ganz Rei vu positiven Aspekter; meng Virriedner an d'Rapportrice Taina Boffering, deem ech och vun dëser Plaz aus wëll Merci soe fir säin exzellente Rapport, sinn am Detail dorobber agaan. Ech géif mech duerfir, well meng Zäit jo awer relativ limitéiert ass, just mat e puer Punkte befaassen, déi méi kritesch sinn, quitte datt ech gesot hunn, dass awer eng Rei vu positive Saachen an dësem Gesetz sinn.

Wat mer net gutt fannen, dat ass, dass fir d'Accompagnement d'Stonnen erofgesat ginn. Ech weess, et si vill Leit, déi soen: „Ass et richtig, dass eng Persoun mat enger Persoun mëttes akafe geet?“ Mä ech mengen, wa mer



vu Liewenskonditiounen schwätzen, wa mer dervu schwätzen, dass mer déi Leit wellen an der Gesellschaft integréieren, dann ass dat scho wichteg, well net all Leit, déi ënnert d'Fleegeversécherung falen, hunn nach déi Méiglechkeet, och dat ze benotzen. Mir fannen dat also schlecht, dass mer do déi Zäiten erfrosetze vu sechs op véier Stonnen. Den LCGB geet souguer esou wäit a schreift: „Hier werden ältere Leute unter Hausarrest gestellt.“

► **M. Roy Reding (ADR).** - Très bien!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Awer och d'Association vun Alzheimer seet, dass si duerch déi Reduktioun do bis zwou Milliounen d'Joer manner als Recettë kriterien an dass dat op där anerer Säit kéint bis 30 Leit betreffen; anerer schwätze vu méi. Och dat fanne mer net gutt, dass mer an déi Richtung duerfir wéi gesot ginn.

Och d'COPAS, d'Federatioun vun de Prestatairen, seet, dass géif der Dignitéit an der Selbstständigkeit vun de Mënsche schueden, wa mer dat géifen erfrosetzen. An duerfir, d'Mënschlechkeet géif doduerch verluer goen, seet d'COPAS.

D'Afféierung vun dem 15-Stufe-Plang: Ech ka mech erënneren, wéi mer 1998 d'Gesetz gemaach hunn, dann hu mer wéi laang doriwwer diskutéiert, ob et solle vill Stufe ginn oder ob et der nëmme solle wéineg ginn. An deemools ware mer der Meenung, dass et der solle wéineg sinn. Haut gétt gesot: „Ma, et mussen der méi sinn, fir méi eng Flexibilitéit dranzekriegen, fir dat och net esou fix op den Dag ze fixéieren.“

Dat kann alles richtig sinn. Ech hunn allerdings meng Zweifel dorun. Wann ech mat de Leit aus dem Secteur schwätzen, déi un der Basis schaffen, an der Praxis domat schaffen, mengen déi, dass deem neie System wier dat méi negativ, wéi dat virduun de Fall war. Duerfir, wéi gesot, ech ka mech aus Erfahrung net selwer driwwer ausschwätzen; déi eng soen, et wier besser, déi aner soen, et wier manner.

Datt d'Aidanten och hir Zäit, fir d'Formation continue ze maachen, op sechs Stonne pro Joer gesat kruten, dass gétt och kritiséiert, souwuel vum Statsrot wéi och vun der CGFP zum Beispill, déi soen, dass dat op d'Joer gesinn net géif duergoen.

Dat sinn am Fong just déi dräi Punkten, un deenen ech eng Kritik oder Bedenken ze äusseren hunn. Ech wëll awer kloerstellen, dass mer mat dem Rescht vun dësem Projet averstane sinn, well deen trotzdeem awer eng Rei vu qualitative Besserunge mat sech bréngt, déi een net ka leegnen.

An duerfir, mir hate virgesinn eng Kéier zu engem méi fréien Zäitpunkt, bei dësem Gesetz dergéint ze stëmmen. Mä mir hunn awer ofgewien a mir soen: „Et si wuel qualitativ déi eng oder aner Verschlechterungen dran, mä et sinn awer vill méi Verbesserungen, déi an dësem Gesetz sinn. Duerfir enthalte mer eis.“

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Den nächste Riedner ass den Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Merci, Här President. Egal wéi een Zeenario vu wirtschaftlichem oder demografischem Wuesstum een zugrund leet, egal wéi een d'Pronosticken iwwert d'Liewenswaardung interpretéiert, egal wéi d'Zuel vun de Fleegebedürftege schlussendlech an Zukunft klamme wäert, eppes steet fest: D'Fleeg wäert sech an deenen nächste Jorzéngten zu engem ëmmer méi zentralen Element vun eiselem gesellschaftlechen Zesummeliewen entwéckelen.

Déi vun der Fleegeversécherung protegéiert Populatioun wissst a mat hir och d'Zuel vun de Fleegebedürftegen. De Fleegebedarf gétt och ëmmer méi komplex, well vill Fleegebedürfteger vun ëmmer méi Pathologie betraff sinn a soumat ëmmer méi grous Ufuerderungen och un d'Fleegepersonal gestallt ginn.

Dat stellt eis als Gesellschaft viru grous Eraufuerderungen, déi wäit iwwert d'Kontabilitéitslogik erausginn, déi awer och erëm bei dësem Projet bei der Ausaarbechtung zum Asaz komm ass.

Fir eis stellt sech bei der zukünftiger Ausrichtung vun der Fleeg an der Fleegeversécherung déi zentral Fro, ob mer et als Gesellschaft fäerdigbréngen, de Kranken, den Alen, de Leit mat Behënnerung, awer och den Isoléierten a Liewen an Dignitéit ze garantéieren, dat hinnen e Maximum un Autonomie a Fräiheet a sozialer Inklusioun erméiglecht, an dorun natierlech uknäppend d'Fro, wéi mer dat erreeche wellen. Oder: Ob mer op där anerer Säit eng Kéier wäerten eng Fleeg hunn, déi just nach den absolute Minimum u Prestatiounen assuréiert, an da just nach räich Leit hiert Recht op e Liewen an Dignitéit am Alter ausüben kënnen.

An ech mengen, dass de Gesetzesprojet, deen elo hei virläit, op dës zentral Froe widder-spréchlech Äntwerte gétt. Et ass och mëttlerweil keng grous Reform méi, wéi ugekënnegt viru Joren, mä just nach eng Modifikatioun, wéi den Titel vum Projet et och scho seet. Mä déi wirkleche grous gesellschaftlech Zilsetzung sinn am Endeffekt net ze fannen an dësem Text.

An, Här President, dass ass ëmsou méi bedenkelech, well eis Fleegeversécherung, wéi se aktuell besteet, gutt ass, wéi och vun alle Virriedner virduun gesot ginn ass, an et am Fong guer keen inhaltleche Grund gétt, fir dra piddelen ze goen, et sief dann, et wëllt een d'Leeschungen an den Encadrement en vue vun den Eraufuerderunge vun der Zukunft opwäerten an dann eventuell néideg Verännerunge bei Infrastruktur, bei Formatioun, bei Ausgabe fir d'Fleegepersonal, bei der Qualitätskontroll a beim Finanzement maachen. Dëst ass a verschiddenen Usätz hei am Projet och geschitt. Mir mengen awer, dass et net wäit genuch geet.

A wann ech gesot hunn, dass eis Fleegeversécherung, esou wéi se am Moment funktionéiert, e gudd System ass, dann heescht dat natierlech net, dass et keng Verbesserungs-méiglechkeete gétt. Ech kommen och nach gläich dozou. A mir hunn och Proposen entwéckelt.

Mä et gétt eng Rëtsch Elementer, déi sech als gutt bewäert hunn, an eng Reform misst op déi gutt Elementer zrëckgräifen a se als Hauptpiller hunn:

1) D'Leeschunge vun der Fleegeversécherung sinn universell a gerecht, well se all integral fir jiddwieren aus engem Dëppe finanziéiert ginn, ouni eege Käschtebedeelegung vun de Fleegebedürftegen oder hire Familjen.

2) D'Fleegebedürftege ginn all individuell gekuckt a kriegen e Package u Leeschunge bezuelt, deen dann och op hir individuell Situation ugepasst ass.

3) Et gétt och vill gemaach fir d'Präventioun, de Soutien, deen ab elo „appui“ genannt gétt, fir de Leit esou ze hëllefen, méiglechst laang autonom ze bleiwen a sech och selwer kënnen ze hëllefen do, wou et néideg a sënnvoll ass.

4) De Besoin u Fleegeleeschunge war deem finanzielle Gesichts-punkt bis elo ëmmer iwwergeuerdnet. Ech soen „war“, well ab 2012 mat de Spuerpäck vun der viregter an och der haiteger Regierung dëst awer a Fro gestallt ginn ass!

2012 gouf d'Valeur monétaire vun de Prestatiounen agefruer, fir op deem Wee d'Ausgaben ze bremsen an d'Bedeelegung vum Stat erfrozeschrauwen. Dat hat zur Konsequenz, dass et bei de Prestatairë finanziell méi knapp an domadder den Drock op d'Leeschungen an d'Personal méi grous ginn ass.

Mam Spuerpak vun der aktueller Regierung kounn eng méi selektiv Zouerkennung vun de Prestatiounen derbäi, wouduerch besonnesch bei Prestatiounen fir d'Ennerstëtzung, de Soutien, also déi eigentlech Hëllef zur Selbsthëllef, wéi déi Froe ronderëm d'Matakafegoen, manner rembourséiert gouf, zum Deel massiv manner rembourséiert gouf.

**(Mme Simone Beissel prend la présidence.)**

D'Fleeg war also och en Affer vun der Austeritéitspolitik. An dës Spuerlogik war den trauege Motor, deen eigentlech hannert der ursprénglech Fassung vun der Reformpropos vun 2015 um Wierk war. Well no der Pensionsreform wollt dës Regierung also och e weidere Piller vun der Sécurité sociale kieren an eisen universellen a performante Fleege-system fir all déi Bedürftege zu engem méi minimalen zrëckbauen, dee just nach essenziell Leeschunge finanziéiert.

Fir de Leit Angscht ze maachen, goufen, äänlech wéi bei der Pensionsreform, bedrolech Zeenarien an d'Mauer gemoolt, et gouf virun enger Explosioun vun den Ausgabe gewarnt, déi iergendwann eng Kéier zu enger Fleegeversécherung féiere kéinten, déi net méi finanzierbar wier. A wéi sech dat fir liberal Reforme gehéiert: D'Fro vun de Recetten ass ganz wéineg gestallt ginn.

Mä no an no ass de Minister awer ënnert dem Drock vun de Gewerkschaften, mä och virum Hannergrond vun engem méi staarke Wuesstum a méi Cotisiounen an der manner schnell klammender Zuel vu Fleegebedürftegen zrëckgeruddert an ass elo haut bei dësem Rumpfprojet vun der geplanter Reform ukomm.

Gleef mer et, dass d'Regierung am Endeffekt vum Ofbau vun der Fleegeversécherung ofgesinn huet, begrësse mir natierlech ausdrécklech! Mä si huet sech awer mat hirer ursprénglecher Reformpropos enttarnt! Dat, wat d'Regierung eigentlech maache wollt, kenne mer elo, och wa mer d'Béchs vun der Pandora nach eng Kéier zoukritt hunn.

Madamm Presidentin, een Iwwel aus dëser Béchs huet sech awer leider trotzdeem an dëst Gesetz ageschlich, an dat ass de System vun de Pauschalen. Och wann de Fleegeopwand pro Persoun ëmmer nach individuell erfaasst gétt an en individuell ugepasste Fleegeplang erstallt gétt, sou ass de System mat de Pauschale fir eis awer en Instrument, fir Käschten ze spueren, dass d'Dier fir d'Enn vun der individueller Fleeg grous opmécht.

Well als Montant näamlech ëmmer just de Mëttelwärt vun all Zäitintervall pro Pauschal vun der Keess iwwerhollt gétt, gétt fir d'Prestatairen e finanziellen Ureiz geschafen, fir Drock ze maachen op hiert Personal a manner Zäit fir verschidde Leeschungen opzebréngen, mat noutgedronge méi Stress an domat och enger méi schlechter individueller Prise en charge.

An, de Fleege-secteur ass e Maart, wou niift universellen, eng ganz Couverture ubiddenden net lukrativ Prestatairen och kommerziell a gewënnorientéiert Boitë matenee konkurrieren. An duerch d'Konkurrenz téschent de Prestatairen um Fleegemarché ginn d'Fleegebedürftege an den héije Pauschalen, och wann dat an dësem Fall wierleche makaber kléngt, quasi zu de Filetsstécker fir déi op Profitt ausgeluechte Fleegebetriber, well hei eng méi effikass Organisation vum Personal méiglech ass a vill Deplacementskäschen ewechfalen, déi d'Prestatairen, déi d'Couverture am ganze Land maachen, awer droe mussen.

Ech weess, dës Situatioun gétt et elo schonn. An esou privatwirtschaftlech Konkurrenzsituatiounen an engem awer wéineg reguléiert Maart si ganz schiedlech an esou engem Beräich vun iwwerliewenswichteger Hëllef.

Madamm Presidentin, an deem, wat ech elo iwwert d'Pauschale gesot hunn a wéi hir Wieselwierkung mat der Evolutioun vun de Käschten d'Aarbechtsbedingunge vum Personal an de strukturelle Kader (veuillez lire: de strukturelle Kader beaflost), an deenen d'Prestatiounen an der Fleeg geleescht ginn, stiechen och schonn déi dräi Piliere, déi an eisen Ae fir eng universell, gerecht, effikass Fleeg gestärkt misste ginn:

Éischtens: De Finanzement vun der Fleegeversécherung muss laangfristeg ofgesécherert ginn, „perenniséiert“ ginn, wéi den Här Engel dat virduun genannt huet. An dat geet just mat enger an eisen Ae méi gerechter Verdeelung vun de Laaschten. A méi gerecht wier, wann äänlech wéi d'Salariéen och d'Patronat an d'Fleegeversécherung abezuele géif, wéi dat bei der Pensionskeess ju schonn de Fall ass. Donieft missten och d'Kapitalertrag wierleche erhuewe ginn, déi 1,4% Quellesteier zousätzlech, déi de Stat eigentlech elo zousätzlech bezilt doduerch, dass net méi Quellesteier opgehuewe gétt.

Zweetens missten d'Fleegebetriber, déi ëmmer méi komplex an usprochsvoll ginn, kontinuierlech opgewäert a weider formaliséiert ginn. An d'Recht op bezuelt Weiterbildung muss garantéiert bleiwen. D'Opwärtung vun de Carrièren am SAS-Kollektivvertrag begrësse mer do-wéinst och ausdrécklech! Geneesou begrësse mer d'Unerkennung vum Aidant informel, deen elo méi e kloer Statut kritt.

An drëttens, an dat ass fir eis essenziell: D'Fleeg dierf net zur Wuer ginn, mä muss als eng öffentlech a sozial Dëngschtleeschung ugebuede ginn. D'Prestatairë vun de Fleegebetriber dierfe soumat net op engem fräie Marché a vollkommener Konkurrenz zueneen agéieren. Dat féiert onauswäichlech zu erhieflechem Drock, an éischer Linn op d'Personal am Secteur, an um Enn vun der Kette sinn déi Leidtragend an esou engem Fall déi Fleegebedürftege.

**(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)**

Här President, déi dräi Pisten - e méi gerechten an zolitte Finanzement, eng Stärkung vum Fleegepersonal an d'Fleeg als eng wierleche öffentlech Dëngschtleeschung an net als Wuer ze gesinn -, dat hätte misse déi Kärpiste sinn, op déi eng wierleche Reform, déi den Numm verdéngt hätt, hätt misse goen. Dëst ass net geschitt! Mat de Pauschale gétt an eisen Aen d'Dier opgemaach fir e spéideren eventuellen Ausstieg aus der individueller Prise en charge. An duerfir wäerte mer dat hei och net matstëmmen.

Merci.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - De leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Alexander Krieps.

► **M. Alexander Krieps (DP).** - Merci, Här President. Ech sinn üüblicherweis ni dee Leschten. Ech ka mech zwar an engem viregte Liewen erënneren, 1999-2004, do huet den Här Jean Spautz, dem Marc säi Papp, mech ëmmer als Leschte schwätze gelooss, well da war e sécher, dass en d'Haus voll hätt.

**(Hilarité)**

Déi Fro, déi ech mer elo awer gestallt hunn, Här President,...

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Dat heescht, d'Konkurrenz kounn vu baussen.

► **M. Alexander Krieps (DP).** - Jo, ech hu Konkurrenz kritt. Mä déi Fro, déi ech mer elo gestallt hunn, ass, ob ech an där nämlecher Kommissioun souz wéi verschiddener vun onse Virriedner, an dann och, wat déi laang Dürrestreck, déi zwee Méint Hëtzt, un Deshydratioun bei verschiddene Kollege provoziert huet.

Mä ier ech elo awer un dat Agemaacht ginn, wollt ech awer e Gedanken hunn un onse President, de Mars Di Bartolomeo, deen iwwert de Weekend 600 Leit aus dem Ausland hei hat, déi sech bei mir beluewegt hunn, wéi gutt dat geklappt hätt. Dann hunn ech en zweete Gedanke fir d'Madamm Mady Delvaux-Stehres, déi à l'origine vun dësem Gesetz '99 war. An dann hunn ech e Gedanken un onse Frënd Gilles Muller. Ech hoffen, dass deen duerhält.

**(Hilarité)**

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Alexander Krieps (DP).** - Dat gesot, déi Debatt iwwert d'Fleegeversécherung, déi leeft, säit ech elo an der Chamber sëtzen. All dräi Joer kënt dat. An der leschter Legislatuur kounn en Dossier erbäi, do sollt d'Cotisioun op 1,73 gehuewe ginn. An de politesche Konsens war wuel an der Kommissioun do, mä e war haaptsächlech ausserhalb bei de Prestatairen do - de politesche Konsens -, mat all hire Leit.

Ech war och ganz erféiert: De leschten Donneschdeg um hallwer siwen owes um Itzeger Stee hunn ech e Verrieder vun Här Spautz senger syndikalistescher Organisatioun héieren - deen am Comité directeur vun der CNS awer wierleche ni de Mond opdeet! -, deen huet do geschwat vun der Assurance dépendance, si géife Prestatiounen ofschafen an hei an do. Ech war ganz erstaunt, wéi dee Mann dat behaupt huet. De Méindeg an enger Tribune libre, dat muss ech awer dem Kollege Wilmes och soen, do hunn ech och verschidde Saache vermëst. Ech weess net, wéi oft hien an där Kommissioun war, mä ech hunn net eng Kéier do gefeelt.

Dat gesot, an dann ass reklaméiert ginn...

**(Brouhaha et interruptions)**

Neen, neen, neen. Dat ass net perséinlech, mä en ass och an engem Wahlkampf, dee fir hi wichteg ass. Dat verstinn ech.

► **Plusieurs voix.** - Aah!

► **M. Alexander Krieps (DP).** - Dat verstinn ech. An da gétt hei gefuerdert,...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här...

► **M. Alexander Krieps (DP).** - ...d'Participatioun vum Stat...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Krieps.

► **M. Alexander Krieps (DP).** - Hie ka mer herno eng Fro stellen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Krieps, neen. Dir hutt direkt den...

► **M. Alexander Krieps (DP).** - Jo, da sot mer et.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dir hutt den Här Wilmes direkt ugeschwat, also dierf en och reagieren.

► **M. Serge Wilmes (CSV).** - Ass den Här Krieps der Meenung, dass elo mussen ëmmer d'Präsenz gezielt gi vun all den eenzelnen Deputéierten an de Kommissiounen? Dat kenne mer gären eng Kéier maachen, et oppeleën, well ech weess net, ob Der da kënt mam éische Stee geheien.

► **M. Alexander Krieps (DP).** - Jo, ech hunn näischt dergéint. Also, ech sinn net a 36 Kommissiounen. Ech si gewéinlech do. Wann dat lech als Äntwert duergeet. Soss fänke mer un ze zielen. Ech hunn näischt dergéint. An och de Minutage, dann „clocke“ mer, wéi laang een dobannen ass.

**(Interruption)**

Hei ass och gefuerdert gi vun de Leit, d'Participatioun vum Stat sollt op 45% gehuewe ginn. An ech hunn e Virriedner héiere soen, 2012 wär d'Participatioun vum Stat erfrogesat ginn. Neen, déi ass 2012 em 5% an d'Luucht gaangen, an 2013 nach eng Kéier em 5%. Dofir, kommt net hei behaupten, d'Participatioun vum Stat wär erfogaangen! Da musst Der d'Dossiere kucken!



► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Si war erofgaangen!

► **M. Alexander Krieps (DP).**- Se war... Gewass! Si war op 30 erofgaangen...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Aah!

► **M. Alexander Krieps (DP).**- ...a si ass elo op 40.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Aah!

► **M. Alexander Krieps (DP).**- Mä laang elo virun dësem Debat.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Si war awer eng Kéier erofgaangen!

► **M. Alexander Krieps (DP).**- Jo. Jo, eng Kéier. Dat ass wéi mat de Cotisatioune vun der Krankekeess.

► **Une voix.**- Dir sidd scho laang derbäi, Här Krieps.

► **M. Alexander Krieps (DP).**- Jo. Jo.

Ech hunn dem Här Gibéryen seng Ried vun '99 och éierens an der Mapp leien. Jo, déi ass och gutt.

#### (Hilarité)

D'Flexibilitéit gëtt hei méi geséichert. De Minister wäert ons dat herno erklären. D'Reevaluation ass och noutwendeg. Dat ass eng méi Prise en charge vun den demente Patienten. Wat natierlech vill Prestatairé gestéiert huet, dat ass, wann eng Kontroll kéim. Mä Dir musst awer d'Geschicht vun der Kontroll kucken, well d'Kontroll huet et fäerdgebruecht - hei ass e Pabeier, intern, zu der CNS -: eng „augmentation non expliquée“ vun iwwer 10% vum Coût du personnel tëschen '13 a '14, wou keng Indexbranche war a keng Carrière glisséiert sinn an d'Valeur monétaire schonn agefruer war. Do sinn awer d'Personalkäschten ellen an d'Luucht gaangen. Ech kommen drop zrëck.

Ech mengen och, a mäi Kollege Edy Mertens huet dat gesot, den Hausdokter misst méi implizéiert ginn an der Evaluatioun. Mir hunn iwwer 100.000 Evaluatioune gehat säit '99. An eppes iwwer 60.000 Leit kruten en Accès.

D'Präventioun ass ugesprach ginn. Präventioun ass haaptsächlech, iert d'Leit al ginn, wa se viru 70 héije Bluttdrock, Zocker, Cholesterol an esou virun hunn. Duerno ass et éischter, wa se falen.

Ech hunn dann nach en aneren Dénge, dat war iwwer d'Kontroll vun der Qualitéit. Do ass am Dezember 2005 e Gesetz hei gestëmmt ginn. Et huet e Joer gedauert, bis e Règlement grand-ducal koum. An déi Kommissioun ass sage und schreibe an néng Joer eemol zusemmekomme! Eng eenzeg Kéier! An do war d'CNS emol net dra vertrauden, an där Kommissioun. Ech erspueren lech den Detail. Gitt et kucken!

#### (Interruption par M. Gast Gibéryen)

Dir musst du wëssen, dass an de Käschten... Et ass gesot ginn, d'Käschte wäred reduzéiert ginn. An deene fénnef Joer sinn am stationäre Secteur, wat en Drëttel vun deene Patiente betrëfft, d'Käschten ëm 70% an d'Luucht gaangen, am ambulante Secteur ëm iwwer 40%, wougéint d'Kontributioun vun den Assuréeen nëmmen ëm 21% an d'Luucht gaangen ass. Wann dat e Spuerpak ass, da geséich ech dee gären!

Also, wéi gesot, keng Qualitéitskontrolle bis elo, an haaptsächlech keng Finanzkontrollen! Ech krut da gesot virun engem Joer... Am November war deen „Fact Checker“ vun RTL. Déi hunn dem Statsminister Bettel seng Pai verglach mat där vum Donald Trump, „Ingoing President“ vun Amerika. Do hu se gesot, de Bettel géif méi Sue verdénge wéi den Här Trump.

#### (Interruption)

An du wollt ech awer, dass se och géifen d'Direktore vun de Reseau kontrolléieren goen an der Fleegeversécherung, well do ass een, dee verdéngt der am Joer nach 50.000 méi wéi de Statsminister Bettel! A genau wéi fir de Statsminister Bettel kommen all déi Suen aus den éffentleche Gelder: Cotisatioune a Steiergelder.

► **Une voix.**- Steiergelder.

► **M. Alexander Krieps (DP).**- Jo, Steiergelder a Cotisatioune. Dofir, kommt, mir ginn dat och eng Kéier vergläichen!

#### (Interruption par M. Gast Gibéryen)

Dir hutt et jo elo matkritt.

An dann hu mer nach ëmmer e Problem bei de Prestatairen. Si kreieren eng Offer an déi comandéiert dann d'Demande. Dat muss emge-

dréit ginn: D'Demande soll d'Offer kreieren! An effektiv, wéi meng Virgänger gesot hunn: De Patient soll méi betreit ginn. Mir hunn och an der Fleegeversécherung wéi an de Spideeler verschidden Informatiksystemer...

D'DP ass géint d'Cotisatioun vun den Employeuren. Ech soen lech dat hei. Déi, déi dat wëllen, sollen et an de Wahlprogramm schreien!

An dann: D'Definitioun vun der Dependance hu mer och nach net. Dat gëtt et net, néierens. Mir wäred frou gewiescht, wann d'Capacité résiduelle vun de Patienten och mat consideréiert géif ginn. An d'Prestatairé sollen hir Prestatioune mutualiséieren. An de Kriibskrankheeten an esou, do hu mer näamlech keng Masse-critiquen, do mussen déi zwee Reseauen oder déi x Reseau matenee schaffen.

Dann, ech hunn nach e puer aner Dénge, och, wéi d'Leit bezuelt ginn. De Kollege Baum huet gesot: „Et sinn der jo vill vun deenen elo opgebessert ginn.“ Mä et ass effektiv ëmmer d'Diskussioun: Ginn d'Leit bezuelt en fonction vun Diplomer oder vu Fonctiounen? Dat ass och en Dénge, deen net geregelt ass.

#### (Interruption par la présidence)

Merci, Här President. Ech si gläich fäerdeg.

D'Cour des comptes, déi soll och heiansdo emol e klenge Rapport spécial maachen; d'Medikament gëint Demenz mussen derembourséiert ginn; d'Care-Migranten hu mer net opgezielt - dat sinn der 30.000 an der Schwäiz -; d'Separatioun vun Aide à domicile a Soins à domicile.

An da wollt ech awer vun dëser Plaz aus der Madamm Bofferdung extra Merci soen. Si huet sech ganz vill Méi an dësem Dossier ginn als Rapportrice. An ech soen och dem Minister Schneider Merci, dem Romain Schneider, deen all déi lescht Joren elo vun dëser Legislatur hantert dësem Dossier war. An ech mengen, mir maachen haut e Fortschritt.

Et kann een aner Saache soen oder maachen an Zukunft, mä dat iwwerloossen ech da mengen Nogänger. Awuar!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Awuar!

#### (Hilarité)

An elo ass et um Sozialminister, dem Här Romain Schneider.

#### Prise de position du Gouvernement

► **M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt emol géif ech mech de Virriedner uschléissen an der Rapportrice e grouse Merci soe fir hire schréfflechen, mä virun allem och mëndleche Rapport de Mëtteg, dee se gemaach huet iwwer dës Reform vun der Fleegeversécherung. Een Dossier, an dee si sech och mat grousser Kompetenz erageschafft huet, fir och dee ganz technesch Dossier, wéi se gesot huet, ze verstoen an eigentlech och déi richteg Ausriichtung vun dëser neier Reform duerzestellen.

Ech muss och dem President vun der Chamberskommissioun Merci soen, deen ëmmer ganz flexibel war, dat mer dës Debatten och wierklech iwwer eng laang Zäit konnte féieren an e flotten Austausch maachen. An ech soen och den an där Kommissioun präsenten Deputéierte Merci fir dee fairen Dialog, dee mer do haten. Mat enger klenger Klammer kommen ech herno vläicht dorobber nach eng Kéier kuerz zrëck.

D'Fleegeversécherung, mengen ech, ass ee vun de wichtige Piliere vun eiser Sozialversécherung, déi jo eigentlech op 1993 zrëckgeet, wou d'Entwécklung koum, an 1998/1999 gestëmmt gouf, mat dem 1. Januar, e Projet, dee begleet gouf an deemools och deposéiert war vun der fréierer Sozialministesch Mady Delvaux-Stehes.

E gouf duerno, mengen ech, wierklech zu enger Success Story. A vun dëser Plaz och vu mir aus e grouse Merci engersäits virun allem un d'Personal, dat um Terrain Dag fir Dag eng Hand upéckt, dat d'Leit exzellent versuergt ginn an datt déi 13.500 Beneficiairen, siefen et déi zwee Drëttel doheem, sief et deen een Drëttel am Etablissement, eng Fleg kréie sou wéi dat sech gehéiert, respektiv och hannendrun de Prestatairen, déi dat och zesumme mat der CNS finanziell ofwéckelen, wéi och der Cellule, déi bis elo um Terrain eng schwierig Aufgab ze maachen hat an déi awer mat deem Personal, dat se zur Verfügung stoen hat, exzellent gemaach huet.

Wéi mer dës Projet ausgeschafft hunn, dës Reform zur Fleegeversécherung, déi jo och 2005 eng éischte Kéier adaptéiert gouf, deemools schonn, mengen ech, fir d'Qualitéit vun der Offer ze verbessern a fir op där anerer Säit och nei Forme vun neie Prestatioune eranzubringen - dat ware wichteg Elementer -, hu mer missen ausbauen. A mir sinn drop zrëck-

gaangen, dat mer hei elo en neit Kapitel eigentlech an der Fleegeversécherung schreien, fir déi exzellente Fleegeversécherung - an et ass, et kann ee roueg soen, net eng vun deene beschten, mä et ass déi bescht, déi mer op der Welt carrement hunn! - och virun ze stäerken, och virun ze sécheren an nach méi op Qualitéit ze setze mat deenen eenzelne Punkten, op déi ech herno wäert agoen.

Ech hunn och probéiert - opgrond vun engem laange Prozess - jiddweree matanzebannen. D'Chamber huet direkt, an dat gouf och hei vun alle Säite gesot, matzäit ugefaange mat engem Debat, dee mer gefouert hunn. Dat war am Juli 2014. Doriwwer eraus ware virum 8. Juli 2016 et eng ganz Rei vun Diskussiounen, wou mer Brainstorming mat de Leit vum Terrain haten, mat deene betraffene Leit, mat allen Akteuren, allen Organisatiounen, déi iergendwéi un d'Fleegeversécherung gericht sinn an déi och hei konnten hiren Input materginn. Soudatt mer der Kommissioun herno e Projet de loi konnte presentéieren, deen och deem ganz vill Rechnung gedroen huet, wat aus dem Debat erausgaangen ass, respektiv och de Consultatiounen an deene prakteschen Erfahrungen, déi um Terrain gemaach gi sinn, an deene Remarquen, déi och gemaach goufen.

Bis zum Schluss, mengen ech, ware ganz vill Akteuren, déi ëmmer erëm drop verweisen hunn, datt se hir Position net kéinten huelen, well déi néideg Reglementer géife feelen. Reglementer, déi ganz kloer a verschiddene Saache géife soen, wou et dann elo géif higoen, Normen an aneres géifen uschwätzen. Ech hunn ëmmer gesot: „Ier dës Gesetz gestëmmt gëtt, wéist Der de Contenu vun dëser Reglementer alleguerten.“ An dat ass esou!

Deem hunn ech Wuert gehale virun dem Vott, virun dem Rapport. Wéi dat gemaach gouf, war jiddweree a Kenntnis vun deene Reglementer, déi elo dem Regierungrot wäerten ënnerbreit ginn, fir nach do approvouéiert ze ginn.

Dee Punkt also, mengen ech, ass een, dee fir mech wichteg war ze wëssen, fir net nëmmen de Kader ze setzen, mä och den Inhalt vun der Fleegeversécherung genau ze beschreien. En Inhalt, deen iwwerengs mat alle Partner diskutéiert gouf! Hei hate mer jiddweree drusetzen, deen effektiv och hei eng Hand mat upéckt.

A vu menger Säit aus och hei e grouse Merci un all déi, déi gehollef hunn, dës Contenu ze elaboréieren, ze analyséieren a Proposen an dësem Kader ze maachen. An ech mengen, och hei geet mäi Merci selbstverständlech och u meng Mataarbechterinnen a Mataarbechter, Persounen aus der Generalinspektioun, vun der Cellule vun der Fleegeversécherung, vun der Gesondheitskeess, vum Daachverband vun de Prestatairen, der COPAS, de Gewerkschaften och an allen Akteuren, déi iergendwéi involvéiert waren, déi hei hir Responsabilitéit geholl hunn a gesot hunn, wou de Schong géif drécken a wou mer dës Fleegeversécherung misste verbessern.

An ech mengen, grad dat, wat mer de Mëtteg hei leien hunn, fir ofzestëmme, weist, datt d'Richtung, déi mer vun Ufank un ugestriift hunn, d'Persoun, den Assuré an de Mëttelepunkt ze stellen an doriwwer eraus ze kucken, datt mer e System géifen opbauen, dee mëttelfristeg och ofgeséichert ass... (veuillez lire: déi richteg Richtung war). Ech kommen herno och dorop nach eng Kéier zrëck, wéi mer eis virstellen, méi no eigentlech och déi eenzel Bilanen ze maachen, fir och séier kënnen ze reagieren an net erëm 10, 15 Joer ze waarden, ier mer da musse ganz schnell reagieren.

Erlaabt mer awer, ier ech op déi eenzel Punkten aginn, vun dëser Plaz aus och elo schonn deene Fraktiounen, déi sech hei fir dës Projet ausgeschwat hunn, e grouse Merci ze soe fir dat Vertrauen, dat se hei an dësse Projet ginn, wou se awer och all Kéiers mat Elementer ënnerluecht hunn, firwat datt se dat heiten als e gudder Projet ugesinn.

Da muss ech mäi Bedauern ausdrécken: Engersäits wäert ech probéieren, d'ADR nach eng Kéier dervun ze iwwerzeegen an op eenzel Punkten anzegoen - mat deenen dräi, déi Der beschwat hutt -, datt awer och déi ugepaakt ginn an och déi hir kloer Ausriichtungen an Zukunft hunn.

A bei de Kollege vun deene Lénke géif ech drop hiweisen, datt mer eis eigentlech hei nëmmen un dat gehalen hunn, wat ausgemacht war. A wann Der eng Kéier d'Ofkommen kuckt vum 28. November 2014 mat de Gewerkschaften, dann ass dat millimetergenau agehale mat deem, wat mer hei ëmsetzen.

Wat d'CSV ubetrëfft, sinn ech eigentlech e bëssen enttäuscht vun där Haltung, déi dës grouse, déi gréisst Oppositionspartei, déi resg Visiounen eigentlech weist fir d'Zukunft, eigentlech hei bréngt! Engersäits hutt Der zu engem

gewëssene Moment d'Amendement net gestëmmt mam Argument - Dir hutt lech enthalen -, fir ze soen: „Mir stëmme déi Amendement net, well mer d'Reglementer net doleien hunn.“ Bon, an der Zukunft sinn all d'Contenue vun dëse Reglementer do! Dës Motiv ass also fort.

De Mëtteg am Rapport respektiv an der Stellungnam vum Här Wilmes hunn ech keng nei Elementer erëmfondt, déi effektiv bewisen, datt dës Gesetz net deem Rechnung dréit, wat d'Zilausrichtung war, an ech gesinn eigentlech dofir och net, firwat datt elo op eemol déi Wandlung kënn, fir géint dat Gesetz hei ze stëmme. An et feelt mer eigentlech och do, vu déi laang Zäit, wou mer zesummesouzen an der Kommissioun, an deenen eenzelne Gremien, an deenen eenzelne Forummen, fir effektiv och dës positiv Iddien da materginn ze hunn. Ech hu keng héieren!

Mir hunn driwwer diskutéiert, konstruktiv a flott diskutéiert, fir esou wichteg Punkten erauszekeréieren. Déi hu mer matafléisse gelooss, mä nei Iddien, genau dat, wat Dir elo sot, hunn ech net erëmfondt. Dofir, mengen ech, iwwerhuel Der hei net Är Responsabilitéit, déi Der misst huelen, wéi Der eis awer ëmmer e bësse virgehait.

Et gëtt hei geschwat vun enger Perennitéit vu Finanzen. Ech weess, am Pensionsniveau zum Beispill, wou den Här Wiseler eis vläicht ëmmer zu Recht seet: „Mir mussen elo schonn ufänken, iwwer d'Pensiounen nozedenken! Mir mussen elo scho kucken, datt mer d'Perennitéit doriwwer ofdecken!“, hei maache mer dat!

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Dir hutt elo gesot: „zu Recht“!

► **M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale.**- Ganz genau hei hu mer...

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Dir hutt elo gesot: „zu Recht seet en dat“, hunn ech héieren.

► **M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale.**- Hei hu mer genau d'Depensen, hei hu mer d'Recetten am Griff. An alles dat, mengen ech, fanne mer hei net erëm. Dat ass eigentlech e schwaacht Argument, mä ech probéieren, och lech iwwer déi nächst Minuten dervun ze iwwerzeegen, datt dat eng exzellente Reform ass, déi mer hei presentéieren an déi eigentlech deem Rechnung dréit, wat mer wëllen: déi flegebedürfteg Persoun an de Mëttelepunkt ze stellen.

Dës aktuell Reform, déi hei läit, bréngt vill Verbesserungen eriwuer. An ech mengen, dës Reform bréngt virun allem emol keng Verschlechterungen, wat virun allem déi flegebedürfteg Persoun ubetrëfft a virun allem och den Niveau vun der Prise en charge a virun allem och d'Qualitéit vun dësem Niveau. Ganz am Géigendeel!

An ech mengen, eppes ass och vun Ufank u wichteg gewiescht, datt d'Grondprinzipien jo och vun der Chamber, an dour gouf zu Recht och erënnert, am Kader vun der Konsultationsdebat bestätegt gi sinn. Si bleiwe bestoen a ginn hei nach eng Kéier gefestegt. Dës Fleegeversécherung gëtt ganz einfach moderniséiert a si gëtt fir d'Zukunft prett gemaach, mat all deenen neien Erkenntnisser, déi mer hunn. A virun allem gëtt de Volet vun der Qualität gestärkt.

D'Gesetz gëtt deen nohaltegen Opbau vun engem Qualitéitskontrollsystem vir. D'Kontrollkommissioun vun der aktueller Cellule, déi ënner dem Numm „Administration d'évaluation et de contrôle de l'assurance dépendance“ eng eegestänneg Verwaltung gëtt, gëtt bedeitend gestärkt.

Et soll awer net nëmme kontrolléiert ginn, neen, et soll virun allem och eng Berodung säitens vun där Stell gemaach ginn, fir de Leit ze weisen, wat d'Fleegeversécherung ass, wat déi eenzel Punkten dra sinn a wat hei och an Zukunft nach ka verbessert ginn. An natierlech, wéi ugeschwat, muss d'Personal an dëser Verwaltung opgestockt ginn, fir och um Terrain deene Bedürfnisser kënnen gerecht ze ginn.

Gläichzäitg gëtt awer och d'Transparenz op allen Niveaueen erwidert. Et ass dat e bëssen, wat souwuel op där enger Säit den Edy Mertens wéi och, mengen ech, den Här Krieps gesot huet. Déi Transparenz hei vun deem ganzen Niveau muss méi breet opgestallt ginn. Dat gëtt hei gemaach. Ech mengen, de Katalog vun de Leeschtunge mat all de Kritären, dee bis elo net éffentlech war, gëtt elo publizéiert. De Referentiel vun den Aides et soins gëtt festgeluecht an engem Règlement grand-ducal. Mir hunn also eng ganz Traçabilitéit vun deenen eenzelne Punkten, déi bis elo am Katalog festgehale waren, déi awer keen direkt esou kannt huet.

Et wäert derfir gesuergt ginn, datt dee sougenannte „outil d'évaluation et de détermination“ vun de Prestatioune permanent à jour gehale gëtt opgrond vum flegewëssenschaft-



lechen, awer och dem technesche Fortschritt, deen natierlech och hei opgrond vun der Medezinn an opgrond vun der Fleege gang und gäbe ass, woufir och regelméisseg muss adaptéiert ginn.

Zwee verschidde Reglementer si virgesinn am Kader vun dem Qualitéitskontrollsystem.

Dat éischt determinéiert d'Normen an d'Koeffizienten, déi d'Qualitéit vun de Leeschtunge be treffen an déi ënner anerem eng gebraucht ginn, fir de Präis vun hinne mat de Prestataire zuesammen all zwee Joer op konventioneller Basis festzeleeën.

Dat zweet Reglement betrëfft de Contenu vun der Fleegegedokumentatioun - och ee Volet, deen hei schonn ugeschwat gouf -, d'Dokumentatioun an d'Indicateuren, déi et der Administratioun erlaben, hir Aarbecht nach méi strukturiert kënnen duerchzuféieren.

Regelméisseg a systematesch ginn d'Leesch tungen och evaluéiert, souwuel déi vun de Presta taire wéi och natierlech déi vun de Persounen, déi sech doheem ëm eng flegebedürfteg Persoun bekümmern, also vun deene sougenann ten „aidants informels“, meeschtens eng Persoun, déi aus dem direkten Ëmfeld vun der Persoun kënnt.

Beim Service vun de Leeschtungen am Alldag bei de flegebedürfteg Leit kënn et zu enger méi grousser Individualisatioun, déi duerch eng renforcéiert Flexibilitéit erméiglecht gëtt. An op déi Flexibilitéit sinn eenzel Riedner agaangen, ee vun deene wichtige Punkten, deen effektiv och heidreiner erëmzefannen ass. An ebe grad dat, wat ugeschwat ass, déi Zäit, déi engem feelt, fir mat der flegebedürftegter Persoun ze schaffen, dat ass och wierklech nach eng Kéier ënnerstrach an nach eng Kéier nei orientéiert ginn. Vill méi gezielt an adaptéiert wäert an Zukunft vun de Prestataire op déi alldeeglech Besoinen a Wësch vun de flegebedürfteg Leit, déi vun Dag zu Dag verschidde sinn, reagéiert kënnen ginn.

D'Éropsetze vun der Transparenz a vun der Effizienz sinn zwee weider Elementer, déi mer hei kënnen ënnersträchen. D'Tatsaach, datt den Zoustand vun de flegebedürfteg Leit a regelméisseg Ofstänn, an dat ass och nei hei, a systematesch vun där neier Administratioun an Zukunft wäert iwwerpréift ginn, garantéiert, datt d'Leeschunge permanent de Bedürfnisser vun de Leit ugepasst ginn. Et ass dat, wat de Gast Gibéryen zitéiert hat: déi regelméisseg Adaptatiounen vun de Besoinen um Terrain, d'Persoun am Mëttelpunkt, dat gëtt hei méi no eriwuerbruecht.

D'Situatioun vun den Aidants informels gëtt redefiniéiert a gëtt gestärkt. Op Basis, an dat ass och nei, vun engem spezielle Formulaire, deen am Kontext vun der Evaluatioun ausgefüllt gëtt, kann hien an Zukunft besser a vill méi kloer wéi bis elo vun der Administratioun identifizéiert ginn. An d'Gesetz gesäit do och kloer an transparent Kritikare vir, fir an esou enger Situatioun ze erméiglechen, déi néideg Kontroll och ze maachen an déi néideg Mesuren dann och derzou ze huelen.

Dozou gehéieren natierlech wéi bis elo schonn d'fleegegesch Fäegkeete vun där Persoun, déi den Aidant ass, hir Disponibilitäten, souwuel zäitlech wéi och geografesch, hir physisch an hir psychesch Belaaschtbarkeet iwwerhaupt, fir eng Persoun mat ze soignéieren.

An den Aidant gëtt virun allem an Zukunft och ee vun deenen effektiv, déi duerch verschidde Mesuren da kënnen entlaascht ginn. De professionellen Aidant informel ass selbsterständlech dem Aarbechtsrecht ënnerleucht. Dat war vun Ufank un esou an dat ass och ganz kloer esou am Text virgesinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir vläicht e puer technesch Erklärungen awer eriwuerzeginn: A puncto vun den Actes essentiels de la vie, den AEV, gesäit dat neit Gesetz vir, eng Rei vun hinne ze reformuléieren, ouni allerdéngs hire Contenu bedeiend ze änneren. Opgrond vun enger individueller Evaluatioun - an ech betounen „individueller Evaluatioun“ -, déi persounebezunn a multidisziplinär bleift a bei där den néidege Volume vu Leeschtunge fir all Demandeur erhuewe gëtt, gëtt an enger Synthèse de Besoin vum Beneficiaire festgehalten.

D'Leeschunge ginn dann op Basis vun Niveauen vum Prestataire a Charge geholl. Dëst bréngt eng gréisser Flexibilitéit fir d'Fleege vun de Leit, wat dann och eng besser Liewensqualität wäert bedeiten a virun allem eng besser Planungssécherheet fir d'Prestataire hannerdruen.

Et ass wichteg ze ënnersträchen, datt déi verschidden Niveauen op Basis vun Erfahrungswäerter festgeluecht gi sinn. Eng Rei vu weidere Leeschtunge ginn nach méi staark wéi bis elo an d'AEV gebonnen. Dat si virun allem déi sougenannt „activités de soutien“, déi och

hei schonn diskutéiert an zum Deel kritiséiert goufen, déi regroupéiert ginn, déi net ofgeschaaft ginn, mä déi regroupéiert ginn an opgedeelt ginn am Kader vun neien Activités d'appui à l'indépendance, den AAlen, respektiv Activités d'accompagnement en établissement, den Aaen, an Activités de maintien à domicile, den AMDen.

Dës dräi Ënnerscheeder si wichteg, fir ze soen, datt näischt ofgeschaaft gëtt, datt d'Persounen näischt geholl kréien. Et gëtt nei regroupéiert, et gëtt nei orientéiert, et gëtt méi effikass organiséiert, fir dat och ëmzesetzen. An ech brauch nëmme hei zu de Stonnen, déi jo anscheinend ewechfale, ze soen, datt d'AEVe bis zu véier Stonne pro Woch kënnen individuell accordéiert ginn! Et ass dat, wat mer eng Kéier nogebessert haten nach, wat och am Konsens an der Kommissioun selwer diskutéiert gouf, fir kënnen op individuell Besoinen anzegoen, wat dann och an der Grupp bis zu 20 Stonne pro Woch méiglech ass. Dës Leeschtunge gi souwuel doheem wéi och am Etablissement gemaach.

D'AAen, par contre, si Leeschtungen, déi spezifesch an den Häser virgesi sinn, wou mer hei virun allem - wat zum Schluss elo och ugeschwat gouf - besonnesch den Encadrement brauchen, aus Sécherheetsgrënn oder virun allem, wéi richtegerweis gesot gëtt, fir effektiv och eng sozial Ausgrenzung ze verhënneren. Also, déi bleiwe bestoen an deem dote Beräich.

Här President, Dir musst mer nach e puer Minutte ginn, well soss...

**(Brouhaha)**

Neen? Okay.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech si Wuess an den Hänn vun der Chamber. Wann d'Chamber dermat d'accord ass, mengen ech, kënnen mer...

**(Brouhaha et interruptions)**

Net ëmmer, Här...

**(Hilarité)**

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Den Här Krieps hat och iwwerzunn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Minister, wann ech gelift.

► **M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale.** - Här President, ech soen lech Merci.

**(Interruption)**

Et geet och just ëm eng textlech Analys. An ech wollt lech nach eng Kéier d'Virdeeler vun dëser Reform eriwuerzunn, fir datt Der lech nach eng Kéier mat beschem Gewësse kënn iwwerleeën, wat Der hei ofstëmmt a wat Der hei kënn fir e Fortschritt maachen, fir d'Fleegeversécherung nach eng Kéier ze verbessern. Dofir Merci, Här President, fir dës Asiicht!

Well effektiv, d'AAe, wéi gesot, par contre si Leeschtungen, déi spezifesch an den Häser ugebuend ginn an déi also wierklech och op de Beräich vun der sozialer Ausgrenzung aginn.

D'AMDe si Leeschtungen, déi aktiv d'Leit doheem, an hirem Heem ënnerstëtzen. An individuell kënnen hei och virun allem 14 Stonne pro Woch oder an der Grupp bis zu 40 Stonne pro Woch accordéiert ginn.

Den Aidant informel, et gouf ugeschwat, ka selbsterständlech, wéi hei stoung, aacht Stonne Weiterbildung kréien. Déi kann awer ëmmer erëm widerholl ginn. A vun do hier sinn dat also net déi aacht Stonnen, déi do stinn, mä pro Joer kënnen ëmmer erëm aacht Stonne Praxisformatioun gemaach ginn; déi wäeren och do.

Wat nei dobäi ass: De Pilotprojet, wat déi ganz Nuetswaach ubetrëfft, gëtt elo an d'Fleegeversécherung gesat. An hei kënnen zéng Nuechte pro Joer vun der Fleegeversécherung iwwerholl ginn. Dat ass en neien, wichtige Facteur, deen hei eriwuerkënn. All déi aner Aiden, do ginn ech elo driwwer ewech: Aides techniques, Adaptation du logement, Matériel d'incontinence, déi ginn net ofgeschaaft, déi bleiwe bestoen, mä do wäert awer och dee ganze Katalog vu Leeschtungen nei reglementéiert ginn.

Här President, derniewent nach zwee Voleten: Éischtens, mir wäerten a mussen awer kucken - an d'Erfahrungen hunn dat och gewisen am Bilan vun der IGSS, awer och virun allem am Bilan vu Situatiounen, déi sech duergestallt hu bei Prestataire virun allem -, datt mer kuerzfristig all zwee Joer ee Bilan maachen iwwert dat, wat d'Qualitéit vun de Leeschtunge betrëfft. An zweetens, virun allem mussen mer och kucken: Wat ass dee finanziellen Impakt? Deen ass also all zwee Joer och ze kucken an ze adaptéieren, soudatt mer net herno a Situatiounen lafen, wou effektiv d'Schéier ganz schnell ausernegeet téschent Recetten an Depensen.

An da mussen déi Diskussiounen kommen, wou mer soen: Wat muss dann elo adaptéiert ginn?

Musse mer net elo u Recetté goen, wou mer d'Cotisationsen erhéien? Och déi Saache sinn ugeschwat ginn. An dee Moment kann een dat maachen. De Moment ass dat net néideg, well mer Recetté genuch hunn, fir dës Reform och an der Depensésait ze stëmmen.

Voilà, zum Schluss, mengen ech, soen ech all deene Merci, déi sech ausgedréckt hunn an elo scho gesot hunn, si géifen dës Reform ënnerstëtzen. Ech hoffen, datt déi Argumenter an dee bësse Surplus un Zäit, deen ech hei kritt hunn, mer et och erlaabt hunn, och déi aner dovunner ze iwwerzeegen, datt dëst eng gutt a wierklech eng wäitsichteg Reform ass. Ech mengen, all Parteien, déi de Moment Visiounen weisen, déi soen: „Mir setzen d'Persoun, déi flegebedürfteg Persoun an de Mëttelpunkt!“, déi soen: „Mir wëlle längerfristeg de System of-sécheren, wéi a villen anere Systemer“, déi sollen dëst Gesetz stëmmen! An déi drécken domat aus, datt d'Persoun am Mëttelpunkt steet an datt mer e gudden an dee beschte System hunn, deen et gëtt.

Merci bien.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci, Här Minister. Mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7014 iwwer goen.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 7014 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwuer.

De Projet de loi ass mat 32 Jo-Stëmmen, bei 25 Ne-Stëmmen an 3 Abstentionen uegeholl.

*Résultat définitif après redressement: le projet de loi 7014 est adopté par 32 voix pour, 24 voix contre et 3 abstentions.*

*Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferdin, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;*

*MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lambert, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);*

*MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Loschetter, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.*

*Ont voté non: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mmes Martine Mergen, Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.*

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott unzufroen?

**(Assentiment)**

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Mir géifen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwer goen, der Orientéierungsdebat iwwert d'Zukunft vun der EU an der Eurozon. A mir géifen direkt de Rapporteur zu dëser Orientéierungsdebat héieren, den honorabelen Här Marc Angel, fir de Rapport vun der Kommissioun virzedroen.

### 3. 6944 - Débat d'orientation sur l'avenir de l'Union européenne et de la zone euro

**Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration**

► **M. Marc Angel (LSAP), rapporteur.** - Jo, Merci, Här President, fir d'Wuert. Här Aussenan Europaminister, Här Finanzminister, léif Kolleegeinnen a Kolleege, erlaabt mer vläicht direkt mat enger Citatioun unzefänken: «L'Europe ne se fera pas d'un coup, ni dans une construction d'ensemble: elle se fera par des réalisations concrètes créant d'abord une solidarité de fait.» Dëst Zitat vum Robert Schuman, dat ganz am Ufank vun onsem Rapport steet, ass aus dem Joer 1950. De Robert Schuman huet deemools fir d'Grënnung vun der CECA plädéiert. Mat dësem Zitat huet hien och seng Visioun dervu presentéiert, op wéi eng Manéier Europa zesummewuesse sollt.

An och haut, 67 Joer méi spéit, si mer dervun iwwerzeegt, dass dës Method nach ëmmer hir

Gültigkeit huet. Et ass och en Zitat, wat d'Essenz vun onsem Rapport erëmispigelt a firwat ech och mäi mëndleche Rapport domadder ufänke wollt.

Et ass en Zitat, dat eis drun erënnert, dass et virun allem dorëms geet, konkret Verbesserungen um Terrain ze schafen. An op deem Wee, Schratt fir Schratt, komme mir an Europa och nees virun.

Grouss institutionell Debatte maachen zwar engem klenge Krees vun europäesche Spezialisten Freed an als Ideal, op dat een hischaffe soll, si se natierlech och immens wichteg, well et muss ee jo och wëssen, wouhin een eigentlech ënnerwee ass. Wann et awer u kloer Resultater an Aktiounen feelt, da kënnen esou institutionell Debatten de Gros vun de Bierger net begeeshteren a matrassen. An da bleiwe mer eben iergendwa ganz stoen oder dréien dem Projet Europa souguer de Réck.

Dofir plädéiere mer an dësem Rapport, sech zum momentanen Zäitpunkt net op grouss institutionell Froen ze konzentréieren, mä mir mussen ons zu dësem Zäitpunkt virun allem op politesch Inhalter fokusséieren, fir déi reell Politik weiderzedreiw. Institutionen sollen nëmme insofern diskutéiert ginn, wéi se fir d'Ëmsetzung vun den Inhalter vun der Politik erfuerderlech sinn. Am Geescht vun dëser Leitlinn hu mir och verschidde konkret Konklusiounen zur Zukunft vun der Eurozon gezunn.

Ech kommen herno nach am Detail dorop ze schwätzen, mä ech wëll elo just ee Beispill dozou hei nennen. Mir si selbsterständlech der Meinung, dass eng méi staark Eurozon och eng méi staark parlamentaresch Kontroll brauch. Fir dëst ze erreechen, muss een d'Gewichtung vum Pouvoir téschent den Institutionen nei ausleeën, fir dass d'Europaparlament an déi national Parlamenter dës Roll och erfëlle kënnen.

An deem Sënn muss noutwendegerweis och iwwer Institutionen geschwat ginn, mä et brauch een dofir keen neit Parlament vun der Eurozon ze schafen. Dat ass eng onnéideg institutionell Debat, wou mer dach bestoend Institutionen hunn, déi dës Aufgab erfëlle kënnen. Dofir schwätze mir eis och géint esou en neit Parlament aus an dofir plädéiere mir awer fir eng Stärkung vun der Roll vun de besteende Parlamenter.

Här President, léif Kolleegeinnen a Kolleege, Europa brauch eng nei politesch Volontéit. Europa brauch staark Institutionen. Mä fir Europa staark ze maachen, daerf een net op de Wee goe vu rengen institutionelle Reformen. Wann nëmme un institutionelle Reforme gedoktert gëtt, distanzéiert Europa sech vun de Bierger.

Dëse Rapport seet dofir: Mir brauchen e politesch Europa. An ech mengen, mir sinn um gudden Wee mat méi enger politescher Kommissioun, déi d'Debatten op d'Zukunft vun Europa ausriichte wëllt, mat engem politeschen Opwand, deen Europa guttdeet - d'Wahlen an enger Rei vun europäesche Länner weisen, dass eng grouss Majoritéit vun de Leit sech net vun engem nationalisteschen Discours de repli beandrocke léisst -, a mat nationaler Parlamenter, déi dës Besoin fir méi politesche Wëllen an Europa mat ënnerstëtzen, andeems se ëmmer méi kooperéieren.

De Fait eleng, dass d'Chamber iwwer ee Joer un der Fro vun der Zukunft vun Europa schafft, weist, dass et déi Volontéit gëtt an dass d'Parlamenter sech där Responsabilitéit och bewosst sinn a se och huelen.

Et ass also immens wichteg, dass mer deen Debat elo maachen, zu engem Zäitpunkt, wou en eben aktuell ass a wou iwwerall iwwert d'Zukunft vun Europa nogeduecht gëtt.

An dësem Rapport kéint ee sécherlech nach villes adaptéieren an nach villes ausbauen an abauen. Mä d'Häerzstück ass wierklech dës Message: Fir Europa - entre Guillemets - „ze retten“ oder fir et méi staark ze maachen, mussen mer Europa méi no un d'Bierger bréngen, an dofir soll ee keen institutionellen Engineering an de Vierdergrond stellen. Anstatt sech institutionell vun de Leit ewechzedenken, geet et drëm, méi a besser Politik fir d'Leit, op Basis vun deem, wat den Traité de Lisbonne erlaabt, ze maachen.

Här President, léif Kolleegeinnen a Kolleege, fir lech duerch de Rapport ze féieren, wëll ech ufänke mat engem Réckbléck dorop, firwat mer dëse Rapport iwwerhaupt geschriwwen hunn, an de Froen, déi sech ons gestallt hunn. Duerno rappeléieren ech déi wichtegst Punkten aus de Sitzungen, déi mer mat der Lëtzebuerger Zivilgesellschaft an den internationalen Ex-



perten a mat de Regierungsvertrieder organiséiert haten. An zum Schluss widmen ech mech deem interessanten Deel: de gemeinsame Konklusiounen, déi mer als Kommissioun aus dëser Debatt gezunn hunn.

D'Initiativ fir dëse Rapport geet indirekt op eng Ufro vun déi Lénk am Hierscht 2015 zréck. D'Kolleege vun déi Lénk haten deemools kuerz no der Presentatioun vum Rapport des cinq présidents eng Interpellatioun ugefrot, fir iwwert dësen ze schwätzen, genau wéi iwwert déi laangfristeg Zukunft vun der Eurozon. D'Conférence des Présidents vun dëser Chamber huet awer doropshin decidéiert, dass dëst am Fong eng Fro wier, zu där d'Chamber besser hätt, méi en ausféierlechen Debat no entsprechender Virbereedung ze féieren.

Dowéinst goufen déi méi konkret Froen iwwert de Rapport des cinq présidents an enger Question élargie am Dezember 2015 hei an der Plénière behandelt an et gouf decidéiert, méi e breeden Débat d'orientation mat Rapport ze organiséieren.

D'Froen, déi mer ons du fir dëse Rapport gestallt hunn, si wéi gesot iwwert d'Zukunft vun der Eurozon erausgaangen. Mir hunn allgemeng derno gefrot, duerch wéi eng politesch Orientatiounen mer d'wirtschaftlech Entwécklung, d'Solidaritéit an d'Stabilitéit an der Europäescher Unioun kënnen féieren a schliisslech och, an dat ass, mengen ech, och wichteg fir eis alleguer heibannen, wéi eng Roll dobäi d'national Parlamenter, wéi eng Roll dës Chamber dobäi ze spillen huet.

D'Preparatiounsaarbechte fir de Rapport goufen der aussepolitichescher Kommissioun uvertraut, déi mech direkt am Ufank vun den Aarbechten zum Rapporteur ernannt huet.

Mir hunn dunn tëscht Januar 2016 an Abrëll 2017 eng ganz Rei vu Kommissiounssitzungen gehat, fir den Debat vun haut ze preparéieren. Dorënner waren och eng Rei Sitzungen mat Experten a mat der Zivilgesellschaft, op déi ech méi am Detail wëll ze schwätze kommen. Besseresch ervirzesträiche war de groussen Hearing, dee mer den 3. Juni 2016 organiséiert haten zesumme mam Finanzminister, de Vertrieeder vun de Gewerkschaften, de Berufskummere an der CSSF. Mä loosst mech chronologesch virgoen!

De 17. Februar 2016 hate mer eng éischt Reunionsmat Vertrieeder vum Europaparlament vun der AFCO-Kommissioun, dat ass d'Kommissioun vun den Affaires constitutionnelles. Hir Presidentin, d'Madamm Hübner, war net derbäi, mä d'Rapportrice, d'Madamm Bresso, déi zesumme mam Här Elmar Brok e Rapport iwwert d'Zukunft vun Europa verfaasst huet, war do an de Rapport Bresso-Brok war jo och eng vun de Virlagen, déi mer als Grondlag zu dësem Rapport geholl hunn. Si hunn d'Méiglechkeeten ënnersicht, wéi d'EU sech ouni Changementer vun den Traitée ka weiterentwickelen.

Och d'Madamm Bresso huet ennerstrach, dass d'Potenzial vum Lissabonner Vertrag nach laang net ausgeschöpft ass, sief dat an der Gouvernance économique oder och an enger gemeinsamer europäescher Verdeedegungsolitik, niewebäi bemierkt jo e Feld, wou entretemps ganz vill Bewegung drakomm ass.

Mir hate mat der Madamm Bresso och d'Diskussioun iwwer e Parlament vun der Eurozon an och si huet aus der Sicht vum Europaparlament drop verwisen, dass esou eng Propos d'Memberstate splécke géif an dass d'parlamentaresch Kontroll besser duerch déi bestoend Parlamenter sollt geschéien. Si ass par contre och der Meenung, dass d'Roll vun den nationale Parlamenter, zum Beispill am Europäesche Semester, misst verstärkt ginn, mä dass d'national Parlamenter sech selwer mussen d'Moyene ginn, hir Regierungen och um europäeschen Niveau ze kontrolléieren.

#### **(Mme Simone Beissel prend la présidence.)**

Si huet ausserdeem nach den Appell gemaach, dass mir nees mussen zréckkommen op d'Méthode communautaire an de Conseil européen seng ursprénglech Funktioun nees muss unhuelen.

De 6. Mee d'lescht Joer hate mer dunn och eng ganz interessant Presentatioun vum Dokter Ian Cooper vum Institut universitaire européen vu Florenz iwwert d'Roll vun den nationale Parlamenter an der Europäescher Unioun. Bei der Prozedur vum Contrôle de subsidiarité, also beim „carton jaune“ a beim „carton orange“, huet hien derfir plädéiert, dass den Delai vun aacht Wochen op zwielef Wochen eropgesat soll ginn. Dëst, fir dass d'national Parlamenter méi Zäit kréien oder genuch Zäit kréien, fir eng

Proposition de directive kënnen ze diskutéieren an eng Positioun auszeschaffen.

Mä virun allem huet hien och recommandéiert, eng kloer Definitioun vum Principe de subsidiarité anzeféieren. Leider ass et haut oft de Fall, dass dëse Prinzip vun den EU-Géigner pauschal als Argument géint all Propos genotzt gëtt an doduerch pervertéiert gëtt. Dat kéint duerch eng besser Definitioun vum Subsidiaritätsprinzip verhënnert ginn, och wa mer all wëssen, dass dat e ganz schwieerege Exercice ass.

Am Kader vum politeschen Dialog huet hien och recommandéiert, dass d'national Parlamenter sech méi oft sollen ofschwätzen a gemeinsam politesch Avise schreiwen, anstatt just bilateral mat der Kommissioun a Kontakt ze trieden. Dofir bräicht een natierlech e verstärkt administratiivt Sekretariat vun de jee-weilegen interparlamentaresche Konferenzen, déi et jo tëscht dem Europaparlament an den nationale Parlamenter gëtt.

Schliisslech hu mer awer och nach iwwert d'Méiglechkeet vum „carton vert“ diskutéiert, fir dass déi national Parlamenter och kéinten aktiv Virschléi un d'Kommissioun riichten. An esou eng Prozedur gëtt et jo schon informell an déi huet och schon hir Friichte gedroen.

Den Highlight, mengen ech awer, vun eise Preparatiounsaarbechte war awer sécherlech de groussen Hearing, dee mer hei an dësem Sall hate mam Finanzminister, zesumme mat der Zivilgesellschaft, den 3. Juni d'lescht Joer. Mir hunn zesumme mam Finanzminister, wéi gesot, dem OGB-L, dem LCGB, der Chambre de Commerce, der Chambre des Métiers, der Chambre des Salariés an der CSSF iwwert d'Propositione vum Rapport des cinq présidents diskutéiert.

Ech wäert also elo net op alleguer déi Bättrëg am Detail agoen, dat kënnt Der alles a mengem schrëftleche Rapport noliesen.

Am Gespréich mam Minister hu mer awer festgestallt, dass et zu enger méi staarker Abannung vun den nationale Parlamenter a vun de Sozialpartner an d'Europäescht Semester soll kommen an dass Lëtzebuerg sech do scho virun zwee Joer emgestallt huet. Virun zwee Joer huet ons Regierung decidéiert, dass de Finanzminister an de Wirtschaftsminister de Pacte de stabilité et de croissance an de Plan national de réforme an der Chamber virstellen a mir dës Pläng dann och hei diskutéieren, ier se op Bréissel geschéckt ginn.

Dat war 2016 eng grouss Ännerung, an zwar eng, déi der Wichtigkeet vun dësem Dossier Rechnung dréit. Effektiv gesäit een och duerch de Rapport des cinq présidents, dass et och europawäit an esou eng Richtung goe soll.

D'Vertrieeder vun der Chambre des Salariés a vun de Gewerkschaften hunn an hiren Interventione virun allem drop higewisen, dass de soziale Volet am Rapport des cinq présidents ze kuerz kënnt. Si hunn derfir plädéiert, d'Defizitregle fir den nationale Budget nei ze definéieren, fir Investisementer kënnen ze berücksichtegen a fir verbindlech sozial Indicateuren an d'Europäescht Semester anzeféieren.

Ausserdeem hu si drop higewisen, dass d'Kompetitivitéit net just d'Lounkäschen als en negativen Facteur soll abezéien, mä och d'positiv Effekter dovun mataberechnen, genau wéi Investitiounen, Innovatioun, Formatioun oder och d'Qualitéit vun de Services a Produiten eng Roll bei der Kompetitivitéit vu Betriber spillen.

D'Vertrieeder vun der Chambre de Commerce an der Chambre des Métiers hu selbstverständlech op d'Wichtigkeet vun gemeinsamer Maart a vun engem staarken a stabillen Euro fir d'Betriber higewisen, fir dass si enner stabille Konditiounen schaffen kënnen. Virun allem fir d'Betriber an engem klengen Land ewéi Lëtzebuerg ass dat enorm wichteg a si profitéieren ganz staark vun enger méi staarker europäescher Integratioun an dësem Beräich.

Mä fir dass d'Wirtschafts- a Währungsunioun propper fonctionnéiere kann, mussen Sanktiounen, wann d'Regele gebrach ginn, och duerchgezu ginn, an zwar bei de Memberstaten alleguer.

Ausserdeem brauch d'Eurozon och eng gemeinsam Budgetspolitik.

Dat zu de Positiounen vun der Chambre de Commerce an der Chambre des Métiers.

Mat der CSSF hu mer schliisslech virun allem iwwert den éischte Piliere vun der Bankenunioun geschwat, d'Surveillance vum Bankesystem, woufir d'CSSF jo responsabel ass. Et gouf betount, dass deen neie System, no deem d'Banken iwwerwaacht ginn, eng radikal Ännerung duergestallt huet, déi awer zu enger besserer Koordinatioun vun den Autoritéiten an zu positiven Effekter op den „level playing field“ gefouert huet.

Ech weisen och nach gär op ee Punkt hin, op deem wierklech Unanimitéit tëscht alle So-

zialpartner geherrscht huet. Mir waren ons all eens, dass mer d'Schafung vun engem neie Conseil national de compétitivitéit net guttheesche géifen, deen d'Fräiheete vun de Sozialpartner géif beschränken. Ausserdeem gëtt et hei am Land scho genuch Organer, déi d'Kompetitivitéit iwwerwaachen: den Observatoire de la compétitivité an de Conseil économique et social.

Am Juli d'lescht Joer hate mer och nach eng Entrevue mam Gaston Reinesch a mat anere Mataarbechter vun der Lëtzebuurger Zentralbank. An dëser Entrevue hu mer direkt nach eng Kéier bestätegt, dass d'Schafung vun engem Conseil de la compétitivité fir Lëtzebuerg problematesch ass.

Zur Gouvernance vun der Eurozon hu mer festgehalten, dass, wann et zu engem Transfer vu Souveränitéit kënnt, dëse mat enger besserer parlamentarescher Kontroll muss kombinéiert ginn. Ausserdeem hu mer och festgehalten, dass d'Stabilitétskriterie gläichermoosse fir alle guerten d'Memberstate gëlle mussen, ouni Ausnam, well si soss keng Wierkung kënnen hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, niewent all dëse Reunione hu mer awer och dovun profitéiert, bei de Visite vun europäesche Politiker an héije Beamten iwwert d'Theme vun onsem Rapport ze diskutéieren. Am Oktober 2016 - pardon, Madamm Presidentin, ech hat mech geiert -, am Oktober 2016 hate mer hei am Sall e ganz interessanten Austausch mam éischte Vizepräsident vun der Europäescher Kommissioun, mam Frans Timmermans.

De Frans Timmermans huet a senger Introductioun betount, dass sech d'europäesch Integratioun nëmmen duerch eng Zesummenaarbecht mat allen Akteuren, also och mat den nationale Parlamenter, realiséiere léisst. Hien huet och betount, dass sech d'europäesch Bierger virun allem Äntwerten op déi konkret Problemer wënschen, déi sech hinne stellen, sief dat um regionalen, nationalen oder europäeschen Niveau, an dass mer dofir alleguer zesumme eis Verantwortung mussen iwwerhuelen.

An der Froestonn, déi mer du mam Här Timmermans haten, hunn ech hien no senger Meenung iwwer eng méiglech Ännerung vun den Traitée gefrot. An ech war frou ze héieren, dass och den éischte Vizepräsident vun der Europäescher Kommissioun déi aktuell Situatioun als net opportoun hält fir esou eng Debatt.

Hien huet an deem Kontext do virdru gewarnt, dass d'EU mat esou enger Debatt geläamt géif ginn an dass et elo wichteg wier, dass mer géengt bleiwen. An hien huet awer och deemools am Oktober schon drop higewisen, dass et ganz däitlech wier, dass verschidde Memberstate vill méi wäit wëlte goe wéi aner. Deem Fakt huet jo d'Europäesch Kommissioun bei der Presentatioun vum Wäissbuch mat hire fënnef Zukunftsszenarien dunn och entsprechend Rechnung gedroen.

Als Nächste hate mer en Austausch an der Kommissioun mat enger Damm, déi bei ons an der aussepolitichescher Kommissioun wierklech eng enorm Power a positiv Energie fir d'Europäesch Unioun verspreet huet. Et war dat d'Madamm Tocci, d'Conseillère spéciale vun der Madamm Mogherini fir d'Global Strategy. Si war den 3. Februar dëst Joer bei ons, fir mat ons iwwert d'Global Strategy vun der europäescher Ausse- a Sécherheetspolitik ze schwätzen.

Och wann dat elo net d'Haaptthema vun dësem Rapport ass, hu mir dës Sitzung am Rapport awer ernimmt, well aussepolitisch Themen oft genuch direkt Repercussiounen op d'europäesch Innenpolitik hunn, sou zum Beispill, wann am Kader vun der Kris an der Ukrain Wirtschaftssanktiounen géint Russland decidéiert ginn - fir nëmmen ee Beispill ze nennen.

Dofir ass et och wichteg, dass mer déi extern Dimensioun vun der Europäescher Unioun net ganz aus den Ae gelooss hunn, och wann an der Haaptsaach iwwert d'Zukunft vun der Wirtschafts- a Währungsunioun diskutéiert ginn ass.

Déi lescht Reunionsmat, déi mer aus Aktualitéitsgrënn awer och onbedéngt nach wollten an dëse Rapport integréieren, war d'Virstellung vum Wäissbuch vun der Europäescher Kommissioun iwwert d'Zukunft vun Europa duerch d'Madamm Yuriko Backes de 7. Abrëll. D'Madamm Backes ass d'Cheffin vun der Vertrieeder vun der Europäescher Kommissioun hei zu Lëtzebuerg, mat där mer iwwregens a villen europäeschen Dossieren als Kommissioun an och als Chamber exzellent zesummeschaffen. Mir hunn an dëser Diskussioun virun allem festgehalten, dass et net deen ee perfektem Zeenario gëtt, mä dass se alleguer Vir- an Nodeeler hunn.

Den éischten Zeenario vun deene fënnef Zeenarien «S'inscrire dans la continuité» géif am Fong alles esou loosse, wéi et haut ass. Dësen Zeenario huet zwar de Virdeel, dass een dofir

iwwerhaupt keng gréisser Reforme vun den Traitée oder soss engem Beräich muss ugoen, allerdéngs huet eis dësen Zeenario zum Deel dohinner gefouert, dass d'EU iwwerhaupt an déi Polykris komm ass.

Den Zeenario zwee géif virschloen: «Rien d'autre que le marché unique.» An dësem Zeenario géif ausser der Wirtschaftsunioun eigentlech kee europäesche Projet méi weidergedriwwen ginn. An do si mer ons awer och all eens, dass mer domat d'Problemer net léise géifen, mä éischer neier schafen.

Den drëtten Zeenario gesäit vir, dass „ceux qui veulent plus, font plus“. Dëst ass e realistesch Zeenario, vu dass d'Méiglechkeet vun enger Coopération renforcée jo schon am Lissabonner Vertrag virgesinn ass an een och dofir keen Traitéchangement bräicht. A mir gesi jo entretemps och schon, dass zum Beispill an der Defense un esou enger Coopération renforcée geschaff gëtt. Allerdéngs huet dësen Zeenario den Nodeel, dass en intransparent ass, an dass et de Problem géif verschäerfen, dass net all d'europäesch Bierger déiselwecht europäesch Rechter hunn.

De véierten Zeenario proposéiert: «Faire moins, mais de manière plus efficace.» Dëst ass en interessant Gedankespill, well een nach ëmmer kloer misst definéieren, wéi eng Beräicher dat da wieren, wou d'EU eng wierklech Valeur ajoutée huet. Et kéim drop eraus, d'Subsiaritéit kloer ze definéieren, wéi mer dat och mam Dokter Ian Cooper diskutéiert haten.

A wéi mer do scho festgestallt hunn, ass dat e schwieerege Exercice. An ech denken och net, dass een do bei deem Exercice elo esou einfach e ganz schnelle Konsens géif fannen.

De fënneften Zeenario schliisslech gesäit vir: «Faire beaucoup plus ensemble.» Dëst ass de federalen Zeenario an deem, an deem d'EU-Memberstate missten e gréisseren Deel vun hirer Souveränitéit ofginn ewéi haut. An dofir géifen d'Prozeduren awer och verstärkt a méi transparent gestalt ginn. Allerdéngs wier dësen Zeenario ouni Ännerung vum Traitée net ze realiséieren.

Vu dass alleguer dës Zeenarien also hir Vir- an Nodeeler hunn, hu mer och missen d'Fro stellen, awéifern se sech kombinéiere loosse. An do ergi sech eng ganz Panoplie u méiglechen Zeenarien. Ech beschränke mech awer elo hei op d'Presentatioun vun de fënnef Zeenarien an onser gemeinsamer Problemanalyse. An ech si sécher, dass déi eenzel Spriecher oder Spriecherinnen herno hir Vuen nach am Detail wäerte presentéieren.

Madamm Presidentin, léif Kolleegeinnen a Kolleegeen, loosst mech elo zu den Haaptkonklusiounen kommen, déi mer am Rapport gezunn hunn!

D'Aarbecht vum leschte Joer iwwer Europa erlaabt et ons haut, eng Analys doruwwer ze maachen, wéi et ëm d'EU steet a wéi et an der EU soll weidergoen. Fir de Moment huet d'Europäesch Unioun déi eminent Gefor vun der Sortie vun engem Memberstat aus der Eurozon iwwerstanen, mä se steet dofir awer elo virun der Erausforderung Brexit, also der Sortie vun engem Memberstat aus der Europäescher Unioun.

Dofir ass et enorm wichteg, dass mer déi europäesch Unitéit - a mir haten d'lescht Woch am Kader vum Brexit jo länger doruwwer diskutéiert -, dass mer déi europäesch Unitéit zu dësem wichtigege a kritesche Moment vun hirer Geschicht bäibehalen. Bis elo ass dat am Kader wéi gesot vum Brexit gutt gelongen an et wier ze hoffen, dass et ons geléngt, déi Unitéit och nees op de gesamten europäesche Kader ze transposéieren.

Den Zeenario dräi vum Wäissbuch, d'Coopération renforcée, also Käreuropa, dat sinn interessant Konzepter, fir virunzuekommen an der europäescher Iddi och nees neien Elan ze verschaffen. Mä mir mussen dobäi gutt oppassen, dass mer doduerch net nees op eng Logik zréckfallen, wou mer a Bléck vu Memberstaten denken, statt als Unioun alleguer zesumme virunzuekommen.

D'Wirtschafts- a Währungsunioun muss schrëttweis weidergedriwwen a fäerdeg gebaut ginn, fir dass se stabil ass a gutt fonctionnéiere kann, well nëmmen da ka si d'Stabilitéit bidden, vun där grad och kleng Länner wéi Lëtzebuerg ofhängeg sinn.

Déi parlamentaresch Kontroll ass ze schwach, bis zum Deel inexistent, a muss dréngend gestärkt ginn. Dofir solle mer awer kee Parlament vun der Eurozon schafen, mä d'Kontrollfunctioun vun den nationale Parlamenter a vum Europaparlament am europäesche Semester a bei deenen anere finanztechneschen Instrumenter besser definéieren a stäerken.

Dorun uschléissend soll een dann och nach eemol iwwert d'Règle d'or budgétaire diskutéieren, fir ze kucken, ob een Investisementer





ënner gewëssene Konditiounen soll vun der 3%-Defizit-Rechnung kënnen eraushuelen. Derniewent muss och déi sozial Dimensioun am Kader vun der Wirtschafts- a Währungsunion eng vill méi staark Roll spillen.

Mir appelléieren dofir och un d'Europäesch Kommissioun, déi sozial Froen bei all neier Proposition de directive an de Mëttelpunkt ze stellen, fir eng Convergence vers le haut ze erreechen. An der Fiskalpolitik muss mer den „level playing field“ erhalen, deen de Garant fir eng equitabel Konkurrenz ass, ouni eng „race to the bottom“ an der Steuerpolitik ze kréien.

Schliisslech fuerdere mer d'Europäesch Union nach op, d'Sozialpartner éischter an den europäesche Gesetzgebungsprozess anzubannen a sech net just op d'ekonomesch Effikasitéit vum Marché unique ze fokusséieren.

Déi gréisste Gefor fir d'Europäesch Union ass, dass sech d'Enttäuschung vun de Bierger iwwer feelend konkret Resultater, an där mierke si ganz oft virun allem un soziale Plang, do-duerch ausdrécke wäert, dass si sech géint d'EU ausschwätzen. All institutionell Reform, ech hat de Punkt schonn agefouert, riskéiert, d'Bierger weider vun der EU ze distanzéieren.

Den Traité vu Lisbonne bitt genuch Méiglechkeeten, fir d'europäesch Integratioun virunzuedreiwen an eng besser Politik ze maachen. Wann dës Méiglechkeeten haut net genotzt ginn, da läit dat virun allem un feelende politesche Willen an un der feelender Solidaritéit tëschent de Memberstaaten. An an deem Kontext wier et souwisou net realistesch, eng institutionell Reform duerchzeféieren, well d'politesch Tendenzen ze wäit auseemeeginn.

Aus deem Grond wëlle mer, wéi gesot, keng institutionell Reformen direkt an och keng Zukunftsszenarien, déi kuerzfristeg e Changement vun den Traitée virgesinn. Stattdesse wëlle mer eng Verdéiwung vun der Europäesch Union am Kader vun de besteendenden Traitéen, e pluralistescht, e solidarescht Europa mat offene Bannegrenzen, eng Konzentratioun op europäesch Politik an e Renforcement vum konstruktive Rôle vun den nationale Parlamenten.

A fir dës konstruktive Rôle vun den nationale Parlamenten ze stäerken, muss d'Chamber bei sech selwer ufänken. Dofir deposéieren ech heimadler eng Resoloutioun am Numm vun der aussepolitescher Kommissioun, fir d'Aarbechtsweis vun der Chamber op den europäeschen Dossierer ze verstärken an ze verbesseren. An ech sinn och fro, dass all Fraktiounen an och déi zwou Sensibilités politiques heibannen dës Resoloutioun matdroen a gewëllt sinn, an déi Richtung ze schaffen.

Madamm Presidentin, heimat iwwerreechen ech lech déi Resoloutioun, déi ech mer ganz kuerz erlabe virzustellen.

### Résolution 1

*La Chambre des Députés, considérant*

*- qu'en 2006, la Chambre des Députés avait adopté une nouvelle stratégie en matière de traitement des dossiers européens pour répondre aux défis se posant à l'époque,*

*- que le Traité sur l'Union européenne a par la suite donné une base juridique au contrôle de subsidiarité des parlements nationaux,*

*- que depuis la mise en œuvre de cette stratégie, la prise de décision au niveau de l'Union européenne a évolué et nécessite aujourd'hui une coopération plus étroite entre les pouvoirs législatifs et exécutifs,*

*- que le pouvoir législatif nécessite davantage de moyens pour pouvoir travailler de manière plus efficace dans le domaine des affaires européennes, surtout dans les matières très complexes, par exemple dans les domaines des finances ou du commerce extérieur,*

*- que les parlements nationaux peuvent contribuer à la démocratisation du projet européen en y associant de manière plus large les espaces publics nationaux,*

*s'engage à améliorer sa procédure européenne à travers*

*- une prise en considération encore plus large des questions législatives européennes au niveau des commissions parlementaires par la nomination d'un rapporteur pour chaque dossier, l'introduction de délais de réponse et le suivi des dossiers essentiels à travers une procédure écrite,*

*- une coopération plus étroite avec le Gouvernement pour discuter en amont la position luxembourgeoise sur l'ensemble des dossiers politiques et législatifs européens en invitant les membres du Gouvernement avant et après les sessions du Conseil dans les commissions,*

*- l'invitation du Premier Ministre à la commission compétente selon l'ordre du jour du Conseil européen,*

*- l'invitation, selon sujets, des membres luxembourgeois du Parlement européen dans les commissions spécialisées,*

*- l'augmentation de sa propre expertise en affaires européennes,*

*- le renouvellement de la demande exprimée dans la lettre du 22 septembre 2010, et réitérée dans les lettres du 10 octobre 2011 et du 8 octobre 2012, adressée au Premier Ministre afin d'obtenir communication des fiches d'impact sur les propositions législatives européennes préparées par les ministères compétents, mais également la transmission des dossiers qualifiés «limités, restreints» ou des «non-papers», selon des modalités à convenir,*

*- une évaluation et une adaptation de l'aide-mémoire avec le Gouvernement en matière de dossiers européens aux nouvelles réalités de la politique européenne,*

*- le traitement prioritaire des dossiers essentiels pour le Luxembourg,*

*- l'augmentation du nombre de débats d'actualité en séance publique ayant comme objet un sujet européen,*

*- l'organisation d'un débat public lors de l'adoption d'un avis motivé ou politique,*

*- l'organisation plus systématique d'auditions avec la société civile sur des sujets européens pertinents,*

*- des échanges plus systématiques de l'Administration parlementaire avec les institutions européennes dans les domaines étant dans la compétence des commissions sectorielles,*

*- une meilleure concertation avec les autres parlements nationaux au sujet des papiers de consultation de la Commission européenne,*

*- la définition de dossiers européens prioritaires auxquels la Chambre des Députés doit réagir en prenant position.*

(s.) Marc Angel, Claude Adam, Marc Baum, Eugène Berger, Alex Body, Fernand Kartheiser, Laurent Mosar.

► **Mme Simone Beissel**, Présidente de séance.- Merci.

► **M. Marc Angel** (LSAP), rapporteur.- Mir stellen als Chamber also fest, dass mer säit 2006 eng Prozedur hunn, eng Strategie hunn, fir europäesch Dossierer unzegoen, dass awer säithier vill Entwécklung komm sinn, dass mer déi mussen iwwerdenken, dass mer nach méi enk mat der Regierung mussen zesummeschaffen an dass mer als Pouvoir législatif och méi Moyene mussen kréien.

An eng wichteg Feststellung ass och, dass d'nationale Parlamenten duerch hir europäesch Aarbecht zur Demokratisatioun vum europäesche Projet bäidroen kënnen, well mir sinn et, déi ganz no bei onse Wielerinnen a Wieler sinn, bei also de Biergerinnen an de Bierger vun Europa.

Dofir wëlle mer eis als Chamber engagéieren, nach méi staark déi europäesch Dossierer an eis legislativ Aarbecht anzubannen, dass, wa mer Dossierer vu Bréissel kréien, Rapporteurer nommieren, mer wierklech déi Dossierer nach méi intensiv, wéi mer dat bis elo maachen, suivéieren.

Mir wëllen och déi Kooperatioun, déi Kollaboratioun mam Ausseminister a mat deenen anere Ministeren, déi schonn, muss ech soen - dat kann ech als President vun der aussen- an europapolitescher Kommissioun bestätegen -, schonn exzellent ass, mä mir sollen déi nach méi verstärken, fir dass mer zesummen an amont diskutéieren kënnen iwwert d'Positiounen vu Lëtzebuerg a verschiddenen Dossierer. An, wéi gesot, déi meescht Ministerer komme jo regelméisseg viru Conseilen an no Conseile bei eis.

Et ass un eis, de Presidente vun de Kommissiounen, de Sekretäre vun de Kommissiounen, de Membere vun de Kommissiounen, och ëmmer e Bléck dorop ze halen, wat um europäesche Plang leeft.

An dofir soe mer jo och: Mir sollen eis selwer, eis propre Expertise, mir sollen eis eegen europäesch Dimensioun och stäerken a jee no Ordre du jour solle mer och de Premierminister hei invitéieren, wann ee Conseil européen ass.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Marc Angel** (LSAP), rapporteur.- Dann hu mer nach eng Evaluatioun...

(Interruption)

Jo.

Dann hu mer eng Evaluatioun an eng Adaptatioun.

(**M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.**)

Also, Dir wësst jo, dass mer en Aide-mémoire hunn. Dee war ausgeschafft gi virun e puer Joer, deen ass och Deel vun eisem Reglement,

wou mer d'Zesummenaarbecht vu Chamber a Regierung an Europaftroen definéiert hunn. Dat solle mer nach eng Kéier evaluéieren an, gegebenenfalls, adaptéieren. A mir sollen och regelméisseg hei Débats d'actualité maachen iwwer europäesch Froen. Ech mengen, dat war de Fall. A mir sollen do weiderfueren.

Ech erënneren drun: Virun zwou Wochen hate mer en Debat iwwert de Welthandel, wou jo Europa eng wichteg Roll spillt, d'lescht Woch iwwer Brexit, haut dat hei. Ech mengen, mir sollen an déi Richtung weiderfueren.

Mir sollen och systematesch Auditiounen mat der Société civile organiséieren an eis mat hinne iwwert déi grouss europäesch Dossierer echangeieren an och eis besser mat deenen aneren nationale Parlamenten nach ofschwätzen. Dat zur Resoloutioun.

Léiwen Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Rapport, deen ech elo a senger grousser Linne presentéiert hunn, ass d'Resultat vun, wéi gesot, enger intensiver parlamentarescher Aarbecht, déi iwwer ee Joer gedauert huet. Et ass e Rapport, deen déi aktuell Diskussioun probéiert anzefänken, deen d'Meenunge vun der Lëtzebuurger Zivillgesellschaft gelauschtert huet an och Experten empfaangen huet, fir doraus d'Konklusiounen vun der Lëtzebuurger Chamber ze zéien.

Dese Rapport gouf am Geescht vun engem Lëtzebuurger Konsens geschriwwen. An dofir hunn ech mech och gefreet, dass en zum Schluss mat esou enger breeder Majoritéit an der Kommissioun gestëmmt ginn ass. Dat, wat ech lech elo presentéiert hunn, ass soi-disant alles, wat Konsens ass.

Vun de Kolleegen aus de Fraktiounen a Sensibilitäten freeën ech mech elo, am Debat ze héieren, op wéi enge Punkten hir politesch Meinung doriwwer erausgeet.

Ech soen lech domat Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci dem Här Rapporteur. An éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Claude Wiseler fir d'CSV.

Débat

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Villmools Merci, Här President. Ech hat virun enger Rei Joren d'Zäit an d'Méiglechkeet an d'Chance, dem Helmut Kohl ze begéinen, eng Diskussioun och iwwer Europa mat him ze féieren. Et ass eng Begéiung, déi ech net esou schnell vergiesse wäert. An eppes, wat mech markéiert huet bei engem Mann, deen a senger Zäit gelieft huet, deen och seng Zäit an d'Geschicht vu senger Zäit gepräagt huet, dee se matgeschriwwen huet, dat ware seng Iwwerzeegungen, déi en hat an déi en ausgedréckt huet, wann e mat engem geschwat huet.

Wat mech am meeschte gepräagt huet, dat ass, dat et e Mann war, deen ni iwwer Europa gемеckert huet, deen ni Europa schlechtgeschwat huet, deen ni Europa d'Schold zougeschoben huet, sou wéi anerer dat alt heiansdo maachen, deen ëmmer Europa als eng Erfollegsgeschicht dohigestallt huet, beschriwwen huet, säit de 60er Joren un eng Erfollegsgeschicht.

Europa huet eis Fridde säit 60 Joer bruecht, wat awer an där mouvementéierter, zerrassener europäescher Geschicht vu Jorhonnerten aussergewéinlech ass. Europa huet d'Grenzen opgehewen. Ech ka mech nach drun erënneren, net méi meng Generatioun, mä déi, déi 5, 10, 15 Joer méi al si wéi ech, déi stolz Fotoe gemaach hunn, wéi se op de Grenze stoungen an déi héich Barriären an d'Luucht gehewen hunn oder se duerchgeseeht hunn.

Europa huet d'Gemeinsamkeeten, déi mer zesummen hunn, ënnerstrach. Eng gemeinsam Musek, andeem et eleng de Beethoven als den europäesche Komponist dohigestallt huet. Europa huet eis eng zolidd an eng staark Wärgung ginn, déi eis awer gehollef huet, iwwert d'Krisen ze kommen.

Ech wëll net wëssen, wat geschitt wär, wa mer nach e Lëtzebuurger Frang, deen un de belsche Frang gebonne war, gehat hätten an esou enger Kris! Europa huet eis d'Méiglechkeet ginn, Studenten duerch ganz Europa fieren ze loosse. „Mäin Erasmus-Joer“, schwätze se haut esou einfach, an et ass fir si eng Natierlechkeet an et ass immens flott, dat dat funktionéiert an an d'Studenteliewen einfach als eng Normalitéit erakomm ass.

Europa huet eis méi Sécherheet bruecht, obwuel mer an deene leschte Joren, an deene leschte Méint haaptsächlech vill Schwierigkeiten trotzdeem hunn. Mä hätte mer dat net, géife mer haut nach ganz anescht dostoen!

An Europa huet eis schlussendlech och e Krisenmanagement bruecht, deen eis gehollef huet, iwwer schwéier Momenter zesummen ewech-

zekommen. An ech muss soen: Lëtzebuerg wär net dat, wat et haut ass, wou mer kënnen stolz drop sinn, wa mer net déi ganz europäesch Geschicht hanner eis gehat hätten, déi eis gedréckt huet an déi eis gehollef huet, do ze stoen, wou mer haut stinn.

De Problem ass, dass ee sech schnell un den Erfolleg gewinnt an datt Erfollegsgeschichte ganz schnell zu eppes Normalem, zu eppes Selbstverständlechtem ginn, fir wat ee sech net méi brauch anzesetzen, well et jo normal a selbstverständlech ass a well et do ass. Et kämpft een net méi fir Europa, well et eppes Alldeeglechtes ginn ass. Et ass normal ginn, et ass keen Zil méi. Et ass deelweis souguer eng Excuse gi fir Responsabilitéiten, déi een net selwer wëllt huelen, ewechzedrécke vun engem selwer. Europa huet och e gudder Bockel, well Europa wiert sech normalerweis net.

Et ass eng Geschicht, déi ech hei wëll erzielen, déi mech immens markéiert huet. Virun e puer Méint hate mer eng grouss Diskussioun an Zeitungen iwwer Europa, wat elo géif ufänken, de Kanner hir Tuschfaarwen ze verbidden. „Kann Europa sech dann net bekëmmern ëm déi wichteg Saachen an net ëm déi kleng Saachen, wou se eis dann och nach d'Freed vun de Kanner ewechhuelen?!“

Ech hu mer geduecht: Wat ass dann elo do hannendrun? A wann een da kucke geet, wat geschitt ass, da gesäit een, datt Europa eng Direktiv geholl huet, wou et festsetzt, wivill Bläi effektiv a Faarwe kann dra sinn a vu wat fir engem Punkt un et ufänkt, geféierlech ze ginn, wann ee Bläi dran huet, well d'Kanner déi Faarwe jo an de Mond huelen.

An da stelle mer fest, datt evidenterweis Europa net d'Tuschfaarwe verbit an datt all déi oder déi meescht, déi an Europa produzéiert sinn, ënner all deenen Norme leien, mä datt mer domat eng ganz Rei Importer vu bausse verbueden hunn, déi wäit iwwert deene gesondheetschiedlechen Normen do louchen.

Hätt Europa et net gemaach, wat hätte mer da gejaut, well mer Gesondheetsregelen net agehalen hätten a well mer net eng Basispräventioun an der Gesondheet gemaach hätten!

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Mä wéi dat bis erkläert war, huet kee Mënsch méi driwwer geschwat. Du war et jo net interessant méi.

(Interruption)

A mer hu sécher, wa mer sichen, vill esou Beispiller, wou et esou einfach ass, de Ball emol hinzuerwerfen, schlechtzemaache Saachen, déi gutt sinn.

Ech hätt gär, datt mer an der Politik géifen déi Saachen ëmdréien a soen: Wat bréngt Europa eis? Europa net d'Schold ginn, mä Europa als d'Léisung vun enger Rei vun eise Problemer duerstellen.

Am Fong war de Brexit eng äänlech Geschicht. E konservativ Politiker huet fir seng eege Problemer a senger eegener Partei probéiert, en Auswee ze fannen, an huet emol e Referendum versprach, well dat em gehollef huet, iwwer seng intern an duerno och iwwert déi nächst Wahlen ze kommen, andeem e gehofft huet, d'Leit géifen awer mat Nee stëmmen. Et ass awer schif ausgaangen. An et ass net anormal, datt et schif ausgaangen ass, well wann een 20 Joer Europa d'Schold gëtt, da kann et emol eng Kéier esou wäit kommen, datt d'Leit engem dat gleewen. An da stëmme se dat, wat se do gestëmmt hunn.

Europa ass net de Problem! Europa ass ganz oft d'Léisung! Ouni Europa si mer alleguer, esou wéi mer eenzel sinn, Lëtzebuerg souwisou, mä och Däitschland als grousst Land, net méi ganz vill. Et gëtt jo Länner, déi wëssen, datt se kleng sinn, an et gëtt Länner, déi et nach net wëssen, datt se kleng sinn an Europa, mä déi et iergendwou an hirer Geschicht och gewuer wäerte ginn.

2015 hu mer 22% vum PIB mondial, an zéng, fofzéng Joer nach 15%. Eis Demografie läit haut bei 6% vun der Weltpopulatioun an 2060 bei 4%. Wann ee kuckt, wéi Afrika mat 13% haut op 26% an deenen nächste Jore wäert an d'Luucht wuessen, da gesäit een, wéi déi Verschibunge sech maachen. An da gesäit een, datt Europa eng Noutwendegkeet fir eis alleguer - fir eis alleguer! - ass.

Europa huet sécherlech Problemer, mä ech géif hei einfach soen: Kommt, mer halen op, dauernd d'Problemer ze beschreiben an ze diskutéieren; kommt, mer beschriewen an diskutéieren d'Léisung vun de Problemer! Domat si mer wesentlech méi utile, wéi wa mer just dauernd ronderëm de Problem dréien. A



vläicht, soen ech, mat deene Schwierigkeeten, déi elo do sinn, ass et genau déi richteg Zäit, fir waakreg ze ginn a fir et emol ganz anescht eng Kéier unzepaken.

De Jean-Claude Juncker huet an enger Ried, déi e virun e puer Deeg iwwert d'Veerdeedegungspolitik gehalen huet, vun enger „sleeping beauty“ geschwat, wéi en Europa beschriwwen huet. Eng „sleeping beauty“, déi da misst erwächt ginn. Elo ass den Donald Trump an der Fro vun der Verdeedegungspolitik vläicht net den „prince charming“, vun deem mer gäre gekéist wäeren. Awer trotzdem...

► **Une voix.** - An Äppel.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Awer trotzdem, muss ech soen, ass hei eng Zäit, wou déi „sleeping beauty“ ka waakreg ginn a wou aus hir eppes ka ginn a wou se ka weiderkommen.

Och de Brexit war en äänleche Warnschoss fir Europa, wou mer kënnen eppes draus léieren a wou mer mussen weiderkommen. De Jean-Claude Juncker huet duerfir e Wäissbuch erausbruecht. De Marc Angel, deem ech Merci soe fir dee gudden Rapport, deen e méndlech a schrëfflech gemaach huet, huet och doriwwer geschwat. Dat ass och net e fäerdeg Rezept, wat do um Dësch läit, mä et ass u sech e Pabeier, wou eng Rei Solutionen an eng Rei Pisten opgezeechent sinn. An déi ginn opgezeechent, fir datt mir, d'Parlament an d'Regierungen aus deene 27 Länner, sollen eng Kéier driwwer schwätzen, eis emol Gedanke maachen, wat mer da schlussendlech gär hätten, positiv gär hätten, anstatt ëmmer doriwwer ze meckeren.

Déi stellen d'Fro un d'Regierungschefen: Jo, wat wëllt Der dann elo? Bekennt emol Faarf, wann ech gelift! An da kënnen mer weider iwwert d'Zukunft diskutéieren. An an deem Sënn fannen ech et am Fong en extrem pädagogesch Instrument, wat mer do virleien hunn. An ech sinn och dankbar, datt mer hei kënnen haut am Parlament e puer Antwerten an deem do Kontext ginn.

Wat sinn déi fënnf Zeenarien? De Marc Angel huet se schonn opgezielt.

Den éischten, dat ass deen, wat ech dann op Lëtzeburgergesch - Dir hutt et op Franséisch gesot - den „Weider esou“ géif nennen. No der Abberzuel vun „wake-up calls“, déi mer kruten, déi mer och vun deenen Elektoralen a Frankräich, Eisträich an Holland an där leschter Zäit kruten, mengen ech ganz kloer, ass deenen Zeenario net tragbar an net méi drobar an och net méi fonctionnel.

Den zweeten Zeenario konzentréiert sech just op de Bannemaart an domadder just op dat Ekonomesch an dat Finanziell. Dat war d'ailleurs an der Vergaangenheet de Problem vun Europa an ass a mengem Aen och net zukunftsweisend, well eis Union méi ass wéi just eng Fräihandelszon. A fir d'CSV ass deenen Zeenario sécherlech och keng Optioun. Et wär d'ailleurs den Zeenario gewiescht, dee Groussbritannien sech gewénscht hätt, wa se derbäilivwe wäeren a wa se mat Europa weidergemaach hätten.

Deen drëtten Zeenario ass scho méi interessant. D'Kommissioun nennt en: „Wie méi wëllt, mécht méi.“ Muncher schwätzen och vun engem Käreuropa oder vun engem Europa à géométrie variable. D'Kommissioun hält sech e weening heiraner zréck. Et ass dat sécherlech net d'Idealléisung a long terme, awer kuerzfristeg a programmatesch kann an eisen Aen esou Europa mat deene sougenannte Coopération renforcée nei lancéiert ginn an erëm déi Resultater liwweren, déi d'Bierger vun Europa erwaarden, och wann d'Kommissioun des net expressis verbis ernimmt.

Allerdéngs muss dese Kader ëmmer en oppene Kär sinn, eng Zort Pionéierkär, deen de Wee opmécht. D'CSV ass jiddefalls der fester Iwwerzeugung, datt en intelligent an oppent Käreuropa och Gesamteuropa ka weiderbréngen. Esou wéi mer et haut op der Télee kucken, eng Echappée en fin de compte am Tour de France och gutt ass, wann duerno awer sämtlech Coureuren iergendwann eng Kéier iwwert d'Ligne d'arrivée kommen, et muss awer een den Éischte sinn. Mä d'Haaptsaach ass, se kommen alleguer iwwert d'Ligne d'arrivée. Genau ass et an Europa. A besonnesch an de Beräicher Aussepolitik, Verdeedegung, Wirtschaft a Finanzen, Sécherheet oder och nach Energie.

Mir verstinn d'ailleurs d'Suergen och vun deene Staten aus Osteuropa, déi keng Zwouklassegesellschaft wëllen. Mä bei enger oppener Kärndynamik vu Coopération renforcée gesi

mer des Gefor awer enner Kontroll. De Kär ass jiddefalls de Géigendeel vum Stëllstand a mam Stëllstand vum Enn vun Europa.

Dat trëfft och fir den Zeenario véier vun der Kommissioun zou: „Manner, awer méi effizient.“ Dësen Zeenario kann d'ailleurs an eisen Aen absolut kompatibel si mat dem Zeenario dräi. Et kann ee sech virstellen, datt Europa op verschiddene Pläng vun Iwwerreguléierung méi lues trëppelt, duerfir awer do richteg Gas gëtt, wou et drop ukënn, wou et bei de Leit an och an der Welt kann e Méiwäert schafen. A firwat net do dann als Kär funktionéieren, wann nach kee Konsens bei en alleguer do ass? „Grouss bei grouss Saachen a kleng bei kleng Saachen“ hat emol een an der Kommissioun eng Kéier gesot.

Da gëtt et nach e fënneften Zeenario vu vill méi zesumme maachen. Muncher denken hei och un dat federaalt Europa. Mir als CSV hale laangfristeg an engem federalen Europa als Zil fest, awer - an ech soen dat och ganz kloer - net kuerzfristeg, net mëttelfristeg an och net als Selbstzweck oder als e Projet, wou een d'Leit zu hirem Gléck muss zwéngen. Dësen Determinismus ass e weidere Feeler aus der europapolitischen Vergaangenheet, dee mer an Zukunft mussen evitéieren.

Fir et kloer ze soen: Et ass haut net d'Zäit, fir d'Leit zu hirem Gléck ze zwéngen. Haut ass d'Zäit, fir mat enger moderner Form vu Leadership an Argumenter, fir mat Programmatik a Resultater ze iwwerzeegen. Dat ass och eng Kritik, déi een un der europäescher Konstruktioun vun deene leschte Jore sécherlech ka maachen. Den Zuch ass zwar gefuer, vläicht net ëmmer genau an déi richteg Richtung, mä heiansdo stoungen d'Leit nach um Quai a sinn net matgefuert.

Et bleiwen also an eisen Aen d'Zeenarien dräi a véier, mä net just als abstrakt Bréisseler Gedankespieler, mä als eng nei Method, déi wierklech och Resultater produzéiert fir d'Leit.

An deeser Geschirkëscht vum Zeenario dräi ass dat wichtegst Instrument wuel d'Coopération renforcée aus dem Lissabonner Vertrag. Si gëtt vu munchen als Këscht vun der Pandora ugesinn. Fir anerer ass se eng verbuerge Schatzkëscht am Traité. D'Wourecht läit wahrscheinlech an der Métt. Richteg genotzt, an Kader vun engem oppene Kär, ka se wierklech Europa substanzuell weiderbréngen mat engem konkreten Output och fir d'Leit.

Woubäi ech och kloer wëll soen, datt ech der Meenung sinn, datt een haut ganz gutt muss oppassen, datt een net als Haaptzilsetzung vun eisen nächste Jore politischer Aktioun eng Emännung vum Traité dohistellt. Och wa mer se laangfristeg, an dat gesi mir ganz gutt, eng Kéier brauchen. Mä mir mengen, haut domadder unzefänken, sech dorobber ze konzentréieren an ze probéieren, 27 Länner ze iwwerzeegen, Traitéännerungen ze maachen, wär e ganz geféierleche Wee, deen eis ganz vill Energie géif huelen a mat engem ganz groussen Risiko schlussendlech verbonne wär.

Duerfir wär eis Suggestioun: Kommt, mer fänken emol mat deenen Traitéen un, mat deene Moyenen, déi mer hunn - déi hu mer net all ausgenotzt an de Verträge -, an da kucke mer emol, e Stéck weiderzekommen! Dat fannen ech wesentlech an der haiteger Situatioun, an där mer sinn.

Dat bréngt mech dann zum wichtigsten Deel vun den Iwwerleeungen zur Zukunft vun den europäesche Politicken, zum Inhalt also, op deen et ukënn, well d'Leit interesséiert net onbedéngt just de Betriebssystem, d'Leit interesséieren d'Applikatiounen, déi se duerno all Dag kënnen praktesch benotzen.

Mir wëllen d'Zeenariosdebatte duerfir duerch eng inhaltlech Zukunftsvisioun vun de Resultater ausweiten. D'Wäissbuch vun der Kommissioun ass do just en Input. Derbäi kommen d'Reflexiounspabeieren iwwert d'Wirtschafts- a Währungsunion, iwwert d'Defense, iwwert d'Globalisatioun an iwwert dat sozialt Europa. Derbäi kënn och d'Deklaratioun vu Roum, bei Geleehheet vum 60. Anniversaire vun de Réimesche Verträge. All des Pabeiere muss een zesummen an all des Pabeieren, mengen ech, muss ee vernetzt liesen.

Ufänke wëll ech mat der Zukunft vun der Wirtschafts- a Währungsunion, mat der Eurozon also. An domat och mat der Zukunft vum Euro, well dat jo och spezifesch en Thema vun haut de Mëtten ass.

D'Kommissioun huet och hei e Reflexiounspabeier virgeluecht, deen eng Rei vun de Recommendationen vum Rapport vun de fënnf Presidenten vun 2015 iwwerhëlt. Gläich virop wëll ech soen, datt mer hei net genuch aarbechtsmaartrelevant Wirtschaft, net genuch Wuessensumansapproche, net genuch Politik, net genuch Union an net genuch Bierger dran hunn. Dat géllt virun allem fir de Stabilitéits- a Wuessensumanspakt, wou d'Stabilitéit ze dacks eleng ge-

kuckt ginn ass. Wa mer also verdéiwe wëllen, muss mer virun allem eis Wirtschaftsunion verdéiwen.

Trotzdeem, den Euro ass haut déi zweetstärkste Währung vun der Welt. D'Defiziter si praktesch iwwerall erof an Europa. Den Euro ass e Succès an e Schutzschöld. Un dem Succès hat och eise fréiere Statsminister Pierre Werner e groussen Undeel. Den Esprit vum Werner-Plang bleift richteg fir d'Zukunft vun der Eurozon: eng Währungsunion, déi och eng Wirtschafts-, jo, eng Sozialunion ass an déi fir allgemeng Croissance a Wuelstand suert an domadder och vun enger renger Stabilitéitsunion zu enger Jobunion gëtt.

Et ass evident, datt mer zu Maastricht an och duerno d'Konvergenz vun eise Wirtschaftspolitik vernetzt hunn an eisen Aen. Mir hunn ze vill op sougenannte Spillover-Effekter gesat a gehofft, eng gemeinsam Wirtschaftspolitik géif quasi vum selwe kommen. Haut muss mer duerfir des Wirtschafts- a Währungsunion vervollstännegen an esou den Euro stärken.

Natierlech läit wéi esou dacks den Däiwel am Detail a fir den Detail ass duerfir och de Laurent Mosar zoustänneg, deen herno nach därer a wäert op déi Problematiken do agoen.

(**Interruptions**)

Dat ass och säi Spezialgebitt.

(**Brouhaha**)

Richteg ass awer...

► **Mme Nancy Arendt (CSV).** - Mir hunn e puer Gudder.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Den Här Mosar, den Däiwel vun der CSV!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Richteg ass awer, datt mer eis Wirtschafts- a Währungsunion nach méi schockresistent géint Krise mussen maachen. Oder, wéi de Jacques Delors seet: „Nodeems de Pompjee passéiert ass, brauche mer elo den Architekt.“ Well fréier oder spéider kënn och erëm eng Wirtschaftskris. An déi weinegst Regierungen an Europa gi scho vun engem schéine Croissancewieder bis 2060 aus. Déi weinegst denken esou. Mä wann een net just d'Dageswieder, mä och dat wirtschaftlech Klima iwwert d'Jorzéngte kuckt, da gesäit een, datt dat net realistesch ass. Richteg bleift awer: Et ka kee bessere Kriseschutz wéi den Euro ginn, souguer am onperfekten Zustand.

Mä och hei brauche mer Bewegung an der Debatte. An och hei huet d'Wahl vum Emmanuel Macron eppes an der Denkweis bewierkt. Ech si sécher net mat all Paräiser Iddi elo d'accord, awer d'Iddi vun engem Finanzminister vun der Eurozon ass interessant, fir driwwer nozedenken. Mir sinn awer iwwerzeegt, datt mer emol fir d'Éischt e professionelle President vun der Eurozon géife brauchen an datt dat sénnvoll wär.

Weider Iddien, iwwert déi et sech lount, nozedenken, sinn den europäesche Fonds monétaire an och de Budget vun der Eurozon. Well e Finanzminister ouni Budget ass wéi e Kapitän ouni Schëff. Mä gradesou kloer muss sinn: E Parlament vun der Eurozon ass keng gutt Iddi. D'Parlament vun der Eurozon muss d'Europaparlament sinn. A mir hu scho méi wéi genuch Institutionen haut an Europa. Och hei géllt: méi Pragmatismus a manner Dogmatik. Esou sinn iwwerengs och d'Eurobonds ze gesinn, déi am Kommissionspabeier just indirekt ugeduecht sinn. Mä à terme bleift dat eng richteg an eng gutt Saach an eisen Aen, déi mat enger Schuldunion näscht ze dinn huet.

Kloer ass: Mir müssen als Eurozon weider méi schockresistent ginn. Well d'Eurozon ass jo schonn e Käreuropa avant la lettre. An am Kader vun engem eventuellen Zeenario dräi kéint ech mer duerchaas och an Zukunft d'Eurozon als Käreuropa virstellen. Vläch a feste Wirtschaftskär, ronderëm deen duerchaas och nach aner Käre kënnen zirkuléieren. Mä och d'Eurozon muss e flexibelen an oppene Kär sinn.

Dëst gesot, géif ech gär bei d'Zukunft vum Europa vun de Resultater zréckkommen. An ech wëll mech do virun allem op déi véier Punkte vun der Deklaratioun vu Roum konzentréieren: éischters, e sécher an e geschützten Europa; zweetens, e wuelhabend an en nohaltegt Europa; drëtters, e sozialt Europa a véiertens, e staarkt Europa an der Welt. Dobäi muss mer zwar makropolitisch a makroekonomesch denken, mä um Enn kënn d'Resultat awer um Mikrolevel beim Mënsch a bei jiddwer Einzelnen un.

Mä ier een op Roum geet, fir seng Suen an d'Fontana di Trevi ze geheien, ass et gutt an der Regel, datt een och emol an den eegene Portomni eng Kéier kuckt. Duerfir just e puer grundsätzlech Iwwerleeungen zur Zukunft vun den EU-Finanzen.

Och hei wäert den Här Mosar sécherlech duerno nach an den Detail eragoen.

(**Interruption**)

D'Zukunft vun den EU-Finanz gesäit an eisen Aen net roseg aus. Zum engen Deel duerch d'Ewechfale vun der Finanzcapacitéit vu Groussbritannien. Mindestens zéng Milliarden Euro pro Joer wäerten hei feelen. Dobäi kascht Europa manner, wéi mer dacks mengen. De Kommissär Oettinger schwätzt vu manner wéi enger Taass Kaffi den Dag. Pro Awunner natierlech.

Doriwwer eraus kommen an Zukunft esou oder esou vill nei Aufgaben op eis Union duer. An och wa mer an Zukunft méi maache bei groussen a manner bei kleng Saachen, da kascht et ënnert dem Stréch awer méi wéi an der Vergaangenheet. Anescht gesot: Europa brauch méi Suen. Dat ass an eisen Aen evident. Vun 2014 bis 2020 sollten 1.000 Milliarden (veuillez lire: eng Billioun) Euro investéiert ginn. A jo, et muss och gespuert ginn. An do soen ech och ganz kloer: „Awer net um Bockel vun de Leit an net vun de Baueren.“

Dat ass eng Suerg, an ech wëll dat ennersträchen, well mer an deene leschte Wochen nach eng Rei Manifestatiounen och am Norde vun Land haten, an dat ass eng ganz grouss Suerg, déi sech do zum Ausdrock bréngt an op déi mer mussen ganz gutt oppassen, wou mer dru sinn, well ech mengen net, datt mer einfach kënnen soen: „Mä dann huele mer bei dem Agrarfong Suen ewech.“ Esou kann et sécherlech net goen. An äänlech Suergen huet och d'EU-Personal. Mä och hei kënnen mer net méi mat manner maachen. Déi Form vu politischer Mathematik geet an der Regel schif.

Trotzdeem muss een awer d'Gewichtung vum Budget kënnen kucken. A wann do de Prozentsaz vun eiser Defense wäert eropgoen, an dat ass onvermeidlech mat engem Verdeedegungsfong, da wäerten zwangseefeg aner Prozentsätz müssen erofgoen. Och zu Bréissel gellen déi allgemeng Gesetze vun der Mathematik. An dat heescht och, datt d'Staten alleguer an hir Responsabilitéit müssen ernannt ginn a virun allem an Zukunft och op Rabatter an Extrawurschte verzichten.

Métt 2018 proposéiert d'Kommissioun dann déi nei Finanzrumm fir 2021 bis 2028. An ech hoffen, datt mer och an eiser nationaler Wahlcampagne nach kënnen op eng fair Aart a Weis doriwwer debattéieren. Well wa mer Europa wierklech wëlle weiderbréngen, da brauche mer och méi positivt Europa an eiser nationaler politischer Debatte. An och an de Gemengen iwwerengs. Esou oder esou, wann et noutwendeg ass a wann et e Méiwäert bréngt, muss och Lëtzebuerg bereet sinn, méi wéi bis elo an d'EU anzebezuelen. Och dowéinst ass et wichtig, sech e gewëssenen nationale Spillraum ze erhalen.

Här President, den éischte Punkt vun der Agenda vu Roum ass also e sécher an e geschützten Europa. Dat bedeit net, datt Europa sollt zu enger Festung mat Stacheldrot ginn. Awer et bedeit sécher a kontrolléiert Aussegrenzen a vollständeg oppe Grenzen no bannen, well déi véier Fräiheete vum Bannemaart si fir eis net verhandelbar. Besonnesch net déi fräi Zirkulatioun vun de Leit. Mä richteg ass och, an dat weisen all Émfroen, d'Sécherheet gehéiert zu den Topprioritéite vun de Leit; alerdéngs eng ganzheetlech Sécherheet, vum Sozialen iwwert dat Banneg bis zum Internationalen.

E weidere wichtige Punkt fir d'Zukunft ass deemno d'Ofsécherung vum Schengen-Raum mat enger nach méi enker Kooperatioun vun eise Policen an och vun eise Geheimdénstschter, virun allem, wat de Kampf géint den Terrorismus ugeet. Dat ass leider eng vun de groussen Menacé vun eiser Zäit. Hei müssen déi einschlägig Datebanken an Europa nach besser matenee vernetzt ginn. An iwwerhaupt muss d'Zusammenarbecht vun de Forces de l'ordre nach méi grouss ginn!

Net zulescht och a Saache Cybersécherheet. Well grad de Rekrutement an d'Radikalisatioun vu potenziellen Terroristen passéiert dacks iwwert den Internet. Den Internet dierf also net zu engem rechtsfräie Raum ginn.

Och wann et ni eng Garantie wäert ginn, esou muss eist Zil awer eng Zukunft ouni Terror an Europa sinn. Mä dëst Zil muss ganzheetlech a vernetzt ugepaakt ginn a geet wäit iwwert d'Sécherheet eraus.

Virun allem bei der Terrorbekämpfung dierfen d'Memberstate sech net hannert enger falsch verstanener Souveränitéit verstoppen, well hei geet et ëm dat Lieweg! Grad beim Kampf géint den transnationalen Terrorismus brauche mer Eenheet! D'Villfalt, déi mer esou vill an Europa gär hätten, d'Villfalt kann op anere Gebieder spillen, awer net bei der Kooperatioun vun eise Sécherheidsdénstschter. Do müssen all Sécherheitsneurone matenee vernetzt ginn, fir



séier nei Menacen ze antizipéieren an drop ze reagéieren!

Den zweete Punkt vu Roum ass e wuelhabend an en nohaltegt Europa. Am Fong misst dësen zweete Punkt den éischte Punkt sinn. An esou oder esou ass et eis éischt Prioritéit, wann Europa wëllt eng Zukunft hunn. Well hei geet et ëm eng Zukunft vun der Aarbecht an domat och ëm d'Zukunft vun Alldag vun de Leit. Duerfir mussen mer an Zukunft oppassen, datt d'Kreatioun vun Aarbechtsplazen ëmmer op éischter Plaz op der Agenda steet, an dat mat eiser ganzer politescher Energie. Soss kréie mer de Chômage net an de Griff!

Et geet hei ëm eng nei Declinaison vun der ekologesch-sozialer Maartwirtschaft, esou wéi Europa dat och a senger Strategie Europa 2020 a Successioun vun der Lissabon-Strategie zanter 2010 probéiert. Mä déi affichéiert Strategie ass eng an déi real Praxis dacks eng aner Saach. Esou oder esou mussen mer eendeiteg déi ekologesch an déi sozial Dimensionen vun der EU-Wirtschaft stäerken, well an deene leschte Joren hu mer vill just op de Maart vertraut.

Duerfir brauche mer weider massiv Investisse-menter. De Juncker-Plang, dee jo 2016 verduebelt ginn ass am Volume an och bis 2020 verlängert ginn ass, weist hei ganz sécher an déi richteg Richtung mat senger ambitionéierter Hieweldynamik, mat där mindestens 500 Milliarden Euro solle mobiliséiert ginn. Mä mir brauchen och hei den nationalen Input. Dat Neit bei dësem Plang, esou de BEL-Chef Werner Hoyer, dat ass jo de Risiko. Och eis Memberstate mussen an Zukunft méi Risike géint de Chômage woen.

Aus de Member- müssen Aktionsstate ginn a mer müssen dës Investitiounen och nach méi effizient a gerecht an Europa verdeelen. Gläichzäiteg muss den Zukunftscharakter vun de Projeten nach méi kloer erausgeschafft ginn. Wann den Hiewel och bei de Memberstate wierkt, kënnen mer souguer op e wesentlech méi héijen Investitiounsvolume kommen.

E weidert Element vun eise Wirtschaftsmodell ass d'Ekologie an d'Nohaltegkeet. Hei geet et net just ëm Wäerter, also de Klimaschutz, hei geet et och ëm handfest Interéiten, also ëm nohaltegen oder inklusive Wuesstum. Eng nei Zukunft fir Europa bedeit dobäi och en neien Zukunftswuesstum. Och hei mussen mer ëmdenken, well grad d'„circular economy“ ass net just fir Lëtzebuerg, mä och fir ganz Europa e risegen Zukunftsmarché, virun allem mat engem grouse Potenzial fir eisen Aarbechtsmaart.

Politesch muss Europa och a Saache Klimaschutz de globale Leadership iwwerhuelen an och verteidigen. Wie soll et da soss maachen, nodeems d'USA jo aus dem Paräiser Offkommens wëllen erausklammen an dat um G20 zu Hamburg nach emol confirméiert hunn? Mir kënnen eis hei op keen anere wéi op eis selwer verlossen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Weider mussen mer och eise Bannemaart, ëmmerhin dee gréissten op der Welt fir 500 Millioune Leit a mat engem BIP vu 14,7 Billioune Euro d'Joer, weider vervollstännegen. Virun allem den digitalen, deen eleng e Potenzial vu 415 Milliarden Euro d'Joer huet, awer och dee vun der Energie. A mir brauchen och eng nei Industriepolitik fir eis Zukunft. Keng Industrie vun der Vergaangenheet, mä eng Industrie vun der Zukunft, déi nohaltegt muss sinn. Gläichzäiteg dierfe mer d'Recherche an d'Innovatioun net vernoléisegen. Europa muss erëm zur éischter Adress fir Fuerscher a Studente ginn. An eis europäesch Wirtschaft brauch och e faire Fräihandel.

Et kann een ëmmer kritiséieren an et kann een iwwerregens och demonstrieren, esou vill ee wëllt, allerdéngs muss een dat friddelech maachen an net mat der brutaler Gewalt géint Polizisten, wéi et elo zu Hamburg um G20 geschitt ass. Mä Europa beweegt sech an engem globaliséierter Welt, ob mer dat wëllen oder net. Een Drëttel vun europäesche BIP kënn aus dem Handel mam Rescht vun der Welt. A wann ee just net wëllt, datt hei d'Loi de la jungle virherrscht, da brauch ee fair Fräihandelsverkommen.

A fir eis ass e Modellaccord de CETA mat Kanada. An dësem Accord schwéngt de Geescht vun der ekologesch-sozialer Maartwirtschaft an och vun europäesche Sozialmodell mat. CETA ass an éischter Linn en Accord fir d'Leit, net fir d'Grousskapital. An am selwechte Geescht hoffen ech och op eng Neiopnam vu Fräihandelsverhandlung mat Amerika. Allerdéngs manner am Geescht vum TTIP, wéi mer et bis elo haten, well esou gétt dat näischt, mä am Geescht vun engem CETAbis. An ausdrécklech begrëssen ech och déi grundsätzlech Eenegung op e Fräihandelsaccord mat Japan.

Mir wëllen d'Hyperglobaliséierung innerhalb vun engem multilaterale Fräihandelsystem

mat kloer Regeln an der Rumm vun der sozialer Maartwirtschaft matgestalten. Mir wëlle se gerecht gestalten, andeems mer dat globalt Regelwierk ëmschreiwien, wéi de Frans Timmermans dat a sengem Globaliséierungsmeeschterpabeier nennt. Just esou kënn dee ganze System de Leit zegutt an net just der Wirtschaft.

Den drëtten Punkt läit eis natierlech och besonnesch um Häerz, an dat ass dat soziaalt Europa. En Europa also, wou keen op der Streck bleift. Eng Fuerderung, déi haut souguer vu groussen Deeler vun der Wirtschaft ënnerstëtzt gétt, well och d'Wirtschaft sozial Stabilitéit, fir kompetitiv ze bleiwen, ganz einfach brauch. Och hei baue mer also d'Zukunft net mat Feindbiller, mä mat Zesummenaarbecht a mat enger Reconciliation vun Wäerter a Wuesstum, vum Mënsch a vum Maart.

E soziaalt Europa ass zënter Jorzéngten eng Prioritéit vu praktesch alle Lëtzebuurger Parteien a Politiker. An ech si frou, datt d'Juncker-Kommissioun grad am soziale Beräich Neel mat Käpp mécht. Eng formidabel Aarbecht fir d'Leit mécht hei och déi belsch Sozialkommissäarin, d'Marianne Thyssen, déi sech och géint Widerständ an dësem Domän kann duerchsetzen.

Méi wéi e Schrëtt an déi richteg Richtung ass hei de proposéierte soziale Mindestsockel. Dat ass jo eng al Iddi vun Jean-Claude Juncker gewiescht, déi en oft an dësem Parlament och verteidegt huet a wou mer eis net brauchen ze wonneren, wa mer se elo an Europa erëmfannen. An ech mengen, datt hei och e Momentum, eng Sensibilitéit spierbar ass, déi et géllt ze benotzen, fir an deem Domän weiderzkommen.

Dat bréngt mech zum véierten a leschte Punkt vun der Agenda vu Roum: e méi staarkt Europa an der Welt. Europa muss erëm déi dreiwend Kraaft an der Welt ginn. An éischter Linn als sougenannten „soft power“, also mat Attraktionskraaft vu sengem Fridden, vu senger Fräiheet a senger Gerechtegkeet. Awer och als „hard power“ mat à terme enger eegener Arméi, déi dëse Modell och ka verteidigen. Allerdéngs net esou, wéi Europa dat jorhonnertelaang gemaach huet, mat engem postkolonialen Geescht, mä villméi mat engem Geescht vun Zesummenaarbecht, a wéi de Soziolog Richard Sennett richteg seet: „Et ass grad dës Zesummenaarbecht, déi eis Welt vu muer wäert zesummenhalen.“

Dat heescht allerdéngs, datt Europa méi effizient muss ginn, och wat eis Waffensystemer ueegt. Et ass net normal, datt mer an Europa 178 verschide Waffensystemer hunn, géint iwwer just 30 bei de Vereenegte Staten. Waffe si keng Kultur, mä en noutwendegt Iwwel. Duerfir brauche mer Waffen, ouni awer eng Kultur vun der Waff ze schafen.

Duerfir begrësse mer dee vun der Kommissioun proposéierten europäesche Verdeedungsfong. Keen huet Waffe gär, mä wann een eng gutt Arméi wëllt, da geet dat net just mam Schreiw vu Wäissbicher. Grad d'Défense ass och e Paradebeispill fir e Käreuropa. An dësem Zesummenhang ass d'Decisioun vum Juni-Sommet, fir eng stänneg strukturéiert Zesummenaarbecht no Artikel 42 vum Lissabonner Vertrag ze lancéieren, méi wéi ze begrëssen.

Här President, nach ass et esou, datt den Asaz vu Militärgewalt ëmmer d'ultima Ratio muss bleiwen. An domadder wier ech och bei der Zukunft vun der europäescher Aussepolitik ukomm. Schued, datt mer och hei, wéi bei der Wirtschaft, kee Reflexiounspabeier hunn, well nach méi wichteg wéi eng europäesch Arméi ass d'Stäerking vun enger gemeinsamer europäescher Stëmm an der Welt. Well als global, grouss Demokratie muss Europa och d'Stëmm vun deenen an der Welt sinn, déi keng Stëmm hunn. Och dat muss e Kärelement vun eiser gemeinsamer Aussepolitik sinn.

Mä och hei bleift nach villes ze maachen. Trotzdeem dierf een éischt Succésen an der rezenter Vergaangenheet, wéi zum Beispill den Iran-Deal, allerdéngs nach a Kooperatioun, dat muss een effektiv soen, mat dem fréieren amerikanesche President Barack Obama, mä et dierf een trotzdeem dee Fortschritt, wou Europa och säin Undeel drun huet, net verkenne. Allerdéngs sinn nach ëmmer ze vill vermeintlech grouss Memberstate net bereet, fir op de Wee vun enger gemeinschaftlecher Aussepolitik ze goen. Dobäi wäert Europa an Zukunft nëmmer nach gehéiert ginn, wann et och wierklech just nach mat enger Stëmm schwätzt.

An déi richteg gemeinsam Richtung weist och hei déi sougenannten „global strategy“, déi déi Héich Representantin Federica Mogherini 2016 virgeluecht huet. Schued d'ailleurs, datt mer se net Ausseministerin dierfen nennen. Mä mir müssen aussepolitisch einfach nach méi offensiv ginn. Net mat engem falsche Selbstbewusstsein wéi an de Kolonialzäiten, awer eben och net mat enger falscher Bescheidenheet, déi

déi weltpolitesch Terrainen deenen iwwerléisst, déi just kurzfristeg hir eegen Interéiten am Sënn hunn.

Eis Strategie ass awer nach ze exklusiv atlantesch. Europa muss och méi asiatesch a méi pazifesch denken. Wat net heescht, déi normativ westlech Wäertegemeinschaft opzeginn. Ganz am Géigendeel! Dës Wäertegemeinschaft muss dat geeschtegt Fundament vun eiser Aussepolitik bleiwen. Virun allem awer mussen mer eis mat eise direkten Ëmfeld beschäftegen: mam Mëttelmeerraum, mam Oste vun Europa an och mat Russland, dat mir eendeiteg vernoléisegen, mam Noen a mam Mëttleren Osten an och mat Schwaarzafrika. Ech mengen, datt ee just esou Europa ka stabiliséieren.

Här President, esou kënnen mer och d'Migrationskris un der Wuerzel, vor Ort um Terrain ugoen. Mä si mer eierlech: D'Flüchtlingsstréim aus Syrien an aus Schwaarzafrika wäerten eis nach laang beschäftegen. Europa muss och fir d'Flüchtligen eng Gemeinschaft vun der Hoffnung sinn.

Mä gradesou richteg ass dat, wat de Michel Rocard gesot huet a wat esou oft scho benotzt ginn ass: „Mir kënnen net dee ganze Misär vun der ganzer Welt bei eis ophuelen.“ Mä mir müssen awer eise fairen Deel dovunner selbstverständlech huelen. Si müssen hei bei eis en neit Doheem op Zäit kënnen fannen. Mä leider kënnen mer net all Wirtschaftsflüchtlings bei eis ophuelen, och dat muss kloer sinn.

Gläichzäiteg brauch Europa awer och, a vill méi nach wéi an der Vergaangenheet, legal Awanderung. Hei mussen mer, wann ech eis Demografie an eis Ekonomie kucken, wuelverstehen am eegenen Interessi, awer och am Interessi vun den Neteuropäer, déi wëlle bei eis kommen, legal Weeër vun Immigratioun schafen.

Nach e lescht Wuert zur europäescher Demokratie. D'Europäesch Unioun ass eng Demokratie, mä grad wéi bei der Wirtschafts- a Währungsunioun ass se nach perfektibel. Grouss Kritiker wéi de Jürgen Habermas schwätze vun engem Demokratiedefizit. Dat war fréier esou an dat ass haut zumindest deelweis iwwerwonnen. Trotzdeem brauch Europa nach méi Matbestëmmung vun de Bierger an domadder och méi Europaparlament an nach méi Afloss vun den Nationalparlamenten.

Virun allem déi europäesch Parteien, déi nach wäit ewech vun tatsächleche Partei sinn, sinn hei gefuerdert. De Spëtzekandidatprozess vun 2014 war e wichtige Schrëtt an déi richteg Richtung. Mä mir dierfen dobäi net stoe bleiwen. An deem Kontext begrëssen ech d'Initiativen, fir eiser Chamber nach méi eng grouss europapolitesch Roll ze ginn. A mer ënnerstëtze selbstverständlech déi gemeinsam Motioun, déi mer ausgeschafft hunn.

Ech mengen als Konklusioun, datt mer haut an engem besonnesche Moment fir Europa sinn. Europa huet eng Zort Burnout, oder wann ech et anescht ausdrécken: eng Zort kontinental Depressioun. Mä wéi ëmmer esou an deene Momenter, kënnen dat och Momenter sinn, déi en Neistart bedeiten, déi kënnen Energie ausléisen. De Goethe huet a sengem „Faust“ gesot: „Sobald du dir vertraust, sobald weißt du zu leben.“ Dat ass och en zentrale Problem vun Europa: Mir vertrauen eis selwer heiansdo net, a wa mer eis selwer net vertrauen, da mësstraue mer och ganz oft eisen Noperen.

Esou eng Kris wéi déi hei kann Energie developéieren, mécht heiansdo ganz erfinderesch, fir nei Léisungen ze fannen, an huet heiansdo de Moment a sech, fir och Tabuen ëmzwerfen a fir nei Weeër unzedenken an ze goen, déi ee sech bis dohinner net getraut hat, ze goen.

An ech wëll just eng Konklusioun soen: Mir hunn d'Instrumenter an Europa! D'Fro ass, ob mer de Courage hunn an d'Energie hunn, dës Instrumenter zum Schluss ze benotzen, fir weiderzkommen. Ech wëll op jidde Fall alles maachen, datt mer mat där Iddi, déi enorm Zukunft huet, an deenen nächste Jore weiderkommen, wéi et kann net anescht sinn.

Merci!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An nächste Riedner ass den Här Alex Bodry fir d'LSAP.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Marc Angel, de Rapporteur, President vun der aussepolitescher an Europakommissioun vun eise Parlament, huet op eng ganz extensiv a präzis Aart a Weis de Bilan gemaach vun deenen Aarbechten, déi mer an der Chamber ronderëm d'Debatt ronderëm d'Zukunft vun der europäescher Unioun an der Eurozon gemaach hunn. Hien huet dat noutwendegerweis gemaach duerch de Brëll vum Rapporteur, e bësse méi iwwerparteilech. Ech erlabe mer dann, am Numm vun eiser Fraktioun e puer zousätzlech Bemierkungen a Reflexiounen zu deem doten Thema ze maachen.

Wa mer haut iwwert d'Zukunft vun der Europäescher Unioun an iwwert d'Zukunftsaustrichtung vun der Eurozon schwätzen, dann debattéiere mer net manner an net méi wéi iwwert d'Zukunft vun eise Land, well Europa a Lëtzebuerg, déi si matenee verbonden. Wa mer haut iwwert d'Europapolitik schwätzen, da schwätze mer virun allem doriwwer, ob mer capabel sinn, och an Zukunft déi grouss politesch a gesellschaftlech Erausforderunge vun haut a vu muer ze meeschteren.

A keen nëmmer halbweege vernünftege Mënsch kann eeschlech dorunner zweifelen, dass nëmmer an enger international definéierter, koordinéierter Demarche an deem strukturéierter Kader vun enger Europäescher Unioun et méiglech wäert sinn, eng Äntwert ze ginn op déi Froen, déi eis an déi och vill Matbierger beschäftegen: d'Fro vun dem wirtschaftleche Wuesstum an dem soziale Fortschritt, d'Beschafung vun Aarbechtsplazen. D'Fro vun der Sécherheet, besonnesch elo am Zesummenhang mat dem Phänomeen vum Terrorismus. D'Fro vum Klimaschutz, vum Kampf géint d'Ëmweltverschmutzung. D'Fro vun de Flüchtligen. D'Fro vun der Digitaliséierung vun eiser Gesellschaft a vun eiser Wirtschaft.

Alles dat si Froen, déi een net kann eleng an op engem nationale Kader ugoen. Et si Froen, déi een nëmmer kann enger Léisung zouféieren, wann een international koordinéiert, op engem europäesche Plang sech zesummesetzt, gemeinsam Strategien entwéckelt a sech och d'Instrumenter gétt, fir déi dann national koordinéiert ëmzesetzen.

E Réckzuch hanner national Grenzen ass Géft. Et ass eng geféierlech Illusioun, ze mengen, dass een duerch esou eng Politik kéint virkommen. Alleguerten, déi Europa wëlle schwächen, schwächen am Endeffekt hir eege Länner.

Besonnesch déi, wou mir och derzougehieren, déi weder demografesch, geografesch nach politesch dat Gewicht hunn, fir kënnen an engem kompetitiven, internationalen Ëmfeld laang matzehalen. Grad haut, wou ee gesäit, wat fir eng aggressiv, besonnesch Wirtschaftspolitik och d'USA ënnert dem Donald Trump mécht. Kuckt ee China, kuckt ee Russland, déi aner grouss international Akteuren, dann mengen ech, liicht et jiddwerengem an, dass et wichteg ass, dass Europa, aus nationalen Interessen erausgekuckt, international Gewicht behält, jo, ausbaut.

Mat Slogane wéi: „America first“, „Deutschland zuerst“, «d'abord la France», „Lëtzebuerg fir d'Éischt“, komme mer net virun. Dat wäert eis nëmmer nohannegeheien a wäert eis onweigerlech an eng däischter politesch Sakgaass eraféieren. Nëmmer zesumme kënnen mer déi nohaltegt Bedéngunge schafe fir méi Aarbechtsplazen, fir eng besser Ausbildung, fir d'Regelung vun de Mäert, fir e staarken Ëmwelt- a Gesondheetsschutz. Dat ass jo dat, wat mer alleguerten wëllen. An do mussen mer iwwert d'Grenzen eraus systematesch déi dote Problemer zesummen ugoen.

Dat setzt natierlech virus, dass weiderhin ënnert deene 27, oder wivill dass et der och wäerten am Endeffekt sinn, e staarke Sockel vu gedeelte Wäerter, op deem mer eis Politik opbauen, besteet: d'Bekanntnis zu enger sozialer an ökonomescher Maartwirtschaft, d'Zil vun enger Vollbeschäftegung, sozialen Zesummenhalt, dat heescht also méi eng gerecht Opdeelung vun de Friichte vun wirtschaftleche Wuesstum, an och d'Verbreederung, d'Verteidegung vun den öffentliche an den individuelle Fräiheeten, Grondrechter a rechtsstaatleche Prinzipien.

Duerfir ass fir eis Sozialisten d'Optioun vun engem rengen Bannemaart fir d'Europäesch Unioun keng Optioun. Och d'Optioun vun enger rengen buchhalterescher Budgetspuerpolitik, jo, e Budgetspuerfetischismus, wéi een e konnt iwwert déi lescht Jore usazweis zumindest bemierken, ass fir eis als LSAP keng Optioun fir d'Weiterentwécklung vun der Europäescher Unioun.

Mä awer ech soen och, weiderfuere wéi bis elo, déi verzweifelt Sich, an alle Punkten de klangte gemeinsamen Nenner nach ze fannen, heiansdo bal eng onméiglech Sich a ganz kruzialen Dossieren, déi brennend no Léisunge jären, dat dierf et och net sinn. Och dat ass keng valabel Optioun. Mir müssen also déi dote Vertrauenskris iwwerwannen. An dat geet u mat enger selbstkritescher Analys, esou wéi Europa besonnesch déi lescht Jore funktionéiert huet, a wat sech niddergeschloen huet an engem dramatesche Réckgang vun der Zoustëmmung a breedten Deeler vun der Bevël-



kerung, wat Europa, den europäesche Gedanken an d'Europapolitik ugeet.

Mir müssen also d'Vetrauen erëmgewannen, wat verluer ginn ass bei ville Leit, bei ganz ville Bierger. A vläicht, an do deelen ech d'Aschätzung vum Claude Wiseler, ass dese Moment grad dee richtegen, fir deen dote Sprong kënnen ze probéieren: duerch déi aggressiv, negativ Haltung vun enger Weltmuecht wéi den USA par rapport zur Europäescher Unioun, d'Negatioun, Elenggàng ze maachen, net méi international wëlle koordinéiert a ganz wesentlechen Dossiere virunzekommen. Vlächicht ass grad dat de richtige Moment, och wann een dat net däréi iwwerbewäerten.

Dat kucke mer heiansdo ze vill duerch eise Lëtzebuurger Brëll, wann an engem Nopeschstat e Wiessel komm ass mat enger Campagne, mat enger Presidentschaftswahl, déi e Mann designéiert huet, dee sech ganz kloer, ouni ze zécken, zu 100% hannert déi europäesch Iddi gestallt huet. Ob dat a Polen an anere Länner, déi méi wäit ewech sinn, wierklech en Impakt op d'effentlech Meenung huet, dat bezweifelen ech allerdéngs, mä et bleift awer, besonnesch wann Däitschland a Frankräich méi staark zesummeschaffen an un deemselwechte Strang zéien, dass dat och ka ganz Europa veränneren a ganz Europa no vir bréngen.

Mir mierken awer och, wa mer alleguerte wëllen am Gläichschritt virukommen an allen Domänen, dass mer dat wahrscheinlech net méi wäerte packen. Also muss ee schonn, méi staark nach wéi bis elo, obwuel mer dat jo usazweis scho realiséiert hunn, op dat Instrument zréckgräifen, wat an de Verdrag vun der Coopération renforcée virgesinn ass, fir et also a kloer delimitéierte Politikberäicher, an eenzelne Felder, méiglech ze maachen, fir an engem offene Prozess, deen och weider erëm zouléist, dass aner Leit derzoustoussen, an eenzelne Punkten déi Kooperatioun méi wäit ze driewen.

Europa «à géométrie variable», huet et geheescht, Europa vun den „konzentresche Kreeser“, vun de puer Vitessen. Egal wéi et ass, dat däréi allerdéngs net zu engem rengen Europe à la carte ginn, wou jiddwereen dann esou, wéi et him an de Kapp kënn, däréi ukräizen, wou en da wat mécht. De gemeinsame Sockel muss nach wie vor iwwerweie par rapport zu deenen eenzelnen Deelberäicher, wou ee kann Differenzen an der Intensitéit vun den Zesummenaarbechten akzeptéieren.

Mä och dat, wëll ech soen, ass net ouni Risiken! Och wann dat elo de Konsensus hei ze si schéngt, bei breeden Deeler an der Chamber, fir ze soen: „Dat doten ass eppes, wat ee ka maachen.“

De Risiko ass selbstverständlech deen, dass do-duerjer den Zesammenhalt insgesamt vun der Grupp net méi grouss gëtt, mä éischter nach offhëlt, dass sech Deeler dann net méi responsabliséiert fillen och an anere Beräicher, wou se net mat decidéiert hunn. An d'Decisiounsprozess ginn och méi komplizéiert, well jo da gläichzäitig och vun deser Chamber, a wéi am Rapport gesot gëtt...

Mä un den Institutionen, do ännere mer eigentlech awer näischt. Europaparlament bleift Europaparlament. D'Europaparlament bleift dann och zoustänneg herno fir d'Eurozon. Da bleift jo och d'Europaparlament zoustänneg fir d'Coopération renforcée an deene Beräicher.

An am Ministerrot kréie mer eng äänlech Situatioun eran. Do hues de nach ëmmer dann de Ministerrot, a gläichzäitig hues de awer an eenzelne Beräicher dann u sech nëmmen eenzel Länner. An dat ka souguer an eenzelne Beräicher eng Minoritéit vu Memberstate sinn, déi dann zesummeschaffen, an d'Institutionen bleiwen awer déi al. Et ass net evident, wéi dat doten am Endeffekt ka funktionéieren, wann ee sech dat doten ausmoolt a wann ee sech dann awer och ka virstellen, dass do kënnen Tentativ sinn, fir déi ganz Prozesser do ze bremsen.

Et ass och net ouni Risiko fir Lëtzebuerg. Firwat? Well Lëtzebuerg als Grënnerstat vun der Europäescher Unioun, mengen ech, zu Recht ëmmer wëllt, wann net bei der Lokomotiv sinn, duerfir si mer vlächicht e bëssen ze kleng, mä zumindest awer am éischte Waggon vun deem Zuch sinn, deen am schnellste fiert, deen am wäitste geet.

#### (Interruption)

Ech hoffen, ech hunn näischt Falsches hei gesot.

#### (Brouhaha)

Mir müssen eis also do och bewusst sinn, dass mer an enger Dynamik, déi géif an deen dote System eragoen, eventuell och als Lëtzebuurger gedrängt ginn, an eenzelne Beräicher méi wäit ze goen, matzemaachen an enger méi staarker Harmoniséierung, vlächicht souguer Uniformiséierung vun de Politicken, wou mer dat eigentlech net wëlle maachen a wou mer dann aus politeschen Ursachen, well mer wëlle bei deenen Éischte mat derbäi sinn, do matgerappt ginn.

Ech denken do nëmmen un esou e Beispill wéi eng Tobin Tax. Dat kéint jo esou en Domän sinn, wou gesot gëtt: „Majo, elo maache mer dat dote mat!“ Dat kann och bei „BEPS plus“ zum Beispill de Fall sinn. Et muss ee sech also ëmmer do bewusst sinn, dass dat heiten eng Entwécklung ass, déi, theoretisch gekuckt, engem ka gefalen, déi een awer och selwer kann zu relativ schwierige politeschen Decisiounen bewegen, wann een an déi dote Richtung geet.

An et muss een och fäerten, dass sech no an no kéint déi Iddi vun engem europäeschen Directorate vun e puer grouse Länner entwéckelen, déi géife Lokomotiv spillen an déi géifen determinéieren, wou et higeet, wat an deenen dote Beräicher natierlech nach vill méi staark ass, wéi wann een dat an deem breede Kader mécht vun deene 27 Länner. Also, all déi gutt Iddie sinn deemno och net esou ouni méiglech Risiken, déi een also muss bedenken, wann ee konkret doriwuer diskutéiert.

Als LSAP ënnerstéizt mer all besteeënd an nach zousätzlech Efforten, fir eng gewëssen Hyperaktivitéit bei der Ausschaffung vun europäeschen Normen ze bremsen. Norme maachen a ganz ville Felder Sënn. Dat soen ech och als fréieren Ëmweltminister, well ech gemierkt hunn, dass et sécherlech heiansdo méi einfach ass, op europäeschem Plang Normen duerchzusetzen, wéi eege Lëtzebuurger Normen hei festgesat ze kréien.

Duerfir géif ech och soen, dass d'Erfahrung weist, dass awer déi normativ Aarbecht, déi op europäeschem Plang gemaach ginn ass am Ëmweltberäich, am Gesondheitsberäich, dass déi eigentlech och der nationaler Politik Impulser ginn huet a se weiderbruecht huet. An duerfir mengen ech, dass een also do weider muss oppassen, wéi wäit een dat doten dreift.

Mä et ass scho sécher, dass do onnéideg Reglementatiounen an der Vergaangeneit gemaach si ginn, déi och der Kreditibilitéit vun Europa, vum europäesche Gedanken nohalte geschuet hunn. Mir bekennen eis weiderhin zum Subsidiaritätsprinzip, och an der Europapolitik, an och zum Proportionalitätsprinzip an Europa, deen ee sollt ëmmer erëm uwenden, wann et drëm geet, fir esou transnational Initiativen ze bewäerten. Manner reglementéieren ass heiansdo méi. An d'Kommissioun Juncker huet jo do éischt Akzenter gesat.

Als Sozialiste si mer och derfir, an dat ass fir eis, mengen ech, dee wesentlechste Punkt, dass déi sozial Dimension vun Europa gestärkt gëtt. Déi ass zwar an den Traitée verankert, mä awer net an deem Mooss, wéi et eigentlech misst sinn. Mir mengen awer, dass do also en Effort muss gemaach ginn an dass awer och schonn elo d'Méiglechkeet besteet, fir do grouss Schrëtt no vir ze maachen. Mir plädéiere mat grousem Nodrock derfir, dass een europäesch Mindeststandarde am soziale Beräich aféiert, net fir dee gesamte Standard am Sozialen erofzedrécken, mä fir eigentlech déi mat eropzedrécken, déi ganz ënne sinn.

Mir si fir en differenzierte soziale Mindestloun, net deeselwechte selbstverständlech an all EU-Land, mä gemooss an ausgerechent opgrond vun der Wirtschaftskraaft vun deenen eenzelne Länner. An d'Lëtzebuurger Presidentschaft huet jo do versicht, déi sozial Dimension vun der EU weiderbréngen, den Triple-A social an der Diskussioun waarmzehalen. An d'Kommissioun huet och éischt Initiative geholl, déi eis zwar net wäit genuch ginn am soziale Beräich, mä déi awer weisen, dass zumindest verstanen ginn ass, dass dat absolutt Ausblénke vun deem Sozialen der europäescher Iddi e ganz grouse Schlag zougefouert huet an deene leschte Joren.

An et muss een och, an do kommen ech erëm eng Kéier op déi selbstkritesch Aschätzung vun der Politik, erkennen, an dat hunn och eng ganz Rei vu Wirtschaftswissenschaftler vu groussen internationalen Organisationsen erkannt, dass an der Gestiou vun der Kris zënter 2007-2008 och eng ganz Rëtsch vu Feeler gemaach si ginn, well reng eigentlech déi budgetär Equilibersituatioun als Zilsetzung - et ass bal e Selbstzweck ginn - zréckbehalde ginn ass an net déi sozial grav Schied, déi dat Ganzt verursaacht, genügend an de Strategie berücksichtigte gi sinn. Dat war e Feeler. An esou Feeler müssen an Zukunft ausdrécklech vermidde ginn.

Vertraue fir Europa schafen, derfir suergen, dass an de Käpp vun de Leit Europa mat eppes Posi-

tivem a Verbindung bruecht gëtt, dat ass eist Zil. Dat muss natierlech och all Nationalpolitiker vun deem Reflex ewechbréngen, wann eng onpopulär Moosnam ze verkafen ass, dann ze soen: „Déi kënn vu Bréssel.“

Bréssel, dat weess jiddwereen, deen de Fonctionnement vun den europäeschen Institutionen kennt, dat ass awer net jiddwereengem, mengen ech, esou geleeft ausserhalb vun deene Gremien, déi ageweit sinn, dat si politesch Gremien, wou och national Politiker drätszen, national Politiker mat decidéieren. An de Gros vun den Decisiounen kann ouni den ausdrécklechen Accord vun den nationale Regierunge guer net geholl ginn, respektiv vum Europaparlament.

An dat ass, mengen ech, dee Feeler, deen oft gemaach ginn ass. An duerfir muss ee sech zu senge Responsabilitéite bekennen. An dat huet natierlech och Auswirkungen op déi Aart a Weis, wéi mir eis hei zu Lëtzebuerg organiséieren, fir un déi europäesch Dossieren erunzegoen. Dat ass jo ee Punkt, deen, besonnesch an der Resoloutioun hei vun der Chamber, déi ausgeschafft ginn ass, zentraalt Thema ass: Wéi stelle mir eis op, fir an deenen europäesche Froe kënnen matzehalen als nationaal Parlament, fir ënner anerem och eng effentlech Diskussioun ze féerden, déi jo oft eréischt kënn, wann d'Decisiounen praktesch scho geholl ginn?

Dass do Antagonismë bestinn téschent dem Parlament an enger Regierung, schéngt mer ganz normal ze sinn. Duerfir mengen ech, dass awer dëst Parlament sech och däréi, an där heiter Fro wéi an anere Froen, senger Verantwortung a senger Autonomie bewusst ginn an all deenen dote Froen a sech soll méi staark abréngen a méi fréi abréngen an eng ganz Partee vun europäeschen Dossieren.

Dat heescht awer och, dass mer eise eegene Fonctionnement, esou wéi mir schaffen als Parlament an als Parlamentarier, och selbstkritesch kucken an eis esou organiséieren, dass mer dat, besonnesch och vun der Zäit hier, vun der Intensitéit, déi vun der Aarbecht, déi dat dote mat sech bréngt, ausget, och kënnen berücksichtigen, well soss riskéiert eis Resoloutioun Lettre morte ze bleiwen, well mer selwer u sech näischt änneren un där Aart a Weis, wéi mir deen dote Volet verfollegen.

Dat géllt net esou séier am éischte Punkt emol an där direkt zoustänneger Kommissioun fir Aussepolitik an Europa, dat géllt awer besonnesch fir sämtlech sektoriell Kommissiounen, wou jo ëmmer en europäesche Volet dran ass, deen oft net genuch beuecht, oft net diskutéiert gëtt. Mir sinn ausgeklickt aus der Ausaarbechtung vun Direktiven a ganz, ganz ville Beräicher. Deen eenzege Beräich, wou et wierklech intensiv verfollegt gëtt, well dat e ganz sensibele Beräich ass, dat ass dee vun der Finanzplaz, mä fir de Rescht ass et ganz seelen, dass och vun der Chamber gefrot gëtt, dass déi zoustänneg Ministeren oder Beamte sollen e Rapport maachen iwwert d'Projets de directive, déi amgaange sinn ausgeschafft ze ginn.

Do gëtt also keen, mengen ech, genügend Suivi gemaach. A wa mer eis do wierklech och als Parlament wëlle méi staark abréngen, da muss mer eis selwer also och anescht organiséieren. Et ass also net nëmmen eng Fro vu Beereitschaft vun de Regierung, mä et ass virun allem emol, fir d'Éischt emol eng Fro vu Beereitschaft vun eis selwer, wéi mer un déi dote Froe wëllen erugeen.

Ech betounen och hei, dass fir d'LSAP e federaalt Europa fir de Moment keng Diskussioun ass, well mer einfach net prett sinn, fir an déi dote Richtung ze goen. Da muss et fir d'Éischt zu engem Rééquilibrage politique an Europa kommen, wat d'Gewichtung och vun deenen eenzelne Politikberäicher ugeet. Da kënnen mer an enger zweeter Phas doriwuer schwätzen.

Ech menge schonn, dass Europa nach wie vor muss deenen eenzelnen Natiounen eng grouss Plaz bidden, dass mer net an engem Stadium och mëttel- a kuerzfristeg kënnen ukommen, wou sech géif eng europäesch Identitéit op déi national Identitéiten eropgrefféieren. Esou wäit si mer net. Dat bedeit also, dass mer e ganz fundamentaalt Émdenke maachen. Och muss eng Adhäsion vun ganz breeden Deeler vun der Bevëlkerung an alle Länner do sinn, fir esou e Schrëtt eng Kéier kënnen ze maachen. Et verhénnert net, dat ass jo eng vun den Optiounen, déi och ugeschwat ginn ass, dass een an eenzelne Politikberäicher nach méi wäit geet, wéi een dat haut mécht.

Wat mech ëmmer e bësse stéiert, dat ass bei esou Momenter, wou ee sech wëllt nei orientéieren, wou een an enger gewëssener Vertrauenskrisesituatioun dran ass, dass ëmmer direkt de Ruff kënn: „Mir müssen elo institutionell Reforme maachen!“ Wéi esou oft sinn et och hei net d'Institutionen, déi esou schlecht funktionéieren, dass do de Kär vum Problem géif leien, mä et si fundamental Diver-

genzen um Fong vun de Politicken, déi de Problem dach haut duerstellen an net eigentlech d'Institutionen.

#### (Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Duerfir läit an eisen Aen och net déi éischt Léisung dran, fir elo d'Traitée ze änneren oder souguer am Kader vun de bestoenden Traitéeen all méiglech nei Fonctionen ze änneren. Ganz éierlech: Ob een elo de President vum Eurogroup oder och nach den zoustännegen Kommissär fir déi dote Froen an Zukunft Finanzminister nennt oder net, wat fir een Impakt huet dat dann am Konkreten? Null! Et ass Symbolik.

An ech géif warnen, och Begrëffer, déi bis elo ëmmer mat Nationalstaten zesummenhänken, wéi Regierungsbegrëffer, wéi Ausseminister, Finanzminister, elo wëllen esou iwwert de schläichende Wee op den europäeschen Niveau eropzebréngen! Dat dréit nëmmen zu méi Konfusiounen bäi, wéi dass et géif zu iergendenger politescher Clarificatioun féieren. Duerfir also eng gewësse Virsicht mat där Volontéit, fir sech elo Hals iwwer Kapp an eng ganz Rëtsch vun institutionelle Reformen ze stieren, wou eigentlech nëmmen aktuell Schwächen am Inhalt vun der gemeinsamer Europapolitik bestinn!

Mir bedauern, dass am Rapport vun de fënneg Presidenten dee fundamentalen Equilibrage vun der europäescher Politik, wou mer déi sozial Dimension wëlle stäerken, dass deen eigentlech guer kee Widerhall fonnt huet, well mir brauchen eng sozial Wirtschafts- a Währungsunioun. Mir brauche méi Plaz fir Beschäftigungs- a Sozialpoliticken, och am Kader vum Europäesche Semester.

Duerfir och vlächicht e puer Wuert zu der Situatioun, wat d'europäesch Währungsunioun ugeet. D'Sozialiste wëllen eng europäesch Währungsunioun, déi en nohaltegen ökonomesche Wuesstum erméiglecht an Aarbechtsplaz schafft. Duerfir brauche mer véier Ziler, déi müssen errecht ginn:

Éischters, d'wirtschaftlech an d'sozial Konvergenz vun den EU-Memberstate muss souwuel ennerenee wéi och innerhalb vun de Länner nees geféiert ginn. Duerfir brauch et Investitiounen an d'Wirtschaft an an de Sozialsystem.

Zweetens, d'demokratesch Kontroll an d'Legitimitéit vun den Decisiounen um politeschen Niveau muss verstärkt ginn duerch méi Pouvoire fir dat Europäesch Parlament, mä awer och fir déi national Parlamenten, respektiv muss mer eis als Nationalparlament déi Pouvoiren do huelen.

Drittens, mir brauchen innerhalb vun der Eurozon Mechanismen, fir d'Risiken ze deelen an d'Solidaritéit spillen ze loossen, fir d'Stabilitéit vum Euro ze stäerken an eng schnell Erhuelung no engem extrem ökonomesche Schock ze erméiglechen.

A véiertens, mir müssen nees Vertrauen an de Finanzsektor schafen, derfir suergen, d'Stabilitéit vun der Bankenunioun ze stäerken an d'Récklage vun de Bierger ze schützen.

Mir müssen déi grouss sozial an ökonomesche Inegalitéiten téschent den EU-Memberstate verringeren, also méi Kohäsion an der Europäescher Unioun selwer errechen, well do si ganz vill Problemer eigentlech drop opgebaut, op deenen Inegalitéiten, déi innerhalb vun der Europäescher Unioun bestinn.

Duerfir brauchen awer och d'Memberstaten déi néideg fiskal Flexibilitéit, fir kënnen a Wuesstumsinitiativen an hir Sozialsystemer ze investéieren. Mä dat geet net duer. Mir brauchen eng ambitiös Investitiounsstrategie, déi privat a staatlech Investitiounen zesummebréngt, an dat nach méi staark wéi bis elo, virun allem och an deene Länner, déi wirtschaftlech nach ëmmer net aus der Kris richtig eraus sinn.

Mir hu gesot, och an der Wirtschaftsunioun feelt et enger sozialer Dimension, fir de Sozialdumping ze ënnerbannen. Duerfir muss sozial Indicateuren, déi rechtlech bindend sinn an net nëmmen esou als Niewenindicateuren, als Alibi-Indicateuren, mat erugeze ginn, an dat Europäesch Semester verbindlech mat agebonne ginn. Dozou gehéieren och fair a gerecht Steierpraktiken. Duerfir begrëisse mer och ausdrécklech déi Efforten, déi besonnesch vun deser Regierung gemaach si ginn, fir Lëtzebuerg vun alle groen a schwarze Lëschten erofzekréien.

Mir wëssen, dass mer momentan och a schwierigen Diskussiounen an der Europäescher Unioun sinn, wou et drëm geet: Soll d'Europäesch Unioun méi wäit an eenzelnen Domänen goen, wat d'Steierproblematik ugeet, wéi dat iwwert den europäesche Kader eraus an der OCDE gemeinsam festgehalde ginn ass? Dat si keng einfach Diskussiounen fir Lëtzebuerg, wou mer erëm ganz schnell, net op den offiziellen schwarze Lëschten dropstinn, mä awer erëm op déi schwarz Lëschten an de Käpp vu





ville Leit do bausse kenne kommen. Et ass also do e Seeldanzakt, deen ze maachen ass fir eis Vertrieber op dem europäesche Plang.

Mir mussen bei de Reforme vun der Bankenunion derfir suergen, dass d'Banken hiren Deel vun der Responsabilitéit iwwerhuelen an et an Zukunft net méi de Steierzueler ass, dee muss mat senger Sue bezuelen, wann d'Banke spekulativ Geschäfte maachen an doduerjer a Schwierigkeete kommen. Duerfir brauche mer dann endlech och d'Emsetzung vun deem Resolutionensfong a vun der Garantie fir d'Depote bei de Finanzetablissementer.

An eng noutwendeg Verdéiwung vun der Wirtschaft- a Währungsunion kann et nëmme ginn, dat hunn ech scho gesot, wann déi demokratisch Kontroll verstärkt gëtt, fir d'Éischt emol an den Nationalparlament - mir hunn driwwer geschwat -, dann och beim Europäesche Parlament. An der Kommissioun huet sech do jo d'Meenung eigentlech duerchgesat, dass ee keen neit Parlament brauch. Dat ass och ganz richtig.

D'Fro ass just, ob d'Europaparlament awer déi richteg Instanz ass, fir dat doten ze maachen, ob d'Europaparlament a senger Plenitüd déi ass, déi dann déi Kontroll do mécht. An duerfir soll ee sech d'Fro stellen, ob een do net op nach zousätzlech Mëttele géif zrëckgräifen, Instrumenter zrëckgräifen, ouni en neit Parlament ze schafen, wou een dann awer géif eng Ennerandeelung vun deem Europaparlament benotzen, fir déi dote Kontroll dann, wat d'Eurozon ueget, duerchzuführen. Dat kéint zum Beispill e spezialiséierte Comité sinn, wou sämtlech Eurozon-Memberstaaten dra vertratt wäeren, deen da géif spezifesch deen dote Suivi vun der Aarbecht, wat d'Eurozon ueget, kenne maachen. Ech mengen, do si jo eng ganz Partie Gedanke gefouert ginn, mä et wäert net einfach sinn, do e Konsensus ze fannen.

Voilà, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll net méi wäit goen hei a mengen Ausféierungen. Et ass selbstverständlech, dass mer weider mussen un deem Dossier schaffen. Dat ass e Prozess, deen ni wäert ofgeschloss sinn. Och deen heite Rapport gesinn ech éischer als en Etapperapport, deen hei gemaach gëtt, wéi dass mer elo géife waarden, wat dann op anere Plaze géif decidéiert ginn. Et ass also wichteg, dass mer eis weider als Parlament an dat Ganzt do abréngen.

Ech wëll just eng Suerg nach lassginn, déi mer schonn oft hei geäussert hunn op dëser Tribün, déi awer ufänk, eng gängeg Praxis ze ginn an der Europäescher Union iwwert déi lescht Joren. Mir gleewen nach ëmmer un déi wichteg grondpolitesch Verantwortung, déi politesch gewielten Instanzen hunn. A wat eis Suerg mécht: Et ass awer, dass déi Multiplikation vu sougenannten „autonomen“ a virun allem sougenannten „neutralen“ Expertestellen - ob dat Comité sinn, ob dat Observatoire sinn, ob dat Bordé sinn, wéi mer se och ëmmer nennen -, déi, ouni dass se eng Decisiungsgewalt hunn, awer duerch hir Avisen d'Politik an eng gewësse Richtung beaflossen.

Mir sinn der Meenung, dass dat eng geféierlech Entwécklung ass, déi Multiplikation vun deene sougenannten Expertegremien, déi kenger demokratischer Kontroll ënnerleien, déi net gewielt si ginn, déi genannt si ginn an déi awer e ganz staarke politeschen Afloss kënnen hunn. Mir sinn der Meenung, dass een d'Unresponsabilitéit vun den nationale Regierung, vun den europäeschen Institutionen a vun de gewielte Parlamenter soll respektéieren. Duerfir warne mer eigentlech, dass déi doten Entwécklung esou weidergeet, wéi dat déi lescht Joren an engem verstärkte Mooss geschitt ass.

Dat gesot, ass et fir eis selbstverständlech, dass mer déi Resolution, déi vum Marc Angel hei presentéiert ginn ass, wäerte stëmmen, well mer wëssen, dass Europapolitik scho laang Nationalpolitik ass, an déi sougenannten Nationalpolitik sech och nëmme kann entwéckelen an engem europäesche Kader.

Merci fir Är Attentioun. A Rendez-vous bei enger nächster Debatt ëm déiselwecht Froen. Merci!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance.* - Merci dem Här Alex Bodry. Als nächste Riedner hunn ech den Här Eugène Berger ageschriwwen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Madamm Presidentin. Ech wëll och direkt ufänken an dem Rapporteur, dem Marc Angel, Merci soe fir dee ganz etofféierte Rapport. Ech mengen, et reflektéiert och déi vill Aarbecht, déi an der aussepolitescher Kommissioun gemaach ginn ass. An ech mengen, et ass och sécherlech ganz sennvoll gewiescht, dass mer déi Diskussioun gefouert hunn, dass mer esou e Rapport gemaach hunn. Sécherlech ass et awer net en Ennpunkt, mä, ech mengen, et ass och elo grad virdru gesot ginn, eng Etapp, eng

Zwischenetapp. A mir wäerte sécherlech och hei an dësem Plenum nach an deenen nächste Méint a Jore méi wéi eng Kéier méi spezifesch iwwert déi eng oder aner Problematike schwätzen.

Madamm Presidentin, ee vun de Virspriecher, ech mengen, et war de Claude Wiseler, hat ugefaangen a vun engem Politiker geschwat, deen eigentlech ni iwwert d'EU, iwwer Europa gemeckert huet. Ech mengen, vill Politiker maachen dat net, och hei am Sall. Ech selwer och net. Ech mengen och, ech kann do fir d'Kollege vu menger Fraktioun schwätzen. Dat ass esou bei de Politiker, mä de Rapport, dee mécht awer e Constat. Dee weist, dass et an der Realitéit bei de Bierger dobaussen aneschters ass, dass ganz vill Bierger an der Communautéit awer, ech soen emol, e gewëssent Mësstrauen, fir net méi wäit ze goen, vis-à-vis vun der Europäescher Union verspiere.

Dat ass an deenen enge Länner vläicht méi wéi an anere Länner, mä dat ass awer trotzdem eng Tatsaach, déi mer mussen och als Politiker zur Kenntnis huelen. An dat Mësstrauen, dat berout och net onbedéngt op där institutioneller Konstruktioun u sech vun der Europäescher Union, mä huet och, mengen ech, éischer domadder ze dinn, wat fir ee Bild mer all Dag vun Europa vermëttelen, wat fir ee Bild mer och am Fonctionnéiere vun Europa vermëttelen a wat d'Leit vläicht dann awer aneschters gesinn, wéi mir dat vläicht hei gesinn.

Ech mengen, fir vill Bierger ass d'Europäesch Union eppes Komplexes, am beschte Fall ontransparent. Et gëtt oft vun „Dunkelkammer“ geschwat. Virun allem ass Europa fir vill Leit wäit ewech vun de Suerg vun de Leit, déi se am Alldag hunn, och wäit ewech vun den Interessen, déi d'Leit hunn, wou et bei de Leit am Schong dréckt. An natierlech, wann een och eng Rei Dossiere kuckt, déi mer an deene leschte Méint, géif ech soen, och hunn, déi Krisen, déi mer an der Europäescher Union duerchginn, droen och net derzou bäi, dass d'Leit méi Vertrauen an d'Europäesch Union kréien.

Ech mengen, dat sinn also do Froen. A mir mussen kucken als Politiker, adequat Äntwerten ze fannen, fir och Europa nees op déi richteg Schinnen ze kréien. Mir mussen virun allem, mengen ech, erëm d'Bierger zrëckgewannen, wa mer deen Defi wëlle gewannen.

An déi Äntwerte sinn eigentlech och net onbedéngt politescher oder eben institutioneller Natur, oder se sinn éischer politescher Natur. Ech mengen, wann ee vu Mësstrauen vun den EU-Bierger schwätzt, da gëtt et e puer Äntwerten, fir deem entgéintzewierken. Ech mengen, eng ganz wichteg Saach, vläicht dat Wichtigst, ass do, dass een emol op Transparenz spillt.

Wa mer iwwert déi Froen diskutéieren, wéi d'EU soll an Zukunft gestréckt sinn, dierf een dat wierklech net hanner zouenen Diere maachen. Et muss een d'Leit do mat implizéieren. Et muss een d'Bierger informéieren. Et muss een natierlech och, well mir si jo all Volleksvertrieber, dat heescht, mir vertrieben all déi Bierger, déi national Politiker, déi national Politik mat abannen.

En zweete Punkt ass natierlech, dass ee sech och muss op déi Froe konzentréieren, déi d'Bierger erreche respektiv déi sech och wierklech ëm d'Suerg vun de Bierger dréien. Ech mengen, dat ass dat, wat besonnesch e ganz wichteg Punkt ass.

An ech mengen, mir mussen awer och de Leit dann erëm weisen, wat jo awer alles Positives vun der EU ausgaangen ass fir all d'Bierger hei an Europa. Ech mengen, eent, dass ass vläicht dat Wichtigst, wat och vill Leit ëmmer erëm vergiessen, dass mer eigentlech elo schonn iwwer 70 Joer Friden op eisem Kontinent hunn. Ouni Europa wier dat jo net méiglech gewiescht. Et ass ganz oft, dass d'Leit dat awer vergiessen. Dat ass awer och haut nach eng vun de wichtige Missiounen vun där Schicksalsgemeinschaft.

Mä et si vill aner praktesch Saachen, déi d'Leit oft vergiessen am Alldag, déi een hinnen ëmmer erëm muss rappeléieren, wat Europa awer engem Eenzelne bréngt: fräi Zirkulation; iwwerall an Europa studéiere kënnen; eng gemeinsam Währung, net mussen, wa mer op Tréier akafe fueren, erëm D-Mark wiesselen, oder op Diddenuewen do dann de franséische Frang; eng Rei sozial Standarden, déi mer awer zesummen erreicht hunn. Sécherlech wënsche sech da Verschiddener, dass ee géif méi wäit goen.

Ech denken un all déi Acquisen, déi een awer huet, zum Beispill am Umweltberäich. Ech mengen, wann ee géif kucken, déi verschidde Politicken, géif ech soen, dass vläicht, ech denken do och, well ech alt fréier als Statssekretär méi domadder ze dinn hat an et dann och méi realiséiert hunn, dass et awer eigentlech eng Success Story vun der Europäescher Union

ass, dass do ganz vill Émweltpolitike vu Bréisel ausgaangen sinn an et herno dann och an deenen eenzelne Memberstaaten ëmgesat ginn ass.

Ech mengen, dat sinn alles besteeënd Avantage, déi et och am besteeëndem Traité elo scho ginn a wou och elo nach Spillraum ass mat deem besteeëndem Traité. Wat wëll ech soen? Datt mer also net onbedéngt mussen elo nei Diskussiounen ufänken, ob mer de Lissabonner Traité mussen iwwerschaffen, aner Traité mussen iwwerschaffen. Et ass jo och eng aner Gefor derbäi. Wa mer den Traité elo géifen opmaachen, bréngt dat jo eng aner Gefor, an zwar dass dann op eemol alles och a Fro géif gestallt ginn, wat awer an deem Traité steet. Da weess een zwar, wou een ufänkt, mä et weess een net, wou een herno da géif derbäi erauskommen.

Ech mengen, en anere Punkt, dee wichteg ass, fir d'Vertraue vun de Bierger zrëckzegewannen, ass deen, wéi d'Europäesch Union als Gemeinschaft a wichtige Dossieren, a wichtige Froen zesummen ageiert. A wat een och einfach muss feststellen, ech mengen, a méi wéi engem Dossier ass d'Demarche éischer déi, dass reagiert gëtt, am beschte Fall. Ganz oft gëtt dat dann och nach op Krise gemaach, dat heescht, dass een et iwwerhaapt zu Krise komme léisst (veuillez lire: Ganz oft gëtt dann och eréischt op Krise reagiert, dat heescht, dass een et iwwerhaapt zu Krise komme léisst, ier een eppes mécht).

Ech mengen, wat wichteg ass, dass ass, dass d'Europäesch Union erëm muss méi virausgesinn, méi anticipéieren. Si muss agéieren, am-plaz ze reagéieren. Well an der Lescht hat een an enger Rei Dossieren, wichtige Dossieren dann awer méi wéi eng Kéier d'Impressioun, dass dat do, ech géif scho bal soen, an eng gewëssen Navigation à vue ausgeart ass. An och dat ass eppes, wat kee Vertraue bei de Bierger do bausse vermëttelt.

Ech wëll hei ee Beispill nennen, ech kéint der vill zitieren, mä ënner anerem dat, wat dat vläicht am beschten illustriert, dass ass am Dossier vun der Flüchtlingskrise, wou sech dat bemierkbar gemaach huet, wou dann och an honnert verschidde Richtunge gezu ginn ass. An dat ass eppes, wat net gutt ass. Datt een also do och muss kucken, dass d'Europäesch Union an där Richtung als Schicksalsgemeinschaft och erëm méi staark zesummen handelt. An dat ass jo och genau dat, wat se ëmmer staark gemaach huet, wann een zesummen un engem Strang gezunn huet. Wann dat stëmmt, ech mengen, da kann een och zesummen am Interesse vun den eenzelne Bierger schaffen.

Bon, d'Fro, déi natierlech och ëmmer nees opkëmt, dass ass déi, ob déi sozial Aspekter, déi sozial Froen an Europa vernoléissegt goufen. Dee Virwurf gëtt och am Rapport vun de fënnf Presidenten méi oder manner, ech soen emol, thematiséiert. Ech mengen och, wann een e Bilan géif zéien, muss ee feststellen, dass awer sécherlech och am soziale Beräich eng ganz Rei Fortschreitter komm sinn. Ech wäert vläicht spéider nach eng Kéier, Madamm Presidentin, dorobber zrëckkommen.

A wat jo och eigentlech eppes ass, wat eigentlech e Liichtbléck elo ass, fir dass d'Europäesch Union erëm méi zesummesteet, zesummereckelt, dass ass eigentlech dat, wat sech elo grad aus enger Kris ergëtt, oder d'Resultat vun enger Kris. Ech mengen, de Brexit ass eng vun deene grouse Krisen, déi d'Europäesch Union kennt. En huet awer bewierkt, dass mer elo, wéinstens de Moment - kommt, mir paken Holz un, dass dat dann och esou bleift! -, geschlossen an deem Dossier do weider agéieren. Ech hat dat och schonn d'lescht Joer (veuillez lire: Woch) gesot, dass dat eigentlech, wann een et esou wëllt huelen, awer e klenge positiven Aspekt ass fir déi aner Memberlänner, dass mer do dann erëm méi zesummestinn, ferm zesummestinn. A wéi gesot, ech hoffen, dass dat dann och bis zum Schluss wäert halen.

Ech mengen, et ass jo och esou, wann een d'Geschicht vun europäesche Kontinent opschléit, da gesäit ee jo och, dass mer ëmmer nëmme Fortschreitter gemaach hunn, wa mer zesummegehalen hunn. An dat géllt besonnesch, ech mengen, dat géllt och op anere Plazen, och op anere Kontinenter an der Geschicht, mä besonnesch géllt dat fir d'Europäesch Gemeinschaft.

Mä ech hat elo vum Brexit geschwat an ech mengen, dass ass jo och esou, dass de Brexit fir eng Tendenz steet, déi mer an enger ganzer Rei vun europäesche Memberlänner awer och beobachte kënnen, dass och op nationalem Niveau - ech hu jo virdru vun de Bierger geschwat - vill Politiker, ech mengen, awer zu Europa stinn, mä dass awer och, dass muss een och soen, manner hei zu Lëtzebuerg, mä awer a villen oder verschiddene Länner d'Legitimitéit vun der Europäescher Union a Fro gestallt gëtt, dass also och do de Repli op den nationale Stat ëmmer erëm feststellen ass.

Dat artikuliert sech jo dann och besonnesch iwwer nationalistesch oder extremistesche Parteien, sief dat a Frankräich, Holland, anere Länner, och a verschiddene fréieren Ostblocklänner. An ech mengen, eng Konsequenz vun esou engem Denken, esou engem Striewen erëm méi op den nationale Stat, dass ass jo dann am Endeffekt de Brexit elo. An dobäi gesäit ee jo awer dann am Endeffekt, an dat misst eng Lektioen si fir alleguerten déi, déi och mam Gedanke spillen, erëm aus der EU erauszeklammern, dass dat net d'Solutioun ass.

D'Erausklammern aus der EU, dat stellen elo d'Leit a Groussbritannien fest, dass léist keng Problemer, au contraire, et bréngt der op alle Fall. A Groussbritannien hate mer Campagnen, ech géif soen, nenne mer et emol esou, déi op Onwourechten opgebaut waren: Do hunn dann déi, déi fir de Leave waren, déi hu prophézeit, dass alles géif besser ginn ouni d'EU. D'Realitéit ass awer déi, dass elo fir Groussbritannien alles vill méi komplizéiert ass. An et war jo esou, dass ass och oft zitéiert ginn, dass d'Leit méindes dann emol op Google gekuckt hunn, wat dann Europa alles fir Groussbritannien beedeit huet. An du sinn der ganz vill awer op eemol erféiert respektiv haten en zimlech ferme Kueder, wéi se erwächt sinn.

Ech mengen och besonnesch fir eis als klengt Land, wat ëmmer op seng grous Nopere gekuckt huet a sech jo awer och ni verstoppt huet - et ass virdru gesot ginn, wat vläicht net d'Lo-komotiv, awer den zweete Waggon ass -, ass et kloer, dass mir d'Europäesch Union brauchen. An och ouni d'EU geet et scho guet net an enger globaliséierter Welt, wéi mer der haut eng hunn. D'Fro ass also fir eis, mengen ech, hei zu Lëtzebuerg net, ob mer eng EU, mä d'Fro ass einfach déi, wéi eng EU mer brauchen. D'Fro ass awer och: Wivill Europa a wéi eng Beräicher?

An dat bréngt mech dann zu deene fënnf Zeenarie vum Livre blanc vun der Kommissioun iwwert d'Zukunft vun der EU. Och nëmme ganz kuerz de Rappel hei.

Den éischten Zeenario, dass ass jo „Carrying on“, also den „Weider wéi bis elo“, wéi ee géif soen. Ech mengen, do stelle mer jo awer fest, dass dat eng Rei Froen opwerft.

Deen zweeten Zeenario: „Nothing but a single market“, also nënnen de Marché unique. Ech mengen awer kënnen ze soen, dass d'EU méi ass wéi just de Marché unique.

Dann den drëtten Zeenario: „Those who want more do more.“ Also déi Länner, déi wëlle méi maachen, verdéiwen hir Kooperatioun an enger Rei Beräicher. Ech mengen, dass ass dat, wou och virdru schonn déi eng oder aner méi geschwat hunn: Géométrie variable, Kerneuropa, mä sécherlech kéint een do och soen, dass et e Risiko ass vun engem Europa mat e puer Vitessen.

Dann dee véierten Zeenario: „Doing less more efficiently.“ Manner zesummeschaffen, mä duerfir méi effektiv. Ech mengen, dass ass och eppes, wou een eng Rei awer interessant Aspekter ka maachen, Zesummenaarbecht grad an deenen Domänen, wou d'EU Resultater bréngt. An da misst een natierlech och do den EU-Budget op déi nei Prioritéiten zouschneiden. Do géif awer dann natierlech och den Decision-making méi einfach ze verstoe sinn.

Ben, an dann de fënneften Zeenario: „Doing much more together“, also nach vill méi zesummeschaffen, nach méi eng Verdéiwung vun der EU. Ech mengen, och do huet een de Moment Schwierigkeeten, fir dat och de Leit do bausse, de Bierger do bausse kënnen ze vermëttelen.

Also ech mengen, um Enn, Dir hutt et vläicht eraushéieren, (veuillez lire: ass et den Zeenario) dräi an och Elementer vum véier, déi do interessant sinn, déi och realistesch sinn. Ech huelen un, um Enn wäert wuel keng komplett puristes Variant erauskommen, mä éischer dann eng Mëschung vu verschiddenen Zeenarien. Also éischer dann den dräi a véier.

Madamm Presidentin, ech wäert dann och nach op verschidden, méi präzis Punkte vum Rapport agoen. Ech sinn elo net den Detailspriecher vu menger Fraktioun.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Kënnst deen nach? Kënnst deen nach?

► **M. Eugène Berger (DP).** - Dat net, ech versichen also, dass mat ofzedeken, ech versichen, Allrounder ze sinn. Ben, ech mengen, déi Froen zu der Eurozon, ech wëll do och elo keng grous weltbewegend Aussoe maachen. Ech wëll wierklech méi, well do si jo awer eng Rei



konkret Pisten oder Froen, déi am Rapport sinn, déi kuerz illustréieren.

Ech mengen éischtens, d'Wirtschaftsunion ass kloer kee Selbstzweck. Mä eng zolidd Wirtschaftsunio, dat muss een awer soen, ass en zolidd Réckgrat vun engem staarken Europa, besonnesch vis-à-vis vun der Welt dobaussen. Natierlech och fir eng Stabilitéit bannen. Mä dat ass awer och esou, wa mer wëllen e seriöse Partner, Handelspartner an egal wéi ee politesche Partner an der Welt sinn, da muss een haut do natierlech och eng staark Ekonomie am Réck hunn, soss geet et net.

An hei, fir vläicht op méi e präzise Punkt anzegoen, d'Kommissioun, déi proposéiert jo, e bëssen en neie System anzeféieren, deen hëllef soll, dann och d'Performance an d'Reformene ze evaluéieren an deenen eenzelne Länner, dat heescht ënnert dem Term vun der Rationaliséierung vum Europäesche Semester. Ech denken, esou nei Instruktiounen kënnen interessant sinn. Mir sollten awer och net eise spezifische Kontext vergiessen. Och mat all deene Modeller - ech ginn net op se all an - oder all deenen Iddien, dat sinn Euro-Minister an Eurozon-Minister an esou weider, mengen ech, mir sollten awer ëmmer kucken, ier een erëm nei Instruktiounen, nei Gremie schafft, wat awer schonn de Moment existéiert a gutt funktionéiert. Souwuel um europäesche Plang respektiv besonnesch hei zum Beispill an deene Wirtschaftsa- a finanzielle Budgets froen hu mer awer och eng Rei Gremien um nationale Plang, déi awer gutt funktionéieren.

Ech mengen, hei zu Lëtzebuerg hu mer en Observatoire de la compétitivité, mir hunn de Statec, dee regelméisseg Statistiken erausgëtt, mir hunn aner Akteuren, déi Analysen a Recommendationen maachen. Fir de Budget am A ze behalen, hu mer de CNFP gestëmmt, deen eng extern Evaluatioun vun eise Statsfinanze mécht an esou weider.

Also einfach nëmme fir ze soen, dass mer eng Rei Gremien hunn, déi déi wirtschaftlech a budgetär Situatiounen bewäerten, iwwerprüfen, kucken, ob mer do op der richteger Schinn sinn, an eis Recommendationen ginn. A wann een elo erëm nei Gremie schafft, riskéiert een awer, do vläicht net méi den Duerchbléck ze hunn, respektiv herno kéint een och op eemol an d'Situatioun kommen, dass sech do déi eng an déi aner Gremie vläicht dann d'Lufthoheit, fir et emol esou ze soen, géife streideg maachen.

#### **(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)**

An och wann een déi aktuell Prozedur vum Europäesche Semester kuckt, esou erschéngt mer déi awer relativ sénnvoll, wéi mer se de Moment hunn, déi funktionéieren och ganz gutt an effikass. Et wär als Rappel: Hei zu Lëtzebuerg ass et jo esou, dass d'Regierung der Kommissioun hir budgetär a wirtschaftlech Richtlinnen oder Ausrichtungen eragëtt, de PSC an de PNR. Dat maache mer dann am Fréijoer, an da mécht jo d'Kommissioun hir Recommendationen.

An hei muss ee jo och ervirsträchen, dass mer do an de leschte Joren och ganz vill Efforte gemaach hunn, fir d'Chamber hei, eist Gremium hei, eist héicht Haus an déi Prozedur nach méi mat anzebannen, wat mer an deene leschte Jore ganz gutt gemaach hunn a wou praktesch jo och an dem leschte Joer elo, deene leschten zwee Joer den État de la nation och en Element vun där ganzer Prozedur e bësse war. Ech mengen also, dese System huet sech bewäert an der EU, mä och hei zu Lëtzebuerg. An et kann een also och op deem Wee da weiderfuere, ouni elo mussen vill nei Systemer anzeféieren.

Ech erënneren och un d'Regel vum OMT bei de Statsfinanzen, eng Richtlinn, wéi d'Länner hir öffentlech Finanzen geréiere sollen oder mussen. Et ass jo esou, dass een dat Zil normalerweis muss erreechen. Net all Land ass wéi mir hei zu Lëtzebuerg e Musterschüler. A wann dann d'Finanzen net méi dem OMT entsprechen, wann d'Finanzen aus dem Rudder lafen, da ka jo och d'Unio, d'Kommissioun Mesuren imposéieren. Mir hunn dat gesi bei Griichenland, dass dat do ka gemaach ginn. Mä ech mengen awer och, als Interessengemeinschaft mécht dat awer och Sénn, dass dann, ech soen emol Bréssel, Europa sech do mat amëscht, well d'EU ass nëmme esou staark eigentlech wéi hire schwächste Member. An all Land huet doduerjer och d'Responsabilitéit, seng öffentlech Finanzen am Griff ze hunn, fir dass mer dann all zesammen eng staark Gemeinschaft sinn.

D'Finanzunio: Ech mengen, den 21. Oktober 2015 gouf eng Serie vu Mesurë festgehalen, fir

déi wirtschaftlech a monetär Unio, weider ze stäerken an d'Bankenunio Stéck fir Stéck dann och nach méi komplett ze maachen. Lëtzebuerg huet dat vun Ufank u matgedroen. An ech wëll an deem Kontext och nëmme drop hiweisen, dass mer op deser Plaz an deene leschte Méint, Joren eng Rei Gesetzer gestëmmt hunn, déi och genau an déi Richtung gaange sinn, sief dat elo iwwert den europäesche Resolutionsmechanismus oder iwwert déi nei an d'Liewe geruffe Bank Recovery and Resolution Directive, kuerz BRRD.

D'Bankenunio, muss ee soen, funktionéiert och iwwert d'Surveillance vun den net systemesche Banken an Zesummenarbecht mat den nationalen Zentralbanken an esou weider. Et ginn hei och Punkten, iwwert déi een nach diskutéiere kann. Ech mengen, mir wëssen, dass deen Dossier och net ofgeschloss ass: zum Beispill, ob déi 50 Milliarden aus dem Resolutionsfond genuch sinn. Da kënn d'Fro natierlech vun der Responsabilitéit vun de Memberstaaten och ganz schnell op. Awéiwäit soll een de Risiko, deem d'Banken ungesat sinn, net emol um nationalen Niveau minimiséieren, ier een da vun enger europäescher Resolutioun schwätzt? An esou weider.

Ech mengen, dass e Sujet, wou ee ganz schnell och an techneschen Detailer oder a Spezialistendetailer wäert sinn. Ech mengen einfach, wat ee soll zréckbehalen an där Fro, dass mer e System brauchen, dass mer Banken hunn, déi op stabile Féiss sinn, dass mer net erëm an déi Situatioun kommen, wéi mer dat an der relativ rezenter Vergaangenheet hate mat wirtschaftleche Repercussiounen an der ganzer EU a virun allem och am Endeffekt Repercussiounen op all eenzelne Bierger an Europa.

E Wuert, wierklech e kuerzt Wuert zur Fiskaliteit an der Unio. Hei ass jo BEPS dat groust Stéckwuert. Ech ginn elo och do net op all d'Detailer an. Einfach nach eng Kéier fir ze rapelieren: Lëtzebuerg ënnerstëtzt all d'Initiativen an deem Beräich, schafft extrem konstruktiv mat. A mir sinn hei an deenen Dossiere Fiskaliteit, Harmonisatioun an esou weider, ech mengen, eigentlech wierklech net bei de Bremser. Do géif ech awer carrement soen, dass mer net nëmme am zweete Waggon sëtzen, mä do sëtze mer och wierklech an der Lokomotiv.

Wat awer bei all deenen Dossiere wichteg ass, dass ass, dass et international een „level playing field“ gëtt, wéi mer dat esou schéin nennen. Wëllt soen, dass natierlech an Europa fir jidderweeren déiselwecht Regele solle gëllen, mä doriwwe eraus, dass déi Regeln, déi mer eis an Europa ginn an all de Steierfroen, natierlech dann och weltwäit solle gëllen, fir dass een eng fair Konkurrenz huet.

Kuerz och e Wuert, ech kommen net derlaanscht, natierlech zum Juncker-Plang. Wa mer och iwwer Investitiounen an Europa schwätzen, einfach nëmme fir ze soen: Et war sécherlech sénnvoll, e massiven Investitionsplang an a fir Europa ze lancéieren, besonnesch och an déi europäesch Infrastrukturen ze investéieren. Eng Infrastruktur mengen ech, déi jo och net nëmme fir des Generatioun gutt ass, mä déi och dann nach fir zukünfteg Generatiounen gutt ass.

Ech mengen, wann ee sech d'Zuelematerial do ukuckt, dann ass dat schonn impressionnant: Bis de September 2016 goufen 33,5 Milliarden Euro investéiert, dat souwuel duerch d'EU selwer wéi dann eben och duerch déi europäesch Investmentbank. An hei an deem Investitionsplang ass jo och eng vun de Ciblen, dass och besonnesch déi kleng Entrepreneuren ënnerstëtzt goufen, awer och Projeten am Beräich Energie a Recherche. An ech mengen, dass sinn alles Politikfelder, déi och e langfristegen Notze wäerten hunn.

De Budget vun der EU: Ech mengen, zum Budget vun der EU ginn et verschidde Froen, déi een do kann diskutéieren. Éischtens déi, wéi een d'Suen - ech soen emol salopp - erakritt. Do gëtt et jo dann den europäesche Budget, wou verschidde Sourcë gespeist ginn, zum Beispill duerch Kontributiounen vun de Memberlänner, duerch d'TVA, déi d'Länner kréien. Awer dann och déi sougenannten traditionell eege Ressourcen, déi duerch d'Importer an d'EU direkt un d'EU selwer ginn.

Ech mengen, d'Fro ass hei natierlech och do an deem Kontext, fir festzuleeën, wivill Prozent vum Budget iwwert den direkte Wee an déi europäesch Keess fléissen, also onofhängeg vun de Memberstaaten. Am Moment gesinn d'Traitéen eng Limitt vun 1,2% vir. Ech mengen awer, wat méi interessant ass, soen ech emol, wéi d'Suen also erakommen - dass ass natierlech och eng wichteg Fro, well ee jo domadder Politik mécht -, ass eben awer och: Wat fir eng Politik mécht ee mat deene Suen? Dat heescht: Wou setzt een d'Prioritéit mat dem Budget?

Ech mengen, wann een elo d'Prioritéit vum EU-Budget fir 2018 kuckt, ouni deen elo bis an

de leschten Detail ze zerplécken: Wat hei awer ze begréissen ass, dass ass zum Beispill de Programme Horizon 2020 oder den Erasmus +, déi gestärkt goufen. Mir begréissen natierlech och, dass weider Ressourcë fir déi europäesch Initiative pour l'emploi des jeunes fräigesat ginn.

Bon, d'Kommissioun huet hir Prioritéit fir 2018 virgestallt. Och d'Parlament huet seng Recommendationen dozou ginn. Natierlech mussen och d'Efforten an de Migratiounsfroen an der gemeinsamer europäescher Asylpolitik finanziell verstärkt ginn. Och aner Mesuren, ech denken un de Klima, un den Handel, mussen natierlech och an deem Budget weidergefouert ginn.

Ech wëllt dann erëm vum Terrain e bësse vun, ech soen emol, all deene Froen, Wirtschafts-, Finanzfroen, Eurozonfroen, op dee Volet vun der politescher Unio zum Schluss nach eng Kéier zréckgoen. Ech mengen, een Haaptuleies vun der Lëtzeburger Presidence, dass war jo, fir de Bierger méi mat anzebannen. An ech hat jo och eigentlech domadder ugefaangen, dass et wierklech dat ass, wat immens wichteg ass, dass mer de Fokus op d'Bierger leeën.

Hei sinn natierlech dann net nëmme d'EU-Instruktiounen gefuerdert, mä och déi eenzel Memberlänner, déi do och mussen kucken, fir d'Bierger méi mat anzebannen an déi ganz Prozess. A wann ech soen, déi eenzel Memberlänner, da si mir et natierlech och als Volleksvertreder, déi do mussen eis Verantwortung iwwerhuelen. Dat heescht, dass mer natierlech och als Nationalpolitiker déi verschidden europäesch Dossiere mussen kennen a och natierlech d'Méiglechkeet mussen hunn, eis an déi ganz Diskussioun net nëmme hei zu Lëtzebuerg, mä awer och an déi ganz Debatten, ech soen emol, zu Bréssel iergendwéi kënnen anzeklinken, mat anzebannen, do och eben déi Suerge vun de Bierger kënnen mat anzebannen.

Dat bréngt mech dann op déi Diskussiounen, wéi mer eis eigentlech och kéinten hei an der Chamber nach besser opstellen, fir där Roll gerecht ze ginn. Bon, mir hunn eis während dem Opstelle vun deem Rapport natierlech vill mat deene Froe beschäftegt. Déi sinn awer och net nei, déi Froen: Wéi kënnen mer eisem nationale Parlament do méi Kompetenze ginn? Hu mer genuch Know-how? Hu mer genuch Personal? An esou weider.

De Rapport huet do verschidde Mesurë proposéiert, déi sech jo och reflektéieren an enger Resolutioun, wéi d'Chamber da ka méi enk an déi europäesch Dossieren agebonne ginn. Ech mengen, eppes, wat wichteg ass ze ënnersträchen, ass, dass mer awer schonn eng ganz Rei Informatiounen kréien. Et ass einfach: Wéi kënnen mer se verschaffen? Wéi kënnen mer se herno utilement an eiser politescher Aarbecht besser benotzen? An der politescher Aarbecht, bei de Projet-de-loien, bei de groussen Diskussiounen, déi ëmmer ustinn. Ganz oft hu mer Dossieren, déi hir Originen zu Bréssel hunn a wou mer awer net ëmmer à même sinn, fir déi och allequerten ze suivéieren. Ech mengen, et ass kloer, dass dat natierlech och méi Mataarbechter bedéngt, an dass mer eis eigentlech do och eens sinn, dass mer, wa mer wëllen nach méi intensiv a méi kompetent an deenen europäeschen Dossiere schaffen, dann och gutt mussen zougeschafft kréien an dass mer also do kënnen Efforte maachen.

Dann och nach déi Fro: Wéi verfuere mer, oder wéi ass d'Relatioun mat eiser Regierung, mat de Ministeren, an den europäeschen Dossieren? Ech mengen, wann ee kuckt, net nëmme déi lescht dräi Joer, och doriwwe eraus, muss een awer éierlechkeetshalber soen, och bei viregte Regierungen, huet dat eigentlech u sech ëmmer ganz gutt funktionéiert. Mir sinn do eigentlech ëmmer ganz gutt gefuer, och wann dat net formell an iergendengem Chambersreglement festgeluecht ass. Ech mengen, d'Ministeren haten ëmmer, wéi gesot, och schonn a viregte Regierungen, dee richtegen, ech géif emol soen, „Feeling“, fir ze wëssen: Wat fir eng Dossiere si wichteg? Bei wat fir enger Dossieren ass et wichteg, och wann dat net formell festgehale gëtt wéi an anere Länner, wou eigentlech do eng aner Prozedur ass, wéi Dänemark, mä och Litauen, wou ech rezent mam Chamberspresident en Austausch hat, wou eigentlech do ëmmer muss en Accord vun der Chamber...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Lettland.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Lettland, entschëllegt, Här President, jo, Lettland, wou den Accord - et gëtt och nach aner Memberstaaten, wou dat ass - do muss ageholl ginn. Ech mengen, mir hunn e System, deen awer op géigesäitege Respekt a Verständnis stéisst, an dat eigentlech och an ëmmer an der Vergaangenheet. Ech denken elo nëmme un d'Kommissioun, wou ech President sinn, an der COFIBU, dass do ëmmer de Finanzminister, ier

e fir wichteg Diskussiounen op Bréssel geet, den Avis vun der Kommissioun freet, well hie jo dann och weess, dass en da gestärkt zu Bréssel ass. Wann e weess, en huet déi ganz Chamber, oder weinstens déi ganz COFIBU am Réck, da weess en, dass en do natierlech och ka mat méi - wéi soll ech soen? - Selbstsécherheet, net Selbstsécherheet, mä awer mat méi Poids do kann Dossiere verdeedegen.

E lescht Wuert awer, wat ech nach wollt soen, dass ass d'Sozialunio, dass wollt ech trotzdem net vergiessen, och do nach vläicht schnell e lescht Wuert. Ech mengen, den Triple-A social, dass war och eng Prioritéit vun der Lëtzeburger Presidence, a mir sinn eis also och bewusst, dass dat e wichtegen Dossier ass. Déi sozial Froe si wichteg. An och hei muss d'Europäesch Unio an deem Dossier weiderhi Responsabilitéit, vläicht nach méi Responsabilitéit iwwerhuelen. Dobäi soll een awer och net vergiessen, dass ass grad wéi hei zu Lëtzebuerg: Wann ee wëllt eng effizient Sozialpolitik maachen, muss een natierlech, wéi een dat ëmmer esou schéi seet, virdrun de Kuch baken, fir deen dann och kënnen ze verdeelen. Dat heescht also och, dass, wa mer wëllen eng staark Sozialpolitik an Europa maachen, da brauche mer awer och eng staark Wirtschaftspolitik, déi kee Selbstzweck ass, mä déi och am Endeffekt der Sozialpolitik soll hëllefen.

Ech mengen, d'Fro, déi vill beschäftegt, dass ass: Eng Konvergenz vun deene verschiddene soziale Systemer, déi mer an Europa awer nun emol hunn, ass déi méiglech? Mir hu ganz vill verschidde Systemer, déi och ëmmer historesch gewuess sinn an deenen eenzelne Memberlänner. Mir hunn e ganz staarken, performanten, grousszuege Sozialsystem. An deenen anere 27 Länner ass dat net ëmmer esou de Fall. An ech mengen, dass ass eppes, wat juristeschech, dass muss een einfach wëssen, och wann ee ganz vill gudden Wëllen a politesche Ofsichten huet, immens komplex ass. Mä nach soll et awer eist Zil sinn, dass mer all den EU-Bierger an der europäescher Unio sollen e Sozialsystem ubidden, deen dann och desen Numm verdéngt.

Ech mengen, Här President, ech géif bei deene verschiddene Sujeten a Remarquen dozou bleiwen. Ech mengen, et ass haut schweier, eng Konklusioun ze zéien, et ass en Debat, deen awer op alle Fall ganz sénnvoll ass. Ech hoffen, dass deen Debat och vläicht e bësse bei de Bierger ukënn, wa mer wëllen deenen dat méi vermëtelen. Ech mengen, et sinn eng Rei Pisten, déi hei opgezeecht gi sinn. Déi eng oder déi aner, also och d'Fraktiounen, hu jo och Stellung bezunn zu de verschiddenen Zeenarien, wéi se déi eng oder aner Fro an deem ganzen Dossier Eurozon gesinn. Dass ass sécherlech sénnvoll, och fir ze wëssen, a wat fir eng Richtung eis Regierung ka weidergoen.

Ech mengen, 2018 wäert sécherlech och e Schlësseljoer gi fir d'Europäesch Unio, mat den Decisiounen vun deenen Zeenarien, mat Brexit a mat aneren Dossieren. Ech mengen, eppes ass awer fir eis kloer, dass: Egal wéi, d'Zukunft vu Lëtzebuerg läit an Europa. A mir sinn awer och iwwerzeugt, dass Europa nach kann eng grouss Zukunft viru sech hunn.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Berger. An nächste Riedner ass den Här Claude Adam fir déi gréng.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir huelle eis de Mëtteg gutt Zäit, fir iwwert d'Zukunft vun der europäescher Unio an vun der Eurozon ze schwätzen, esou gutt Zäit, dass mer schonn e bëssen an den Owend erakommen. Dass ass den duebele Meritt engersäits vun de Kolleegen vun déi Lénk an anersäits dem President vun der aussepolitischer Kommissioun, dem Marc Angel vun der LSAP.

Déi Kolleege vun déi Lénk hate schonn den 9. September 2015 e Bréif geschriwwen, wou se eng Interpellatioun ugefuert haten. An dat ass dann an der aussepolitischer Kommissioun an en Debat d'orientation transforméiert ginn. An d'Aarbechte fir dee Rapport, deen mer dann haut als Basis fir eis Debatt hunn, hu sech iwwer bal annerhalft Joer gezunn.

Mir hunn et hei mat enger Fläissaarbecht vum honorabele Kolleeg Angel ze dinn, an duerfir him e grouse Merci.

Mir hunn de Rapport matgestëmmt, mir ënnerstëtzen déi Aussoen, déi am Rapport stinn. A well de Rapporteur jo schonn a sengen ausféierleche mëndlechen a schrëftlechen Rapporten de Werdegang vum Rapport erkläert huet an och op déi verschidden Entrevuen, déi mer haten, agaangen ass, ginn ech direkt iwwer zum fënneften Deel, dem Deel vun de Konklusiounen a Recommendationen.

«L'Europe n'occupe pas l'avant-scène du débat national, sauf en cas de crise majeure», steet



direkt am Ufank vun de Konklusiounen. Dee Saz war an der Vergaangenheet richteg, wou mer net esou oft iwver Europa geschwat hunn, a well mer et haut mat engem Europa vun de Polykrisen ze dinn hunn, ass déi Ausso och haut nach ëmmer richteg. Eng Tatsaach ass, dass mer ganz oft an der Chamber an eisem Débat national Referenzen zu Europa, zur EU maachen.

Un éischer Stell denken ech do un déi vill Gesetzer, wou mer EU-Direktiven ëmsetzen, un zweeter Stell un déi vill Debatten, déi mer am Beräich vun der Aussepolitik hei féieren. Mir haten d'lescht Woch eng Brexit-Debat hei an der Chamber, een Dossier, dee ganz kloer souwuel europäesch ass wéi och national. A senger aussepolitichescher Ried vum 21. März 2017 hat eisen Ausseminister, de Jean Asselborn, ronn 35-mol d'Europäesch Unioun erimmt, 76-mol sot hien europäesch a 55-mol Europa.

A senger Ried hat den Här Asselborn och déi fënnf Zeenarie vum Jean-Claude Juncker sengem Wäissbuch ugeschwat, an déi si jo och vun all Riedner hei erwänt ginn. Mir haten och d'Madamm Yuriko Backes an der Kommissioun, déi hat eis och déi fënnf Zeenarien nach eng kéier duergeluecht. A genee wéi eise Minister si mir der Meenung, dass den Zeenario 1 „Weider wéi bis elo“ kaum dee richteg Wee ass. Ech mengen, mir kréie vun de Leit dobaussen, vun de Wieler gesot, dass mer eis mussen Gedanke maachen, dass d'EU muss anescht funktionéieren.

Och den Zeenario 2, dass Europa op e gemeinsame Bannemaart misst reduzéiert ginn, ass fir eis keng Optioun, well dat géif heeschen, d'EU géif sech nach méi op eng Stärkung vun de Finanz- a Kapitalmäert verstäipen an déi sozial Acquisé géifen nach manner wichtegehol ginn.

Den Zeenario 3, een Europa mat verschiddene Vitessen, schéngt dem Minister an eis méiglech ze sinn, dass ass awer net eise Wonschzeenario.

Den Zeenario 4, een Europa, dat manner mécht, mä dat, wat et mécht, besser mécht, ass fir de Minister ee realistesch Zeenario, fir eis awer éischer net, aus deem einfache Grond, dass mer net wëssen, wat Europa dann elo manner soll maachen. An duerfir war ech och frou iwwert dat Beispill vum Claude Wiseler, deem um Beispill vun de Faarwe gewisen huet, dass Direktiven, déi engem vläicht komesch virkommen, wann ee se hannerfreet, da stellt ee fest, dass et einfach ass, mat populisteschen Aussoen Direktive lächerlech ze maachen. Mä ech mengen, dass et net fair ass vis-à-vis vun der Europäescher Unioun, wann een net op de Fong geet a wann ee lichtfankeg esou Uerteeler stellt.

Mir hu jo hei zu Lëtzebuerg oft Besuch vun EU-Kommissaren a vun EU-Politiker, niewent deene sechs Europadeputéierten. Mir haten nach virun e puer Deeg den Här Carlos Moedas hei, de Kommissär fir Recherche, Innovatioun a Science, dee gesot huet, déi Beräicher, déi hien ebe vertritt, Recherche, Innovatioun a Science, bräichte méi budgetär Moyenen. Den Här Tajani, de President vum EU-Parlament, dee viru 14 Deeg hei war, hat zu Recht gesot, d'Europäesch Unioun misst méi maache bei deene wichtege Dossiere Sécherheet, Immigratioun, Jugendchömage, Klimawandel. Hien huet do recht. An den Här Moedas an den Här Tajani soen, an ech huelen un, den Här Oettinger kennt iwwermuer, dee wäert eis dat och soen, wou mer iwwerall méi mussen maachen, fir d'europäesch Politik virunzedreien. Et ass ebe just d'Fro: Wou huele mer déi Moyenen hier?

Ech hat den Här Tajani op en Artikel am Magazin „Politico“ ugeschwat, wou stoung, hien hätt gesot, et misst ee Sue bei der aktueller gemeinsamer Agrarpolitik spueren, déi jo aktuell 40% vum EU-Budget ausmécht.

#### (Interruption)

Bal 40%. Den Här Tajani huet geäntwert, hien hätt nach ni esou eppes gesot, hien hätt och nach ni iwwer PAC, also Politique agricole commune geschwat. Ech gleewen him dat natierlech, mä seng Äntwert war awer net zefriddestellend. Et ass einfach ze soen, mir bräichte méi Sue fir deen een oder deen anere ganz wichtege Beräich, mä nëmmen déi allerwéinegst soen, wou déi Suen do sollen hierkommen.

Mir wëssen alleguer, dass mat dem Brexit deemächst den zweetgréissten Netto-Abezueller an d'EU wäert ewechfalen. Mir wëssen och, wéi schwéier et dierft gi fir déi aner Länner, deenen Ausfall opzefänken.

Eng Schlüsselroll fir déi Weiderentwécklung vun der EU dierften awer grad just och d'Finanze vun der EU hunn. Och wann dat vu verschiddene Politiker anescht duergestallt gëtt, de Budget vun der EU ass zillmlech bescheiden: 2015 waren dat 154 Milliarden Euro. Dat ass net vill fir 28 Memberlänner. Däitschland eleng huet e Budget vu ronn 300 Milliarden!

déi gréng sinn der Meenung, dass de Brexit net dierft zu enger Reduzéierung vum EU-Budget féieren. D'EU brauch an Zukunft och méi eege finanziell Ressourcen, fir méi a besser an d'Zukunft vun den europäesche Länner kënnen ze investéieren.

Mir si mat der Ausso vum Rapport d'accord, dee seet, dass mer elo keng Diskussioun iwver Annerunge vun de Verträge brauchen. Mir brauchen och keng institutionell Debat. Mir brauche Politiker, déi sech erëm bewosst ginn an dat och kloer an däitlech soen, dass mer d'EU net geschaaft hunn, fir lénks a riets Subsidien ze verdeelen, mä fir eng gemeinsame Politik ze maachen, fir gemeinsam Ziler ze errechen, déi mer als eenzel Staaten net kënnen errechen. Grouss gemeinsam Ziler sinn eise Bannemaart, den internationalen Handel, Klimapolitik, Biodiversitéit garantéieren, de Wuelstand an d'Sécherheet garantéieren.

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng).- Très bien!

► **M. Claude Adam** (déi gréng).- De Paul-Henri Spaak huet schonn an de 50er Jore sënngeméis gesot: „Et gëtt zwou Zorte Länner an Europa: déi kleng Länner, déi sech däers bewosst sinn, an déi kleng Länner, déi sech däers nach net bewosst sinn.“

Vis-à-vis vun den Erausforderunge vun der Globaliséierung ass och ee Land wéi Groussbritannien ee klengt Land. An enger globaliséierter Welt mussen mir Europäer méi no beienereckelen a besser zesummeschaffen. Wa mer d'Vertraue vun de Bierger erëm wëllen zréckgewanne fir d'EU, a mir mengen, dass dat deen eenzege Wee ass, dee mer kënnen goen, da muss d'EU erëm ee Projet ginn, deen d'Leit virun den negativen Auswierkunge vun der Globaliséierung schützt.

Fir déi gréng ass d'Optioun 5 vum Wäissbuch déi Optioun, déi fir méi e gemeinsam Handeln a fir méi zesummenaarbecht an alle Beräicher schwätzt, déi beschten Optioun. Och den Här Asselborn sot, dass deen Zeenario fir Lëtzebuerg sécherlech wünschenswäert wier, eng ideal Virstellung. A mir mussen him leider och recht ginn, wann e mengt, dass awer zurzäit deen Zeenario net ganz realistesch wier, well leider eng ganz Rei vu Memberstaten dat guer net wëllen, an dat, obschonn d'Gewicht vun Europa an der Welt ofhëlt, obschonn d'Spannungen an der Welt zouhuelen, obschonn den Drock op déi héich europäesch Standarden am Beräich vun de Mënscherechter, de Sozialsystemer, dem Ëmweltschutz zouhëlt.

A wa mer eis da mussen zefriddegi mat engem Europa, dat verschidde Vitessé geet, dann dierfen zumindest net d'Acquis communautaires vun de leschte Joren a Jorzéngten a Fro gestallt ginn. An déi sougenannte Coopération renforcée muss ëmmer een oppene Prozess bleiwen, fir dat och muer déi Länner kënnen deelhuelen, déi haut nach net esou wäit sinn.

Här President, mir verschléissen eis net enger Debat iwver institutionell Reformen an der EU, gesinn awer doranner am Moment keng Prioritéit. Mir sinn der Meenung, dass de Lissabon-Vertrag schonn haut genuch Potenzial huet, fir konkret Projeten ze initiéieren, den Alldag vu ville Leit an der Europäescher Unioun ze verbesseren an erëm Schrëtt fir Schrëtt d'Vetrauen an d'europäesch Institutionen zréckzebréngen.

Ech wëll hei op fënnf esou Punkten agoen a se opzielen.

Éischtens: Mir mussen derfir suergen, dass d'Kafkraaft vun de Leit mat klengem Akommes erëm klëmmt. Duerch d'Kris an der Eurozon an déi Austeritéitspolitik, déi doropshin octroyéiert ginn ass, gesi vill Bierger d'EU virun allem als Motor fir Ongläichheet, sozial Ongerechtegkeet an Ausname fir déi Räich. Den europäesche Projet, dee jorzéngtelaang mat Konvergenz, Wuelstand a Fortschritt associéiert ginn ass, gëtt haut als Gefor fir de Wuelstand a fir eist soziaalt Netz gesinn. Europa leit drënner, dass et eng Course no ënne gétt bei de Leit, bei de Steieren, bei de soziale Standarden.

Dat gëllt deelweis souguer fir Däitschland, dat gëllt awer virun allem fir déi Memberstaten, déi keng gutt Grondofsécherung op nationaler Basis hunn. De Jean-Claude Reding vun der Chambre des Salariés hat zu Recht un en Dokument aus dem Joer 2000 vun 250 Parlamentarier erënnert, dass eng Convergence sociale an Europa gefuerdert huet. Convergence, zesummeschaffen, Harmoniséierung vun de Beméiungen um Plang vum Chömage, der Aarmut, dem Wunnen an der Bildung si wichtege, och wann dat national Domäne vun der Politik sinn.

D'Gewerkschafte verdeedegen zu Lëtzebuerg alleguer, mä och soss an Europa, an der grousser Majoritéit de Prozess vun der europäescher Integratioun, och déi englesch Gewerkschaften hu sech géint de Brexit ausgeschwat. Si sinn Alliiéierter an de Beméiunge fir méi Europa a fir ee

bessert Europa. Si soen awer och, an zu Recht, dass, wann d'sozial Konditiounen a verschiddene Länner esou sinn, dass eng deloyal Konkurrenz hei ka gefouert ginn, da kann de Bannemaart net funktionéieren.

Zu engem sozialen Europa gehéiere fir eis sozial Mindeststandarden, besonnesch och Mindestléin, déi mindestens 60% vum jeeuweiligen nationalen Duerchschnittsloun duerstellen. D'EU-Parlament huet sech schonn däitlech fir d'Aféiere vum Mindestloun an alle Memberstaten ausgeschwat. Elo ass et un der EU-Kommissioun, fir aktiv ze ginn.

Zweet Beispill: Mir brauche méi Steiergerechtegkeet a méi Transparenz bei der Besteuerung vun Entrepreneuren. D'Leit erliewen et als fundamental ongerecht, dass grouss multinationale Entrepreneuren nëmme knapp 1% Steieren ofginn, de Bäcker ëm den Eck awer bal 30%. Eng fair a gerecht Steierpolitik dréit wesentlech derzou bäi, dass d'Bierger erëm Vertrauen an Europa kréien.

Mir wëssen natierlech och, dass d'Steierpolitik grundsätzlech am exklusiven Kompetenzberäich vun de Memberstate läit. Mä d'EU kann iwver hir Kompetenzen am Beräich vun gemeinsame Bannemaart eenzel Mesurë fir méi Steiertransparenz huelen, zum Beispill den „country-by-country reporting“. Déi EU-Direktiv iwwert den „country-by-country reporting“ vun 2016 ass ee Schrëtt an déi gutt Richtung, deen nach ausbaubar ass.

An da stelle mer natierlech fest, dass, wann et kee Fortschritt gëtt an europäesche Froen, dann ass et net onbedéngt d'EU-Kommissioun, déi do schëlleg ass, a scho guer net d'EU-Parlament. Blocagen entsti ganz oft am europäesche Rot.

De Robert Menasse, een éisträicheschen Auteur, deen ënner anerem och d'Joer op der Feier vum 60. Joresdag vun de Réimesche Vertrag eng Festried gehalen hat an deen och viru Kuerzem eng Konferenz zu Lëtzebuerg ginn hat, ass ganz streng, wat den europäesche Rot betrëfft. „Die Schwächung der Kommission und die Stärkung des Rates war der Sündenfall des Vertrags von Lissabon“, schreift hien a sengem Buch „Der Europäische Landbote“.

An natierlech gëtt et dat Spannungsfeld tëschent den Nationalstaten an der EU. D'Nationalstate ginn a Richtung Privatiséierung, zum Deel, well se vun der EU dohinne gedréckt gi sinn, awer eben nëmmen zum Deel dowéinst. Si maache Sozialofbau an zéie sech aus wesentleche Staatsaufgaben zréck, si bedriewen eigentlech systematesch Statsofbau. De Motto vum schlanke Stat ass d'Leitmotiv. Mä do, wou et sënnavoll wier, e besseren Nationalstat ofzebauen zugonschte vun der Europäescher Unioun, do spille se staarke Stat.

Esou wichtege Theme wéi Sozialpolitik, Steieren, Asyl, Migratioun, Mindestléin wandere net op EU-Ebene. Si gi mëssbraucht als Verhandlungsmass am Géintenee vun Nationalstaten.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Claude Adam** (déi gréng).- Dat huet natierlech dermat ze dinn, dass eng Regierung eppes brauch, fir bei hire Wieler ze punkten. An et huet sech jorzéngtelaang ugebueden, déi positiv Decisiounen als eegene Produit ze verkafen an déi manner positiv an awer noutwendeg op Brëssel ze drécken.

De Lëtzebuerg Wahlsystem ass och net besonnesch dankbar fir en internationaalt Engagement. Gewielt gëtt déi Persoun zu Lëtzebuerg, déi zu Lëtzebuerg am visibelsten ass. Déi Zäit, wou e Lëtzebuerg Deputéierten zu Brëssel oder Stroosbuerg an interparlamentaresche Reuniounen ass, entzitt e sech dem Wieler. Fir säin Asaz an europäeschen Dossiere riskeiert en, wou Wieler bestrooft ze ginn, säin Asaz am Ausland interesséiert d'Press wéineg bis guer net, de Wieler kritt och wéineg mat dervun, de Politiker feelt awer eventuell um Wäifester oder um Hobbymaart.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Claude Adam** (déi gréng).- A villen anere Länner gëtt iwwert de Placement op enger Lëscht vun enger Partei bestëmmt, wie gutt Chancen op eng Wahl huet. Dat huet och net just Virdeeler, ass awer méi favorabel, fir sech als nationale Politiker och am internationalen Dossier an zu Brëssel ze engagéieren.

Drëtzens: Mir brauchen Investissemter an d'Liewensqualität. An do gesi mir gréng dräi Schwéierpunkten: Digital, Energie an Transport.

Mir sinn net prinzipiell géint Fräihandelsaccorden. Mir brauchen awer virun allem eng konsequent Investitiounspolitik an Europa. Den Export aus der EU erass dréit just 20 bis 25% vun wirtschaftleche Wuesstum an der EU bäi. Virun allem d'Handwierk leeft vun Bannemaart. Fir eis ass et kloer, dass mer solle méi an Europa investéieren, an dass et jo haut souguer

d'OECD selwer ass, déi dat duerchhaus akzeptéiert, a Préten, op déi zréckgegraff gëtt fir sënnavoll Investissemter, ginn och souguer vun der OECD haut guttgeheescht.

D'Welt vun haut ass schonn digital, d'Welt vu muer nach vill méi. D'EU soll Virreider am Datschutz an am Ausbau vu Breetbandkonnectioun sinn. D'Produktionsprozesser vu muer wäerten héich effizient an 100%eg erneierbar sinn. Eng erfollegräich EU-Industriepolitik muss de Klimaschutz eescht huelen, och a besonnesch, wa Leit wéi den aktuellen US-Präsident déi Kaart fir hirt Land lichtfankeg verspillen. An effizient Technologien an an erneierbar Energien investéieren ass an d'Zukunft investéieren.

Eis Stied brauche propper Loft. Duerfir solle mer méiglechst schnell vum Diesel erfokommen an eis zilstrebege op de Wee vun der Elektromobilität maachen, natierlech a Richtung 100% erneierbar. Dat ware schonn emol dräi Felder, wou et sech lount, massiv ze investéieren, wou de Benefiss vun deenen Investissemter direkt den EU-Bierger zeguttkënn.

Véierte Punkt: D'Léift zu Europa geet duerch de Mo. Knapp 50 Milliarden Euro ginn all Joers an déi gemeinsam Agrarpolitik an Europa. Dat sinn, wéi scho gesot, bal 40% vum Budget. Um Ufank vun der Europäescher Gemeinschaft waren dat nach iwver 60% vum Budget. An an eisen Ae gëtt et keng Alternativ zu enger gemeinsamer Agrarpolitik. Mir gesinn och kaum Spuerpotenzial hei, mir gesinn awer d'Méiglechkeet an d'Noutwendegkeet, der gemeinsamer Agrarpolitik eng aner Ausrichtung ze ginn. Mir brauchen eng Landwirtschaft, déi d'Biodiversitéit an de Klima schützt, déi respektvoll mat Déieren ëmgeet, déi de ländleche Raum liewenswäert erhält an déi de Leit, déi an der Landwirtschaft schaffen, ee gerechte Loun erméiglecht.

Fënneften a leschte Punkt, deen ech hei e bësse méi ausféierlech wëll opgräifen: Sécherheet. Sécherheet gëtt ëmmer méi e wichtege Thema an Europa. Mir sollen de Leit hirt Bedierfnis no méi Sécherheet eescht huelen. Am Kontext vun de ville Krisen an eisen Nopeschregiounen an den Erwaardungen, wat nach alles op eis zoukomme wäert duerch d'Aussepolitik vum 45. US-Präsident, schéngt et eis eng Noutwendegkeet ze sinn, fir och méi enk sécherheits- a verdeedegungspolitesch zesummenaarbecht an Europa anzestriewen.

Mir bliewen awer derbäi, dass eng Erhéijung vun de Militärbudgeten op 2% vum BIP weder realistesch nach wünschenswäert ass. Déi nach 28 Memberstate gi ronn 200 Milliarde fir hir Defense aus. Dat ass dräimol esou vill wéi Russland. Dat sinn enorm vill Suen, wann ee se effizient ausgëtt. D'EU hat, an huet och nach no der rezent decidéierter Globalstrategie, just e regionalen a ganz begrenzten Usproch op Uerdnungsmuecht. An enger Etüd vum EU-Parlament ass ausgerechent ginn, dass an Europa all Joers 26 Milliarden Euro an der Defensepolitik duerch Ineffizienze verschleiert ginn. Déi 28 Arméecheff vum den EU-Memberstaten hatten 2011 300 „Pooling and Sharing-Projeten“ zesummegestallt, déi all näischt kascht hätten, mä Synergie bruecht hätten. De Bannemaart fir Rüstungsgidder funktionéiert schlecht. Mir hunn et mat enger héich fragmentéierter Industrielandschaft ze dinn. Méi Ausgabe fir d'Defense heescht an deem Kontext net méi Sécherheet, mä méi Verschwendung.

Här President, zum Schluss nach e puer Wuert iwwert d'Eurozon. Et ass haut gewosst, dass bei der Aféierung vum Euro Feeler gemaach gi sinn. Griichenland an Italien sinn an d'Eurozon komm, obscho se d'Kritären net erfëllt hatten. De politesche Wëllen hat sech iwwert d'wirtschaftleche Facteuren ewechgesat. De Stabilitéitspakt ass ganz large gehandhabt ginn, Strofe waren zwar virgesinn, mä si géint keen eenzeg Land verhaange ginn.

Nach méi geféierlech fir den Euro ass awer d'Tatsaach, dass den noutwendeg stabile sozialen a wirtschaftlechen Ënnerbau net gi war. Néierewou soss op der Welt gëtt et ee Stat oder e Grupp vu Staten, déi eng gemeinsam Währung hunn, awer keng gemeinsam Wirtschaft- a Sozialpolitik maachen! D'Steiersätz si quesch duerch Europa ënnerschiedlech. D'EU-Länner maache sech géigesäitig Konkurrenz, anstatt a Richtung Konvergenz ze goen.

An de Problem ass, dass vill politesch Responsabel net bereet sinn, Kompromësser ze maachen, fir eng gemeinsam Linn ze fannen an dese Politikberäicher. An awer, den Euro ass nach ëmmer e Succès. D'Croissance an der Eurozon soll 2017 bei 1,6% leien, d'selwecht wéi 2016. A fir 2018 ass en äänlechen Taux viraus-



gerechent. De Wuesstum ass also net rasant, mä relativ stabil. Bei deene ville Positiounen vu rietse Parteien aus Frankräich, aus Holland, fir aus der Eurozon erauszugehen, ass et vläicht och emol gutt, eng Kéier drun ze erënneren, datt bis haut nach just Länner an d'Eurozon bäikomm sinn. 2007 Slowenien, 2008 Malta an Zypern, 2011 Estland, 2014 Lettland an 2015 nach Litauen. Ech mengen, datt d'Eurozon nach laang net um Enn ass.

Här President, mir gesinn, datt déi national Parlamentar zwar nëmme ganz begrenzt an de legislativen europäesche Prozess agräifen, mä ëmmerhin ënnerläit eis d'Kontroll vum Subsidiaritätsprinzip. Mir hunn d'Recht an d'Méiglechkeet, duerch politesch Debatten, wéi déi haut, wéi déi d'lescht Woch, Stellung ze bezéien an eis an interparlamentaresche Konferenzen, wéi dem COSAC zum Beispill - déi eenzeg, déi e permanent Sekretariat huet, an ee permanent Sekretariat ass wichteg bei esou Gremien, well d'Parlamentarier wiesselen, mä et ass wichteg, datt mer och eng Memoire hu vun deene Reunionen -, ze informéieren an ze konzertéieren.

Brauche mer eng „Assemblée parlementaire de la zone euro“? Mir mengen net. Dat ass och nach vu kengem anere revendiquéiert ginn, ass awer am Rapport. Et ass och nach am Rapport rieds gaange vum dem „carton jaune“, wou bis elo just zweemol d'Initiativ gemaach ginn ass, dem „carton rouge“, dee mam Brexit gestuerwen ass, a mir mengen och, datt mer deen net méi solle waakreg maachen, an dem „carton vert“, wou déi Méiglechkeet, iwwert deen eng Initiativ ze huelen, net esou ganz evident ass. Och am Rapport gëtt eng Kéier gesot, dat wier méiglech, eng aner Kéier gëtt gesot, duerfir misst den Traité geännert ginn. Ech fannen d'Initiativ interessant, mä ech kann dat net beuerteelen, ob dat méiglech ass mam aktuellen Traité.

Lëtzebuerg, an dat hunn eigentlech och all Virriedner gesot, huet bis elo all Etappe vun der europäescher Integratioun ënnerstëtzt, a mir hu wirtschaftlech dovun profitéiert. Mir sinn awer och ofhängeg vun enger EU, déi gutt funktionéiert. A wann et Europa laangfristeg net gutt geet, wann et mat Europa géif biergof goen, da géife mir och riskéieren, séier mat biergof gezunn ze ginn.

Wat an Europa am Moment am meeschte feelt, schéngt eis eng Visioun vun enger europäescher Zukunft, déi jonk an Al beweegt. Wann ech soe jonk an Al, a wann een d'Analys mécht vun de Leit, déi a Groussbritannien gestëmmt hunn, da stellt ee fest, datt déi jonk zu enger grousser Majoritéit fir den „Stay“ gestëmmt hunn, mä leider Gottes net zu enger grousser Mass wile gaange sinn, soss hätte mer vläicht en anert Resultat. Duerfir geet et drëm, fir déi jonk méi ze begeeschtere fir den europäesche Projet. An déi Eeler, ech erlabe mer dann ze soen, datt déi awer och vläicht eng Vue hunn op hir eege Jugend, déi duerch iergendeppes verkläert ass. Also, et geet wierklech drëm, fir erëm eng positiv Visioun vun der europäescher Unioun ze kréien. Vlächcht bräichte mer een neie Martin Luther King, mat enger Ried, wéi hie se 1963 zu Washington gehalen hat: „I have a dream“, oder zumindest een Obama mat engem „Yes, we can“.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Claude Adam** (déi gréng).- Ech sinn awer optimistes, datt mer och weider zu Lëtzebuerg eis mat der Europäescher Unioun entwéckelen. Ech ënnerstëtzen och am Numm vun der grénger Fraktioun déi Resolutioun.

Ech ginn do awer och e kleng Bemoll ze bedenken, wann ech kucken, wat mer eis alles hei selwer operleeren. Do steet dran, mir sollen «une considération encore plus large, une coopération plus étroite, une augmentation», nach eng Kéier «augmentation» an esou weider, mir wëllen eis ganz vill virhuelen. Dat ass och gutt esou, dat ënnerstëtze mir.

Mä ech erënneren awer e bëssen drun, wéi mer hei am Parlament schaffen. Mir hu gesot: „Mir maache keng extra Kommissioun fir Affaires européennes.“ Dat ass och richtig, well Europa eben all d'Kommissiounen betrëfft. Mir sinn awer dann, an dat steet am Rapport, lokal Experten, regional Experten, national Experten an elo si mer och nach Europa-Experten. An da muss ee sech och eng Kéier selwer hannerfroen als Deputéierten: Wat packe mer alles? Mir kennen allegueren déi Moyenen, déi mer an eise Fraktiounen hunn. Dat ass en hallwe Mataarbechter op den Deputéierten. Duerfir mengen ech, datt dat eng interessant Debatt ass, déi mer dann nach wäerte féieren.

An deem Sënn soen ech lech Merci fir d'Opmierksamkeet. A mir ënnerstëtzen déi Resolutioun.

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng).- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- Merci och. An nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser fir d'ADR. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Eischt e grouse Merci un den Här Marc Angel fir säi Rapport. Ech muss allerdeings soen, datt mir als ADR dee Rapport net matgedroen hunn, well mer mat villem, wat an deem Rapport ugeklongen ass a wat och haut schonn hei presentéiert ginn ass, net d'accord sinn.

Mir hunn eng realistesch Approche zu Europa. Eng realistesch Approche, déi och ëmmer matbedenkt: Wéi kënne mir eis Lëtzebuenger Interessen, och d'Interesse vun eisem Land an engem Europa, wat awer weider zesummewiisst, wierklech vertrieen? An eben do vertrieen mir heiansdo aner Standpunkte wéi déi aner Parteien heibannen.

Et war interessant, déi Debatt nozelauscheren. Ech hu festgestallt, datt d'CSV zum Beispill haut nach eng Kéier betount huet, datt se laangfristeg e federaalt Europa wëllt. Datt déi Partei also grondsätzlech d'accord ass an och ëmmer erëm betount, datt se d'Staatlechkeet vu Lëtzebuerg bereet ass opzeginn. Dat ass eppes, wat eis kloer ënnerscheet vun der CSV. Mir als ADR sinn net bereet, Lëtzebuerg opzeginn. Mir hätte gär en Europa vun den Natiounen, wat enk zesummeschafft, wat ganz vill Elementer kann hunn, déi och supranational funktionéieren, awer op jidde Fall en Europa vun den Natiounen an net e federaalt Europa.

Et wonnert eis och, datt d'CSV an hirer Approche mat Eurobonds spillt, also mat enger Vergemeinschaftung vu Scholden, déi am Traité och net virgise sinn, déi souguer vum Traité verbuede ginn. An awer wëllt d'CSV dat duerchsetzen. Et ass an eisen Ae falsch, wann eis spuenesch, eis portugisesch, eis italienesch oder aner Frënn an anere Memberlänner Scholde maachen, datt d'Lëtzebuenger Steuerzueler déi solle matbezuelen. Dat ass net déi Approche, déi mir verdeedegen.

Mir hu vun der LSAP héieren, datt d'LSAP duerchhaus méi vernënfteg ass, méi bewosst, datt mer eng Staatlechkeet hunn, datt mer déi och solle verdeedegen. An awer ass do e bësse spekuléiert ginn: „Et ka sinn, datt mer matgerappt ginn a verschiddenen Entwécklungen, wéi eng Finanztransfersteier oder esou.“ Neen, mir denken, mir loosse eis net matrappen a Saachen, déi eisen ekonomeschen oder aneren Interesse grondsätzlech schueden.

An och bei deene Gréngé stellt sech d'Fro. Den Här Adam huet erkläert, datt d'Europäescher Unioun méi Ressourcë brauch. Heescht dat méi Steieren? Heescht dat, datt d'Steierlaascht fir d'Lëtzebuenger soll klammen? Oder solle mer op Steiere verzichten, fir deen Transfer a Richtung Europa ze maachen? Alles dat sinn Onkloerheeten. An dofir muss mer eis hei mat der ADR awer op eng vill méi realistesch Linn kënne festleeën, déi och ëmmer d'Interesse vum Land am A behält.

Europa ass an engem schlechten Zoustand. Och wann dat haut hei net esou oppen ugeschwat ginn ass vun der Virriedner, mä et ginn eng ganz Rei gravéierende Problemer. De Brexit ass just e Symptom. An ech géif wierklech appelléieren, wéi mäi Frënd Roy Reding et schonn déi aner Woch gemaach hat, fir net de brittesche Wieler ëmmer als een duerststellen, deen net capabel wier, d'Konsequenze vu sengen Entscheedungen ofzeschätzen!

Dës Regierung huet ëmmer e Problem mat Referendumen. Hei zu Lëtzebuerg waren 20%, déi d'Situatioun verstanen hunn, wann een der Regierung nolauscht, 80% hunn dat net. A beim Brexit ass et äänlech. Déi, déi derfir gestëmmt hunn, déi hunn net verstanen, wat se wollten. Mä déi, déi dergéint gestëmmt hunn, dat ass déi gescheit Minoritéit. Also, esou kann een net un e Referendum erugeen! Et ass eng demokratesch Decisioun geholl ginn. De Brexit ass fir eis eng Tatsaach, e stellt Europa virun eng institutionell Kris an e stellt eis och viru Konsequenzen.

An ech mengen, eng vun den éischte Konsequenzen, déi och haut e puermol ugeschwat ginn ass, ass déi finanziell. Do ass gesot ginn: „Mir mussen dat kompenséieren, wat elo feelt am europäesche Budget, well d'Veereenegt Kinnekräich net méi abezilt.“ Neen! Wann Europa manner Suen zur Verfügung huet, da muss sech der Decken no gestreckt ginn. An da muss mer ebe kucken, datt mer eis Depensen de Recetten upassen. Ech mengen, datt ass dee Wee, deen ee soll goen, an net elo ufänken ze probéieren, esou ze maachen, wéi wann esou e grousst a wichteg Land wéi dat Vereenegt

Kinnekräich nach Member wier. Et ass et net méi, an da muss mer eben eis Ambitiounen als Europäescher Unioun upassen.

D'Migratiounskris ass hei nëmme ganz, ganz weineg ugeschwat ginn. Ech kommen do weinst nach méi drop zrëck. Mir hätten déi Migratiounskris, déi eng katastrophen Kris fir Europa war, wahrscheinlech déi gréisst säit dem Enn vum Zweete Weltkrich, déi mer hei haten an nach ëmmer hunn - si ass jo net eriwuer -, déi hätte mer net kritt an där Form, wann europäesch Institutionen net gebraucht, mëssbraucht gi wären, fir se nach ze amplifizéieren. An ech kommen op deen Aspekt nach weider zrëck.

Mat der Eurokris ass Griichenland e gutt Beispill. Griichenland, wat praktesch net erlaabt krut, aus dem Euro auszescheeden, obschonn et ëmmer erëm an der Diskussioun war an de verschiddene Réit, wou heiansdo d'Decisioun scho bal geholl war, fir Griichenland goen ze loosse, an et awer net gaangen ass. Da muss een awer kucken: Wéi ass dann elo d'Situatioun? Wat fir sozial Häerten huet dat an deem Land verursaacht, an och an anere Länner, déi gewësse Programmer ënnerwerf goufen? Ass dann net déi Häert, mat där Griichenland behandelt gouf an nach ëmmer behandelt gëtt, fir eis och eng dauernd Erënnerung drun, datt mer mussen deen Euro-System grondsätzlech a Fro stellen an och seng Schwächen unerkennen, mat alle Virdeeler, déi e fir eis huet? Mä och do muss mer eis realistesch mat där Fro auseeruesetzen.

An en anere Rëss, deen duerch Europa geet, dat ass kloer a bauseepoliteschen Domänen, notamment zum Beispill dat Verhältnis zu Russland, wat eis ëmmer erëm beschäftegt, wou mer als Europäescher Unioun haut an enger Geiselroll gefaange si vun enger Minoritéit vu Memberstaaten, déi aktiv antirusesch Politik wëlle bedreiwen, a wou mer net capabel sinn, erauszekommen aus där Situatioun, wou mer och als Lëtzebuenger Regierung an als Lëtzebuenger Politik am Allgemengen eng aner Position vertrieen. Ech froe mech, ob d'LSAP zum Beispill als Partei iwwerhaapt eng Visioun huet vun hirer Russlandpolitik, oder ob d'Regierung eng huet! Den Här Asselborn ass am Conseil ëmmer bei deenen, déi d'Sanktiounen verlängeren, an den Här Schneider, vun där selwechter Partei, fiert op Moskau, fir - mat Recht, wat mer ënnerstëtzen - d'Russe mat u Bord ze huelen, wéi beim „space mining“ an anere Saachen.

Ech mengen, heibannen ass keng Partei, déi eigentlech seet: „Déi Antiruslandpolitik an déi Sanktiounen si vernënfteg, mir mussen dat virumaachen.“ Ma da kommt, mir hunn och de Courage, fir ze soen: „Mir halen op domadder a mir kucken, datt mer d'Verhältnis zu Russland op eng aner Basis stellen!“

Et ass fir eis, an där Situatioun, wou Europa an enger déiwer Kris ass, verwonnerlech feststellen, datt elo eng Flucht no vir soll gemaach ginn. Datt ausgerechert an esou enger Situatioun elo op eemol Europa soll nei Initiativen huelen a verdéift ginn, amplaz emol fir d'Eischt ze probéieren, ze konsolidéieren, ze festegen, wat muss berouegt ginn an esou enger Situatioun. Neen, elo solle mer nach eng Verdeedegungsdimensionen kréien. Dat ass extrem kriddelech. Mir sollen och nach d'Wärungsunionen verdeiwen, wat och ganz problematesch ass.

An et gëtt alles gemaach, ouni d'Traitéen ze verännern! An ech mengen, hei läit eng ganz Symbolik dran, well eigentlech d'Europäescher Unioun - an dat huet een haut och dätlich erausgespuert -, well eigentlech vill Leit, déi an Europa Verantwortung hunn, wëssen, datt se net méi gedroe gëtt vum Wëlle vun hire Vëlker doheem, vun hirem Elektorat. Si wëssen dat. Si wëlle weidermaachen, vun uewen no ënnen de Leit eppes imposéieren, amplaz mat de Leit Europa ze bauen. Si wëssen a se spieren dat, se hunn e Mësstraue géintwuer dem Vollek, dofir keng Referendumen, wa méiglech och keng Parlamentar. Mir gi virun, laanscht d'Parlamentar.

Mir hunn dat och ëmmer erëm gesinn an deene leschte Jore beim Euro, wa mer ëmmer méi streng Regele kréien, déi zum Deel laanscht d'Parlamentar gaange sinn, iwwert de Wee vu Reglementer, wou eigentlech Direktiven hätte misse gemaach ginn, an all méiglech Schrëtt, fir ze probéieren, nëmme net eng Approbation parlementaire oder eng Discussion parlementaire wierklech ze provoziéieren. Net nëmme hei, mä an deene betrafene Staaten alleguer.

An dat ass net dat Europa, wat mir eis virstellen. Mir stellen eis keen Europa vir, wat vun uewen no ënnen laanscht d'Bierger soll opgebaut ginn, mä als ADR soe mir: „Mir baue gär Europa mat de Leit, am Vertraue vun de Leit, mam Mandat vun de Leit.“ An do ass eng grondsätzlech „Bottom-up“, wann Der esou wëllt, amplaz „Top-down“, mä dat ass eng

grondsätzlech aner Astellung. Et ass am Respekt virum Mandat, well mir sinn ni eppes aneres wéi just Mandatairë vum Vollek, a mir ginn do net iwwer eis Pouvoiren eraus.

Et wor och interessant, ze gesinn, wéi d'CSV probéiert, dat politesch Europa eigentlech mat Gadgeten opzebauen, déi a kengem Traité stinn. Eng politesch Kommissioun, déi Iddi vun enger politescher Kommissioun, déi steet a kengem Traité, mä trotzdem gëtt hei gesot: „Et gëtt eng europäesch politesch Kommissioun.“ Dat ass dann esou eppes wéi eng europäesch Regierung. Wat se net ass, a wat och net esou an den Traitéen ugeduecht ass! Déi Iddi vun engem Spëtzekandidat bei Europa, dat ass eng Absurditéit. Mir haten dat an deene leschten Europawahlen, mä wat huet et fir e Wäert, e Spëtzekandidat ze hunn, deen op kengem Wahlziedel kann ugekräizt ginn?

Alles dat sinn „Fictions de l'esprit“. Et sinn europäesch Enthusiasmen, déi vlächcht do derhannerstinn, politesch Tatsaachen, déi op näischt berouen, an déi awer do sollen no vir bruecht ginn. Och dat ass net eise Wee an Europa. Mir wëllen net eppes Politesches zauberen, wat a kengem Traité, a kenger realistischer Appreciation vun Europa iwwerhaapt ka bestoen.

Mir wëllen als ADR och Stellung huelen zu deenen Zeenarien. Wat ass dann eis Visioun? Ech hu gesot, anescht wéi d'CSV: „Mir ginn net op de Wee, datt mer eist Land wëllen opléisen an Europa. Mir si fir en Europa vun den Natiounen.“ Mir si fir e Subsidiaritätsprinzip, wat wierklech gelieft gëtt, also no bei de Bierger d'Decisiounen huelen. Mir bauen Europa mat de Bierger an net géint d'Bierger. A mir brauchen e Bannemaart an eng Wärungsunion. Dat ass deen eigentleche Fong, dee mer brauchen: Zeenario 2, awer Zeenario 2 plus.

Mir kënnen ëmmer doriwwer erausgoen an engem Modell 3 oder 4, wéi dat hei ëmmer erëm gesot ginn ass. Dat muss mer kucken, awer mir kucken dat pragmatesch, mir kucken et flexibel. Mir kucken: Wat ass an eisem Interesse? Mir sinn dacks schonn ze wäit gaangen. Mam Exequatur zum Beispill, wou mer deen ofgeschafft hunn, si mer ze wäit gaangen, well mer d'Rechtssécherheet vun de Bierger hei am Land reduzéiert hunn. Dat war mat der ADR net geschitt. Et ass awer an der leschter Regierung esou ugeholl ginn, datt mer hei juristesche Decisiounen aus dem Ausland unerkennen, wou mer wëssen, datt déi Justizsystemer zum Deel total korrupt sinn. An awer gi mer hei hin a mir erkennen esou Decisiounen un. Mir hätten dat net gemaach.

(**Interruption**)

Dat soziaalt Europa ass och eppes, wat mir eis wënschen, an dat hu mir säit eiweg am Wahlprogramm. Et gëtt elo Modellen, den Här Adam huet rappeléiert: 60% vum Mindestloun. Mä et gëtt, an dat ass och kloer, immens Geforen an deem Beräich. Ech weess, datt hei Slogane sinn, och vun der Säit vun eise sozialistesche Kolleegen an esou weider, datt ëmmer erëm betount gëtt: „Jo, mir mussen en Triple-A social kréien!“ Jo, dergéint huet kee Lëtzebuenger eppes, soulaang mir an eisem Modus vu Raisonement bliwen. Da wär et schéin, wa mer deen Triple-A social kéinten exportéieren, mä d'Wierklechkeet ass net esou. D'Wierklechkeet ass déi, datt et kee gemeinsamt Versteedsdemech an Europa gëtt, wat dann dat soziaalt Europa soll sinn.

Wann een der Kommissioun nolauscht, den Här Timmermans huet dat nach eng Kéier widerholl, wéi en hei war, dann huet e gesot: „Dat ass, géint d'Scholde kämpfen, géint d'Dette publique, d'Ofschafte vun der Dette publique.“ An natierlech hänkt dat zesumme mat enger Austeritéitspolitik, déi d'Gewerkschaften a vill aner Akteuren ëmmer erëm aktiv kritiséieren. Dat ass d'Approche vun der Kommissioun. Datt d'Gewerkschaften eng aner hunn, ass kloer, mä wann een dann an den Detail erageet, da merkt een, datt och fir Lëtzebuerg Geforen an der Iddi vum sozialen Europa sinn.

Mir haten déi Diskussioun iwwer national Kommissiounen, déi sollen agesat ginn, fir dat ze kontrolléieren. Mir mussen eis froen: Wéi ass et da mam Lëtzebuenger Index, wa mer ufänken, d'Sozialpolitik an Europa ze harmoniséieren? Wéi ass et mat der Autonomie, mat der Tariff-Autonomie, mat Gehälterverhandlungen, mat eise Méiglechkeeten, selwer iwwer eis Struktur an der Remuneration an de Betriber, beim Stat an esou weider ze diskutéieren? Wat géif dovunner bleiwe bei deene Conseils nationaux de compétitivité? Am Abléck soe mer neen. Mä wie weess, wat dann alles nach do ka kommen!

D'Veerringerung vun de Käschte vun der Aarbecht ass en Zil vu ville Leit an Europa. An et ass eng Gefor fir all déi Leit, déi sozial denken. Dat heescht, mir wëllen als ADR, wéi aner Parteien hei och, e soziaalt Europa, mä loosse mer eis bewosst sinn, datt do och Geforen domat verbonne sinn!





D'Migratioun, dat ass eppes, wat ech nëmme ganz kuerz wëll uschneiden. Awer ech wëll lech dat net erspueren, well et ass vun Ufank un e Rechtsbroch gewiescht! A wa mir an Europa wëllen e Vertrauen an Europa schafen, wa mer wëlle soen: „Europa ass eng Rechtsgemeinschaft“, an ech mengen, et ass wichteg, datt mer eis dorobber kënnen beruffen, well Rechtsstat, Rechtsgemeinschaft, Europa op rechtliche Basen ass net vuneneen ze trennen, ma déi ganz Migrationsproblematik war vun Ufank un e Rechtsbroch, verursaacht eesäiteg vun der däitscher Regierung. E Broch vun der Genfer Flüchtlingskonvention. E Broch vun der Genfer Konvention vum 1949. E Broch vun der Dublin-Konvention, déi ëmmer erëm dann ausgesat ginn ass, wann et déi däitsch Regierung arrangéiert huet, an elo erëm soll gëllen. Och an där Situatioun mat Italien eventuell erëm soll gëllen, wat elo eleng gelooss gëtt.

An net nëmme, datt et e Rechtsbroch war vun Ufank un, mä en hätt och kënne all Abléck ausgesat ginn! A wann een déi Publikatioun liest, déi a leschter Zäit do erschéngen, d'Analyse vum Verhale vun der däitscher Regierung, da muss een ëmmer soen, datt dat eratesch war. Et war zu all Abléck méiglech gewiescht, d'Grenzen zouzemaachen. Mä d'Bundeskanzlerin wollt keng onpopulär Biller, also ass et net gemaach ginn. Si wollt keng onpopulär Biller, soulaang et op der däitscher Grenz war. Wann et zu Idomeni war, war kee Problem. Wann et elo an der tierkesch-syrescher Grenz ass, ass kee Problem. Dat ass d'Realitéit an Europa.

An d'Roll vun der Lëtzebuurger Presidence, dat war eng Vasalleroll. Dat war an der Presidence...

**(Brouhaha)**

Dat war eng Vasalleroll, wou d'Lëtzebuurger Regierung dat gemaach huet, wat Berlin decideret huet. An dat ass eppes, wat...

**(Interruptions)**

...e graven, en déiwe Gruef an Europa matverursaacht huet. An dat ass net eriwwer!

**(Brouhaha)**

U sech hätt ee kënnen vun dëser Regierung erwaarden, datt se Léiere gezunn hätt, datt se sech net méi an dat däitscht Boot eranzéie léisst, wat esou vill Schued gemaach huet do duerch. Datt ganz vill Länner elo och mat eis Problemer hunn, dat huet verschidden Ursachen, mä déi Diskussiounen, déi mer elo hunn, an den Här Minister Asselborn féiert déi och, datt d'Migratioun, d'Veerdeelung vu Flüchtlingen an d'Solidaritéit op monetärer Basis, datt dat zesummenhängt, dat verdéift erëm eng Kéier de Gruef an Europa. Mir wëllen dat net. Mir hätte gär, datt mer zréckkommen op eng rational Politik, datt mer respektéieren, datt d'Etat kënnen selwer decidéieren, wie bei hinne wunnt a wien net.

An dat ass bei den EU-Bierger,...

**(Interruption)**

...do hu mer d'Liberté de circulation des personnes - Här Asselborn, lauscht gutt, well et ass interessant fir lech! -, mir hunn dat am Traité.

**(Brouhaha)**

Mir hunn am Traité d'Liberté de circulation des personnes, mä dat géllt fir EU-Bierger, dat géllt net fir Dréttstatler. Déi ganz Logik derhannert, déi hält sech net. An et ass normal, et ass vullkommen normal, datt déi Diskussiounen, oder datt vill Staaten iwwerhaupt net ëmsetzen, wat do an der Lëtzebuurger Presidence par vote à majorité qualifiée decidéiert ginn ass. Si setzen et net ëm. Déi Eenzeg, déi et ëmsetzen,...

**(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)**

...dat sinn d'Lëtzebuurger!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Wann ech gelift!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Dat sinn d'Lëtzebuurger!

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.**- Ech wollt, Här President,...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Dir hutt herno all Zäit, fir drop ze äntwerten.

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.**- ...ech wollt just dem Här Kartheiser soen, e soll sech nach ee Mount gedéllegen.

**(Brouhaha)**

Da kënnt d'Urteil vum Europäesche Gerichtshaff. Da kann den Här Kartheiser dat kommentéieren.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Ech hunn net héieren, wat Der gesot hutt, Här Minister. Kënnt Dir nach eng Kéier...

► **Une voix.**- De Paschtouer priedegt nëmme eemol.

**(Hilarité)**

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Et ass, wéi Dir wëllt. Et ass, wéi Dir wëllt.

► **Une autre voix.**- „De Paschtouer“ hutt Der richteg gutt gesot!

**(Hilarité)**

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Also, nom Här Asselborn senger Ennerbriechung wëll ech just nach zwee Wieder soen iwwert den Euro an dann zur Konkusioun kommen, well ech mengen, d'Zäit ass jo elo eriwwer.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Jo, d'Zäit ass eriwwer.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Voilà.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Kommt zur Konkusioun, Här Kartheiser!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Voilà, dat maachen ech dann och gär.

Beim Euro hate mer genau déiselwecht Situatioun. Mir haten och dauernd Vertragsverletzung beim Euro. Mir haten, dat huet den Här Adam och gesot, Konvergenzkriterien, déi gebrach gi sinn, eigentlech ëmmer erëm, an dat ass jo och eppes, wat d'Veutraue vun de Bierger an d'Veertrag ënnergrueft: datt se gesinn, datt eigentlech d'Etat sech net drun halen an iwwerhaupt keng Sanktiounen geholl ginn. An och dorauer muss een da kënnen Konkusiounen zéien.

Den Euro bréngt fir Lëtzebuerg eng Rei Geforen. A mir hunn och do eng Situatioun, wou mer risquéieren, datt eis monetär Situatioun do duerch veronsechert gëtt, datt den Euro ausserneebrécht. An et ass net onméiglech, datt den Euro gespléckt gëtt.

Ech wëllt also als Konkusioun, och zugonschte vum Här Asselborn, nach eng Kéier widerhuelen, datt d'ADR fir d'Veerdeelung vun eisen nationalen Interessie steet, wa mer Europa zesumme bauen. Mir sinn net géint Europa. Mir sinn europäesch Realisten. A mir respektéieren d'Traitéen. Mir si fir Subsidiarität a mir si virun allem derfir, datt mer, wa mer Europa bauen, d'Traité respektéieren, an d'Leit respektéieren, well ouni Mandat vum Vollek maache mir néischt!

Ech soen lech Merci.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och. Nächste Riedner ass den Här Marc Baum vun déi Lénk.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).**- Merci, Här President. Et gëtt wuel kee Land an Europa, wat esou vun der europäescher Integratioun profitéiert huet wéi Lëtzebuerg a gläichzäitig et esou ofhängeg ass vun där europäescher Integratioun.

De Fraktiounschef vun der Sozialistescher Partei, den Här Bodry, huet virun dem Recht gesot, datt eng Debatt iwwert d'Zukunft vun Europa och ëmmer direkt verbonden ass mat enger Debatt iwwert d'Zukunft vu Lëtzebuerg. Mir gesinn dat och esou, och well mer vläicht net grad glécklech si mat där doter Europäescher Unioun, net mat hire Strukturen an zemoos och net mat hire Politik. Mä mer mussen awer als Réalitéit unerkennen, datt eist Land ouni d'Europäescher Unioun e ganz schwéiere Stand an der Welt hätt.

Deementspreechend enttäuscht si mer awer iwwert d'Aart a Weis, wéi d'Thema vun der Zukunft vun der Europäescher Unioun an der Eurozon hei am Parlament diskutéiert gëtt.

Den Här Adam hat et viru scho gesot: Den 9. September 2015 huet de Serge Urbany eng Interpellatioun gemaach, eng Demande d'interpellation, déi duerno an en Débat d'orientation ëmgewandelt ginn ass mat Rapport, ënnert der Zoustëmmung vun alle Fraktiounen a Sensibilitäten. Dat war elo viru 673 Deeg. An d'Fro ass awer berechtigt, wat dann elo geschitt ass an deene 673 Deeg, wat geschitt ass, wat och net stattfonnt hätt, wa mer deen Debat an dee Rapport net hätten.

A wat do iwwreg bleift, dat ass en Hearing mat de Sozialpartner virun engem Joer, eng Reunoun mam President vun der Lëtzebuurger Zentralbank virun engem Joer an zwou Reunione vun der aussepolitichescher Kommissioun, fir dese Rapport unzehuelen. Mir hätten eis vläicht méi Debatte gewünscht an der aussepolitichescher Kommissioun an och vläicht méi strukturéiert a punktuell cibléiert Debatten.

Bon, elo hu mer dës Debatt hei an der Chamber, nom Modell 2 mat 15 Minuten. Mir sinn net besonnesch glécklech doriwwer, mä dat ass elo eben esou. Mä virum Hannergrond vun deem, wat den Här Bodry viru gesot huet: „D'Debatt iwwert d'Zukunft vun Europa ass eng Debatt iwwert d'Zukunft vu Lëtzebuerg“,

fanne mer et awer scho bezeichnend, datt de Premier de Choix getraff huet, en Tennismatch op London kucken ze goen...

**(Brouhaha)**

...an net hei bei dëser Debatt derbäi ze sinn. Virun zwou Woche bei der Brexit-Debatt,...

**(Brouhaha général)**

...virun zwou Woche bei der Brexit-Debatt...

► **Mme Nancy Arendt (CSV).**- Awer en eierbaren Tennismatch!

► **M. Marc Baum (déi Lénk).**- ...ware fënnel Ministeren, fënnel Ministeren do!

**(Brouhaha)**

► **M. Claude Lamberty (DP).**- Eis Regierung ass vertrauden, an dat ass Nation Branding total!

► **M. Marc Baum (déi Lénk).**- Dat weist de Stellwäert, de Stellwäert, deen d'Regierung där doter Debatt gëtt!

**(Brouhaha)**

Well Lëtzebuerg war dach emol eng Kéier de Motor vun der europäescher Integratioun, dat Land, wat vermittelt huet, dat Land, wat vermittelt huet...

► **M. Claude Lamberty (DP).**- Et si scho méi Entrepreneuren, déi vun England heihinnerkommen.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).**- ...tëschent deenen eenzelne Länner a wat ëmmer Virreider war um Wee fir eng politesch Unioun,...

**(Interruption)**

...an dovunner ass awer net méi vill iwwreg bliwwen!

Den Här Ausseminister mécht sech nach bemierkbar um Plang vun der Flüchtlingskris. An dat begrësse mer och. Mä fir de Rescht ass Lëtzebuerg zimlech vill ofgemellt an den zentralen Diskussiounen ëm d'Zukunft vun Europa.

An dat ass keen Zoufall. Well et läit dorunner, datt d'Regierung vill ze vill domat beschäftegt ass, an de Couloiren zu Bréssel de Status quo a Steierfroen oprechtzëerhalen. Mir sinn do net d'Lokomotiv! Mir sinn éischter de Bremser! Mir bremse beim effentlechen „country-by-country“! A mer bremse bei der gemeinsamer Betrëbsbesteuerung!

De Fokus vun der Lëtzebuurger Europapolitik ass esou op dës Froen, op dës Steierfroen ausgerichtet, esou drop ausgerichtet, datt mer net nëmme Steierfroe blockéieren, mä e groussen Deel vun der europapolitichescher Diplomatie do duerjer blockéiert ass. A genee dat ass et, wat d'Europäescher Unioun läamt: dës Attitud vun all Land, fir sech säin eegene kleng Virdeel ze sécheren an dobäi dat Ganzt aus den Aen ze verléieren. An doranner ass dës Regierung kee Stéck besser wéi iergendeng aner Regierung an der EU.

Här President, d'Biergerinnen an d'Bierger an Europa hunn net méi d'Gefill, datt se an engem gemeinsame Boot sëtzen.

An der Belsch verléiert de Camionschauffer säin Job wéinst dem Sozialdumping a Rumänien. An Eisträich muss e Libraire säi Buttek zoumaachen, well Amazon zu Lëtzebuerg e Ruling kritt huet a just nach 0,5% Steiere bezilt. A Frankräich flitt e Fabrikaarbechter endgültig an de Chômage, well seng Firma a Polen delokaliséiert, während de Fabrikaarbechter an Däitschland e Misärssalaire akzeptéiere muss, well e gesot kritt, soss géif seng Firma a Lettland delokaliséieren.

D'Bierger an Europa hunn net méi d'Gefill, gemeinsam an engem Boot ze sëtzen. Si hunn d'Gefill, ënnereneen an enger knallhaarder Konkurrenz ze stoen.

Millioune vu Leit an Europa si fir e Verbuet vum Glyphosat, deen als kribserregend agestuufft gëtt, a gesinn dann, wéi dës Substanz vun der EU-Kommissioun eng nei Erlaabnis kritt. Millioune Leit sinn a ganz Europa op d'Strooss gaangen, fir géint CETA, TTIP ze demonstrieren oder hu Petitiounen dergéint ënnerschriwwen, fir dann ze gesinn, wéi hir Meinung einfach ignoréiert gëtt. Si kréie mat, wéi grouss Autoskonzerner d'Politik an d'Konsumente bewosst täuschen an dann ouni Sanktiounen dovukommen. Si gesinn den deegleche Lobbyzirkus zu Bréssel a verstinn intuitiv, datt hir Interéiten net priméieren.

D'Bierger an Europa hunn net méi d'Gefill, datt d'EU si beschützt. A Portugal muss e chronesch Kranken op säin Traitement verzichten, well mat de Strukturformen aus Bréssel d'Gesondheitsprestatioune gestrach goufen. A Spuenien wëssen a gesinn Zéngtausende vu Jugendlechen, datt se net méi d'Chance hunn, e gutt bezuelten CDI ze kréien, well den Aarbechtsmarché op Virgab vu Bréssel dereguléiert gouf. An a ganz Europa huet ee gesinn, wéi dat griichescht Vollek ofgestrooft an er-

niddregt ginn ass am Numm vun der Finanzoligarchie, fir Banken ze retten.

Verbatterung, Roserei, Angscht virum sozialen Ofstieg si kee Randphenomeen an Europa méi, mä erfassen ëmmer méi Schichte vun der Bevëlkerung a ganz Europa. D'Leit verstümmelt net d'Spätzfindgekeete vun deene politeschen a wirtschaftlechen Ofleef, mä si verstinn awer, datt eppes schifleeft zu Bréssel. Si verstinn, datt do eng Politik gemaach gëtt, déi op Konkurrenz an op Renditten opgebaut ass an net op Solidaritéit a Mënschlechkeet. Eng Politik, déi ganz kloer hinnen ze verstoe gëtt: Wie schwach ass, deen ass selwer schold a brauch keng Hëllef ze erwaarden. Do si mer ukomm!

An de Kär vum Problem ass eng politesch Elitt, déi an hirer neoliberaler Weltsicht gefangen ass an déi ausser Strukturreform fir méi Kompetitivitéit oder dem Opstelle vu militäreschen Interventiounscapacités net méi vill ze bidden huet; eng politesch Elitt, déi rücksichtslos eng Politik verfollegt, déi eenzeg an eleng op Exportiwwerschëss ausgerichtet ass, an déi amgaangen ass, dat Versprieche vu Solidaritéit, Demokratie a Wuelstand, dat d'Europäescher Unioun am Ufank ofginn huet, komplett a säi Géigendeel ze verwandelen. Eng Elitt, déi amgaangen ass, deen ambitionéiertste politesch Projet an der Geschicht mat Vollgas widdert d'Mauer ze rennen!

► **M. Alexander Krieps (DP).**- Oh, mäi Gott!

► **M. Marc Baum (déi Lénk).**- Här President, ech hu leider keng Zäit fir méi eng déif gräifend...

**(Brouhaha)**

...Analys, da misst och net en DP-Deputéierten hei den Härgott uruffen.

**(Brouhaha général)**

► **M. Alexander Krieps (DP).**- Glécklecherweis! Allez, allez!

► **M. Marc Baum (déi Lénk).**- Ech wëll awer op verschidde Saachen agoen. Ech misst nämmlech méi déif iwwert d'Aart a Weis schwätzen,...

► **M. Alexander Krieps (DP).**- Jo, jo, jo. Macht dat!

► **M. Marc Baum (déi Lénk).**- ...wéi d'EU mat der Kris vun 2008 ëmgaangen ass.

**(Interruptions diverses)**

Zum Deel si wichteg Elementer dovunner an dem Rapport, dee mer och guttheeschen, wéi déi Kris benotzt ginn ass, fir genau déi Politik ze verstärken, déi eis iwwerhaupt an déi Kris gefouert huet!

Et misst ee schwätzen iwwert d'Austeritéitspolitik, déi Milliounen Leit veraarme gelooss huet an eng ganz Generatioun geaffert huet um Altor vun der Kompetitivitéit.

► **M. David Wagner (déi Lénk).**- Très bien!

► **M. Marc Baum (déi Lénk).**- Eng Austeritéitspolitik, déi d'Inegalitéiten tëschent de Länner, de Regionen an den Individue verstärkt huet, genausou wéi se dem Rietsnationalismus a ganz Europa zu engem neien a schrecklechen Opschwung verhollé huet.

An natierlech misst een och méi déif iwwert d'Griichenlandkris schwätzen an iwwert de Rôle vun all eenzelne Akteur an där Tragedie, y compris och de Rôle vun der lëtzebuergescher Regierung.

Dës Griichenlandkris war eng, wou d'Europäescher Unioun hiert ellenst Gesiicht gewisen huet a wou Europa e Signal un d'Populatioun geschéckt huet, wou se geléiert gi sinn, wat et heescht, wa se sech géint de Konsens (veuillez lire: den neoliberale Konsens) wieren. An natierlech misst een och méi déif iwwert déi méi generell wirtschaftlech Ongläichgewichter innerhalb vun der Eurozon schwätzen, iwwer Leeschtungsbalancen a Lohnstückkosten an iwwer komplett absurd Budgetregelen, iwwert déi Aart a Weis, wéi bestëmmte Memberstaten hir dominant Positioun méissbrauchen, fir aner Länner widdert d'Mauer ze drécken.

Et misst een iwwert déi evident Lacune vun der Währungsunioun schwätzen an iwwert d'Wahrscheinlechkeet, datt se eis bei der nächster Kris erëm eng Kéier ëm d'Ouere flitt. An natierlech iwwert d'Flüchtlingskris an iwwert deen armséilege Spektakel, dee virun allem den Europäesche Rot an och do eenzel Länner veranstalten. Iwwert deen eklatanten Demokratiedefizit zu Bréssel an d'Ontransparenz vun Entscheidungsprozederen, notament wat den Eurogroup ubelaangt. Net ze schwätze vun all deenen inoffiziellen oder offiziöse Gremien an Expertengruppen, déi keng



demokratisch Legitimation hunn an Decisions wesentlech matbestimmen.

An natierlech och iwwert d'Handelspolitik misst ee schwätzen, déi awer am Interess vum deene grouse Multinationale gefouert gëtt an déi um Ursprung ass vu ganz ville globale Feelentwécklungen an déi och aner Kollateralschied mat sech dréit, wéi zum Beispill Migratiionsbewegungen op anere Kontinenter.

Dofir wëll ech awer, well ech net kann an den Detail goen, déi puer Momenter, déi ech hunn, op dat konzentréieren, wat an eisen Aen dréngend ass, nämlech Léisungen ze proposéieren, wéi d'Europäesch Unioun misst néidegerweis transforméiert ginn.

Här President, ech wëll mech hei bewusst net op deen een oder deen aneren Zeenario aus dem Wäissbuch aloossen. Dat ass eng Diskusioun, déi een aus ville verschidde Gesichts-punkte féiere kann, déi schlussendlech vun der eigentlecher Fro oflenken.

Wichtig ass, datt d'EU erëm eng Politik mécht, déi am Dëngscht vun de Leit steet, vun hire Biergerinnen a Bierger steet an déi vulnerabel Gruppe stäerkt a beschützt. D'Austeritéitspolitik muss ophalen an deen destruktive Konkurrenzkampf vun den Natiounen muss ersat ginn duerch e solidarescht Matenee vun de Populatiounen.

Wann dat ouni Traitésännerunge geet, dann ass dat sécher méi einfach. Mä et dierf een awer och keng Angscht hu virun institutionelle Verännerungen, wann déi am Sënn vun de Biergerinnen a Bierger sinn. Da gi se nämlech och vun hinnen akzeptéiert!

Wat sinn dann elo dës Reformen, déi eiser Meenung no misste kommen, fir datt d'Europäesch Unioun erëm zu eppes gëtt, wat een erëm als fortschrittlech bezeichne kéint? E Projet, dee fir Friden, Solidaritéit, sozial Gerechtheit a soziale Fortschritt steet?

Éischtens, de Sozial- an de Fiskaldumping téschent den EU-Membere muss ophalen. Duerfir brauche mer eng gemeinsam ambitionéiert Sozialpolitik, déi am Mëttelpunkt vun allen Iwwerleunge steet. Mir brauchen eng koordinéiert Lounpolitik, déi d'Aarbecht erëm opwärt. Mir brauchen eng gemeinsam Betriebsbesteuerung a streng Mesur géint Fiskaldumping a Steuerflucht.

Zweetens brauche mer eng demokratisch, dat heescht eng vum Europaparlament kontrolléiert europäesch Wirtschaftsregierung mat engem eegene Budget, dee seriö ze huelen ass, fir op déi spezifesche Situatioun vun all Memberland kënnen anzegoen. Et muss Mechanisme vun enger Ausgläichunioun agefouert ginn, mat dem Zil vun ausgeglache Leeschtungs-bilanzen téschent den Eurolänner. Iwwerschëss muss verhënnert ginn.

Drëttens brauche mer verstärkt europäesch Investitiionsprogrammer, fir strukturschwaach Raim ze stäerken a fir déi sozial-ökologesch Transition ze packen. Dës Investitiionsprogrammer kënnen net eleng iwwert de private Secteur gefouert ginn, mä brauchen effentlech Gelder, déi duerfir mobiliséiert mussen ginn. An dat geet wäit iwwert d'Hiewelwierkung vun engem Juncker-Plang eraus.

Viertens: Et brauch een och eng gemeinsam Scholdepolitik mat Eurobonds. Dat heescht jo net, datt mer d'Scholde vun deenen anere bezuele mussen, mä just, datt mer e gemeinsamen Taux an eng gemeinsam Haftung hunn.

Fënneftens: Mir brauchen eng staark Reguléierung vun de Finanzmäert, fir datt se erëm op d'Besoinen vun der Realwirtschaft ausgeriicht ginn an och fir zukünftig Finanzkrisen ze vermeiden. An dorënner falen eng Trennung vun Invest an traditionellem Bankegeschäft, d'A-schränkung vun der Spekulation an d'Afféierung vun enger Finanztransaktionssteuer.

Sechstens: Mir brauchen eng radikal Demokratiséierung vun der EU a méi Transparenz an de politeschen Instanzen. An dat heescht virun allem, datt d'Europaparlament méi Pouvoir muss kréien op d'Käschte vum Europäesche Rot an datt d'Konzept vun der europäescher Biergerinitiative vill méi Gewicht muss kréien.

Här President, natierlech heeschen esou Verännerunge fir Länner, déi am Moment op der Sonnesäit stinn, datt se méi mussen an e gemeinsam Dëppen abezuelen, datt se eventuell och mussen de Fouss vum Gas huelen a Waasser an hire Wäin schëdden. Mä laangfristeg ass dat déi eenzeg Méiglechkeet, wéi mer dese gemeinsame Projet wëlle retten.

De Kapp anzéien a sech duerchwurschtelen, wéi dat am Moment geschitt, ass keng Optioun fir eis. Mir wënschen eis oder mer géifen

eis wënschen, wann dës Regierung sech géif zesummerappen an eng Europapolitik géif féieren, déi net eleng vun nationalem Egoismus, mä vun europäescher Solidaritéit a vu längerfristige Visiounen geleet wier.

Här President, wat de Rapport ugeet, sou ass deesen net grondsätzlech schlecht. Mä eis Positionen, déi ech grad exposéiert hunn, fanne sech doranner nëmmen deelweis erëm. Mir fannen, datt den analyteschen Deel vum Rapport ganz wesentlech a wichtig Elementer opzielt, mä mer mengen, datt en net konsequent ass an datt d'Konklusiounen vum Rapport eigentlech deenen analytesche Schwaachpunkte vun der Konstruktioun net entsprechen.

Merci.

► **M. David Wagner** (déi Lénk).- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och. A leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Laurent Mosar.

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi de Kommissionspräsident Jean-Claude Juncker viru véier Méint säi Wäissbuch zur Zukunft vun Europa virgestallt huet, sot hien, an ech zitieren: „Deen däischtersten Dag am Joer 2017 wäert mat Sécherheet méi hell si wéi deen Dag, deen eis Pappen a Grouspappen op de Schluetchfelder verbruecht hunn.“ Dës Ausso ass am Ufank vun dem Joer gemaach ginn an do hunn d'Joresausblécker éischer zu der Zort méi düster Lektür gehéiert.

Politesch, awer och wirtschaftlech Commentairen hunn ee vu Skepsis geprägte Panoptikum vu Risiken a Suergen zesummegeallt. Mä wéi esou oft kennt alles anescht, soudatt et net auszuschléissen ass, datt am Ufank 2018, wann déi üblech Réckblécker op 2017 kommen, déi Ausblécker vläicht guer net méi esou düster sinn, wéi se nach am Ufank vun dem Joer waren.

D'Potenzial fir dës positiv Iwwerraschung huet dann awer virun allem déi politesch a wirtschaftlech Entwécklung an Europa. Interessant ass dës Noriicht, well se jo eigentlech guer net zu deem Bild vun Europa als enger verluerener Region am permanenten Krisenzoustand passt. An dat émsou méi, well d'Unzeeche fir e wirtschaftleche Comeback vum Ale Kontinent eigentlech net méi ze iwwersi sinn.

Wat ass do passéiert? Mä ganz einfach: Europa wüsst erëm. An allen Euro-Länner huet d'Wirtschaft d'Rezessioun iwwerwonnen. Säit 2013 si knapp 4,5 Milliounen nei Aarbechtsplazen entstanen, an zwar net nëmmen an Däitschland, mä och a Spuenien, Frankräich, Italien a souguer a Griichenland. Dës nei Croissance, dës nei Aarbechtsplazen, deenen neien Elan an Europa an an der Eurozon sinn net einfach esou vum Himmel gefall, mä hunn och politesch Ursachen.

Eng dovunner ass ouni Zweifel och de sougenannte Juncker-Plang, deen eendeiteg positiv Effekter fir d'Leit an op d'Wirtschaft hat.

Och, Här President, ass um Atmosphäresche ganz besonnesch an deene Méint nom Brexit eppes geschitt: nämlech, datt émmen méi jonk Mënschen amgaange sinn, erëm d'Virdeeler vun enger Europäescher Unioun ze entdecken. Dës jonk Generatioun huet geléiert, iwwer fräi Zirkulation sech selwer ze entfalten, a si ass zum Deel vun EU-Bashing, dee vun der Politik a vun de Medien oft bedriwwen gëtt, souguer richtig degoutéiert.

A fir dës jonk Generatioun ass d'Europäesch Unioun weder eng Fantasie vun Europanostalgieker nach en egalitäre Kuckucksee. An dës jonk Generatioun ass och bereet, sech méi politesch ze engagieren, wéi een dat bei deene rezente franséische Legislativwahl konstatéieren, wou net nëmme méi Fraen, mä och wesentlech méi jonk Politiker, zum Deel souguer ënner 30 Joer, op de Lëscht kandidéiert hunn an och gewielt gi sinn.

Här President, nodeem mäi Fraktiounschef Claude Wiseler e méi generellen Iwwerbléck iwwert d'Zukunft vun der Unioun gemaach huet, géif ech mech a menger méi kuerzer Interventioun haaptsächlech mat der Zukunft vun der Eurozon an op där anerer Säit awer och mat der Flüchtlingsproblematik beschäftegen, net ouni awer e ganz grouse Merci un eise Präsident-rapporteur ze maachen, deen dat, wéi mer et vun engem gewinnt sinn, op eng ganz komplett, detailléiert Manéier gemaach huet, awer och haaptsächlech um Niveau vun den Diskussiounen émmen op war fir all Suggestiounen a Kriticken. Duerfir dem Här Angel e ganz grouse Merci!

Här President, déi zwou Froen, op déi mir an den nächste Wochen a Méint mussen eng Äntwert ginn, sinn déi vun der Gouvernance vun dem gemeinsamen europäesche Wirtschaftsraum an déi domadder zesummenhängend Fro vun engem europäesche Finanzminister an op där anerer Säit vun der Reform vum EU-Budget.

Mir sinn hei fir villes op, well d'Eurozon brauch eng nei Dynamik, awer an enger éischer Phas sollt ee sech emol Gedanken iwwert d'Zukunft vum Eurogroup selwer maachen, ier ee sech mat der Reform vum EU-Budget ausermeesetzt an ier ee sech och iwwert de Sënn an den Zweck vun engem europäesche Finanzminister ausdréckt.

Grondsätzlech kann esou e Finanzminister, Dir Dammen an Dir Hären, Sënn maachen, mä da muss en awer och Moyenen hunn! An den institutionelle Rumm muss stëmmen! An hei bleift awer nach ganz vill Denk- an Iwwerzeegungsaarbecht ze leeschten.

En attendant, Här President, plädéiere mir elo emol fir e vollberufflechen Eurogroup-Chef, well mer der Iwwerzeegung sinn, datt dës en eminent wichtige Posten ass, deen en eigentlech net gläichzäitig mat engem Finanzministermandat an engem Memberland soll ausüben.

Wat d'Fro vun de Finanze vun der Europäescher Unioun an domadder och den EU-Budget betrëfft, si mir saisiert op där enger Säit mam Rapport vum Mario Monti an op där anerer Säit mam Wäissbuch vum Kommissär Oettinger, dee mer jo och wäerten an deenen nächste Deeg hei an der Chamber gesinn.

Ech hunn elo net d'Zäit, fir an den Detail vun deenen zwee Rapporten anzegoen, allerdéngs ass et esou, datt et dem Här Monti am Géigesaz zum Här Oettinger net virun allem em méi Geld an der EU geet, mä hie wëllt en neie System aféieren, andeem hie wëllt ewechkomme vun den Iwwerweisung vum de Memberstaten op Bréssel, bei deem jiddwereen duerno genau noerchent, wivill datt en dann abezuelt huet an herno erëm erauskritt. Och wann d'Objektiver vum Här Monti duerchaus éierbar an novollzéierbar sinn, besteet dach d'Gefor, datt herno europäesch Steuerzueler bei sengem System duerno duebel bezuelen, nämlech trotz direkter Steuer un d'EU géifen nämlech wahrscheinlech - a losse mer eis do keng Illusionen maachen! - déi allermindesten EU-Memberstaten hir Steuern erofsetzen, soudatt finalement de Bierger méi géif un Europa bezuelen.

Souwiso, Dir Dammen an Dir Hären, muss ech lech soen, datt ech net iwwerzeegt sinn, datt d'Afféiere vun enger eegener EU-Steier momentan besonnesch politesch sënnavoll wier. Ech hunn éischer d'Gefill, datt Europa sech domat kee Gefale wäert maachen, well ech féierte ganz, datt da ganz vill Bierger erëm an hirem Skeptizismus an Onmutt géintwuer Europa wäerte bestärkt ginn.

Allerdéngs, an do deelen ech dem Här Oettinger säin Uleies, steet d'Europäesch Unioun virun immensen neien Aufgaben, wann ech nëmmen d'Flüchtlingsproblematik kucken, awer och op där anerer Säit d'Extensioun, iwwert déi jo scho geschwat ginn ass, vum EU-Juncker-Plang.

All dës nei Aufgabe wäerten net nëmmen en héije Käschtpunkt mat sech bréngen, mä si fir eis och absolutt prioritär, a mir mussen dann och duerfir deen néidege Finanzement fannen.

Derbäi kennt, datt duerch d'Ewechfale, an dat ass de Mëttel an och schonn e puermol hei ugeklongen, vu mindestens zéng Milliarden, déi Grousbritannien all Joers an den EU-Budget abezuelt huet, déi net méi wäerten do sinn, mer hei en zousätzlech Lach kréien.

Et wär also sënnavoll, Här Finanzminister, wa mir eis an deenen nächste Wochen a Méint géife Gedanken maachen, wéi dat Lach ka gestoppt ginn a wéi mer déi immens Erausforderungen, déi op d'Unioun zoukommen, finanziell an deenen nächste Jore kënnen schëlleren.

An deenen Diskussiounen wäert fir vill Leit eng eege Steuer - losse mer eis do näischt virmaachen! - dee méi bequeme Wee duerstellen. Allerdéngs, an duerfir wëll ech och direkt virun esou enger Steuer warnen, kënnen eege Finanzquelle vun der EU herno d'Basis bilden, fir datt an enger nächster Etapp no der Méiglechkeet geruff gëtt, och kënnen als EU Scholden ze maachen, an dann hätte mer niewent de Steieren eng zweet traditionell Finanzierungsquelle erschloss. An dat, Dir Dammen an Dir Hären, wär absolutt net gutt fir d'Europäesch Unioun!

An da komme mer schlussendlech zu där éiweiger Fro, déi mer och an eisen nationale Budgetsdebatten féieren, nämlech datt et net fir d'Éischt kann drëm goen, méi Recetten ze generieren, mä dorëm, déi besteeënd besser a méi effizient auszeiginn.

Eppes Positives, Här President, kann awer de Brexit hunn, an do sinn ech eigentlech prinzipiell mam Här Oettinger d'accord: dat ass d'Ewechfale vum sougenannten „Britten-Rabatt“, deen 1984 vun der Madamm Thatcher erstridde ginn ass an deen als Konsequenz e komplizéiert System vu weidere Rabatte fir aner State mat sech bruecht huet. Den Här Oettinger wëllt déi alleguer ofschaffen, andeem

e seet, wa Grousbritannien géif goen, an ech zitieren en: „géif d'Mamm vun alle Rabatten entfalen an domadder kéint ee jo dann och d'Kanner zéie loosse.“ Mir sinn der Meenung, datt een d'Fro vun de Rabatte soll a muss am Kontext vun der Reform vum EU-Budget kucken.

Zu deem Sujet eng lescht Bemierkung, déi dann och schonn am Wäissbuch vun der Kommissioun virgeschloe gëtt, nämlech eng sougenannte Konditionalitéit fir EU-Ausgabe virzugesinn. Wat heescht dat konkret an der Praxis? D'Ausbeuele vun EU-Mëttel bei Infrastrukturprojete géif zum Beispill vum Stand vun der Rechtsstaatlechkeet a verschidde Memberstaten ofhängeg gemaach ginn.

Dës ass eng Iddi, Här President, déi mir net onsympathesch fannen. Fir eis muss et allerdéngs kloer sinn, datt um Niveau vun der Rechtsstaatlechkeet dës nëmme kann a leschter Instanz vum Europäesche Geriichtshaff kontrolléiert ginn. Iwwert dës Propositionen eraus ass et fir eis awer och gradesou kloer, datt et an der Europäescher Unioun och muss eng gewesse Solidaritéit ginn, och, mä net nëmmen an der Flüchtlingsproblematik.

Mir sinn also der Meenung, Här President, datt mer eis effektiv solle Gedanken maachen, wéi mer Rechter a Flichte vu Memberstaten erëm méi enk kënnen matenee vernetzen. An ech erlabe mer och do, am Numm vu menger Fraktioun lech eng Motioun dozou ze deposieren.

### Motion 1

*La Chambre des Députés,*

- *considérant la solidarité entre États membres comme étant un principe fondateur de l'Union européenne;*

- *constatant le manque flagrant de solidarité de certains États membres dans le cadre de l'application du Plan de relocalisation des réfugiés;*

- *considérant le «lien manifeste entre l'État de droit et la bonne mise en œuvre des investissements publics et privés soutenus par le budget de l'UE» supposé par le récent document de réflexion sur l'avenir des finances de l'UE;*

- *considérant dans ce sens l'ouverture par la Commission européenne de procédures légales contre la Hongrie, la Pologne et la République tchèque;*

- *considérant que la solidarité entre États membres ne constitue, selon les dires du Président de la Commission européenne, pas «une voie à sens unique» mais que celle-ci doit s'exercer dans un esprit de réciprocité;*

- *considérant que l'image internationale de l'Union européenne a également souffert de ce manque manifeste de solidarité et d'efficacité européennes,*

*invite le Gouvernement*

- *à promouvoir le principe fondateur de solidarité entre États membres,*

- *à soutenir au niveau européen toute initiative permettant l'application du Plan de relocalisation des réfugiés par tous les États membres en application du droit communautaire,*

- *à agir proactivement afin de favoriser le lien entre l'État de droit et la bonne mise en œuvre des investissements publics et privés soutenus par le budget de l'UE.*

(s.) Laurent Mosar, Octavie Modert, Gilles Roth, Marc Spautz, Claude Wiseler.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci.

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Erlaabt mer dann, Här President, zu mengem zweete Punkt iwwerzegoen, nämlech d'Flüchtlingsproblematik!

Och hei ass d'Aktualitéit eng dramatesch, ganz besonnesch an Italien, wat amgaangen ass, ënert dem Drock vun de Flüchtlingszuelen ëmmer méi un an éischer iwwert d'Limite vu senger Capacitéiten ze kommen.

Dës weist allerdéngs och, datt mer nach laang net iwwert de Bierg sinn, an datt d'Flüchtlingsproblematik wahrscheinlech dee gréissten Défi vun der Europäescher Unioun an deenen nächste Jore wäert bliwen.

Här President, virun allem solle mir eis hei näischt virmaachen. Ech hunn et virdu gesot, datt ee säit Wochen a Méint erëm e bësse méi mat Zouversicht kann an d'Europäesch Unioun an an hir Zukunft kucken. Bei all deser Zouversicht solle mer awer net vergiessen, datt deenen Optimismus eng ganz zaart Plänzchen ass, déi erëm ganz schnell kann zertrampelt ginn, wann d'Zuel vun de Flüchtlingen an den nächste Wochen a Méint a Richtung Europa erëm massiv an d'Luucht geet.

Här President, wat virun allem awer wichtig ass, ass, datt d'Europäesch Unioun keen esou e rotloost an zerstriddend Bild méi hei wäert ofginn, wéi dat am Joer 2015 an och deelweis elo nach de Fall ass.



Ech hunn haut net d'Zäit, fir mech méi am Detail mat där enorm wichtiger Thematik ze beschäftegen, duerfir awer just e puer Wieder.

Éischtens, an dat kann eigentlech net oft genuch ëmmer erëm widderholl ginn, ass, dass mer an dësem Dossier an Europa virun allem Solidaritéit brauchen. An duerfir kann an dierf et net sinn, dass verschidde Länner einfach ewechkucken an och iwwerhaapt net bereet sinn, sech un deem kollektiven Effort vun der Relokalisatioun vu Flüchtlingen ze bedeelegen.

Virun e puer Deeg ass bei der Geleeënheet vun der Trauerfeier vum Helmut Kohl iwwer seng Roll a seng Meritter fir Europa geschwat ginn. An een Zitat vun him ass ganz besonnesch bei mir hänke bliwwen, dat eigentlech perfekt op déi aktuell Situatioun an der Europäescher Unioun, och ganz besonnesch par rapport zu gewëssenen Ostblock-Länner, passt.

Den Helmut Kohl huet gesot, an ech zitieren: „Es ist leider bei uns Teil des Denkens geworden, dass man nur über Rechte und kaum mehr über Pflichten spricht.“ (veuillez lire: „Es ist leider bei uns ein Teil des Denkens geworden, dass man überwiegend von den Rechten und kaum mehr von den Pflichten spricht.“)

Abee, et géif verschidde vun deenen Ostblock-Regierungschefen, déi entre autres an der éischter Rei op der Trauerfeier vum Här Kohl stoungen, emol gutt doen, sech erëm eng kéier dat Zitat zu Häerz ze huelen, net nëmme, mä awer och ganz besonnesch am Kontext vun der Flüchtlingsproblematik.

Här President, wann ech da bei der Ëmverdeelung sinn, wëll ech awer och betounen, dass d'Ëmverdeelung, d'Relokalisatioun net eleng kann d'Antwort sinn op d'Migratiounen aus dem zentrale Mëttelmier. Déi allermeeschte Mënschen, déi sech a Booten aus Libyen Richtung Italien op de Wee maachen, hu keen Usproch op Asyl. De Kommissär Avramópoulos huet virun enger Rei vun Deeg vun enger Zuel vun 80% - 80%! - vu Mënsche geschwat, déi keng Chance hunn, Asyl an Europa kënnen ze kréien. Fir dës Mënschen also an Europa ze verdeelen, ergëtt, Dir Dammen an Dir Hären, ganz weineg Sënn.

Bei den Nigerianer, der allgréisster Grupp vun dese Mënschen, läit d'Schutzquot bei engem Véierel, beim Bangladesch, der zweetgréisster Grupp, läit se nach wäit drënner. Wien awer keen Asyl a kee Schutz domadder an Europa ka kréien, dierf och net bleiwen a muss erëm a seng Heemecht zrëckbruecht ginn. A wat nach vill méi wichtig ass: All méiglech Noamer müssen och mat alle Mëttele vun enger oft déidlecher Iwwerfaart ofbruecht ginn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, esou grouss de Misär an d'Perspektivlosegkeet grad a verschiddeenen Hierkontslänner a Westafrika och sinn, ass engem Nigerianer an engem Senegales da wierklech gehollef, wann e fir esou eng Rees seng lescht Erspueneris oprëngt, vill Leed a Risiko op sech hält, fir da schlussendlech an Europa just de Choix tëschent Ofschibung an Illegalitéit ze hunn?

Och dës Fro, Kolleeginnen a Kolleegen, mengen ech, muss mer wierklech eng kéier ganz seriö diskutieren, wa mer och iwwer zukünfteg Moosname wëllen diskutieren.

Duerfir ass dat Wichtigst, dass Europa an allequerten d'Memberstaten hei endlech un engem Strang zéien, wa mer déi doten Erausforderung dann iwwerhaapt wëlle packen. Et muss hei gemeinsam Drock gemaach ginn a finanziell Ureizer muss geschafte ginn och fir déi Hierkontsstaten, fir dass se bereet sinn, déi Mënschen erëm bei sech zrëckzehuelen. Och muss d'Europäesch Unioun substanzuell Italien ënnerstëtzen, mat eegene Grenzschtützer, Asylrechtsspezialisten, fir hinnen och ze hëllefen, d'Situatioun ongeféier erëm an de Grëff ze kréien.

Mir müssen awer virun allem, an ech weess, dass dat vill méi einfach gesot wéi gemaach ass, Här Ausseminister, versichen, d'Situatioun a Libyen an de Grëff ze kréien, well dee ganze Chaos besteet jo eigentlech net am Mëttelmier, mä besteet zu engem Deel a Libyen. Och hei, an ech weess dat, gëtt et keng einfach Léisungen. Mä et kann een awer trotzdeem mat punktuellen Mesuren d'Situatioun verbessern, andeem een zum Beispill versicht, Opfangstrukturen an deem Land en place ze setzen, déi zumindest den Usproch hunn, e Minimum vu Mënscherechter ze respektieren. D'Prioritéit muss awer sinn, d'Grenz zu Libyen endlech och kënnen ze kontrollieren.

Ech sinn duerfir och net averstane mat deenen, déi soen, a Libyen kéint een iwwerhaapt guer näischt maachen, a wann, da géif dat schrecklech laang daueren, bis et iergendwéi eppes géif bewierken. Well wann een dat esou seet, géif jo dat och bedeuten, dass all Joer weider ronn 200.000 Mënschen an Italien géifen ukommen, der Dausenden erdrénken an Zéng-

tausenden a Libyen ënner grausame Bedingungen deelweis gefaange gehale ginn.

Ech muss lech soen - ech weess net, wéi et lech geet: Et ass fir mech moralesch onerdäglich an och politesch onhaltbar. Et gëtt scho Verschiddenes, wou d'EU sech kann och um Niveau vun der Rhetorik verbessern. Si sollt allequerten déi Mënschenschlepper konsequent als dat bezeechnen, wat se sinn, Här President, näamlech Sklavenhändler, a si soll och versichen, mat alle Moyene wierksam géint déi Aktivitéite vun deene Leit do virzegoen.

An deem Kontext géif ech och nach eng kéier rappeleren, Här Ausseminister, dass ee jo kéint Frankräich stellvertriedend fir d'Europäesch Unioun invitieren, sech am Sécherheitsrot ëm e Mandat ze beméien, dat als Aufgab hätt justement d'Bekämpfung vun deene Schlepperbanden, déi jo awer zu engem ganz groussen Deel och responsabel fir de Misär vu ganz ville Mënsche sinn.

Dat géif dann awer och nach dat militärescht Virgoe vun der EU a libesche Gewässer, an ech mengen, dat schéngt mir eng wesentlech Fro, op eng völkerrechtlech Grondlag stellen a weider och Schrëtt am Kampf géint déi doten Zort vu Krimineller erméiglechen.

Ech weess, an ech hunn et och virdu gesot: All Schrëtt am Bezuch op Libyen ass extrem risikant, duerfir muss en och genau iwwerleucht a kloer ofgegrenzt sinn, awer esou, wéi et am Moment geet, kann et fir meng Fraktioun a fir mech net méi einfach virgoen.

Schlussendlech, Här President, muss mer eis awer och als Europäesch Unioun vill méi intensiv an nohaltege mat de Flüchtlingsursache beschäftegen. Ech bedauern, dass d'Bekämpfung vun deene Fluchtursachen an der Zwëschenzäit zu enger Floskel, deelweis, verkomm ass, déi vill Politiker eigentlech just benotzen, fir vum eigentlechen Thema ofzelenken.

Wat mir hei brauchen, ass ganz einfach eng nei Politik géintwuer dem afrikanesche Kontinent. Mir müssen allequerten déi Länner als gläichwäerteg Partnerlänner considerieren a kucken, iwwer fair ausgehandelt Handelsverträge hinnen d'Méiglechkeet ze ginn, hire wirtschaftleche Potenzial auszeschöpfen. Europäesch Firme muss vill méi um afrikanesche Kontinent investieren a müssen och an deem Sënn vun der Unioun ënnerstëtzt ginn.

Mir müssen awer virun allem ophalen, Här President, mat enger protektionistescher Politik, an ech soen dat hei ganz haart, virun allem am landwirtschaftleche Sektour, déi dozou féiert, dass afrikanesche Länner mat europäesche Produiten iwwerschwemmt ginn, wat ganz oft den Doud vun der Landwirtschaft a ville vun deene Länner do bedeit.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Kuerz gesot: Mir müssen ewechkomme vun engem System vun Assistanat hin zu engem richtege System de partenariat.

Schlussendlech muss mer an der Europäescher Unioun d'Kontributioun vun deenen eenzelne Memberlänner un der Entwicklungshëllef emol erëm eng kéier ganz seriö op de Leescht huelen.

Fir meng Fraktioun a fir mech selwer ass et op jidde Fall total inakzeptabel, dass europäesch Memberlänner an där aktuell äusserst sensibler a problematescher Situatioun um afrikanesche Kontinent mam Gedanke spillen, hir scho relativ reduzéiert Entwicklungshëllef nach erfzesetzen.

Ech muss lech soen: Ech fannen et eigentlech en Hohn, dass mir an der Europäescher Unioun, an dat ass kee Reproche, dee mer eis selwer müssen adressieren, et net fäerdegbréngen, allequerten als EU-Memberlänner 1% vun eiselem PIB an d'Entwicklungshëllef ze investieren, well domadder géife mer sécherlech substanzuell d'Situatioun vu ville Mënschen op deem afrikanesche Kontinent verbessern.

Alles dat, Här President, weess ech, brauch Zäit, mä et brauch virun allem de Willen, zesummenzeschaffen! Nationalismus a Populismus si leider an Europa nach ëmmer präsent, wéi den EU-Kommissiounspräsident Jean-Claude Juncker dat nach virun e puer Deeg ënnerstrach huet. D'Migratiionsbewegung vun Afrika a Richtung Europa wäerten an deenen nächste Joren eng, an ech hunn et virdu gesot, vun deenen allgréissten Erausforderungen un d'Europäesch Unioun duerstellen.

Déi europäesch Geselschafte wäerte sech an deene kommende Joren a Jorzénge fundamental änneren, well vill, ganz vill Mënsche wäerten an Europa kommen. Géint Verännerung ass jo prinzipiell iwwerhaapt näischt anzewinnen, mä si muss gesteiert ginn. An am Moment ass hir Vitesse ze héich an hiren Ausmooss ze grouss. D'EU muss an den nächste Méint

beweisen, dass si béides am Grëff huet. Si wäert dat awer nëmme fäerdegbréngen mat enger méi enker Koordinatioun a mat vill, vill méi Solidaritéit tëschent deenen eenzelnen EU-Memberlänner.

Nëmme, Dir Dammen an Dir Hären, wa jiddwer Memberstat motiviert an determiniert ass, an déiselwecht Richtung ze steieren, huet d'Europäesch Unioun d'Chance, déi vläicht gréissten Erausforderung an hirer Geschicht ze packen.

An ech géif ophale mat engem Zitat vum Jean Monnet: «Ce qui est important, ce n'est, ni d'être optimiste, ni pessimiste, mais d'être déterminé.»

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Mosar. An d'Wuert huet elo den Ausseminister, den Här Jean Asselborn.

► **Prises de position du Gouvernement**

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll fir d'Éischt dem Här Angel e grouse Merci soe fir seng Aarbecht, an och der Kommissioun. Ech mengen, dat ass eng Aarbecht vun e puer Méint gewiescht. An dat, wat der hei presentéiert hutt, Här Deputierten, ass wichtig, mengen ech, fir Europa, mä fir Lëtzebuerg richtig ze positionieren am europäeschen Debat.

Ech géif vläicht ufänke mat deem Wuert „Polykris“, dat der jo och benotzt hutt, an do e Wuert, wat och gesot ginn ass am Kontext vun deser Debatt, virun allem eraussträchen, näamlech dat Wuert „Solidaritéit“, politesch Solidaritéit. Dat ass fir mech d'Einmaleins vun der europäescher Iddi iwwerhaapt, fir vun enger europäescher Gemeinschaft zu enger Unioun ze kommen, déi méi ass wéi just eng Additioun vun nationalen Interessen.

Op Lëtzebuergesch heescht dat, dass ee fir deen aneren do ass, sief et fir ze schützen, sief et fir e weiderbréngen opgrond vun de Verträge. Dee mat deenen, deenen et manner gutt geet, an de Wuertstand op e méiglechste héijen Niveau stellen, ass eng aner Dimensioun vun der politescher Solidaritéit an Europa. Hëllef a Krisenzäiten, dass d'Laaschte gerecht verdeelt ginn, misst och een normale Reflex si vu Solidaritéit.

Et ass eis verdammte Pflicht, géif ech mengen, de Fridensprojet mat geliefer, mat effektiver politescher Solidaritéit ze verdeedegen an och virunzebréngen. Et gëtt keng flexibel Solidaritéit, esou wéi et keng flexibel Mënschlechkeet gëtt. D'„ever closer union“ wäert de Brexit iwwerliewen a wäert och d'Motivatioun ëmmer bleiwen, fir d'Verantwortung fir d'Zukunft vun der Europäescher Unioun kloerzemaachen.

Ech wëll vläicht zou Remarque maachen hei. Déi eng, well mer jo hei ënner eis sinn, un den Här Claude Wiseler, dee mat Recht gesot huet, dass den Helmut Kohl ee groussen Europäer war, deen och Europa ëmmer als Erfolgsgeschicht duergestallt huet. Den Här Mosar huet grad geschwat, dass den Här Kohl gesot hätt: An der Europäescher Unioun gëtt et Rechter, mä et gëtt och Pflichten.

Dat, wat - ech mengen, wou ech net eleng sinn an Europa - schwéier ze verstoen ass, ass, dass den Här Viktor Orbán bis zu sengem Doud eigentlech als beschte Frënd vun him ugesi ginn ass, dass och den Här Viktor Orbán dee war, deen als Leschte beim Här Kohl passéiert ass. Dat ass a mengen Aen eng Contradictio in terminis, een Oxymoron, dee schwierig ze verstoen ass an dee mengere Meinung no och net grad derzou bäidréit, fir Europa méi verständiglech ze maachen.

Dat Zweet, wat ech wollt soen, ass: Mir hunn hei an der Chamber een Debat, mir hunn decidéiert gehat an der Regierung, dass zwee Leit sollen hei qualitativ dem Debat gewuess sinn. Dat ass engersäits de Finanzminister fir den Euro an et ass de Minister, deen zoustänneg ass fir Europapolitik. Mir stellen eis dem Debat. Mir hoffen, wéi ech gesot hunn, deem gewuess ze sinn.

An ech mengen, dass et net ubruecht wier, fir hei géint de Premier ze argumentieren. Dat schéngt mer displacéiert ze sinn. Mir hunn an der Regierung mat dem Accord och vun der Commission des Présidents, der Conférence des Présidents decidéiert, dass dat déi Kompositioun wier, déi d'Regierung géif heihinner-schécken.

Nun, am Rapport huet d'Chamber eng ganz Retsch un Iwwerleeungen ervirgehuewen, déi et eis erlaben, d'europäesch Politik besser ze gestalten. De Bierger muss dat zentraalt Element bleiwen, esou wéi mer dat och während eiser Présidence ëmmer erëm plädéiert hunn. De Rapport ënnersträcht richtegeweis och, dass déi national Parlamentar eng ganz zentral

Roll derbäi spillen an zur Demokratisierung vun der Europäescher Unioun och bäidroen.

D'Wäissbuch iwwert d'Zukunft vun Europa, dat d'Kommissioun an dësem Mäerz virgestallt huet, ass jo ee Versuch, erëm Vertrauen hierzustellen. An ech wëll, fir Zäit ze wannen, net erëm eng kéier op déi fënnf Zeenarien agoen. Ech mengen, mir sinn eis hei bal allequerten eens, dass d'Optioun 1 an d'Optioun 2 net dat sinn, wat mer wëllen. Bei der Optioun 3 kombinéiert mat der Optioun 4 kéint een natierlech driwwer schwätzen. Mä mir wësse bei der Optioun 3, dass déi Coopération renforcée ee Reizwuert ass fir verschidde Länner, virun allem am Oste vun der Europäescher Unioun. An duerfir géif ech awer mengen, dass ee sech seriö muss mat der Optioun 3 befaassen. Et kënnen net déi Länner sinn, déi op der Brems stinn, déi den Tempo vun de Reformen a vun neien Initiativen an der Europäescher Unioun total blockieren.

D'Optioun 4, „méi maache mat manner“, kombinéiert, wéi ech gesot hunn, mat der Optioun 3, ass net ze verwerfen, mä ech mengen - de Kolleeg vun de Gréngen, den Här Adam, huet dat och kloer gesot -, dass d'Optioun 5 eigentlech sollt déi bescht sinn.

Allerdéngs, do komme mer och an eng Kontradiktioun eran, dat ass, dass, wa mer wëllen d'Optioun 5 hunn, dann, mengen ech, komme mer net laansch Annerunge vun den europäesche Verträge.

Ech mengen, an deem Kontext do hunn ech d'Chamber verstanen. Ech mengen, an der Regierung ass och keen, dee sech an d'viischt Front setzt a seet: „Mir müssen elo Vertragsverännerungen hunn, fir Europa méi fit ze maachen.“

Ech géif et vläicht esou formulieren, wann ee gesäit, dass een Zuch mat ville Waggonen op d'Schinn gesat gëtt, dass Lëtzebuerg net sollt carrement am Eck stoe bleiwen. Mä Dir hutt recht, mengen ech, als Chamber, an och wann een zéng Joer oder zwielef Joer hautno derbäi war, da weess een, wéi schwéier et ass, iwwerhaapt Annerungen an de Verträge duergesetzen.

Wat elo déi Reflexiounspabeieren ugeet, sinn der jo fënnf vun der Kommissioun proposéiert ginn, an ech mengen, dass d'Kommissioun och do eng ganz gutt Aarbecht mécht. Ech wëll op dräi agoen.

Dat eent, dat ass d'Globalisierung. Dee Pabeier ass den 10. Mee virgestallt ginn. An do sinn zwee Voleten, een externen Deel an och een interne Volet. Deen externe Volet deit jo un, dass gemeinsam Regeln op internationalem Niveau néideg sinn, fir eng nohaltege Weltuordnung ze errechen. Ausserdeem géif den externe Volet mat der Aarbecht vun der Europäescher Unioun weiderfueren, andeems nei Regele fir eng méi gerecht Konkurrenz opgestallt géife ginn. Weider handelspolitesch Schutzzinstrumenter an och ee multilateralt Investitiounstribunal kéinte géint onfair Praktiken eng Léisung sinn.

Den interne Volet vum Reflexiounspabeier proposéiert Léisungen, fir d'Sozialpolitik an och de Bildungssystem ze verbessern. Dee Reflexiounspabeier ass interessant, well e schléit och vir, d'Strukturfonge fir d'Upassung un d'Globalisierung fir Leit, déi am Chômage zum Beispill sinn, ze verwenden. Déi Fonge kéinten deene Leit bei der Sich no enger neier Aarbechtsplaz hëllefen. An, wéi scho gesot, ass de Fräihandel jo kee Selbstzweck. De fräien Handel ass ouni fair Regeln net méiglech. Duerfir, eng progressiv europäesch Handelspolitik erlaabt et eis, d'Globalisierung a mengen Ae matzegestalten.

Natierlech geet et net nëmme drëms, nei Aarbechtsplazen ze schafen, mä och dës Aarbechtsplazen a vollem Respekt an am Aklang mat eisen europäesche Standarden zum Aarbechts-, Sozial- an Ëmweltrecht ze gestalten.

Nëmme eng Handelspolitik, déi keng nei Ongläichgewichter produziéiert, verdéngt d'Etikett „europäesch“. D'Europäesch Unioun ass nach ëmmer dee stärksten Handelsblock weltwäit. Mä mir sollen eis net täusche looslen! Dat wirtschaftspolitescht Gewicht vun der Europäescher Unioun wäert an deenen nächste Joren tendenziell, wéinst dem Brexit op jidde Fall, no ënne goen.

D'Europäesch Unioun ass eleng och net staark genuch, fir déi multilateral Handelsuordnung ze stäipen a weider auszubauen. Duerfir si mer als Europäesch Unioun op Handelspartner ugewisen an duerfir och amgaangen, mat Länner Handelsaccorden auszehandelen, déi déi nämlecht Wäerter hunn an och déi nämlecht Wäerter deele wéi mir.



Mir hunn, et ass ugeschwat ginn, déi lescht Woch en Accord de principe jo mat Japan fonnt. An dëst ass ee ganz wichtegt Signal an dësen Zäiten. Nom Réckzuch vun Amerika aus dem Transpazifischen Accord an der Aussicht, dass anerer an Zukunft kéinten d'Regele vum internationalen Handel bestëmmen, war Japan ganz staark drun interesséiert, mat engem Partner zu engem Ofschloss ze kommen, op dee Verlooss ass.

Nun, deen endgültigen Accord muss jo an den nächste Méint ausgehandelt ginn. Mä wat sech elo schon ofzeechent, dat ass deen émfäng- rächsten Handelsaccord, deen d'Europäesch Unioun jee ofgeschloss huet.

Eis europäesch Standarden, an ech wëll dat ënnersträichen hei, am Ëmwelt-, am Aarbechtsrecht, am Sozialrecht bleiwen a vollem Empfang geschützt. Déi öffentlech Servicer stinn net zur Verhandlung. A mir hu fir d'Éischte Kéier an esou engem Accord eng explizitt Verflüchtung fir d'Émsetzen och vum Paräiser Klimaaccord. Dat ass wichteg. Dat heescht, dass an Zukunft keen Handelsaccord méi ofgeschloss ka gi mat engem Land, wat sech net verflücht, dem Paräiser Accord Rechnung ze droen.

D'Europäesch Kommission geet dervun aus, dass ongeféier 31 Milliounen Aarbechtsplazen an Europa vum Aussenhandel ofhänken. 80% vun den europäeschen Exportateuren si kleng a mëttelgrouss Betriber. Et ass also net just fir déi grouss multinational Konzern, déi vum fräien Handel kënnen profitéieren, mä och vill fir kleng a mëttel Betriber, dass mer müssen op der Schinn vum fräien Handel zu Accorden kommen.

Deen zweete Pabeier, deen ech wëll uschneden, ass d'Verdeedegung. An dësem Reflexionspabeier ginn dräi Zeenarie virgeschloen, déi d'Entwécklung vun der europäescher Verdeedegung bis an d'Joer 2025 virgesinn, jee nodeem wéi een Zeenario d'Europäesch Unioun elo wäert.

Ausserdeem gëtt virgeschloen, en europäesche Fong fir d'Verdeedegung anzerichten. De Fong géif an zwee Voleten agedeelt ginn: ee Volet, deen d'Fuerschung betrëfft, an ee Volet, deen d'Weiderentwécklung an d'Acquisitiounen betrëfft. Déi Projete, déi vum Fong finanziert géifen, wieren am Virfeld vun de Memberstate festgehale ginn. A bis 2019 wier de Fong elo mat 90 Milliounen finanziert, dovunner 25 Milliounen am Joer 2017.

Deen éischten Zeenario géif et de Memberstate erméiglechen, op fräiwëlleger Basis ze kooperéieren. Deen zweeten Zeenario géif der Unioun erméiglechen, hir militäresch Capacitéit ze maximéieren, an national Ressourcë kéinte méi rationell benotzt ginn. An dee leschten Zeenario géif eng Sécherheits- a Verdeedegungsunioun opstellen. An da kéint den Artikel 42 vum Vertrag iwwert d'Europäesch Unioun, deen de Kader an d'Aarbechtsweis vun der gemeinsamer Sécherheits- a Verdeedegungspolitik definéiert, ganz exploitéiert ginn.

Den europäesche Fong fir d'Verdeedegung géif Projete vun der europäescher Defense finanzéieren. Et ass net, dass duerch déi Initiativ hei d'Ausgabe fir d'Verdeedegung an Europa géife steigen. Bien au contraire, et géif versicht ginn, wéi mir als Lëtzebuerg dat jo och ëmmer matgedroen hunn, fir méi Synergien ze erméiglechen a fir méi sénnvoll eben an d'Verteidigung zesummen ze investéieren.

Da vläicht, Här President, déi sozial Dimension, déi och hei ugeschnidde ginn ass an déi mer selbstverständlech och an der Europäescher Unioun, wa mer iwwert d'Zukunft vun Europa schwätzen, müssen an de Vierdergrond stellen. Et gëtt a mengen Ae keng Zukunft fir d'Europäesch Unioun an deem Sënn, wéi mer se kann hunn elo, wa mer weiderhi verluere Generatiounen sozialpolitesch an Europa hunn.

D'Euroskepsis, déi besteet an Europa, ass baséiert op ganz, ganz déif gräifend sozial Aschnëtter, déi a ville Länner sinn. Mir hunn dat a ville Südlänner, mir hunn et och a Länner am geografischen Oste vun Europa. D'Europäesch Unioun ka sech net ewechducke virun deene sozialen Aschnëtter an deene soziale Mankoen, déi bestinn. Duerfir brauche mer och an der Sozialpolitik méi gemeinsam Schrëtt an déi richteg Richtung.

D'Evolution, déi mer konnte feststellen, ass, dass d'Europäesch Kommission am Laf vum leschte Joer jo zwou Propose gemaach huet am Kader vun der Verstärkung vun där sozialer Dimension. Fir unzefänken, huet se déi europäesch Sail vun de soziale Rechter publizéiert, déi sech ronderëm dräi Themen artikuléiert: Chancëgläichheet an Zougang op den Aar-

bechtsmaart, equitabel Aarbechtskonditiounen an, drëtts, soziale Schutz an Agliderung an d'Gesellschaft.

D'Publikation heivun ass no enger breeder öffentlecher Consultation komm a beinhalt souwuel legislativ wéi net legislativ Propositionen. An et ass gutt feststellen, dass des Thematik och fir d'Kommission vum grousser Wichtigkeet ass a si sech asetze wëllt fir d'Schafe vun engem fairen Europa mat enger méi staarker sozialer Dimension.

Dee Reflexionspabeier iwwert d'sozial Dimension geet vun dräi verschiddeenen Zeenarien aus. Déi éischt Propositionen beriff sech do-robber, déi sozial Dimension op d'Bewegungsfräiheet ze beschränken. Dëst bedeit, dass d'europäesch Legislatioun am soziale Beräich sech géif op grenziewerscheidend Fäll beschränken an d'Memberstate soss fräi wieren, op nationalem Niveau sozial, educativ a kulturell Norme fräi festzuleeën.

Déi zweet Propositionen encouragéiert verschidde Memberstate, virun allem déi an der Eurozon, zu méi Kooperatioun am soziale Secteur, ouni déi aner Memberstate ze forcéieren, et hinne gläichzemaachen. Et géif een hei an de Verträge an deem Kader vun enger verstärkter Kooperatioun agéieren a sech prioritär op den Aarbechtsmaart, d'Kompetitivitéit, d'Geschäftsfeld, d'öffentlech Administratioun a verschidde Aspekter vun der fiskaler Politik konzentréieren.

An da schlussendlech déi drëtt Option, dat wier eng generell Verdéiwung vun der sozialer Dimension an Europa. A fir dëst ze errechen, misst fir d'Éischt eng déif goend Reevaluatoun vun der Legislatioun, Kooperatioun, Orientatioun an och dem Finanzement op europäeschem Niveau a soziale Froe stattfannen. Och hei kéinten d'Memberstate an der zweeter Etapp wieren, a verschidde Secteuren nëmmen zu e puer gemeinsam méi wäit ze goen.

Mir wäerten eis also am Kader vun de Gespréicher iwwert d'Zukunft vun Europa mat deenen anere Memberstate zu dësen dräi Zeenarie beroden. An ech kéint gleewen, dass mer wäerte gemeinsam kënnen Europa sozialpolitesch an eng vill méi ambitiéis Richtung steieren.

D'Polykris, vun där am Rapport vum Här Angel rieds ass, ass haut net méi an esou engem negativen Émfeld wéi nach virun e puer Wochen, e puer Méint. Ech mengen insgesamt, dass et méi positiv Zeeche gëtt, dass sech dat europäesch Blatt zum Besseren dréit, zu méi Optimismus op jidde Fall. Et gëtt erëm méi Hoffnung, well a Frankräich jo d'Euroskepsis, de Rietspopulismus entscheidend gebremst gouf, well sech och déi europäesch Wirtschaft insgesamt méi positiv entwéckelt a well mer och a Saache Brexit d'Einheit vun deene 27 staark behalen hunn. Et gëtt also Hoffnung, Hoffnung, op déi mer müssen opbauen, fir d'Gefore vum Populismus ee fir alle Mol ze bekämpfen.

Déi gesellschaftsoppen a fräiheetlech Kräfte an der Gesellschaft mussen weiderhin zesammenhalen, fir ee gemeinsam Zeeche géint de Populismus ze setzen. Et ass also Zäit, fir lues awer sécher de Krisemodus ze verlossen. An esou gëtt Europa erëm eng Erfolgsgeschicht, wéi mer se kann hunn a fir déi mer eis ëmmer och agesat hunn hei am Land.

All dës positiv Zeeche sollten eis awer elo schon an eisem Courage bestärken, weiderhin Europa aktiv matzestalten, d'Problemer unzepaken, Léisungen ze fannen, ganz am Sënn, wéi ech gesot hunn am Ufank, vum Prinzip vun der Solidaritéit, ouni awer d'Aen zouzemaachen - an ech sinn elo beim Här Mosar nach eng Kéier, dee mat Recht kritiséiert huet - virun den destruktive Konsequenzen, déi fir d'Unioun am Kader vun der gemeinsamer Migratiounspolitik entstinn, soulaang mer net capabel sinn, eng kohärent Laaschteverdeelung tëschent den europäesche State op d'Been ze bréngen. An hei si mer erëm beim Ecksteen Solidaritéit, deen, wann en an der Migratiounspolitik zesummebrécht, Europa kéint an de Koup falen dinn.

Ech hunn déi Motioun hei gekuckt. Ech wëll vläicht ier ech zum Fong, oder ech wëll net zum Fong eppes dozou soen, mä zu Libyen.

Här Mosar, mir sinn zu dësem Moment elo an dese Stonnen amgaangen, als Lëtzebuerg en Amendement fir d'Konklusionen opzebauen a wou mer och eng Chance hunn, dass mer duerchkommen dermadder den nächste Méindeg bei den Ausseministern, wat a Libyen an den Territorialgewässer geschitt, dass, wann - dat ass jo och richtig -, wa mer als Europäesch Unioun där EUNAVFOR-Mission zwou nei Kompetenze ginn hunn, näamlech déi, fir engersäits de Waffenembargo ze kontrolléieren, an anersäits, fir ze kucken, dass dee Business vun de Schleiser gebreck gëtt, da muss mer och wëssen, mat deene Suen, déi investéiert

ginn, fir Coast Guards op libescher Säit dohinner ze stellen, wat dann d'Folleg ass vun deenen hiren Aktivitéiten.

Dir hutt dee Film vläicht gesinn, Dir hutt Artikel gelees, dass de Moment am Territorialgewässer vu Libyen d'Leit aus de Booten erausgeholl ginn, fir se ze retten, wat richtig ass; mä wat mer net kënnen toleréieren, dat ass, dass déi Leit zréckgeschéckt ginn a Libyen a Campen, wou d'Méischlechkeet klenggeschriwwé gëtt, wat zum Deel Campe sinn, déi ze vergläiche si mat Konzentrationslageren, wou Leit zu Honnerten op ganz enkem Raum sinn ouni Toiletten, ouni Duschen. Dat muss ugeprangert ginn. Dat kann net sinn, dass mat europäesche Gelder esou Aktivitéite weidergefouert ginn.

Duerfir geet et nëmmen, dass déi Coast Guards, déi a Libyen agesat ginn an déi vun der Europäescher Unioun trainéiert sinn, d'Leit zréckschécken a Strukturen, wou d'UNHCR a wou och d'OIM, dat heescht UNO-Organisationen, an - firwat och net? - no engem gewëssene Moment EU-Organisationen präsent sinn. Allerdéngs ass dat eng Fro och vun der Sécherheet, fir kënnen a Libyen de Moment ze operéieren.

Mä gleef mer, wat Är Motioun ugeet, ech mengen, Lëtzebuerg huet zënter 2005 versicht, an der Migratiounsfro wierklech europäesch ze agéieren, europäesch ze plädéieren an ze argumentéieren!

An dat, wat elo a Libyen ass, wat eise schwierigste Problem ass, ass eigentlech dee Problem, mat deem alles ugaangen ass 2015, am Ufank vum Joer, do huet et gekippt op eben d'Tierkei a Griichenland, a mer sinn elo erëm bei Italien. An dee Problem, dee mer a Libyen an Italien hunn, ass natierlech, well Libyen e Land ass ouni Gesetze de Moment, mä och well mer an der Europäescher Unioun et net fäerdegbruecht hunn, eng europäesch Migratiounspolitik op d'Been ze stellen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Ausseminister. An d'Wuert huet elo den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Här President, Léif Kolleegen aus der Regierung, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, fir d'Éischt géif ech gären ufänke mat engem Merci un den Deputéierte Marc Angel fir déi vill Aarbecht iwwert déi lescht Joren am Domän vun der Europapolitik a fir dee ganz gudde mëndlechen a schréfftleche Rapport, zu deem ech jo och zum Deel bäigedroen hunn, andeem ech esou vill wéi ech konnt op deene komplizéierte Sujete mat der Kommission zesummeschaffen.

D'Wirtschafts- a Währungsunioun ass fir Lëtzebuerg essenziell. Dat ass net eng politesch Ausso, dat ass ganz einfach eng Tatsaach. D'Zukunft vun der Wirtschafts- a Währungsunioun ass och ganz staark verbonnen a vernetzt mat der Evolution vun der Europäescher Unioun selwer. Mir sinn hei op enger historischer Kräizung ugelaangt, an eng historesch Kräizung, wou de Stéllstand keng Option ass.

Mir hunn haut de ganze Mëtten iwwert déi verschidde Zeenarie geschwat, an ech mengen, et besteet relativ vill Konsensus hei am Lëtzebuergesche Parlament, dass mer eng Präferenz hu fir eng Mëschung vun Zeenarie dräi a vum Zeenarie véier. Mä et ass awer esou, wann ee wëllt d'Wirtschafts- a Währungsunioun stäerken, wat mer, mengen ech, och zu engem groussen Deel wëllen, da si mer awer och zum Deel am Zeenarie fénnel. Am Zeenarie fénnel, deen a Richtung méi Federalismus geet. Et ass wahrscheinlech haut an elo net déi richteg Zäit, fir dat vill ze verdéiwen, mä et ass awer evident, dass d'Eurozon schon en fait e groussen Deel vu Federalismus a sech huet. Wann ee schon eng gemeinsam Währung huet, ass een do, historesch gesinn, ganz wäit gaangen.

Virewech wëll ech awer och soen, dass et ganz kloer ass, egal wéi wichteg d'Wirtschafts- a Währungsunioun ass a wéi vill mer se och wëlle stäerken: Europa ass natierlech net nëmmen eng Saach vu Währung a vu Mäert, et ass hauptsächlech e Friddensprojet. Dat muss een ëmmer am Hannerkapp behalen. An dee Friddensprojet huet eis Wuelstand bruecht, huet eis Liewensqualität bruecht, déi hiresgläichen an der Welt sichen. A se huet eis awer och e sozialt Netz bruecht, wat vläicht net genuch entwéckelt ass a wou nach vill ze maachen ass, mä mir sinn awer an der Welt déi Géigend, wou d'soziaalt Netz am beschten entwéckelt ass.

Zur Stëmmung an Europa géif ech gär folgende Saz soen: „Wat en Ennerscheid e Joer kann ausmaachen!“ Dee Moment, wou Groussbritannien mat engem Vott per Referendum decidéiert huet, aus Europa erauszegoen, haten der vill propheetzeit, dass et mat Europa géif

ganz séier Biergof goen an dass vill aner Länner deeselwechte Wee géifen aschloen. Vill haten Angscht virun deene verschidde Wahlen, déi an Europa sollte sinn. An ee Joer nom Brexit gesäit viles anescht aus. D'Wahl vum amerikanesche President hat natierlech och eng Influenz drop. An ech géif soen, wann een nach virun engem Joer vläicht gemengt huet, dass Europa an engem Tunnel wier wéinst der Polykris, vun där de Jean Asselborn geschwat huet, da fänkt een awer elo un, um Enn vum Tunnel e Liichtbléck ze gesinn.

Hoffnung kënn op, nei Iddie kommen op an d'Vertrauen ass amgaangen ze klammen. Ech deelen also d'Meenung vun deenen, déi dat haut hei geäussert hunn, dass Europa erëm op engem positive Wee ass. Dat wëllt net heeschen, dass déi Problemer, déi do waren an déi net geléist sinn, net méi müssen ugepaakt ginn, mä mir sinn an enger Opbrochstëmmung.

Ech wëllt dann iwwer zwee Sujeten hauptsächlech elo schwätzen, déi de Jean Asselborn jo och annoncéiert hat, an zwar en europäesche Finanzkader no 2020, dat wäert den éischten Deel sinn. An den zweeten Deel ass dann dediéiert der Wirtschafts- a Währungsunioun.

De Budget vun der Europäescher Unioun stellt 1% duer vum Revenu national brut vun der ganzer Unioun. Dat sinn op siwe Joer gekuckt ongeféier 1.000 Milliarden Euro. An dat stellt fir Lëtzebuerg 2% vun eisem nationale Budget duer. Dat sinn 1,5 Euro pro Persoun pro Dag.

A mat deem annerhallven Euro pro Persoun pro Dag huet all Lëtzebuergler an all Entreprene ganz vill Virdeeler: Mir kënnen eis fräi bewegen an Europa, eis Bauere kréien Direkthëlfe, d'Wissenschaftler kréie gehollef, d'Entreprene hunn Accès op de grouse Maart. Ech fannen, dass déi 1,5 Euro Invest derwärt sinn.

D'Zesummesetzung vum europäesche Budget huet evoluéiert iwwert d'Zäit, mä wa mer haut eng Foto maachen, gesi mer, dass nach ëmmer 70% vum Budget vun der EU consacréiert si fir Agrardepensen a fir Kohäsionsfongen. Dass do nei Erausforderungen optauchen, schéngt mer evident. An dass do Émschichtunge mussen geschéien, schéngt och inevitabel. D'autant plus, dass verschidde Sujete vill méi Wichtigkeet kritt hunn an Europa; ech denken do un de Jugendchömage, un d'Flüchtlingskris, un d'Sécherheet an natierlech un de Klimawandel.

Lëtzebuerg wäert op jidde Fall déi Diskussiounen ganz proaktiv begleeden an huet hei keng Apriorien. Mä déi Diskussioun, déi gëtt natierlech doduerch nach méi schwéier, well Groussbritannien amgaangen ass erauszegoen a mer doduerch 17% vum Revenu national brut verléieren. An dat gëtt natierlech der ganzer Diskussioun nach eng additionell Dynamik.

Wéi mer elo dat, wat feelt am Budget wéinst dem Exit vu Groussbritannien, léisen, steet op. Verschidde gëfte gären d'Depensen immens reduzéieren. Anerer gëfte gäre méi an de Budget erabezuelen. An eng drëtt Option ass och, nei Recetté fir den EU-Budget ze fannen, esou wéi de Rapport Monti dat proposéiert huet. Lëtzebuerg ass op, fir op deenen dräi Pisten ze schaffen an eng gutt Kombinatioun vun deenen dräi ze errechen.

Kloer ass och fir eis: Wann ee vun Europa méi freet - an ech hu virdu vu Klimaschutz geschwat, vu Sécherheet a Flüchtlingen ënner anerem -, jo, da muss een och Europa déi néideg Moyene ginn!

Op engem Punkt si mir ganz kloer, mengen ech, zu Lëtzebuerg, dat ass, dass mer keng Rabatter méi am EU-Budget wëllen. Dat war deemools an den 80er Jore vun der Madamm Thatcher agefouert ginn, exigéiert ginn an huet zu ganz villen Excès gefouert an huet hauptsächlech d'Iddi vun Europa denaturéiert. Well et ass een net an Europa dran, fir esou vill Suen anzebezeelen, wéi een der erauskritt. Europa ass net eng Bank. Europa ass e Friddensprojet, wéi ech virdu gesot hunn, an dat muss ee qualitativ moossen. An dofir wär et gutt, dass een elo, wou dat Land, wat de Rabatt am meeschte wollt, erausgeet, dann dee ganze Mentalitéitswessel, deen do an den 80er Joren erakomm ass, géif lassginn.

Mir hunn also eng Rëtsch Optionen, wéi mer hei kënnen virgoen. A Lëtzebuerg wäert sech derfir schloen, dass Europa déi néideg Moyene soll kréien, fir sengen ambitiösen Ziler gerecht ze ginn, an och derfir ze suergen, dass den EU-Budget soll transparent, equilibriert an effikass sinn.

Ech kommen elo zum zweeten Deel vu menger Presentatioun, an zwar d'Verdéiwung vun der Wirtschafts- a Währungsunioun. Mir begreissen do d'Propositionen, déi d'Kommission gemaach huet.

Fir d'Éischt wëll ech emol virausschécken, dass den Euro e Succès war an e Succès ass. Natierlech huet e seng Schwächen, mä wat hätte mer dann an Europa gemaach an der Welt-





wirtschafts- a Finanzkris, wa mer den Euro net gehat hätten? An d'Bierger selwer sinn déi gréisste Beneficiairen dovunner, dass et den Euro gëtt, net nëmmen, well se kënnen méi liicht duerch Europa reesen, mä well se natierlech immuniséiert si par rapport zu de Währungsschwankungen, déi et virdru gouf.

Den Euro ass déi zweetwichtigst Währung an der Welt, stellt ongeféier e Véierel vun alle Reserven, déi et an der Welt gëtt, duer an et ass eng Währung, déi vun 340 Milliounen Leit gebraucht gëtt.

Eis Währung ass en fait en Zeeche vun der Stabilitéit, déi Europa an der ganzer Welt mat sech bréngt. Leider huet een an deene leschte Joren dovunner net vill héieren, well alles dat, wat den Euro gutt gemaach huet, ass net beschriwwen ginn, an alles, wat schifgaangen ass, huet natierlech ganz vill Visibilitéit kritt. D'Erfolger, wéi dat och haut e puermol hei gesot ginn ass, ginn net oft vun de Medien erëmgeholl. Good news is no news.

Den Euro huet seng Teenagekris iwwerwonnen, dat kann een haut behaupten. Wann ee kuckt, wivill Länner an deene leschte fënnef Jore gehollef kruten am Kader vun der Eurozon, da muss ee soen, dass d'Resultat am Fong geholl ganz positiv ass. Gehollef krute Spunien, Portugal, Irland an Zypern an natierlech och Griichenland. Bei deenen éischte véier, déi ech genannt hunn, mengen ech, ass all Mënsch sech eens, dass dank der Eurozon an dank der gemeinsamer Währung deene Länner an där schwéieriger Phas gehollef ginn ass an dass se elo besser dosti wéi virun der Kris.

Bei Griichenland war et méi schwéier. Mä wivill vun lech ass dann opgefoll, dass d'lescht Woch en fait en Accord konnt fonnt gi fir eng zweet Ausbezuellung vun der Tranche un d'griichesche Regierung vun 8,5 Milliarden? Souguer iwwert dee Montant, deen absolut néideg gewiescht wier. A wann ech mech net iren, wäert d'Kommissioun haut proposéieren, dass d'Procédure de déficit excessif fir Griichenland soll opgehuewe ginn. Dat ass eng wunnerbar Noriicht, déi wahrscheinlech elo vill manner Echo kritt wéi all déi schlecht Noriichten iwwert déi lescht Joren iwwer Griichenland.

An Europa si mer de Moment an enger Phas vun Expansioun. Mir hunn elo 16 Trimesteren hannerenee Croissance gehat. Mir hunn eng Croissance, déi bal 2% ass an der Eurozon an an Europa an alleguerten d'Indicateure si positiv. De Chômage ass d'lescht Joer fir d'Éischt säit laanger Zäit ënner 10% gefall, en ass elo scho ganz no bei 9% als Moyenne an Europa. A mir gesinn och, dass den Invest an Europa endlech erëm no uewe geet. Mir wëssen, dass d'Zifferen fir Lëtzebuerg nach vill méi gënschteg sinn: Mir hunn eng Croissance, déi dat Duebelt ass vun der europäescher Moyenne an och eisen Invest ass praktesch duebel esou héich wéi d'europäesch Moyenne.

An dat erkläert och, firwat Lëtzebuerg do an de Statistiken an Europa gutt steet. Mir sinn eent vun de Länner mat de beschte Statsfinanzen, wat och duerch en Triple-A honoréiert gëtt.

Mä d'Kris huet awer och Vulnerabilitéit gewisen an dofir si jo an der Period 2010, 2011, 2012 eng ganz Rëtsch vu Konventiounen adoptéiert ginn. Ech nennen déi wichtigst Konventiounen, déi hei duerch d'Parlament natierlech ratifizéiert gi sinn: de Fiscal compact, den „Sixpack“ an den „Two-pack“.

Wat awer an där Period ganz kloer ginn ass, dat ass, dass, fir de Pacte de stabilité et de croissance ze respektéieren, dat heiansdo en héije soziale Präis huet. A Lëtzebuerg ass eent vun deene Länner, wat sech derfir asetzt, dass déi sozial Komponent vum Pacte de stabilité et de croissance soll méi gekuckt ginn, dass eis Währungs- a Wirtschaftsunion och soll eng Jobunion ginn. Mir haten dat och zu enger Prioritéit vun eiser Presidence gemaach, wou mer jo den Triple-A social groussgeschriwwen haten.

Wann ech elo kucken, wéi mer eis dann elo solle positionéieren par rapport zu den Developpementen an der Wirtschafts- a Währungsunion, well ech fir d'Éischt emol ënnersträichen, dass ech an deene leschte Woche ganz proaktiv virgaange sinn, andeem ech eng bilateral Reunion hat mam Wolfgang Schäuble zu Berlin. Gëschter hat ech eng bilateral Reunion mam Bruno Le Maire. Ech wäert zum Schluss vum Mount op Roum fléien, fir eng bilateral

Reunion ze hu mam Minister Padoa-Schioppa. An ech schaffen drun, fir dass mer eng Benelux-Reunion solle kréien, zum Schluss vläicht vum August, Ufank September, fir eng Koordinatioun och um Niveau Benelux fäerdegzebréngen.

Wat vläicht haut net genuch erausgeschielt ginn ass, wat bei der Wirtschafts- a Währungsunion e Schlëssel ass, ass, dass am Fënnef-Presidence-Rapport en fait eng Distinction gemaach ginn ass tëschent Mesures à court terme a Mesures à long terme, fir déi Wirtschafts- a Währungsunion ze beliewen an ze verbessern. Déi Mesuren, déi à court terme geholl kéinte ginn, dat sinn der eng ganz Rëtsch, déi net exigéieren, dass d'Traitée mussen changéiert ginn. Déi, déi à long terme sinn, déi verlaangen natierlech, dass mer d'Traitée changéieren.

An ech muss lech soen - an ech hunn och mam Jean Asselborn elo nach haut driwwer geschwat -, mir zu Lëtzebuerg als Regierung si relativ op um Sujet, wat een dann à long terme muss maachen. Mir mengen net, dass dat Institutionell muss an de Vierdergrond gesat ginn, mä wa mer elo en Elan feststellen, wéi mer amgaange sinn, een ze gesi mam Resultat vun de franséische Wahlen, wou de proeuropäesche Kandidat gewonnen huet, wann do eng historesch Opportunitéit ass, dann d'äerf ee sech awer näischt verschléissen.

Mä eng Saach no där anerer. Mir sollten och emol kucken, wat een à court terme ka maachen. D'Stéchwuert, dat éischt, wat et scho gëtt, ass d'Bankenunion. Ganz kuerz, mir si frou iwwert dat, wat erreicht ginn ass: d'eenheetlech Supervisioun mat der Europäescher Zentralbank an de Single resolution board fir d'Resolutioun vun de Banken. Mä beim Dépôt de garantie, do ass de System nach net genuch communautariséiert. A mir si fir eng europäesch Solutioun do an och fir en „backstop“ vun Europa. Dat ass en fait e Sécherheetsnetz, wat vun dem Europäesche Stabilitätsmechanismus kéint geséichert ginn. Den ESM huet säi Sëtz hei zu Lëtzebuerg a mir wäert ganz derfir, dass de Rôle vun dem ESM sollt an Zukunft gestärkt ginn. Mir wäerten eis derfir asetzen.

Net alles, wat an der Bankenunion proposéiert ginn ass, gefält eis. Mir wëllen och derfir suergen, dass deen néidegen Equilibre tëschent de Besoine vun de klengen a groussen Länner oprechterhale gëtt an dass, zum Beispill wat d'Stabilitéit financière ubelaangt, d'Stabilitéit vun de Banken net nëmme soll am Mammenhaus, an der Capitale sinn, mä awer och an de Filialen. A mir hu jo eng Bankeplaz mat ville Filialen.

Mir ënnerstëtzen, an dat ass en zweete konkrete Projet, d'Kapitalmaartunion. Enner eiser Presidence sinn zwou Direktive verhandelt ginn, déi elo zum Ofschluss kommen. D'Titrisatioun an d'Prospektdirektiv, déi solle mat sech bréngen, dass Kleng- a Mëttelbetriber méi liicht kënnen Accès op d'Capitalen op de Bourse kréien.

Zur Debatt steet och hei, fir de Rôle vun der ESMA, déi europäesch Agentur, déi zu Paräis ass, ze verstärken. Do préiwe mir gär, ob dat wierklech och indispensable ass.

Wat elo d'Propositioone vun der Kommissioun ubelaangt, wat d'Verdéiwung vun der Wirtschafts- a Währungsunion ubelaangt, géif ech emol soen, dass Lëtzebuerg do fir all Propositioone en oppene Geescht huet. Mir wäerten dat zesumme mat de Partner diskutéieren. Fir eis ass an deem dote Kontext eng Iddi fundamental, dat ass déi vun der Responsabilitéit a vun der Solidaritéit.

Vill Länner froen, dass méi Solidaritéit soll geschéien (veuillez lire: kommen). An ech mengen, mir zu Lëtzebuerg kënnen a sollen eis deem net verschléissen. Mä mir kënnen nëmme méi Solidaritéit kréien, wann déi existéierend Regeln alleguerten agehale ginn an d'Regele fir all d'Länner, kleng oder grouss, d'selwecht applizéiert ginn. Nëmme dat schaaft dat néidegt Vertrauen, dat ee brauch, fir a Richtung méi Solidaritéit ze goen. Et war ëmmer eng Qualitéit vun Europa, de richtigen Equilibre tëschent all deene Saachen ze fannen. An ech sinn och confiant, dass mer dat wäerten an Zukunft fäerdegzebréngen.

Wann ech elo d'Propositioone vun der Kommissioun kucken, wat de long Terme ubelaangt, wou proposéiert gëtt, dass mer sollten en Eurozon-Finanzminister hunn, en euro-

päesche Budget sollen hunn a vläicht souguer en europäesche Fonds monétaire international, dat sinn natierlech Spréng vun enger ganz ambitiöser Natur a wou mer menger Meenung no nach net ganz preparéiert sinn. Mä ech wëll, wéi gesot, vu Lëtzebuerg Säit net soen, dass mer dat net kënnen an d'A faassen, mä et muss een do realistesch bleiwen.

Wichtig ass et, dass d'Nationalparlamente do mat agebonne sinn. D'Légitimité démocratique spillt sech net nëmmen um Niveau vum Europaparlament of, mä och um Niveau vun den Nationalparlamenten. A wa mer da wierklech gäre Saachen an d'A faasse wéi e Fonds monétaire international à l'européenne oder e Finanzminister, dee sech exklusiv ëm Europa bekëmmert, dat sinn Decisiounen, déi d'Souveränitéit vun alle Länner natierlech reduzéieren. An do muss d'Nationalparlament ganz no associéiert ginn.

En conclusion géif ech am Fong geholl gären dräi Saachen soen.

Mir müssen - eent - Europa dem Bierger méi no bréngen. Dat ass eng Saach de longue haleine. Dat muss een déi ganzen Zäit maachen. An ech kann lech soen: All Lëtzebuerg Minister wäert dat um europäeschen Niveau maachen.

Dat Zweet ass, mir müssen dee richtigen Equilibre fannen tëschent méi Pouvoir fir Europa par rapport zu de Länner. Déi richteg Vitesse fannen, wéi mer et wëlle maachen, dat ass net einfach.

An da leschtens, mir sollen als Lëtzebuerg hei bei der Wirtschafts- a Währungsunion proaktiv matschaffen. Mir hu vill Kredibilitéit. Mir sinn dat eenzeg Land, wat de Pacte de stabilité et de croissance ëmmer agehalen huet. Mir hunn d'Gewunnecht, mat eisen dräi Nopeschlänner zesummenzeschaffen a wäerten dat och hei maachen, mä mir kënnen och, mengen ech, am Benelux eng wichteg Roll spillen.

Wéi ech dem Bruno Le Maire gëschter gesot hunn: De Couple franco-allemand, dat ass de Motor vun Europa, mä de Benelux, dat ass den Uelech, fir dass de Motor gutt fonctionnéiert.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Domat si mer um Enn vun den Debatten ukomm.

#### Résolution 1

Mir si saiséiert mat enger Resolutioun, déi, souwäit ech gesinn, vun alle Fraktiounen a Sensibilitéte gedroen ass.

An dofir meng Fro: Kënnen mer iwwert déi Resolutioun à main levée ofstëmmen? Sidd Der domat d'accord?

#### (Assentiment)

#### Vote sur la résolution 1

Da géif ech lech bieden, wien derfir ass, dat ze weisen.

Géigeprouf: dergéint?

Enthalungen?

Domat ass d'Resolutioun 1, wéi se vun der Kommissioun ausgeschafft ginn ass, eestëmmegeg uegholl.

#### Motion 1

Bei der Motioun ginn ech dervun aus, dass se motivéiert ass.

Gëtt et Wuertmeldungen zu der Motioun? Den Här Angel.

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Jo. Här President, ech war e bëssen iwwerrascht iwwert déi Motioun hei vum Här Mosar, well se fuerdert d'Regierung op, eppes ze maachen, wat se souwieso mécht. All d'Regierungsmemberen a besonnesch och den Här Asselborn ginn net midd, um europäesche Plang d'Solidaritéit grousszeschreien. En huet seng Ried haut hei ugefaangen, wou e gesot huet, dass d'Solidaritéit d'Einmaleins vun der Europäescher Union ass. En huet seng Ried domat opgehalen. Dofir fannen ech et scho bal eng Frechheit, wann eene dës Regierung opfuerdert am Kader vun der Applikatioun vum Plan de relocalisation, wat d'Flüchtlingen ubelaangt, ze soen, se missten zu Bréissel an op anere Plazen d'Solidaritéit promouvéieren.

Den Här Ausseminister an och seng Kollege maachen näischt anescht. Dofir wollt ech

d'CSV froen, ob se net awer vläicht wéilt déi Motioun hei zréckzéien, well, ech mengen, grad den Här Mosar, deen déi hei geschriwwen huet, entrüst sech oft iwwer Twitter, wann den Här Minister Kloertext schwätzt. Dofir wär ech wierklech frou,...

#### (Interruption)

...wa mer haut déi Motioun hei net...

Op jidde Fall, mir als LSAP, an ech géif de Kollege vun der Majoritéit och recommandéieren, déi Motioun hei net ze stëmmen.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Den Här Mosar huet d'Wuert.

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Jo. Also, mat allem Respekt fir den Här Angel, ech mengen, en ass am falsche Film. Ech weess net, ob en nach zu Wimbledon beim Gilles Muller ass, mä et geet iwwerhaapt net dorëm. Här Angel, Dir hutt mir net nogelasschert!

► **Plusieurs voix.** - Oh!

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Dir hutt mir net nogelasschert. Et geet hei, an dat hunn ech hei ausgefouert, ëm déi Propositioone...

#### (Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann ech gelift!

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - ...vum Här Oettinger, dee proposéiert huet am Kader vu sengem Wäissbuch, eng Konditionalitéit anzeféieren, wat de Lien tëschent Rechtsstaatlechkeet, Solidaritéit an EU-Ausgaben ass. Dat steet ganz kloer ënnerdeene am leschten Tittel!

An ech muss lech awer soen, wann d'Majoritéit déi do net wëllt stëmmen, da solle mer awer ophalen, hei nach eppes ze soen! Mir hunn elo laang a breet iwwer Solidaritéit geschwat. Ech hunn dat quasimant aus alle Männer héieren. Wat mir hei proposéieren, ass, dass d'Regierung u sech deen dote Volet vun der Propositioun Oettinger soll ënnerstëtzen, well mer dat eng gutt Saach fannen.

An ech hu keen héieren, deen u sech do de Contraire gemaach huet. Et geet guer net ëm dat, wat Dir do gesot hutt, Här Angel. Et geet hei ëm eng konkret, punktuell Propositiooun aus dem Wäissbuch vum Här Oettinger.

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Also...

#### (Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Angel!

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Ech liesen hei: « - à promouvoir le principe fondateur de solidarité entre États membres, - à soutenir au niveau européen toute initiative permettant l'application du Plan de relocalisation des réfugiés (...) ». Ech mengen, dat ass dat, wat permanent vun dëser Regierung gemaach gëtt.

An ech mengen, zu dem Här Oettinger senge Proposen ass den Här Gramegna och agaangen an huet gesot, dass mer...

#### (Interruption par M. Laurent Mosar)

...mat allem do kënnen d'accord sinn. Ech fannen dat hei... Dir zitéiert elo just een Tiret vun Är Motioun. Mä ech bleiwe bei menger Meenung: Mir sollen déi ofleenen.

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Här Angel, fir lech entgéintzekommen a fir et méi einfach ze maachen: Ech proposéieren, dass mer déi zwee éischt Tiren ewechloossen.

► **Une voix.** - Aah!

► **Une seconde voix.** - Da bleift net méi vill.

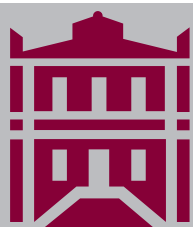
► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Den Här Kartheiser an dann den Här Ausseminister.

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Da bleift net méi vill.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Den Här Kartheiser huet d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmoos Merci, Här President. Also, ech weess elo net, opgrond vu wéi engem Text ech soll argumentéieren, dee schrëftlechen oder deen neien, wou nëmmen nach een Tiret do ass. Dofir wëll ech probéieren, generell e puer Kommentaren ze maachen iwwert d'Approche hei an deem Text.

Wann et nëmmen ëm den État de droit an Europa geet, dann ass dat natierlech eng Proposi-



Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram







tioun, fir de Lien ze maachen tëschent engem Netrespekt vum État de droit, wann deen d'ument constatéiert ass. An da muss ee kucken, datt déi Prozeduren, déi dat virgesinn, och voll respektéiert sinn an datt sech eben do och ka rechtsgültig a politesch vertraglech op e Constat verloss ginn, deen deen Abléck eventuell déi aner Memberstaten oder europäesch Institutione kann derzou bréngen, sech Gedanken ze maachen, wéi domadder kann emgaange ginn.

Ob awer de Wee vun der finanzieller Erpressung - well et ass jo eigentlech dat - dee richtegen ass politesch, fir Länner zu engem Verhalen ze bréngen, wat anerer fir richtig halen oder vun deem ee mengt, datt et eng laangfristeg Solidaritéit an Europa géif begënschtegen, fir op dee Wee ze goen, dat woen ech ze bezweifelen! Ech soen, déi politesch - soe mer emol - Rationalitéit, déi Méiglechkeet, fir mat Länner esou ëmzagoen, datt ee Land an Europa mat deem aneren op dës Manéier soll emgoen an dorauer e positivt Resultat sech erwaart, dat schéngt mer méi wéi zweifelhaft.

Datselwecht ass de Solidaritéitsgedanken. De Solidaritéitsgedanken, deen interesséiert déi osteuropäesch Länner, well em e puer vun deene geet et jo haaptsächlech, allgemeng selbstverständlech, well an den Traitée gëtt jo dee Gedanken an dee Begrëff e puermol ernimmt, mä besonnesch am Verhältnis zu den Artikelen iwwert d'Verdeedegung an d'Sécherheet, 42, an awer och iwwert d'Fonds de solidarité, wou mir an enger historischer Roll sinn, déi mer eis ginn hunn um Enn vum Kale Krich, fir eben deen Deel vun Europa, dee maner Gléck hat wéi mir, well en eben enger kommunistescher Regimier gelidde huet, fir et hinnen ze erlaben, ekonomesch op eisen Niveau erunzecommen.

Dat sinn zwee Begrëffer vu Solidaritéit, déi emotional ganz wichteg sinn an Osteuropa. A wa mer déi Begrëffer benotzen, d'äerfe mer och déi Dimension net aus den Ae verléieren: Wéi eng Reaktioun provozéiere mer an deene Länner, wa mer op dese Wee ginn?

Ech géif dervir warnen, op dee Wee ze goen. Emmer, éischens, allgemeng an Europa, datt ee probéiert, deen aneren enner Drock ze setzen. Ech mengen net, datt dee Wee zu eppes féiert.

► **M. Claude Wiseler (CSV)**.- Hei geet et awer em Rechtsstaatlechkeet, wéll ech just soen.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR)**.- Jo. Also, d'Rechtsstaatlechkeet hunn ech gläich am Ufank gesot, Här Wiseler, éischens muss e Broch constatéiert sinn. An dat hu mer net bis elo. Zweetens, wann e constatéiert ass, da géif ech lech proposéieren, datt mer zesammen iwwerleeën, a mat deene Länner zesammen iwwerleeën, wat mer kënnen maachen, fir d'Rechtsstaatlechkeet ze verbessern.

An eng lescht Bemierkung: D'Rechtsstaatlechkeet huet net nëmme an Osteuropa Problemer, mä och a Westeuropa. An och hei zu Lëtzebuerg kënnen sech esou Problemer presentéieren. An ech mengen, et ass richtig, datt ee Land deem aneren och do iwwert d'Schëller

kuckt, datt een deem aneren hëlleft, fir eventuell op Saachen opmierksam ze maachen, déi net gutt sinn, an datt dat am Dialog gekläert gëtt, an net probéiert gëtt, iwwer Muechtspiller oder finanziell Mechanismen oder e Mëssbrauch vun europäeschen Institutionen, fir Usiichten an engem Land duerchzusetzen, dat éischer engem anere seng sinn. Op deem Wee, mengen ech, komme mer an Europa net virun.

Ech soen lech Merci.

**(Interruption)**

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Merci. Vlächcht nach den Här Mosar an dann den Här Ausseminister,...

► **M. Laurent Mosar (CSV)**.- Jo. Ech wéll awer nach eng Kéier...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- ...fir d'Diskussion ofzeschléissen. Här Mosar!

► **M. Laurent Mosar (CSV)**.- ...dem Här Kartheiser äntwerten. Eleng och d'Reaktioun vum Här Kartheiser weist, datt eis Motioun justifiéiert ass.

Ech wéll nach eng Kéier hei widderhuelen: Et geet drëm, datt eng Konditionalitéit soll agefouert ginn an e Lien gemaach ginn tëschent der Rechtsstaatlechkeet. Ech hunn uewen, wéi ech meng Ried gehalen hunn, präziséiert, déi Rechtsstaatlechkeet misst vun dem Europäesche Gerichtshaff unerkannt ginn. Dat hunn ech kloer gesot. An dat ass natierlech d'Konditioun.

Et geet net einfach duer, datt nëmme een dat behaupt. Mä fir eis ass dat awer wichteg, well ech kann awer elo wierklech net novollzéien, datt mer hei alleguer vu Solidaritéit schwätzen, a wann d'Kommissioun emol endlech eng konkret Proposition mécht, da proposéiert den Här Angel, d'Motioun ze verwerfen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Merci. Den Här Ausseminister huet d'Wuert.

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes**.- Ech probéieren, Här President, fir e weineg Uerdnung hei an eis Debatt ze kréien.

Ech mengen, keen ass... Mir hunn ugefaangen, Här Mosar, Här Angel, an där leschter Kommissioun heiriwwer ze schwätzen, well den Här Oettinger war bei den Europaministern am Conseil. Mir hate jo eng liicht Debatt an der Kommissioun doriwuer, déi mer och gutt iwwerwonnen hunn. An ech sinn deen Éischen, dee seet, dass een dee Lien tëschent der Rechtsstaatlechkeet an der Solidaritéit an dem Budget, deen opgestallt gëtt fir d'Joren 2020 an duerno, dass een dee soll net maachen. Dat ass evident.

Wann ech awer elo déi Motioun hei kucken, Här Mosar, an dat ass de Punkt. Dir schwätzt hei a praktesch allen Tیره vum der „Relocation“ a vun der Solidaritéit a Saache Flüchtlingen. An dann hanne kënn dat vum État de droit. Also duerfir, ech géif dat heite proposéieren: Kommt, mir hunn e Freideg den Här Oettinger hei zu Lëtzebuerg. Mir schwätze mat him, esou wéi e mat eis am Conseil geschwat

huet. A wann en hei... Mir stellen em all d'Froen, déi mer ze stellen hunn: Dir als Deputéierten, mir als Regierung.

An dat, wat do erauskënnt, géif ech mengen, ass et der Méi wäert, dass d'Chamber hei an engem grouse Konsens deenen, déi domadder konfrontéiert sinn am Conseil, dann och de Réck stäipt a seet - also, wann dat doten zur Sprooch kënn; an ech weess, dass den däitsch-franséische Motor, wéi den Här Gramegna elo grad gesot huet, dat doten och an d'A faasst -, enner wat fir Konditiounen, enner wat fir Aspekter.

Et ass extrem geféierlech, fir elo Solidaritéit, État de droit a Suen an een Dëppen ze geheien. Mä ech soen lech awer: Esou kann et net weidergoen! Dat hu verschidde Leit och hei gesot. Mir kënnen net dauernd d'Rechtsstaatlechkeet mat de Féiss rennen an och net dauernd d'Solidaritéit mat de Féiss rennen an et kritt keng Konsequenzen. Dat d'äerfe mer net maachen!

An duerfir géif ech proposéieren, am Sënn vun der Saach - et geet elo net hei em Opposition a Majoritéit -: Kommt, mir lauschten e Freideg dem Här Oettinger no an da preparéiere mer an der Kommissioun, wann Der dat wéllt, en Text, deen dann d'ganz Chamber ka matdroen!

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Här Mosar!

► **M. Laurent Mosar (CSV)**.- Also, ech sinn d'accord. Ech halen elo net drop, datt haut iwwert déi Motioun ofgestëmmt gëtt.

► **Plusieurs voix**.- Aah!

► **M. Laurent Mosar (CSV)**.- Ech sinn d'accord, datt mer déi an d'Kommissioun renvoyéieren. A wann dann den Här Oettinger e Freideg kënn, da kucke mer, wat derbäi erauskënnt. An dann hunn ech och kee Problem, well jiddweree kennt mech, wann aner Kollegen der Meinung sinn, déi misst op engem Punkt nach kompletéiert ginn, kann ech domadder liewen.

Also, mir sinn d'accord, datt se an d'Kommissioun renvoyéiert gëtt. Soss froe mer fir e Vott.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Ass dat...

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes**.- Also, dass mer eis gutt verstinn: Ech géif mengen, déi Motioun hei sollte mer op kee Fall stëmmen. A mir sollten elo, dat war meng Proposition, Här Mosar, lauschten, wat den Här Oettinger eis seet, a kucken, an der Kommissioun een Text ze preparéieren, dee vun der ganzer Chamber ka gedroe ginn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Ass dat eng Proposition, déi ka vu jiddweringem gedroe ginn? Här Mosar?

► **M. Claude Wiseler (CSV)**.- Wann dat heescht, datt et e Renvoi en commission ass, jo.

**(Brouhaha)**

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Här Minister?

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes**.- Jo, ech kann net tranchéieren, Här President, ob Dir elo Renvoi en commission maacht. Mir solle kucken, ee seriöen, zolitten Text ze kréien, dee mer an der Kommissioun preparéieren.

Bon, elo ass et un lech.

► **Plusieurs voix**.- Zum Vott!

► **D'autres voix**.- Renvoi!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Okay. Mir waren no bei engem Konsens. Wann dat net de Fall ass, da géif ech zum Vott kommen.

**Vote sur la motion 1**

De Vott fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen nach.

An d'Ofstëmmung ass ofgeschloss: 23-mol jo, 34-mol neen an 2 Abstentiounen. Domat ass d'Motioun 1 ofgeleent.

*Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par M. Félix Eischen), Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marc Spautz), Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) et Laurent Zeimet (par Mme Octavie Modert).*

*Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt (par M. Roger Negri), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton (par Mme Cécile Hemmen), M. Yves Cruchten (par Mme Taina Bofferding), Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Alex Bodry), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Marc Angel), Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Franz Fayot), Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;*

*MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lambert, Edy Mertens (par M. André Bauler) et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);*

*MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par M. Henri Kox), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini (par M. Claude Adam);*

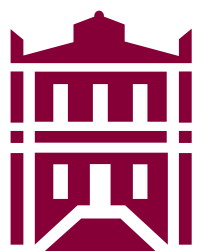
*MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser) et Fernand Kartheiser.*

*Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner.*

A mir sinn um Enn vun eisen Aarbechten ukomm. Rendez-vous muer de Moien um néng Auer.

Merci, a kommt gutt heem!

**(Fin de la séance publique à 20.22 heures)**



Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

## Sommaire

### 1. Ouverture de la séance publique

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

### 2. 7093 - Projet de loi sur l'exploration et l'utilisation des ressources de l'espace

- Rapport de la Commission de l'Économie: M. Franz Fayot (intervention de M. Léon Gloden)

- Discussion générale: M. Laurent Mosar (dépôt d'une motion), M. André Bauler, M. Gérard Anzia (interventions de M. Laurent Mosar), M. Roy Reding, M. Marc Baum (interventions de M. Franz Fayot et Mme Nancy Arendt)

- Prise de position du Gouvernement: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie (intervention de M. André Bauler)

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

- Vote sur la motion 1 (adoptée)

### 3. 6853 - Projet de loi ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide à l'investissement à finalité régionale

- Rapport de la Commission de l'Économie: M. Frank Arndt

- Discussion générale: Mme Françoise Hetto-Gaasch, Mme Joëlle Elvinger, M. Gérard Anzia

- Prise de position du Gouvernement: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

### 4. 7112 - Projet de loi modifiant:

1. le Code du travail;

2. la loi modifiée du 9 novembre 1990 ayant pour objet la création d'un registre public maritime luxembourgeois, en vue de transposer la directive (UE) 2015/1794 du Parlement européen et du Conseil du 6 octobre 2015 modifiant les directives 2008/94/CE, 2009/38/CE et 2002/14/CE du Parlement européen et du Conseil, et les directives 98/59/CE et 2001/23/CE du Conseil, en ce qui concerne les gens de mer

- Rapport de la Commission de l'Économie: Mme Tess Burton

- Discussion générale: M. Léon Gloden, Mme Simone Beissel (intervention de M. Eugène Berger), M. Gérard Anzia, M. Gast Gibéryen (intervention de Mme Simone Beissel)

- Prise de position du Gouvernement: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouve: M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre.

**(Début de la séance publique à 09.01 heures)**



## 1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Kolleeginnen a Kollegeen, ee schéine gudde Moien! Ech maachen heimat d'Sitzung op.

An ech mengen, interpretéieren ze kënnen, dass d'Regierung am Moment keng Matdeelung ze maachen huet. Ass dat richtig, Här Vizepremier?

### (Assentiment)

Merci. Da géife mer...

### (Sonnerie d'un portable)

...den Telefon ausmaachen an dann direkt zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergeen, dem Projet de loi 7093 iwwert de Space Mining. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeleguecht. Dir kennt d'Regelen an ech ginn duerfir d'Wuert direkt weider un den Här Rapporteur, de Franz Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

## 2. 7093 - Projet de loi sur l'exploration et l'utilisation des ressources de l'espace

### Rapport de la Commission de l'Économie

► **M. Franz Fayot** (*LSAP*), *rapporteur*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen, léif Kollegeen, d'lescht Woch ass de Rapport Lamy fir d'Oriëntatioun fir Recherche, Développement an Innovatioun nom Horizont 2020 an der EU publizéiert ginn. An d'lescht Woch war och de Kommissär fir Recherche, Développement an Innovatioun Carlos Moedas bei ons op Besuch.

An deem Rapport stinn eelef Recommandatiounen dran an eng dovun ass, fir ze soen, dass Recherche, Développement an Innovatioun eng Approche par mission soll adoptéieren, dass se soll global Challenge fir d'Welt an d'Mënschheet ugoen an déi och privilegéieren an der Recherche.

Et geet drëm, dass Recherche an Innovatioun d'Leit soll mathuelen, matrappen, liicht ze kommuniquéieren si mam Zil, d'Wichtigkeet vun RDI besser duerstellen. A genau esou e Projet ass d'Lëtzeburger Initiativ Space Resources: eng, déi e globalen Challenge - d'Raretéit vun de Rare Metaller op der Äerd - ugeet an déi mat de Leit hirer Imaginatioun spillt, eng, déi se dreemen deet. Well wat ass méi faszinant, wéi an de Weltraum ze fléien an do nei Aktivitéiten ze exploréieren?

Wa mer haut iwwert dese Projet de loi 7093, iwwert de sougenannte Space Mining schwätzen, da sief nach eng Kéier un en anere liicht verréckte Projet erënnert. Deen ass méi wéi 30 Joer hier: Den 22. Januar 1986 ass iwwert de Projet de loi 2972 ofgestëmmt ginn.

Dir hutt et verstanen: Deemools ass an der Chamber diskutéiert ginn iwwert d'Fro, ob de Lëtzeburger Stat soll eng Garantie vun 3,5 Milliarden Frang gi fir de Financement an d'Garantie vum Satellittesystem GDL. Deemools ass iwwer zwee Sitzungsdeeg ganz intensiv debattéiert ginn. Et ass deemools ëmmerhin ëm 5% vum Statsbudget gaangen. Haut géife mer vu 700 Milliounen Euro schwätzen. Et ass sech gefrot ginn: Solle mer? Solle mer net? Ass et de Risiko wäert? Ass do wierklech eng Zukunft am Secteur vun de Satellitten? Et ass vill diskutéiert ginn iwwert d'Debouchéen am Satellittemarché an iwwert d'Liewensdauer vun de Satellitten.

Dëst waren déi Haaptfroen, alleguer justifiéiert Froen, déi ons Kollegee sech deemools gestallt hunn. A mir wëssen haut, dass d'SES eng Success Story gouf fir onst Land mat ganz positive Retombéee fir seng Wirtschaft, seng Renommée. An de gesamte Secteur vun der Weltraumindustrie hei zu Lëtzebuerg ëmfaasst haut eng ronn 30 Entreprises, déi 700 Leit beschäftegen, an alleguerten hu se de près ou de loin mat der SES ze dinn.

De Risiko, deen de Stat deemools geholl huet, well deemools sinn et keng Assurancé gi fir de Lancement vun engem Satellitt, huet sech gelount. An trotzdem haten d'Zweifler net onrecht, hir Bedenken unzemellen.

Haut, gutt 31 Joer duerno, wäerte mer virausiichtlech haut de Moien dësen neien, wichtige Gesetzestext fir Lëtzebuerg stëmmen. De Projet 2972 gouf deemools vun der CSV matgedroen. Jo, de Pierre Werner an de Jacques Santer waren, mengen ech, souguer, kann ee soen, d'Papp vun deemem Projet.

► **Une voix**.- Dat waren nach Zäiten!

► **M. Franz Fayot** (*LSAP*), *rapporteur*.- Et steet mir als Rapporteur net zou, fir de Kollegee vun der CSV iergendepes nozeleeën, mä ech weess awer, an ech hunn erausgespuert an den Aarbechten an der Kommissioun, wann ech elo eng Kéier dierf hei d'Star-Wars-Terminologie beméien, dass et bei hinne eng däischter an eng hell Säit vun der Kraaft gëtt an deemem Dossier.

### (Brouhaha)

An ech géif Appell un déi hell Säit vun der Kraaft maachen, an...

► **Une voix**.- Déi däischter Säit ass méi staark.

### (Brouhaha)

► **M. Franz Fayot** (*LSAP*), *rapporteur*.- ...un déi hell Säit vun der Kraaft maachen...

► **M. Léon Gloden** (*CSV*).- „May the Force be with you!“

► **M. Franz Fayot** (*LSAP*), *rapporteur*.- ...a se invitéieren, dese Projet och des Kéier matzedroen.

### (Brouhaha et hilarité)

Här President, mir leeën haut d'Grundlag fir eng nei Wirtschaftsnisch fir Lëtzebuerg. Mir schafen e legale Kader, fir et privaten Operateuren ze erlaben, Materien am Weltall ze exploitéieren a mat zrëck op d'Äerd ze bréngen. Wéi esou oft fänke mer hei u mat de rechtliche Ramebedéngungen.

D'Success Story vun RTL ass ugaange mat den nationale Radios- an Téleesfrequenzen, d'SES huet op orbital Positiounen vu Lëtzebuerg opgebaut. An dese Projet baut op enger rechtlicher Sécherheet op, déi mer heimat schafen an déi duerch Lëtzebuerg unerkannt gëtt, nämlech d'Propriétéit iwwert d'Ressourcen de l'espace.

D'Initiativ spaceresources.lu brauch dëst Gesetz, fir ze decolléieren. Et ass d'Signal un d'Akteuren vun der Économie de l'espace, dass mer des Wirtschaftsbranche eescht huelen a bei ons wëllen developpéieren.

Dës Initiativ geet op Kontakter vum deemolege Generalkonsul zu San Francisco, de Georges Schmit, zrëck, 2012, mat verschiddenen amerikaneschen Akteuren. An et ass de Meritt vun lech, Här Wirtschaftsminister Schneider, a vun der Regierung, dass Der dese Projet an d'Potential vun deemem Projet verstanen hutt an e mat weidergedroen hutt.

Säit Space Resources ugangs 2016 lancéiert gouf, ass den Interessi immens grouss. An de Minister geet sécher a senger Ried dorops an, soudass ech dat elo hei net brauch ze maachen.

Mir brauchen e Rechtskader, well mer gären an „first-mover“-Avantage hätten. A wéi wichteg dat ka sinn, ka jiddweree sech ukucken um Beispill vun der Fongbranche, wou mer 1985 eng Direktiv ëmgesat hunn, déi et onser Fongbranche erlaabt huet, haut d'Nummer 1 an Europa ze sinn, wat international Fongen ugeet.

Mä dëst ass net d'Enn vun der Geschicht. Mir hunn all verstanen, dass de juristesche Kader fir d'Exploratioun an d'Notzung vun abiotische Ressourcen am Weltraum, Mineralie wéi Gold, Nickel, Platinn, Eisen, mä och Waasser a verschiddene Gaser, alles aneres wéi op zolitte Féiss steet. Dofir ass et ze begréissen, dass d'Regierung parallel heizou beméit ass, en neien, méi séchere juristesche Kader fir d'Exploratioun an d'Appropriatioun vu Ressourcen aus dem Weltraum ze fannen, an dat op multilateraler Basis.

De Forum dofir ass primär d'UNO, mä mir investéieren ons och an den The Hague Space Resources Governance Working Group, dee vun der Uni Leiden animéiert gëtt a wou eng Rei Regierungen, Entreprises an aner Unien un der Formulatioun vun engem neien internationale Kader schaffen, dee bis Enn 2017 soll mat enger Propos kommen.

A wann ee sech déi „building blocks“ ukuckt, déi Sujeten, mat deene sech deen The Hague Space Resources Governance Working Group do beschäftegt, dann treëft een en fait op déiselwecht Sujeten, déi ons och an der Kommissioun beschäftegt hunn, nämlech déi vun den Objektiv, d'Definitivitéit vun den „key terms“, d'Prinzipien, den Accès zu de Ressourcen an d'Utilisatioun. Dat sinn déi zentral Themen, déi och op internationalem Plang nach weider mussen ausgedäitscht ginn.

Dir hutt ons och erkläert, Här Minister, an der Kommissioun, dass Dir amgaange sidd, e Memorandum of Understanding mat verschiddene Länner ze diskutéieren. Do si fir de Moment Portugal, déi Arabesch Emirater, Brasilien a Japan derbäi, mä och aner Länner, mat deenen Der an der Diskussioun sidd, grouss Länner wéi Russland a China.

Den Zweck ass et awer, à terme d'UNO derzou ze bewegen, en neien Traité ze adaptéieren, deen den Outer Space Treaty vun 1967 ersetzt. An et ass gutt esou, dass mer hei net Cavalier seel maachen an dass mer dat an enger inklusiver, multilateraler Approche maachen.

Här President, woura besteet dese Projet de loi 7093? En artikuléiert sech ëm zwee grouss Prinzipien. Dee wuel wichtigsten Artikel ass deen éischten. E seet aus, dass „les ressources de l'espace (...) susceptibles d'appropriation“

sinn. An hannert deem banalen, relativ banale Saz verstoppt sech awer déi Haaptdiskussioun, déi mer an der Kommissioun haten. De Statsrot hat heizou fundamental Froen opgeworf an déi hu mer och extensiv diskutéiert. Am Kär geet et dorëm, ob déi Ressourcen iwwerhaupt kënnen appropriéiert ginn.

Den Traité, dee Lëtzebuerg an déi meescht aner Länner ratifizéiert hunn, den Outer Space Treaty vun 1967 verbitt just d'Exploitiatioun an Appropriatioun vu Corps célestes duerch souverän Staaten. E seet awer näischt aus iwwert d'Appropriatioun duerch Privatentreprisen.

Et gouf sech ugeleent un eng majoritär Rechtsdoktrinn, déi par analogie zu der Konventioun vu Montego Bay vun 1982 iwwert de Mieresgrond rasonéiert, déi seet, dass déi Saachen, déi do sinn, haaptsächlech Fësch, res communis sinn. Dat heescht, dat si Biens communs, déi kënnen gefësch ginn an och appropriéiert ginn. Änlech verhält et sech mat de Ressourcen minnières, déi am Weltraum géife fonnt ginn.

Et sief awer hei gesot, dass de Wirtschaftsminister eng Etüd en commande ginn huet bei der Uni Lëtzebuerg iwwert déi rechtlech a regulatoresch Aspekt vum der Utilisatioun vu Weltraumressourcen. Mir kruten déi Etüd och an der Kommissioun. Mir hu se gekuckt an dëst ass eng seriö Studie, déi d'Approche vun deemem Projet de loi guttheescht, déi awer och recommandéiert, dass Lëtzebuerg sech à terme eng comprehensiv a global Loi sur l'espace sollt ginn, déi generell e Rechtskader fir all d'Aktivitéiten am Weltraum soll vorschreiwten.

Mä et bleiwen nach munch Froen, déi opstinn. An déi kënnen just an engem zukünftegen, neie Kader geregelt ginn. Déi hu mer och extensiv diskutéiert an der Kommissioun, wéi zum Beispill: Wat ass mat der internationaler Reconnaissance vun deemem Recht op Ressourcen, wat Lëtzebuerg den Operateuren gëtt? Wat geschitt, wann déi Mineralien anzwousch anescht bruecht ginn, fir verschafft ze ginn? Et gëtt fir de Moment einfach keng Antworten op des Froen. An et gesäit een, dass des Froe justement den Objet sinn, wéi gesot, vun deem The Hague Space Resources Governance Working Group.

Deen zweete grouse Prinzip, Här President, ass, dass een en Agreement brauch vum Wirtschaftsminister a vum Minister fir Medien, fir kënnen eng Missioun fir d'Ofdroe vu Weltraumressourcen ze maachen. Dat ass e Kader, dee sech un dee vum Gesetz vun 1993 iwwert de Secteur financier uleent. Et brauch een eng gewësse finanziell Assise, eng Honorabilitéit vun den Dirigenten a vum Aktionariat, also änlech wéi am Finanzsecteur.

Den Agreement ass ëmmer perséinlech a kann net cedéiert ginn. Den Exploitant muss säi Siège a säi Centre d'affaires zu Lëtzebuerg hunn. Soss sinn d'Konditiounen fir en Agreement vum Statsrot e bësse méi enk gezurrt ginn, wéi et, mengen ech, dem Wirtschaftsministère vläicht léif gewiescht wär, souwuel wat déi finanziell, technesch a rechtlech Modalitéiten vun der Missioun ugeet wéi och d'Governance an d'Kontroll vu Risiko bis zu finanziellen Assisen an der Honorabilitéit vun Aktionären an Dirigeanten. All des Konditiounen mussen zu jidder Zäit erfëllt sinn.

Well dowéinst d'Ministernen och eng Appreciatioun iwwert de Seriö vum Projet ofginn, stellt sech eng Fro vun der Responsabilitéit. Dat eent ass d'Responsabilitéit fir de Schued, deen am Weltraum entstoe kann, also direkt nom Decollage vun der Missioun. Hei seet den Outer Space Treaty a sengem Artikel 6, dass de Stat, ënnert deem den Operateur säin Agreement huet, ëmmer mathaft. Dat anert awer ass de kommerzielle Risiko: Wat ass, wann et am schëllemste Fall eng Faillite gëtt vun deem Exploitant?

Hei si mer an engem Beräich, wou héich Montanten an d'Spill kommen. Wann een zum Beispill 200 oder 300 Milliounen Euro op der Bourse gesammelt huet an da geet een d'Baach eran. An hei ass de Risk, dass dann, zesumme mat den Aktionären an den Dirigeanten, och de Lëtzeburger Stat mat ugesicht gëtt, well dee mam Agreement eng Aart Caution commerciale ginn huet.

Mir waren ons schlussendlech eens an der Kommissioun, dass de Stat hei ëmmer nëmmen eng Obligation de moyens huet, also just muss uerdentlech seng Verifikatiounen maachen a soss keng Verantwortung huet fir de kommerzielle Risk vun der Aktivitéit.

D'Kommissioun huet och begréisst, dass d'Regierung bei der ESA eng Etüd en commande ginn huet, fir déi potenziell Responsabilitéit am Zesummenhang mat der Exploitiatioun vun de Ressourc besser ze encadréieren. Dese Rapport wäert awer eréischt an zéng Méint fäerdeg sinn.

Et sief och nach erwänt, dass d'Ministere fortwährend musse präiwten, dass d'Konditiounen

vum Agreement erfëllt bleiwen, a si mussen och eng Surveillance vun der Missioun maachen. Wa bannent 36 Méint d'Aktivitéit net ugefaange gëtt, kann den Agreement entzu ginn. Weiderhi gesäit d'Gesetz stroferechtlech Sanktiounen vir, wa géint verschidden Dispositiounen vum Gesetz verstouss gëtt.

Här President, ech ginn net op déi finanziell Aspekt vum deemem Projet de loi an. Ech verweisen hei op de schréffleche Rapport. An ech mengen ze wëssen, dass de Minister och nach wäert op d'Investissementer vun Lëtzeburger Stat an deser Initiativ ze schwätze kommen an och op d'Kontributioun an d'ESA.

Här President, nach ganz schnell e Wuert iwwert d'Aarbechten an der Kommissioun: D'Handelskummer huet sech erwaardungsgeemiss positiv iwwert dese Projet geäuert, well mer heimat eng nei Kompetenznisch fir d'Lëtzeburger Économie schafen. De Statsrot huet sech a sengem éischten Avis ganz kritesch mat deemem Projet de loi auserneegesat. En hat eng Partie Opposition-formellen, virun allem wéinst juristeschen Onsécherheeten. Op anere Plazen huet de Statsrot den Netrespekt vun der Hiérarchie des normes opgeworf, Restriktionen an der kommerzieller Fräiheet vun de Leit, Obligatiounen fir Redevancé per Gesetz ze fixéieren an de Mangel u Präzisioun vu verschiddene stroferechtliche Sanktiounen kritiséiert.

Wéi scho gesot, hate mer laang a flott Diskussiounen an der Kommissioun. An ech mengen, mir hunn all des Punkten ausdiskutiert.

Här President, wann ee sech den „mission statement“ um Site vu spaceResources.lu ukuckt, da kann ee liesen, dass do steet, dass dat oberst Zil ass, dass Lëtzebuerg wëllt zur friddlecher Fuerschung an dem dauerhafte Gebrauch vu Ressourcen am Weltraum fir d'Wuel vun der Mënschheet bäidroen. Dat ass e schéine Saz. Mir wëllen et also op eng gewëssen Aart a Weis am Weltraum besser maache wéi op der Äerd.

Et ass gewosst, dass d'Konzeptioun vum Traité de la lune, deen d'Ressourcen de l'espace als Bien commun de l'humanité ugesinn huet, sech net duergesat huet um internationalen Niveau als internationale Standard. Mir begréissen dese Projet, och well mer et net als eng nei Ruée vers l'or gesinn, déi an engem rechtsfräie Raum geschitt a wou dee Schnellste gewënt. Neen, wéi gesot, mir probéieren, parallel zu deemem Projet en neien internationale Rechtskader matzedefinéieren, matzestalten. Wëssend awer, dass d'Technologie fir déi eigentlech Exploitiatioun vun abiotische Ressourcen eréischt wahrscheinlech an 22 bis 25 Joer des Exploitiatioun méiglech mécht, hu mer, wéi gesot, nach Zäit, fir dese Kader auszuschaffen. Et ass also en „work in progress“.

Mir invitéieren dofir d'Regierung an de Wirtschaftsminister, sech derfir anzusetzen, dass déi nei Traitéen an international Norme wäitgeeënd effektiv dem Bien commun nëtzen an dass et eng juste Repartitioun vun de Ressourc gëtt.

Dat gesot, soen ech lech Merci fir Är Opmierksamkeet. An ech ginn och elo schonn den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu deemem Projet de loi.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci dem Här Rapporteur. An éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Laurent Mosar fir d'CSV.

### Discussion générale

► **M. Laurent Mosar** (*CSV*).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Wirtschaftsminister, de Projet de loi, dee mer haut hei diskutéieren, ass um Hannergrond vun enger méi grousser Diversifikatioun vun eiser Wirtschaft ze gesinn, méi ewech vun der Ofhängegkeet vum Finanz- a Bankesecteur. An deem Sënn ass déi Initiativ vun der Regierung, fir d'Verankerung vun eisem Land am Weltraum an an de Weltraumaktivitéiten ze verstärken, eng absolutt luewenswäert a verdéngt et duerfir och, op eng objektiv Aart a Weis analyséiert ze ginn.

D'Exploratioun vum Weltall an d'Detektioun vu Ressourcen ass prinzipiell dann och am Interessi vun der Mënschheet. An duerfir sinn all déi innovativ Weltraumtechnologien eng Visioun, där mir eis sollen, wann net souguer mussen uschlëssen.

Eist Land kann dann och bei esou enger Missioun eng wichtige sozial Roll iwwerhuelen a gläichzäiteg ee vun deene wichtigste Standuerter fir d'Entwécklung vun dese Weltraumtechnologie ginn. Dee gréisste Meritt vun der Regierung, an dat gesti mir och ganz gär als



CSV-Fraktioun an, ass et dann och, eist Land mat deemem Projet op Weltkaart vun de Welt-raumtechnologie gesat ze hunn.

D'Initiativ vum Space Mining kann also sécherlech an den nächste Joren zu der Gebuert vum NewSpace bäidroen. An och wann eng Rei vu Leit d'Initiativ vun esou innovativen Technologien éischter nach an de Beräich vun der Science-Fiction stellen, stellt d'Est dach fir eist Land eng unique Geleeënheet duer, fir net nëmmen ee vun de Moveren, mä souguer ee vun den Akteuren, de Playeren also vun deesen Zukunftstechnologien ze ginn.

Här President, de Projet de loi, dee mer haut hei diskutéieren, stellt u sech dann och eng éischt Applikatioun duer vun deesen Technologien a schaaft virun allem, an de Rapporteur huet dat virdu jo och erklärt, dat juristescht Fundament, op deem sech déi nei Technologien an Zukunft kënnen entwéckelen.

Meng Fraktioun an ech selwer hunn duerfir och prinzipiell e Préjugé favorable fir d'Initiativ vun der Regierung, well mir ganz einfach mëttel- a laangfristeg Chancen gesinn, déi d'Est fir eist Land a säi Wirtschaftsstanduert kann duerstellen.

Dës Initiativ, genaou wéi de Projet de loi, stellen allerdéngs net nëmmen eng Chance duer, mä werfen awer och eng Rei vu Froen iwwer techesch Machbarkeet, finanziell Risiken, juristeschen Encadrement op, zu deene mer zumindest um Dag vun haut nach net am Besëtz vun allen Antwerte sinn.

Ech wëll meng Interventioun ufänken, andeem ech e Merci soen un de Président-rapporteur, deen net nëmmen zwee ganz gutt Rapporten ofgelievert huet, mä wou ech och fannen, datt en et an der Kommissioun erméiglecht huet, eng kritesch Betruachtung och mat a Consideratioun ze huelen, an ouni Préjugé einfach och bereet war, op all déi méi kriddelech Froen anzegoen, op déi ech dann och elo wäert an deenen nächste Minutte selwer agoen.

Här President, mir hunn eis an der Fraktioun laang an am Detail mat de Chancen an de Risiko vum Space Mining beschäftegt a mir hunn eis d'Entscheidung net einfach gemaach. An et ass och net grad esou, wéi de Rapporteur virdu gesot, datt et méi Heller a méi Däischter an der Fraktioun ginn. Ech gehéiere manifestement haut zu deene méi Däischteren.

**(Brouhaha et interruption par M. Alex Bodry)**

An ech mengen allerdéngs, léif Kolleeginnen a Kolleegen, datt dat hei...

**(Interruption)**

...datt dat hei e Projet ass, deen trotzdeem eng Rei vu Froen opwërt, déi net nëmme mir eis hei an deem Raum stellen, mä déi och ganz vill Biergerinnen a Bierger sech dobausse stellen. An ech mengen, et ass duerfir och gutt, datt ee sech awer intensiv mat deene Punkte beschäftegt.

Här President, mir hunn also eng Rei vu Froen, bei deene mer nach op Antwerte waarden. Mir maachen haaptsächlech och eng Rei vu Propositionen, wou een eiser Meenung no dee Projet an déi Initiativ nach ka verbesseren, a mir wäerten all déi Propositionen an eng Motioun eranhuelen. An eis definitiv Decision, ob mer dese Projet stëmmen, hänkt dann och dovun of, ob d'Regierung déi Motioun do unhëlt oder net.

Ier ech awer zu deene verschiddene Punkte kommen, déi menger Fraktioun a mir selwer awer eng Rei Suerge maachen, wëll ech trotzdeem op e Vergleech zréckkommen, deen an deene leschte Wochen a Méint oft gemaach ginn ass, deen och virdu erëm vum Rapporteur gemaach ginn ass, nämlech de Vergleech tëschent dem SES-Projet an dem Projet vum Space Mining.

Ech mengen nämlech, datt déi intellektuell Eierlechkeet vun eis alleguerter verlaangt, datt mer awer eng Kéier ganz genau kucken, datt mer hei awer eng Rei vun Differenzen hunn tëschent dem deemolegen SES-Projet an dem Projet vum Space Mining. An ech wëll trotzdeem awer op déi Differenzen agoen.

Fir d'Éischt wëll ech drun erënneren, datt de Projet SES u sech en Investissement vum lëtzebuergesche Stat an eng kommerziell Gesellschaft war, während de Space Mining u sech als Objekt huet, en neie Marché ze schafen, nämlech dee vun de Weltraumtechnologien.

En zweeten, an dat ass vläicht dann och mat dee wichtegsten Ennerscheed, Dir Dammen an Dir Hären, ass deen, datt et um Niveau vun der

Entwécklung vun deene jeeeweigen Technologien trotzdeem ganz grouss Ennerscheeder gëtt, wat den Entwécklungsstand betrëfft.

Zur Erënnerung: Esou war nämlech den SES-Projet deen drëtte Satellitprojekt an eise Land, deen dann och finalement iwwert d'SES realiséiert ginn ass. Deen éischte war, an dat wëll ech lech awer trotzdeem nach eng Kéier allegueren an Erënnerung ruffen, de Projet LuxSat aus de Joren 1972 bis 1974, wat u sech en éischten Essai war. Dono koum de Projet Coronet vum amerikaneschen Investisseur Clay Whitehead - dee jo och dann zu engem spéideren Datum ee vun de Partner vun der SES sollt ginn -, dee schlussendlech dann och 1985 zu der Gebuert vun der SES gefouert huet.

Am Géigesaz zu de Weltraumtechnologien, mat deene mer eis haut beschäftegen, ass also deemools 1985 d'Technologie vun de Satellit schon extrem wäit entwéckelt gewiescht. An dat ass jo eng Technologie - fir all déi Leit, déi sech e bësselchen domat beschäftegen -, déi sech u sech op d'Missioun Sputnik am Joer 1957 baséiert.

Dat Eenzegt, wat deemools 1985 eigentlech dat neit Element war, ass, datt Enn vun den 80er Joren de Marché vun de privaten Televisiounschäin explodéiert ass, wat natierlech d'Attraktivitéit vun de Satellit wesentlech méi grouss gemaach huet. Am Vergleich dozou hu mer haut beim Space Mining eigentlech bis elo just eng eenzeg Missioun, nämlech 2014 déi sougenannte Missioun Rosetta, bei där fir d'Altereischt an der Geschicht eng Sonde op en Asteroid geschoss ginn ass.

Wat de Stand vun der Entwécklung also betrëfft, kann een ongeféier, ech weess, datt dat ëmmer schwierig ass, besonnesch wann ee selwer kee Spezialist ass, kann een trotzdeem déi Missioun Rosetta mat der Missioun Sputnik aus dem Joer 1957 vergläichen. 1957, Dir Dammen an Dir Hären, bis 1985, dat sinn also bal 30 Joer, déi tëschent der éischter Satellitenapplikatioun an der Grënnung vun der SES leien. A wa mer haut elo deeselwechten Zäitraum géife berücksichtigen, quitta datt een elo weess, datt dat vläicht eppes méi schnell geet, 2014 plus zwanzeg bis drëssig Joer, da wësse mer also, wéini et eventuell zum Eropschësse vun där éischter Missioun, déi dann eventuell och Ressourcë géif ofbauen, ka kommen.

An och, Dir Dammen an Dir Hären, wann deemools de lëtzebuergesche Stat e grouss finanziell Engagement geholl huet, andeem en eng Garantie financière vum lëtzebuergesche Stat ausgestellt huet, kann een dat trotzdeem net vergläiche mat der Envergure vun engem Space-Mining-Projet, dee sécherlech e Multiple vun deem vun der SES duerstellt.

Här President, dat gesot, wollt ech dann op déi fir eis kruzial Froen agoen. An deem héich techesch, juristesche Projet ass eigentlech just - an de Rapporteur huet dat jo virdu erausgestrach - een eenzeg Artikel, an Här Minister, et hätt een eigentlech kënnen de Projet de loi quasiment op deen Artikel limitéieren, dee wierklech dobaussen d'Investisseuren interesséiert. Dat ass deen Artikel, dee kloer seet, datt d'Ressourcen, déi dann an Zukunft bei esou Weltraummissionen ofgebaut ginn, automatesch Propriétéit si vun deemjéinegen, deen déi Missioun do ënnerhëlt. Dat ass also deen Artikel, deen dann och versicht, dobaussen deene potenziellen Investisseuren eng gewësse Rechtssécherheet ze ginn.

Dësen Artikel, an ech mengen, do si mer eis allegueren eens, vum Minister bis zum Président-rapporteur, kann natierlech nëmme Sënn ka maachen, wa mer en an en internationalt Umfeld kënnen abetten. Well loosse mer eis näischt virmaachen: Et geet elo net duer, datt mir hei als kleng Lëtzebuerg ganz eleng esou een Artikel an eist Gesetz festschreiwten, fir datt dat och eng international juristescht Unerkennung kritt.

Mir haten an der zoustänneger Kommissioun jo och eng länger Diskussioun, wéi esou eng international juristescht Unerkennung kéint ausgesinn. A mir sinn eis eigentlech och doruwwer eens, datt dat eigentlech idealerweis misst e multilateraalt Instrument sinn. A wat kéint dat besch multilateraalt Instrument sinn? Dat wär u sech eng Adaptatioun an eng Modifikatioun vum Space Treaty vun 1967.

Déi Angscht oder déi Bedenken, déi mer awer hunn, sinn: Wann een e bëssen d'Veereenten Natiounen kennt, weess een, datt dat elo net e Gremium ass, dee ganz schnell an effektiv schafft, soudatt natierlech d'Gefor besteet, datt dat schrecklech laang dauere kann, ier et dann, wann iwwerhaupt, zu enger Modifikatioun vun deem Space Treaty kéint. A mir hunn deemools jo och proposéiert, et soll ee kucken, ob et net eng Méiglechkeet gëtt, vläicht deen internationalen an de multilateralen Agreement do bei enger anerer internationaler Institutioon unzesidelen. An eng Méiglechkeet kéint zum Beispill, dat hu mer jo och an der Kommissioun

gesot, d'OCDE sinn, wat éischter eng Institutioon ass, déi méi wirtschaftlech fokusséiert ass, soudatt een och dat eng Kéier kéint kucken.

Mir sinn awer gradesou der Meenung, an do deele mer d'Aschätzung vum Wirtschaftsminister, datt ee parallel soll kucken, méiglechst vill bilateral Accorde mat de groussen Akteuren ofzeschleissen. An ech mengen, déi grouss Akteuren, déi kenne mer allegueren, et geet vun den Amerikaner iwwert d'Russen, d'Chineesen, d'Inder, d'Japaner an esou virun, datt mer versichen, déi grouss Akteuren awer allegueren zumindest mat an d'Boot ze kréien. Well wa mer dat schon emol fäerdegbruecht hätten, wär e wesentleche Schrëtt gemaach.

Fir eis, an, ech mengen, et misst eigentlech jiddwereen och domadder d'accord sinn, steet a fält natierlech dee gesamte Projet mat der internationaler Reconnaissance vun deem Propriétéitsrecht. Well wann do keng international Suite a keng international juristescht Unerkennung kéint, fäerten ech, datt et ganz schwéier gëtt, an Zukunft Investisseure just mat eiseem Projet de loi hei op Lëtzebuerg ze kréien.

Här President, eng aner Fro, déi eis Fraktioun vill beschäftegt huet, ass déi, wat de finanziellen Engagement ubetrëfft, deen d'Regierung generell och am Kontext vun deemem Projet wëllt huelen. Momentan sinn 200 Milliounen vun der Regierung virgesinn. Dovu sinn der schon 200 (veuillez lire: 25) engagéiert.

Mä och hei muss ee sech bewusst sinn, an ech hunn och virdu gesot, datt 200 Milliounen an esou engem Aktivitéitsberäich just emol net eng Drëps op de waarme Steen sinn, well, fir déi dote Weltraumtechnologien ze entwéckelen, schwätze mer dann éischter a Gréisstenuerdunge vu Milliarden Dollaren oder Euro.

An dobäi kënt, Här President, een Element, mengen ech, wat och kee contestéiert, dat ass, datt bei neien Technologien, déi entwéckelt ginn, déi gréissten Investissementer u sech an deenen éischten zéng Joer vun esou engem Projet wäerten ufalen.

An dofir fanne mir, a mir hunn dat och an der zoustänneger Kommissioun gesot, datt et eigentlech gutt wier, wann d'Regierung eis awer hei géif méi präzis Indikatiounen ginn, net nëmmen iwwert déi nächst zwee, dräi Joer, mä carrement iwwert déi nächst zéng Joer. An ee vun de Punkten, déi mer dann och an eis Motioun erageholl hunn, ass deen, datt mer d'Regierung invitieren, eis esou e Businessplang iwwer eng Dauer vun zéng Joer nozerechen.

Ech weess, datt de Wirtschaftsminister mer wäert herno äntwerten, datt et jo elo net de lëtzebuergesche Stat ass, deen déi Milliounen oder Milliarden Euro muss virstrecken, fir an d'Entwécklung vun deenen Technologien dranzestiechen. Nach muss mer awer wëssen, datt, wa mir wierklech hei wëllen e Standuert vu Weltraumtechnologie ginn, datt dat awer och eng Rei vu finanziellen Engagementer vum Land comportéiert. Doniewent, an dat ass e Punkt, iwwert deen ech och elo wollt kuerz schwätzen, ass et jo esou, datt d'Regierung envisagéiert, a prinzipiell si mer och domadder d'accord, och selwer Participatiounen an deene Firmen ze huelen, déi sech an deenen nächste Joren hei wäerten implantieren.

Här President, en nächsten, vläicht fir eis dee wesentlechste Punkt, ass dee vun de Risiken, déi eventuell op de lëtzebuergesche Stat kéinten zoukommen, an d'Hypothees, datt sech an eise Land eng Rei vu Gesellschaften wäerten nidderloossen, déi dann och fir deen dote Genre Aktivitéite wäerten Agreementen ufroe respektiv dann och kréien.

Mir sinn eis eigentlech an der zoustänneger Kommissioun an der Analys allegueren eens, datt et iwwerhaupt keng Méiglechkeet gëtt, fir hei d'Responsabilitéit vum Stat komplett erauszehuelen. Dat ass no internationale Konventionen iwwerhaupt net méiglech. Mir mussen also, ob mer dat wëllen oder net, eng Responsabilitéit vum Stat ëmmer prinzipiell mat eranhuelen.

An dofir si mer frou, datt och an der Diskussioun, déi dann och gelaf sinn an der Kommissioun, d'Regierung decidéiert huet, bei der ESA eng Etude des risques an Opdrag ze ginn, well ech mengen, mir si wierklech hei an engem Gebitt, wou quasiment hat kee ka soen: Wat sinn déi Risiken, déi do kënnen kommen? Wat ass d'Ampleur, den Impakt vun deene Risiken?

Duerfir mengen ech, datt et wichtig ass, datt déi doten Etüd gemaach ginn ass. Iwwregens huet de Ministère och nach zwou aner Etüden an Opdrag ginn: eng iwwert déi sougenannten „Value chain in space resources and the possible niches for Luxembourg“ an eng „Value chain in the space cluster as a business accelerator“. Och déi Etüde begrësse mer.

A fir eis ass et wichtig, datt mer elo net nëmmen déi Etüden do maachen, mä datt wann d'Etüde fäerdeg sinn, datt se bien-entendu fir

d'Chamber disponibel sinn, datt se och an där zoustänneger Kommissioun natierlech vun deene Leit presentéiert ginn, an, le cas échéant, wat net auszeschleissen ass, datt mer dann och déi Adaptatiounen virhuelen, zu deene Konklusiounen, wou déi Etüde kommen.

En nächste Punkt, iwwert deen, mengen ech, eigentlech och iwwerhaupt keng Diskussioun dierft an deemem Haus sinn, ass, datt et extrême-ment wichtig ass, datt mer eis Uni Lëtzebuerg méiglechst enk an dese Projet mat abannen an och versichen, eng méiglechst grouss Zuel vu Centres de recherche am Kader vun der Exploratioun an der Utilisatioun vun de Weltallressourcë bei eis ze kréien.

Ech muss soen, datt do de Wirtschaftsministère eigentlech bis elo wéineg konkret Aussoe gemaach huet. An ech wär vläicht och frou herno an der Debatt, wann en eis kéint soen, wat genau och d'Interkonnexioun zwëschent deem dote Projet, deenen Aktivitéiten, déi do kommen, awer och der Recherche, der Innovatioun an domadder der Roll vun der Uni Lëtzebuerg ka sinn.

Well hei hu mer eng unique Chance - eng unique Chance! -, Dir Dammen an Dir Hären, fir Fuerscher aus der ganzer Welt unzeziehen. An ech mengen, do wär et nëmmen normal, wann och eis Uni Lëtzebuerg dovunner kéint profitieren.

Schlussendlech, Här President, e leschte Punkt, deen awer net deen onwichtigsten ass an dee mat der Ethik an der Nohaltegkeet ze dinn huet. An ech weess net, ob verschidde Kolleeginnen a Kolleegen de Moien deen Artikel am „Monde“, dee gëschter dra war, dee sech och in extenso mat deemem Projet beschäftegt, gelies hunn. An ech mengen, datt do vun enger Rei vu Spezialisten, enger Rei vun Observateuren awer hei Froen opgeworf ginn, déi een net einfach soll esou an den Eck drécken an déi eng gewësse Wichtigkeet hunn.

D'Fro ass, an ech mengen, dat ass e bësselchen och d'Suerg vu ville Mënschen, déi sech fir dee Projet hei interessieren, datt, wann dann eng Kéier an 20 Joer déi Weltraumtechnologie fonctionnieren a mer kënnen iwwer Missiounen am Weltall op Asteroiden an op Planeten op Ressourcen accedieren, muss et awer sécher sinn, datt mer hei keng Pandora-Béchs opmaachen, Här Minister, an datt et hei duerch quasiment illimitéiert Ressourcen, déi mer hunn, zu enger Verschwendung vu Ressourcë kéint.

An ech muss lech soen, datt mir hei an och ganz besonnesch och menger Fraktioun um Häerz läit, datt och all déi Punkten iwwer „circular economy“ natierlech respektéiert ginn. Ech muss lech och soen: Mir haten och an der Kommissioun do ganz interessant Diskussiounen.

Ech war, dat muss ech awer och hei soen, e bësselchen enttäuscht, Här President. Ech hunn eigentlech iwwerhaupt keng Position vun eise gränge Kolleegen iwwerhaupt...

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - ...zu deemem Projet héieren.

**(Interruption)**

An hei zu engem Punkt, deen awer, muss ech lech soen, ee vun deenen allerwichtigsten ass, nämlech d'Ethik, d'Nohaltegkeet, wär ech awer net onfrou gewiescht, och emol eng Kéier ee vun deene gränge Kolleegen ze héieren, déi jo soss, zu Recht, ëmmer schnell do sinn, wann et iwwert den Ofbau vu Ressourcen zum Beispill an Afrika geet. Och hei lafe mer äänlech Geforen. Mä, wéi gesot, herno ka jo dann nach de mandatéierte Riedner vun deene Grängen eis soen, wat en dovunner hält.

► **Une voix.** - Dat wäert e maachen!

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Fir eis, Dir Dammen an Dir Hären, Här President, dierft et op kee Fall zu engem Raubbau vu Ressourcen am Weltall kommen. An d'Entreprises, deene mir an Zukunft wäerten en Agreement ausstellen, muss sech och, Här Minister, engagieren, Héchststandarden hei ze respektieren. Dat gëllt natierlech och am besonnesche Sënn fir déi Entreprises, wou de lëtzebuergesche Stat Participatiounen wäert huelen, well mir wëllen hei net eng äänlech Diskussioun kréie wéi beim Pensionsfond. Ech mengen, et ass scho wichtig, datt hei och de lëtzebuergesche Stat e ganz kloert Signal schéckt, datt dat muss op eng nohaltegt Aart a Weis geschéien.

Här President, zum Schluss nach e puer Wuert iwwert dat, wat mir als Land iwwerhaupt an déi ganz Aktivitéit vum Space Mining kënnen mat erabringen.

Wat eis national Kompetenzen ubetrëfft, ass et sécherlech den Know-how vun eiser Finanzplaz an eiser Fongenindustrie, souwéi eigentlech déi exzellente Reputatioun vu Lëtzebuerg am Weltraumsektor mat sengem Space Cluster. Mir



ënnerschätzen och net d'Opportunitéit, fir iwwert de Space Mining nei Kompetenzen, an ech hunn et virdu gesot, fir eis Uni.lu kënnen opzebauen, a ganz besonnesch eis nei Acquisitiounen an Opportunitéite fir FinTechen ze schafen.

D'Schwächen, an ech mengen, déi soll een awer och hei ganz kloer ernimmen, Här President, sinn, an dat huet elo net ëmmer mat dësem Projet ze dinn, déi trotzdeem schwaach Culture d'entrepreneuriat, an haaptsächlech, an dat riskéiert, och an deenen nächste Joren e Problem ze ginn, d'Feele vu spezifesche Qualifikatiounen a Ressourcen, wou et dach wäert un enger Rei vu Beruffer feelen. D'Gefore vun esou enger Aktivitéit sinn, an ech hunn et virdu scho gesot, datt déi grouss Investissementer haaptsächlech am Ufank vun där Entwécklung vun dësen Technologien ufalen, an déi Technologien am Moment nach net schrecklech wäit fortgeschritt sinn.

Ech kommen zu menger Konklusioun. Déi ass, datt mir als CSV-Fraktioun exzellent Chancë gesinn, fir nei Aktivitéiten am Beräich vum Welt- raum an eist Land ze kréien. A mir hunn och d'Gefill, datt d'Visioun vun der Regierung a vum Wirtschaftsminister zum Deel sécherlech ganz passionnant ass, awer op enger ganzer Rei vu Punkten nach net ausgeräift ass. Duerfir, wéi gesot, jo dann och eis Motioun. Mir sinn dofir och der Meenung, datt dee Projet an déi Initiativ nach kënnen verbessert ginn, och wann déi verschidden Etüde virleien. A mir sinn och bereet, dës Aarbechte positiv ze begleeden.

Ech wollt awer och nach eng Kéier hei soen: Zu Recht, ech hunn et och elo gesot, ass d'Regierung jo eigentlech och gelueft gi fir och d'Aart a Weis, wéi se hei communiquéiert. Ech wollt awer och nach eng Kéier dat ënnersträichen, wat de Kolleg Franz Fayot gesot huet, datt awer e grouse Merit un dësem Projet och en Här huet, deen op der Tribün sëtzt, de Georges Schmit, wat u sech, an ech mengen, do ass de Minister och d'accord, een, wann net den Haaptinitiateur vun där Iddi ass.

Ech hunn et virdu gesot: Mir hunn alleguerten déi Propositionen a Suggestiounen an enger Motioun agekleet, wou mer dann och eise Vott dovunner ofhängeg maachen, ob d'Regierung déi Motioun unhëlt oder net.

An ech hunn, léif Kolleeginnen a Kolleegen, heiansdo, wann ech och an der Press och déi Begeescherung gesinn, mat där vill Entreprisé sech elo hei wëllen zu Lëtzebuerg etabléieren, d'Gefill, mir wieren hei an esou enger Goldgrüewerstemmung ukomm, vun där, Här Minister, eist Land sécherlech kann a muss a soll profitéieren. Mä och, Här President: De Weltall ass keen Eldorado an de Space Mining ass keng Alchimie.

Mir mussen eis also bewusst sinn, an Dir wësst dat, dass d'Konkurrenz op dësem Maart an deenen nächste Jore wäert ëmkämpft sinn an datt do mat haarde Bandagë wäert operéiert ginn. Trotzdeem ass dëst eng interessant nei Schinn, op déi d'Lëtzebuurger Regierung am Kader vun enger Diversifikationspolitik setzt. A wéi ech gesot hunn: Mir ënnerstëtzen dat och, ënnert där Bedéngung, déi ech virdu gesot hunn.

Nach, Dir Dammen an Dir Hären, ass de Weltall net alles. An ech hunn dat och schonn e puer mol op dëser Tribün gesot: Et gëtt och niewent dem Weltall nach ganz vill Kleng- a Mëttelbetriber. A mir wäeren heiansdo och frou, Här Minister, wann lech Äre laange beschwéierleche Wee aus dem Weltall och emol erëm eng Kéier hei géif méi op Lëtzebuerg féieren, fir lech awer och fir déi Kleng- a Mëttelbetriber anzesetzen, déi och nach ganz wichteg si fir d'Lëtzebuergesch Wirtschaft.

Voilà! Wéi gesot, mir begleeden dëse Projet positiv. Mir waarden dann elo mat Spannung drop, wéi d'Decisioun vun der Regierung par rapport zu eiser Motioun ausfällt.

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

#### Motion

La Chambre des Députés,

- considérant que le Luxembourg a une capacité d'innovation importante et se montre prêt à prendre certains risques lorsque les enjeux sont importants;

- considérant que l'exploration et l'utilisation des ressources de l'espace extra-atmosphérique représentent un tel enjeu et qu'il importe de positionner le Luxembourg en tant que pôle et précurseur européen de l'exploration et de l'utilisation des ressources spatiales;

- considérant que cet enjeu nécessite l'établissement d'un cadre juridique quant à la propriété des ressources de valeur dans l'espace et la réglementation de l'agrément et de la surveillance des missions d'exploration et d'utilisation des ressources de l'espace;

- considérant qu'au-delà du cadre juridique national, l'établissement d'un cadre normatif international concernant l'exploitation des ressources de l'espace extra-atmosphérique à travers des accords bilatéraux et multilatéraux est indispensable, notamment face aux insécurités juridiques actuellement persistantes liées à l'interprétation du Traité sur l'Espace de 1967, pour atteindre l'objectif de sécurité juridique quant à la propriété des ressources spatiales de valeur et le développement économique à long terme;

- considérant que le consensus politique et un large soutien par la société civile, le monde académique et de la recherche ainsi que les milieux d'affaires sont essentiels pour l'appui de ce projet inscrit dans la durée;

- considérant qu'un soutien à long terme nécessite de la part du Gouvernement une transparence quant aux mesures à prendre ainsi qu'une collaboration avec la Chambre des Députés et les divers acteurs;

- considérant que le Grand-Duché en tant que First Mover européen aura l'opportunité d'établir un vrai cluster au Luxembourg dans le domaine de l'exploration et l'utilisation des ressources de l'espace, attirant des entrepreneurs, investisseurs et scientifiques;

- considérant que cette initiative représente donc aussi une grande opportunité pour l'Université du Luxembourg;

- considérant qu'en matière environnementale, il convient de tenir compte de la pollution de l'espace extra-atmosphérique en raison des activités d'extraction ainsi que de la pollution de la Terre en raison de la présence de telles ressources et de leur exploitation,

invite le Gouvernement

- à continuer des négociations au sein des organisations/commissions/comités internationaux afin d'adopter un cadre normatif multilatéral dans les meilleurs délais, situé auprès de l'ONU ou d'une autre organisation internationale telle que l'OCDE, et résultant idéalement dans une adaptation du Traité sur l'Espace de 1967,

- à conclure, parallèlement aux négociations multilatérales, des accords bilatéraux avec les États majeurs actifs dans le domaine de l'exploitation et de l'utilisation des ressources spatiales, tels que les États-Unis, le Japon, la Russie, la Chine, etc.,

- à développer un plan directeur («Master Plan»), dans le délai d'une année après l'entrée en vigueur de la loi sur l'exploration et l'utilisation des ressources de l'espace, contenant en outre les objectifs pour les années à venir, les mesures supplémentaires à prendre, les éventuelles adaptations législatives, les dispositifs à la formation, à la recherche, etc.,

- à présenter à la Chambre des Députés un plan financier («Business Plan») considérant les dépenses de l'État luxembourgeois dans le domaine de l'exploration et l'utilisation des ressources de l'espace,

- à informer la Chambre des Députés sur les études commandées par le Gouvernement, à savoir les études «ESA technical evaluation», «Value chain in space resources and the possible niches for Luxembourg» et «Value Chain in the Space Cluster as a business accelerator», afin de discuter et de déterminer les amendements éventuels à la loi sur l'exploration et l'utilisation des ressources de l'espace,

- à continuer l'intégration de l'Université du Luxembourg et des centres de recherche dans le domaine de l'exploration et l'utilisation des ressources de l'espace,

- à prendre en considération l'impact environnemental de l'exploration et de l'utilisation des ressources spatiales,

- à mettre en place une politique d'investissement socialement responsable portant sur les normes et conventions internationales signées et ratifiées par le Grand-Duché de Luxembourg desquelles découlent des obligations sociales et éthiques et couvrant les domaines de l'environnement, de la responsabilité sociale et solidaire ainsi que de la responsabilité institutionnelle,

- à tenir au courant la Chambre des Députés sur toutes les évolutions dans le domaine de l'exploration et l'utilisation des ressources de l'espace et à l'impliquer dans les décisions majeures du Gouvernement.

(s.) Laurent Mosar, Diane Adehm, Emile Eicher, Léon Gloden, Gilles Roth, Marc Spautz, Claude Wiseler, Laurent Zeimet.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Ass dat d'Motioun? Merci, da ginn ech se direkt weider. An d'Wuert huet deen nächste Riedner, den Här André Bauler fir d'DP.

► **M. André Bauler (DP).** - Merci, Här President. Den Här Mosar, mä Virriedner, huet elo just dem Här Georges Schmit felicitéiert fir seng Meritten an dësem Projet. Ech géif mech

deem natierlech och uschlëssen. Ech wollt awer och engem Eislecker Jong hei felicitéieren, deen eis an der Kommissioun mat vill Kompetenz begleet huet, näamlech dem Mario Grotz, deen dann déi aner Sait vum Ducksall sëtzt. Och him dann e grouse Merci fir säin Engagement.

Här President, wéi ech fir d'Éischt vun der Regierung hirem Projet Space Mining héieren hunn, war ech e bëssen irritéiert. Ech hu mech gefrot: A wat solle mir kleng Lëtzebuurger dann op dësem Feld beweegt kréien? Dat Ganz huet mer direkt den Agententhriller „Moonraker“ aus dem Joer 1979 an de Kapp geruff, an deem de viru Kuerzem verstuerwene Roger Moore, alias James Bond 007, eis op eng äusserst plastesch Manéier veranschaulicht huet, wat et bedeit, an de Weltraum ze fléien.

Här President, et gëtt ëmmer gesot, datt, wann ee Visiounen huet, ee besser hätt bei den Dokter ze goen. Ech fannen, datt een awer an der Politik Leit brauch, déi laangfristeg denken, déi wäitsichteg sinn, déi un déi nächst Generatiounen denken, an net nëmme kuerzfristeg bis bei déi nächst Wahlen.

Bei laangfristeg Projete gesäit een d'Resultat dacks eréischt Jore méi spéit, mä et sinn déi Projeten, déi herno an de Geschichtsbücher ernimmt ginn. Jo, et ass schonn zimlech kéng, wa mir Lëtzebuurger op eemol d'Visioun hunn, de Weltall mat Hëllef vu friemem Know-how a mat friemem Kapital ze exploréieren an eventuell spéider ze exploitéieren. An dach muss ee sech bewusst sinn, datt mer et Enn den 80er Jore gepackt haten, fir eis als Satellittstanduert ze positionéieren.

Nach an de 70er Joren hätt kee Mënsch dat fir méiglech gehal. An och an den 80er Jore gouf et Stëmmen, déi dëser Visioun zimlech skeptesch géintwuerstoungen. Am Dezember 1988 ass et du gegléckt, vun der Weltraumstation Kourou aus e Satellitt an de Weltall erop ze schéissen. De Risiko war ganz héich. Mir hate Chance an d'Aventure ass gegléckt. Haut ass Lëtzebuerg de Sëtz vun engem Global Player am Satellitteberäich an de Lëtzebuurger Stat verdéngt gutt un de positive Resultater vun SES Astra.

Här President, d'Wirtschaftsgeschicht vu Lëtzebuerg zeechent sech tatsächlech duerch eng Rëtsch där glécklecher Zoufall oder Iwwerrassungen aus. Si zeechent sech awer och a grad duerch eng voluntaristesche Politik aus. Jo, eis Bankeplaz ass esou zum Beispill an de 60er Jore vum leschte Jorhonnert an enger Lag gewiescht, fir vun den Eurodollare profitéieren ze kënnen an duerno vun der däitscher Quellesteier, déi derzou gefouert huet, vill Kapital op eis Finanzplaz ze bréngen. Entscheedungen, déi an anere State getraff goufen an déi méi restriktiv ware wéi bei eis an op déi mer wirklech keen Afloss haten, hunn derzou gefouert, datt mer eis entwéckele konnten, ouni gréisser Ustrengunge mussen ze maachen.

Ech erënnere mech an deem Kontext un eng Ausso vum Richard von Weizsäcker, dem fréiere Bundespräsident, am Kader vun enger Statsvissitt zu Lëtzebuerg 1988. Hie sot deemools: „Luxemburg, glückliches Land, in dem man noch von der Quelle trinken kann, ohne Steuern zu zahlen.“ Ma esou liicht soll ee sech et awer net maachen, well et huet schlisslech och eng konkret steierlech an infrastruktural Politik gebraucht, fir de Standuert Lëtzebuerg méi attraktiv ze maachen. Do konnt ee sech op alles, mä net just op Surprisé verloossen. Banken, Fongen oder industriell Firme wieren net bei eis komm, hätte mer net konsequent an Infrastrukturen investéiert an op ville Pläng innovéiert.

De Lëtzebuurger Stat huet esou seng Souveränitéit ausgespillt, sief et an der Stolindustrie, wou d'Verhüttungsklausel 1882 derfir gesuergt huet, datt d'Eisenäerz hei zu Lëtzebuerg, also op eisem nationalen Territorium, a Stol transforméiert gouf.

Ouni dës Politik, ouni de Wëlle vum souveräne Stat Lëtzebuerg wier eist Eisenäerz, dat souwiso nëmme 3% vum louthrengesche Bassin minier ausgemaach huet, exportéiert ginn a mir hätten ni eng eegestänneg Stolindustrie op d'Bee gestallt. Et ass also de souveräne Stat, deen hei mat enger geziilter Politik derfir gesuergt huet, datt mer en institutionell Émfeld geschafen hunn, ouni dat mer eis ni esou entwéckelen hätte kënnen, wéi mer dat haut kennen, wéi mer dat haut wëssen.

Datselwecht gëllt och fir d'Verdeele vun de Radiosfrequenzen, wat RTL zur Success Story gemaach huet. Wéi de François Anen 1924 ugefaangen huet, vun engem Späicher an der Beaumontsgaass aus ze senden, hat kee geduecht, datt dorauer 1931 d'Compagnie luxembourgeoise de radiodiffusion géif ginn an datt Radio Lëtzebuerg fir d'Éischte Kéier no verschidde Testwochen de 15. März 1933 als éischte Privatsender géif op Sendung goen.

Dëst gëllt awer och fir aner Entscheedungen, zum Beispill d'Schafung vun der Universitéit oder déi spezifesche Gesetzgebung fir eis Finanzplaz. A vergiesse mer net, datt eis Integratioun a méi grouss wirtschaftlech Raim wéi den Zollveräin virun exakt 175 Joer oder den Europäesche Wirtschaftsraum eis et iwwerhaapt erlaabt huet, fir eis ze entwéckelen an zu méi Wuelstand ze kommen!

Sou gesi waren déi scheinbar Pertes de souveränitéit fir Lëtzebuerg leschten Enns e Souveränitéitsgewinn. Hätte mer net als souveräne Stat iwwerliefert, da wiere mer haut e Stéck vu Frankräich oder der Wallonie, vläicht och der Äifel, jee nodeem, wéi d'Geschicht gespilt hätt. Da wiere mer haut ganz anescht opgestallt. Mir hätten iwwer 15% Chômage an net déi sozial Ofsécherung, em déi vill Länner eis beneden.

Glécklecherweis wollt d'Geschicht et anescht. Villes, wat d'Existenz vu Lëtzebuerg op d'Spill gesat hätt - denke mer nëmme un d'Zäit virum zweete Londoner Vertrag! -, villes vun deem ass also net agetrueden. Mir hunn als eegestänneg Stat iwwerliefert. Wéi huet de Gilbert Trausch eemol esou treffend geschriwwen: «L'histoire est pleine d'imprévus et ne manque pas d'ironie.»

Wa mer haut dësem Gesetzesprojet also zoustëmme wëllen, setze mer alt nees en Akzent als souveräne Stat. Mir notzen dee kleng Spillraum, dee mer a puncto Souveränitéit hunn, fir, sollte mer da Chance hunn, e Virsprong op anerer ze hunn. Mir legiféieren, fir esou vum „first mover advantage“ kënnen ze profitéieren. Mir wëllen eis also am Beräich Space Mining positionéieren, besonnesch am Beräich vun der Innovatioun an der Fuerschung. Jo, de Wëllen ass do, fir „first mover“ ze sinn, sou wéi mer dat an den 80er Joren - de Franz Fayot hat dat scho ganz treffend a sengem mëndleche Bericht gesot - bei der Fongenindustrie reuséiert hunn, wéi mer fir d'Éischt d'UCITS-Direktiv emgesat hunn, wuelgemierkt och do déi éischt UCITS-Direktiv.

Wien hätt deemools geduecht, datt dat klengt Lëtzebuerg déi éischt Fongenindustrie op der Welt no Amerika géif gi respektiv déi éischt Fongenindustrie an der Europäescher Unioun?!

Här President, Space Mining ass e Laangzäitprojet. Däers ass sech och d'Regierung bewusst. E wäert Ressourcë mobiliséieren an Headquarten op Lëtzebuerg bréngen. Et gëtt vu ronn 60er Entreprisé geschwat, déi komme wëllen. Den Här Minister Schneider hat dat a sengem leschten „Background“ gesot. Souguer d'ESA, also d'Europäesche Weltraumagentur, wëllt elo bei dësem Projet matmaachen, obwuel dës Agence am Ufank éischter kritesch oder retizent oder souguer skeptesch wor.

Natierlech ass Space Mining esou eppes wéi eng Science Fiction fir d'Skeptiker an d'Kritiker. Jo, et ass e gewote Projet fir eis bescheide Lëtzebuurger Verhältnisse, eppes Ongewinnes, jo, bal Skurrilles. Bei der SES Astra war dat net vill anescht. Obwuel d'Fachleit eis soten, datt ee bei de Satellitten deemools scho genau wouss, wou ee géif higoen a wat een erreche géif, steet dat awer beim Space Mining nach wuertwärtlech an de Stären.

Deemools ass dee Projet awer vun deene meeschten als quasi verréckt Iddi duergestallt ginn. Deemools huet de Lëtzebuurger Stat eng Garantie gestallt, déi 5% vum Statsbudget ausgemaach huet. Et war e risikoräiche Projet. Et gouf gefaart, datt d'Satelliten eroffalen an e grouse Schued urichte kéinten. Haut, iwwer e Véierels Jorhonnert méi spéit, ass den SES-Projet eng eenzeg Erfollegsgeschicht. De Stat ass mat 30% Aktionär an SES Astra an en ass mat hinnen zesummen de gréisste Satellittebetriber weltwäit.

Jo, och Asteroiden kënnen eroffalen. Ma dee Risiko ass och ginn, wa mer keng Weltraumfuerschung maachen. Ëmmer nees sinn Asteroiden oder Stécker dovunner un Globus ageschloen. Déi Gefor besteet och weiderhin! Et gëtt ebe keng honnertprozenteg Sécherheet an dësem Beräich. Eppes schéngt just sécher ze sinn: De Projet vum Space Mining an de gesetzleche Kader, dee mer haut stëmme sollen, ass eng grouss Publicitéit fir Lëtzebuerg. Vill Betriber ausserhalb vun der Europäescher Unioun sinn also op eis opmierksam ginn a si schéngen sech eppes dovunner ze versprechen.

De Wirtschaftsminister schwätzt vun enger Visioun, déi ee muss hunn. E schwätzt vun 100 Méiglecheeten, déi sech mam Space Mining erginn, dorënner d'Optanke vu Satelliten am Weltall, de sougenannten „refuelling“. Géif dat net geschéien, da géifen déi Satelliten no zéng Joer Lafzäit net méi funktionéieren. E schwätzt



vun der Méiglecheet, fir aus dem Weltall Analysen an Observatiounen ze maachen, zum Beispill am Beräich vun der Landwirtschaft.

Här President, kommt mir schwätzen och vun de Risiken! Et gëtt der eng ganz Rëtsch, déi caléiert Wëssenschaftler eis an der Fachliteratur opweisen. Loosst mech der e puer erauspicken, net fir ze stëppelen, net fir de Projet schlechtzereden, mä well mer jo éierlech mat eis selwer wëlle sinn an de Realitéiten an d'Ae kucken!

De gréisste Risiko wäert ëmmer dee sinn, datt de ganze Projet den Erwaardungen net gerecht gëtt: entweder well d'Technologien sech awer net esou weiderentwëckelen, fir et eis ze erméiglechen, op Asteroiden ze fléien an do ze fuerschen, oder well et sech erausstellt, datt d'Ressourcen, déi een op Asteroiden féint, net déi Valeur hunn, déi esou eng Weltraumexpeditioun rentabel mécht. Mä mir mussen och éierlech si mat eis selwer: Kee flitt an de Weltall, fir just e puer flott Fotoen ze maachen. Den Invest an esou eng Expeditioun muss sech lounen. Et kann een och e Substitutionseffekt net ausschléissen. Et kann näamlech duerchaus sinn, datt déi Materialien, also rar metallesch Elementer, déi een hei wëllt siche goen, duerch nei wëssenschaftlech an technologesch Entwëcklungen souzesoen ersat ginn, also am groussen Ganzen iwwerflësseg ginn, ier zum Beispill Plattin vum Asteroid op der Aerd ukomm ass.

Den zweete Risiko, deen ech wëll nennen, ass deen, datt déi Firmen, mat deene mir am Moment zesummeschaffen, vu finanzstaarke Konsortien opkaaft ginn, soubal Profitter um Himmel wénken. Dës Konsortien kéinten eventuell net um Standuert Lëtzebuerg interesséiert sinn.

Eng drëtt Gefor läit bei de Patenter. Déi Patenter, déi déi speziell Sonden, Roboteren a Steuerungsprogrammen ofdecken, kënnen duerch auslänfer, ier och nëmmen een Cent domadder verdéngt ass. An deem Fall kann nëmme mat der éischter Generatioun, déi noutwendegerweis nëmmen e puer Maschinen ëmfaasst, e kuerzfristige Profitt realiséiert ginn.

E véierte Risiko läit an der Ännerung vum Regime vun der Sonn. Et gëtt Zäite vu starker Sonnenexplosione mat héijem Sonneward. Dës kéinten d'Sonden technesch futtimaachen. Derbäi komme laang Reaktionszäiten, fir vun der Aerd aus d'Sonden an e sougenannte Schutzmodus ze bréngen.

Aner Froen, déi sech an deem Kontext stellen, si folgend - ech kann net op se all agoen, mä zum Beispill déi hei: Wiem gehéiert den Asteroid, wann en an d'Waasser fält? Deem Eischen, deen e ka recuperéieren? Oder deem, deen e Claim drop huet? Oder deem, deen en als Eische lokalisiert? Hei gëtt et Erausforderungen am internationale Recht, déi gekläert musse ginn.

Här President, et gëtt awer net nëmme Risiken, et gëtt och Opportunitéiten beim Space Mining. Wann deem jo net esou wier, kéinte mer de Projet direkt vergiessen. Eng positiv Saach ass déi, datt d'Entwëcklung vun neie Materialien, déi d'Weltraumbedingungen iwwerstinn, och fir sougenannt „normal“ Applikatiounen ze gebrauche sinn.

D'Recherche an d'Innovatioun ronderëm de Space Mining hëlfele eis elo schonn, fir besteeënd Technologien ze verbessern, denke mer un d'Lasertechnologien oder un d'Batterie-technologie. Hei sinn nees Nanomaterialien am Fokus, déi bei reduziéiertem Gewicht méi eng héich Effikasitéit an Durabilitéit kënnen hunn. Dat wierkt sech positiv op de Laangzäittransport vun de Sonden aus. Fir vill Mining-Applikatiounen ginn effektiv kuerzzeiteg héich elektresch Stréim gebraucht.

Och aner Verbesserunge si méiglech, zum Beispill bei der Solartechnologie, well ebe speziell Solarpanneae gebraucht ginn, fir ënnerwee nozelueden. Alles an allem kann de Projet vum Space Mining zu Verbesserunge féieren, wéi zum Beispill och bei den 3D-Drocktechnologien.

Här President, ech kéint esou weiderfuere an och drop hiweisen, datt de Space Mining duerch aus neien Erkenntnisser an der Satellitentechnologie féiere kann. Ech denken hei un d'Mikro- an un d'Nanosatelliten, déi erlabe sollen, fir op eng méiglechst effikass Manéier Asteroiden unzesteieren an ze analyséieren, ier een Exploitatiounssonden dohinnerchéckt.

Villes wier nach ze soen, mä dat géif hei effektiv ze wäit féieren. Eppes kann een awer zrëckbehalen, och a grad beim Space Mining gëllt ee Prinzip: „Der Weg ist das Ziel.“ Mir steieren zwar e bestëmmt Zil un, ma um Wee zu deemem Zil perfektionéiere mer eis a mir kommen zu neien Erkenntnisser.

Här President, eng lescht grouss Fro war déi vun der Imitatioun, vum sougenannten „Nachahmungseffekt“, vun deem mer och an der Kommissioun geschwat hunn. Wéi grouss ass also de Risiko, fir imitéiert ze gi bei dëser Legislatioun?

Dorobber kann een äntwerten a soen, datt all Natiounen, déi elo schonn Weltraumtechnologien hunn oder entwéckele kéinten a wäerten, direkt Konkurrente ginn; denke mer un d'USA, u Russland, u China, u Japan, Indien, an anerer innerhalb vun der Europäescher Unioun! Lefe Patenter aus, ier déi Maschinen, déi domadder ënnerwee sinn, eppes zrëckbruecht hunn oder kuerz duerno, maache se finalement all mat. Den aktuelle Space Act erlaabt jiddwerengem, fir Material als säint ze deklaréieren, datt hie vun der Surface oder aus engem Weltraumkierper erausgeléist huet. Trotzdeem bleift et schwéier, well e Patent kënnen ze benotzen, heescht net, eng Technologie ze beherrschen.

Här President, haut stëmme mer iwwer e Gesetzesprojet, deen e legale Kader setzt fir alles, wat sech ëm déi sougenannten „space resources“ dréit. Dem Rapporteur Franz Fayot soen ech hei an deem Kontext e spezielle Merci fir säi ganz gudd schréfflechen a mëndleche Bericht.

Fir als Land an deem Domän eng komplett Legislatioun ze hunn, muss awer och nach en zweet ëmfaassend Gesetz iwwer all déi aner Activités spatiales gestëmmt ginn. Mir brauchen näamlech och en Autorisatiounsregime fir all aner Aktivitéiten am Weltall. Mir wäerten donieft also e Regime brauchen, falls bei Expeditiounen auslänfer Frequenze benotzt ginn. All dës Detailer wäerten dann an enger nächster Etapp musse gestëmmt ginn, fir datt eis Gesetzgebung an deem Kontext komplett ass.

Här President, ech weess net, ob mer haut als Chamber Geschicht schreiwen. Wann ech längst ënnert dem Buedem leien, wäerte mer wuel, wa mer Chance hunn, éischt gräifbar Resultater opweises hunn. Ech weess net, ob mer kënnen soen, datt mer vun haut un an eng nei Zäit steieren. Am September 1792 bei der Kanonad vu Valmy war de Johann Wolfgang von Goethe ganz euphorisch, wéi e geschriwwen huet: „Von hier und heute geht eine neue Epoche der Weltgeschichte aus und ihr könnt sagen, ihr seid dabei gewesen.“

Ech denken, datt mer an deem Kontext net esou pathetesche wéi den Här Goethe sollte sinn. Ma mir sollten awer eng gutt Portioun Optimismus mat deem Projet verbannen: Optimismus, well d'Regierung de Standuert Lëtzebuerg méi bekannt a méi attraktiv mécht. Optimismus, well mer eis op der ekonomescher Weltkaart duerch dese Projet méi siichtbar maachen. Optimismus, well mer iwwert dese Wee nei Aktivitéiten unzéien, eis also diversifizéieren. Optimismus, well mer dat éischt Land sinn, dat op deem Feld e legislative Kader ubitt. Dat geschitt net all Dag, an ech hoffen, datt anerer eis enges Daags dorëms beneide wäerten.

Wéi deem och ëmmer ass: „Wien net wot, dee wënt och net“, seet d'Spréchwuert. Mir sollten d'Gonscht vun der Stonn notzen an haut e gesetzleche Kader schafen, dee spezialiséierte Betriber entgéintkënt. Da wäert sech weisen, wivill Investissementer an deem Beräich op Lëtzebuerg kommen a wat fir Retombéien eiser Wirtschaft, déi mer weider diversifizéiere mussen, zeguttkomme wäerten.

Bei all deem visionären, dat an deem Projet stécht, si mer awer, Här President, gutt beroden, nieft eisem zilstreebegen an optimisteschen Denken deemüteg ze sinn an ze bleiwen.

Mir sollen de Courage hunn, fir no de Stären ze gräifen, ma nëmmen, wa mer mat zwee Féiss um Buedem bleiwen!

#### (Brouhaha)

Well wéi huet den däitsche Schréffsteller Wilhelm Raabe esou treffend geschriwwen: „Sieh nach den Sternen, hab acht auf die Gassen!“ Dëst gesot, wëll ech den Accord vun der Demokratescher Partei ginn an ech soen lech Merci fir Är dach awer ganz grouss Opmierksamkeit.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Bauler. An nächste Riedner ass den Här Gérard Anzia fir déi gréng.

► **M. Gérard Anzia (déi gréng).** - Merci. Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, ech ginn haut e bëssen ugeschloen an d'Ronn, ech hunn e kleng Virus agefaangen. Et ass sécherlech kee Weltraumvirus. Mä ech probéieren awer, mäi Message eriwuerzebréngen, och wann dat dann net grad akustesch ëmmer esou verständlech ass, wéi een dat soss gewinnt ass.

E Merci un de Franz Fayot, dee souwuel an der Kommissioun dat gutt geleet huet an e proposer a vollstännege Bericht gemaach huet, souwuel mëndlech wéi schréfflech.

Déi Leit, déi Visiounen hunn, do sinn déi gréng der Meenung, dass mer se net solle bei den Dokter schécken, dat hat de Virriedner och scho gesot. Leit, déi Visiounen hunn, déi solle mer ënnerstëtzen, deene solle mer hëlfele, a mir solle Leit, déi Visiounen hunn, och guidéieren. An dese Projet de loi ass e Guidage, dee gemaach gëtt fir des Leit.

De Weltraum, deen huet eis schonn ëmmer begeeschtert. Ech denken do un de Jules Verne, deen huet dat schonn am 19. Jorhonnert geschriwwen, dass mer an d'Héicht solle goen, awer och an d'Déift. Ech denken awer och un e Lëtzebuurger, dee vläicht net esou bekannt ass, den Hugo Gernsback. Deen ass ausgewandert ëm 1900, wéi vill aner Lëtzebuurger Bierger, an en ass duerno Amerikaner ginn, wéi dat elo grad bemierkt ginn ass. Dat war en Tüftler an Erfinder an deen huet 40 Patenter ugemellt, ënner anerem fir eng Dréchebatterie. En ass domat awer ni räich ginn. Mä dorënner ass en iwwerhaapt net bekannt, en ass bekannt als e Papp vu Science-Fiction, well en och dee Literaturgenre matgegrënt huet Enn den 20er Jore vum 20. Jorhonnert.

Ech denke beim Weltall awer fir mech ëmmer primordial un de Georges Remi, un den Hergé, deen zwou BDe geschriwwen huet, an 1950 huet en dann den Tintin, de Käpten Haddock mam Tournesol, deen den Initiator war, de Fuerscher war, de Geck war, de Visionär war, op de Mount geschéckt. An 19 Joer méi spéit ass dat Realitéit ginn. An duerfir mengen ech, dass ee vu Visiounen ausgeeënd iwwert déi noutwendeg Recherche och an d'Realiteit vun esou Projekte kënt. Souwäit mäin Ausfluch zu de Visiounen!

Mir brauchen also ganz kloer Recherche am Weltraum, an de Weltraumtechnologien, an duerfir brauche mer och nient dem staatleche Kapital och Privatkapital. An des Richtung schafft dese Projet de loi.

Da wëll ech ganz kuerz op de mandatéierte Sprächer vun der CSV agoen, deen elo grad no eisem Rapporteur d'Ried hei opgemaach huet. Hien huet hei gesot, dass et eng Diversifikatioun vun der Lëtzebuurger Wirtschaft ass. déi gréng sinn der Meenung, dass et domat net duergeet, dass dat ze kuerz gräift. Et geet e ganze Krack méi wäit. En huet hei gesot, dass Lëtzebuerg domat op d'Weltkaart kënt vun de Weltraumtechnologien. Ma en Deel ass jo schonn do, wou u sech 1985 d'SES Lëtzebuerg op der Weltkaart placéiert huet. Dat ass jo schlisslech den zweeten Opérateur mondial, wat d'Satellitentechnik ugeet. An och dese Projet de loi wäert Lëtzebuerg nach eng Kéier op der Weltkaart positionéieren.

A grad well esou vill Technologie an em de Weltraum feelt, ass et gutt, elo e rechtliche Kader ze schafen, en Usaz ze schafen, fir Privatkapital ze mobiliséieren. An ech ginn em gär recht, an duerno ginn ech dorop an, dass et richtig a gutt ass, dass mer musse kucken, iwwert d'UNO de Space Treaty vun 1967 unzegoen an eis international Regeln ze gi fir d'Exploitatioun vun de Ressource-spacialen.

An zu gudder Lescht wäert ech herno natierlech op d'Nohaltegkeet agoen, op déi Fro, déi e puermol opgeworf ginn ass an der Kommissioun, fir bei de Gréngen de Wuerm ze zéien, wéi se dann dozou stinn a wéi se dat gesinn am Kader vun deemem Projet de loi.

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Ech si gespaant!

► **M. Gérard Anzia (déi gréng).** - Majo, ech wäert da probéieren, Är Wësch gerecht ze ginn. Ech komme fir d'Éischt zum Weltraumrecht: Déi international Richtlinn, firwat brauche mer déi? Ma ganz kloer, d'Antarktis, d'Héichmied, de Weltraum, déi hunn eppes gemeinsam: Et si Commons, et sinn Allgemenggidder.

#### (Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Duerfir brauche se och Protektioun, se brauche Regeln. A se brauchen och Regeln, déi international unerkannt sinn. Dass Lëtzebuerg elo hei nieft den USA, déi 2015 den American Space Act ënnerschriwwen respektiv gelescht hunn, als ee Land, als europäescht Land als Éischt higeet a sech eng Reglementatioun gëtt, e Gesetz gëtt, fir u sech d'Exploitatioun vum Espace ze regelen, ass, mengen ech, dee richtige Wee. Well da kënt och Bewegung an dem Dossier. An et soll ee sécherlech bilateral Accorde fannen, fir u sech méi Leit ëm dese Projet ze vereenegen a fir och international Regeln duerno realiséiert ze kréien.

An et ass an enger Logik vun der SES, déi 1985 zu Lëtzebuerg gegrënt ginn ass, zu Betzder, wou Der jo wësst, dass dat Pionéier waren an der Satellitentechnik. Ech hat virdu gesot, si sinn den Zweeten um Weltmarkt. An et ass och

u sech an där Logik, wou dese Projet de loi kennt. 2011 huet d'SES jo eng Stéftung gemaach fir d'Uni Lëtzebuerg, fir do e Léierstull ze schafen, dee besat ginn ass mat der Dozentin Mahulena Hofmann. An zwar geet et hei ëm Weltraumtelekommunikatioun a Medierrecht a wou säit leschem Hierscht 2016-2017 och e Master ugebuede gëtt. Also ass et an enger gewëssener Logik, an enger gewëssener Konsequenz vun dëser Fuerschung op der Uni Lëtzebuerg, vun dëser Ausbildung op der Uni Lëtzebuerg, dass mer higinn zu Lëtzebuerg an och Privatkapital mobiliséieren an e rechtliche Kader schafen.

An déi gréng si ganz kloer der Meenung, dass et internationale Regele bedarf, fir Konflikter virzebeugen, wann zum Beispill zwee privat Akteure géifen op engem selwechten Asteroid wëlle Minnerai ofbauen oder aner Ressourcen - Waasser - do wëlle gewannen.

A ganz kloer, fir déi gréng ass et extrem wichtig, dass mer derfir surgen, dass keng Waffen a keng Waffentechnologie am All Verbreedung fannen, well ganz kloer de Weltraum eben en Allgemenggut ass.

Zur Nohaltegkeet gehéiere fir eis ganz kloer - de mandatéierte Sprächer vun der CSV ass ganz Ouer -...

#### (Interruption)

...propper Loft, gesonde Buedem, propper Waasser. Dat brauche mer hei op der Aerd. Dat ass evident. Dat ass eis Liewensressource. An duerfir kënnen mer och net mengen, dass mir iwwer eng Weltraumtechnologie des drai Komponente kéinte verännere.

D'Energiefro, déi muss och ganz kloer hei op der Aerd geléist ginn. Erneierbar Energien ass der grénger Meenung no déi Pist, déi mer do musse goen. Well wa mer d'Energiefro net hei léisen, dann hu mer jo och déi Ressourcë guer net, fir u sech déi bemannten oder net bemannte Missiounen an de Weltraum ze schécken. Duerfir ass et primordial, dass mer fir d'Éischt hei eis Hausaufgabe maachen. Anescht ass et jo guer net méiglech. An dat ass, mengen ech, ganz kloer d'Nohaltegkeetsfro beäntwert.

Mä...

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Dat war net iwwerzeegend!

► **M. Gérard Anzia (déi gréng).** - Bon, Iech kann ee vläicht net iwwerzeegen, wat d'Nohaltegkeet ugeet. Ech hat jo schonn eng Kéier hei plädéiert, wann Der Aren Zéngpunkteplang kuckt, dass ech do ganz weineg vun Nohaltegkeet an Arem Plang fonnt hunn. Dat war d'lescht Joer. Ech waarden op deen neie Programm da fir 2018.

#### (Brouhaha)

An dann hoffen ech, do vill méi Substanz ze fannen. Da maachen ech deen Dossier vun der Nohaltegkeet ganz gär och zou, wat d'CSV betréift.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Sou. Loosst den Här Anzia elo schwätzen! Här Anzia, wann ech gelift, fuert virun a provoziert d'Kollegen net ze vill, well soss gitt Der ëmmer gestoppt! Sou, den Här Anzia huet eleng d'Wuert.

#### (Interruption)

► **M. Gérard Anzia (déi gréng).** - Merci, Madamm Presidentin. Ech kommen erëm eng Kéier zrëck zu dese Missiounen. Déi Missiounen, mir maache se fest um Space Mining. Dat ass jo a war...

#### (Interruption)

Dat ass jo vläicht dann den Endstadium och vun där Exploitatioun vun deem Objet, deen do kéint geschéien. Et muss een awer oppassen, dass et sécherlech net esou wäert sinn, dass mer elo Spacebuggien hei opriichten, déi tèschent der Aerd an den Asteroiden hin an hier pilgeren. Et wäert sécherlech eng éischt Approche,...

#### (Interruption)

...eng éischt Approche an Notzung ginn, wou...

#### (Brouhaha)

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Sou, elo...

► **M. Gérard Anzia (déi gréng).** - Et wäert sécherlech eng éischt Approche an Notzung ginn, wou de „refuelling“ vun de Satelliten wäert Prioritéit hunn. Dat heescht, dass mer kucken, Ressourcen ze gewinnen op Satelliten, sief et Waasser, sief et Energie, sief et soss Mineralien, fir déi Satelliten méi laang um Liewen ze halen. Dat ass nohalteg. Et wäert och sécherlech esou sinn, dass mer och wäerte kucken, déi bemannte Statioun op der ISS mat de Ressourcen ze beliwieren, déi noutwendeg





sinn, fir och do manner Trafic musse vun der Aerd erop ze maachen.

A sécherlech wäert et och ee Volet sinn, well dat hunn ech e bësse gesinn: Et gëtt jo nëmmen zwou Méiglechkeeten, wat mer mat engem Satellitt maachen, wann en um Enn vu senger Liewensdauer ukomm ass. Entweder befërdere mer en aus senger stationärer Ëmlafbunn erof, fir Plaz ze maache fir en anere Satellitt, an da loosse mer e vergléien an der Atmosphär. Oder mer schécken en op de Weltraumkierfecht. Dat ass eng geostationärer Bunn, wou e ronderëmflitt mat anerem Weltraumschrott a wou en u sech do da bis an d'Onendlechkeet verbleift.

An do ass eben dann d'Fro, an ech mengen och ganz sécher, dass dës Missioun an dese Kader gesat gëtt an deemem Projet de loi, fir grad d'Liewensdauer vun dese Satellitten ze verlängere respektiv dee Weltraumschrott, deen awer ganz rar Mineralien a Stoffe a sech huet, ze recuperéieren.

Dat mécht Sënn an dat ass nohalteg. Dat ass sécherlech op där Trajectoire. An déi Trajectoire ass laangfristeg. An dorop kommen ech elo an deem nächste Punkt ze schwätzen, ob dat elo zéng Joer, zwanzeg Joer oder drësseg Joer dauert, dat sief derhigestallt. Deene Grëngen hirer Meenung no ass et onwahrscheinlech wichteg, dass mer eng laangfristeg Visioun hunn, déi och wäit iwwert dësst Jorhonnert, voire Jorhonnert erausgeet.

Déi laangfristeg Visioun, firwat schwätze mer dovun? Oder schwätzen ech elo dovun? Ma de bloe Planéit, deen huet eppes Eenzegaarteges u sech. Déi Kombinatioun vu Waasser, Atmosphär a vun der Sonn bréngt et mat sech, dass mer iwwerhaupt hei kënnen liewen. D'Sonn ass eise Seegen, ass awer och eise Fluch. Ben, ouni d'Sonn gëtt et kee Liewen op der Aerd.

#### (Interruption)

D'Sonn gëtt vun Astrophysiker op en Alter vu 4,5 Milliarde Jore geschat, se ass anscheinend an der Halschent vun hirer Liewensdauer ukomm a se hätt nach eng Kéier eng äänlech Period viru sech. Mä de Problem, dee sech stellt, dat ass kloer, ass deen, dass d'Temperatur vun der Sonn an d'Luucht geet, dass se sech ausdeent. An domat huet se en eminenten Impakt op d'Liewen hei op der Aerd.

Dat ass zwar fir eis als Mënschen, déi mir nëmmen e Stëbskär sinn, wann ech den Alter betruechten, wéi laang mir hei op deemem Planéit sinn, natierlech wäit, wäit, wäit ewech, déi 500 oder 1.000 Millioune Joer, bis dass d'Ozeaner verdampfen an u sech kee Liewen op deser Aerd méi wäert méiglech sinn. An duerfir si mir als déi gréng och der Meenung, dass een elo Léisungen an där doter Philosophie, an där Optik muss sichen.

Do gëtt et vun der NASA a vun der ESA - déi schaffen dorop - och e puer Iwwerleeungen, fir déi Zäit méi laang ze kréien, also vläicht d'Liewensdauer vun eisem Planéit nach eng Kéier ëm eng Millioune Joer ze verlängeren, d'Aerd also ze réckelen op hirer Bunn, am Ufank méi wäit ewech ze kréie vun der Sonn an dann erëm méi nobäi ze kréien, well wann d'Sonn ufänkt ze vergléien an hir Ressourcen net méi do sinn, da feelt eis u sech déi Sonn.

An da brauche mer natierlech, an dat ass déi laangfristeg Komponent, iergendeppes wéi eng Space Arche Noah. A voir wien do drasetzt, ob mer dann eis Bevëlkerung an eis Biodiversitéit dodra verpacken. An da musse mer vun deemem Planéit eng Kéier a ferner, ferner Zukunft fort-réckelen.

De Stephen Hawking - an ech selwer si jo vun der Formatioun hier absolutt guer net deen, deen do ka matschwätzen, ech si just Ingenieur an net Fuerscher -, en eminenten Astrophysiker réit elo schonn, dass ee sech mat deem Gedanken misst beschäftegen, fir d'Aerd eng Kéier ze verlossen. Déi Zäitruum huet en eng Kéier uginn an engem Interview, hunn ech gelies, mat dausend Joer, en huet dat duerno erfogusat. En nennt dat „expedition new earth“ an e gëtt do verschidden Ursache vir: Bon, eng Kéier natierlech déi Verännerungen, déi d'Sonn mat sech bréngt, awer och Ursache wéi Klimawandel, Pandemien, Asteroidaschlag an Äänlech, firwat e seet, mir mussen eis elo mat deem Volet beschäftegen.

Léif Kolleeginnen a léif Kolleegen, déi gréng fuerderen am Kader vun deemem Projet de loi ganz kloer eng etlech Saachen. An do sinn ech a verschiddene Saache mat menge Virriedner hei ganz sécher op enger Linn, bei anere vläicht manner. Fir déi gréng ass kloer: Mir mussen d'Hausaufgab op der Aerd maachen an eis elo net an eng Illusioun erastieren, dass elo mat dese Missiounen eis Problematiken, wat Loft, Buedem, Waasser, Energie a Klimafroer ugeet, geléist ginn. Dat muss hei geléist ginn.

Mir brauchen - dat ass och ganz kloer eis Meenung - international Regeln, fir de Weltraum

ze schützen ouni Waffen an ouni Gewalt. A ganz kloer schéngt eis Gréng awer och déi Visioun fir déi zukünftige Generatiounen - net eng, zwou, dräi, mä dausende Generatiounen - noutwendeg, dass een och d'Fuerschung am All ustéist, fir dass een u sech deser Zivilisatioun, wann ee mengt, dat wär derwäert, eben och eng fern Zukunft nach kann erméiglechen.

Elo ass dese Projet de loi vläicht e ganz, ganz klengen, awer e wichtige Bausteen an dës Richtung, fir eben d'Fuerschung och um private Volet unzestoussen. Ob et elo awer, wéi et an engem Artikel vun der „woxx“ gefuerdert gëtt, mir missten deemnächst e Weltrauministère zu Lëtzebuerg schafen an e Weltrauminister - do war och eng ganz flott Karikatur vun Här Minister Schneider an engem Astronautekostüm mat Karbidsluucht um Kapp - misst gemaach ginn, dat wëll ech dann effektiv deene Leit mat Visiounen hei iwwerloossen a géif d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun zu deemem Projet de loi ginn a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Merci dem Här Anzia. Als nächste Riedner hunn ech den Här Roy Reding ageschriwwen. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Roy Reding** (ADR).- Merci, Madamm Presidentin. Ech wollt dem Franz Fayot e grouse Merci ausdrécken, fir eis mat grousser Präzisioun den Inhalt vun deemem Text duergeluecht zu hunn.

Ech war net fro iwwert den André Bauler. Ech wollt ruffen: „Très bien!“, en huet mer mäin Agangssaz geklaut, näamlech dee vun der Souveränitéit. Dese Projet freet eis als ADR ganz besonnesch och dowéinst, well mer hei emol eng Kéier kënnen e Gesetz stëmmen, net wéinst iergendenger europäescher Legislatioun, déi muss ëmgesat ginn, mä well mer hei eis national Souveränitéit kënnen benotzen, fir an engem Beräich aktiv ze ginn.

Natierlech ass de Space Mining net nëmmen eng Souveränitéitsnisch, et ass eng Kompetenznisch. Et ass jo och dat, wat de ganze Projet esou interessant mécht. Et weisen awer och déi Diskussiounen, an ech mengen, de Franz Fayot ass och do ganz präzis op déi Problemer agaange mat deenen internationalen Traitéen, wéi geféierlech et ka sinn, international Verflüchtungen anzegoen. Zu deem Moment, wou ee se ageet, ass ee sech vläicht net ëmmer bewosst, wat se bedeiten. Haut si mer fro, datt mer de Moon Treaty net ratifizéiert hunn.

De Minister sot an der Kommissioun - an ech ginn em ganz recht -: „D'Belsch an d'Hollänner hu sech deemools an de Fouss geschoss!“ Hätt dat eis net och kënnen passéieren? Hätt hei ee grouss Opposition gemaach, wa gesot gi wär: „Kommt, mir ratifizéieren dee Moon Treaty!“? An duerfir muss ee ganz gutt oppassen, wat fir eng international Verflüchtungen datt een ageet.

Ech hunn eng Parallell, ech mengen, de Wirtschaftsminister, deen dann haut wéinst deemem Projet do ass, hat déi Noriicht do vum Google-Rechenzentrum. Och do si mer handicapéiert duerch en internationalen Traité, eng international Verflüchtung.

Wann do esou vill Elektresch verbraucht gëtt, wéi solle mer dann nach eis Reduktionsziler an der Energie anhale kënnen? Selbstverständlech musse mer dann nees ganz nei Produktiounen opbauen an esou weider. Mir ginn also handicapéiert an enger souveräner Decisioun, déi mer huelen oder och net huelen, duerch international Traitéen.

Den Outer Space Treaty vun 1967 hu mer ratifizéiert. An do ginn ech och net méi op déi Expertendiskussioun am Detail an. Mä et geet drëm: E Stat däréif sech en Himmelskierper net uneegnen, mä däréif e Ressourcë benotzen? An do seet d'Studie ganz kloer - an do beugen ech mech dann deene Juristen, déi sech domadder laang a breet ausenangeresat hunn -: Bottom Line, den Outer Space Treaty, „never specifically refers to such resources.“ An da géillt den allgemeng Rechtsprinzip, deen esou wichteg ass, näamlech datt alles, wat net verbueden ass, erlaabt ass.

Et ass also eng gutt Saach, datt mer hei dese rechtliche Kader schafen. Mir wëllen awer selbstverständlech keng „space cowboys“, déi mat Lëtzebuenger Fändel dorëmmer reesen. An duerfir gesäit desen Text vir, datt et een Agreement gëtt an eng Assurance gëtt, an dat ass ganz gutt esou.

Zum Thema Assurance hunn ech eng Fro, déi ech scho gestallt hunn de 4. Juli am Bezuch op den SES-Satellitt, deen aus der Bunn geroden ass. An do geet et ëm d'Responsabilitéit vun Stat, déi eventuell Responsabilitéit vun Stat, wann eng Assurance vun enger privater Gesellschaft e Schued net géif decken oder net méi géif decke respektiv de Schued méi héich wier wéi déi Assurancendeckung.

A wa mer da scho bei de Sue sinn, da schwätze mer hei vu Steiergelder. Och datt ass en Aspekt, deen een net däréif vernoléisegen. Mir hunn eis ganz vill Gedanke gemaach: Ginn hei Honnerte Millioune an de Sand gesat, an iergendengem Iddi, an iergendengem Projet? Oder gi se verstänneg investéiert? Bis elo goufen, wann ech richteg informéiert sinn, 25 Millioune engagéiert, dovunner zéng Millioune tatsächlech ausginn, an déi haaptsächlech a Participatiounen vum Stat a Firmen, déi aktiv sinn an deem Space Mining. An do wäere mer ganz fro, fir vum Minister méi Detailler ze kréien. Vläch kann en eis soen, wéi eng Gesellschaften dat sinn, mä virun allem awer och, wéi héich déi Participatioun ass, déi de Stat do hält.

Déi positiv Nouvelle, wat d'Suen ugeet, ass, datt mer bis elo als Lëtzebuerg all Joer 25 Millioune Euro un d'ESA iwwerweisen. An do war net ganz vill Retour. An dese Projet mécht et elo méiglech, datt mer do e Scheck zrëckkréien.

Et ass hei vill gesot ginn, wat dee Space Mining alles begräift. Ech mengen, Asteroiden falen och haut schonn op d'Aerd. Duerfir wësse mer, wat déi Asteroiden alles kënnen beinhalten: Gaser, Metaller an natierlech och Waasser. Et ass och scho geschwat gi vum Hydrogène, dee ka benotzt gi fir Satellitbetankung, eng ganz interessant Iddi. An et ass och schonn ugeklungen, de Weltraumschrott, deen en echte Problem duerstellt, kann eventuell zur Kreatioun vun engem Weltraum-, engem Space-Lamesch féieren.

Net richteg novollzéie kann ech d'Positioun vun Laurent Mosar. Alles, wat e gesot huet, ass richteg. All déi Bedenken, déi en huet, si richteg. All déi Froen, déi e gestallt huet, sinn net falsch. Mä et muss een awer eng Kéier zu enger Decisioun kommen. Well dee gréisste Problem ass, wa mer Milliarde wëllen unzéien an Investitiounen an dës Land op Basis vun deemem Projet, da muss et den Investisseure bewosst sinn, datt och 2018, wann et eventuell zu enger CSV-Regierungsbedeelegung kënnt, dese Projet viru Bestand huet an net vernoléisegtt gëtt, mä mat därsewlechter Kraaft an Energie weidergedriwwt gëtt wéi déi, déi haut de Wirtschaftsminister un den Dag leet.

#### (Interruption)

Dat alles, fir zum Ofschloss ze soen, datt mir als ADR dese Gesetzesprojet gutt fannen, datt mer em zoustëmmen, mä datt mer och insgesamt d'Demarche vun der Regierung an deemem spezielle Feld begréissen, déi Transparenz an och déi Kraaft an Energie, mat där hei virgaange gëtt.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix**.- Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Merci dem Här Reding. Als leschten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Baum** (déi Lénk).- Merci, Madamm Presidentin. Déi lëtzebuergesch Space-Resources-Initiativ huet virun engem décke Joer, wéi de Minister Etienne Schneider se fir d'éischte Kéier annoncéiert huet, zu allgemengem Erstaune gefouert, och bei eis. Déi Allerwéinegst konnte sech virstellen, datt den Ofbau vu Ressourcen am Weltraum technesch méiglech, ekonomesch sénnvoll an iwwerhaupt einfach esou vu Lëtzebuerg kéint decidéiert ginn. Wéi awer lues a lues méi Informatiounen bekannt goufen an de Minister méi driwwer erzielt huet an och Pressereise gemaach huet, huet sech erausgestallt, datt dës Iddi vun der Regierung awer eigentlech ganz einfach ze verstoen ass.

Se ass häerzlech wéineg innovativ a se steet éischer fir e klassesch Modell. Jo, se dreift souguer e klassesch Modell weider op d'Spëtz, e Modell, deen dem wahnsinnigen an zerstiéeresche Striewen no ëmmer méi vun e puer Milliardären ënnerworf ass an héchstens am Sënn vun deene räiche Leit funktionéiert. E Modell, dee keng mënschlech oder natierlech Grenze vun der ekonomescher Entwécklung méi kennt a mat deem mer grad amgaange sinn, d'Grundlagen op der Aerd vun eiser mënschlecher Existenz ze zerstiéieren. An e Modell, deen dem Gros vun der Weltbevëlkerung liewenswäert Entwécklungsméiglechkeeten hält.

Madamm Presidentin, dese Wirtschaftsmodell wëlle mir net an duerfir stëmme mir och haut géint dës Gesetz. Dat heescht awer net, datt mir géint d'Exploratioun vum Weltraum sinn an datt Lëtzebuerg och doranner eventuell eng Roll kéint spillen. Well wann et an deemem Gesetz iwwert d'Erferuschung vum Weltraum an domadder verbonnen Erkenntnisser iwwert d'Mënschheet oder de Bien commun vun eis alleguete géif goen, dann hätte mer heizou och eng aner Haltung. Mä et geet hei explizitt net ëm wëssenschaftlech Recherche, wéi de Statsrot dat opgeworf an och suggeréiert huet.

Neen, et geet ëm d'Kommerzialiséierung vu Ressourcen. De Minister Schneider huet dat an der Kommissioun och dätlech betount. Mir si géint des Initiativ a géint dës Gesetz, well et bedenkelech, deelweis geféierlech Entwécklung verstärkt a lasstréppelt a virun allem well et e Bild vun der Zukunft entwerft, dat mir esou net matmole wëllen.

Madamm Presidentin, duerfir wäerte mir aus fënnf Grënn dergéint stëmmen.

Éischtens versicht d'Regierung mat deemem Gesetz, de Weltraum mat senger Ressourcen ze privatiséieren, eppes, wat virdu kloer e Bien commun war, wat der ganzer Mënschheet gehéiert huet, soll privatiséiert ginn. Nodeems op der Aerd esou gutt wéi all Eck an all Ressource exploitable an der Profitlogik ënnerworf ginn ass, ginn elo d'Grenze weider verréckelt, fir nei Méiglechkeeten ze fannen, fir d'Accumulatioun weiderzedriewen.

Lëtzebuerg mécht sech heimadder zum Handlanger vu verschiddene méi oder manner groussen Entrepreneuren, déi awer eppes gemeinsam hunn: datt se vun e puer vun deene mächtigste Milliardären op der Welt kontrolléiert ginn. D'Regierung geet hei en „public private partnership“ an an de Minister Schneider vertritt dat jo och ganz offensiv, dee souguer beedeite kann, datt éffentlech Gelder, wéi dat och scho geschitt ass, an esou Privatentreprisen investéiert ginn.

Zweetens investéiert d'Regierung net nëmmen éffentlech Gelder an des Initiativ, mä se investéiert a benotzt och d'Souveränitéit vun eisem Land, fir dat ze maachen. D'Regierung schafft hei net eng Kompetenznisch, mä an alleréischer Linn eng Souveränitéitsnisch am Interêt vun deenen Allerräichsten. D'Regierung léisst mat deemem Gesetz dat internationaalt Recht méi oder manner léns leie respektiv interpretéiert et zumindest emol zimlech eesäitig. Lëtzebuerg huet den Outer Space Treaty ratifizéiert an erkennt domat de Prinzip vum Patrimoine commun de l'humanité un. Soumat ginn et keng national Souveränitéitsrechter um Weltraum. An och keng vun deenen zweifelhaft Rechtferetungen am Exposé des motifs vum Gesetz kann dat entkräften. De Statsrot huet dat a sengem éischten Avis och ënnerstrach.

#### (M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

An duerfir proposéiert de Statsrot, de ganzen éischen Artikel vun deemem Gesetz ersatzlos ze strächen. Just, an do huet de Minister recht, ouni deen alleréischen Artikel hätt dat Gesetz keen Inhalt méi. Et hätt keen Inhalt méi, wann net géif drastoen, datt d'Weltraumressourcen „susceptible d'appropriation“ wieren. Mä et bleift awer d'Fro, ob e Land wéi Lëtzebuerg unilateral internationaalt Recht interpretéieren a souguer deemno wéi nei setze kann. Mir mengen dat net. A mir mengen och net, datt et am Interêt vun eisem Land ass.

Iwwerhaupt, d'Sécurité juridique, déi heimadder soll geschaf ginn: De Statsrot ass och a sengem Avis doriwwer zimlech kloer. Wann et d'Zil sollt gewiescht sinn, Rechtssécherheet ze schafen, dann huet deen Text, dee mer virleien hunn, dat Zil verfeelt, well den Text méi juristesch Froen opwërt, wéi en der beäntwert.

Drëtens läit deser Initiativ en zudéifst verstéiere rend Welt- a Mënschbild zugronn, dat graff gesot doranner besteet, datt d'Mënschen op der Aerd net méi mat deem auskommen, wat de Planéit eis bitt, respektiv se fréier oder spéider alles hei zerstiéiert hunn a mer elo dowéinst am Weltraum no Alternative musse sichen. Ëmmer dann, wann d'Kritik un där Space-Resources-Initiativ haart ginn ass, ass gesot ginn - och vum Här Schneider schonn e puermol -, dat wier alles Science-Fiction, wat mir géife soen.

Ech wëll lech elo emol e bësse Science-Fiction erzielen. Den Elon Musk, de CEO vu SpaceX, also déi Entreprise, déi de GovSat an den Orbit geschoss huet, an deen ëmmer erëm vum Här Schneider bei all gudder Geleeënheet als avantgardistescht Virbild dohinnergestallt gëtt, deen Elon Musk begrënt seng Investissementer domadder, datt d'Mënschheet enges Daags misst op de Mars ëmgesidelt ginn, well op der Aerd kee Liewe méi méiglech ass. Dat, Här Schneider, ass Science-Fiction. Et ass eng Dystopie a se klängt net no enger besonnesch liewenswäerter Zukunft.

#### (Brouhaha)

Här President, d'Regierung stellt mat deemem Gesetz alles dat a Fro, wat se am Kader vun der Rifkin-Debatte oder der Rifkin-Etüd zumindest emol ugekënnegt hat: lokal a regional Wirt-



schaftskreesleef, eng Kreeslafwirtschaft, wou all d'Matière recycléiert a revaloriséiert ginn, erneierbar Energien, ressourcëschonend Produktiounsprozesser an esou weider. An des Felder gëtt proportional zu Space Resources wéineg investéiert. Et héiert een de Wirtschaftsmi-nister och wéineg doriwwer schwätzen. Et gesäit een en och wéineg op der Welt ron-derëmjetten, fir sech an deene Beräicher Inspi-ratioun an Expertis sichen ze goen. Grad dat wieren awer an eisen Aen déi ekonomesch Perspektiven, déi fir déi allermeeschte Leit d'Méiglechkeeten zu Matsprooch a Mataar-becht bidde géifen an esou eng staark gesell-schaftlech Basis kéinten hunn.

D'Space-Resources-Initiativ ziilt op de Contraire of. Vu Cohérence des politiques ass do keng Spuer méi.

Véiertens bleiwe bei der Space-Resource-Initia-tiv an der Struktur vun deem, wat sech eko-nomesch hannendru verstoppt, virun allem d'Bevëlkerung am globale Süden alt erëm eng Kéier op der Streck. Nodeem sech déi räich In-dustriestaten a Multinationale mat jorzéngte-laanger Ausbeutung vun deenen äärmste Län-ner a Leit e groussen Deel vum Ressourcëkuch op der Äerd ënnert den Nol gerappt hunn, ginn déiselwecht elo hin, vläicht an enger ane-rer Form, a Lëtzebuerg ass des Kéier jo dann ee vun den „first mover“, a wëlle sech en zweete Kuch, deen duerch den technologesche Fort-schrëtt eventuell iwwerhaupt eng Kéier er-reechbar kéint sinn, ënnert den Nol rappen. Well sollten eng Kéier d'Ressourcen am Weltall exploitéiert kënne ginn, esou wier deesen Ofbau immens deier an den Zougang zu de Ressour-cen an de Gewinn duerch den Handel mat de Ressourcen ënnert den aktuelle Virzeechen och nach immens ongerecht verdeelt.

Domadder huele mer deene Länner mat hire Bevëlkerunge weideren Entwécklungsspillraum a schafen ëmmer méi ongerecht Verhältnissen op der Welt. An et ass och dowéinst, firwat d'Entwécklungslänner sech mat Hänn a Féiss géint en internationaalt Ofkommen wieren, well se wëssen, datt se ënnert de kommerzielle Virzeeche wéi an deemem Gesetz komplett géi-fen op der Streck bleiwen.

Fënneftens lancéiert d'Regierung mat deser Ini-tiativ eng nei Course no Ressourcen, déi wéi an der Vergaangenheet schonn dacks zu interna-tionale Konflikter féiere kann: Konflikter ëm d'Ressourcen am südchinesesche Mier, wou et ëm d'Propriétéitsrechter an der Mer profunde geet, sollten eis interpelléieren. An d'Kricher ëm Aerdulech sinn awer scho méi bluddeg an och brandgefäerlech a si hunn d'Struktur vum internationale System déi lescht jorzéngte ge-präägt, Länner zerstéiert a Bevëlkerungen deel-weis zerstéiert.

Datt Lëtzebuerg hei einfach esou virprescht, ouni dat an enger multilateraler Kooperatioun zum Beispill op europäeschem Niveau ze maachen an elo deelweis Alliéierter, deelweis Kon-kurrenten huet, wéi d'Veereenegt Arabesch Emi-rater oder d'USA, sollt eis alleguer interpelléieren an zitt d'Legitimitéit vun deser Initiativ defi-nitiv an Zweifel.

Dat seet och déi Etüd, déi d'Regierung an Op-trag ginn huet, déi Etüd vun der Uni Lëtze-buerg, wou drasteet: „It is highly recommended that Luxembourg is ready for facing criticism, especially from the side of developing countries, but also from Belgium and the Rus-sian Federation.“

Här President, dëst Gesetz ass net zukunftswei-send, et ass réckwärtsgewannt. Et entstaamt der Imaginatiounssphär aus dem Ufank vum 20. Jorhonnert, wou d'Virstellung dominant war, datt d'Natur, eist natierlech Ëmwelt gratis do wieren a just drop waarde géifen, vun In-dustriellen exploitéiert ze ginn, ouni Rücksicht op Verloschter. A mir wëssen och, datt d'Aus-beutung vun der Natur de pair gaangen ass mat der Ausbeutung vum Mënsch.

An ech mengen, Här Fayot, wann Dir sot, datt hei soll probéiert ginn, et am Weltall besser ze maache wéi op der Welt, da muss ee soen: Am Weltall gëtt et net besser gemaach wéi op der Welt a virun allem net mat deem heiten Text. A virun allem sollte mer kucken, datt et eis Aufgab ass als Politiker, fir hei op der Welt eng liebenswäert Situatioun hierzestellen.

Dëst gesot, Här President, fäerten ech ganz, datt den...

► **M. Franz Fayot** (LSAP), rapporteur.- L'un n'empêche pas l'autre, Här Baum.

► **M. Marc Baum** (déi Lénk).- Pardon?

► **M. Franz Fayot** (LSAP), rapporteur.- L'un n'empêche pas l'autre.

► **M. Marc Baum** (déi Lénk).- Ah, mir hunn dann op jidde Fall d'Prioritéit dorobber, fir op der Welt e liebenswäert Liewen hierzestellen.

Här President, ech fäerte ganz, datt den...

(Brouhaha)

Ech fäerte ganz...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Datt Ar Riedezäit ofgelaf ass.

► **M. Marc Baum** (déi Lénk).- Ech fäerte ganz, datt de Major Tom Etienne Schneider de Kontakt zum „ground control“ definitiv verluer huet. Merci!

(Brouhaha)

► **Une voix**.- Très bien!

► **Mme Nancy Arendt** (CSV).- Houston, we have a problem. Hei ass Luxembourg, we have a problem.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Do-mat si mer um Enn vun der allgemenger Dis-kussion ukomm. An d'Wuert huet de Wirt-schaftsminister, den Här Etienne Schneider.

**Prise de position du Gouvernement**

► **M. Etienne Schneider**, Ministre de l'Écono-mie.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Alleréischts wëll ech e ganz grouse Merci dem Rapporteur soe fir säi Rapport, mä och der ganzer Kommissioun fir déi spannend an inter-essant Diskussiounen, déi mir iwwert déi Zäit haten, fir dee Projet de loi hei kënnen ze-summen ze preparéieren. Ech wëll och direkt virausschécken, dass ech och ganz gutt ka mat där Motioun vun der CSV-Fraktioun liewen, mam Inhalt dovunner, an dofir och kee Pro-blem gesinn, fir déi unzehuelen an och ze res-pektéieren.

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Très bien!

► **M. Etienne Schneider**, Ministre de l'Écono-mie.- Ech wëll awer hei virun allem dem ganze Parlament e grouse Merci soen, dem ganze Parlament e grouse Merci soe fir dee staarke Support, bon, bis op d'Kollege vun der Frak-tioun vun deene Lénken. Mä déi aner hunn all e volle Support ginn, fir déi doten Initiativ ze maachen. An dat ass wichteg. Et ass wichteg, wann een als Land wëllt en neie Wirtschaftssec-teur developéieren, zemoos wann ee wäert de Lead huelen, europawäit an och weltwäit ee vun de Leader wäert sinn, dann ass et wichteg, dass d'Parlament do derhannertsteet an dass d'Parlament d'Regierung och doranner ënner-stëtz.

Et ass och wichteg, dee Konsens kënnen no baussen ze weisen. Well international Investeu-ren, déi sech u Lëtzebuerg interesséieren, sinn natierlech och interesséiert drun: Wéi geet et da weider, wann eng Kéier eng aner Regierung do ass, wann eng Kéier en aner Wirtschaftsmini-ster do ass? Ass mäin Invest dann och nach ëmmer sënnvoll oder changéieren déi d'Mee-nung a gesinn dee Secteur net als interessant oder wichteg un?

Ech mengen, domadder, dass Der haut déi Unanimitéit quasi gewisen hutt, dat hëllef ganz vill, ebe just an deem dote Kontext.

Ech wëll vläicht e kuerzen Historique maachen, wéi et zu där Initiativ hei komm ass. Et ass ef-fektiv esou, dass ech am Februar 2012 Minister gi sinn. An ee vun deenen éischte Leit, déi bei mir am Büro waren, war den deemolege Chef vum NASA Ames Research Center, den Dokter Pete Worden, deen de Georges Schmit mer or-ganiséiert hat. An dee Mann huet mer vun all deenen Opportunitéiten am Espace gezielt, wou ech mech am Ufank wierklech gefrot hunn, wat dee Mann gefëmmt hätt,...

(Hilarité)

...an ech och geduecht hunn: Dat ass alles Science-Fiction, wat deen der do zielt.

Et huet mer awer keng Rou gelooss an et huet eis als Equipp um Ministère keng Rou gelooss. A mir hunn dofir mat ganz ville Leit ugefaang ze diskutéieren. Mir hunn un internationale Konferenzen, wou et ëm dee Sujet vum New Space gaang ass, deelgeholl. Mir hu selwer fi-nalement eng Konferenz hei zu Lëtzebuerg or-ganiséiert gehat am Joer 2015, wat e grouse

Succès war, well eben d'Experte vun der gan-zer Welt och op Lëtzebuerg komm sinn.

A mir waren eis eigentlech herno eens. An, wéi gesot, et ass net vun haut op muer esou, dass de Minister opgestan ass a geduecht huet: „Sou! Elo maache mer emol eppes Neies“, mä dat do ass wierklech gewuess. Dat ass wierk-lech laang analyséiert ginn.

2012, wéi gesot, hu mer ugefaang. 2015 hu mer dunn decidéiert, mir wëllten eis dora lan-céieren. Firwat? Well mer eis sécher sinn, dass et net d'Fro ass, ob dat doten alles geschitt, mä d'Fro ass ebe just, wéini dass dat doten alles kléngt, an ech mengen, et ware jo och e puer Riedner, déi dat opgeworf hunn, et ass viles speziell, wann ee vum Space Mining schwätzt, dass dat jo haut eigentlech nach net rentabel ass. Dat ass ganz richtig, mä dee ganze Busi-ness, dee mer hei wëllen opbauen, deen huet natierlech e Businessmodell a court terme, a moyen terme an a long terme.

Ech gi vläicht just e puer Beispiller fir déi ver-schidde Businessmodeller. Een a court terme, deen haut scho fonctionnéiert, sinn natierlech déi ganz Satellitenaktivitéiten, déi ronderëm eisen Aerdball fonctionnéieren, d'Aerdbobserva-tioun. Do ginn hautdesdaags Servicer verkaaft vu Satellitbedreier, déi zum Beispill enger grouser Firma, déi am Düngerberäich tätég ass, hire Clienten hir Felder aus dem Weltraum analyséiert an dann déi Informatiounen weider-gëtt, fir zum Beispill ze soen: „Do an do brauch däi Client net ze düngen. Do brauch en dat net, an op anere Plaze muss en et maachen.“

Dat heescht, deen, deen haut Commodities verkeeft, andeem en einfach dem Agriculteur tonne-wies Dünger verkeeft, dee verkeeft haut e Service, andeem e seet: „Hei, do an do brauchs de guer keen Dünger, oder do brauchs de es manner.“ Dat ass e Win-win, natierlech well et en neie Businessmodell ass, mä awer och e Win fir d'Ëmwelt.

Ärdbobservatioun ass och an engem anere Beräicher ëmmer méi populär, zum Beispill deem bei de Wénzer. Wénzer si jo och eppes, mat deem mir zu Lëtzebuerg vill ze dinn hunn. Ech war a Portugal e Betrib besichen. Déi hunn all eenzel Rief nummerotéiert, an déi kréien aus dem Weltraum gesot, wéi eng Riewe sollen a kënnen gepléckt ginn a wéi eng nach net zeideg sinn.

Wann Dir haut als Wénzer sot: „Mir huelen de Südhang. Haut gëtt deen ugefaang, gepléckt ze ginn“, da gëtt dee gepléckt, mä Dir wësst, dass Der ëmmer en Deel vun Drauwen derbäi hutt, déi nach net zeideg sinn. Wann Der also haut kënt genee soen aus dem Weltraum eraus, wat gutt ass a wat net gutt ass, kënt Der domat Ar Quantitéit an Ar Qualitéit steige-ren. Also och e Service, deen haut scho ver-kaaft gëtt, wat also och zu där Initiativ Space Resources gehéiert.

Mëttelfristeg Businessmodeller sinn och ee Su-jet, deen hei ugeschwat ginn ass vu verschid-denen Deputéierten. Dat ass zum Beispill de Refuelling vu Satelliten. Haut schéisst eng Gesellschaft wéi SES de Satellitt an d'Luucht. Dat kascht 130 Milliounen Euro. A wann deen zéng Joer do gelaf ass, da muss se en opginn, aus deem einfache Grond, well e kee Spritt méi huet. Firwat brauch en dee Spritt? Mä well en dauernd seng Positioun muss wiesselen, fir zum Beispill auszeweichen, wann iergendepes op en duergeflu kënt, fir dass en dovunner net getraff gëtt.

No 10, 12, 13 Joer ass dann esou ee Satellitt näischt méi Wäert, aus deem einfache Grond, well e kee Spritt méi huet. Doduerjer, dass et awer méiglech ass, dat Äis, dat mer am Weltraum fannen, op Asteroiden, um Mound, dass mer dat ëmwandelen a Waasser, dann an Hy-drogène, gëtt et duerchaus elo e Businessmo-dell, fir déi Satelliten dann opzetanken, domat natierlech hir Liewensdauer bedeitend ze erweideren, wat alt erëm eng Kéier en interes-sante Businessmodell ass.

An ech weess, dass grouse Satellitfirmen, ën-ner anerem déi, déi hei zu Lëtzebuerg ass, schonn esou Kontrakter ënnerschriwwen hunn, wou se seet: „Ma, wann Dir déi Technologie

hutt, wann Der dat maacht, da gi mir och bei lech Client“, wat eng logesch Evidenz ass. Wann een de Choix huet, ee Satellitt opzetan-ken oder fir iwwer 100 Milliounen en neie mussen an d'Luucht ze schéissen, dann ass dat e Problem.

An do kommen ech och op den Här Anzia, deen dat ganz richtig erkannt huet. Dat do ass natierlech och d'Nohaltegkeet.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Etienne Schneider**, Ministre de l'Écono-mie.- Dat ass och d'Nohaltegkeet. Iwwerleet emol: Déi ganz Energie, déi gebraucht gëtt a verpolvert gëtt, fir en neie Satellitt an de Weltraum ze schéissen, wann Der dat alles net méi braucht, wann Der net méi muss dat Waasser eropschéissen, wat zum Beispill déi Astrona-uten, déi op enger ISS schaffen, just fir lech ze soen, onofhängeg vum Spritt...

Mä de Präis, fir ee Kilo Mass vun der Äerd an de Weltraum ze kréien, läit bei ronn 10.000 Dollar de Kilo. Dat heescht, en Astronaut, deen zwee Liter Waasser den Dag dréckt, deen dréckt fir 20.000 Euro Waasser. Ech mengen, do kritt een emol keng zwou Fläsche Wäin, déi esou deier sinn, wéi dat Waasser, wat do uewe consomméiert gëtt. Wann Der et also kënt sur place gewannen, da brauch Der et ebe weder ëmweltverschmotzend eropschéissen, nach hutt Der dee ganze Käschtepunkt.

Et ass och esou, dass natierlech fir d'Explora-tioun vum Weltraum, déi Méiglechkeet, fir Waasser ze notzen an a Spritt ëmzewandelen, eis natierlech eng ganz aner Méiglechkeet nach gëtt, fir d'Exploratioun ze maachen, well mer just déi Energie op der Äerd tanken an eise Ra-kéiten, soen ech elo emol, déi mer brauchen, fir aus der Unzéungskraaft vun der Äerd eraus-zekommen. An duerno tanke mer eben dat op, wat mer brauchen a wat mer en plus am Es-pace selwer produzéieren.

Wa mer da vun deem méi laangfristige Modell schwätzen, da schwätze mer effektiv vum Space Mining. Et ass eigentlech dat den Term, deen ëmmer gebraucht gëtt, mä deen offiziellen Term ass Space Resources, well et ebe méi wäit geet wéi just Space Mining.

Wat ass domadder gemengt? Ma ebe just do-duerjer, dass mer all déi Asteroiden, all déi Ob-jets célestes, déi ronderëm eis schwirren, dass mer déi jo amgang sinn ze analyséieren an op hir Contenance vu Mineralie ze präiwen, mä dass mer déi an Zukunft och wëlle benotzen. Net nëmmen... Also, déi éischt Iddi ass eigent-lech net déi, fir zum Beispill Platinn an aner Sel-ten Äerden, déi mer brauchen, zum Beispill am weideren Developpement vun eise moderne Kommunikationsmittel, well mer déi brau-chen am Bau fir d'Konstruktioun vun där gan-zer Headware, mä d'Iddi ass déi, dass mer dat am Espace brauchen, dass mer dat am Espace notzen, fir zum Beispill aner Planéite kënne bewunnbar ze maachen op ganz laang Zäit.

Et ass och ganz kloer, dass et haut absolut onwirtschaftlech ass, fir och, même wann Der Platinn fannt, fir deen erfrozbréngen, well d'Technologie nach net esou wäit ass, dass dat wirtschaftlech haut ze maachen ass. Mä wann ech lech do d'Beispill dierf gi vun engem Com-puter. E Computer huet an de 70er Jore 4 Milliounen Dollar kascht. Haut hutt Der e Smartphone fir 400 Dollar an e kann dausend-mol méi wéi dee Computer aus de 70er Joren. Dat heescht, deen technologesche Fortschrëtt, dee jo weider wäert kommen, dee wäert na-tierlech derfir suergen, dass och déi doten, deen Harvesting eigentlech vu rare Materialien am Weltraum, an och d'Transformatioun am Weltraum selwer dovun, wirtschaftlech och machbar ass.

Ech mengen, et ass och ganz kloer, dass mer déi Feeler, déi mer hei op der Äerd gemaach hunn, wéi mer an d'Industrialisatioun vun ei-ser Economie komm sinn, natierlech net dierfe reproduzéieren am Weltraum. Duerfir mécht Lëtzebuerg sech och ganz staark um interna-tionale Plang, fir eben och Léisungen ze fannen, wat zum Beispill de Weltraumschrott ugeet. Well de Weltraumschrott ass eigentlech e Pro-blem, dee ganz grav gëtt, well en alles a Fro stellt, wat mer iwwerhaupt am Espace maachen, all déi Satelliten, déi permanent riskéie-



Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram





ren, getraff ze gi vun iergewelchen Objeten, déi ronderëm fléien.

Also, mir setzen eis ganz kloer fir déi Responsabilitéit an, déi all Land huet, mä och all Akteur am Espace, fir dass dat, wat en do mécht, dass en och erëm muss derfir suergen, dass et erëm erauskënnt, dass een net méi einfach nëmmen higeet a Satellitten oder aner Saachen, déi een net méi brauch, einfach fléie léisst, mä dass een d'Responsabilitéit soll kréien, déi dann och erëm anzemmen, ze recycléieren - why not? -, an domadder deem Problem e Rigel virzeschiben.

Et ass e Fait, an et ass och hei gesot ginn, dass Lëtzebuerg elo dat éischt EU-Land ass, dat sech esou eng Gesetzgebung gëtt. Mir sinn dat zweet Land op der Welt. Just d'USA hunn nach en äänlecht Gesetz. Mä ech mengen, dass mer eis méi schlau ugeluecht hu mat eisem Gesetz, wéi d'Amerikaner dat bei sech gemaach hunn. Firwat?

#### (Interruption)

Gelif?

Ma well d'Amerikaner soen an hirem Gesetz: „Déi Rechter, déi een duerch Gesetz kritt, gëlle just soulaang, wéi d'Firma méi wéi 50% amerikanescht Kapital ass.“

Elo wësst Der awer, dass an deem Beräich ganz vill Start-uppen ënnerwee sinn. A Kalifornien sinn der eng Onmass, déi sech eben an deem dote Secteur developéieren. Iergendwann brauchen déi méi grouss Zomme vu Suen. A wa se dann op de Kapitalmarché ginn a se fanne keen amerikanescht Kapital, dann hu se e reelle Problem, well se da jo net méi ënnert d'US-Gesetzgebung falen.

An dofir sinn déi natierlech och all immens interesséiert un deem, wat Lëtzebuerg mécht, well mir déi Limitatioun net virgesinn. Lëtzebuerg hat ni den Drang derzou, ze soen, et misst alles nëmme mat Lëtzeburger Kapital gemaach ginn, well soss géife mer hei net ganz vill maachen, mengen ech. An dofir ass Lëtzebuerg natierlech fir déi doten Entreprises extrem interessant.

Bon, ech mengen, wann ee kuckt, deen enormen Interêt, dee mer generell an der Welt kruten, wéi mer déi heiten Initiativ am Februar d'lescht Joer lancéiert hunn, eleng dat ass schonn Nation Branding, och dat ass gesot ginn, well wierklech emol eng Kéier vu Lëtzebuerg geschwat gëtt, ouni dass vill vun der Finanzplaz geschwat gëtt, mä wierklech, dass Lëtzebuerg als fortschrittlecht Land duergestallt gëtt, dat wierklech an d'Zukunft kuckt a probéiert, d'Zukunft matzestalten.

Mir ginn effektiv iwwerrannt vu Firmen, déi bei eis uklassen, well se sech interesséieren, fir sech zu Lëtzebuerg niddereeloossen, well se interesséiert sinn, gewuer ze ginn, wat mer dann am Detail maachen. Mir hunn och eng ganz Rei international Fuerschungsinstituter, déi u Lëtzebuerg interesséiert sinn. An och hei hat virdrun e Riedner vun der ESA geschwat, der European Space Agency, vun där ech d'Chance hat, zwee Joer President ze sinn um politeschen Niveau, a wou ech dee Sujet ëfters ugeschwat hunn. An d'Skepsis war ëmmer relativ grouss. Dat heescht, dass eigentlech kee groussen Interêt bei der ESA do war, fir an deen heite Projet mat anzeklammern.

Elo, wou mer lancéiert sinn, huet dat sech komplett geännert, well se gesinn hunn, dass deen New Space wierklech d'Zukunft ass. A mir hu virun e puer Wochen um Bourget elo en Accord mat der ESA ënnerschriwwen, wou d'ESA eben elo wëllt Lëtzebuerg ënnerstëtzen am Developpement vun deem heite Secteur. Een Argument méi, dat weist, dass mer definitiv op der richteger Schinn sinn.

Wat sinn elo déi nächst Steps? Also, dat, wat mer elo wäerten deemnächst maachen, dat ass, dass mer eng Agence spatiale grënnen, net ze verwiessele mat der NASA oder der ESA, mä eng Agence spatiale, déi wierklech just de kommerzielle Voleit ofdeckt. An déi Agence spatiale soll finanzéiert ginn iwwer en Investmentfond a Form vun enger „public private partnership“, déi eben driwwer hânt, an iwwer deen da Firmen ugezu ginn, andeem mer kënnen Investitiounen an déi Firma maachen, esou wéi mer och schonn aner Fongen opgeluecht hunn am Beräich vun de jeunes Pousées oder de Start-uppen, wéi se op Englesch genannt ginn.

Vläicht ee Wuert zum finanziellen Engagement vum Stat. Wéi ech d'Initiativ lancéiert hunn, hunn ech mer an der Regierung eng Kredittlinn gefrot vu ronn 200 Milliounen Euro, fir mech ebe lancéieren ze kënnen an déi heiten Initiativ. Firwat?

Éischtens emol, fir kënnen no baussen ze dokumentéieren, dass et eis wierklech eescht gemengt ass. Wann ech do mat zwou Milliounen gereest komm wär, dann hätten d'Leit héchstens iwwer eis gelaacht. Mä mat 200 Milliounen war dat eng ganz aner Geschicht, wat och en

immensen Echo an der internationaler Press fonnt huet.

Et ass awer net esou, dass mer déi Suen onbedéngt all brauche wäerten. Mir hu bis elo ronn 25 Milliounen engagéiert, an déi 25 Milliounen hu mer quasi exklusiv benotzt, fir an esou Firmen ze investéieren. Dat heescht, mir hunn d'Suen net ausginn, mä mir hunn d'staatlech Suen investéiert. Mir weisen domadder, dass et eis eescht ass a mir soen: Mir hunn dat doten eng Kéier bei der SES gemaach. Mir verdéngen haut nach ëmmer gutt Suen, héich zweestelleg Milliounebetrag all Joer, en Dividenden, well mer deemools de Courage haten, doran och eng Participatioun ze huelen. A genee dat wëlle mer eben och hei an deem heite Projet maachen.

Also, den Invest oder d'Ausgabe vum Stat sinn also ganz limitéiert. A wa mer Suen ausginn, dann ass et haaptsächlech eben, fir a Firmen ze investéieren. Et ass also keng Depense, mä et ass en Investissement.

Et ass och esou, dass mer um internationale Plang vill Engagementer amgang sinn ze huelen. Mir hunn MoUen ënnerschriwwen mat Länner wéi Portugal. Mir sinn an de leschte Verhandlung mat Länner wéi Japan, den Emiraten, mat Polen, mat Tschechien. Mir sinn awer och an Diskussioun mat Russland, wou ech uganks September wäert op Wladivostok fléie mam russesche Vizepremier, fir mat hinnen iwwer en Accord ze schwätzen. Mat China maache mer datselwecht. Mat Südafrika maache mer et. A mat Kasachstan hu mer och scho geschwat, fir an déi dote Richtung ze goen.

D'Iddi ass och déi - en attendant, dass d'Nations Unies hire Space Act vun 1967 amendéieren, fir dass et dann e Recht gëtt, wat da weltwäit ofgedeckt ass -, eng Zwëschenetapp ze maachen, andeem mer e multilateralen Agreement maache mat all deene Länner, déi och bereet sinn, mat an déi dote Richtung ze goen.

Et ass och richteg, wéi den Här Mosar virdu gesot huet, dass et bestëmmt Adaptatiounen wäert musse ginn zu deem Gesetz. Mir haten eis am ursprénglechen Text e bësse méi Spitt gelooss, méi Flexibilitéit gelooss, déi de Statsrot leider awer net wollt zouloossen. Dofir hu mer dat erausgeholl, mä ech ginn dovunner aus, dass mer deen Text en cours de route nach regleméisseg wäerten upassen

Et ass och esou, dass mer natierlech mat der Uni Lëtzebuerg ganz enk zesummeschaffen. D'Uni denkt och driwwer no, fir e Master anzeféieren am Beräich Espace, also fir Ingenieuren. Mir schaffe ganz enk mam LIST. Mat Firma vun deenen New-Space-Firmen, déi op Lëtzebuerg komm sinn, schaffe se schonn zesummen. De Fonds national de la recherche schafft mat eis et cetera.

Voilà! Vläicht och eng Remarque vum Här Mosar, wat d'Konkurrenz ugeet. Natierlech, iergendwann wäerten och aner Länner op déi dote Schinn goen, mä dann hu mer awer den „first mover advantage“. Firwat solle Firmen, déi dann heih kommen, déi dee ganze Mikrokosmos u Firmen hei opgebaut hunn, da wiesselen, wann een aneren hinne just datselwecht bitt a wa se hei schonn alles sur place hunn.

Dir hat mech och kritiséiert. Dir sot, ech sollt mech och e bësse méi ëm d'Lëtzeburger Ekonomie këmmern. Ech mengen awer, dass Der... Also, éischtens emol verstinn ech do Är Position net, well Dir sidd jo déi Partei, déi ëmmer warnt virun ze vill Wuesstum a virum 1,2-Milliounen-Awunnerstat, wat awer den Developpement économique nun emol zumindest deelweis mat sech bréngt.

Mä ech wëll lech awer och drun erënneren, dass mer an deene leschte Méint awer fir bis zu enger Milliard Investissementer hei an d'Industrie konnten annoncieren, dass mer elo iwwer eng weider Milliard bei Google diskutieren an dass am September spéitstens nach weider Honnerte Milliounen wäerten do derbäikommen. Also, maacht lech keng Gedanken. Ech hunn de Buedem ënnert de Féiss hei net verluer. A mir wäerten eis weider fir d'Lëtzeburger Ekonomie staark asetzen.

Voilà! Meng Zäit ass leider ofgelaf. Ech wëll nach just op dem Här Reding seng...

Gelif?

► **Une voix.** - D'Riedezäit!

#### (Hilarité)

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Den Här Reding hat nach vun der Responsabilitéit geschwat, falls eppes geschitt. Ech mengen, dat ass déiselwecht, déi mer haut hu vis-à-vis vun enger SES. Déi Firmen, déi mussen natierlech..., mir hu jo dann e Regulateur, dee seet, ënner wéi enger Konditiounen déi kënnen am Espace tätég sinn. Déi kréien natierlech dann och d'Obligatiounen, sech ze assurieren,

mä natierlech ass et herno esou, wann dann eppes doriwwer eraus geschitt, hu mer déiselwecht Responsabilitéit, wéi mer se haut oder wéi mer se scho 35 Joer hu mat enger SES.

Ech wëll just zum Schluss, wann Der erlaabt, Här President, nach mengem ganzen Team e Risemerci soen, well déi lafe wierklech op der Felg. Et hat keen domadder gerechent, dass mer esou e Succès géifen hunn an där heiter Geschicht.

Ech wëll dem Georges Schmit Merci soen, deen elo am Advisory Board weider schafft un där doter Initiativ, an dee mech, wéi gesot, deemools a Kontakt bruecht huet mat der NASA, mat all deene Responsabelen an deem dote Beräich. Him e ganz grouse Merci fir seng super Aarbecht.

Wéi gesot, mengem ganzen Team ëm de Mario Grotz, déi Dag an Nuecht, kann ech bal soen, un deem Projet hei schaffen. An och e grouse Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht mat der Uni, mam Fonds national de la recherche, mam LIST, awer och mat de Firmen, déi haut schonn am Privatsecteur tätég sinn an déi dat doten eng super Saach fannen.

Nach eng Kéier e grouse Merci lech alleguere fir dee staarke Soutien fir déi heiten Initiativ.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Ech ginn dann och dervun aus, dass d'Diskussioun iwwer d'Motioun matgelaf ass, vu dass de Minister jo a senger zousätzlecher Zäit gesot huet, e géif d'Motioun acceptéieren. Vu dass et déi lescht Sëtzung ass virum Summer, mengen ech, war d'Chamber hei e bësse méi indulgent mat der Riedezäit.

Dat gesot, wa keng Wuertmeldunge méi zur Motioun sinn, da géife mer zur Ofstëmmung iwwer de Projet iwwergoen, de Projet 7093.

#### **Vote sur l'ensemble du projet de loi 7093 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer: 55-mol jo, 2-mol neen, bei insgesamt 57 Participatiounen um Vott. Domat ass de Projet 7093 ugehall.

*Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Félix Eischen), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;*

*MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Roger Negri), Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;*

*MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Lex Delles);*

*MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;*

*MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.*

*Ont voté non: MM. Marc Baum et David Wagner.*

Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

#### (Assentiment)

Merci. Dann ass dat och esou decidéiert.

#### Motion 1

A vu dass, mengen ech, e ganz positiven Avis do ass zu der Motioun, wollt ech froen... Ech kréie mam Kapp gewénkt. Neen, da maache mer selbstverständlech den elektronische Vott iwwer d'Motioun, déi vum Här Mosar abruecht ginn ass a vun der Regierung acceptéiert ginn ass.

#### Vote sur la motion 1

Da fänke mer u mat der Ofstëmmung. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen, dann d'Procuratiounen.

An och hei ass d'Ofstëmmung elo ofgeschloss: 54-mol jo, 1-mol neen an 2 Abstenttiounen. Domat ass d'Motioun ugehall.

*Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Laurent Mosar), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert,*

*MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;*

*MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Roger Negri), Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;*

*MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);*

*MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;*

*MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.*

*A voté non: M. Alexander Krieps.*

*Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner.*

A mer géifen domat zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 6853 iwwer d'Afëierung vun enger Hëllef fir regional Investissementer. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur, den Här Frank Arndt.

### **3. 6853 - Projet de loi ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide à l'investissement à finalité régionale**

#### **Rapport de la Commission de l'Économie**

► **M. Frank Arndt (LSAP), rapporteur.** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi mat der Nummer 6853 ass den 12. August 2015 vum Wirtschaftsminister deposéiert ginn. Doropshin hunn d'Consultatiounschamberen an de Statsrot hir jeeeweileg Avisen ofginn. D'Zil vun deem Gesetzestext ass et, den aktuelle regionale Régime d'aide, deen de 15. Juli 2008 gestëmmt ginn ass an deen den 30. Juni 2014 à terme komm ass, duerch en neie Régime d'aide à l'investissement régional ze ersetzen.

Den Artikel 107 vum Traité iwwer de Fonctionnement vun der Europäescher Union erlaabt et der Kommissioun, fir bestëmmte Regionen an engem Land staatlech Bähëllef an d'Beriber auszebezuelen an an déi méi schwaach Regione vun deem jeeeweilege Land ze investéieren.

Et ass elo fir d'Éischt un der Europäescher Kommissioun festzeleeë mat Hëllef vu spezifesche Kritären, wat fir eng Region an de Benefiss vu Regionalhëllef kënnen kommen. Duerno ass et un de jeeeweilege Regierung, fir, am Respekt vun der europäescher Virgab, déi Kombinatioun vu Regionen ze fannen, déi vun esou Hëllef kënnen profitéieren. Déi sougenannte Kaart gouf de 14. Abrëll 2014 finaliséiert an der Kommissioun hannerluecht, a schlussendlech och den 11. Juni 2014 approuvéiert. Soumadder huet Lëtzebuerg eng weider Förderungsperiod accordéiert kritt fir d'Period vum 1. Juli 2014 bis den 31. Dezember 2020.

D'EU-Reglement Nummer 651 vum 2014 deklaréiert och aner Zorte vun Hëllef, déi kompatibel mam Bannemarché sinn. No Récksicht vu spezifesche Kritären a Konditiounen kënnen och individuell Hëlfelefen aus engem Régime d'aide oder sougenannten Ad-hoc-Hëlfelefen accordéiert ginn, ouni déi vun der Kommissioun mussen approuvéiert ze kréien. Am Kontext vun deem Reglement ass dann och dese Projet de loi elaboréiert ginn.

Vu datt de Regimm vun Hëlfelefen, dee mat deem Projet de loi kreéiert gëtt, de Kritäre vum EU-Reglement entsprécht a vu datt dese Régime d'aide sech just op déi Regionen applizéiert, déi op der sougenannter Kaart agezeechent sinn, muss de Regimm net nach eng Kéier an d'Kommissioun oder net nach eng Kéier vun der Kommissioun approuvéiert ginn, mä ledeglech muss mir d'Kommissioun iwwer d'Mise en place vun deem Regimm informéieren, soubal de Regimm a Kraaft trëtt.

Op nationalem Niveau sinn d'Regionalhëlfelefen en Instrument, duerch déi de Stat d'Wirtschaft kann ënnerstëtzen an diversifizéieren. Dese Typ vun Hëllef schreift sech domadder an e laangen Historique vun der Politique de développement et de diversification économique an eisem Land an.

Ech erënneren do just un d'Diversifikationspolitik am Kader vun der Emstrukturierung vun eiser Stolindustrie, déi säit den 1970er Jore be-



driwwe gouf. D'Regionalhëllef erméiglechen et, fir kënnen an eenzele Regiounen vum Land eng spezifesch an eng gezielt wirtschaftlech Fërdéierung ze maachen. D'Zil ass et, déi wirtschaftlech Entwécklung vu verschidde Géigend vum Land ze ënnerstëtzen, de Chômage an deene Regiounen ze bekämpfen an d'Wirtschaft ze diversifizéieren.

Mat geziilt Regionalhëllef steiere mir och ee wichtegt Stéck zur Beschäftigungspolitik an de Gemengen an an de Regiounen bái, well mir jo net nëmmen a Maschinnen a Betriber investéieren, mä och a Mënschen. A besonnesch am Industriesecteur, do, wou oft manner qualifizéiert Personal gebraucht gëtt, kann een duerch d'Kreatioun vum zousätzlechen Aarbechtsplazen de Chômage bekämpfen.

Am Kader vum där leschter Fërdéierungsperiod konnten eng Rei vu groussen Investissementsprojete realiséiert ginn. Am leschte Rapport vun der Kommissioun ass nozeliesent, datt 2013 22 Regionalhëlfelefen accordéiert goufen op Basis vum Gesetz vum 15. Juli 2008 zur Ënnerstëtzung vum der Wirtschaftsentwécklung.

Déi wirtschaftlech Entwécklung zum leschte regionalen Hëlleferegim kann een och an Zuelen ausdrécken. Soumat hunn déi 22 Regionalhëlfelefen een Investissement an enger Héicht vun 260 Milliounen a bis zu 630 Aarbechtsplazen hei am Land geschaaft. Nom neie Gesetz wäerten an Zukunft déi Betriber just nach vu Regionalhëllef kënne profitéieren, wa si an där betraffener Gemeng een neit Etablissement oder eng nei Aktivitéit kréieren. Dëst ass ee vun deene grouse Changementer par rapport zur leschter Fërdéierungsperiod, wou deemools keen Ënnerscheid gemaach gouf tëschent grouse Betriber a PMEen.

Mat deem Gesetz gëtt séchergestallt, datt grad Kleng- a Mëttelbetriber gehollef kréien, déi duerch hir beschränkt Dimensiounen net déi Méiglechkeeten hu wéi grouse Betriber. Déi Regiounen, déi vum neien Hëlleferegim wäerte kënne profitéieren, sinn net méi déi nämlech wéi virun der leschter Fërdéierungsperiod. D'Lignes directrices vun der EU-Kommissioun hu sech als Zil gesat, d'Regionalhëlfelefen erfrozesetze respektiv méi cibléiert ze verdeelen. Dofir sinn d'Kritären och erëm eng Käier vill méi streng gi wéi an de Jore virun.

D'Kritären, déi an de Lignes directrices vun der Kommissioun definéiert gi sinn, schreiwten ënner anerem vir, fir dass eng eligibel Regioun grouse strukturell Changementer duerchlaf misst an och eng Mindestpopulatioun vun 10.000 Awunner misst hunn.

Wat bedeit dat elo konkret fir eist Land? Wéi eng Regiounen, wéi eng Gemenge kënnen an der lafender Fërdéierungsperiod ënnert dee Régime d'aide falen? Opgrond vun de Simulatiounen, déi gemaach goufen, huet d'Regierung zwou Regiounen proposéiert, an deenen zwou Gemengen zréckbehale goufen. Fir d'Regioun Südwesten ass et d'Gemeng Déifferdeng, a fir d'Regioun Südosten d'Gemeng Diddeleng.

► **Une voix.** - Aah!

► **M. Frank Arndt (LSAP), rapporteur.** - Verschidde Leit héieren dat do gar.

Wat de finanziellen Impakt vum deem Gesetz wäert sinn, do ass et schwierig, zouverlässig Aussoen iwwert dee genaue Käschtpunkt ze maachen, well een zu deemem Zäitpunkt nach net ka soen, wivill Betriber esou eng regional Aide à l'investissement wäerten ufroen, a wivill vun deenen Ufroen um Enn och wäerten approvüiert ginn. Trotzdem kann een dervun ausgoen, dass duerch dee méi restriktive Kader de Montant vun den Aiden an der lafender Period ofhuele wäert, besonnesch vis-à-vis vun der Period 2007 bis 2014.

An dat entsprécht iwwregens dann och der Logik vun der Europäescher Kommissioun. Et geet een dovunner aus, datt pro Joer ee bis zwéi Projete wäerten approvüiert gi respektiv eng 2,5 Milliounen un Investissementshëlfelefen ausbezuelte ginn.

Här President, komme mer nach zu den Avisa vum den Handelskummeren. D'Chambre de Commerce weist an hirem Avis vum 6. Oktober 2015 drop hin, datt d'Gesetz e ganz favorabelen Impakt op déi wirtschaftlech Entwécklung vum Land wäert hunn an eng ganz Partie vun Aarbechtsplaze wäert schafen.

D'Handelskummer hält och fest, datt d'Lëtzebuerger Autoritéiten déi enk Marge de manœuvre vun de fixéierte Richtlinie maximal hei ausgeschöpft hunn. Vu datt an der Vergaangenheet keen Ënnerscheid bei der Attributioun vun den Hëlfelefen tëschent groussen,

klengen a mëttel Betriber gemaach gouf, dëst awer mam neie Gesetz ännert, hannerfreet d'Chambre de Commerce den Impakt op déi méi grouse Betriber.

Trotz dëser Bemierkung begréisst d'Chambre de Commerce, datt déi kleng a mëttelgrouse Betriber zousätzlech ënnerstëtzt ginn. D'Handelskummer gehäit och Fro op, ob eng Gemeng, déi net eligibel ass, fir Regionalhëllef ze kréien, awer an de Genoss vum der Hëllef ka kommen, wa si un eng eligibel Gemeng ugrenzt.

Weiderhin ënnersträicht d'Chambre de Commerce de complémentairé Charakter vun dese regionalen Hëlleferegim a betount, datt d'Hëlleferegim am Beräich vun der Recherche, der Entwécklung an dem Ëmweltschutz ëmmer méi prioritär ginn. An deem Sënn ass et der Handelskummer wichteg, datt déi zwéi Hëlleferegim zesummen eng nohaltegt wirtschaftlech Entwécklung ustriewen.

Här President, komme mer elo nach zum Avis vum der Handwierkerkummer. An hirem Avis vum 7. Januar 2016 formuléiert d'Chambre des Métiers e puer Bemierkungen. D'Chambre des Métiers begréisst, dass fir d'Mëttelbetriber eng Majoratioun vun 10 Prozentpunkte méiglech ass an datt fir kleng Betriber des Majoratiounen souguer op 20 Prozentpunkte kënnen eropklammen. D'Chambre des Métiers encouragéiert an deem Kontext d'Regierung, fir an Zukunft weiderhin déi Regionalhëlfelefen an den traditionelle Secteur ze cibléieren a primär an déi Kleng- a Mëttelbetriber ze investéieren.

Här President, komme mer nach zum Avis vum Statsrot. Deen hat eng Partie vun Oppositionformellen a sengem éischten Avis formuléiert, dëst weinst juristeschen Onsécherheeten an dem Netanhalte vum der Gesetzeshierarchie. An opgrond vun deem Avis sinn dunn den Artikel 12 an den Artikel 14 suppriméiert ginn, an den Titel vum Gesetzestext ass doropshin och ëmformuléiert ginn.

Dëst gesot, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, soen ech lech Merci fir d'Noauschteren a ginn natierlech och den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu deemem Gesetzestext.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Arndt. An déi éischt ageschriwwen Riednerin ass d'Madamm Françoise Hetto. Madamm Hetto, Dir hutt d'Wuert.

**Discussion générale**

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir schwätze jo haut iwwert de Projet de loi 6853, dee sech mat de staatleche Subventiounen fir Investissementer an de Betriber a bestëmmten Deeler vum Land an och ënner bestëmmte Konditiounen beschäftegt.

De Rapporteur Frank Arndt, deem ech ganz häerzlech wëll Merci soe fir säin ausféierleche mëndlechen an och schrëftleche Rapport, ass scho ganz am Detail dorobber agaangen. Mir hunn héieren, an der vieregter Period, tëschent 2008 an 2013, waren et véier Regiounen, an deenen Entreprisé vum dese Subventiounen konnte profitéieren: de Südweste mat Déifferdeng a Suessem, de Südoste mat Diddeleng, den Oste mat lechternach, Mäertert, Mompech a Rouspert, an den Norde mat Clief, Eeschweiler, Wolz a Wëntger.

Zukünfteg kënnen nach just Entreprisen aus de Regiounen Südosten, also Diddeleng, a Südwesten, Déifferdeng, an de Genoss vum deene staatleche Subventiounen kommen. Den Norden an den Oste falen eraus. Den Ursprung dovunner läit an de Lignes directrices vun der EU-Kommissioun, déi d'Kritäre fir d'Selektioun vun deene Regiounen virginn. Op där Basis huet d'Lëtzebuerger Regierung 2014 Diddeleng an Déifferdeng proposéiert. Jo, et stëmmt, dass d'Kritäre méi restriktiv gi sinn, an awer ass et bedauerlech, dass d'Regierung net versicht huet, och eng Regioun aus dem Norden oder aus dem Oste mat eranzehuelen.

Opgrond vun de verschidde Kritären, nottamment dem Chômage, mä awer och der Awunnerzuel, wier dat méiglech gewiescht. Ech ginn lech e Beispill. An der Regioun Norde gëtt et ronderëm d'Nordstad e Chômagetaux, dee bei 12,5% läit an domadder méi héich ass wéi zum Beispill dee vun Déifferdeng mat 11,4%. An der Regioun Norde gëtt et och nach ronderëm Wolz ee Chômagetaux, dee méi héich ass wéi 10%. An och an der Regioun Oste ronderëm lechternach läit de Chômagetaux iwwer 10%. Hei hätt een de ländleche Raum wesentlech kënne stäerken an domadder zu senger Entwécklung bäidroen.

Et hätt een en plus fir eng besser geographesch Verdeelung vun den ekonomeschen Aktivitéite gesuergt. Net ze schwätze vum dem positiven Impakt dovunner op d'Schafe vun Aarbechtsplazen an d'Reduzéierung vum Trafic.

Amplaz deemno zwou Regiounen aus dem Süden ze huelen, hätt een och kënnen eng Regioun aus dem Norden oder Osten derbäihuelen. Hei geet et äänlech wéi bei de Gemengefinanzien: de ländleche Raum gëtt vernoléisseg. Mir bedauern dat zudéifst.

Vu dass d'Ëmsetzung vun deemem Gesetz allerdéngs eng Noutwendegkeet ass an och urgent ass, nodeem dat vieregte Gesetz schonn 2014 ausgelaf ass, wäerte mir als CSV dat heite stëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An déi nächst Riednerin ass d'Madamm Joëlle Elvinger.

► **Mme Joëlle Elvinger (DP).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, des Regierung investéiert esou vill wéi nach keng Regierung virun. D'Demokratesch Partei wënscht sech natierlech, dass niewent dem Stat och eis Entreprisen investéieren. Fir d'Betriber ze motivéieren an hir Strukturen um Standuert Lëtzebuerg ze investéieren, gëtt et eng Panoplie vun Investitiounshëlfelefen.

Dat Gesetz, wat mir haut stëmmen, ass en Deel vun der Strategie, fir eis Economie ze férdere an och ze diversifiéieren. Am März hate mir schonn e Gesetz gestëmmt, dat deen neie Kader festgeluecht huet fir d'Hëlfelefen, déi an d'Recherche, an den Developpement an an d'Innovatioun ginn. Donieft ginn et och nach Hëlfelefe fir Investissementer, déi der Ëmwelt zougutkommen. Dese Projet de loi wäerte mir och an noer Zukunft hei an der Chamber stëmmen.

Haut setze mir awer en neie Kader fir d'Hëlfelefe fir Entreprisen, déi a sougenannt defavoriséierten Zonen investéieren. Ee vun den neie Kritäre vun der EU-Kommissioun, fir eng Zone defavoriséiert ze sinn, ass, dass op d'mannst 10.000 Leit an der concernéierter Regioun liewe mussen. Dofir erfëllen zum Beispill d'Zone-économicken aus dem Éislek leider net des Konditiounen.

En anere Kritär ass d'Aarbechtslosegkeet. An Dir hutt et scho vu menge Virriedner héieren: Déi zwou Gemengen, déi déi nei Kritären erfëllen an déi als Zone defavoriséiert zréckbehale goufen, sinn Diddeleng an Déifferdeng. D'lescht Woch hat erëm eng Entreprisé ugekënnegt, sech zu Déifferdeng ze implantéieren. D'Firma OCSIAL wäert awer iwwer 100 Milliounen Euro an eng Produktiounslinn an an e Centre de recherche investéieren. Op deem Site wäerten da ronn 200 nei Aarbechtsplaze geschaf ginn. Dat ass net déi eenzeg Entreprisé, déi grad am Süden an zemoos zu Déifferdeng an zu Diddeleng investéiert. Déi Hëlfelefen hunn deemno en direkten Impakt beim Choix, wou e Betrib sech implantéiert.

Här President, et kann een natierlech elo bedauern, dass mat deemem Gesetz manner Entreprisen eligibel wäerte sinn, fir un déi nei Aiden ze kommen. Effektiv gëtt an Zukunft den Akzent méi op d'PMEE gesat. Dëst ass awer keng Entscheedung vun eiser Regierung. Déi huet näamlech nach de Maximum erausgeholl vun deem, wat mat den neie Ligne-directrice fir d'Joren 2014-2020 méiglech ass. D'Konditiounen vun der Stee, fir vun Aiden ze profitéieren, sinn näamlech méi streng a méi strikt ginn.

Leider kréie gréisser Entreprisen an Zukunft keng Hëllef méi, wa si sech vergréisseren, mä nëmme wa si en neie Site schafen oder op engem besteende Site eng ganz nei Aktivitéit ufänken. Dat ass bedauerlech, well grad des Entreprisen an deene leschte Joren am meeschten Demandé gemaach hunn.

Déi Kleng- a Mëttelbetriber hirersäits kréien awer weider Hëlfelefen, wa si ausbauen. Déi Aidé gi souguer ëm 10% fir mëttelgrouse Entreprisen an ëm 20% fir kleng Entreprisé majoréiert. En anere positive Punkt ass, dass an Zukunft och Firmen am Beräich vun de Bank- a Finanzdëngschtleeschungen vum Einzelhandel a vun de Professions libérales vun desen Aidé profitéieren kënnen.

Här President, dese Gesetzesprojet gesäit genau wéi d'Gesetz vum 1993 vir, dass de Stat kann Terrainen kafen a Gebaier amenagéieren, fir de Betriber zur Verfügung ze stellen. Anescht wéi am Gesetz vum 1993 sinn des elo net méi exklusiv fir eng Aktivitéit industrielle reservéiert, ma jiddwereen, deen eng Aktivitéit économique bedreift, kann esou Lokaler vum Stat zur Verfügung gestallt kréien. Dëst ass eng Upassung, déi der ekonomescher Realitéit vum Land Rechnung dreit.

Lëtzebuerg wëllt an nei Technologien a Start-uppen investéieren, an dofir ass et nëmme logesch, dass des Betriber, déi am Secteur vun der Logistik, vun den Ekotechnologien a vun Humanwëssenschaften aktiv sinn, och kënne vun esou Terrainen profitéieren. Doniewent kritt de Stat d'Méiglechkeet, fir Terrainen ze kafen,

déi als Kompensatioun fir aner Zone-économicken déngen.

Dëst gesot, soen ech dem Rapporteur Merci fir säi mëndlechen a schrëftlechen Rapport a ginn den Accord vun der Demokratescher Partei.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Den nächste Riedner ass den Här Gérard Anzia.

► **M. Gérard Anzia (déi gréng).** - Merci, Här President. Ech géif den Accord vun der grénger Fraktioun erabringen a soen natierlech dem Rapporteur e grouse Merci fir säin detailléierte mëndlechen a schrëftleche Rapport.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Ech hu keng weider Wuertmeldungen. Ass dat korrekt?

**(Assentiment)**

Dann huet den Här Wirtschaftsminister d'Wuert.

**Prise de position du Gouvernement**

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Jo, Merci, Här President. Ech wëll och hei op deser Plaz just dem Rapporteur e grouse Merci soe fir säin detailléierte Rapport. Ech mengen, dass dat heiten ee wichtige Outil ass, dee mer eis elo erëm ginn, fir ebe just PMEE kënnen ze ënnerstëtzen a méi defavoriséierte Regiounen, woubäi natierlech ëmmer schweier ass, zu Lëtzebuerg vun defavoriséierte Regiounen ze schwätzen.

Mä hei hu mer natierlech vis-à-vis vu Bréssel drop gehal, dass mer déi doten Aiden zumindest nach kënnen an zwou Stied weiderféieren. Dat ass an deem heite Fall Déifferdeng an Diddeleng. A mir sinn elo frou, dass mer dat dann haut hei kënne mat Ärem Vott besigelen, an hunn also ee Moyaen méi, wéi de Rapporteur dat richtig gesot huet, fir ebe just Entreprisen, déi sech an deenen zwou Stied niddersloossen, ze ënnerstëtze bei hirem Investissement.

Ech mengen, dass dat e ganz wichtige Projet ass a soen dem Parlament dofir e grouse Merci fir de Vott.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Da si mer prett, fir ofzestëmme. An dat maache mer dann och direkt.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 6853 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass eriwwer: 60-mol jo. De Projet 6853 ass ugehol.

*Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;*

*MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;*

*MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lambert, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);*

*MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;*

*MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel ze ginn?

**(Assentiment)**

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Mir géifen vum leschte Projet vun dem Moie kommen. Dat ass de Projet 7112 iwwert d'Projektioun an d'Rechter vun de Séileit, d'Transpositioun vun enger europäescher Direktiv. An d'Wuert huet d'Madamm Rapportrice. Dir zwéi hutt d'Wuert.

**4. 7112 - Projet de loi modifiant:**

**1. le Code du travail;**

**2. la loi modifiée du 9 novembre 1990 ayant pour objet la création d'un registre public maritime luxembourgeois, en vue de transposer la**



**directive (UE) 2015/1794 du Parlement européen et du Conseil du 6 octobre 2015 modifiant les directives 2008/94/CE, 2009/38/CE et 2002/14/CE du Parlement européen et du Conseil, et les directives 98/59/CE et 2001/23/CE du Conseil, en ce qui concerne les gens de mer****Rapport de la Commission de l'Économie**

► **Mme Tess Burton (LSAP), rapportrice.** - Hâr President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi de President et elo grad gesot huet, komme mer elo zu deem leschte Projet de loi fir haut de Moie mat der Nummer 7112. Dese Projet de loi ass de 25. Januar 2017 vum Wirtschaftsminister Etienne Schneider deposéiert ginn. Mir setze mat deemem Projet de loi eng EU-Direktiv em, déi schonn elo am Oktober a Kraaft soll sinn. Et besteet also eng gewëssen Urgence fir dëst Gesetz, dat mir haut hei stëmmen.

Mat deser neier Direktiv gi fënnf méi al Direktiven emgéännert, an dat, fir d'Aarbechtskonditiounen vun de Séileit ze verbesseren an hinne méi Arbechtsrechter zouzeschwätzen.

Konkret ginn dräi Artikelen aus eisem Code du travail emgéännert. Zousätzlech gi Referenze vum Code du travail bäigesat am modifizéierte Gesetz vum 9. November 1990, mat deem de Registre public maritime gegrennt ginn ass.

Dës Verbesserung vum de Liewens- an Arbechtskonditiounen vun de Séileit, déi mir mat deemem Gesetz elo hei schafen, goufe vun der internationaler Arbechtsorganisatioun, der OIT, a vun der Europäescher Kommissioun initiéiert. Mir als LSAP kënnen dës Initiativen nëmme begrëssen an ënnerstëtzen.

Hâr President, komme mer kuerz op den Historique ze schwätzen! D'Convention du travail maritime vum 2006 ass duerch e Gesetz vum 10. Juli 2011 hei bei eis approvüiert ginn an 2013 a Kraaft getrueden. Duerch dëst Gesetz goufen d'Aarbechts- an d'Liewenskonditiounen fir d'Séileit festgehal, wéi och minimal Normen am Beräich vun der Sécherheet an an der Gesondheet vun de betraffene Leit. Doduerch, dass eng relativ grouss Unzuel u Länner dës international Konventioun ënnerschriwwen huet, kann eng gewësse fair Konkurrenz tëschen de Leit, déi an enger Reederei schafffen, séchergestallt ginn.

Déi virdrun ermimnte Konventioun regelt d'Aarbechtskonditiounen vun enger ronn 1,2 Milliounen Séileit. An an där Konventioun vun 2006 goufen 68 aner Konventiounen mat agebonnen an awer och aktualiséiert. Esou kann een och soen, dass d'Konventioun vun 2006 eng Aart internationale Code du travail vum Schëfftransport ginn ass.

D'Europäesch Unioun huet decidéiert, fir dës Normen ze komplettéieren an esou de Memberstater et ze verbidden, Séileit a verschidene Fäll auszegrenzen, esou wéi dat mat deene fënnf méi alen Direktive punktuell méiglech war. Déi fënnf genannten Direktive bezéie sech zum Beispill op de Schutz vum Salaria am Fall vun enger Insolvenz vum Patron, op d'Kreatioun vun engem europäesche Betersrot oder d'Duerchféierung vun enger Informatiouns- a Konsultatiounsprozedur fir d'Mat-aarbechter an op de Schutz vun Arbechtsrechter am Fall vun Transfert vun där Entreprise oder bei Massenentloossungen.

Hâr President, d'Memberstater vun der Europäescher Unioun konnte bis haut eng Partie Séileit vun dësen Arbechtsrechter ausschléissen. Mat där Direktiv, déi mer elo hei emsetzen, huet d'Europäescht Parlament an de Conseil déi al Direktiven iwwerschafft, soudatt an Zukunft keen EU-Land déi betraffe Leit vun dësen Arbechtsrechtsdispositiounen méi kann ausschléissen. Dës Direktiv berout och op engem largë Konsens zwëschen de Sozialpartner aus dem Séifaartssektor, déi beméit waren, fir engersäits d'Aarbechts- an d'Liewens-konditiounen vun hire Leit ze verbesseren, an anersäits awer och Spezifisitéite vum Séifaartssektor ze consideréieren.

An deemem Gesetzestext, deen haut zum Vott hei steet, hu mir also verschidde Adaptatiounen zréckbehalen, soudatt mer e manner groussen Ennerscheid vun den Arbechtsrechtskonditiounen zwëschen den Arbechter um Mier mat deenen um Land hunn.

Et ass e Schratt an déi richteg Richtung, wat d'Verbesserung vum Arbechtsrecht fir d'Séileit ueget. Dat heescht, d'Séileit hunn elo praktesch déi nämlecht Rechter, wat d'Vertiedung, d'Informatioun an d'Consultatiounen ueget, wéi och deen nämlechten Arbechtsrechtsschutz am Fall, wou d'Entreprise faillite geet, Dealer outgesourced ginn oder bei Massenentloossungen.

Hâr President, ech kommen zum Schluss nach kuerz op déi eenzel Avisen ze schwätzen.

D'Chambre de Commerce huet an hirem Avis vum 10. März 2017 de Gesetzestext approvüiert. D'Chambre de Commerce begreist, dass duerch dës Direktiv d'Séileit gläichgestallt gi mat den Arbechter um Land, wat hir Arbechtsrechter an d'Aarbechtskonditiounen ueget. An d'Chambre de Commerce ënnersträicht och, dass mat der Verbesserung vun de Liewens- an Arbechtskonditiounen de Schëfffaartssektor méi attraktiv gëtt, fir nei Leit ze rekrutéieren.

Dësem positiven Avis schléisst sech d'Chambre des Métiere och un hirem Avis vum 17. März 2017.

An de Statsrot hat a sengem Avis keng gréisser Remarquen, just kleng Textverbesserungen, déi d'Kommissioun och esou iwwerholl huet. Esou konnt d'Wirtschaftskommissioun d'lescht Woch hir Arbechten zu deemem Projet de loi ofschléissen, wat och gutt esou ass, well, wéi am Ufank gesot, soll dee Projet de loi schonn ab Oktober a Kraaft sinn.

Dëst gesot, soen ech lech Merci fir d'No-lauschteren a ginn natierlech den Accord vun der sozialistescher Fraktioun. Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madamm Burton. An den éischten ageschriwwene Riedner ass den Hâr Léon Gloden.

**Discussion générale**

► **M. Léon Gloden (CSV).** - Merci, Hâr President. Fir d'Éischt der Rapportrice Merci fir de schréfflechen a mündleche Rapport. Hâr President, et ass bekannt, dass Lëtzebuerg eng grouss Schëfffaartnatioun ass. An deemools, wéi déi Decisioun geholl ginn ass, fir an déi doten Nisch ze goen - dat erënnert mech e bëssen un déi Diskussioun, déi mer haut mam Space Mining gefouert hunn -, do si mer do-baussen och e bësse belächelt ginn.

Duerch déi effikass Qualitétsarbecht, déi awer am Cluster maritime geschitt ass, an an de Verwaltungen a bei de Professionellen, huet sech d'Héichschëfffaart séier dobaussen en Numm gemaach ënner lëtzebuergeschem Pavillon, well mir hunn d'Qualitéit promovéiert. A mir hunn och opgepasst, dass d'sozial Standarder respektéiert gi sinn.

An duerfir, dës sozial Standarder ginn duerch dese Projet de loi renforcéiert. An dat kënnen mir als CSV nëmme begrëssen. An duerfir stëmme mir dese Projet de loi mat.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An als Nächst ass d'Madamm Simone Beissel ageschriwwen.

► **Mme Simone Beissel (DP).** - Merci, Hâr President. Virop och der Madamm Rapporteur Tess Burton en hærzleche Merci fir hiren exzellente schréfflechen a mündleche Rapport. Et geet jo hei drëm, fir d'Aarbechtskonditiounen vun de Séileit ze verbesseren, notament fir hir Informatiounen ze verbesseren an och de Schutz vun Insolvenz vum de Reederen, vun den Employeuren.

Mir änneren hei verschidde Artikelen vum Code du travail em an och verschidde Referenzen an eisem Registre public maritime kommen dran.

Dir Dammen an Dir Hären, all Progrès an deemem Secteur, deen ass wellkomm. An engem vu menge ville viregte Liewen hat ech d'Chance, während laange Joren ganz laang ëmmer am Summer op ville Mieren ze sinn. Ech war op grouse Schëffer. Ech hat d'Chance...

**(Exclamations et hilarité)**

► **M. Eugène Berger (DP).** - Virun der Päischtcroisière!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ee Moment! Ech mengen, dat Beschit kënn nach.

**(Hilarité générale)**

► **Une voix.** - Virun der Päischtcroisière!

► **Mme Simone Beissel (DP).** - Ech hunn als Passager libre mam Bundesgrenzschutz zwëschen dem fräien Däitschland an der DDR mat gehollef. An duerno war ech während ganz laange Jore mat der Wasserschutzpolizei, heiteg Küstenwache, déi zu Flensburg stationéiert war, ënnerwee, fir ze hëlfe, ebe just an der Ostsee Kontrollen ze maachen. An ech war ganz vill an den Häfe vun Travemünde, Kiel a bien entendu och zu Hamburg.

De Problem war, dass ech do ganz oft mat Frachteren, Handelsfrachteren, déi niesen eis un der Pier louchen, a Kontakt war an de Misär konnt gesinn, wat do lass war: raschteg, knaschteg Schëffer, Kombüsen - dat heescht Kichen, déi den Numm net verdéngen -, de Sanitär eng Katastroph, e ganze Koup Leit, déi krank waren, schlecht lëssen, d'Pai: najal,

Krankekeess heiansdo, vu Pensiounsrechter emol net ze schwätzen.

Am Gespréich mat hinnen hu mer gesinn, dass och d'Isolatioun total war. Dir wësst, dass während Jorhonnerten ëmmer nëmme d'international Kommunikatioun um Mier duerch d'Beflagung gaang ass, duerch déi grouss Pavillonen. Dat Éischt, wat mer geléiert hunn, dat war ëmmer, wa schwierig Chargen do transportéiert gi sinn a wann d'Schëffer an der Quarantän waren. Duerno koum d'Morse, duerno koum de Funksproch, mä dat war ëmmer alles an der Kommandozentral op der Bréck. An d'Leit alleguerten, d'Mannschaften, d'Séileit, déi haten ni d'Chance, fir ze kommunizéieren.

Et koum eng riseg Ännerung duerch zwou Saachen: éischten, den internationalen Drock fir d'Éischt vun der OIT. Awer d'OIT, wësst Der, huet nëmme kënnen Recommandatiounen maachen. An d'Patronat, dat heescht déi grouss Reedereien, waren net domat d'accord, well se selwer Avantages de concurrence haten duerch de Fait, dass dee ganze Secteur duerch 68 Konventiounen regléiert war, déi hott an har gezunn hunn a keng Unicitéit.

An du koum Europa an d'Spill, an do notament de Comité économique et social européen, dee jo eng Composition tripartite huet. D'Patronat, d'Gewerkschaften an de Stat hunn ugefaangen, Drock ze maachen.

Du koumen déi éischt Direktiven 2002, 2008 an 2009. An déi 2015 huet elo e richteg Quantesprung gemaach, well niewent dem Konsens, deen da mat Ach a Krach tëschen de Reeder an notament de Gewerkschaften komm ass, hunn déi modern Technologien eng ganz nei Welt gemaach fir alleguerten d'Séileit, déi mir am Fachjargon ëmmer „Marineros“ genannt hunn.

Elo si se dem Kapitän, deen ëmmer „seul maître à bord“ war während Jorhonnerten, net méi ausgléiwert. Mat dem System vun de Satellitte kënnen se egal op wat fir enge Breedegrade kommunizéieren, si sinn informéiert, si kommen an d'Häfen. Si sinn organiséiert a si kënnen sech wierklech schützen.

Mir sinn zu Lëtzebuerg scho säit Laangem gutt opgestallt gewiescht. Mir hunn eise Code du travail, dee streng ass par rapport zu aneren. Mir hunn d'Gesetz iwwert de Registre public maritime, d'Gesetz vum 1990. Et ass hei gesot gi vun der Madamm Rapporteur, dass mer d'Convention internationale maritime, déi 2006 geholl ginn ass, 2011 scho ratifizéiert hunn, a si ass zanter 2013 schonn a Kraaft. Mir si gutt opgestallt. Op mer eng „Seefahrernatioun“ sinn, dat loossen ech dohigestallt.

Jiddefalls si mer international an där Hisiicht bekannt a gutt opgestallt. Mä dat hei ass ganz wichteg, well nach zousätzlech wierklech d'Sécherheet, d'Liewensqualitéit, d'Aarbechtsbedéngunge vun alleguerten de Leit, déi um Mier do schaffen, verbessert ginn. An dat steet eis, notament och, well mer de Pavillon maritime hunn, deen elo weltwäit ganz bekannt ass, gutt zu Gesiicht. An dofir ass et ganz wichteg, dass mer haut zu enger ganz staarker Majoritéit dese wichtege Projet de loi stëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madamm Beissel. An als Nächsten huet de Gérard Anzia d'Wuert.

► **M. Gérard Anzia (déi gréng).** - Hâr President, ech muss natierlech elo passen. Also, déi Liewenserfahrung do, déi kann ech hei net an d'Spill bréngen. Ech géif der Rapportrice Merci soe fir hire gudd Rapport, mündlech a schréfflech. An ech géif dann natierlech soen, dass mir och solidaresch mat de Séileit sinn an natierlech dese Projet de loi wäerte stëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Hâr Gibéryen huet d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Hâr President. Ech wëll och vun eiser Säit aus der Rapportrice Merci soe fir hire gudd Rapport. Mir wäerten dee Projet hei stëmmen. An ech mengen, no deene groussen Informatiounen, déi mer och elo vun der Madamm Beissel kritt hunn,...

**(Hilarité)**

...wësse mer och genau, em wat datt et geet. Ech hat just net erausfonnt, ob d'Madamm Beissel als Matrous oder Kapitän op dese Schëffer war.

**(Hilarité)**

Mä iergendwéi muss et eng wichteg Fonctioun gewiescht sinn.

**(Hilarité générale)**

► **Une voix.** - Matrous!

► **Mme Simone Beissel (DP).** - Dir wësst, dass mäin Hærz ganz oft a säit laange Jore Matrous ass, mä ech sinn och ganz oft de Kapitän.

► **Une voix.** - Très bien!

**(Hilarité et interruptions diverses)**

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci gesot. Ech ka vläicht an engem Saz eng aner Experienz bäidroen.

► **Plusieurs voix.** - Ooh!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Do gëtt et just an deem heite Secteur ganz einfallsreich Geeschter, déi och emol op d'Iddi komm waren, fir e Schëff ënner enger Flagg segelen ze loossen an an eng aner Sécurité sociale eranzehuelen. Esou geschitt hei zu Lëtzebuerg, esou refuséiert hei zu Lëtzebuerg. Deem seng Flagg een huet, deem seng Sécurité sociale een och huet. Dat ass zumindes de Schutz, deen een de Matrous muss zousécheren.

Dat gesot, huet elo de Schëfffaartminister d'Wuert.

**Prise de position du Gouvernement**

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Merci, Hâr President. Ech wëll dann och op deser Plaz der Rapportrice e grouse Merci soe fir hire Rapport. Ech mengen, deem ass näischt méi hinzuzefügen.

Ech wëll awer dem Hâr Gloden recht ginn, dee bemierkt huet, dass déi Diskussioun, déi mer viru Joren haten, wéi mer de Pavillon maritime agefouert hunn, eigentlech eng äänlech war wéi déi éischt Diskussioun, déi mer de Moien hei haten iwwert d'Space Resources, Space Mining. Déi Zäit ass och vill gestaunt ginn, firwat e Land, dat emol keen direkten Accès un d'Mier huet, esou ee Pavillon maritime bräicht. Et war vill driwwer diskutéiert ginn. Haut ass et awer ee Secteur, dee ganz vill Succès huet an immens vill Business ronderëm dee Secteur op Lëtzebuerg ugezunn huet.

Dat gesot, mengen ech, dauert et awer nach e bëssen, bis mer hei iwwert d'Sécurité sociale vun de Space Miners mussen diskutéieren. Ech mengen, do hu mer nach e bëssen Zäit.

Ech soen lech villmools Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Hâr Minister. Déi Space Miners, déi falen dann ënner d'Sécurité sociale vum Mars.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 7112 et dispense du second vote constitutionnel**

Dat gesot, fänkt de Vott un. Voilà, an d'Ofstëmmung ass eriwwer.

De Projet de loi 7112 ass unanime ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;*

*MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;*

*MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Bresseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lambert, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Lex Delles);*

*MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;*

*MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

An ech brauch da bal net d'Fro ze stellen no der Dispens vum zweete Vott. Mä ech kréien awer trotzdem den Accord.

**(Assentiment)**

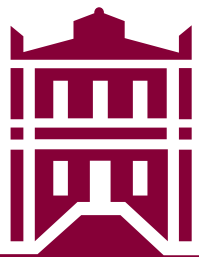
Merci villmools. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir sinn um Enn vun den Aarbechte vun de Moien ukomm. Rendez-vous de Mëtten um zwou Auer.

Merci. D'Sëtzung ass eriwwer.

**(Fin de la séance publique à 11.37 heures)**





Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

## Sommaire

- Ouverture de la séance publique**
  - M. Mars Di Bartolomeo, Président
- 7149 - Projet de loi portant modification du Code du travail en vue de l'introduction d'un nouveau dispositif de lutte contre le chômage de longue durée**
  - Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale: M. Georges Engel
  - Discussion générale: M. Aly Kaes, M. Claude Lamberty, M. Gérard Anzia, M. Gast Gibéryen (intervention de Mme Nancy Arendt), M. Marc Baum
  - Prise de position du Gouvernement: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- Ordre du jour**
  - M. Mars Di Bartolomeo, Président
- 7033 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes**
  - Rapport de la Commission des Affaires intérieures: M. Frank Arndt
  - Discussion générale: M. Emile Eicher, M. Max Hahn, M. Roberto Traversini, M. Gast Gibéryen, M. Marc Baum
  - Prise de position du Gouvernement: M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 6593 - Projet de loi portant modification**
  - de la loi modifiée du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'État;
  - de la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique;
  - de la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire;
  - de l'article 32 du Livre 1<sup>er</sup> du Code de la sécurité sociale
  - Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse: M. Gilles Baum
  - Discussion générale: Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Georges Engel, M. Claude Adam, M. David Wagner
  - Prise de position du Gouvernement: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (intervention de Mme Françoise Hetto-Gaasch)
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- Discours de M. le Président**
  - M. Mars Di Bartolomeo, Président

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Félix Braz, M. Nicolas Schmit, M. Dan Kersch et M. Claude Meisch, Ministres.

**(Début de la séance publique à 14.02 heures)**

### 1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech maachen heimat d'Sézung op.

Ech mengen, mir géifen direkt zum offiziellen Ordre du jour iwwergoen. Als éischte Punkt hu mer de Projet de loi 7149 fir den Asaz géint de Laangzäitchômage. De Rapporteur, den honoreble Georges Engel, ass prett an de Mikro ass säin.

### 2. 7149 - Projet de loi portant modification du Code du travail en vue de l'introduction d'un nouveau dispositif de lutte contre le chômage de longue durée

**Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale**

► **M. Georges Engel (LSAP), rapporteur.** - Merci, Här President. Kolleginnen a Kollegen, aarbechtslos ze sinn, dat ass net schéin. Keng Aarbecht ze hunn, huet eng Rei vun Auswirkungen op deen eenzelne Mënsch selwer, op seng finanziell Situatioun, op seng Famill, op säin Ëmfeld, op seng Gesondheet, op seng physesch a psychesch Gesondheet, mä och op d'Gesellschaft am Allgemengen.

Zanter 28 Méint geet bei eis hei zu Lëtzebuerg de Chômage zréck, virun allem bei deenen, déi ënner 30 Joer hunn. D'Zuel um 31. Mee war déi folgend: e Minus vu 5,3% op ee Joer. Dat ass gutt esou. Dat huet mat enger Rei vu Facteuren ze dinn: eng gutt ekonomesch Situatioun, e gutt gesellschaftspolitesch Ëmfeld, gutt Aarbecht vun deene villen Akteuren, déi sech fir d'Leit, déi schaffen oder déi wëlle schaffen, hei zu Lëtzebuerg asetzen.

Och d'Demandeurs d'emploi vulnérables, also déi gesondheetlech Problemer hunn, wéineg qualifizéiert sinn oder iwwer zwielf Méint op der Sich no Aarbecht sinn, profitéieren vun deem Réckgang, mä leider awer net genuch. Laangzäitchômeure maache 47% vum Total vun de Chômeuren aus. 59% vun hinne si wéineg qualifizéiert, 60% sinn iwwer 45 Joer al, 40% hunn eng ageschränkt Capacité de travail oder si Salarié handicapé.

Wie Chômage longue durée seet, seet ganz oft Exklusioon, ganz oft Aarmut a Prekaritéit. An duerfir genau maache mir dese Projet de loi, deen als Zil huet, e staatlechen „coup de pouce“ ze ginn, fir dass definitiv a stabel Aarbechtsplaze geschafe gi fir Laangzäitchômeuren.

Dës Mesure schreift sech an an d'Logik vun enger Rei vun Akzenter, déi scho gesat goufen, notament d'Gesetz, wat Ufank 2016 gestëmmt gouf a wou de Contrat de réinsertion-emploi fir Leit iwwer 45 Joer a fir Leit, déi de Statut vum Handicapéierten hunn, agefouert ginn ass. Déi Mesure ass gutt, geet awer leider net duer.

Betrouff vun deem Projet hei si Persounen iwwer 30 Joer, déi zanter op d'mannst zwielf Méint op der Sich no enger Aarbecht sinn an op der ADEM ageschriwwen sinn. Vill vun hinne sinn an enger Occupation temporaire indemni-sée, enger OTI, enger Mesure, déi zwar de Meritt huet, d'Leit ze aktivéieren, mä déi Betrouff bleiwe weider Chômeur, hu kee feste Kontrakt a riskéieren, iwwer kuerz oder laang an den RMG ze falen. Well si awer schaffen, also wierkelech Aarbecht maachen, sollen iwwer d'Bestëmmunge vun deem Projet de loi richteg fest a sécher Aarbechtsplaze mat onbefristete Kontrakter dorauer ginn.

D'Philosophie also ass, Aarbecht amplat Chômage ze finanzéieren. D'Suen, déi also bis elo an d'Indemnité de chômage an temporär Mesuren investéiert goufen, ginn elo an d'Schafe vu sécheren, festen Aarbechtsplazen investéiert fir Leit, déi soss schlecht oder keng gutt Chancen hunn, eng fest Aarbechtsplaz ze fannen.

Konkret heescht dat, hei ginn Plaze geschafen am Beräich vum Stat, de Gemengen, dem Parapublic, de Fondatiounen, den Etablissements, Associatiounen, de Sociétés d'impact social, déi zu 100% aus Parts d'impact bestinn - do wou 100% also vum Gewënn nees an d'Société investéiert ginn -, vu Fondatiounen an Asblen. Viséiert sinn hei zum Beispill deemno och Aarbechtsplazen a Crèchen, an Altersheimer oder Behënnertenatelieren. Natierlech muss hei d'Qualifikatioun fir déi eenzel Aarbechtsplaz och stëmmen. Hei sollen also keng Aarbechtsplaze bradéiert ginn.

Hei sollen also nei Aarbechtsplaze geschafe ginn, nei Aarbechtsplaze mat engem Contrat à durée indéterminée - mir wäerten also hei net Plazen ersetzen, dat wär kontraproduktiv -, an dat och a Beräicher, wou keng deloyal Konkurrenz provoziert gëtt.

Dës Mesurë sinn also och fir d'Demandeurs d'emploi de longue durée iwwer 30 Joer. De Remboursement, dee leeft iwwer de Fonds pour l'emploi. Dat éischt Joer ginn 100% vun de Frais salariaux en charge geholl, dat zweet Joer 80% an dat drëtt Joer 60%, gedeckelt awer op 150% vum soziale Mindestloun. De Salaire ass also net limitéiert op de soziale Mindestloun, mä soll déi normal Lountabell berücksichtegen.

Bei Demandeurs d'emploi de longue durée iwwer 50 Joer, do bleift de Remboursement vun 100% vun de Frais salariaux bis d'Pensioun bestoen, och do gedeckelt bis zu 150% vum Salaire social minimum.

Mir hunn awer och Sécuritéten hei am Gesetz agesat. Falls deen esou rekrutéierte Laangzäitchômeur bannent sechs Joer géif gekënnegt kréien, ouni dass d'Grënn op hie selwer zréckzeféiere wäeren, muss de Patron 75% vun den Hëllef, déi e kritt huet, zréckbezuelen. Och dat ass eng richteg an eng wichteg Mesure.

Fir dës Joer sinn déi Plazen emol op 150 Plaze limitéiert. Et geet jo elo eréischt un. Am September kéinte jo dann déi éischt Poste gestëmmt ginn oder geschafe ginn an duerno gëtt d'Zuel Joer fir Joer iwwer d'Budgetgesetz fir dat anert Joer fixéiert. Déi éischt Plaze sollen eis dann erlaben ze evaluéieren, wat dat fir dat nächst Joer soll fir de Fonds pour l'emploi bedeiten.

Weider Ännerungen am Gesetz sinn déi folgend: D'Dauer vun enger OTI gëtt op sechs Méint limitéiert an e Promoteur wäert fir déiselwecht Aarbecht nëmmen nach eng OTI op zwielf Méint kënnen huelen. Mir müssen also verhéieren, an dat gëtt och hei gemaach, dass d'Plaze permanent duerch OTI besat ginn, ouni dass déi Betrouff kënnen oder wäerten e feste Kontrakt kréien. Dat ass op alle Fall net dat, wat mer wëllen, mir hätte scho gären, dass dat solle feste Aarbechtsplaze ginn. An dat soll mat deser Mesure also verhéieren ginn.

D'OTIen hunn an Zukunft och d'Recht op all Supplementen, déi fir normal Salarié virgesi sinn, ouni dass d'Supplementen als Revenu accessoire fir de Chômage ugesi ginn. D'OTIen iwwer 50 Joer wäerten an Zukunft kënnen hir Mesurë mat Tranché vun zwielf Méint weider erneiert kréien, ouni dass se an den RMG géife falen an doduerch eventuell géife verléieren.

De Stage de professionnalisation wäert an Zukunft fir Demandeurs d'emploi ab 30 Joer opstoen. Dës Stagë sinn eng gutt Méiglechkeet, nei Beräicher kennenzelieren a Kontakter mat de Patrone kënnen ze maachen, fir duerno eng definitiv Aarbecht kënnen ze kréien.

An zu gudder Lescht: Bei der Aide à l'emploi fir eeler Chômeuren am Privatberäich soll an Zukunft nëmmen nach d'Part patronale, mä net méi deen Deel vun Assurë vun de Cotisations zréckbezuelt ginn, well d'Patrone mat deem Deel jo näischt ze dinn hunn. Dat war effektiv eng komesch Bestëmmung an déi gëtt elo och ofgeschafft.

Den Dépôt vum Gesetz war den 9. Juni 2017. Am Avis vom Statsrot war den 4. Juli koumen eng Partie Kriticken, déi awer virun allem formaler Natur waren, zum Beispill wat an engem Règlement grand-ducal oder wat am Gesetz sollt stoen, war doranner enthalten. An deem huet d'Kommissioun dann och Rechnung gedroen.

Dat hei ass e wichtige Projet. E geet géint de Laangzäitchômage vir. E probéiert, deen an de Grëff ze kréie fir e verhältnisméisseg modeste Coût a gëtt de Betrouffenen eng reell Perspektiv op eng Aarbecht a fir aus der Prekaritéit erauszekommen.

Virun allem, an dat ass mer ganz wichteg, gi mer deene Leit hei e Stéck Dignitéit zréck. Dat

muss et eis wäert sinn. Mir brauchen also eng Diversifikatioun vun all deene Mesuren, déi mer ubidden. An dat hei ass een Deel dovunner, ee Glidd an der Kette vun deem, wat mer musse maachen, fir de Laangzäitchômage an de Grëff ze kréien.

Ech ginn domadder och schonn direkt den Accord vun der sozialistescher Fraktioun an ech soen lech Merci fir d'Nolascchteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Rapporteur. Eischten ageschriwwene Riedner ass den Här Aly Kaes.

### Discussion générale

► **M. Aly Kaes (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, laut den aktuellen Zuele si 7.108 Persounen méi wéi zwielf Méint bei der ADEM gemellt, also bal..., jo, hei ass grad 47% gesot ginn, ech hunn der 46. Ech mengen, do solle mer eis och net driwwer streiden, ob een op- oder ofrënt, et ass op jidde Fall en héije Prozentsaz vum Gesamtchômage.

Vum Laangzäitchômage si virun allem Leit be-traff, déi eng Rei Problemer hunn, notament en Handicap oder Reclassement externe. Op ee Joer gekuckt ass de Laangzäitchômage an absoluten Zuelen ëm gutt 600 Unitéite gefall. Och de Chômagetaux vun dese Leit ass licht réckleefeg.

De Statec schreift a senger leschter Note de conjuncture, dass d'Baisse vum Gesamtchômage am éischten Trimester 2017 zu 18% op mander Chômeuren, déi méi wéi zwee Joer bei der ADEM ageschriwwen sinn, an zu 60% op d'Baisse vu Chômeuren, déi méi wéi ee Joer bei der ADEM gefouert sinn, zréckzeféieren ass.

Elo kéint ee jo doraus schléissen, dass d'ADEM hirem Rôle gerecht ginn ass an des Leit aktiv vermëttelt hätt. Dat ass awer an eisen Aen, jo, nëmmen zum Deel richteg. Sécherlech kommen aktuell eng ronn 200 Persounen an de Genoss vun sougenannte Contrat de réinsertion-emploi. Mä nach feelt en definitive Bilan vun där Mesure, well d'Zil ass et jo, déi Leit an en normaalt Aarbechtsverhältnis ze kréien.

Et wier gutt, wann den Här Minister eis kéint soen, awëifern d'Promoteuren déi reell Perspective d'emploi, déi se laut Gesetz mussen offréieren, och ageléist hunn.

Jo, et muss een hei och ënnersträichen, dass de Contrat de réinsertion-emploi zesumme mam Stage de professionnalisation eigentlech den deemolege Stage de réinsertion professionnelle ersat huet. Laut ADEM-Statistike sinn 2015 en moyenne 544 Leit an de Genoss vum Stage de réinsertion professionnelle komm. Haut profitéieren awer just nach, wéi ech et virdru gesot hunn, licht méi wéi 200 Leit vu béide Mesuren.

Dat erkläert zum engen, firwat ech soen, dass d'ADEM hei nëmmen aktiv vermëttelt huet.

Zum anere wësse mer och, dass eng ganz Partie Leit, déi an der Vergaangenheet vun der ADEM betreit goufen, iwwer déi lescht Méint no enger medezinescher Analys - mir hunn dat nach eng kéier och an der Kommissioun diskutéiert - gerode kruten, d'Invaliditéit oder d'Invaliditéitsrent anzefroen. Insgesamt 408 Persounen huet d'ADEM téscht dem Januar 2015 an November 2016 dozou motivéiert. An do ass an der Zwëschenzäit sécherlech nach déi eng oder déi aner Persoun derbäikomm.

De Wee an d'Invalidéiert erkläert an eisen Aen zu engem Deel de Réckgang vum Chômage de longue durée. Mir begreissen awer ganz kloer, dass d'Zuelen an déi richteg Richtung weisen, woubäi de Wee dohinner natierlech näischt oder net alles mat aktiver Aarbechtsmaartpolitik ze dinn huet.

Dir Dammen an Dir Hären, am Gesetzesprojet vun haut geet de Minister nei Weeër. Mir ginn e Schrëtt méi wäit. E geet hei net drëm, schweier vermëttelbar Leit an d'Pensioun ze schécken, am Géigendeel. E geet drëm, hinne eng fest Ustellung unzëbiden. Dat solle laut dem Här Minister zu engem groussen Deel Leit sinn, déi enger Occupation temporaire indemni-sée noginn, an dat an deene meeschte Fäll zur vollster Satisfaktioun vum jeeweilege Patron.

Mir begreissen duerfir absolutt dës Gesetz. Et geet drëm, an d'Aarbecht ze investéieren an net an de Chômage, well de Chômage mécht sech definitiv net bezuelt.

Natierlech hätt een och kënnen méi wäit goen an all Chômeur, dee méi wéi 50 Joer ass, eng



fest Ustellung ubidden. Keng Opreegung! Dat wier och an eisen Aen de falsche Wee gewiescht. Dat hätt an eisen Aen zu enger Prekarisatioun vun der Altersaarbecht gefouert. Dat ass och ee vun de Grënn, firwat mer eis mat der Propos vum Här Minister, an enger éischer Phas nëmmen 150 Leit d'Chance an eng besser Zukunft ze ginn, averstanen erklären.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn et ugedeit, d'CSV wäert dese Projet matstëmmen,...

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Aly Kaes (CSV).** - ...well en de Leit, déi wäit ewech si vun engem geregelten Aarbechtsverhältnis, en CDI, sou wéi den Här Rapporteur et gesot huet, erméiglecht.

150 Laangzäitchômeure sollen an e stabillt Aarbechtsverhältnis kommen, entweder beim Stäat, bei de Gemengen, bei de Syndikater, bei Établissement-publicken, bei enger SIS oder bei Fondatioune respektiv Asblen.

Jo, an dësem Kontext stellt sech dann awer och d'Fro, firwat de Privatsektor net kann an de Genoss komme vun dësen Emplois d'insertion. Gouf et do eng Demande vum Privatsektor? Déi Fro hu mer eis gestallt a bis dato hu mer nach näischt vun dësen Betriber héieren. Och ass nach keen eenzeg Avis vun iergendenger Berufschamber - et war kuerz, och dat hu mer an der Kommissioun diskutéiert - hei am Haus agaangen. Et wier awer definitiv och interessant, gewuer ze ginn, wéi hir Meenung zu dësem Projet de loi ass.

De Minister huet eis seng Explikatiounen dozou geliwwert. En huet eis awer och an Aussicht gestallt, dese Volet ze präieren. Ech mengen, beim Vott vum nächste Budgetgesetz, wou jo d'Unzuel, sou wéi et virdrun och scho gesot ginn ass, vun den Emplois d'insertion fir 2018 definéiert gëtt, kéint de Minister eis da seng Konklusiounen dozou presentéieren.

Dir Dammen an Dir Hären, ech hu mech elo mat der Mesure phare vun deem Gesetzesprojet befaasst, nämlech Laangzäitchômeuren iwwer 50 Joer bis zur Pensioun duerch öffentlech Gelder eng Pai ze ginn an deenen ënner 50 Joer degressiv iwwer dräi Joer 100%, 80% a 60% vun hirer Pai ze assuréieren.

Mir si frou, datt dës Suen u sech do ukommen, wou se gebraucht ginn. Mir hoffen awer och, jo, datt mat dësem Projet d'Land net an enger bestëmmter Form an zwee gedeelt gëtt.

Ech erkläre mech: Mir wëssen, datt d'Kollektivvertragsverhandlungen op Gemengenniveau bei PRO-SUD nach net ofgeschloss sinn. Mir wëssen och, datt do Proposen um Dësch leien, fir eng nei Carrière ze schafen, déi schwéier vermëttelbare Leit eng Chance soll ginn, e feste Vertrag ze kréien. An aneren Ecker vum Land sinn awer d'Kollektivvertragsverhandlungen schon ofgeschloss, ouni datt esou eng Carrière existéiert.

Et ass also net ausgeschloss, et besteet mindestens eng Gefor, datt et hei zu enger ongläicher Behandlung vun de Gemengen an domat och vun de Laangzäitchômeure jee no Wunnsätz ka kommen.

Bon, ech ginn awer dovun aus, datt dem Minister net un esou enger Zwouklassegesellschaft geleeen ass, a wënschen him duerfir eng ganz glécklech Hand beim Accordéiere vun dësen 150 Posten. Dobäi ass et jo esou, datt mer och an der Kommissioun gesot hunn: Mir müssen dat Gesetz esou séier wéi méiglech kréien, well soss ass d'Chance, fir iwwerhaapt nach 150 Posten ze schafen, méi schwéier fir dës Joer realiséierbar, fir dat iwwerhaapt nach kënnen ëmzesetzen.

Ech ginn och dovun aus, datt de Minister beim Bilan bewiese kann, datt en u sech all Regiounen an all Gemenge respektéiert, déi bereet sinn, esou enge Persounen eng Perspektiv wëhlen ze erméiglechen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hu mech net mat deenen anere Punkte vun dësem Gesetzesprojet befaasst. De Rapporteur, den Här Engel, huet dat awer am Numm vun der Kommissioun an allen Detailler belicht, an ech soen him natierlech e ganz grouse Merci duerfir, dat souwuel fir dee mëndleche wéi fir dee schrëftleche Rapport.

Mat dësem Projet bleift de Laangzäitchômage awer weider ganz sécher en Thema. Dëse Projet ass u sech awer eng Drëps Waasser op e waarme Steen, well mer jo awer nëmmen 150 Leit, jo, vun iwwer 7.000 kënnen eng Perspektiv ginn.

E groussen Deel vun hinne sinn, wéi gesot, Leit mat Handicap oder am Reclassement externe. Iwwert déi lescht Méint ass och vill iwwert déi lescht Reform vum Reklassementgesetz geschwat ginn. An do ginn et nach ëmmer eng ganz Rei vu Problemer, déi ganz kloer schnellstens muss behuewe ginn.

Am Kontext vum État de la nation dëst Joer goufen Adaptatiounen an Aussicht gestallt. Dat sinn elo scho bal dräi Méint hier. Déi konkret Problemer sinn awer scho méi laang bekannt. Et entsteet esou lues a lues - jo! - eng Urgence an dësem Dossier. Et ass awer esou, datt an der Kommissioun, an dat soll een och fairerweis hei soen, och den Här Minister gesot huet, datt, och wann dat Gesetz eréischt viru Kuerzem gestëmmt ginn ass, hien awer bereet wier, am Hierscht eng Diskussioun iwwert déi do Problemer ze féieren. An da gesi mer jo, wat dobäi erauskënnt.

Op jidde Fall Leit, déi intern reklasséiert goufen, an ech huelen elo nëmmen e puer Beispiller, ginn a verschiddene Fäll manner gutt behandelt wéi Leit, déi vun Ufank un extern reklasséiert goufen, aus enger Rei Ursaachen; et kann een dat esou an esou gesinn. D'Zesummespill tëscht Aarbechtsmedezinn a Kontrolldokter verleeft net ëmmer „optimal“, fir et och fäin ze soen. Dat si just, wéi gesot, e puer Problemer, déi sech stellen.

Mat dësem Gesetz ass och d'ADEM nach laang net aarbechtslos. Dat kann een och soen. Si ass weider gefuerdert, dës Leit sou gutt et geet ze betriegen. Der ADEM muss also alles dru geleeen sinn, fir déi Leit virun enger laanger Phas vun Aarbechtslosegkeet ze bewahren. Dat kann nëmmen geléngen, wann d'Demandeurs d'emploi op eng nach besser, méi personaliséiert Prise en charge kënnen zréckgräifen, op eng besser Kooperatioun mat de Patronen - hei muss een och soen, hei si schon eng Rei Efforte gemaach ginn - an net zulescht op eng adaptéiert Formationsoffer.

Bon, dat gesot, ginn ech ofschléissend dann den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet a soe Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci un nächste Riedner ass den Här Claude Lamberty.

► **M. Claude Lamberty (DP).** - Merci, Här President. Léif Kollegen, d'Chômagezuelen, déi mir Mount fir Mount geliwwert kréien, sinn déi lescht Zäit positiv a ginn an déi richteg Richtung. Wat ee muss soen a wëssen: Zanter 28 Méint geet de Chômage onënnerbrach erof!

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Lamberty (DP).** - Am Verglach mam Dezember 2013 gëtt et iwwer 2.000 Aarbechtsloser manner zu Lëtzebuerg. Dat sinn 2.000 Eenzelschicksaler. Dat sinn 2.000 Leit, déi virdu keng Aarbecht haten an haut aktiv an der Aarbechtswelt integréiert sinn.

Gläichzäitig ginn och ëmmer méi fräi Aarbechtsplaze bei der ADEM gemellt. Eis Wirtschaft ass also amgaangen, sech ze erhuele vun där Kris, déi och Lëtzebuerg net verschount hat. Eis Betriber hunn erëm méi Vertrauen, méi Vertrauen an d'Zukunft an traue sech och, erëm méi ze investéieren.

Och wann d'Aarbechtslosegkeet ofhëlt, si mir natierlech nach laang net bei enger Vollbeschäftegung ukomm, déi mer eis allegueren heibanne wënschen. Et gëtt vill Ursaachen, firwat eng Persoun trotz Wonsch, schaffen ze goen, keng Aarbecht fënnt. Soulaang et Leit gëtt, déi schaffe wëlle goen a sech och beméien, eng Plaz ze fannen, an awer aus ënnerschiedlechen Ursaache keng Aarbecht kréien, soulaang hu mir d'Flicht, no neie Weeër ze sichen, fir deene Leit och ze hëllefen.

Laangzäitchômage ka ganz séier zu engem Däiwelskrees ginn. Lücken am CV a souguer d'Schaffen a Beschäftigungsmesurë gëlle leider oft als Ausschlusskriter. Virun allem Mënschen ab 50 hunn et um Aarbechtsmarché net ëmmer einfach, wa si ongewollt hir Aarbecht verléieren a sech berufflech nach eng Kéier ëmorientéieren müssen. Dat nämlech gëllt fir Persounen, déi just bedéngt aarbechtsfäeg sinn an awer gäre schaffe géifen. Dës Leit gi mat dësem Projet de loi ugesprach.

Ech muss och soen, dass mir d'Hauptiddi hantert dësem Projet immens gutt gefält: Net de Chômage finanzéieren, mä an den Emploi investéieren. Aarbechtslosegkeet kascht eis immens vill, net nëmme Suen, déi iwwer Chômagegeld oder RMG ausbezuelte ginn, mä virun allem och de Schued fir eng Gesellschaft, déi et net fäerdegbréngt, dass all hir Membere enger geregelter Aarbecht kënnen noegen. Et geet also net nëmmen ëm Suen, et geet ëm vill méi. Et geet ëm e Selbstwärtgefill, ëm en Zeechen, dass d'Leit sech erëm gewierdegt fillen, wa se hir Capacitéiten a Kompetenzen an den Dëngsch vum der Allgemengheet stellen dierfen a kënnen.

Fir eis als Demokratesch Partei ass et wichtig, dass hei keng Alibiplaze geschafe ginn. Hei solle reell nei Plazen entstoen a Beräicher, wou e konkrete Besoin besteet. Et sinn nei Plazen am öffentleche Beräich, déi souwuel de Mën-

schen hëllefen, déi soss keng oder schwierest Aarbecht fannen, wéi et och nei Aarbechtsplaze sinn, déi mir als Gesellschaft am Alldag och brauchen.

Wat mer net wëllen a wat och net mat dësem Gesetz ugestriift gëtt, ass, dass oppe Plazen, zum Beispill nodeem en Aarbechter an d'Pensioun gaangen ass, also Plazen, déi souwies missten nei besat ginn, dass déi vum Stat géife finanzéiert ginn. Dat gëllt et, ëm all Präis ze verhënnern, well mer soss keng zousätzlech Aarbechtsplaze géife schafen, mä eventuell souguer jonke Leit Plaze virun der Nues géifen ewechschnapen.

Ech denken hei un Aarbecht, wou et wuel e konkrete Besoin gëtt, mä bis elo déi zoustänneg Akteuren net wollten oder konnte Personal astellen, well entweder net déi néideg Suen do waren oder aner Prioritéiten existéiert hunn. Dat heescht awer net, dass dës Aarbecht manner wichtig wier. Grad an de Gemengen, beim Stäat oder och bei Syndikater, déi mat dësem Projet ganz besonnesch viséiert sinn, gëtt et esou vill Aarbechten, déi een am Dëngsch fir de Bierger iwwerhuele kann a muss, dass een eigentlech ëmmer nei Personal brauch.

Et ass eis awer och immens wichtig, dass keng Concurrence déloyale geschafe gëtt a Beräicher, wou d'Privatentreprisen aktiv sinn. Vu staarke Betriber profitéiert jiddwereen. Dës sief op dëser Plaz nach eng Kéier ganz daitlech gesot!

Et sinn d'Betriber, déi eis Aarbechtsplaze schafen, duerch déi déi grouss Majoritéit vun der Lëtzebuurger Populatioun hiert Liewe finanzéieren kann. Et muss also ganz kloer kontrolléiert ginn, dass mat dësem Gesetz net Aarbecht op där enger Plaz geschafe gëtt a gläichzäitig am Privé Aarbecht verluer géif goen, well de Betriber duerch d'öffentlech Hand Konkurrenz géif kréien.

Dës gesot, e ganz grouse Merci un de Rapporteur, deen dat exzellent gemaach huet, den Här Engel. Ech ginn dann och heimadder den Accord vu menger Fraktioun vun der Demokratescher Partei.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An nächste Riedner ass den Här Gérard Anzia.

► **M. Gérard Anzia (déi gréng).** - Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, de Projet de loi 7149 féiert nei Mesuren an, fir dem Laangzäitchômage entgéintzewierken. An dat ass och gutt esou. E grouse Merci un de Rapporteur, de Georges Engel, deen am Detail d'Raffinesse vum Gesetz virgestallt huet. Ech bräicht u sech iwwerhaapt net méi hei ze intervenéieren an ech wäert och net méi am Detail op d'Mesuren agoen. Verschidde Saache sinn eis awer als déi gréng wichtig hei ze soen.

Mir deelen d'Analys vum Minister vun den Zuele vun Chômage, wéi elo grad gesot ginn ass: Sait 28 Méint ass den Taux de chômage amgaang erofgezoen, wat jo positiv ass. An et ass awer och ze erkennen, dass de Laangzäitchômage eben e ganz schwierge Volet ass, deen och grouss Suergen, och eis grouss Suerge mécht. An duerfir, mengen ech, muss ee grad beim Laangzäitchômage iwwer zwielef Méint also en anert Handwierksgeschir erbäihuelen, fir deem entgéintzewierken. A mat dësem Projet de loi gëtt jo dat Handwierksgeschir prett gemaach.

Mir deelen och d'Analys vum Minister, wat d'Altersstrukturen ugeet, déi am Chômage sinn, och am Laangzäitchômage sinn. Duerfir ass et och gutt, dass an dësem Gesetz den Ënnerschied gemaach gëtt tëscht deenen, déi méi al wéi 30 Joer sinn, an deenen, déi méi al wéi 50 Joer sinn, wou mer allegueren wëssen, dass et da fir déi Leit ganz schwier ass, fir nei Perspektiven ze fannen, an dass et, wa se schon zwielef Méint am Chômage waren, ëmsou méi schwéier ass.

Net vergiesse soll een awer hei och, wa mer iwwer Prozenter an Zuele schwätzen - duerfir hunn ech déi bewosst hei net a menger Ried matagebonnen -, dass et ëm Eenzelschicksaler geet, ëm eenzel Leit, Leit, déi an engem Stot sinn a Familljen, wou eng Laangzäitarbechtslosegkeet dozou féiert, dass awer eng Prekaritéit entsteet.

Mir hate viru Kuerzem hei en Debat iwwert de Risque de pauvreté. An et ass ganz kloer: Leit ouni Aarbecht, déi sinn deem ausgesat. Duerfir ass et gutt a richteg, dass mer hei nei Moosname fonnt hunn an dësem Projet de loi, déi dann och wäerte kënnen verhënnern, dass Leit ebe wierklech an enger Gesellschaft, déi iwwert d'Aarbecht definéiert ass, der Exclusion sociale ausgesat sinn, wou dat eben och virprogramméiert ass.

Elo sinn d'Akteuren um Terrain gefuerdert, a virop de Stat an d'Gemengen, déi ënner anere iwwert déi Mesure vun den Otle Leit a

Beschäftegung hunn, fir Aarbecht ze maachen, déi regulär do ass - an et ass jo och do, wou dee Volet vun dësem Projet de loi usetzt -, fir u sech hinzezoen an déi Kuerzzeitkontrakter, déi u sech eng Pist gi fir Chômeuren, dass se kënnen Expérience professionnelle sammelen, dass se vläicht en Trëtt fannen, fir déi kënnen iwwerzeféieren an e Contrat de travail à durée indéterminée.

Duerfir begrëisse mir als déi gréng och explizit déi Mesure, wou gesot gëtt: „Mir investéieren an Aarbecht an net an de Chômage“, an deenen zwou Kategorië vu Laangzäitchômeuren, déi ebe schonn hei vum Georges Engel presentéiert gi sinn. Ech ginn elo net méi dorop an.

Eligibel sinn ausser dem Stat an de Gemengen awer och d'Établissements publics, natierlech och d'Gemengesyndikater. Et sinn natierlech awer och d'Fondatioune, déi d'Méiglechkeet hunn, dovun ze profitéieren, dann d'Asblen an och déi nei Sociétés d'impact sociétal.

Just nach eng Kéier, fir ze soen, virdrun ass gesot ginn, hei kéint elo kee Privaten dovun profitéieren: Dat ass jo net honnertprozenteg richteg. Déi kënnen wuel dovun profitéieren, wa se eben en Impact sociétal hunn a se also derfir suergen, dass u sech déi Gelder, déi erwirtschaft ginn an esou enger Gesellschaft, enger Sär, enger SA, enger Kooperativ, erëm zu 100% an d'Gesellschaft erafléissen, soudass u sech esou dës Mesuren hei och fir de Privatmarché accessibel ginn.

Als déi gréng wënsche mir eis, dass dës Mesuren e groussen Uklang fanne bei den Akteuren um Terrain an dass mer d'nächst Joer e positive Bilan zu dësem Projet de loi kënnen zéien.

A mir deelen och d'Analys vum Minister, dass et awer eng Grupp vu Chômeure gëtt, wou mer aner Mesuren nach mussen ergräifen. Dat sinn d'Salariés handicapés an d'Salariés à capacité de travail réduite, déi meeschtens aus engem Reclassement externe hierstamen. An do ass jo op der Pressekonferenz de leschte Méindeg mat dem Minister Schmit a mat der Ministesch Cahen an och der Gesundheitsministesch Lydia Mutsch u sech eng nei Pist, en neie Projet virgestallt ginn, fir grad där Grupp vu Leit am Chômage ze hëllefen.

Här President, ech komme schonn zum Schluss a wëll soen, dass d'Längt vu menger Ried a menger Interventioun déi Kéier och erëm eng Kéier ëmgedréit proportional ass zu der Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Ech ginn den Accord vu menger Fraktioun a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An nächste Riedner ass den Här Gast Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, ech wëll och vun eiser Sait dem Kollege Georges Engel Merci soe fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport. An ech mengen, en huet virun allem d'Gesetz gutt am Detail hei erklärt. D'Recht op Aarbecht, soe mer ëmmer, ass e Mënschenrecht. An trotzdem hu mer iwwerall op der Welt Leit, déi am Chômage sinn, an och Lëtzebuerg bleift dovunner net verschount.

D'Problematik vum Chômage, déi kritt een net mat engem Fangerstréch oder engem Zauberbengel vun haut op muer geléist. Däers si mer eis alleguer bewosst. Dat hunn och déi vergaange Joren alleguer gewisen.

Lëtzebuerg ass an enger spezifescher Situatioun, wa mer bedenken, datt mer a Lëtzebuerg e Rekordwuesstum am Abléck hunn, datt mer quasi all Joers 10.000 zousätzlech Aarbechtsplaze schafen a souguer méi. A wann een zéng Joer zréckkuckt, dann hu mer an zéng Joer souguer 100.000 nei Aarbechtsplaze geschaaft. An awer ass an deem Zäitraum de Chômage vun 13.000 op iwwer 20.000, wa mer d'Beschäftigungsmoosnamen derbäihuelen, geklommen.

Et ass am Fong eng paradox Situatioun, wou mer eis Froe mussen stellen, wéi sou datt dat méiglech ass.

Sécherlech wësse mer, datt an deenen zwee gudder leschte Joren de Chômage zréckgegaangen ass. Ech mengen, ech hunn dat och scho gesot, well et ass jo net déi éischt punktuell Moosnam, déi mer haut hei stëmmen, mä mir hunn ënner dësem Minister Nicolas Schmit schonn eng Rei vun esou Moosname gestëmmt. An ech hunn och all Kéiers hei gesot: „Mir stëmmen déi gäre mat!“, well et ass nëmme punktuell, wéi mer kënnen reagieren,



fir op déi spezifesch Situatiounen anzegoen. An all déi Moosname wäerten hir Wierkung hunn, déi eng méi, déi aner manner. A wann et der och nëmmen e puer wieren, ass et derwärt, datt mer hei Gesetzer stëmmen, fir datt d'Leit eben eng Aarbecht fannen a sozial ofgesécher ginn.

Derbäi kënt awer och sécherlech dee wirtschaftlechen Opschwung, dee mer hei zu Lëtzebuerg hunn, och selbstverständlech. Wann d'Ekonomie dréit, wann eisen Nopeschlänner hir Ekonomie dréit, da bedeit dat fir eis Ekonomie an Opschwung. A mam Opschwung kommen automatesch dann och nei Aarbechtsplazen, déi geschaaft si ginn.

An eng aner Situatioun, déi dozou gefouert huet, datt de Chômage erofgeet, ass sécherlech och, datt mer zënter e puer Joer méi verstärkt Leit an d'Invalidenssioun schécken, déi mer virun an eng prekärer Situatioun gelooss hunn, a wou mer woussten, datt déi Leit net méi géifen op den Aarbechtsmaart kommen, a se awer net an d'Penssioun geschéckt hunn. An ech mengen, dat war och do déi richteg Léisung an Decisioun, fir déi Leit dann einfach an d'Invalidenssioun ze schécken, fir ebe kënnen deene Leit och eng Garantie ze ginn.

Sécherlech ass ee weidere Punkt - an dee léise mer net esou séier! - eise Schoulsystem, well mir wëssen, datt hei am Land eisen Aarbechtsmaart an der Konkurrenz steet mam Ausland a virun allem mat de Grenzregiounen, mat Däitschland, Frankräich an der Belsch. An do spillt natierlech den Niveau vun der Formatioun eng Roll. A mat der Politik, déi mer awer hei iwwer Jorzéngte maachen - a mir hunn nach des Woch erëm e Gesetz gestëmmt, wou mir als Partei der Iwwerzeugung sinn, datt do duerch erëm den Niveau erofgesat gëtt -, a wa mer mengen, mir misste weiderfueren, ëmmer nëmmen den Niveau an der Schoul erfrozesetzen, da wäerten déi Leit och a Zukunft ëmmer méi Problemer kréien, am Kader vun der Konkurrenz mat der Grenzregioun, fir hei eng Aarbecht ze fannen.

Mir sinn also der Meenung, datt mer niewent all deenen anere Moosnamen a priori mussen eis Schoul erëm esou fit maachen an erëm d'Leeschtung an de Vierdergrond stellen, fir datt se och an deem groussen Konkurrenzkampf um Aarbechtsmaart kënnen bestoen.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Très bien!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Zu deene Punkten, firwat datt de Chômage awer och zréckgeet - ech hunn der eng Rei opgezielt hei -, zielt awer och d'Reform vun der ADEM. An ech mengen, ech si jo net bekannt als een, deen als Oppositionspolitiker d'Regierung oder e Minister lueft, mä ech mengen, den Nicolas Schmit huet och hei de Courage gehat, fir eben eng Reform durchzezéien. En huet, wéi en ugetratt ass - loosse mer dat ganz éierlech soen! -, eng katastrophal Situatioun virfonnt,...

► **Une voix.** - Dat ass richtig!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - ...wat d'Resultat vun enger Politik vun der CSV war, déi laang den Aarbechtsminister...

**(Protestations)**

Jo, loosse mer dach éierlech sinn! Also, d'CSV huet laang den Aarbechtsminister gestallt. An do ass eng katastrophal Situatioun hannerlooss ginn,...

**(Interruption)**

► **Mme Nancy Arendt (CSV).** - Hie war dach selwer Minister, den Här Schmit.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - ...déi ass elo redresséiert ginn. An ech mengen, et muss ee soen, datt d'Arbeitsamt haut, d'ADEM, ganz gutt funktionnéiert. Et héiert ee souwuel aus de Betriber wéi vun de betroffene Leit, datt se gutt strukturéiert ass, datt e System dran ass. An ech mengen, mir kënnen eis nëmmen alleguer felicitéieren, datt mer d'ADEM esou konnte reforméieren.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Très bien!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Déi Reform, déi mer elo haut maachen, ass e weidere Schrëtt, deen erëm e puer Honnert Leit aus dem Chômage wäert eraushuelen an deenen eng fest Aarbechtsplaz wäert ginn. Ech brauch net an d'Detailer eranzegoen vun deene verschiddene Moosnamen fir déi iwwer 30 an iwwer 50 Joer. Dat huet de Rapporteur am Detail gemaach.

Mä ech mengen, mir mussen eis alleguer bewusst sinn, datt dat doten alles Leit sinn, déi net duerch hir Schold a priori an där Situatioun sinn. Déi eng hunn eben hir Aarbecht verluer. Déi aner hunn eben e gewëssenen Handicap,

duerch dee se keng Aarbecht kréien. Bei aneren ass et eben opgrond vun der Schoulbildung, datt se keng Aarbecht fannen. A mir wëssen, datt all déi Leit do praktesch keng Chance méi hunn, fir an den Aarbechtsmaart eranzekommen. Virun allem déi iwwer 50 Joer wäerte keng Chance méi hunn, an eisen Aarbechtsmaart eranzekommen.

An do hu mer dann de Choix: Mir loosse déi vun enger Moosnam an déi aner Moosnam rennen, hei e puer Méint, do e puer Méint, do e Joer, do e Joer, lauter prekär Situatiounen, déi déi Leit och perséinlech an eng Situatioun setzen, datt se mengen, si wieren aus der Gesellschaft ausgeschloss, si wiere keng vollwärtig Menschen.

Well wat gëtt et méi Deprimantes fir e Mensch, wéi wann e keng Aarbecht méi huet?! Wann een drop ugewisen ass, datt een iergendwéi vum Stat oder esou op Wohlwollen hei eppes kritt, an ni sécher ass, ni sécher ass, datt dat och esou bestoe bleift?! An déi Leit iwwer 50 Joer gi wahrscheinlech keng Emprunte méi maachen. Mä wa se emol wëllen ee maachen, kréie se opgrond vun där Situatioun emol kee Geld méi geléint, fir eben an hir Famill oder Gott weess wat ze investéieren, well se kee garantierte Revenu hunn.

An duerfir ass dat heiten eng formidabel Iddi, fir elo hinzugeen an deene Leit, déi permanent vun enger Moosnam an déi aner ginn, fir deenen elo ze soen: Ma dann huele mer déi elo an eng definitiv Aarbecht a mir maachen dat och an dem Secteur public an an deem assimiléierten - de Rapporteur huet se alleguer opgezielt -, fir datt och do, géif ech mengen, méi geséichert ass, datt keen Abus geschitt, wa mer dat op deem Niveau beloossen, a mir ginn deene Leit erëm e Mänschrecht zréck, näamlech datt se eng fest Aarbechtsplaz kréien.

Dat ass enorm wichtig, datt mer dat maachen, well wat géifen déi Leit soss maachen?

A wa mer dann och dee finanzielle Punkt kucken, da wäert deen net esou gewaltig sinn, well déi Leit jo och elo indeminéiert ginn. Déi Leit ginn och elo iergendwéi duerch all déi aner Moosnamen finanzéiert, an de Coût, deen hei genannt ginn ass, deen ass net allze grouss. An ech mengen, wa mer elo de Leit hir Dignitéit zréckginn a mir séchere se of, dann hu mer vill fir déi Leit gemaach.

An et steet eis als Politik an als e räicht Land wéi Lëtzebuerg gutt zu Gesiicht, datt mer och a priori un déi dote Leit denken, well mir verdeele jo och vill Gelder op anere Plazen, wou et net esou ubreucht ass, wéi et misst sinn. Dat Geld, dat hehinneergeet, ass gutt.

An duerfir, Här President, fénnt dat heiten doudsécher eis Zoustëmmung. Mir schwätzen hei vun 800 Leit, déi kënnen ënnert déi Moosnamen falen. Mir wëssen, datt mer der d'Joer 150 huelen, duerno gëtt et iwwer d'Budgetgesetz festgeluecht. Dat wäert dann eng Rei, zwee, dräi Joer daueren oder vläicht véier, mä mir kréien déi Leit lues a lues do eran.

A wichtig ass och - an duerfir ass et och, mengen ech, gutt, datt et sech op déi heite Secteure limitéiert -, datt mer jo d'Konditioun setzen, datt eng nei, eng zousätzlech Aarbechtsplaz muss geschaf ginn. Bei enger Gemeng, bei engem Syndikat oder all deenen Organisationsiounen, déi opgezielt gi sinn, ass dat novollzéibar, ob och do wierklech eng Plaz geschaf gëtt, well wann dat e grouss Betrib ass, deen e puer Honnert Leit huet, ass et net noweisbar, fir ze soen: „Elo huet en eng nei Plaz geschaf, esou eng Plaz fir déi Leit hei.“ Duerfir fannen ech de Wee och gutt, datt mer dat op deen heite Secteur limitéiert hunn, well mer do eng gewësse Garantie hunn, eng Transparenz hunn, datt och de But dovun ass, datt eng nei Aarbechtsplaz geschaf gëtt.

Duerfir wëll ech och ofschléissend soen, datt dat heite fir eis e gutt Gesetz ass an datt mer frou sinn, fir dat kënnen haut matzestëmmen.

Merci.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An domat huet d'Wuert dee leschte Riedner zum Projet, den Här Marc Baum.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Merci, Här President. Et ass jo relativ seelen, datt mer Debatten hei an der Chamber féieren, wou esou eng grouss Unanimitéit ze héieren ass.

► **Une voix.** - Zerstiëert dat net!

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Ech wäert mech beméien. Mä emol kucken! Emol kucken!

**(Interruption)**

Vläicht wäert awer deen een oder anere méi oder manner zefridden domadder sinn. Ech wëll duerfir och op dat aus eiser Siicht politesch Interessant a Wäertvollt un deem heiten Text agoen.

Dat, wat nieft der Unanimitéit opfällt, ass jo d'Vitesse, mat där dat heiten duerch d'Institutioun gängen ass. De 6. Juni gouf den Text deposéiert an nëmmen e Mount drop gëtt en elo hei an der Chamber votéiert, souguer esou séier, datt souguer d'Beruffskummeren eréischt gëschter - Här Kaes, si hunn en Avis ofgi gëschter -, nodeems de Rapport an der Chamberskommissioun ugeholl ginn ass, iwwerhaapt dozou komme konnten, hiren Avis ofzeginn.

Et kann ee sech natierlech duerchaus berechtigt froen: Firwat déi Hetz? Mä virun allem kann ee sech froen: Firwat kënt de Projet esou spéit? Well et ass jo e Projet, deen elo net vun enger grousser legistescher Komplexitéit ass, soudatt een deen hätt misse Méint a Méint am Ministère maatsche loosse.

Duerfir d'Fro: Firwat elo esou séier duerch d'Instanzen? Awer virun allem: Firwat eréischt elo?

An ech mengen, Här President, ech hunn de Verdacht - soe mer emol esou! -, datt engem Deel vun der Regierung,...

► **Plusieurs voix.** - Ooh!

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - ...zumindest dem Aarbechtsminister, bewusst sinn ass, datt, obwuel mer e gigantesche Wuesstum vun iwwer 5% hunn, d'Chômagezuelen net an deem Mooss zréckginn, wéi dat eigentlech misst sinn, wann Zéngtausenden nei Aarbechtsplaze geschaf ginn, besonnesch net an där Kategorie vu Leit, déi schonn zënter längerer Zäit am Chômage sinn.

Et kann awer och sinn, datt den Aarbechtsminister de Plan de stabilité et de croissance studéiert huet, deen d'Regierung am Abréll op Bréssel geschéckt huet am Kader vum Semestre européen. An deem Dokument sinn näamlech déi makroökonomesch Perspektive vun der Regierung fir déi nächst Joren opgezeechent. An dat Dokument seet, datt viraussichtlech 2017 an 2018 Perspektive sinn, datt d'Chômagezuel weider soll erfroen an datt dann ab 2019 awer de Chômage erëm soll an d'Luucht goen, 2019, 2020, 2021, bis en dann 2021, sou d'Perspektiv, erëm bei 7% soll leien. An dat obwuel an deem ganzen Zäitraum weider Dausenden an Dausenden Aarbechtsplaze geschaf ginn!

Also, wann aus offizielle Regierungsdokumenten ervirgeet, datt de grouss Wuesstum net onbedéngt automatesch gläichbedeitend ass mat Vollbeschäftegung a verallgemengertem Wuelstand, dann ass dat natierlech problematesch. Et ass politesch problematesch, mä et ass virun allem gesellschaftlech problematesch, well da kréien näamlech ëmmer méi grouss Deeler vun der Gesellschaft näischt méi mat vun deem dichtege Wuesstum am Land an et riskéiert een, datt déi sozial Schéier net méi kleng, mä souguer nach méi grouss gëtt.

Här President, an der Vergaangenheet sinn et an deem sougenannten „Kampf géint de Chômage“ virun allem zwee Elementer gewiescht, déi predominant waren an déi de Problem awer net léise konnten:

Éischtens, laang Zäit huet et geheescht, datt, fir de Chômage ze bekämpfen, et wichtig wier, den Aarbechtsmaart méi flexibel ze maachen. A Flexibiliséierung huet awer och Dereguléierung geheescht. An iwwer Joren ass den Aarbechtsmaart weider dereguléiert ginn.

Beim éischte PAN-Gesetz huet et souguer nach geheescht, d'Mesure, fir d'Aarbechtszäit ze dereguléieren, wier e Méttel am Kampf géint de Chômage. Mir hu gemierkt, datt d'Dereguléierung net zu manner Chômage gefouert huet, mä een Element vun der Dereguléierung war, datt Aarbecht méi prekär ginn ass, datt Interimboitë wéi Champignonen aus dem Buedem geschoss sinn an datt en onbefristeten, ordinären Aarbechtsvertrag net méi d'Regel war.

En zweet Element vun där aler Aarbechtsmaartpolitik war, datt een op eemol op d'Iddi komm ass, datt een, amplaz de Chômage ze bekämpfen, de Chômeur bekämpfe soll. An de Chômage ass dunn op eemol net méi gesi ginn als Resultat vum Fonctionnement oder vum Dysfonctionnement vun engem ekonomesche System, mä dee gesellschaftleche Phänomeen Aarbechtslosegkeet ass individualiséiert ginn: Et war elo deen eenzelne Chômeur, dee verantwortlech sollt gemaach gi fir seng Situatioun.

A mir kënnen eis jo nach alleguer erënneren u Mesurë ronderëm d'Gesetz 5611 an och d'Protesten an d'Widerständ do dergéint. Dat huet natierlech net „Bestrofung“ geheescht, mä „Aktivéierung“, ganz esou, wéi ass et just Leit wieren, déi eng amorph Mass géifen duerstelle vu lobotomiséierten Zombien, déi ee just laang genuch picke misst, fir datt se endlech géife paréieren. An natierlech ass awer och net all Mesure gläichbedeitend mat Strof, mä a ganz ville Fäll hat een awer dee fade Bäigeschmaach.

Mënschen, déi am Chômage sinn, ginn haut dacks erugezunn, fir Aarbechte vun öffentlechem Interessi ze maachen. Dat heescht, si leeschten do Aarbechten ouni awer regulär Aarbechtskontrakter an doduerch och ouni déi allgemeng Schutzbestëmmunge vum Code du travail, wat d'Aarbechtszäiten, Sonnesaarbecht, Iwwerstonnen et cetera ugeet. A si sinn doduerjer zum Deel fir d'Promoteuren, an zum groussen Deel och öffentlech Promoteuren, also Gemengen an och de Stat selwer, duerch aus bëlleg Aarbechtskräften. Mä déi Leit hunn no där Mesure just an deene mannste Fäll och nëmmen déi géirngste Perspektiv op eng Feststellung.

Nieft deser politescher Orientéierung vun der Lutte géint de Chômage sinn et natierlech ganz vill wäertvoll Initiative ginn op lokalem, regionalem Plang an der Economie sociale et solidaire, déi versicht hunn, géint de Phänomeen vun der Aarbechtslosegkeet unzékämpfen, zum Deel mat engem ganz groussen Engagement, awer dacks just mat partiellen Erfolleg. Mä och hinne waren oder sinn deelweis nach ëmmer d'Hänn gebonnen, well ganz dacks déi spezifesch Mesuren ëmmer zäitlech begrenzt sinn an de Betroffenen domadder wierklech keng wierklech Perspektiv gebuede konnt ginn.

Här President, d'Häerzstéck vun dësem Gesetz ass an eisen Aen de bescheidene Versuch, an enger anerer Logik d'Aarbechtsvermittlung an den Aarbechtsmaart ze denken, an d'est aus véier Grënn:

Éischtens, den uerdentlechen an zäitlech onbefristeten Aarbechtsvertrag ass net méi d'Fernzil, wat een no enger Ribambelle vu Mesuren a Mesureten iergendwann no Jore vläicht eng Kéier erreche kann, mä et ass eng konkret Perspektiv, déi sech u Leit adresséiert, déi méi wéi zwielef Méint am Chômage sinn.

Zweetens gëtt heimadder och kee Spezialstatut fir eng bestëmmt Kategorie agefouert, mä dee Salarie, deen ënnert des Mesure fält, ënnerläit voll a ganz de Schutzbestëmmunge vun Aarbechtsrecht, déi fir all Salarieen an deem Beräich, an deem Betrib gëllen. Also sinn och déi Leit gebonnen un de gëllende Kollektivvertrag. Déi Betroffene sinn also net automatesch a fir éiweg um onqualifizéierte Mindestlounniveau, mä kënnen och am Kader vun där Aarbecht hir Avancementer an hir Carrière hunn.

Drëttes ginn et zurzäit souwuel beim Stat wéi och bei de Gemengen eng ganz Retsch Aarbechten, déi vu Leit duergedouert ginn, déi an enger prekärer Mesure sinn, d'OTlen zum Beispill, obwuel d'est Aarbechte sinn, déi regelméisseg ufalen an eigentlech eng ordinär Aarbechtsplaz duerstelle kéinten.

Mat dësem Gesetz ginn un éischter Plaz d'Akteuren aus dem öffentlechen oder paräffentleche Secteur ugehalen, richteg an uerdentlech Aarbechtsplazen ze schafen, amplaz dauerhaft op prekärer zréckzegräifen. A mat dësem Text ginn och keng bestoend Plazen ersat, mä neier geschaf.

An d'est bedeit och, véiertens, datt et eng Initiatioun ass fir d'Gemengen, de Stat, d'Asblen, d'Société-d'impact-sociétallen, Aarbecht ze schafen, Aarbecht mat engem sozioekonomeschen Notzen, sou wéi dat am Ursprungstext och nach geheescht huet, also och den Ausbau vum Service public, voire parapublic. Et géifen näamlech eng Retsch Aarbechte ginn, déi am Interessi vun de Bierger sinn, zum Beispill an der Betreuung, der Flieg an der Ennerstëtzung vun eelere Leit a Kanner, awer och an anere Beräicher wéi den Espaces verts, Aarbechten also vu gesellschaftlechem Notzen, also vun Notze fir eis alleguerten.

Här President, d'est ass ouni Zweifel e gudden a wäertvolle Projet, dee mir als Lénk ënnerstëtzen, well en dorop cibléiert ass, nützlich Aarbechten ze schafen an doduerjer de betroffene Leit eng Perspektiv ze bidden. D'est Joer ass et dat iwwerschaubar Zil vun 150 Aarbechtsplaze bei aktuell 6.400 Laangzäitaarbechtslosen, déi ënnert des Mesure géife falen, déi a Fro kommen, fir vun deser Mesure ze profitéieren. Mä eleng schonn un deem Verhältnis gesäit een, datt et net déi ultimativ Antwort op de Problem ass, mä awer e sënnavollen Ufank.

Duerfir bedauere mer awer, datt et deemno wéi an Zukunft einfach ass - an deemno wéi eng politesch Konstellatioun an Zukunft méiglech ass -, d'Zuel vun deenen, déi eventuell ënnert des Mesure géife falen, am Budgetgesetz einfach op null ze setzen. Et bräicht een also eigentlech emol net d'Gesetz ausser Kraaft ze setzen, fir datt et einfach auslufe kéint. Dat ass schued!

Här President, d'Zäit leeft mer dovun. D'Salariatskummer huet an hirem Avis och nach eng Retsch konkret Froen opgeworf, wou mer net d'Zäit haten, se an der Kommissioun ze diskutéieren. Ech denken, datt een dat awer nach eng Kéier nohuele sollt. Virun allem fret d'Sa-



lariatskummer awer och eng Etüd, wou mer emol nach eng Kéier alleguer d'Arbechts-moosnamen op de Leescht huelen an op hir jeeuweileg Wierksamkeet iwwerpräiwen.

Och zum Reklassement mengen ech, datt déi Ukënnegunge vum Här Minister a vun de Regierungsmembere sënnvoll sinn an datt ech mech drop freeën, wa mer am Hierscht dann hoffentlech en neie Projet virgestallt kréien, dee bestoend Feeler ausmäertzt.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An et ass elo um Här Aarbechtsminister, dem Här Nicolas Schmit.

#### Prise de position du Gouvernement

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn zwar elo nach net d'Intentioun, direkt an de Congé ze goen. Wann dat esou wier, géif ech mat enger grousser Satisfaktioun an de Congé goen. An ech géif och soen, no deem, wat ech hei héieren hunn, hutt Dir allegueren elo d'Recht, mat Satisfaktioun an de Congé ze goen!

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.** - Well dat, wat mer haut maachen, ass effektiv eng wichteg Etapp an der Bekämpfung vum Chômage. Ech wëll och hei ganz kloer soen, datt dat wahrscheinlech ee vun deene Projeten ass, déi extrem séier duerch d'Meandrë vun de Prozedure gaange sinn.

Ech hat eng Wett gemaach, an zwar eng Wett mam President, fir ze soen: „Fir mech, déi Leit, déi am Laangzäitçhômage sinn, déi Zäit geet duer! A mir mussen elo déi richteg Antwort fanen an déi richteg Léisung preparéieren.“

An ech soe jiddwerengem Merci, och der Kommissioun, deen dat ënnerstëtzt huet, fir dee Projet nach virum der Sommervakanz duerchzebréngen. Firwat? Wa mer dat net gemaach hätten, dann hätte mer dëst Joer verluer. Mir hunn dëst Joer net verluer an duerfir stinn déi 150 Leit, déi 150 Emploien dran, well an deene Méint, déi ons bleiwen no der Vakanz, wäerten déi kënne besat ginn, wäerten déi kënne kreéiert ginn an dann och besat ginn.

Et ass vu praktesch jiddwerengem gesot ginn: Mir kënnen eis freeën, datt de Chômage zu Lëtzebuerg zrëckgeet. E geet regelméisseg zrëck. Et geet och relativ staark zrëck. Mir sinn, wann een elo deen traditionellen Taux de chômage kuckt, erëm ënner 6%, bei 5,7. Dat sinn 0,7% manner wéi nach d'lescht Joer ëm déi nämlecht Zäit. Obwuel ech och dat deelen, wat vu Verschiddene gesot ginn ass: „E geet net esou séier zrëck, wéi een eigentlech kéint unhuelen, wann een e vergläicht mat der Création d'emploi, déi all Mount hei zu Lëtzebuerg stattfënn.“ Mir leien elo net méi bei 3%. Mir leien elo schon iwwer 3%. An do ass natierlech e Problem: op där enger Säit e Chômage, dee méi lues geet wéi d'Création nette vun Emploi. Dat si strukturell Problemer, déi mer hunn. A fir strukturell Problemer ze bekämpfen, muss ee ganz einfach op nei Weeër, op nei Approchen zrëckgräifen.

Och de Chômage de longue durée ass zrëckgaangen, muss ech hei soen, 7,9% vun engem Joer op dat anert, vu Mee 2017 op Mee 2016. Mä dat läit - an ech hu kee Problem domat, dat unzëerkennen - ënner anerem dorun, well d'Zuel vun deene Leit, déi am Reklassement, am externe Reklassement sinn, och zrëckgaangen ass. Déi ass largement natierlech och doduerch zrëckgaangen, well eng Rei Leit an eng Pension d'invalidité komm sinn.

Ech gesinn dat awer net als e Problem un! Ech gesinn dat als eng intelligent Manéier un, fir e Problem ze léisen, well et wier jo awer komesch, Leit am Chômage ze halen, se all Mount ze convoquéieren, se ze kujenieren an engem gewëssene Sënn, tout en sachant, datt mer hinnen näischt ze offrëieren hunn. An duerfir ass déi Approche, fir ze soen: „Een, deen net méi ka schaffen, een, dee keng Méiglechkeet méi huet, en Job ze fannen, dee muss dann och vum gesondheetleche Point de vue d'Recht op eng Invaliditéit hunn.“

Mä trotz deem Recul bleiwen eppes iwwer 7.000 Leit, déi scho méi wéi ee Joer am Chômage sinn. Dat ass eng Zuel. Mir kënnen iwwer déi Zuel vill diskutéieren. Mir kënnen se analyséieren. Mä 7.000 Leit, dat si Mënschen, dat si Schicksaler, dat si Problemer!

Ech géif lech all roden, e Rapport ze liesen, deen de französische Conseil économique, social - et environnemental, heescht en dobäi - gemaach huet iwwer de Chômage. An en huet analyséiert, wat de Chômage fir deen Einzelnen heescht; well jo ëmmer gesot gëtt: „Oh, de Chômage, oh, d'Leit huelen déi Zäit...“, an esou weider. Dat, wat de Conseil économique,

social et environnemental do seet, dat ass dat heiten: Eng Rei Pathologien, Krankheete komme vill méi heefeg bei deene Leit, déi am Chômage sinn. Kardiovaskulär Krankheeten, souguer verschidde Kriibse kënnen op déi Depressiounen zrëckgefouert ginn, déi déi Leit, déi am Laangzäitçhômage sinn, kréien. Alles dat, mä och déi sozial Exklusivitéit, deen Isolement, dee sozialen Isolement, dat ass eigentlech dat, wat och vill Leit concernéiert, déi am Laangzäitçhômage sinn.

Duerfir ass déi Mesure hei eng Mesure, déi dorop ageet, déi eigentlech op mënschlech Schicksaler ageet. Well versetzt lech emol ee Moment an d'Situatioun vun deem, dee schon ee Joer, zwee Joer, dräi Joer am Chômage ass, deen all Mount op d'ADEM geet a gesot kritt: „Ma probéier do! Schreif do! Géi dohin!“, deen honnert - honnert! - Demandé schreift! Wann hien eng Antwort kritt oder si eng Antwort kritt: ëmmer eng negativ!

Wat geschitt do? Do geschitt emol éischtens d'Gefill, eigentlech kee Wäert méi ze hunn, net méi gebraucht ze sinn. Do geschitt eppes, wat am Ufank Enttäuschung heescht a wat ganz schnell eigentlech Hoffnungslosegkeet, Verzweiflung bedeit, Resignatioun. Resignatioun, dat ass dat, wat d'Leit, déi am Laangzäitçhômage sinn, empfangen. Nun ass awer grad Resignatioun dat Schlimmst - dat Schlimmst! -, fir erëm en Job ze fannen. Well wat fir eng Entreprise, wat fir en Employeur geet hin an en embauchéiert e Resignéierten, een, deen eigentlech d'Hoffnung opginn huet, deen de Glawen u sech selwer opginn huet? Keen oder ganz weineg!

An duerfir, dat, wat mer hei wëlle maachen, dat ass, de Leit d'Vertrauen erëmginn, d'Selbstwäertgefill erëmginn, fir ze soen: „Natierlech hunn ech d'Recht an ech hunn och d'Kompetenz! Ech hunn d'Méiglechkeet, e Contrat à durée indéterminée ze kréien.“

Dat ass dat, wat mer maachen: d'Loscht erëmginn, mueres opzestoen, ze schaffen an net, wéi Verschiddene dat richtig gesot hunn, aus enger Mesure an déi aner an dann erëm e Passage iwwer ee Joer oder zwee duerch de Chômage ze goen - alles dat bréngt näischt - oder an den RMG, deen hunn ech vergiess, an den RMG ze falen.

An duerfir ass genau dat heiten dat, wat mer brauchen. Mir ginn hei de Leit net nëmmen en Job. Mir ginn hinne méi. Mir ginn hinnen eigentlech hir Dignitéit zrëck. Mir ginn hinnen erëm hiert Selbstwäertgefill zrëck. An dat, mengen ech, ass fir eng Gesellschaft - an et huet een et gesot -, déi eigentlech eng vun deene wohlhabendste Gesellschaften, vun deene räichste Gesellschaften ass, eppes, wat en Dû misst sinn, wat eng Pflicht ass, eng sozial Pflicht, déi mer jiddwerengem schëlleg sinn.

Nu wëll ech soen... et ass gesot ginn: „Firwat hutt Der dat net scho sechs Méint oder zwee Joer éischer gemaach? Wéi sidd Der drop komm?“ Jo, ech soen lech ganz éierlech: Ech sinn drop komm no enger Analys, wou ech gesinn hunn, datt de Chômage zrëckgeet, mä mir behalen ee Problem eigentlech an duerfir kréie mer dee Chômage net méi drastesch zrëck.

An ech sinn drop komm, well ech duerch Zoufall en Artikel gelies hunn iwwer eng Mesure a Frankräich vun engem Mann, engem fréiere Jesuit, dee sech engagéiert huet, fir grad dat doten ze maachen, an et fäerdegruecht huet, och a Frankräich a kierzester Zäit e Gesetz stëmmen ze loossen. An dat Gesetz heescht: „Territoire sans chômage de longue durée“ oder „Chômage de longue durée taux zéro“. An dat huet mech dozou bruecht, fir ze soen: „Ma wann dat dach méiglech ass, a Frankräich a verschiddene Regiounen ze maachen, firwat ass dat net méiglech, hei zu Lëtzebuerg ze maachen?“

#### (Interruption)

Ech hunn näischt géint d'Jesuiten.

Ma dat huet mech dozou bruecht, déi Proposition ze maachen an och ze verlaangen, datt mer se ganz schnell iwwer d'Bün kréien. Mä et ass net nëmmen dee Fransous, deem ech dat ze verdanken hunn.

Et ass och den Här Weise, komescherweis den Här Weise. Ech weess net, ob Der den Här Weise kennt. Den Här Weise war bis virum e puer Méint de Chef vun der Bundesagentur für Arbeit, eigentlech e Mann, deen net elo fir säin extreme Sozialengagement bekannt war, mä als Manager d'Reform vun der Bundesagentur ganz staark no vir bruecht huet an och eis hei zu Lëtzebuerg bei der Reform vun der ADEM gehollef huet. Dat ginn ech gären zou.

An den Här Weise ass zum Enn vu sengem Mandat, dat heescht am Mäerz, zur Konklusioun komm, datt een och an Däitschland, wou et jo en Jobwunder gëtt, wou jo de Chômage och zrëckgeet - eigentlech genau déi nämlecht Situatioun wéi bei eis -, de Chômage de longue

durée, de Chômage vun deene Schwächsten net kéint zrëckbréngen mat normale Methoden. An et huet gesot: „Nee, mir bezuelen en Hartz IV, mä mir hätte besser, mir géifen a sozial Aarbecht, a kollektiv, an ëffentlech Aarbecht investéieren.“

Dat ass also och eng Konklusioun, déi vun engem Mann, deen den däitschen Aarbechtsmaart ganz gutt kennt an e geréiert huet iwwer Joren, gesot ginn ass. An dat mécht, datt mer och haut hei eppes decidéieren, wat, mengen ech, sozial gesi ganz innovativ ass an och wäert ganz schnell positiv Resultater bréngen.

Zu e puer Froen, déi Der gestallt hutt. Dat Éischt ass: Firwat net de Privatsektor? Ma, Här Kaes, ech hunn lech dat schon eemol gesot: Wann déi Leit do am Privatsektor en Job fonnt hätten, dann hätte se e fonnt, da wiere se net Chômeur de longue durée iwwer zwee oder dräi Joer! A si hätten net schon dräi Passagé beim Forum gemaach an trotzdeem keng Aarbechtsplaz fonnt. Et sinn déi Leit, déi eis interesséieren, grad déi Leit, déi net méi eng Chance hunn am Privatsektor.

An et ass och dat, wat den Här Weise seet. Dee seet: „Firwat dauernd an d'Leit, an d'Formatioun, an d'Formatioun investéieren, wou mer wëssen, datt och d'Formatioun déi Leit net zrëck op de sougenannte privaten Aarbechtsmaart bréngt?!“

Grad duerfir hu mer de Privatsektor erausgeholl, well fir de Privatsektor hu mer jo Mesuren. De Contrat de réinsertion-emploi ass eng Mesure fir de Privatsektor, wou ee 50% - zwar nëmme 50% - vun Salaire während engem Joer plus d'Cotisation sociale rembourséiert kritt. An trotz allem hu mer e gutt Resultat, mä net eent, wat mech vum Stull geheit, an an annerhallwem Joer iwwer 220 Plazen esou kreéiert kritt. Dat ass net fantastesch, mä et sinn déi.

Mä mam Privatsektor géife mer dee Problem do net ugoe kënnen. An duerfir loosse mer déi Mesur fir de Privatsektor fir de Privatsektor sinn. A mir mussen also Mesuren huelle grad vun deenen ëffentlechen oder sozialen Institutiounen, déi hëllef kënnen, deen do Problem besser ze léisen.

Firwat 150? Well ons dräi Méint bleiwen an ech ons en Zil setze wëll an net wëll soen: „Oh, elo probéiere mer dat emol, mir setzen eis keen Zil.“ Momentan hunn ech eng Persoun an der ADEM genannt, déi dat dote Fulltime mécht. Déi ass haut an enger Gemeng gewiescht, si ass muer an enger Gemeng, si huet déi Diskussioun mam PRO-SUD gefouert.

An ech kann lech nëmme soen, dee Feedback, deen ech kréien, ass ganz positiv vun de Gemengen, déi bereet sinn, eng Hand unzepaken, déi bereet sinn, ze hëllef, dee Problem do ze léisen. An ech hat d'ailleurs mam President vum Syvicol eng ganz positiv Diskussioun a Reunion, wou mer och zu deenen dote Konklusiounen komm sinn.

A sécher, de Kollektivvertrag: Mir wëllen net Kollektivvertrag aus den Aangelen hiewen! Dat ass doudsécher net meng Intentioun, bien au contraire, wou ech awer ëmmer muss soen: „Et kann een natierlech debattéieren, ob Leit, déi a verschiddene Mesurë schaffen, net awer en Impakt hunn op Leit, déi mat Kollektivvertrag schaffen.“ Dir kennt dat och, Här Kaes, wou Leit déi nämlecht Aarbecht maachen an enger Initiativ an um Mindestloun leien, während aner mam Statut vum Gemengenaarbechter oder Beamten ganz aner Konditiounen hunn.

Duerfir hunn ech gesot: „Nee, de Mindestloun dierf net ëmmer just d'Limitt sinn!“ De Mindestloun sécher, mä duerfir gi mer bis 150%, do ass also och eng Marge. A wann een da mengt, et misst een 165% bezuelen, da mengen ech, da misst et engem Promoteur dat och wäert sinn, engem déi 15% dropzeleeën. Duerfir, ech mengen, dat si grosso modo déi, déi...“

Ee Wuert zu de Reklasséierten: Sécher si vill Leit, déi am Reklassement sinn, hei concernéiert. Well 85,8% vun de Reklasséierte si scho méi wéi ee Joer am Chômage oder an hirem Statut. 85,8% vun de Reklassés externes! A si stelle 46% vun de Chômeurs de longue durée insgesamt duer. A grad op déi Leit muss mer zougouen.

A mir mussen kucken, an duerfir hu mer och elo dat neit Instrument vum COSP - Handicap a Reklassement - kreéiert: Wat sinn d'Méiglechkeete fir déi Leit, erëm och an esou Jobben ze kommen? Well dat si jo normal Jobben, mä et geet natierlech drëm, sécher ze sinn, datt déi Leit och net nëmmen déi Kompetenz hunn, fir deen Job ze maachen, mä datt se natierlech och physesch d'Méiglechkeet an d'Capacitéit hunn, erëm zrëck op den Aarbechtsmaart ze kommen. Mä Reklassement heescht jo net Invaliditéit, Reklassement heescht nach mussen a kënnen disponibel ze si fir den Aarbechtsmaart, ausser et kënt een an d'Invaliditéit.

An duerfir wäerte mer natierlech besonnesch och mat deene Leit schaffen an hinnen eng Perspektiv ginn an hinnen och d'Méiglechkeet ginn, aus hirem Statut an aus der Hoffnungslosegkeet erauszekommen, déi vill Leit betrëfft, déi scho laang eng Aarbecht sichen an ëmmer, ëmmer op e Refus stoussen. Datt mer deene Leit erëm eng nei Hoffnung ginn!

Ech soen lech op jidde Fall fir déi Ënnerstëtzung vun haut e grouse Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Aarbechtsminister. An ech gi ganz gär zou, dass en deen Defi, deen e gestallt krut, erfëllt huet.

#### (Interruption)

En hat vun enger Wett geschwat.

► **Plusieurs voix.** - Aah!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Domat géife mer zum Vott iwwergoen.

#### Vote sur l'ensemble du projet de loi 7149 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme, dann d'Procuratiounen. An de Vott ass ofgeschloss.

Mir hunn: 58-mol Jo..., 59-mol Jo, keen Neen, keng Abstentioun.

#### (Brouhaha et interruption)

Jo, et ass wahrscheinlech een, deen net geholl gouf. Also ech hat direkt ëmgeschalt, soudass mäi Vott net geholl ginn ass.

► **Plusieurs voix.** - Aah!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - 59, an et feelt awer nach een.

#### (Concertation interne)

Okay, den Här Eischen. Dann hu mer 60-mol Jo, unanime.

#### (Exclamations)

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth (par Mme Martine Mergen), Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger (par M. André Bauler), MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Kriepes, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Da froe mer nach d'Dispens vum zweete Vott.

#### (Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

### 3. Ordre du jour

An ech wollt d'Chamber froen, ob se dermat d'accord wär - déi zwee Ministeren hu sech dorop geeenegt an ech hunn och nogefrot bei den Orateuren -, dass mer de Projet 7033, ee Modell 0, kéinte virzéien. Wann d'Chamber domat d'accord ass, da géife mer dat maachen.

#### (Assentiment)

Merci villmools. An de Rapporteur, den Här Frank Arndt, huet direkt d'Wuert.

### 4. 7033 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes

#### Rapport de la Commission des Affaires intérieures

► **M. Frank Arndt (LSAP), rapporteur.** - Här President, léif Kolleegen a Kolleeginnen, ech



mengen, de Moien hat ech de Schnellzuch drop. De Mëtteg loosse ech mer da gutt Zäit.

#### (Hilarité)

Mir sti jo kuerz virun der Vakanz. Ech hat gehofft, datt ech lech eng schéi Vakanz kéint wënschen. Mä gutt, dat wäert de Gilles Baum dann duerno kënnen maachen.

De Projet 7033, deen am August 2016 vum Minister Dan Kersch deposéiert ginn ass, ass u sech elo eppes, wou ech och gär gehat hätt, datt mer dat de leschten Dënschdeg hätte kënnen un dem Max Hahn säi Projet hannendrunhänken. Da wiere mer, mengen ech, séier fäerdeg gewiescht, well et genau déiselwech Thematik betrëfft. Ech hunn de Max Hahn gefrot: „Gëff mer emol deng Ried, well ech mengen, ech muss knäipen.“

#### (Hilarité)

Et ass kee Copy-paste drop, mä et ass awer esou, datt, wéi ech als Rapporteur genannt gi sinn - an ech hale mech elo einfach net méi un dat, wat ech hei stoen hunn -, et d'Saach vill méi einfach gemaach huet, fir lech ze soen: Mir haten e Problem als Gemengen, wa mer an déi Aventure eragaange sinn. De Laurent Knauf, mäin Distriktskommissär an der Zäit, huet da bis zu 258 Leit misse mobiliséieren am Land, fir op eng Plaz ze kommen, fir e Vott ze maachen, wou mer eis alleguer eens waren! Ech wëll awer elo kengem e Vott viraus huelen.

An déi Simplification administrative, déi dann elo geschitt, ass u sech, datt mer dat däre mat Mathëlef vum Interieur maachen. Den Interieur wäert dat an enger Brëifwahl maachen, déi eis et erlaabt, dat dann eben net méi mussen op der Plaz ze maachen, wou mer dann hibestallt gi sinn, awer iwwer eng Brëifwahl ze maachen, wou nach ëmmer de Gemengerot deen ass, dee bestëmmt, wien en als Kandidat presentéiert a proposéiert. An dat wäert och esou bleiwen. A schlussendlech gëtt de Mandat och esou verlängert, datt en (veuillez lire: datt en net) ophält, bis deen neie genannt ass.

Ech denken, d'Gemengepolitiker, an där si vill heibannen, wäerte Merci soe fir dee Schratt, deen do gemaach ginn ass. An ech mengen, datt dat Gesetz hei eng grouss Zoustëmmung wäert fannen. Déi zwou Säiten, déi ech opgeschriwwen hunn, hunn ech elo an e puer Wieder resuméiert. Dofir nach eng kéier e grouss Merci un lech, Här Minister, awer och un d'Mataarbechter, fir dee Schratt, deen Der elo gemaach hutt, souwuel bei de Loyerskommissionne wéi hei, fir eng Simplification administrative fäerdegzebréngen, déi néideg war.

A fir weider Aweise verweisen ech op dee schréftleche Rapport, dee bälläit. Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Also ech géif dann och allen anere Riedner soen, si sollen hir Rieden op d'Säit leeën an elo just...

#### (Hilarité)

Den Här Eicher huet dann d'Wuert.

#### Discussion générale

► **M. Emile Eicher (CSV).** - Genau dat hat ech elo wëlles, Här President. Erlaabt mer awer trotzdem, mengem Kolleg, dem Frank Arndt, e Merci ze soe fir säi konzise schréftleche Rapport a säi ganz perséinleche mëndleche Rapport haut de Mëtteg.

#### (Hilarité)

Ech mengen, eng Saach, déi sécher ass: Dat hei ass e Projet de loi, deen, ech kann et direkt soen, vun der CSV gedroe gëtt, well et och enger laangjäregger Fuerderung vum Syvicol entsprécht.

#### (Interruptions et brouhaha)

Et sinn zwou Neierungen an ech kann awer do soen, wat déi Neierunge sinn: Dat ass fir d'Éischt dann emol d'Sécherheet - an dat ass, mengen ech, awer ganz wichteg! -, et gëtt Sécherheet geschaaft an där Period tëscht de Gemengewahlen an der Konstitution vum den neie Comitéen a Büroen. Do war bis elo ëmmer en zimlechen Techtelmechtel an dat war ganz schlecht, well besonnesch bei ganz grouss Syndikater hate mer ganz vill Rechtsonsécherheet. An dat gëtt op deem Wee awer elo ganz kloer gekläert.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Emile Eicher (CSV).** - Ech fannen, och wann et nëmmen eng ganz kleng Neierung ass, et ass awer trotzdem eng ganz wichteg.

Dat anert ass eben dat, wat den Här Arndt elo scho gesot huet, datt mer awer wierklech elo

net méi déi Prossession vum Honnerte vu Conseillere organiséieren, wéi am Fall vum Syvicol, ausser der Stad Lëtzebuerg, wou mer all Conseiller ugeschriwwen hunn, déi sech an engem Dag hu misse fräihuelen, fir ofstëmme ze goen. Dat leeft elo vill méi einfach am Sënn och vun der Simplification des procédures. Duerfir ass et elo méi einfach, per Vote par correspondance ofzestëmme. Villmools Merci fir dat!

Mä ech wollt awer trotzdem vun der Geleeënheet profitéieren, well ech hat gesot: „eng kleng Reform“, et ass awer och eng gréisser Reform vum Minister ugekënnegt ginn. An ech géif och den Här Minister vläicht froen, ob an deem Sënn scho Virarbechte gelaf sinn, ob en eis vläicht kéint e puer Informatiounen dozou ginn.

Ech soen lech Merci fir d'Noluschteren a wollt mech awer och dem Här Arndt uschlëssen, well ech hat och gehofft, dee Leschten ze sinn a jiddwerengem eng ganz flott Vakanz, eng erhuelsam Vakanz, och lech, Här President, ze wënschen. Mä bon, voilà, dat ass awer elo net gelongen!

#### (Brouhaha et hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Majo, da Merci och dem Här Eicher.

#### (Hilarité)

An da gi mer dem Här Hahn d'Wuert weider.

► **M. Max Hahn (DP).** - Och ech wäert da probéieren, dat ouni Ried ze maachen, Här President. Wann dat Äre Wonsch ass,...

#### (Brouhaha)

...da wäert ech deem natierlech Rechnung droen. An ech géif dann dem Rapporteur, mengem Kolleg, dem Frank Arndt awer hei vun dëser Plaz e ganz grouss Merci soe fir säin dach e bëssen onkonventionellen, awer ganz sympathesche mëndleche Rapport, deen en eis hei virgedroen huet, an natierlech och fir säi schréftleche Rapport. Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht an der Kommissioun.

An an deem Sënn géif ech dann och den Accord vun der Demokratescher Partei ginn an...

► **M. Claude Lamberty (DP).** - Schéi Vakanz!

► **M. Max Hahn (DP).** - ...schéi Vakanz wënschen.

#### (Hilarité)

► **Une voix.** - A gudden Appetitt!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Mir sinn nach net esou wäit.

► **Une voix.** - Vill Gléck an der Nationallotterie!

#### (Hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dann hu mer als Nächsten den Här Roberto Traversini.

► **M. Roberto Traversini (déi gréng).** - Merci. E Rapport, dee schnell a gutt war, an einfach. Ech hunn deen och direkt verstanen. Merci!

A mir ginn natierlech och do den Accord vun eiser Fraktioun.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Den Här Gibéryen huet d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Ech ginn och vun eiser Säit aus den Accord zu deem Projet, a genau wéi den Här Traversini hu mir och de Rapport verstanen.

#### (Hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Baum huet d'Wuert.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Här President, an deem Fall wëll ech Jubel, Trubel, Heiterkeit och net ënnerbriechen a ginn och den Accord vun der Lénker Fraktioun.

#### (Hilarité)

► **Plusieurs voix.** - Aah!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An Här Minister, d'Lat ass ganz héich geluecht.

#### Prise de position du Gouvernement

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.** - Ech mengen, dat heiten ass dee beschte Beweis, dass een och mat kleng Schrétt heiansdo ganz wäit no vir ka kommen. Ech wëll jiddwerengem e Merci soen, deen hei matgeschafft huet. Effektiv, et ass esou, wéi mer et elo hei scho vun e puer Riedner exposéiert kritt hunn: Et ass eng wesentlech Simplification administrative fir déi Leit, déi an hirer Fräizäit als Gemengepolitiker aktiv sinn, fir deenen d'Liewe wesentlech méi einfach ze maachen.

Op där enger Säit hu mer natierlech d'Simplification vun der Prozedur vun der Nominatioun, vun der Designatioun vun den Delegéierten, op där anerer Säit, an den Här Eicher

ass dorobber agaangen, e wichteg Element: d'Prolongation vum Mandat, bis se dann och effektiv remplacéiert sinn, wat déi néideg Rechtssécherheet schaaft. Dann och d'Revocation, déi ersat gëtt duerch de Remplacement, dat heescht, dass de Gemengerot respektiv déi Gemengeréit, déi een Delegéierten zesummen designéiert hunn, zu all Moment d'Recht hunn, fir deen Delegéierten och erëm zrëckzezéien. Och dat ass e ganz wichteg Element vun deem Gesetz.

Duerfir jiddwerengem Merci, deen dorunner matgeschafft huet. An esou, wéi et ausgesäit, schlësse mer eis jo deem un, wat den Här Schmit elo hei realiséiert huet, näamlech Estëmmegkeet. An doriwwer kann ech mech nëmmen freeën!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Mir géifen dann zum Vott iwwert den Ensembl vum Projet iwwergoen.

#### Vote sur l'ensemble du projet de loi 7033 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

Dir hutt et virausgesinn, Här Minister: 60 Stëmmen derfir, Unanimitéit.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Claude Wiseler), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), Mm. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Lex Delles);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott unzufroen?

#### (Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir géifen dann zum nächste Projet vum Ordre du jour iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 6593, den Organisationsstatut vum Centre socio-éducatif de l'État. An de Rapporteur, den Här Gilles Baum, ass prett. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

#### 5. 6593 - Projet de loi portant modification

**1. de la loi modifiée du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'État;**

**2. de la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique;**

**3. de la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire;**

**4. de l'article 32 du Livre 1<sup>er</sup> du Code de la sécurité sociale**

#### Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

► **M. Gilles Baum (DP), rapporteur.** - Villmools Merci, Här President. An ech entschëllege mech, dass ech elo net kann an där gudder Laun, wéi mer elo hei waren, wiederfuere. Mir schwätzen elo iwwer e wierklech ganz seriöt Thema. Mir schwätzen iwwert déi Jugendlech, déi net d'Chance haten, eng gutt Kannerstoff ze hunn, déi Jugendlech, déi keng Hand haten, déi se geleet huet, keng Hand haten, déi se begleet huet, an déi iwwert d'Gericht an eng staatlech Struktur fir Mannerjäregere placéiert ginn.

Eleng schonn d'Nummer vum Rôle, de 6593, léisst drop schlëssen, dass et schonn eng Zäitchen hier ass, wéi dee Projet de loi hei an der Chamber deposéiert ginn ass. Dëst, well mer

eng Abberzuel vun Avisen ageholl hunn, dëst awer och, well de Projet de loi dräimol beim Statsrot war.

Wann et ëm d'Aschränkung vun der Fräiheet geet, da muss ee bis an de leschten Detail derfir suergen, dass gewëssen international Normen a Standarde respektéiert ginn. Wann et dann nach ëm Mineurë geet, da muss een ëmsou méi oppassen.

Mat deem Text droe mir elo der Jurisprudenz vum Europäesche Geriichtshaff fir Mënscherechter, dem Conseil de l'Europe, dem Europäesche Comité géint Folter an diverse Recommandatiounen vun der UNO Rechnung. Zil ass et, déi Mannerjäreg ze schützen, déi an eng Struktur vum Stat kommen, sief dat zu Dräibuer oder zu Schraasseg, wou am Moment 92 Jongen a Meedercher betreit ginn.

Dëst Gesetz gëtt de verschiddene Servicer vun den Zentren eng legal Basis an erlaabt eis, d'Unité de sécurité zu Dräibuer, besser bekannt ënnert dem Term UNISEC, elo definitiv opzemaachen, an dat mam Zil, dass keng Mannerjäregere méi sollen op Schraasseg an de Prisong kommen. Et regelt awer och déi intern Organisatioun an d'Paie vun deene Leit, déi do schaffen.

Och gëtt de Régime disciplinaire festgeluecht no de Regeln, déi international gëlle fir Mannerjäregere, déi vum Stat placéiert ginn. Des Weidere schaaft dëst Gesetz déi legal Basis fir de Projet individualisé, deen den Encadrement vum Mineur soll verbesseren, fir déi informatesch Gestiou vum den Donnéeën, fir d'Kierperduerschichungen, d'Fouillen, déi konform zu internationalem Recht musse sinn, a fir d'Gläichheet vum Salaire vun de Leit, déi an der UNISEC wäerte schaffen, an de Leit, déi am Prisong oder am Centre de rétention schaffen.

D'UNISEC, dat ass eng vun deene siwen Unitéite vum Centre socio-éducatif de l'État. Si iwwerhëlt Aufgaben am sozioeducative Beräich, am schouleschen, am therapeutische Beräich, awer och am Beräich vun der Prävention. Et ass eng geschlossenen Unitéit, déi bis zu zwielef Mannerjäregere ophuele kann, opgrond vu geriichtlechen Uerteeler.

Et ass selbstverständlech, dass an engem Rechtsstat all Mesure, déi d'Fräiheet an d'Rechter aschränkt, muss op enger legaler Basis fousen an déi international Prinzipie muss respektéieren, wat Jugendlecher ugeet, deenen zäitweilleg d'Fräiheet entzu gëtt. De Projet de loi mécht och e ganz kloren Ennerscheid tëscht den educative Mesuren an den disziplinäre Mesuren.

Den Direkter an d'Personal stelle fir all Jugendlechen e Projet individualisé op, deen d'Prise en charge wärend an awer och no sengem Openthalt an der Struktur festleet, fir de Jugendlechen op seng Entloossung an d'Fräiheet virzubereeden an d'Ziler vun der sozialer Integratioun an d'Gesellschaft festzeleeën.

De Projet individualisé hëlt Récksiicht op dat psychosozialt Émfeld vum jonke Mënsch viru senger Zäit an der Struktur, op seng Familjesituatioun, seng Perséinlechkeet, seng Besoinen an Erwaardungen.

Dëse Projet gëtt also am Interêt vum Jonken opgestallt, an Zesummenaarbecht a mat der Zoustëmmung vun de geriichtlechen Instanzen. De Jonke soll un der Ausaarbechtung vu sengem Projet matschaffen. Seng Elteren oder den Tuteur kréien de Projet matgedeelt. Dee Jonken, deen an eng Struktur kënn, ass gehalen, d'Regele vum Zenter anzehalen, hien ass gehalen, dem Personal ze follegen a mat de Leit zesummenzeschaffen, déi säi Projet individualisé ëmsetzen.

Den Direkter ass de Chef hiérarchique vum Zenter. Him zur Säit steet en Directeur adjoint an déi Responsabel vun deene verschiddenen Unitéiten. Dës assuréieren d'Gestioun vun deene verschiddenen Unitéiten. Si gi vum Direkter fir zwee Joer ernannt an hiert Mandat ka weidergefouert ginn, et kann erneiert ginn.

Fir all Site gëtt e Plan de gestion de crise opgestallt. Fir d'Sécherheet am Zenter sinn natierlech d'Agenten zoustänneg. D'Police suert fir d'Sécherheet dobaussen oder wärend engem Transfert vun engem Zenter an d'UNISEC. D'Police passt och op déi Jonk op, wa si an d'Klinik mussen, wann eng Garde néideg gëtt, well ee Jonken als geféierlech agestuift gëtt oder wann e Risiko besteet, dass e fortleeft.

Falls d'Gardiener et net sollte fäerdegbréngen, fir d'Sécherheet an d'Uerdnung an engem Zenter erëm hierzustellen, rífft den Direkter oder säi Remplaçant d'Police zu Hëllef.

Wat elo d'Disziplin ugeet, do ënnerscheede mer tëscht „mesure disciplinaire“ an „sanction disciplinaire“. D'Mesure disciplinaire huet zum Zil, d'Uerdnung direkt erëm hierzustellen, wärend Sanktiounen natierlech eng repressiv Wirkung hunn. Nom Prinzip vun der Légalité des peines muss d'Verhalen, wat zu enger Strof





féiert, kloer an engem legalen Text festgeschriwwen sinn. Beim Régime disciplinaire gëtt dem Gesondheitszoustand vum Jugendlechen, senger Maturitéit, senger Verletzlechkeet, awer och den Émstänn an der Gravititéit vun de Fakte Rechnung gedroen.

Während der Prozedur kritt de Jugendlechen e pädagogesch Encadrement. Hie kann d'Personal, dat hie betreit, gesinn an och d'Hëllef vun engem Affekot ufroen. Kee Jonke kann enger Mesure oder Sanction disciplinaire ënnerleien, ouni am Virfeld iwwert dat Feelverhalen, wat him virgeworf gëtt, informéiert ginn ze sinn an ouni dass hie sech konnt verdeeden. Virun enger Decisioun gëtt hie vum Direkter oder sengem Verrieder zu de Faite befrot.

Verstéiss, déi zu enger Mesure disciplinaire féieren, kënnen sinn: Ungehorsam, dat heescht de Fait, net ze follegen, all Aktivitéit, déi d'Uerdnung an d'Sécherheet am Zenter gefäerdet, d'Sécherheitsmesurë mësuechten, d'Futtimmaache vu Géigestänn, déi dem Stat oder enger anerer Persoun gehéieren. D'Konsequenzen dovunner, also d'Mesures disciplinaires, sinn eng schréfflech Aarbecht oder eng onbezuelté Botz- oder Fléckaarbecht, déi awer net méi laang wéi aacht Stonnen daerf daueren.

Am Fall vun engem Verstouss gëtt vum Agent oder dem Educateur e Bericht geschriwwen, wou drasteet, wat geschitt ass, och d'Deposition vum Jonken an eventuell d'Depositione vum Zeien. Den Direkter oder säin Adjoint bewäerten doropshin, ob d'Procédure disciplinaire néideg ass.

D'Decisioun gëtt deem Jonke matgedeelt, dee se kann ufechten. An deem Fall gëtt de Jugendriichter ageschalt, deen d'Entscheidung hält. Géint des Mesurë kann de Jugendlechen e Recours virum Jugendriichter aleeën, géint d'Decisioun vum Jugendriichter gëtt et allerdéngs kee Recours.

Wat déi disziplinär Sanktiounen ugeet, do ass en Openhalt an enger Kummer virgesinn, en Isolement temporaire, deen awer op kee Fall méi laang wéi 72 Stonne kann daueren, an och während deenen 72 Stonne muss de Jugendleche mindestens eng Stonn pro Dag an d'fréisch Loft gelooss ginn.

Eng disziplinär Sanktioun kann nëmmen a schlëmme Fäll, déi och dokumentéiert sinn, ausgesprach ginn. Dozou gehéiert: wann e Jugendlechen e puermol fortgelaf ass, sexuell oder physisch Aggressioun, e schlëmme Verstouss géint d'Sécherheitsvirschrëften, deen d'Liewe vun anere Jugendlechen, vun de Gardienen oder den Educateuren géif op d'Spill setzen, e widderhuelte Verstouss géint d'Uerdnungsvirschrëften, de Besët, d'Consummation, d'Produktion oder de Verkauf vun Drogen, de Besët an d'Uwendung vu Waffen a Munitioun, an den Opruff zu enger Emeute.

Bei de Sanktiounen ass d'Prozedur déiselwecht: e Rapport d'évaluation duerch den Direkter an am Fall, wou contestéiert gëtt, en Decisioun vum Jugendriichter. Hei ass e Recours non suspensif beim Jugendriichter méiglech, an dat bis zu siwen Deeg no der Notifikatioun.

Och wann e Jugendleche fir eng Zäitchen agepaart gëtt, daerf den Infirmier oder den Dokter zu all Moment bei hie goen.

Wat elo de Volet vun de Fouillen ugeet, also Kierperduerschungen, do ënnerscheede mer dräi Typen: déi einfach Fouille, dat heescht, déi, wou d'Kleeder ofgetaascht ginn, wou gekuckt gëtt, wat an den Täschen ass, d'Ganzkierperfouille, dat heescht, déi, wou de Jugendleche sech muss ganz oder deelweis ausdoen, an déi intimm Fouille, déi awer just duerchgefouert gëtt, wann en akute Risiko fir d'Personal oder aner Jugendlecher kéint bestoen. Dës Fouille kann och nëmmen a Präsenz vun engem Dokter a vun engem Dokter duerchgefouert ginn.

Dës Akte mussen awer am Respekt vun der Mënschewierd duerchgefouert ginn. Déi Ënnersichungen, Duerchsichunge ginn duerchgefouert vun op d'mannst zwee Agenten vum selwechte Geschlecht wéi dee Jonken, dee gekuckt gëtt.

Och déi perséinlech Saache grad ewéi d'Kummer an den Dortoir vum Jugendleche kënnen duerchsicht ginn, an do daerf de Jugendlechen derbäi sinn, et sief dann, et géif eng akut Gefor bestoen.

Dës Gesetz schafft awer och déi legal Basis fir d'Zesummestellen an d'Verwalte vun dräi verschiddene Fichieren: dem individuelle Fichier mat de perséinlechen Donnéeën, engem Fichier vun der UNISEC, deen d'Entréeën an d'Sortien an der UNISEC dokumentéiert, an e Fichier spécial, deen d'Fouillen dokumentéiert.

**(Mme Simone Beissel prend la présidence.)**

Fir Transparenz suergt de Fait, dass och festgehale gëtt, vu wem a wéini a firwat en Dossier

konsultéiert gouf, an des Donnéeën ginn an der Regel no dräi Joer gelöscht.

D'Verwalte vun der UNISEC ass eng richteg Erausforderung fir d'Direktioun a fir all déi Leit, déi do schaffen, well se deeneselwechte Risiken, deeneselwechten Exigenzen, deeneselwechten Ufuerderungen ausgesat si wéi déi Leit, déi am Prisong schaffen. Well d'Aarbeitsbedingungen déiselwecht sinn, awer och fir d'Attraktivitéit vun der Aarbecht ofzesécheren, schaaft dës Gesetz e Parallellismus, wat d'Paieren an déi berufflech Virdeeler ugeet, tëschent dem Personal, wat an der UNISEC schafft, an dem Personal am Prisong oder am Centre de rétention.

Wéi gesot, et koume ganz vill Avisen eran, ganz vill interessant Avisen, niewent deene vun de Berufskummen an den Avis vun der CNPD, den Avis vun der Association nationale des communautés éducatives et sociales, dem Parquet, der Cour de justice, dem ORK an och der Mënscherechtskommissioun. Ech verweisen heifir op de schréffleche Rapport, genausou fir d'Informatiounen, déi Dir géift brauchen zur Fiche financière.

Ech géif hei vun der Geleeënheet profitéieren, fir dem Här Patrick Thoma an dem Här Manuel Achten vum Ministère Merci ze soe fir d'Begeleeden an d'Ënnerstëtze während der ganzer Zäit, wou mer un deem Projet hei geschafft hunn. An ech géif där neier Equipp ronderëm de Ralph Schroeder eng glécklech Hand wënschen an hirer neier, sécher net einfacher, awer sécher nobler Aufgab.

Domat ginn ech dann och den Accord vun der Demokratescher Partei. Ech géif mech freeën iwwer eng breet Zoustëmmung, a genausou géif ech mech freeën, wann Dir alleguerte géift gesond a monter aus der Vakanz zrëckkommen.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Här Rapporteur Gilles Baum. Als éischt ageschriwwen Riednerin hunn ech d'Madamm Françoise Hetto-Gaasch. Madamm Gaasch, Dir hutt d'Wuert.

**Discussion générale**

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV).** - Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, fir unzefänke wëll ech dem Rapporteur, dem Gilles Baum, e ganz häerzleche Merci soe fir säi wierklech exzellente schréfflechen an och mëndleche Rapport. Dës Gesetzestext gouf jo nach ënnert der CSV deposéiert a mëttlerweil sinn eng ganz Partie Adaptatiounen an och Amendementer derzou gemaach ginn.

D'Amendementer, déi des Regierung hei erabuecht huet, hunn eng ganz Partie vu Verbesserungen mat sech bruecht, déi mer och wierklech begreissen, esou zum Beispill, dass all Jugendlechen e sougenannten „projet individualisé“ kritt. Dat ass e ganz wichtegt Element, op dat den Här Baum och schonn am Detail agaangen ass, en Element, wat dem Erzéier erlaabt, dee Jonke wierklech individuell ze begleeden an eng reell Liewensperspektiv fir a mat him zesummen auszeschaffen.

Da begrëisse mer awer och nach ënner villen anere Saachen, dass d'Mesure d'isolement temporaire vun zéng op dräi Deeg reduzéiert gouf.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir haten zum Volet vun de Mesures a Sanctions disciplinaires déi lescht Woch nach en Amendement an der Kommissioun eragereecht, fir dem Personal sur place méi Moyenen ze ginn, fir direkt kënnen ze reagéieren, wann dee Jugendleche sech dann dernieftbehält. Mir hate proposéiert, fir niewent den normalen „mesures éducatives“, déi d'Educateuren am Alldag benotzen, sougenannt „mesures de bon ordre“ anzeféieren amplaz vun deenen „mesures disciplinaires“, déi elo am Gesetz stinn. Eis Mesures de bon ordre géifen näämlech keng Recoursméiglechkeet erlaben, mä au contraire, si géifen et erlaben, dass d'Educateure kéinten direkt op e Feelverhale vum Jugendleche reagéieren. Et wier domadder vill méi kloer fir dee Jonken, wat säin onerwënscht Verhalen als direkt Konsequenz géif mat sech bréngen.

Mir hunn eis dobäi un der franséischer Legislation orientéiert, esou wéi de Conseil d'État dat och a sengem virleschten Avis suggeréiert hat.

Madamm Presidentin, eisen Amendement hätt wesentlech zur Verbesserung vum Gesetz bäigedroen, a mir bedauern, dass d'Kommissioun net gewëllt war, sech déi néideg Zäit ze loossen, deesen Amendement am Detail ze studéieren - et waren dach awer eng ganz Partie Säiten - an dann an enger nächster Sitzung ze diskutéieren. Et wier jo definitiv net op dräi weider Méint ukomm, elo wou mer schonn esou vill Joren op dese Projet waarden. Esou wéi een déi lescht Woch konnt um Radio vum

neien Direkter héieren, lieen d'Problemer näämlech och nach op enger ganz anerer Plaz, an ech wäert och herno dorobber ze schwätze kommen.

Ech wëllt awer kuerz op den Inhalt vun eiselem Amendement agoen. Mir sinn der Meenung, dass, esou wéi et elo am Gesetz virgesinn ass, et e falsche Message ass fir e jonken Delinquant, dass, wa soll eng Mesure disciplinaire gesprach ginn, hie ka Recours maachen an no engem Affekot froen. Dës erlaabt näämlech an deem Fall net, dass den Erzéier kann eng direkt Äntwert op e Feelverhale ginn.

Vu wat schwätze mer? Ma et geet zum Beispill drëms, dass een engem Jonke muss kënnen soen, wann hien da während dem Mëttesgesses säin lesse widdert d'Mauer gejummt huet, dass hie soll dohinnergoen, dat oprafen an opbotzen, an dat, ouni dass hie seet, hien hätt e Recht op en Affekot.

Mir sinn der Meenung, dass ee muss kënnen direkt reagéieren, fir ze verhënnern, dass sech e Gefill vun Impunitéit kann entwéckelen, esou nom Motto: „Et geschitt mer jo souwisou näischt.“ Direkt reagéieren, dat wier laut eiselem Amendement zum Beispill: en Entschëllegungsbrëf verlaangen, eng Mediation unuerdnen, e Rappel à l'ordre aussprieche oder ee fir eng kuerz Zäit aus enger Gruppenaktivitéit ausschleissen, wann dat da sollt erfuenderlech sinn. An dat alles, ouni dass dee Jonke bei dese Mesures de bon ordre kann op pädagogesch a psychologisch Ënnerstëtzung zrëckgräifen an ouni dass hien d'Assistenz vun engem Affekot ka verlaangen. Ee prealabelt Gespreech géif natierlech där Mesure virausgoen, e Bericht géif alles festhalen an e järeleche Bilan mat alle Mesures de bon ordre géif dem Jugendriichter natierlech virgeluecht ginn.

Eis Mesures de bon ordre wieren am Fong geholl ze gesinn als esou eng Tëschestuf tëschent den normale Mesures éducatives an der Sanction disciplinaire, déi hirersäits jo ganz kloer eng Recoursméiglechkeet géif erlaben. Pour rappel, d'Sanction disciplinaire beinhalt jo, dass de Mineur fir 72 Stonne maximal kann an en Zëmmer gespaart ginn.

Do dernieft ass et fir eis awer och kloer, dass dat Ganzt och eng educativ Dimensioun an deser Mesure de bon ordre enthält. Dee Jugendleche muss näämlech léieren, dass d'Zesummeliwwen eng Rei Regele verlaangt, déi net verhandelbar sinn. Esou wéi et elo am Gesetz steet, ass dat awer net de Fall. Eis Proposition géif den Educateuren an hirer schwiereger Aarbecht am Alldag mat de Mineuren hëlfe, eng Handhab ze hunn, fir direkt kënnen ze reagéieren, e kloert Zeechen ze setzen; verschidden Niveauen deemno vu Mesuren a Sanktiounen, jee nodeem, wat ee sech zu Schold komme gelooss huet.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, et bleiwen awer nach eng ganz Partie Froen op. Et ass näämlech net kloer, wéini e jonke Mënsch iwwerhaapt an d'UNISEC kënnt. Dës Gesetz bezitt sech jo op ganz Dräibuer, also do, wou d'Jonge sinn, an awer och op Schraasseg, wou d'Meedercher sinn, an net just op d'UNISEC. Et misst duerfir onbedéngt präziséiert ginn, wéi eng kriminell Faiten e jonke Mënsch an d'UNISEC bréngen. Hei feele Kritären, kloer Kritären, déi fir jiddwereen erkennbar sinn.

Hei zu Lëtzebuerg ass et jo esou, dass des Decisioun der Appreciation vum Riichter ënnerläit. Mä ass et dann net awer esou, dass jonk Delinquant kloer Messagë brauchen a kloer mussen wëssen, wéi ee Verhalen dann och wéi eng Konsequenz mat sech bréngt?

Da feelt eis och en Alterskritär: Ab wéi engem Alter kann een dann iwwerhaapt elo an d'UNISEC kommen? An et ass och weiderhin net formell verbueden, e Mineur an de Prisong fir Erwuessener ze schécken. Och dës misst endlech schwaarz op wäiss an dës Gesetz ageschriwwen ginn.

Mir ënnerstëtzen awer och d'Fuerderung vun neien Direkter, dass niewent de Sitten Dräibuer a Schraasseg nach weider Strukturen iwwert d'Land fir Mineure missten ageriicht ginn, wou a kleng Gruppen eng ganz intensiv educativ Aarbecht kéint geleescht ginn. Dat ass leider relativ schwéier a Gruppe vu bis zu 20 Jonken ze bewältegen.

Mir soen och kloer, dass, wa mer wëllen e Liewensprojet ausschaffe mat dese Jonken, déi aus deenen ënnerschiddlechste Verhältnissen a mat deenen ënnerschiddlechste Bagagen a Virgeschichten hei landen, mir eis dann och mussen d'Moyene ginn. Mir brauchen dat néideg Personal mat der néideger Qualifikatioun a mir mussen à même sinn, dee Jonken och no Dräibuer ze begleeden, hien am A ze behalen, e regelrechte Suivi ze assuréieren, fir ze verhënnern, dass dee Jonken no e puer Méint als gudde Bekannten alt nees zu Dräibuer lant.

Et gëtt do eng Partie flott Modeller am Aus-land, wou zum Beispill Educateure fräigestallt

ginn, fir esou e Jonke fir ee Joer an hirer Famil opzehuelen, ze begleeden, him ze hëlfe, aus deem - ech soen dat elo emol esou - Milieu pourri erauszekommen an e richtegen Neufank ze maachen. Mir brauchen och eng gréisser Sensibilisation fir dese Sujet bei de Leit, déi an hirer deeglecher Aarbecht mat schwieriger Jugendlechen ze dinn hunn. Vläch mussen Educateuren, Enseignanten a Proffe méi Berodung an och vläch aner pädagogesch Outil kréien, fir deesen Challenge an hirem Alldag ze meeschten.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Schluss. Ech bedauere wierklech, dass eisen Amendement net ugeholl ginn ass, well en hätt dës Gesetz kloer verbessert. Mä vu dass d'Personal vun der UNISEC schonn zanter Längerem agestallt ass a vu dass d'Gesetz ganz vill positiv, gutt Elementer beinhalt, wäerte mir als CSV dës Gesetz stëmmen.

Ech wënsche mer just, dass esou séier wéi méiglech do nogebessert gëtt, wou et wierklech noutwendeg ass. An der Equipp ronderëm de Ralph Schroeder - do wëllt ech mech wierklech dem Gilles Baum senge Wiederuschléissen - wënschen ech ganz vill Erfolleg. Ganz vill Satisfaktioun bei Ärer wierklech delikater an och ganz schwieriger Aufgab!

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschten.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci der Madamm Hetto-Gaasch. Als nächste Riedner hunn ech den Här Georges Engel ageschriwwen. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Merci, Madamm Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kolleegen: „Endlech!“, dat ass d'Gefill, wat ee bei der Ausschaffung vun diesem Projet huet, well bal 25 Joer nom éischte Rapport vum dem zoustännigen Europarotscomité an deem senger Kritik iwwert d'Aspäre vu Mannerjäregen am Prisong zu Schraasseg kréie mer elo endlech e gesetzleche Kader, fir d'UNISEC a Betrib ze huelen.

A sengem leschte Rapport virun zwee Joer huet deen nãmlechte Comité festgehalten, dass d'Sécherheitsunitéit zu Dräibuer nach ëmmer net hir Dieren opgemaach hätt, an dat trotz all deene villen nationalen an internationale Kriticken. Et gëtt deemno kee Grond, fir sech beim Vott vun diesem Gesetz op d'Schëller ze klappen. Ech gleewen och net, dass iergendeen hei am Sall dat anescht gesäit.

Madamm Presidentin, d'UNO-Konvention vun de Kannerrechter, déi och Lëtzebuerg ratifizéiert huet, seet ganz kloer, dass d'Aspäre vu Mannerjäregen nëmmen a leschter Instanz soll kënnen méiglech sinn an da fir esou eng kuerz Zäit wéi nëmme méiglech.

Da solle Mannerjäreger, déi agespaart sinn, och human traitéiert ginn, am Respekt vun der mënschlecher Dignitéit. Mannerjäreger gehéieren duerfir net an e Prisong mat Erwuessenen, scho guer net, wa se éischer aus disziplinärsche Grënn dohinner placéiert ginn an net, well se géint d'Gesetz verstouss hunn. Mä och dann ass deene Betreffene meeschtens besser gehollef, wa se eng psychologisch a sozial Ënnerstëtzung kréien, déi nëmme schwéier an engem Milieu carcéral ze garantéieren ass.

Oft verstoppe sech jo hannert hire Mëssdote perséinlech Dramen, sief et, dass se Affer vun Abusen am familiäre Krees waren oder net deen néidegen Encadrement vun doheem aus kruten. Et gi vill Grënn, firwat Jonker op dee schlechte Wee geroden. Mä d'Äntwert dorop vun der Gesellschaft muss prioritär déi sinn, ze probéieren, des Jonker nees ze reintegréieren an d'Gesellschaft. Anescht wäerten des Jonker näämlech spéider als Erwuessenen op där schlechter Bunn weiderfueren an ëmmer nees am Konflikt mam Gesetz sinn.

Madamm Presidentin, jer ech op de Contenu vun de proposéierten Ännerungen aginn, wëll ech awer och prinzipiell festhalen, dass dës Gesetz an d'Problematik, déi drunhânt, a Verbindung mam Gesetz iwwert d'Protection de la jeunesse ze kucke sinn.

Am Kontext vun eisen Aarbechte ronderëm dat Gesetz muss mir eis all hei an der Chamber och mat der Fro ausenansetzen, ob an Zukunft Mannerjäreger iwwerhaapt sollen op Schraasseg kënnen kommen. Dir wësst, dass déi Méiglechkeet elo nach besteet, well d'Gesetz iwwert de Jugendschutz dem Jugendriichter déi Kompetenz iwwerléisst.

An hirem Avis argumentéieren de Parquet vun Dikrech an d'Jugendriichter vun Dikrech a Lëtzebuerg, dass et trotz der neier Struktur och nach méiglech muss sinn, provisoresch Man-



nerjäreger zu Schraasseg ze placéieren. D'Iwwerleeung dohannert ass déi, dass e Riichter sech net direkt eng Iddi ka maachen, wéi geféierlech oder net ee Jonke wierklech ass, an awer och den Ordre public an d'Sécherheet vun de Leit muss duerfir am A behalen.

Mir hoffen natierlech, dass, andeems mer elo eng Alternativ mat der UNISEC hei schafen, et net méi zu esou Decisiounen vun de Riichter kënnt. Mir mengen, et wär awer vill besser, ee fir alle Mol fir Kloerheet hei ze suergen an dann och ee fir alle Mol hei ze tranchéieren.

Madamm Presidentin, mir schafen net nëmmen de Kader fir d'UNISEC mat deemem Projet, mä allgemeng fir déi verschidden Unitéite vum Centre socio-éducatif. Aus virun allem deene Grënn, déi ech elo grad am Kader vum Jugendschutz erwänt hunn, begrëisse mer, dass d'Gesetz d'Méiglechkeet gëtt, weider zouen Unitéiten nieft der UNISEC jee no Besoin ze schafen.

An enger ganzer Rei vun Avisen zu deemem Projet gëtt bedauert, dass net méi Plazen an der UNISEC virgesi sinn. Ech mengen, dass mer awer Spillraum hu fir de Fall, wou mer méi Plaz hei géife brauchen.

Allgemeng begrëisse mir déi zousätzlech Rechter, déi déi Betraffe vum sozioeducativen Zenter mat deemem Gesetz kréien, dat am Beräich vun den disziplinaresche Mesuren a Sanktiounen, de kierperleche Fouillen an och dem Schutz vun de perséinlechen Donnéeën. All des Beräicher gi kloer encadréiert. Disziplinaresche Mesuren a Sanktiounen ginn definéiert an et gi Recoursen agefouert, wann et zu esou Mesurë kënnt.

Et gëtt kloer festgehalen, a wéi enge Fäll déi Mesuren a Sanktiounen spillen an och wie berechtigt ass, déi kierperlech Fouillen duerchzuführen, souwéi wien Accès kritt op d'Donnéeën vun de Mannerjäreger. Dat huet de Rapporteur a sengem Rapport exzellent ausgefouert hei.

Ech ginn net op all Detail an, dat géif och de Kader vun deser Interventioun hei sprengen. Ech wéilt awer gäre kuerz nieft der exzellenter Aarbecht vum Rapporteur och déi exzellente Aarbecht vun all deenen Instanze wierdegen, déi hei en Avis zu deemem Projet gemaach hunn. An dat waren der vill! Mä ech mengen, mir sinn eis all eens, dass dat enorm gehollef huet, fir den initialen Text a groussen Deeler nozebesseren. Ech wollt dat hei och nach eng Kéier ennersträchen an deene Leit och e grouse Merci soen.

Madamm Presidentin, wéi ech schonn am Ufank betount hunn, ass fir eis als LSAP ee vun deene wichtegste Punkten d'Aféierung vum Projet individualisé. Dësen definéiert d'Prise en charge vum Pensionnaire während an no sengem Oupenthalt am Centre, dat, fir eng beschtméiglech Reintegratioun an d'Liewen an der Gesellschaft ze garantéieren. An dat muss eist Zil sinn! Déi Jonk, déi do an där Unitéit sinn, déi kommen erëm eng Kéier eraus. An et muss duerfir ofgeséichert sinn, dass déi Jonk och an engem Kader do encadréiert sinn, deen hinnen et erméiglecht, sech och erëm eng Kéier herno an der Gesellschaft erëmfannen.

Dobäi gëtt de Parcours vum Jonke berücksichtigte an et gëtt festgehalen, a wéi enger Unitéit a vu wéi enger Equipp hie betreit gëtt. D'Necessitéit vun esou engem pädagogeschen an educative Projet gouf och a villen Avisen ervirgehewen, dorënner och dee vun der ANCES, der Associatioun vun den educativen a soziale Communautéiten, deene Leit also, déi um Terrain schaffen. An deem ass och Rechnung gedroe ginn. An dat ass och gutt esou.

Den individualiséierte Projet gëtt zesumme mam Concernéierten ausgeschafft. Och dat begrëisse mer, well et de Mannerjärege matbennt an him esou natierlech och dann e Responsabilitéitsgefill gëtt, d'Gefill, och esocht geholl a selwer respektéiert ze ginn.

Och d'Eltere kréien dee Projet gewisen, fir dass och si um Suivi vun den educativen a soziale Moosnamen kënnen deelwuelen a mat an d'Responsabilitéit geholl kënnen ginn.

Madamm Presidentin, fir d'Émsetzung vun esou individualiséierte Projekte brauch een dat néidegt qualifizéiert Personal. Och op deem Niveau komme mat deemem Gesetz déi néideg Annerungen.

Ech wéilt hei och dovunner profitéieren, fir deene ganz engagéierte Leit aus deem Secteur eng Kéier e grouse Merci ze soe fir hir dagdeeglech Aarbecht.

Wéi ziviliséiert eng Gesellschaft ass, moosst sech dorunner, wéi se mat hire Prisonnéier

ëmgeet. Déi Citatioun, déi emol eng Kéier dem Camus oder emol eng Kéier dem Dostojewski ugerechert gëtt, ass nach méi treffend, wa mer iwwert d'Aart a Weis schwätzen, wéi mer mat Mannerjäreger ëmginn, déi agespaart sinn. Et muss eis nach eng Kéier ze denke ginn, dass mer dese Projet net éischter schonns gestëmmt hunn. Ech hoffen, dass mer an Zukunft esou Froen, déi Jonker a virun allem Jonker mat Problemer uginn, méi prioritär kënnen behandelen. Op alle Fall sinn ech awer frou, dass mer en haut kënnen stëmmen. Dat soll dese Projet net an e schlecht Liicht bréngen, och wa mer et hätte vläicht éischter missen oder kënnen maachen.

Ech soen lech op alle Fall Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn heimadde den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Merci dem Här Engel. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Claude Adam. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Adam** (*déi gréng*).- Merci, Madamm Presidentin. Ech wéilt fir d'Éischt dem Rapporteur, dem honorabele Gilles Baum, Merci soe fir säin ausféierleche mëndlechen a schréftleche Rapport. De Gilles Baum huet ganz zu Recht op d'Wichtigkeet higewisen, dass mer eis hei eng zolidd rechtlech Basis ginn, wa mer iwwert den Émgang mat enger Population vulnérable schwätzen. En huet drop higewisen, dass mer d'Mesures disciplinaires, d'Sanktiounen, d'Fouillen, den Dateschutz an deemem Gesetz och kloer festgeluecht hunn.

An ech wéilt och der Verriederin vun der CSV Merci soen, dass se zwar hei eng kritesch Ried gehalen huet, awer och gesot huet, dass dee Projet hei eng Rei Verbesserungen huet vis-à-vis zum urspréngleche Projet, an och dass se d'Kéier kritt hunn, fir fir de Projet ze stëmmen. Well wann d'CSV déi Kéier net kritt hätt, dat hätt mäi Bluttdrock awer hei an d'Héicht bruecht, well et awer och en...

► **Une voix**.- Dat wier net gutt virun der Vakanz.

► **M. Claude Adam** (*déi gréng*).- Dat wier net gutt virun der Vakanz.

Well dat Argument, wat d'CSV seet vun deem Amendment, dee si erabruucht hunn, dass mer deen net ugeholl hätten: Bon, ech stinn do derzou! Et geet net drëm, fir just e Message un déi Jugendlech ze ginn, et geet hei och ëm Rechtsstaatlechkeet. Et geet ëm international Konventiounen, déi mer ennerschriwwen hunn. Et geet ëm de Schutz vun enger Population vulnérable. An ech mengen, dass dat, wat mer hei an d'Gesetz geschriwwen hunn, dat Richtegt ass. A mir stinn op alle Fall 100%eg do derzou. An ech sinn och frou, dass d'CSV trotzdem fir de Projet stëmmt.

Da kommen ech e bësselchen an der Historique vun deem Gesetz, well eigentlech sinn déi gréng ëmmer ganz kritesch gewiescht mat deem, wat elo zu Dräibuer ass, wat mer dann haut fäerdgestellen. An ech maachen et net immens laang, mä trotzdem ass et mer wichtig, nach eng Kéier op den Débat d'orientation ze verweisen, deen am November 2003 hei war. Do hate mer am Virfeld, wéi dat Gesetz iwwert d'Schafung vun engem Centre de rétentation am Gespéich war, schonn als Gréng hei viru 14 Joer eng ganz Rei Propositionen gemaach, déi alleguerten op eng Dezentraliséierung higeziilt hunn.

Mir waren och net déi Eenzeg, déi grouse Zentre beklot hunn. Zentren, wou jonk Mënschen zesummegefouert gi sinn, déi besser net zesummegefouert gi wieren. Den ORK hat déizäit an déiselwecht Richtung argumentéiert an och eigentlech de ganze professionnelle Milieu hat virun deene groussen Zentre gewarnt. Déi gréng haten och schonn an där Debatt eng seriö Kanner- a Jugendpsychiatrie gefuerdert. A mir hate schonn deemools gesot, dass dat, wat um Kierchberg virgesi wier, ze begrëisse wier, mä awer eventuell net géif duergoen.

Mir haten och deemools scho gesot, et géif net genuch Ursachefuerschung bedriwwen ginn. Et géif just bei simplistesche Verallgemeinerungen, bei virgefaste Meenunge bleiwen. Mir haten deemools beklot, dass et iwwer Jonker mat Problemer, iwwert d'Jugenddelinquenz keng genee Chiffere géif ginn. Bei mësshandelte Kanner stoung an deem Bericht deemools: «Il n'existe pas de statistiques officielles.» Datselwecht war de Problem, wat d'Drogen uegt. Do heescht et: «...difficile de se faire une idée précise de l'ampleur et du phénomène et ceci d'autant plus que les statistiques ne distinguent pas entre les prévenus mineurs consommateurs de drogues et les dealers.» An och wat d'Troubles mentaux et du comportement ugaangen ass, huet et geheescht: «Nous ne disposons pas de chiffres permettant de circonscrire plus nettement l'ampleur de ce type de phénomène.» Wéi gesot, dass war viru 14 Joer.

Mir haten dunn de 5. Mee 2004 hei an der Chamber d'Gesetz iwwert d'Schafung vun enger Sécherheitsunitéit debattéiert an dat Gesetz ass deemools och gestëmmt ginn, allerdings géint d'Stëmme vun déi gréng a vun der ADR.

Fir eis hat deemools d'Dagmar Reuter-Angelsberg enner anerem gesot a kritiséiert, dass déi Unité de sécurité géif op Dräibuer kommen. A si hat gesot, d'Unité de sécurité kéim eben dohin, an ech zitëiere se: „...wou et am schnellsten, am beschten a mat dem geréngste Widerstand geet.“

An eigentlech hat déi zoustänneg Ministesch, d'Madamm Marie-Josée Jacobs, dat och esou gesinn. Si hat d'Decisioun vun der Regierung haaptsächlech domat verteidegt, dass se gesot huet, si hätt keen anere Site fonnt an et hätt och keen aneren ee Site fir si fonnt.

Et huet also 13 Joer gedauert, fir d'Unité de sécurité op deem Site betribsfäerdig ze maachen, „wou et am schnellsten, am beschten a mat dem geréngste Widerstand“ gaangen ass. Et ass scho gesot ginn hei: „Mir mussen eis net onbedéngt op d'Schëller klappen“, mä mir sollen awer trotzdem frou sinn, dass mer dee Projet dann elo kënnen haut ofschléissen, do-duerch dass mer d'Gesetz stëmmen.

Ech hat och - et ass schonn dervu geschwat ginn - den Interview nogelauschert vun dem neien Direkter vum Centre socio-éducatif, deen Invité bei RTL war. Mir hu 60 Jongen zu Dräibuer, 32 Meedercher zu Schraasseg, an dat ass och ganz wichtig an interessant: Déi hunn alleguerte verschidde Profiler. An ech mengen, do ass e bësse kuerz gegräff, wa mer just soen, do wieren der vill, déi keng gutt Hand haten, déi se geleet hat. Wann et esou wier, dann... Ech mengen, domadder culpabiliséiere mer och Elteren, déi déi gutt Hand haten a wou awer Saachen net esou gelaf sinn, wéi si a wéi mir eis et gewénscht hätten.

Mir hunn do bei de Jonke Jugendlecher, déi no un der Klengkriminalitéit sinn, mir hunn der, déi haaptsächlech e Problem vun Absentisme scolaire haten, Cannabiskonsum, mir hunn der och, déi aggressiivt Verhalen hunn, a mir hunn der och, déi wierklech e schwéiert kriminell Potenzial hunn.

De Jugendriichter schéckt déi Jonk dohinner aus Jugendschutzgrënn, fir se aus hirem Milieu erauszehuelen an hinnen eng Chance ze ginn, fir op e besseren, richtige Wee ze kommen. An der Moyenne bleift esou e Jonken ee Joer zu Dräibuer oder zu Schraasseg. An déi Zäit, wou en do ass, déi soll genotzt ginn, fir eng Perspektiv ze entwéckelen, en individuelle Projet opzebauen, wat no där Zäit zu Dräibuer ka geschéien. Zu Dräibuer si wierklech net just krimineller. Zu Dräibuer si Jonker, déi sozial net funktionéieren. Et sinn och Jonker, déi psychesch krank sinn. Duerfir ass eng Kollaboratioun mat der Psychiatrie och ganz wichtig.

Mir wëssen, dass do 80, 90 Leit schaffen, a mir wëssen och, dass dat der net genuch sinn. An den Direkter hat och eise Premier gelueft a sengem Interview. Deen huet gesot, mir misste méi an d'Personal investéieren an dat géif een och scho spieren: 18 Leit kënnen se elo nei astellen. A wann een dat nach een, zwee Joer mécht, dann hu mer och genuch Leit.

Mir hunn am Moment dräi Gruppe vun zwanzeg. Déi Gruppe sinn ze grouss - do si mer eis, mengen ech, alleguerten eens heibannen -, eben ze grouss, fir eng geziilt psychologesch a pädagogesch Aarbecht ze maachen. An duerfir géife mer eis - mir hunn eis dat scho viru 14 Joer gewénscht - verschidden a vill kleng Infrastrukturen, déi iwwert d'Land verdeelt sinn, wënschen. Ech kommen nach kuerz dorobber zréck.

D'UNISEC ass prett, mä d'Gesetz feelt nach. Abee, haut wäerte mer jo dann d'Gesetz stëmmen. A wann et dann a Kraaft trëtt, da kënnen bis zu zwielef Jugendlecher opgeholl ginn. Et ass Plaz fir véier Gruppen a dräi Schlofkommunen. Dat heescht, wann zum Beispill den zéngte Jugendlechen e Meedchen ass, dann ass deen eeleften an deen zwieleften automatesch och e Meedchen, well mer an deene Gruppen d'Geschlechter getrennt hunn.

Et ass esou, dass an der UNISEC souwuel Jonge wéi Meedercher kënnen opgeholl - oder muss ee soen „agespaart“? - ginn. Den oppene Beräich vum Centre socio-éducatif ass jo soss no Geschlechter getrennt: Dräibuer fir d'Jongen, Schraasseg fir d'Meedercher. Mä de Schoulberäich ass zum Beispill awer och mixte.

D'UNISEC zu Dräibuer ass net déi ideal Léisung. Et gëtt eng ganz Rei Punkten, déi duerch de Site net glécklech sinn. Zum Beispill ass de Schoulwee och den Ufaartsweg fir d'Police bei d'UNISEC. Dat ass keng gutt Symbolik. Ech hat och gesot virun, dass d'Populatioun vun de Jonken hei ganz heterogen ass. De Risk ass, dass Täter an Affer, zum Beispill wat Abus sexuel betrëfft, sech ze no kommen. An dee

Problem kritt een ni ganz aus der Welt geschafft, mä hei ass en awer och nach e bëselche méi akut.

De Jugendschutz, dat huet d'Madamm Hetto richtig gesot, huet keng Grenz no ënne gezunn. Theoretisch kënnen ganz jonk Kanner op Dräibuer kommen. Mä de Jugendriichter kann awer och iwwer 18 Joer erausgoen. Den Oupenthalt ka bis 21 Joer verlängert ginn. Normalerweis gëtt et eng Verlängerung vu sechs Méint oder vun zwielef Méint. Dat sinn Ausnamen, mä déi gi geschwat. An et kann och e Jugendleche selwer eng Verlängerung iwwer 18 Joer eraus froen. Et kënnen also och Majeuren an där Struktur sinn.

Dat stellt natierlech déi Responsabel vun der UNISEC och virun eng Rei organisatoresche Problemer. Fir si ass et wichtig ze wëssen, ob dann elo definitiv keng Jugendleche méi an de Prisong op Schraasseg kommen oder net. Firwat ass dat wichtig? Majo da stellt sech d'Fro: Ass Dräibuer, d'UNISEC dann elo déi lescht Statioun? Oder ass et eventuell just déi zweetlescht, dass nach e Prisong hannendrukënt?

D'UNISEC ass e Prisong. Awer well et ëm Jugendlecher geet, ass et nach méi wichtig, dass eben all Jugendlechen do säin individuellen Zukunftsplang gemaach kritt. Vum éischten Dag u muss een d'Fro stellen: Wat geschitt no Dräibuer?

Zu Dräibuer an der UNISEC ass een zéng Stonne pro Dag agespaart. Da bleiwe 14 Stonnen an der Gemeinschaft, wuelgemierkt an der Gemeinschaft vun enger Infrastruktur, déi e Prisong ass. E Jugendleche kënnt maximal fir dräi Méint an d'UNISEC. An déi dräi Méint kënnen vum Jugendriichter awer verlängert ginn. Wann een dat héichrechent, da wier et denkbar, dass all Joer bis zu maximal 48 Jugendlecher an der UNISEC landen. An da muss ee sech natierlech d'Fro stellen: Wat geschitt mat deenen no dem Passage an der UNISEC?

A fir eis schéngt et kloer ze sinn: Dat dierf dann net déi oppe Struktur zu Dräibuer sinn. Wann een no dräi Méint erauskéim aus der UNISEC an da géif een op Dräibuer kommen, dat kéint heeschen, dass seng Kollegen, déi aner Jugendleche, déi do sinn, engem de Stempel géifen opdrécken: „Du bass ee vun deenen, déi do dra waren.“ Dat wier net glécklech. Et kéint och heeschen: „Du bass en Haarden, e King, well du waars jo dobannen.“ An ech mengen, dass wier net besser.

Dat wier also zweemol nefaste. An duerfir brauche mer och nach weider Strukturen, déi dezentral organiséiert sinn, fir e Suivi ze maachen, deen, mengen ech, mer als Gesellschaft och vis-à-vis vun deene Jonken, déi déi Problematiken hunn, déi se dohinnergefouert hunn, brauchen.

Dat gesot, kéinte mir als Gréng eigentlech, wa mer eis extrem konsequent wieren - mir waren dergéint, dass mer dat op Dräibuer kréichen -, dat jo net matdroen. Mir soen awer, an et huet sech jo och gewisen, dass awer ganz vill Iwwerleeungen an der Tëschenzäit geschitt sinn. Mir hunn eng Evolutioun, wou ganz vill Moyene kreéiert gi sinn an deene leschte Joren.

(**M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.**)

A mir sinn och ganz zouversichtlech, dass déi Entwécklung weidergeet, dass mer och musse weiderdenken, wéi eng Strukturen duerno kommen. An duerfir bréngen ech den Accord vun der grénger Fraktioun zu deemem Projet de loi an ech soen lech Merci fir Aert Nolauschteren.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och. An dann huet d'Wuert den Här David Wagner.

► **M. David Wagner** (*déi Lénk*).- Merci, Här President. Enner engem Centre socio-éducatif de l'État kann ee sech villes virstellen. Do denkt een zum Beispill an eng dezentraliséiert sozial Struktur, déi no baussen op ass an déi Jugendlechen, déi sozial determinéiert Verhalensproblemer hunn, am schoulesche Kader negativ opfale beziungsweis aus der Schoul ausgegeschlossen sinn, eng ganz Palett u moossgeschneiderte pädagogeschen a psychosoziale Betreierungsmethoden ubitt, grad esou wéi e schouleschen Encadrement an eng ganz Rei Fräizäit- a professionell Aktivitéiten, déi de Jugendlechen et méiglech maachen, esou vill wéi méiglech an d'Gesellschaft ageschloss ze ginn.

Et géif ee sech an deem Fall dee Kader vum Centre socio-éducatif als agreabel, inklusiv an erhuelend virstellen, mat Gréngflächen, Raum fir Sportméiglechkeeten a Méiglechkeeten, fir Undeel um gesellschaftleche Liewen ze hunn.

Här President, wann een dat humanistesche upéckt, stellt ee sech e Kader vir, deen näischt mat engem Centre pénitentiaire ze dinn huet. An deemem Gesetzestext ginn des Visiounen vun



## Chambre des Députés

### Compte rendu officiel

#### Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuenger Journal, Zeitung vum Lëtzebuenger Vollek

#### Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés  
Service des relations publiques de la Chambre des Députés  
Tél. 466 966-1

#### Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

#### Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

#### Imprimeries:

Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg  
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

der Jugendbetreuung a vum Jugendschutz awer zersteiert, wa sâin Inhalt sech ausschliisslech op d'Aweigung vun enger zousätzlecher Unité de sécurité rieht.

Dës UNISEC ass dann u sech och gläichgestallt mam Centre pénitentiaire vu Schraasseg a bitt hirem Personal déiselwecht Traitement an Avantage wéi am Prisong un. Et misst een hinnen dës Aarbecht an engem „ganz geféierlechen“ Environnement mat „ganz geféierlechen“ Insassen - genee gezielt zwiefel Stéck! - schmackhaft maachen.

D'Auteurs vun dësem Projet de loi ginn also d'office dervun aus, datt et sech bei den zukünftige Pensionnairen em geféierlech Kriminal handelt, déi ee misst aspären an déi vun engem muskuléise Personal betreit misste ginn. D'Wuertwahl, fir dës Jugendlech ze definieren, ass an deem Sënn stigmatisierend: „jeune délinquant“, „jeune avec un passé criminel“ et cetera. Si ass awer och a Kontradiktion mat der protektioneller Approche, déi gesetzlech duerch d'Loi de la protection de la jeunesse vertruuden ass. Dat ass vläicht, well se an de professionelle Beräicher vun der Justiz, mä och am soziale Secteur falsch interpretéiert gëtt a mëttlerweil dës diskriminéierend a stigmatisierend Terme fir Jugendlecher oder Mannerjäreger, déi deviant Verhalensweisen hunn, an den normale Sproochgebrauch iwwer gaange sinn.

Wat gëtt et vun Alternativen, fir d'Floskel „surveiller et punir“ ze ersetzen? Wéi wär et mat „accompagner et valoriser“? An dësem Projet de loi geet et em d'Aspäre vu Mënschen, déi nach net erwuesse sinn. Beim Aspäre muss ee sech folgend Froe stellen: Wat bréngt et der Gesellschaft? An och: Wat bréngt et deene Mënschen, déi agespaart goufen an erëm souwisou op fräie Fouss kommen? Si se net virprogramméiert, fir esou weiderzefuere wéi vir drun an esou engem Mënsch oder der Gesellschaft ze schueden? Sinn déi Jugendlech, déi keen Delikt virzeweisen hunn an trotzdem zu Dräibuer gelant sinn, well se vläicht familiär Problemer haten an awer a Kontakt mat jonken Delinquantéi komm sinn, net duerch eng potenziell Delinquantéischoull gaangen?

Et ass evident, datt en Delikt muss sanktionéiert ginn, och bei jonke Leit. Mä ass d'Ewechspäre mat enger repressiver Mentalitéit déi richteg Sanktioun? Jiddwereen, deen eppes vum Fach versteet, seet Neen. An dat ass och scho laang bekannt. Mä et schéngt zu Lëtzebuerg nach net de Fall ze sinn.

Här President, ech weisen och nach zum Schluss op den Avis vun der Association nationale des communautés éducatives et sociales hin. Dësen Avis ass a mengen Aen exemplaresch, well e vu Leit geschriwwen ginn ass, déi d'Erfahrung an déi néideg Kompetenzen um Terrain vun der Jugendbetreuung mat sech bréngen. Hir Fuerderungen a Kritikken zu dësem Projet de loi, op déi ech elo net kann agoen, mä déi et derwärt sinn, gelies ze ginn, hätten tel quel kënnen dëse Projet de loi ersetzen. An domat wäere mer hei zu Lëtzebuerg sécherlech e gutt Stéck weider a Saache vun engem modernen Encadrement an der Prävention vun der Délinquance juvénile.

Här President, de Placement vun devianten Jugendlechen an zouenen Institutiounen wéi der UNISEC zu Dräibuer misst als leschte Recours gellen. Dat ass awer elo an dëser Fassung guer net de Fall. Do gi jo eng Partie Saachen opgeziet, déi duerno an d'Sanctions disciplinaires erakommen. Dat ka vu sexuellen Ugrëff oder iwwerhaapt vun Ugrëff op d'Personal bis op de repetitiven Netrespekt vum Règlement d'ordre intérieur goen, wéi och op eben de Fait, datt een eng Wick fëmmt. An dat alles gëtt am selwechte Pak agepaakt an net als leschte Re-

cours, als wat den Isolement ugesi gëtt, esou agefouert.

Et gëtt esou vill aner präventiv a reparativ Methoden, déi d'Participatioun vum Jugendleche fuerderen an de Jugendlechen individuell ennerstëtzen a valorisierende bei der Elaboratioun vu sengem Liewensprojet. Dat ass natierlech, da kann ee soen: „Mir hunn esou e Liewensprojet virgesinn.“ Jo, mä de Problem ass: Dat geschitt eréischt, wann ee bis do gelant ass! An a Wierklechkeet misst ee jo derfir suergen, datt et vir drun iwwerhaapt kéint a Kraaft gesat ginn. Dat heescht, mir si weiderhin an der Logik vun der Repressioun, vum Ewechspären, wat eng archaisch Logik ass, déi scho längstens a Fro gestallt gouf.

An der Justiz misst fir d'Éischt dann op dës Methoden zréckgegraff ginn, fir dat Schlëmmst, dat Käschtespillest an dat mat den negativste Konsequenzen op d'psychologescht an d'soziaalt Wuelbefanne vun dëse Jugendlechen, also d'Aspären, ze verhënnere.

Här President, dëst Gesetz gëtt, wéi all Gesetz, vum Grand-Duc Henri ennerschriwwen. Ech mengen, a Wierklechkeet, fir et méi zäitgeméis ze maachen, hätt ee sech och à la limite kënnen virstellen, datt de Grand-Duc Wëllem de IV. et ennerschriwwen hätt, well mir sinn nach ëmmer an enger Logik, déi sech an d'19. Jorhonnert areit. Dofir wäerte mer géint dëst Gesetz stëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Mir sinn domat um Enn vun der allgemenger Diskussioun ukomm. An d'Regierung huet d'Wuert: den Här Educatiouns- a Jugendminister.

#### Prise de position du Gouvernement

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, e grouse Merci virun allem un de Gilles Baum, de Rapporteur, awer och un all d'Intervenanten.

D'Regierung ass mat all deene Virriedner d'accord, déi fannen, datt déi Situatioun, wéi mer se haut zu Dräibuer hunn, dee Centre socio-éducatif, wéi en do fonctionnéiert huet, plus déi UNISEC, déi jo mat dësem Gesetz dann och soll opgoen, keng glécklech Léisung ass. D'Regierung huet hei Fakte virfonnt, déi a Béton geschafte goufen, bei deene mer allerdéngs da musse kucken, dat Bescht draus ze maachen.

An d'Regierung ass sech absolutt bewusst, datt dat weder fir deen dote Site eng glécklech Situatioun ass, nach fir Cohabitatioun vun deene ville Jonken, souwuel vun deenen, déi an där Unité de sécurité ennerbruecht sinn, wéi och deenen, déi am reschtleche Centre socio-éducatif de l'État do ennerbruecht sinn, datt déi absolutt net glécklech ass aus villen, ville Grënn, déi meescht pädagogescher Natur, aner topografescher Natur, well de Site et einfach net hiergëtt, fir dat doten eigentlech richteg esou kënnen ze gerieren.

Trotzdem musse mer elo an der noer Zukunft dat Bescht draus maachen. An dat maache mer mat dësem Gesetz. Virun allem ass de grouse Quantesprong, dee mer trotz allem hei mat dësem Gesetz kréien, datt d'Land endlech souwuel déi technesch wéi och déi logistesche Viraussetzung schafft, fir datt Jugendlech Kriminal net méi müssen an engem Prisong ennerbruecht gi mat Erwuesenen, mä hei kënnen enner aneren Émstänn nach ëmmer agespaart ginn, mä awer och encadréiert ginn. Dat ass sécherlech dat, wat iwwer Jore gefuerdert ginn ass, wat mer och hei mat der Ouverture, wann dat Gesetz hei gestëmmt gëtt, ab dem 1. Oktober wäerte geschafene hunn.

Ech sinn och mat all deenen absolutt d'accord, déi de Mëtteg hei gesot hunn: „Mir müssen eis och d'Moyene ginn, fir dat doten ze gerieren, fir déi Jonk kënnen ze encadréieren.“ Et ass genau dat, wat d'Regierung och an deene leschte Jore gemaach huet.

De Claude Adam huet vun den 18 Poste geschwat, déi dëst Joer am Numerus clausus virgesi si fir de Centre socio-éducatif Dräibuer a Schraasseg. A mir wëssen, datt et domadder sécherlech och an den nächste Joren nach net duergeet. Do komme mer vu ganz, ganz wäit hier. An et ass och duerfir, datt de Premierminister ugekënnegt huet, datt mer eis bei Strukturen wéi deenen doten, awer och anere staatleche Strukturen, müssen d'Logik vun engem Contingent ginn. Dat heescht, wa mer méi Jonker müssen encadréieren, datt mer och deementsprechend méi personell Ressourcë kréien.

Dorënner, enner dem Personalmangel, dee mer haut do wierklech hunn, leiden net nëmmen déi Jonk. Do leiden och déi, déi professionell do schaffen, well et awer op Dauer zu enger Iwwerforderung féiert. Duerfir e grouse Merci un all déi, déi bis elo do intervenéiert hunn an déi alles ginn zum Wuel vun deene Jonken! Et si si, déi eigentlech den Esprit vum Centre socio-éducatif de l'État do ausmaachen.

Gläichzäitig maache mer Efforten, an et si weiderer ze maachen, fir datt mer och déi Schoul, déi do um Site fonctionnéiert, dotéiere mat Ressourcen, déi et och wierklech erlaben, datt eng Kontinuitéit an der Educatioun ka garantéiert bleiwen, datt mer och do qualifizéiert Schoulpersonal hikréien. Och do sinn eng Rei vun Initiativ geholl ginn, déi dohinner wäerten zéien.

Mir dierfen net vergiessen, datt mer eis hei insgesamt virun allem och ëmmer d'Fro musse stellen: Wat ass vir drun schifgaangen? Ech denken, datt do de Stat net all Méiglechkeet huet, mä mir kënnen sécherlech nach méi maachen. Ech war dach awer touchéiert, wéi de Félix Braz als deemools neie Justizminister mat mir op Dräibuer kucke war an ee jonke Mënsch eis do presentéiert ginn ass, deen do dunn encadréiert gouf, a mir herno gesot kritt hunn: „Deen doten huet en IQ vun 130 an e bréngt et net fäerdeg, déi intellektuell Capacitéit eigentlech oder seng Motorkraaft op d'Strooss ze kréien, seng intellektuell Capacitéit am Alldag och wierklech ëmzesetzen an eppes draus ze maachen.“

Nun, do musse mer kucken a ganz ville Betreuungstrukturen, an eise Schoulen enner aneren, a fir genau dat dote Beispill jo och, wat Héichbegaabter zum Beispill ubelaangt, mä och Jonker, déi aner spezifesch Besoinen hunn, wäerte mer jo och dee Secteur nach eng Kéier emodelen an emgestalten an eis méi Moyene ginn, fir Jonker do kompetent ze ennerstëtzen, wa se spezifesch Besoinen hunn, fir eng Entwécklung an déi dote Richtung an Zukunft och ganz fréi kënnen ze evitéieren.

Ee Punkt, deen eis hei, mengen ech, dann nach auserneendividéiert, dat ass deen Amendement vun der CSV, deen an der Kommissioun diskutéiert gouf, wou mer och e puermoll iwwert de Prinzip geschwat hunn a wou ech dem Parlament net konnt roden, mat op deen dote Wee ze goen. A mir hu konkret Ursachen an déif gräifend Ursachen, fir dat och net ze maachen.

Éischtens gëtt proposéiert, eng weider Kategorie vu Mesures de bon ordre anzeféieren. Nun, wa mer kucken, wou mer vun deem éischten initialen Text hierkomm sinn, deen och nach vun der Virgängerregierung deposéiert gouf, a wat de Statsrot dozou gesot huet - well do ware verschidde Kategorie virgesinn, och nach déi vun de Mesures éducatives, net nëmmen d'Mesures disciplinaires an d'Sanctions disciplinaires, wéi mer se elo am penalen Text haut de Mëtten hei virleien hunn -, de Statsrot huet virun allem do en Amalgam vun den eenzelne Mesurë gefaart.

A wann ech de Mëtten héieren hunn, wat d'Françoise Hetto hei als e Beispill, fir esou eng Mesurë de bon ordre ze huelen, genannt huet, dann iwwerschnéit dat sech awer scho mat de Mesures disciplinaires, déi elo am Text hei virgesi sinn. An duerfir hätt mer mat esou enger Aféierung vun enger weiderer Kategorie direkt erëm deen Amalgam gehat, deen awer ganz schaarf vum Statsrot och kritiséiert ginn ass a wou mer eis vill Méi ginn hunn an den Diskussiounen an de leschte Joren - net an de leschte Méint, mä an den Diskussiounen an de leschte Joren -, fir dat ze evitéieren an do derlaanschtzekommen.

Dee Punkt, deen awer nach op vill méi eng staark Oppositioun vun der Regierung trëfft, dat ass deen, datt Der sot, datt bei deene Mesuren, déi hei virgesi sinn, de Mesures disciplinaires an de Sanctions disciplinaires, kee Recours beim Jugendriichter dierft geholl ginn.

#### (Interruption)

Mä et ass esou, datt et haut de Fall ass, datt all Jonken, deen am Centre socio-éducatif de l'État ennerbruecht ass, déi Méiglechkeet do huet. Dat féiert net zu Situatiounen, wéi Dir se hei schildert, datt do d'Aarbecht vun den Erzéier, vun deenen, déi se encadréieren, absolutt onméiglech wär, datt do permanent géif abuséiert gi vun esou engem Grondrecht. Absolutt net!

Ech wëll drun erënneren, datt an anere Strukturen, wou Jonker encadréiert ginn, déi net agespaart sinn, déi net dohinner placéiert sinn, déi all Dag fräiwëlleg dohingginn, déi jonk no enger gewëssener Prozedur d'Méiglechkeet hunn, bei Decisiounen - disziplinareschen Decisiounen an aneren - och kënnen nach ëmmer virun engem Riichter e Recours anzeleeën. Elo wëllte mer dat Recht grad deenen ewechhuelen, déi an eng Institutioun placéiert sinn, déi d'office manner Rechter hu wéi en aneren an do och nach agespaart sinn an an der Regel eigentlech sech selwer och nach vill méi schlecht kënnen verteidege wéi en anere Jonken oder wéi en Erwuesenen, deen och, egal wou en ass, ëmmer dat dote Recht an engem Rechtsstat soll hunn! Duerfir gi mer och net op deen dote Wee.

A mir liesen awer alleguerten déi internationalen Texter, zu deene sech och Lëtzebuerg verflucht huet, fir se anzehalen: Et ass d'UN-Konventioun fir Kannerrechter vun 1989. Et sinn d'europäesch Norme fir Torturpräventioun an hirer leschter Versioun vun 2015. Et sinn d'europäesch Regele fir mannerjäreg Delinquantéi vum Conseil de l'Europe vun 2008. Et sinn d'Regele vun Tokio, déi och minimal Regelen um Niveau vun den Nations Unies festhalen. Et sinn déi europäesch Regele fir de Strofvollzuch vum Conseil de l'Europe vun 2006. Et sinn d'Mandela-Regelen, déi och erëm eng Kéier fir d'Nations Unies minimal Regele fir den Traitement vun Detenuë fixéieren. Et sinn d'Lignes directrices fir eng adaptéiert Justiz fir Kanner vum Conseil de l'Europe vun 2010.

An all deenen doten Texter geet rieds dovunner, datt och e Jonken an där doter Situatioun e Recoursrecht muss hunn. Mir géifen déi doten Texter violéieren, wa mer deen Amendement do géifen unhuelen!

De Centre socio-éducatif de l'État huet eng Geschicht. An déi ass net nëmme gloriäich. A wéi ech déi Responsabilitéit do iwwerholl hunn, hunn ech mer déi emol ugekuckt an ech hunn nogelies an deene sëlliche Rapporten vum Comité contre la torture, dee regelméisseg eng Evaluatioun vum Centre socio-éducatif de l'État gemaach huet, wat alles do reprochéiert ginn ass.

Ech wëll lech soen, datt dës Regierung an déi Zäiten net wëllt zréckgoen! Mir wëlle weider dru schaffen, datt mer déi doten Zäiten definitiv hanner eis loosson.

#### (Brouhaha)

Ech wëll haut och net dorauer zitieren. Duerfir maachen ech hei wierklech en Appell: Dat dote soll ee sech awer nach eng Kéier iwwerleeën, ob ee wierklech bei deene Jonken, déi am mannste sech selwer kënnen verteidegen, op esou en Urrecht vun engem Rechtsstat wëllt verzichten, wéi et hei gefuerdert ginn ass vun der Sait vun der CSV! D'Regierung kann op jidde Fall net mat op deen dote Wee goen.

Mir sinn der Meinung, datt...

#### (Interruption)

Jo?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Minister, erlaabt Der eng Präzisioun vun der Madamm Hetto?

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Selbstverständlich!

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV).** - Vu dass Der mech jo ugeschwat hutt, Här Minister, wëll ech dat wierklech hei ganz kloerstellen: Ech hunn a menger Ried ganz kloer gesot, dass mer am Fall vun der Sanction disciplinaire selbstverständlich der Meinung sinn, dass se sollen eng Recoursméiglechkeet hunn!

Mä dat, wat Dir hei am Gesetz virgesinn hutt als sougenannt „mesures disciplinaires“, wat am Fong geholl Saache sinn, déi een am Alldag quasi als Mesure-éducative géif benotzen, do fanne mer awer, dass een awer do net onbedéngt och muss e Recoursrecht hunn. An duerfir wollte mer déi Mesure-disciplinaires ersetzen duerch Mesures de bon ordre, wou een einfach hätt kënnen a senger Aarbecht soen: „Voilà! Dat an dat geet net!“ E Rappel à l'ordre,





en Avertissement an esou weider. An dee Moment hätt de Jugendlechen dorobber keng Recoursméiglechkeet gehat.

Selbstverständlech, bei der Sanction disciplinaire huet en eng Recoursméiglechkeet! Ech fäerte just, dass, wa mer déi heite Saachen, wat awer elo näischt extrem Schwéierfälliges ass, wat mer elo do gesprach hätten... Ech fannen net, (veuillez lire: Ech fannen net, dass eng Mesure disciplinaire auszeschwätzen bei maner grave Saachen,) dass mer domat iergendwellechen Texter widdersprach hätten, well ech mengen, déi Saachen, déi doranner stinn, déi bezéie sech op vill méi violent Saache wéi dat, wat hei an deenen heiten Texter drasteet.

► **M. Claude Meisch, Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.**- Da schéngt mer do eng aner Interpretatioun vun deenen Texter ze hunn. D'Regierung bleift op jidde Fall bei hirer Interpretatioun!

Et ass e puermol ugeklongen, ech hunn et am Ufank och gesot: Mir sinn der Meenung, dass mer hei e grouse Fortschritt maachen, andeems mer eis d'Méiglechkeet ginn, déi techesch an déi logistesche Méiglechkeet, fir Mi-neuren net méi mussen an enger Struktur mat Erwuesenen zesummen ze emprisonnéieren, an dass déi Situatioun, wéi se sech haut presentéiert, alles anescht wéi glécklech ass.

Ech hunn och gesot, dass de Bëton Realitéit geschafent huet, déi ee muss unerkennen. Duerfir ass et awer elo gutt, dass déi Struktur hei endlech opgeet. Trotzdem mussen mer weiderdenken, an deen een oder deen anere Virriedner huet dat jo och gemaach. D'Regierung denkt och, fir déi Aktivitéit vum Centre socio-éducatif de l'État ze dezentraliséieren, ze kucken, uechtert d'Land Strukturen ze kréien, virun allem méi kleng Gruppen ze kréien. Well 60 Jonker op engem Site zesummen ze encadréieren, Jonker, déi deen dote Passé hunn, déi déi Ursaache matbréngen, firwat dass se do sinn, dat ass sécherlech vill, vill méi schwierig a vill, vill méi komplex, wéi dat a vill méi iwwerschaubare Strukturen ze maachen.

Mir denken och, dass mer mussen lwwer-gangstrukturen hunn, fir dass deen, deen aus dem Centre socio-éducatif de l'État erauskéint, och eng Zäit laang nach ka begleet ginn an encadréiert ginn, sécherlech net méi esou héichschwelleg encadréiert ginn, wéi dat noutwendeg war, mä dass en awer nach encadréiert gétt an eng Hëllefstellung kritt, bis e sech dann erëm definitiv eng Kéier an enger regulärer Situatioun zurechtfindet.

An duerfir wäerte mer och, jo, ech denken och nach am Laf vun dëser Legislaturperiod éischt Mesurë kënnen op de Wee bréngen, wéi eng Dezentraliséierung an e Schaffen a Richtung vu méi klengen Unitéite méiglech ass an och ka geschafent ginn.

Ech wëll ofschléissend all den Intervenante Merci soen, virun allem deenen natierlech, déi dësem Projet hir Zoustëmmung ginn.

Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och. Mir sinn domat um Enn vun eisen Diskussiounen ukomm a mir kënnen iwwert de Projet 6593 ofstëmmen.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 6593 et dispense du second vote constitutionnel**

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

De Projet ass mat 58 Jo-Stëmme bei zwou Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par Mme Nancy Arendt), Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank,

Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Franz Fayot), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vott ze froen?

**(Assentiment)**

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

## 6. Discours de M. le Président

Kolleeginnen, Kolleegen, mir sinn elo bal um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Et ass déi lescht Sëtzung virum Summer. Déi nächst öffentlech Sëtzung, wou déi aktuell Sessioun zougemaach an déi nei opgemaach gëtt, ass traditionell den zweeten Dënschden am Oktober. An dat fällt dëst Joer op den 10. Oktober. Bis dohi ginn d'Aarbechten an de Kommissiounen, an der Verwaltung an an de Fraktiounen weider.

Dës Sessioun a virun allem déi lescht Woche waren intensiv, souwuel wat déi national Aarbecht ugeet, wéi och déi international. D'Chamber hat dëst Joer e puer grouss international Rendez-vousen. Dee gréissten, dee mer jee haten, war sécher virun e puer Deeg déi 43. Sessioun vun der Assemblée parlementaire de la francophonie, APF, déi hire 50. Gebuertsdag zu Lëtzebuerg gefeiert huet, do, wou se 1967 geschaaft gouf.

Parallél war och déi aacht Editioun vum Parlement francophone des jeunes, d'Treff vum de Generalsekretäre vun de Parlamenten vun der Francophonie an eng Konferenz vun héijem Niveau vun den Unien aus der Francophonie.

Eis ganz Equipp huet exemplaresch Aarbecht geleescht bei där Organisatioun vun deem Mammutevent, wou iwwer 600 Leit vu véier verschiddene Kontinenter op Lëtzebuerg kumm sinn, dorënner 25 Parlamentspresidenten.

All eis Leit, d'Deputéiert, d'Direktioun, eise Service international, verstärkt vu Fräiwëllegen aus dem Haus a Studenten, déi dës Konferenz zum Erfolleg gemaach hunn, hunn zu Recht vun eise Gäschter vill Luef kritt a verdéngen eis Unerkennung! Och dat war Nation Branding!

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Bravo och eise jonke Verrieder aus dem Jugendparlament! Esou just niewebäi gesot: Eng vun eise Verriederinnen aus dem Jugendparlament ass als déi bescht Riednerin vun deene Jonke bestëmmt ginn. Och dat, mengen ech, ass eng gutt Reklamme fir eist Jugendparlament.

Um regionale Plang hu mer d'Presidentschaft vum parlamentaresche Rot vun der Groussregioun iwwerholl a stellen och hei de Bierger a seng Liewensqualität an de Vierdergrond.

Och um nationale Plang ass vill geschafft ginn. Et si wichteg Gesetzesprojete gestëmmt ginn, zum Beispill deen iwwert d'Nationalitéit, d'Reform vum Congé parental, d'Steierreform, d'Gemengefinanzreform, dat sougenannt „Omnibusgesetz“, d'Reform vun der Fleegeversécherung, d'Reformen am Enseignement, dorënner d'Lycéesreform, an d'Aféiere vun engem allgemenge Wäerteunterrecht an der Grondschoul,

## Sommaire des séances publiques n<sup>os</sup>47, 48 et 49

### 47<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique p. 632

7014 - Projet de loi portant modification

1. du Code de la sécurité sociale;

2. de la loi modifiée du 15 décembre 1993 déterminant le cadre du personnel des administrations, des services et des juridictions de la sécurité sociale;

3. de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État p. 632-639

6944 - Débat d'orientation sur l'avenir de l'Union européenne et de la zone euro p. 639-654

### 48<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique p. 655

7093 - Projet de loi sur l'exploration et l'utilisation des ressources de l'espace p. 655-661

6853 - Projet de loi ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide à l'investissement à finalité régionale p. 661-662

7112 - Projet de loi modifiant:

1. le Code du travail;

2. la loi modifiée du 9 novembre 1990 ayant pour objet la création d'un registre public maritime luxembourgeois, en vue de transposer la directive (UE) 2015/1794 du Parlement européen et du Conseil du 6 octobre 2015 modifiant les directives 2008/94/CE, 2009/38/CE et 2002/14/CE du Parlement européen et du Conseil, et les directives 98/59/CE et 2001/23/CE du Conseil, en ce qui concerne les gens de mer p. 662-663

### 49<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique p. 664

7149 - Projet de loi portant modification du Code du travail en vue de l'introduction d'un nouveau dispositif de lutte contre le chômage de longue durée p. 664-667

Ordre du jour p. 667

7033 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes p. 667-668

6593 - Projet de loi portant modification

1. de la loi modifiée du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'État;

2. de la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique;

3. de la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire;

4. de l'article 32 du Livre 1<sup>er</sup> du Code de la sécurité sociale p. 668-672

Discours de M. le Président p. 672

d'ratifizéierung vum Klimapakt, déi gesetzlech Basis vum Space Mining an de Projet zur Bekämpfung vun der Laangzäitarbeitslosigkeit, fir nëmmen déi ze nennen. Et ass also vill an dësem Parlament geschafft ginn.

D'Parlament huet nieft senger normaler legislativer Aarbecht eng ganz Rei Initiative geholl - Orientéierungsdebatten, Aktualitéitsdebatten - an e ganze Koup Debatten no Regierungserklärung gefouert, Aktualitéitsstonden, an eng ganz Rei vu wichtige Motiounen gestëmmt, déi hei vum Parlament deponéiert goufen.

Et waren och eng ganz Rei vun Hearingen hei am Haus, sief et no enger Petitioun, wou mer an der Zwëschenzäit beim 21. Débat public ukomm sinn, wou also Theme vun de Leit hei an d'Chamber erabruucht gi sinn, déi net onbedéngt hei debattéiert gi wären. Och ze erwännen ass déi Ausenanersetzung, déi ganz seriö Ausenanersetzung mat jonke Leit: Jugendkonferenz, Jugendparlament, Jugendkonvent an esou weider.

D'Chamber huet sech am leschte Joer weider no baussen opgemaach an et gouf vill un deem Informationsmaterial fir eng méi effizient politesch Bildung geschafft.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech soen lech alleguer e grouse Merci fir déi gutt a kollegial Zesummenaarbecht. Ech wëll op dëser Plaz och dem ganze Personal vun der Chamber, mat un der Spëtzt dem Generalsekretär, mengem Noper, dem Claude Frieseisen, sengen zwee Adjointé Benoît Reiter an Isabelle Barra, de Mataarbechter aus de Fraktiounen a politesche Sensibilitäten, der Press an dem Sécherheetspersonal ee ganz grouse Merci soen.

Ech hoffen, dass mer alleguer an och eis Leit dobaussen e puer gerousam an agreabel an erhuelsem Deeg wäerte kréien. Domat nach eng Kéier...

► **Une voix.**- Grausam?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Gerousam!

**(Hilarité)**

Also an anere Wieder: schéi Vakanz!

**(Hilarité)**

Merci. An domat géif ech mat engem ganz bekannten Trainer soen: Et ass eriwwer!

**(Fin de la séance publique à 16.35 heures)**



Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram







### Compte rendu n°1

#### 1<sup>re</sup> séance

Ouverture de la séance publique p. 1  
Clôture de la session ordinaire 2015-2016 et ouverture de la session ordinaire 2016-2017 p. 1

Composition des organes de la Chambre des Députés p. 1

Changements de composition des commissions parlementaires p. 1

Changements de composition d'une délégation parlementaire luxembourgeoise auprès d'une assemblée parlementaire internationale p. 1

Discours de M. le Président p. 1

Communications p. 1-3

**7013** - Proposition de loi sur les sportifs d'élite de niveau mondial et modifiant la loi du 3 août 2005 concernant le sport p. 3

Ordre du jour p. 3

Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution par M. Fernand Kartheiser p. 3-4

Dépôt d'une motion par M. Fernand Kartheiser p. 4

**6935** - Projet de loi portant réforme du congé parental et modifiant

1. le Code du travail;

2. le Code de la sécurité sociale;

3. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

4. la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

5. la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;

6. la loi modifiée du 14 mars 1988 portant création de congés d'accueil pour les salariés du secteur privé;

7. la loi modifiée du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales;

8. la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du travail p. 4-10

Motion de M. Fernand Kartheiser relative à la langue luxembourgeoise p. 10

**7059** - Projet de loi portant approbation de l'Accord de Paris sur le changement climatique, adopté à Paris, le 12 décembre 2015 p. 10-15

#### 2<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique p. 16  
*Heure de questions au Gouvernement*

- *Question n°215 du 11 octobre 2016 de M. André Bauler relative à la prévention des risques psycho-sociaux au travail, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire et à M. le Ministre de la Sécurité sociale* p. 16

- *Question n°216 du 12 octobre 2016 de Mme Diane Aehm relative à la circulaire n°3393 envoyée aux communes début août 2016, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur* p. 16

- *Question n°217 du 11 octobre 2016 de Mme Cécile Hemmen relative au programme européen en faveur de la consommation de fruits à l'école «Fruit4School», adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs* p. 16-17

- *Question n°218 du 12 octobre 2016 de M. Fernand Kartheiser relative à la reconnaissance de la langue luxembourgeoise comme langue officielle de l'Union européenne, adressée à M. le Premier Ministre et à M. le Ministre de la Culture* p. 17

- *Question n°219 du 11 octobre 2016 de M. Claude Adam relative à la mise en place du dispositif d'assurance qualité dans les services d'éducation non formelle, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* p. 17

- *Question n°220 du 12 octobre 2016 de M. Marco Schank relative à la mise en place du système européen de contrôle des trains (ETCS) au niveau du trafic transfrontalier, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures* p. 17-18

- *Question n°221 du 11 octobre 2016 de M. Alexander Krieps relative aux frais de gestion pour le timbre «Droit de chancellerie» facturé par la Société nationale de circulation automobile lors de l'immatriculation d'un véhicule routier, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures* p. 18

- *Question n°222 du 11 octobre 2016 de Mme Taina Bofferding relative à l'introduction éventuelle de la gratuité des livres scolaires pour les élèves de l'enseignement postprimaire, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* p. 18

- *Question n°223 du 12 octobre 2016 de M. Max Hahn relative au cadastre des vents au Luxembourg, adressée à M. le Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures* p. 18-19

- *Question n°224 du 11 octobre 2016 de Mme Cécile Hemmen relative à la disponibilité sur le territoire national de bornes de recharge pour véhicules électriques, adressée à M. le Ministre de l'Économie* p. 19

**7063** - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État p. 19-26

**6894** - Proposition de révision de l'article 32, paragraphe 3 de la Constitution p. 26-27

**6941** - Projet de loi prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information p. 27

#### 3<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique p. 28

Changements de composition des commissions parlementaires p. 28

Communications p. 28-29

**7069** - Proposition de révision de l'article 29 de la Constitution p. 29

Ordre du jour p. 29

**Déclaration de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, sur la décision du Conseil concernant le «Comprehensive Economic and Trade Agreement (CETA)», suivie d'un débat** p. 29-36

Interpellation de M. Gusty Graas au sujet de la gestion de l'eau p. 36-43

**6893** - Projet de loi

1. relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles;

2. portant création d'un registre des titres professionnels et d'un registre des titres de formation;

3. modifiant

a) la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire,

b) la loi modifiée du 31 juillet 1991 déterminant les conditions d'autorisation d'exercer la profession de pharmacien,

c) la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé,

d) la loi modifiée du 11 janvier 1995 portant réorganisation des écoles publiques et privées d'infirmiers et d'infirmières et réglementant la collaboration entre le ministère de l'Éducation nationale et le ministère de la Santé,

e) la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales,

f) la loi du 14 juillet 2015 portant création de la profession de psychologue p. 43-44

**6897** - Projet de loi portant approbation du Protocole portant modification de la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), fait à Bruxelles le 21 mai 2014

et

**6898** - Projet de loi portant approbation du Protocole portant modification de la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), en ce qui concerne l'opposition et l'instauration d'une procédure administrative de nullité ou de déchéance des marques, signé à Bruxelles, le 16 décembre 2014 p. 44-45

**7068** - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la désignation de deux députés comme membres du comité d'évaluation institué par la loi du 23 juillet 2016 portant mise en place d'un statut spécifique pour certaines données à caractère personnel traitées par le Service de renseignement de l'État p. 45

### Compte rendu n°2

#### 4<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique p. 47

Communications p. 47-48

Ordre du jour p. 48

Dépôt d'une résolution et d'une proposition de loi par M. David Wagner p. 48

Dépôt d'une résolution par Mme Martine Hansen p. 48

*Heure de questions au Gouvernement*

- *Question n°225 du 14 novembre 2016 de M. André Bauler relative à l'élargissement de la B7 entre Colmar-Berg et Erpeldange/Sûre, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures* p. 48

- *Question n°226 du 15 novembre 2016 de M. Gilles Roth relative à la fugue d'un prisonnier lors d'une visite médicale au CHL, adressée à M. le Ministre de la Justice* p. 48-49

- *Question n°227 du 15 novembre 2016 de M. Gérard Anzia relative à la présentation d'une nouvelle stratégie économique plus durable pour notre pays, adressée à M. le Ministre de l'Économie* p. 49

- *Question n°228 du 15 novembre 2016 de M. Laurent Zeimet relative à la circulaire n°3407 - Refonte du plan d'aménagement général - évaluation environnementale dite «SUP», adressée à M. le Ministre de l'Intérieur* p. 49-50

- *Question n°229 du 15 novembre 2016 de M. Max Hahn relative à la promotion du carpooling, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures* p. 50

- *Question n°230 du 15 novembre 2016 de Mme Martine Hansen relative à la fermeture, aux heures de pointe, d'une voie du tunnel «Stafelter» en direction de Luxembourg-ville, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures* p. 50

- *Question n°231 du 15 novembre 2016 de Mme Taina Bofferding relative à l'encadrement légal des stages en entreprise, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire* p. 50-51

Désignation de deux membres du comité d'évaluation institué par la loi du 23 juillet 2016 portant mise en place d'un statut spécifique pour certaines données à caractère personnel traitées par le Service de renseignement de l'État p. 51

**6968** - Projet de loi relatif à certaines règles régissant les actions en dommages et intérêts pour les violations du droit de la concurrence et modifiant la loi modifiée du 23 octobre 2011 relative à la concurrence p. 51-53

**7001** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental p. 53-54

#### 5<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique p. 54

Ordre du jour p. 54

Dépôt d'une résolution par M. Marc Angel p. 54-55

Dépôt d'une résolution par M. Laurent Mosar p. 55

Dépôt d'une motion par M. Kartheiser p. 55

Ordre du jour (suite) p. 55

*Question élargie n°20 de M. Fernand Kartheiser au sujet des relations avec la Turquie et sur d'éventuelles sanctions,*

Résolution de M. Marc Angel relative à un appel aux autorités de la République de Turquie à rejoindre la voie de la démocratie, à relancer un processus de paix crédible et un dialogue de bonne foi avec les régions à majorité kurde et à s'opposer à la réintroduction de la peine de mort,

Résolution de M. Laurent Mosar relative à un gel des négociations d'adhésion à l'UE avec la République de Turquie, à la continuation du dialogue géopolitique et de coopération sur le plan de la politique étrangère et de défense, à l'approfondissement des relations commerciales, à la modernisation de l'union douanière et à la poursuite de la coopération au niveau de la politique migratoire

et

Motion de M. Fernand Kartheiser relative au respect des valeurs européennes, des droits de l'homme, de la protection des minorités, de la liberté de presse, de la liberté de l'opposition politique, de la sécurité et de l'intégrité territoriale de la Grèce, de l'intégrité territoriale de la Chypre et à la reconnaissance du génocide arménien p. 55-61

**6881** - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République des Philippines, signée à Luxembourg le 15 mai 2015 p. 61-62

**6979** - Projet de loi portant modification

I. de la loi du 19 décembre 2014 relative 1. aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2. à la promotion de la création artistique, et

II. du Code du travail p. 62-63

**6993** - Projet de loi portant approbation de la Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique ouverte à signature le 16 janvier 1992 à La Valette p. 63-67

### Compte rendu n°3

#### 6<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique p. 68

**7094** - Proposition de loi portant modification de la loi modifiée sur le bail à loyer du 21 septembre 2006 p. 68

Débat d'orientation sur l'évolution et les stratégies futures de l'aéroport international de Luxembourg p. 68-76

**7057** - Projet de loi relatif à la construction du bâtiment Jean Monnet 2 de la Commission européenne à Luxembourg-Kirchberg p. 76

**6934** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier p. 76-77

Résolution de Mme Martine Hansen relative à l'engagement de la Chambre des Députés, dans la mesure du possible et à côté des produits issus du commerce équitable, à s'approvisionner prioritairement en produits issus du terroir luxembourgeois pour les besoins de son administration et de la vie parlementaire p. 77

#### 7<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique p. 77

Communications p. 77-78

Ordre du jour p. 78

Heure d'actualité du groupe politique déi gréng sur les résultats de la réunion COP22 des Nations Unies sur les changements climatiques à Marrakech p. 78-80

**7018** - Projet portant création d'un registre électronique national des entreprises de transport par route p. 80-81

Interpellation de Mme Octavie Modert au sujet de l'état actuel de la viticulture p. 81-89

### Compte rendu n°4

#### 8<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique p. 90

Déclaration de M. Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, sur la politique de coopération au développement et de l'action humanitaire, suivie d'un débat p. 90-101





Question élargie n°19 de Mme Taina Bofferding au sujet du phénomène du «mobbing» au travail p. 101-102

**6831** - Projet de loi portant création des sociétés d'impact sociétal et modifiant

a) la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises,

b) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu,

c) la loi modifiée du 1<sup>er</sup> décembre 1936 concernant l'impôt commercial communal et

d) la loi modifiée du 16 octobre 1934 relative à l'impôt sur la fortune p. 102-107

**6914** - Projet de loi modifiant les annexes 1 et 3 du Code du travail p. 107

## 9<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique p. 108

Dépôt d'une résolution par M. Laurent Mosar p. 108

**6892** - Projet de loi portant

1. modification du Code du travail

2. modification de l'article 2 de la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant réglementation du financement des partis politiques p. 108-111

Allocution de M. le Président à l'occasion de la visite de la délégation sénatoriale du Royaume du Cambodge sous la conduite de Mme Ty Borasy, Présidente de la Commission des Affaires étrangères du Sénat p. 111

**6892** - Projet de loi portant

1. modification du Code du travail

2. modification de l'article 2 de la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant réglementation du financement des partis politiques (suite) p. 111-117

Interpellation de M. Claude Adam sur le défi de la situation plurilingue dans le système éducatif au Luxembourg p. 117-127

**7011** - Projet de loi modifiant la loi du 13 juin 2013 portant création d'un lycée à Clervaux p. 127-128

## Compte rendu n°5

### 10<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique p. 129

Communications p. 129

Ordre du jour p. 129

**7036** - Projet de loi portant création d'un Fonds de dotation globale des communes et modifiant

1. la loi modifiée du 1<sup>er</sup> mars 1952 modifiant certaines dispositions relatives aux impôts directs;

2. la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds de chômage; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet;

3. la loi modifiée du 22 décembre 1987 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1988;

4. la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental p. 129-144

### 11<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique p. 145

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°232 du 6 décembre 2016 de M. André Bauler relative à la qualité des matériaux d'isolation dans les maisons passives, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement p. 145

- Question n°233 du 7 décembre 2016 de M. Jean-Marie Halsdorf relative au plan d'action européen de la défense de la Commission européenne, adressée à M. le Ministre de la Défense et

- Question parlementaire écrite n°2616 du 5 décembre 2016 de M. Marc Angel relative au plan d'action européen de la défense, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État, à M. le Ministre des Finances et à M. le Ministre de la Défense p. 145-146

- Question n°234 du 2 décembre 2016 de M. Roger Negri relative à l'introduction d'une nouvelle desserte ferroviaire entre Luxembourg et Düsseldorf sans rupture de charges, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 146-147

- Question n°235 du 7 décembre 2016 de M. Fernand Kartheiser relative à l'étude PISA, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse p. 147

et

- Question n°236 du 7 décembre 2016 de M. Claude Lamberty relative aux résultats des élèves luxembourgeois au test PISA, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse p. 147

- Question n°237 du 7 décembre 2016 de M. Gérard Anzia relative à la mise en œuvre de l'infrastructure publique liée à la mobilité électrique, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 147-148

- Question n°238 du 7 décembre 2016 de M. Marc Spautz relative au nouveau commissariat «Porte du Sud», adressée à M. le Ministre de la Sécurité intérieure p. 148

- Question n°239 du 6 décembre 2016 de M. Gusti Graas relative à l'échangeur de Hellange et la future voie d'accès sur la A13 au niveau de Frisange, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 148

- Question n°240 du 7 décembre 2016 de M. Marco Schank relative à l'évolution touristique future du site des Ardoisières à Haut-Martelange, adressée à Mme la Secrétaire d'État à l'Économie p. 148-149

- Question n°241 du 6 décembre 2016 de Mme Taina Bofferding relative aux résultats de l'enquête Eurobaromètre au sujet de la violence à l'égard des femmes, adressée à M. le Ministre de la Justice p. 149

- Question n°242 du 7 décembre 2016 de M. Claude Adam relative au manque de remplaçants dans l'enseignement fondamental, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse p. 149-150

**6530** - Projet de loi

concernant la gestion du domaine public fluvial et portant

a) modification

\* de la loi modifiée du 28 juillet 1973 portant création d'un service de la navigation,

\* de la loi modifiée du 31 mars 2000 concernant l'administration et l'exploitation du port de Mertert,

\* de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau,

\* de la loi modifiée du 14 juillet 1966 sur l'immatriculation des bateaux de navigation intérieure et l'hypothèque fluviale, et

\* de la loi modifiée du 28 juin 1984 portant réglementation de la police de la navigation intérieure, des sports nautiques et de la natation; et

b) abrogation

\* des articles 1<sup>er</sup>, 2 et 5 de l'arrêté du Directeur exécutif du 13 nivôse an V (2 janvier 1797) sur la navigation et les chemins de halage;

\* de la loi du 6 frimaire an VII de la République une et indivise (26 novembre 1798) relative au régime, à la police et à l'administration des bacs et bateaux sur les fleuves, rivières et canaux navigables;

\* de l'arrêté royal du 3 mai 1817 concernant la navigation et le flottage sur les rivières du Grand-Duché; et

\* de la loi du 29 janvier 1890 concernant l'aliénation des terrains faisant partie du domaine public dans la Moselle et la partie navigable de la Sûre, ainsi que des anciens lits de ruisseaux abandonnés p. 150-151

**7019** - Projet de loi portant modification

1. de la loi modifiée du 16 août 1968 portant création d'un centre de logopédie et de services audiométrique et orthophonique;

2. de la loi modifiée du 14 mars 1973 portant création d'instituts et de services d'éducation différenciée;

3. de la loi modifiée du 10 juin 1980 portant planification des besoins en personnel enseignant de l'enseignement postprimaire;

4. de la loi modifiée du 1<sup>er</sup> décembre 1992 portant 1. création d'un établissement public pour le développement de la formation professionnelle continue et 2. fixation des cadres du personnel des Centres de formation professionnelle continue;

5. de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques;

6. de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

7. de la loi modifiée du 22 mai 2009 portant a) création d'un Institut national des langues; b) de la fonction de professeur de langue luxembourgeoise;

8. de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État p. 151-153

**7085** - Projet de loi portant modification de l'article L. 222-9 du Code du travail p. 153-158

## 12<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique p. 158

Changement de composition d'une commission parlementaire p. 158

Débat de consultation sur la croissance économique et la compétitivité au Luxembourg et

Interpellation de M. Laurent Mosar sur les perspectives de développement de l'économie luxembourgeoise p. 158-178

Ordre du jour p. 178

## Compte rendu n°6

### 13<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique p. 179

Communications p. 179

Résolution relative à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil établissant le code des communications électroniques européen (COM(2016) 590)

- Art. 168 du Règlement de la Chambre p. 179-180

Ordre du jour p. 180

**7038** - Projet de loi sur les ventes en soldes et sur trottoir et la publicité trompeuse et comparative p. 180-181

**6965** - Projet de loi concernant la mise à disposition sur le marché et le contrôle des explosifs à usage civil,

**6981** - Projet de loi relatif aux équipements marins et

**6902** - Projet de loi relatif aux bateaux de plaisance et aux véhicules nautiques p. 181-182

**7022** - Projet de loi relative aux abus de marché et portant:

1. mise en œuvre du règlement (UE) n°596/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 sur les abus de marché (règlement relatif aux abus de marché) et abrogeant la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil et les directives 2003/124/CE, 2003/125/CE et 2004/72/CE de la Commission;

2. transposition de:

a) la directive 2014/57/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relative aux sanctions pénales applicables aux abus de marché (directive relative aux abus de marché);

b) la directive d'exécution (UE) 2015/2392 de la Commission du 17 décembre 2015 relative au règlement (UE) n°596/2014 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le signalement aux autorités compétentes des violations potentielles ou réelles dudit règlement;

3. modification de la loi modifiée du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence des émetteurs; et

4. abrogation de la loi modifiée du 9 mai 2006 relative aux abus de marché p. 182-183

**7031** - Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2016/881 du Conseil du 25 mai 2016 modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal et concernant les règles de déclaration pays par pays pour les groupes d'entreprises multinationales p. 183-185

**7067** - Projet de loi concernant le Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg p. 185-186

**7073** - Projet de loi concernant l'extension de l'offre scolaire du Lycée technique Michel Lucius et modifiant sa dénomination p. 186-190

### 14<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique p. 191

**7020** - Projet de loi portant mise en œuvre de la réforme fiscale 2017 et portant modification

- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;

- de la loi modifiée du 1<sup>er</sup> décembre 1936 concernant l'impôt commercial;

- de la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs;

- de la loi d'adaptation fiscale modifiée du 16 octobre 1934 («Steueranpassungsgesetz»);

- de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 («Abgabenordnung»);

- de la loi rectificative du 19 décembre 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015;

- de la loi modifiée du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière;

- de la loi du 19 décembre 2008 ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des contributions directes, de l'Administration de l'enregistrement et des domaines, de l'Administration des douanes et accises et portant modification de

\* la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;

\* la loi générale des impôts («Abgabenordnung»);

\* la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'Administration des contributions directes;

\* la loi modifiée du 20 mars 1970 portant réorganisation de l'Administration de l'enregistrement et des domaines;

\* la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes et des cotisations d'assurance sociale;

- de la loi du 30 juillet 1983 portant création d'une taxe sur le loto;

- de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;

- du Code pénal;

- de la loi modifiée du 8 août 2000 sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale;

- de la loi du 27 août 1997 portant approbation du Protocole additionnel à la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale, signé à Strasbourg, le 17 mars 1978;

- de la loi du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable;

- de la loi modifiée du 22 frimaire an VII organique de l'enregistrement;

- de la loi modifiée du 13 brumaire an VII organique du timbre;

- de la loi modifiée du 27 décembre 1817 sur le droit de succession;

- de la loi modifiée du 23 décembre 1913 concernant la révision de la législation qui régit les impôts dont le recouvrement est attribué à l'Administration de l'enregistrement et des domaines;

- de la loi modifiée du 7 août 1920, portant majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession, etc.;

- de la loi modifiée du 28 janvier 1948 tendant à assurer la juste et exacte perception des droits d'enregistrement et de succession;

- de la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement, de succession et de timbre;

- de l'ordonnance royale grand-ducale du 23 septembre 1841 sur le timbre, l'enregistrement et les droits de succession;

- de la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques;

- de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement;

- de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil p. 191-202

### 15<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique p. 203

**7020** - Projet de loi portant mise en œuvre de la réforme fiscale 2017 et portant modification [...] (suite) p. 203-211





Allocution de M. le Président à l'occasion de la visite officielle de SE M. Ivan Brajović, Président du Parlement de la République du Monténégro p. 211

**7029** - Projet de loi portant approbation du Protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accèsion du Monténégro, signé à Bruxelles, le 19 mai 2016 p. 211-213

Dépôt d'une motion par M. Laurent Mosar p. 213-214

## 16<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique p. 214

Hommage en signe de deuil et de solidarité envers les victimes de l'acte terroriste perpétré à Berlin en date du 19 décembre 2016 p. 214

Communications p. 214-215

Ordre du jour p. 215

**7050** - **Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2017 et modifiant:**

**1) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu**

**2) la loi modifiée du 1<sup>er</sup> décembre 1936 sur l'impôt foncier**

**3) la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale**

**4) la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée**

**5) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs**

**6) la loi modifiée du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2002**

**7) le Code de la sécurité sociale**

**8) la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement**

**9) la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles**

**10) la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation**

**11) la loi du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques**

**12) la loi modifiée du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'État et l'enseignement privé**

et

**7051** - **Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2016-2020**

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget p. 215-218

## 17<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique p. 219

**7050** - **Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2017 et modifiant [...]** (suite)

et

**7051** - **Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2016-2020 (suite)**

- Exposé de M. Pierre Gramagna, Ministre des Finances p. 219-221

**7025** - **Projet de loi portant:**

1. transposition de la directive 2014/17/UE du Parlement européen et du Conseil du 4 février 2014 sur les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage résidentiel et modifiant les directives 2008/48/CE et 2013/36/UE et le règlement (UE) n°1093/2010; et

2. modification du Code de la consommation p. 221-222

**7007** - **Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'administration des contributions directes** p. 222-223

**7097** - **Projet de loi portant**

1. approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de sa Majesté le Sultan et Yang Di-Pertuan de Brunei Darussalam et tendant à éviter les doubles impositions et à pré-

venir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 14 juillet 2015;

2. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Hongrie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 10 mars 2015;

3. approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République du Sénégal tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Luxembourg, le 10 février 2016;

4. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Serbie tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Luxembourg, le 15 décembre 2015;

5. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Orientale de l'Uruguay tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 10 mars 2015;

6. approbation du Protocole, signé à Kiev, le 30 septembre 2016, entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de l'Ukraine en vue de modifier la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de l'Ukraine tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Kiev, le 6 septembre 1997;

7. approbation de l'échange de lettres signées à Luxembourg, le 18 juin 2015 modifiant les lettres signées à Bruxelles, le 7 juillet 2009 et précisant les conditions ainsi que les modalités à respecter en cas d'une demande de renseignements faite en vertu de l'article 24 de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Autriche tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Luxembourg, le 18 octobre 1962 p. 223-224

**7005** - **Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2015** p. 224-225

**7084** - **Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2015** p. 225-226

Résolution concernant les comptes de l'exercice 2015 du Médiateur p. 226

Résolution concernant les comptes de l'exercice 2015 de la Cour des comptes p. 226

## Compte rendu n°7

### 18<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique p. 228

**7050** - **Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2017 et modifiant:**

**1) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu**

**2) la loi modifiée du 1<sup>er</sup> décembre 1936 sur l'impôt foncier**

**3) la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale**

**4) la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée**

**5) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs**

**6) la loi modifiée du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2002**

**7) le Code de la sécurité sociale**

**8) la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement**

**9) la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles**

**10) la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation**

**11) la loi du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques**

**12) la loi modifiée du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'État et l'enseignement privé (suite)**

et

**7051** - **Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2016-2020 (suite)**

- Discussion générale p. 228-246

Ordre du jour p. 246

### 19<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique p. 247

**7050** - **Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2017 et modifiant:**

**1) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu**

**2) la loi modifiée du 1<sup>er</sup> décembre 1936 sur l'impôt foncier**

**3) la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale**

**4) la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée**

**5) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs**

**6) la loi modifiée du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2002**

**7) le Code de la sécurité sociale**

**8) la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement**

**9) la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles**

**10) la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation**

**11) la loi du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques**

**12) la loi modifiée du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'État et l'enseignement privé (suite)**

et

**7051** - **Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2016-2020 (suite)**

- Prise de position du Gouvernement p. 247-248

- Votes p. 248-249

Résolution de M. Laurent Mosar relative à la condamnation ferme des mesures répressives disproportionnées appliquées en Turquie depuis la tentative manquée de coup d'État militaire en juillet 2016, à la réaffirmation de l'engagement en faveur du maintien de l'ancrage de la Turquie à l'UE et au ralliement à entamer un gel temporaire des négociations d'adhésion en cours avec la Turquie p. 249-251

Motion de M. Laurent Mosar relative au soutien de toutes les initiatives politiques mettant en œuvre et stabilisant un cessez-le-feu durable à Alep p. 251-253

Ordre du jour p. 253

**7016** - **Projet de loi concernant l'organisation du temps de travail et portant modification du Code du travail** p. 253-259

### 20<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique p. 260

**7092** - **Projet de loi portant modification des articles L.511-5, L.511-7, L.511-12 et L.631-2 du Code du travail** p. 260-261

**7053** - **Projet de loi portant introduction d'une certification de la durabilité des logements et modifiant la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement,**

**7054** - **Projet de loi concernant la collecte, la saisie et le contrôle des dossiers d'aides relatives au logement,**

**7055** - **Projet de loi relative à un régime d'aides à des prêts climatiques**

et

**7046** - **Projet de loi**

1. instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement

2. modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre p. 261-270

Ordre du jour p. 270

**6931** - **Projet de loi portant transposition de la refonte du 1<sup>er</sup> paquet ferroviaire et modifiant**

1. la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire;

2. la loi modifiée du 11 juin 1999 relative à l'accès à l'infrastructure ferroviaire et à son utilisation;

3. la loi modifiée du 22 juillet 2009 relative à la sécurité ferroviaire; et

4. la loi du 3 août 2010 sur la régulation du marché ferroviaire p. 270-272

Ordre du jour p. 272

Résolution relative à la proposition de directive du Conseil concernant une assiette commune pour l'impôt sur les sociétés (COM(2016) 685) et de la proposition de directive du Conseil concernant une assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés (ACCIS) (COM(2016) 683)

- Art. 168 du Règlement de la Chambre p. 272

**7098** - **Proposition de modification des annexes 4 et 5 du Règlement de la Chambre des Députés** p. 272-273

Discours de fin d'année de M. le Président p. 273

## Compte rendu n°8

### 21<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique p. 274

Communications p. 274

Ordre du jour p. 274

Interpellation de M. Léon Gloden au sujet de la situation sécuritaire au Luxembourg p. 275-283

**7043** - **Projet de loi modifiant la loi modifiée du 4 juillet 2014 portant réorganisation de l'ILNAS** p. 283-284

Question élargie n°21 de M. Alex Bodry sur la collocation p. 284-285

**6990** - **Projet de loi relative aux emballages et aux déchets d'emballages** p. 285-287

### 22<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique p. 287

Communications p. 287-288

Ordre du jour p. 288

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°243 du 31 janvier 2017 de M. André Bauler relative aux perspectives de fusion des communes de la Nordstad, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur p. 288

- Question n°244 du 7 février 2017 de M. Laurent Zeimet relative aux mesures de sécurité à envisager par les communes pour les manifestations publiques d'une certaine envergure dans le cadre du plan «Vigilnat» niveau d'alerte 2, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État p. 288

- Question n°245 du 7 février 2017 de M. Roger Negri relative à l'incinération de déchets de verdure, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement p. 288

- Question n°246 du 7 février 2017 de M. Gilles Roth relative à l'avis du Conseil d'État demandé dans le cadre de l'élaboration du projet de loi relatif à l'extension des compétences des agents municipaux par le présent Gouvernement, et se rapportant également à l'interdiction de la dissimulation du visage dans les lieux publics, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État p. 288-289

- Question n°247 du 7 février 2017 de Mme Josée Lorsché relative au programme eSanté, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale p. 289

- Question n°248 du 7 février 2017 de M. Marco Schank relative aux critères d'obtention d'une carte d'accès au service de transport pour personnes à mobilité réduite (Adapto), adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 289-290

- Question n°249 du 7 février 2017 de M. Edy Mertens relative à l'ordonnance médicale standardisée pour soins de kinésithérapie, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale p. 290





- Question n°250 du 7 février 2017 de M. Serge Wilmes relative aux modifications projetées au niveau des horaires de la CFL, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 290

- Question n°251 du 7 février 2017 de M. Yves Cruchten relative à l'introduction d'un système de péage sur les autoroutes allemandes, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 290-291

- Question n°252 du 7 février 2017 de M. Henri Kox relative au traitement des subsides «PRIME House», adressée à Mme la Ministre de l'Environnement p. 291

- Question n°253 du 7 février 2017 de M. Franz Fayot relative aux travaux de refonte de la législation sur la conservation et la protection des sites et monuments, adressée à M. le Ministre de la Culture p. 291

- Question élargie n°22 de M. André Bauler concernant la réforme de l'Agence pour le développement de l'emploi p. 292

**6989** - Projet de loi portant

1. modification du Code du travail;  
2. modification de l'article 3 de la loi du 17 juin 1994 fixant les mesures en vue d'assurer le maintien de l'emploi, la stabilité des prix et la compétitivité des entreprises p. 292-297

**6939** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 15 juin 2004 portant réorganisation de l'Administration des bâtiments publics p. 297

**6980** - Projet de loi portant modification de la loi du 16 août 2010 relative aux licences des contrôleurs de la circulation aérienne et transposant la directive 2006/23/CE du 5 avril 2006 du Parlement européen et du Conseil concernant une licence communautaire de contrôleur de la circulation aérienne p. 297-298

## Compte rendu n°9

### 23<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique p. 299

**6867** - Projet de loi relative à des mesures visant à réduire le coût du déploiement de réseaux de communications électroniques à haut débit et modifiant la loi modifiée du 16 mai 1975 portant statut de la copropriété des immeubles bâtis p. 299-303

**6704** - Projet de loi dite «Omnibus»

portant modification:

a) de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain;

b) de la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire;

c) de la loi du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes;

d) de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles;

e) de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau;

f) de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

g) de l'article 44bis du Code civil;

h) de la loi du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux;

i) de la loi électorale modifiée du 18 février 2003;

j) de la loi modifiée du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national;

k) de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés;

et abrogeant:

a) l'arrêté grand-ducal modifié du 13 août 1915 portant règlement du service des femmes dans les hôtels et cabarets;

b) l'arrêté grand-ducal du 15 septembre 1939 concernant l'usage des appareils radiophoniques, des gramophones et des haut-parleurs p. 303-310

**6992** - Projet de loi portant modification

1) de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration;

2) de la loi modifiée du 28 mai 2009 concernant le Centre de rétention;

3) de la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales p. 310-318

**7077** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 octobre 1993 ayant pour objet

1. la création d'un Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques;

2. la création d'un «Centre de gestion informatique de l'éducation»;

3. l'institution d'un Conseil scientifique p. 318-319

### 24<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique p. 320

Motion de M. Léon Gloden relative à l'ajout de l'instrument dit du «Platzverweis» dans le projet de loi n°7045 portant réforme de la Police grand-ducale p. 320-322

**6977** - Projet de loi sur la nationalité luxembourgeoise et portant abrogation de:

1. la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise;

2. la loi du 7 juin 1989 relative à la transposition des noms et prénoms des personnes qui acquièrent ou recouvrent la nationalité luxembourgeoise

et

**6974** - Projet de loi portant approbation de

1. la Convention sur la réduction des cas d'apatridie, conclue à New York le 30 août 1961;

2. la Convention européenne sur la nationalité, conclue à Strasbourg le 6 novembre 1997;

3. la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention des cas d'apatridie en relation avec la succession d'États, conclue à Strasbourg le 19 mai 2006 p. 322-334

**6758** - Projet de loi renforçant les garanties procédurales en matière pénale portant:

- transposition de la directive 2010/64/UE du 20 octobre 2010 relative au droit à l'interprétation et à la traduction dans le cadre des procédures pénales;

- transposition de la directive 2012/13/UE du 22 mai 2012 relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales;

- transposition de la directive 2013/48/UE du 22 octobre 2013 relative au droit d'accès à un avocat dans le cadre des procédures pénales et des procédures relatives au mandat d'arrêt européen, au droit d'informer un tiers dès la privation de liberté et au droit des personnes privées de liberté de communiquer avec des tiers et avec les autorités consulaires;

- transposition de la directive 2012/29/UE du 25 octobre 2012 établissant des normes minimales concernant les droits, le soutien et la protection des victimes de la criminalité;

- changement de l'intitulé du Code d'instruction criminelle en «Code de procédure pénale»;

- modification:

- du Code de procédure pénale;

- du Code pénal;

- de la loi du 7 juillet 1971 portant en matière répressive et administrative, institution d'experts, de traducteurs et d'interprètes assermentés;

- de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

- de la loi modifiée du 20 juin 2001 sur l'extradition;

- de la [loi] modifiée du 17 mars 2004 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres de l'Union européenne p. 334-337

### Compte rendu n°10

#### 25<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique p. 338

Communications p. 338

Ordre du jour p. 338

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°254 du 9 mars 2017 de M. Claude Lamberty relative aux éventuels travaux d'agrandissement de la Maison des sports, adressée à M. le Ministre des Sports p. 338-339

- Question n°255 du 14 mars 2017 de M. Laurent Zeimet relative à l'ouverture du vote par correspon-

dance à tout électeur qui en fait la demande, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État p. 339

- Question n°256 du 14 mars 2017 de M. Claude Adam relative à la réforme de l'inspection et plus particulièrement l'impact de la création des directions sur la situation spécifique des instituteurs actuellement détachés auprès d'un service scolaire communal, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse p. 339

- Question n°257 du 14 mars 2017 de M. Gast Gibéryen relative à la grippe aviaire, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs p. 339-340

- Question n°258 du 14 mars 2017 de M. Marc Lies relative aux données inscrites au Registre national des personnes physiques, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur p. 340

- Question n°259 du 14 mars 2017 de Mme Françoise Hetto-Gaasch relative à la classification de l'hôtellerie au Luxembourg, adressée à Mme la Secrétaire d'État à l'Économie p. 340-341

Interpellation de M. Fernand Kartheiser au sujet de «Eng modern Arméi fir nei Erausfuederungen» et

Interpellation de M. Alexander Krieps au sujet du rôle du Luxembourg au sein de l'OTAN p. 341-356

Ordre du jour p. 356

#### 26<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique p. 356

Interpellation de M. Fernand Kartheiser au sujet de «Eng modern Arméi fir nei Erausfuederungen» et

Interpellation de M. Alexander Krieps au sujet du rôle du Luxembourg au sein de l'OTAN (suite) p. 356

Déclaration gouvernementale de M. Claude Meisch et de M. Guy Arendt au sujet de l'«Aktionsplang fir d'Promotioun vun der Lëtzebuerger Sprooch» - suivie d'un débat p. 356-362

**7105** - Projet de loi portant introduction d'une prime unique pour l'année 2016 dans le cadre de l'accord salarial du 5 décembre 2016 dans la Fonction publique p. 362-363

**7023** - Projet de loi portant changement de limites entre la Ville d'Esch-sur-Alzette et la Commune de Sanem p. 363-364

#### 27<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique p. 364

Interpellation de M. Jean-Marie Halsdorf au sujet de la Grande Région p. 364-373

#### 28<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique p. 373

Communications p. 373-374

Ordre du jour p. 374

**Déclaration de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, sur la politique européenne et étrangère** p. 374-379

Nomination d'un médiateur p. 379

**6854** - Projet de loi ayant pour objet

1. le renouvellement des régimes d'aides à la recherche, au développement et à l'innovation;

2. les missions de l'Agence nationale pour la promotion de l'innovation et de la recherche;

et modifiant la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation p. 379-382

**7039** - Projet de loi concernant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) n°98/2013 du Parlement européen et du Conseil du 15 janvier 2013 sur la commercialisation et l'utilisation de précurseurs d'explosifs p. 382-383

### Compte rendu n°11

#### 29<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique p. 384

Débat sur la politique européenne et étrangère p. 384-398

#### 30<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique p. 399

**6915** - Projet de loi concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses et portant modification de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés p. 399-400

Déclaration de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre des Communications et des Médias, au sujet de la convention portant sur la prestation du service public luxembourgeois avec CLT-UFA et RTL Group, suivie d'un débat p. 400-405

**6932** - Projet de loi portant modification

1. de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux,

2. de la loi du 24 décembre 1985 réglant le droit de grève dans les services du secteur communal,

3. de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et

4. de la loi modifiée du 15 juin 1999 portant organisation de l'Institut national d'administration publique p. 405-406

Heure d'actualité du groupe politique dégringé au sujet de l'évolution du chantier «tram» et des projets connexes p. 406-409

**7034** - Projet de loi ayant pour objet la sécurité du tramway et modifiant

1° la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics;

2° la loi modifiée du 30 avril 2008 portant a) création de l'Administration des enquêtes techniques, b) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État et c) abrogation de la loi du 8 mars 2002 sur les entités d'enquêtes techniques relatives aux accidents et incidents graves survenus dans les domaines de l'aviation civile, des transports maritimes et des chemins de fer;

3° l'article L. 215-1 du Code du travail p. 409-410

**6916** - Projet de loi portant réorganisation de l'établissement public nommé «Fonds du logement» p. 410-415

#### 31<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique p. 416

Communications p. 416

Ordre du jour p. 416

**Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État** p. 416-417

Ordre du jour p. 417

#### 32<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique p. 417

**Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État** p. 417-422

### Compte rendu n°12

#### 33<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique p. 423

**Présentation par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, et par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, du Programme de stabilité et de croissance (PSC) et du Programme national de réforme (PNR)** p. 423-425

**Débat sur la politique générale sur l'état de la nation ainsi que sur le programme de stabilité et de croissance (PSC) et sur le programme national de réforme (PNR)**

- Débat général p. 425-441

- Débats sectoriels - Volet «Économie et Compétitivité» p. 441-446

#### 34<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique p. 446

**Débat sur la politique générale sur l'état de la nation ainsi que sur le programme de stabilité et de croissance (PSC) et sur le programme national de réforme (PNR)**

- Débats sectoriels - Volet «Cohésion sociale et Bien-être» p. 446-453

- Débats sectoriels - Volet «Développement durable» p. 453-459





**Compte rendu n°13**

**35<sup>e</sup> séance**

Ouverture de la séance publique p. 460

**Débat sur la politique générale sur l'état de la nation ainsi que sur le programme de stabilité et de croissance (PSC) et sur le programme national de réforme (PNR) (suite des débats sectoriels)**

- *Débats sectoriels - Volet «Institutions et Réforme de l'État»* p. 460-470

**7114** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques p. 471

**6943** - Projet de loi modifiant

1. la loi modifiée du 4 août 1975 concernant la fabrication et l'importation des médicaments p. 471-473
2. la loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au public des médicaments p. 471-473

*Question élargie n°23 de M. Roy Reding relative aux honoraires des avocats* p. 473-474

**6759** - Projet de loi portant approbation du «Memorandum of Understanding between the Government of the Grand-Duchy of Luxembourg and the United States of America for the exchange of terrorism screening information», signé à Luxembourg le 20 juin 2012 et

**6762** - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique aux fins du renforcement de la coopération en matière de prévention et de lutte contre le crime grave, signé à Luxembourg le 3 février 2012 p. 474-477

**7083** - Projet de loi relatif à la mise en application du Règlement (UE) n°655/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 portant création d'une procédure d'ordonnance européenne de saisie conservatoire des comptes bancaires, destinée à faciliter le recouvrement transfrontière de créances en matière civile et commerciale, modifiant le Nouveau Code de procédure civile et la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier p. 477-478

**7087** - Projet de loi portant adaptation de plusieurs dispositions du Code de procédure pénale p. 478-479

**36<sup>e</sup> séance**

Ouverture de la séance publique p. 480

Communications p. 480

Ordre du jour p. 480

Débat de consultation sur l'évolution des médias et la qualité de la presse p. 480-489

**7052** - Projet de loi portant modification de la loi du 27 février 2011 sur les réseaux et les services de communication électroniques p. 489

**37<sup>e</sup> séance**

Ouverture de la séance publique p. 490

*Heure de questions au Gouvernement*

- *Question n°260 du 5 mai 2017 de M. Gusty Graas relative à l'année blanche, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs* p. 490

- *Question n°261 du 10 mai 2017 de M. Laurent Zeimet relative à l'engagement financier concernant la candidature de la ville d'Esch-sur-Alzette comme «Capitale européenne de la culture 2022», adressée à M. le Ministre de la Culture* p. 490-491

- *Question n°262 du 9 mai 2017 de M. Roger Negri relative au bilan de 2016 sur les accidents routiers, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures* p. 491

- *Question n°263 du 10 mai 2017 de M. Gast Gibéryen relative à la suppression de la ligne ferroviaire 66a entre Luxembourg et Dudelange, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures* p. 491-492

- *Question n°264 du 9 mai 2017 de Mme Josée Lorsché relative à l'organisation future de l'Administration de la navigation aérienne et aux modifications structurelles au niveau des services de l'Aéroport de Luxembourg, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures* p. 492

- *Question n°265 du 10 mai 2017 de M. Marc Spautz relative au recrutement d'agents régionaux d'inclusion sociale par les offices sociaux, adressée à Mme le Ministre de la Famille et de l'Intégration* p. 492

- *Question n°266 du 9 mai 2017 de M. Max Hahn relative au recrutement de cinquante pompiers professionnels, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur* p. 492-493

- *Question n°267 du 10 mai 2017 de Mme Martine Hansen relative à l'impact de la sécheresse sur les exploitations horticoles et spécialement les exploitations maraîchères, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement* p. 493

- *Question n°268 du 10 mai 2017 de Mme Taina Bofferding relative au délai de versement de l'aide financière pour études supérieures par le CEDIES, adressée à M. le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche* p. 493-494

- *Question n°269 du 10 mai 2017 de M. Gilles Roth relative au régime des options sur actions accordées par l'employeur à ses salariés, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État* p. 494

*Question élargie n°24 de M. Fernand Kartheiser relative au Musée de la police grand-ducale* p. 494-495

Interpellation de M. Félix Eischen au sujet des petites et moyennes entreprises (PME) et de la politique à mener dans ce domaine p. 495-504

**7035** - Projet de loi portant fusion des communes de Mompach et de Rosport p. 504-506

**Compte rendu n°14**

**38<sup>e</sup> séance**

Ouverture de la séance publique p. 507

Discours à l'occasion de la commémoration du 150<sup>e</sup> anniversaire du traité de Londres p. 507

**6787** - Projet de loi

ayant pour objet l'organisation de la Maison de l'orientation et modifiant

1) la loi modifiée du 13 juillet 2006 portant réorganisation du Centre de psychologie et d'orientation scolaires,

2) la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques,

3) la loi modifiée du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement (Titre VI: De l'enseignement secondaire),

4) la loi modifiée du 14 mars 1973 portant création d'instituts et de services d'éducation différenciée,

5) la loi modifiée du 2 décembre 1987 portant réglementation de la médecine scolaire,

6) la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue,

7) la loi modifiée du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée pilote,

8) la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle,

9) la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental,

10) la loi modifiée du 15 juillet 2011 visant l'accès aux qualifications scolaires et professionnelles des élèves à besoins éducatifs particuliers,

11) la loi du 21 juillet 2012 portant création du Sportlycée,

12) la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale,

13) l'article L.622-18 du Code du travail p. 507-513

**7079** - Projet de loi portant modification

1. de la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue;

2. de la loi du 13 juillet 2006 portant réorganisation du centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS);

3. de la loi du 16 mars 2007 portant 1. organisation des cours de formation professionnelle au Centre national de formation professionnelle continue 2. création d'une aide à la formation, d'une prime de formation et d'une indemnité de formation;

4. de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse;

5. de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle;

6. de la loi modifiée du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2<sup>e</sup> Chance;

7. de la loi du 18 mars 2013 relative aux traitements de données à caractère personnel concernant les élèves;

8. du Code de la Sécurité sociale p. 513-515

**39<sup>e</sup> séance**

Ouverture de la séance publique p. 516

Communications p. 516

Ordre du jour p. 516

**6875** - Projet de loi sur l'organisation du Conseil d'État et portant modification

- de la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif;

- de la loi modifiée du 29 juin 1989 portant réforme du régime des cabarets et

**6821** - Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'État p. 516-522

Interpellation de M. Marc Baum au sujet de la pauvreté laborieuse (working poor) p. 522-530

**7104** - Projet de loi portant modification

1. de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

2. de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental;

3. de la loi modifiée du 7 octobre 1993 ayant pour objet a) la création d'un Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques; b) la création d'un «Centre de gestion informatique de l'éducation»; c) l'institution d'un Conseil scientifique;

4. de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État;

5. de la loi modifiée du 13 juillet 2006 portant réorganisation du Centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS);

6. de la loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire;

7. de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État;

8. de la loi du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale p. 530-536

Ordre du jour p. 536

**40<sup>e</sup> séance**

Ouverture de la séance publique p. 537

Ordre du jour p. 537

Résolution de M. Henri Kox relative au rejet des maïs transgéniques «1507» de DuPont/Pioneer, «Bt11» de Syngenta et MON810 de Monsanto p. 537-538

**6938** - Proposition de révision de l'article 32, paragraphe 4 de la Constitution p. 538-543

**7103** - Projet de loi relative aux comptes de paiement et portant:

1. transposition de la directive 2014/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur la comparabilité des frais liés aux comptes de paiement, le changement de compte de paiement et l'accès à un compte de paiement assorti de prestations de base; et

2. modification de la loi modifiée du 15 décembre 2000 sur les services financiers postaux p. 543-544

**6887** - Projet de loi portant modification de l'article 3 du Code de procédure pénale p. 544-546

**7030** - Projet de loi transposant la directive 2014/40/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 relative au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres en matière de fabrication, de présentation et de vente des produits du tabac et des produits connexes; abrogeant la directive 2001/37/CE; modifiant la loi modifiée du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac p. 546-552

**7108** - Projet de loi arrêtant un programme pluriannuel de recrutement dans la magistrature et portant modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire p. 552-554

**Compte rendu n°15**

**41<sup>e</sup> séance**

Ouverture de la séance publique p. 555

Ordre du jour p. 555

Discours de M. le Président p. 555

**Déclaration de M. Antonio Tajani, Président du Parlement européen** p. 555-556

Séance de questions et de réponses

1) Question posée par le groupe politique LSAP p. 556-557

2) Question posée par le groupe politique CSV p. 557

3) Question posée par le groupe politique DP p. 557

4) Question posée par la sensibilité politique ADP p. 557-558

5) Question posée par le groupe politique «déi gréng» p. 558

6) Question posée par la sensibilité politique «déi Lénk» p. 558-559

Heure d'actualité du groupe politique CSV sur l'avenir du libre-échange en général et du futur de l'Organisation mondiale du commerce en particulier p. 559-561

**7107** - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et la République du Cabo Verde relatif à la gestion concertée du flux migratoire et au développement solidaire, fait à Luxembourg, le 13 octobre 2015 p. 562-563

**6883** - Projet de loi portant modification du Code du travail p. 563-565

**42<sup>e</sup> séance**

Ouverture de la séance publique p. 566

Communications p. 566

Dépôt d'une motion par M. Gast Gibéryen p. 566-567

**7047** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau p. 567-574

**7106** - Projet de loi portant approbation du Protocole portant amendement à la Convention européenne sur les paysages, fait à Strasbourg le 15 juin 2016 p. 574-575

**7125** - Projet de loi portant approbation de l'amendement de Kigali au protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, adopté à Kigali le 15 octobre 2016 p. 575-576

**7088** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre la pollution de l'atmosphère p. 576-577

**7110** - Projet de loi concernant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) n°511/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relatif aux mesures concernant le respect par les utilisateurs dans l'Union du Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation p. 577-578

**43<sup>e</sup> séance**

Ouverture de la séance publique p. 578

Communications p. 578-579

Ordre du jour p. 579

Interpellation de M. André Bauler au sujet des effets potentiels d'une sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne sur la place financière internationale de Luxembourg

et

Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de la feuille de route pour la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne p. 579-591

**6997** - Projet de loi modifiant le Code pénal et le Code de procédure pénale, en vue de transposer la directive 2014/62/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relative à la protection pénale de l'euro et des autres monnaies contre la contrefaçon, et remplaçant la décision-cadre 2000/383/JAI du Conseil p. 591

**Compte rendu n°16**

**44<sup>e</sup> séance**

Ouverture de la séance publique p. 592

Message de M. le Président p. 592

Ordre du jour p. 592

**6932** - Projet de loi portant modification 1. de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le





statut général des fonctionnaires communaux, 2. de la loi du 24 décembre 1985 réglant le droit de grève dans les services du secteur communal, 3. de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et 4. de la loi modifiée du 15 juin 1999 portant organisation de l'Institut national d'administration publique - second vote constitutionnel **p. 592-593**

**7117** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques **p. 593**

**7109** - Débat d'orientation sur le rapport d'activité de l'Ombudsman (2016) **p. 593-598**

**45<sup>e</sup> séance**

Ouverture de la séance publique **p. 599**

Hommage à la mémoire de M. Jeannot Belling, député honoraire **p. 599**

Ordre du jour **p. 599**

*Heure de questions au Gouvernement*

- Question n°270 du 5 juillet 2017 de M. André Bauler relative au rôle de l'ITM dans la prévention des maladies professionnelles, en particulier les pneumoconioses, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et sociale **p. 599**

- Question n°271 du 6 juillet 2017 de M. Marco Schank relative au service d'autopartage appelé «car sharing», prévu par les CFL, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

et

Question n°272 du 5 juillet 2017 de Mme Josée Lorsché relative aux initiatives du Gouvernement dans le domaine du covoiturage, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures **p. 599-600**

- Question n°273 du 6 juillet 2017 de M. Roger Negri relative à la configuration future du carrefour et du bypass souterrain à l'endroit de l'actuel giratoire «Gluck», adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures **p. 600**

Question n°274 du 6 juillet 2017 de M. Gast Gibéryen relative à l'extension de la N7 à partir du Fridhaff, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures **p. 600**

Question n°275 du 6 juillet 2017 de M. Marc Spautz relative aux prestations familiales en espèces et en nature, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration **p. 600-601**

Question n°276 du 6 juillet 2017 de M. David Wagner relative aux travaux d'extension du Lycée technique de Bonnevoie, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures **p. 601**

Question n°277 du 6 juillet 2017 de Mme Françoise Hetto-Gaasch relative à la prise en charge du traitement de la maladie du lipœdème par la Caisse nationale de santé, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale **p. 601**

Question n°278 du 6 juillet 2017 de Mme Martine Hansen relative à la promotion de produits régionaux luxembourgeois et aux suites données à la pétition n°668 «Lëtzebuurger Produkter an der ëffentlecher Restauratioun», adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs **p. 601-602**

Motion de M. Gast Gibéryen relative au nouvel horaire des CFL et à la refonte des lignes ferroviaires 60a et 60b **p. 602-603**

**7074** - Projet de loi portant sur l'enseignement secondaire et modifiant

1. la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques;

2. la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue;

3 la loi modifiée du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement (Titre VI: de l'enseignement secondaire);

4. la loi modifiée du 14 mars 1973 portant création d'instituts et de services d'éducation différenciée;

5. la loi modifiée du 10 juin 1980 portant planification des besoins en personnel enseignant de l'enseignement postprimaire;

6. la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique;

7. la loi modifiée du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée pilote;

8. la loi modifiée du 13 juillet 2006 portant réorganisation du centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS);

9. la loi du 16 mars 2007 portant - 1. organisation des cours de formation professionnelle au Centre national de formation professionnelle continue - 2. création d'une aide à la formation, d'une prime de formation et d'une indemnité de formation;

10. la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle;

11. la loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire;

12. la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

13. la loi modifiée du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2<sup>e</sup> Chance;

14. la loi modifiée du 29 juin 2010 portant création d'une réserve nationale de chargés d'enseignement pour les lycées et les lycées techniques;

15. la loi modifiée du 15 juillet 2011 visant l'accès aux qualifications scolaires et professionnelles des élèves à besoins éducatifs particuliers;

16. la loi du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale;

17. la loi du 24 août 2016 portant introduction du cours commun «vie et société» dans l'enseignement secondaire et secondaire technique;

18. la loi du xxx ayant pour objet l'organisation de la Maison de l'orientation **p. 603-612**

**46<sup>e</sup> séance**

Ouverture de la séance publique **p. 612**

Communications **p. 612-613**

Ordre du jour **p. 613**

**7089** - Projet de loi portant approbation de la Convention de Minamata sur le mercure, adoptée à Genève le 19 janvier 2013 **p. 613**

**7090** - Projet de loi 1. modifiant la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, 2. modifiant la loi modifiée du 9 mai 2014 relative aux émissions industrielles **p. 613-614**

**7134** - Projet de loi relatif à la construction d'un Lycée technique pour professions de santé et d'un hall des sports Logopédie à Strassen **p. 614-615**

**7064** - Projet de loi portant modification

1. de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse;

2. de la loi du 18 mars 2013 relative aux traitements des données à caractère personnel concernant les élèves **p. 615-621**

**7010** - Projet de loi portant introduction du cours commun «vie et société» dans l'enseignement fondamental et modifiant

1. la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

2. la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental;

3. la loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire **p. 621-627**

**7078** - Projet de loi portant organisation de la reprise des enseignants de religion et des chargés de cours de religion et portant modification de

1. la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental;

2. la loi modifiée du 10 juillet 1998 portant approbation de la Convention du 31 octobre 1997 entre le Gouvernement, d'une part, et l'Archevêché, d'autre part, concernant l'organisation de l'enseignement religieux dans l'enseignement primaire **p. 627-630**

**7127** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil **p. 630-631**

**Compte rendu n°17**

**47<sup>e</sup> séance**

Ouverture de la séance publique **p. 632**

**7014** - Projet de loi portant modification

1. du Code de la sécurité sociale;

2. de la loi modifiée du 15 décembre 1993 déterminant le cadre du personnel des administrations, des services et des juridictions de la sécurité sociale;

3. de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État **p. 632-639**

**6944** - Débat d'orientation sur l'avenir de l'Union européenne et de la zone euro **p. 639-654**

**48<sup>e</sup> séance**

Ouverture de la séance publique **p. 655**

**7093** - Projet de loi sur l'exploration et l'utilisation des ressources de l'espace **p. 655-661**

**6853** - Projet de loi ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide à l'investissement à finalité régionale **p. 661-662**

**7112** - Projet de loi modifiant:

1. le Code du travail;

2. la loi modifiée du 9 novembre 1990 ayant pour objet la création d'un registre public maritime luxembourgeois, en vue de transposer la directive (UE) 2015/1794 du Parlement européen et du Conseil du 6 octobre 2015 modifiant les directives 2008/94/CE, 2009/38/CE et 2002/14/CE du Parlement européen et du Conseil, et les directives 98/59/CE et 2001/23/CE du Conseil, en ce qui concerne les gens de mer **p. 662-663**

**49<sup>e</sup> séance**

Ouverture de la séance publique **p. 664**

**7149** - Projet de loi portant modification du Code du travail en vue de l'introduction d'un nouveau dispositif de lutte contre le chômage de longue durée **p. 664-667**

Ordre du jour **p. 667**

**7033** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes **p. 667-668**

**6593** - Projet de loi portant modification

1. de la loi modifiée du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'État;

2. de la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique;

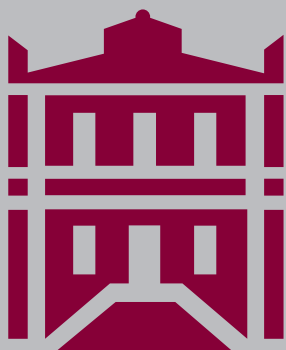
3. de la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire;

4. de l'article 32 du Livre 1<sup>er</sup> du Code de la sécurité sociale **p. 668-672**

Discours de M. le Président **p. 672**



Suivez la  
Chambre des Députés  
sur Facebook,  
Twitter et  
Instagram







### Sommaire des questions parlementaires

| Question n° | Auteur                               | Objet  |              |   |  |
|-------------|--------------------------------------|--|--------------|---|--|
| 3060        | Max Hahn                             | Gravillons   | 3179         | Octavie Modert, Marco Schank                        | Lignes de bonne conduite administrative dans le secteur communal                                 |
| 3063        | Sylvie Andrich-Duval, Martine Hansen | Mesures de contraintes en psychiatrie  | 3184         | David Wagner  | Collaboration policière du Luxembourg avec l'Allemagne dans le contexte du sommet G20 à Hambourg |
| 3075        | Fernand Kartheiser                   | Euthanasie clandestine   | 3188         | Franz Fayot   | Paquet du Conseil de l'Union européenne relatif à la protection des données                      |
| 3078        | Nancy Arendt, Marcel Oberweis        | Obésité dans nos sociétés  | 3193         | Gusty Graas   | Installation de réflecteurs optiques dits «antigibier»   |
| 3083        | André Bauler, Gilles Baum            | Classes «Initiation professionnelle divers métiers» (IPDM)                     | 3200         | Gusty Graas   | Mort de M. Dag Hammarskjöld  |
| 3089        | Max Hahn                             | Normes de sécurité incendie  | 3202         | Diane Adehm, Gilles Roth                            | Gratuité des transports publics pour les étudiants   |
| 3090        | Martine Hansen                       | Projets dans le domaine de l'agroforesterie                                    | 3205         | Gusty Graas   | Film intitulé «The Forest Brothers - Fight for the Baltics» publié par l'OTAN                    |
| 3097        | Nancy Arendt                         | Actes de pédophilie  | 3209         | Gilles Baum   | Radars tronçon   |
| 3102        | Fernand Kartheiser                   | Conditions de recrutement du Centre culturel de rencontre Abbaye de Neumünster | 3211         | Gilles Baum   | Législation concernant les débits de boissons  |
| 3114        | Serge Wilmes                         | Réhabilitation de l'ancien site industriel Pulvermühle                         | 3212         | Roy Reding  | Immigration  |
| 3120        | Marcel Oberweis                      | Isolation thermique  | 3214         | Edy Mertens, Alexander Krieps, Gusty Graas          | Lutte contre la violence verbale et physique dans le milieu hospitalier et extrahospitalier      |
| 3124        | Diane Adehm, Marc Lies               | Lycée technique du Centre  | 3215         | André Bauler  | «Creative industries»  |
| 3128        | Martine Hansen, Marco Schank         | Déchets de jardin  | 3228         | Gusty Graas   | Rougeole   |
| 3139        | Fernand Kartheiser                   | Éoliennes  | 3252         | Eugène Berger                                       | Vente de 90% des parts de la Banque internationale à Luxembourg                                  |
| 3151        | Aly Kaes                             | Séneçon de Jacob   | 3258         | Martine Hansen                                      | Nouveau recteur de l'Université du Luxembourg  |
| 3159        | Diane Adehm, Gilles Roth             | Opérations électorales à venir   | 3268         | Octavie Modert, Léon Gloden, Françoise Hetto-Gaasch | Procession dansante d'Echternach   |
| 3163        | Nancy Arendt                         | Encadrement psychologique de certaines professions à risque                    | 3307 urgente | Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch              | Aide financière accordée par l'État dans le cadre du programme d'éducation plurilingue           |

#### Question 3060 (09.06.2017) de M. Max Hahn (DP) concernant les gravillons:

Il me revient que certaines routes entre Garnich et Hivange qui semblent être dans un état impeccable sont actuellement parsemées par les gravillons.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les faits énoncés?

- Le cas échéant, quelles routes sont actuellement traitées par des gravillons?

- Quelles sont les raisons pour ces travaux?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que les gravillons peuvent facilement endommager la carrosserie des véhicules circulants et qu'ils peuvent provoquer des chutes de cyclistes et de motocyclistes?

- En général, sous quelles conditions les gravillons présentent-ils des avantages par rapport à d'autres revêtements?

#### Réponse (18.07.2017) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Il est vrai que le Service régional de Capellen de l'Administration des ponts et chaussées vient de traiter récemment certains tronçons de route par l'application d'un enduit superficiel, à savoir:

- le CR101 entre Garnich et Hivange;

- le CR102 entre Quatre-Vents et Keispelt;

- un tronçon de 500 mètres du CR110 entre Grass et Clemency.

Le traitement du CR103 entre Capellen et Holzem est prévu sous peu.

Le recours à la technique de l'enduisage superficiel permet de traiter une route qui présente des premiers signes de dégradation (notamment fissures) en vue de la garder encore dans un état de viabilité satisfaisant pendant plusieurs années et prolonger ainsi sa durée de vie.

Il est exact qu'à première vue le revêtement de ces routes dans le canton de Capellen semble encore en bon état, cependant une certaine dégradation de la couche de roulement venait

de se manifester. Surtout la rugosité s'y est altérée d'une façon qu'un traitement s'est imposé pour des raisons évidentes de sécurité pour les usagers de la route.

Les travaux d'enduit superficiel correctement réalisés assurent une bonne imperméabilité superficielle, évitent ainsi la pénétration de l'eau de ruissellement dans les assises des chaussées et en conséquence leur décohésion.

Le traitement par application d'un enduit superficiel permet, s'il est réalisé à temps, donc lorsque les premiers signes de détérioration apparaissent, d'assurer un entretien correct sur une bonne partie du réseau routier.

En résumé, la technique de l'enduisage superficiel présente les avantages suivants:

- amélioration sensible et à long terme de l'adhérence du revêtement routier;

- augmentation sensible de la durée de vie de la structure totale de la chaussée;

- un prix d'application très favorable (environ 20% du prix d'une nouvelle couche de roulement).

Malheureusement, les gravillons répandus constituent un inconvénient indéniable pour tous les usagers de la route. Or, si après la mise en œuvre de ces enduisages et jusqu'au nettoyage final de la chaussée, la vitesse maximale autorisée limitée à 50 km/h, voire à 30 km/h, était mieux respectée, les automobilistes ne devraient pas subir de dommages majeurs. En respectant le Code de la route et la réglementation mise en place, il n'y a donc aucun risque pour les usagers de la route.

#### Question 3063 (13.06.2017) de Mmes Sylvie Andrich-Duval et Martine Hansen (CSV) concernant les mesures de contraintes en psychiatrie:

La loi du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux détermine dans son article 44 les conditions précises sous lesquelles le patient peut faire l'objet d'une mesure d'isolement ou de contention. Ces conditions ne s'appliquent pas en cas de contention momentanée, nécessaire pour faire face à une situation d'urgence. La loi spécifie sans plus que le personnel procédant à la contention momentanée en l'absence d'un médecin est tenu d'informer de suite un médecin du service de la contention intervenue.

Une intervention médicale rapide lors d'une urgence représente sans aucun doute un critère de qualité de tout premier ordre pour le bien-être des patients, qu'il s'agisse d'urgences somatiques ou psychiatriques.

Selon nos informations, la direction du Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique (CHNP) aurait réajusté le dernier semestre 2016 sa «procédure pour les mesures de contraintes» et parallèlement le mode opératoire concernant «la documentation des mesures de contraintes». Cette documentation décrirait minutieusement les démarches à faire par les soignants, tandis que sur l'intervention médicale proprement dite elle serait muette, à part une seule remarque figurant au mode opératoire relatif à la documentation des mesures de contraintes. Ainsi y serait prévu une «prescription a posteriori de la mesure de contrainte dans les prescriptions non médicamenteuses au plus tard le jour ouvrable suivant par le médecin traitant ou le médecin remplaçant».

On pourrait en conclure que le médecin de garde est nullement censé de venir sur place pour examiner l'état de santé du patient, mais que ces interventions sont, selon la procédure en place, autorisées par téléphone. Si un tel incident se produit le vendredi soir, le patient risque d'être examiné seulement le lundi matin, ou pire encore en cas d'un week-end férié prolongé, le délai sera porté au-delà de 72 heures de contention, voire même d'un traitement médicamenteux sans visite et sans ordonnance médicale écrite.

Cependant, l'article 5 du règlement grand-ducal du 10 juin 2011 concernant l'exercice de la profession d'infirmier psychiatrique stipule que: «l'infirmier psychiatrique peut effectuer les soins dans les seuls cas où une intervention médicale immédiate s'avère impossible respectivement lorsque la production et/ou la transmission d'une prescription médicale écrite ne peuvent être assurées dans un délai raisonnable». Il incombe de rappeler que les médecins psychiatres engagés par le CHNP, au nombre d'une vingtaine, ont des contrats de service, donc ne travaillent pas en libéral. En outre, des logements de service à proximité du CHNP sont à la disposition des psychiatres de garde dont le lieu de résidence est supérieur à 15 km du site.

À noter qu'en France, la Haute Autorité de Santé prévoit dans sa recommandation de bonne pratique quant à «l'isolement et la contention en psychiatrie générale» de février 2017: «l'isolement et la mise sous contention mécanique sont réalisés sur décision d'un psychiatre, d'emblée ou secondairement. Dans ce

dernier cas, la décision qui pourrait avoir été prise par l'équipe soignante doit être confirmée dans l'heure qui suit la mesure, après un examen médical permettant de déterminer si la mesure est justifiée, si elle doit être maintenue ou si elle doit être levée».

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Est-ce que Madame la Ministre peut confirmer cette procédure au CHNP? Si oui, l'organe gestionnaire, à savoir le conseil d'administration, a-t-il connaissance de cette procédure?

- Le fait de ne pas intervenir dans un délai plus rapproché lors d'une urgence psychiatrique est-il conforme à la déontologie et à l'éthique médicale? Quel délai peut être considéré comme délai raisonnable pour obtenir une prescription médicale écrite?

- Les soignants, voire les représentants du personnel, ont-ils été consultés lors de l'élaboration de la procédure pour les mesures de contraintes?

- La procédure arrêtée risque-t-elle de pousser le personnel soignant dans l'illégalité? Est-ce que la procédure fait partie intégrante de la prise en charge médicale de haute qualité récemment attestée au CHNP par l'obtention de quatre étoiles dans le cadre de l'évaluation «European Foundation for Quality Management» (EFQM)?

- Madame la Ministre peut-elle nous renseigner si tous les services de psychiatrie des divers centres hospitaliers gèrent les mesures de contention appliquées en urgence suivant une procédure précise? Si oui, laquelle? S'agit-il d'une procédure identique pour tous les établissements? Madame la Ministre estime-t-elle qu'une procédure à l'image de celle pratiquée en France serait à recommander pour le Luxembourg?

- Est-il prévu que les établissements/médecins traitants rapportent les mesures d'isolement et de contention au Ministre de la Santé ou à son délégué ainsi qu'aux commissions de surveillance instituées par la loi de même qu'à la commission spéciale chargée de l'exécution de décisions judiciaires de placement (article 71 du Code pénal)?

#### Réponse (14.07.2017) de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé:

En accord avec la disposition légale à laquelle se réfèrent Mesdames les Députées, toute mesure de contention est conditionnée par le besoin imminent de sécurisation pour le pa-



tient ou pour le personnel de soins. Cette mesure, strictement encadrée par le législateur, n'est appliquée qu'en situation d'agressivité physique aiguë, guidée par la seule finalité d'éviter tout dommage tant au patient qu'aux collaborateurs. La contention est toujours le résultat d'une décision qui est prise en urgence par l'équipe sur le terrain.

À côté du Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique (CHNP), tout établissement hospitalier, doté d'un service de psychiatrie, applique des procédures écrites encadrant les mesures de contention appliquées en urgence dans l'esprit de la loi du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux.

Dans l'objectif d'éviter pour autant que faire se peut les mesures de contraintes et d'en réduire au strict minimum leur durée, le personnel concerné des différents établissements hospitaliers est spécifiquement formé en désescalation et en gestion non violente d'agressivité.

Plus particulièrement, en ce qui concerne le CHNP, le groupe de travail, composé de médecins et de soignants, s'occupe régulièrement de statistiques et des procédures; ceci afin d'optimiser les pratiques suivant les standards internationaux. Ainsi, ce groupe est en charge actuellement d'adapter des procédures s'appliquant au CHNP suivant les recommandations du Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (CPT).

La procédure actuellement en place au CHNP, et dont s'enquiert Mesdames les Députées, prévoit que si la situation le permet, le médecin-traitant est averti avant la mesure proprement dite. Il n'y a pratiquement pas de délai d'intervention lors d'une urgence psychiatrique qui peut, le cas échéant, rendre nécessaire une mesure de contention qui constitue toujours une intervention d'urgence aiguë à caractère vital. Les circonstances à la base d'une telle mesure expliquent la raison de l'absence, en règle générale, d'une prescription médicale préalable.

Ainsi, en cas de grande urgence, le médecin est averti immédiatement une fois que la sécurité des patients et des collaborateurs est assurée. Suivant cette procédure, le médecin est tenu de procéder, au moins une fois par jour, à la réévaluation de l'opportunité de la mesure de contention, qu'il consigne au plus tard le premier jour ouvrable suivant dans le dossier médical.

En pratique pourtant, le médecin, qui a accès au dossier informatique du patient par voie électronique, est en mesure de valider la mesure sans délai.

Le personnel soignant du CHNP a fait partie du groupe de travail qui a élaboré les procédures de mesures de contention. La procédure a été présentée et discutée avec l'ensemble des responsables soignants d'unité et les représentants de la délégation du personnel.

Si le comité mixte du CHNP a été également été informé dans la phase d'élaboration de la procédure, celle-ci n'a pas été soumise au conseil d'administration pour la simple raison qu'une décision par l'organisme gestionnaire n'est pas prévue par la loi modifiée du 17 avril 1998 portant création d'un établissement public dénommé Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique.

Ni le CPT, ni le contrôleur externe des lieux privés de liberté, n'ont au cours de leurs missions respectives de contrôle au CHNP relevé des points critiques dans l'application des pratiques et procédures en vigueur au CHNP.

À préciser finalement que la loi du 10 décembre 2009 confère à la commission de surveillance, tout comme au Ministre de la Santé ou à son délégué, ainsi qu'au juge un droit de visite illimité du CHNP et des services de psychiatrie des établissements hospitaliers.

#### Question 3075 (15.06.2017) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant l'euthanasie clandestine:

Am Rapport 2016 vun der nationaler Kommission, déi d'Gesetz vun 16. März 2009 iwwert d'Euthanasie an d'Bäihëllef zum Selbstmord kontrolléiere soll, gëtt vun zéng Fäll vun Euthanasie geschwat, déi 2016 ënnert dëst Gesetz falen. Am Rapport ass eng Statistik, déi vun zéng „deklaréierten“ Fäll vun Euthanasie schwätzt.

An der Belsch wor am Mee e Symposium, op deem e Bilan vun hirem Euthanasiegesetz gezu gouf. Do ass festgestallt ginn, datt et an der

Belsch vill „euthanasies clandestines“ gëtt an datt vill Dokter Euthanasien „en toute illégalité et impunité“ maachen.

Fir Interpretationsdivergenzen ze evitéieren, wollt ech der Madamm Gesondheitsminister dës Fro stellen:

1. Besteet de Verdacht am Gesondheitsministerium oder och bei där uewe genannter Kommission, datt et niewent deenen „deklaréierte Fäll“ vun Euthanasie och nach net deklaréiert Fäll hei am Land gëtt?

2. Wat wäeren d'Konsequenzen fir en Dokter respektiv dat medezinescht Personal, wa si eng net deklaréiert „Euthanasie“ géife praktikéieren oder fir eng aner Persoun, déi baussent de Konditioun vum Gesetz vun 2009 engem anere Mensch beim Selbstmord géif „hëllefen“?

3. Sinn d'Dokteren an dat medezinescht Personal forcéiert, fir all Verdacht an déi Richtung direkt dem Parquet ze mellen?

Doriwwer eraus stellt sech d'Fro vun der Glafwierdegkeet vun enger Kontrollkommission am Beräich vun der Euthanasie, och hei zu Lëtzebuerg.

4. Ass et der Regierung hirer Meenung no am Interesse vun der Objektivitéit wichteg, datt ënnert de Membere vun esou enger Kontrollkommission keng Persoun sinn, déi selwer d'Euthanasie praktikéieren oder praktikéiert hunn, respektiv déi op iergend eng Manéier materiell oder aner Virdeeler aus der Euthanasie zéien oder gezunn hunn?

5. Ass zu Lëtzebuerg garantéiert, datt keng esou Persounen an der Kontrollkommission sinn? Wéi eng Moossnamen hëlt d'Regierung, fir esou eng Eventualitéit auszuschléissen?

#### Réponse (18.07.2017) de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé:

D'Euthanasie gëtt zu Lëtzebuerg duerch folgend Gesetz vum 16. März 2009 geregelt: „Loi du 16 mars 2009 sur l'euthanasie et l'assistance au suicide“ (Gesetz vum 2009).

Dat Gesetz schafft eng speziell Kontroll- an Evaluationskommission, déi der Chamber all zwee Joer e Rapport zoukomme léisst iwwer méiglech Problemer oder Mëssstänn bei der Applikation vum Gesetz vum 2009, an dobäi och Virschléi maache kann, fir d'Gesetz unzepassen.

Dës Kommission huet zënter dem Akraaftriede vum Gesetz véier Berichter ofginn an deene si weder op eng „euthanasie clandestine“ nach op eventuell Illegalitéiten an der Prozedur bei deenen 52 Euthanasien, déi an der Period 2009-2016 realiséiert goufen, hi-gewisen huet.

Dem Gesondheitsministère sinn och keng Fäll vun „euthanasie clandestine“ bekannt a wann et esou Fäll géife ginn, wier et um Parquet souwéi de penale Gerichtsbarkeeten, an eventuell dem Collège médical, déi adequat Sanktion an/oder disziplinaresch Mesurë géint den Dokter auszuschwätzen.

D'Euthanasiegesetzgebung ass justement geschaf ginn, fir der Stierfhëllef e gesetzleche Kader ze ginn.

D'Kontroll- an Evaluationskommission examinéiert laut dem Gesetz vum 2009, ob all déi legal a prozedural Konditiounen, déi am Gesetz vum 2009 opgefouert sinn, fir dass en Dokter eng Euthanasie duerchféieren dierf, respektéiert goufen.

D'Kontroll- an Evaluationskommission ass laut Gesetz vum 2009 vun néng Membere zesummegeat, déi opgrond vun hirem Wëssen a vun hirem Erfahrung op dem sensible Gebitt genannt ginn. Dräi Membere vun deenen néng sinn Dokteren, an dräi vun hinne si Juristen, woubäi een d'Gesondheitsberuffer representéiert an zwee d'Patiente representéieren.

A quasi all de Fäll vu Stierfhëllef kennt d'Kommission iwwerhaupt net den Numm vun dem Dokter, deen d'Euthanasie duerchgefouert huet, well den „Volet 1“ (den 1. Deel vum Formulaire), wou den Numm an Coordonnée vun dem Dokter drastinn, deen d'Euthanasie gemaach huet, just dann opgemaach gëtt wann d'Kommission, laut Artikel 7 vum Gesetz vum 2009, en Zweifel hätt, ob d'Konditiounen an d'Prozedur agehale goufen.

Wann an esou engem Fall, an nom Opmaache vum Volet 1 vun Euthanasieformulaire, dann nach d'Majoritéit vu weinstens siwe Membere, déi an der Kommission präsent mussen sinn, estiméiert, dass d'Gesetz net respektéiert ginn ass, da saiséiert d'Kommission de Parquet an/oder de Collège médical mam ganzen Dossier, deen hir am Kader vun där spezifischer Euthanasie virgeluecht gouf.

D'Kontroll- an Evaluationskommission huet säit hirem Bestoen nach ni misse weder de Par-

quet nach de Collège médical mat esou enger Suspicioun vun Irregularitéit saiséieren.

Ech wollt awer och nach den honorabelen Deputéierten drop hiweisen, dass hien nach méi Detailler iwwert d'Applikation vum Gesetz vum 2009 an de jeeweilige Berichter vun der Kontroll- an Evaluationskommission, déi um Internetsite „http://www.sante.public.lu“ erëmzefanne sinn, noliese kann.

#### Question 3078 (16.06.2017) de Mme Nancy Arendt et M. Marcel Oberweis (CSV) concernant l'obésité dans nos sociétés:

En août 2014, Madame la Ministre avait énuméré dans sa réponse à la question parlementaire n°0488 une liste des initiatives de lutte contre l'obésité au Luxembourg. Y figuraient notamment le plan d'action GIMB («Gesond lessen, Méi Bewegen»), des initiatives réalisées dans les maisons relais et maisons de jeunes, des recommandations nutritionnelles ou encore des actions de sensibilisation.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé, Ministre de l'Égalité des chances:

- Existe-t-il un bilan de toutes ces initiatives?

- Dans l'affirmative, quelles en sont les conclusions?

- A-t-on pu constater une réduction de l'obésité au Luxembourg?

- Dans la négative, Madame la Ministre n'estime-t-elle pas qu'un tel bilan soit opportun?

- De nouvelles initiatives sont-elles prévues?

- Existe-t-il des chiffres récents au sujet de l'obésité au Luxembourg?

#### Réponse (19.07.2017) de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé:

L'initiative interministérielle GIMB («Gesond lessen, Méi Bewegen»), initiée en 2006, est portée par les ministères de la Santé, de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, des Sports, de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région. Une évaluation du programme a été réalisée dans le cadre du dixième anniversaire GIMB par la firme Co Concept pour étudier à quel grade les objectifs fixés étaient atteints, ainsi que l'efficacité et l'efficacéité du programme.

Toutefois, avant d'entrer plus en détail des résultats, il est important de souligner certaines caractéristiques décisives concernant la problématique de l'obésité, ainsi que la stratégie GIMB.

- L'obésité et la sédentarité, causes principales des taux d'obésité alarmants dans notre société, sont soumises à des influences sociétales et individuelles complexes, qui ne permettent que difficilement de simples évaluations de cause à effet.

- Les changements des modes de vie, tels une alimentation équilibrée et l'activité physique régulière ne montrent, à niveau de société, que des effets à long terme; les effets de politiques en faveur de l'alimentation équilibrée et de l'activité physique, se reflétant dans les taux généraux d'obésité de la population, ne se verront qu'après des périodes d'observation relativement longues.

- L'évaluation de programmes holistiques tels le programme GIMB, englobe non seulement des résultats directement mesurables, mais aussi des évolutions de processus.

- Le suivi épidémiologique des déterminants de santé nécessite un système et des moyens d'observation adéquats et ce dans le temps. Au cours des dernières années, le Luxembourg a fait des efforts considérables pour améliorer son savoir sur l'état de santé de la population:

Création d'une division de statistique et d'épidémiologie au niveau de la Direction de la santé, développement du Luxembourg Institute of Health (LIH), projet de création d'un Observatoire de la santé, réalisation d'études voire collaboration à des études internationales sur l'état de santé de la population.

Le manque d'un système de monitoring adéquat explique la déficience de données d'évolution de l'obésité dans la population:

Le manque de données sur l'obésité, le manque de fiabilité des données publiées dans certains rapports, la variabilité des définitions des déterminants de santé utilisés, l'utilisation de méthodologies différentes rend l'exploitation et la comparaison des rares données existantes sur l'obésité excessivement limitée.

L'évaluation du plan GIMB a relevé de nombreux points forts et certains points faibles:

Points forts:

- programme interministériel: une des seules initiatives européennes ayant adopté la stratégie holistique recommandée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour aborder la thématique multifactorielle de l'obésité dans nos sociétés dans l'objectif de s'attendre à des effets efficaces et durables. L'exemple du Grand-Duché a été cité comme exemple de bonne pratique par l'Union européenne (UE);

- approche interdisciplinaire investissant beaucoup d'efforts dans l'amélioration des collaborations intersectorielles, dans l'élaboration de réseaux entre settings différents, impliquant activement un nombre considérable d'acteurs du terrain;

- approche très diversifiée agissant à des niveaux très variés: interventions au niveau de groupes de population spécifiques, dans des domaines très variés (écoles - maisons relais, communes, entreprises, associations sportives...);

- initiative investissant beaucoup d'efforts dans la motivation et la formation de multiplicateurs (équipes médico-scolaires, éducateurs, cuisiniers, enseignants...);

- mise en place de mesures politiques favorables à l'alimentation équilibrée et à l'activité physique: élaboration de recommandations nutritionnelles nationales - plan d'action activité physique - élaboration de critères de qualité pour l'alimentation saine pour maisons relais;

- initiation de processus dynamiques favorisant la capacitation, la responsabilité et l'exploitation de l'expertise du terrain, qui a pu engendrer des initiatives locales durables et autosoutenues;

- bonne relation coût-efficacité en relation avec les budgets mis à disposition et le personnel investi.

Points faibles:

- manque de visibilité du programme GIMB au niveau national: programme peu connu en dehors des partenaires actifs;

- manque de mise en réseau avec d'autres programmes et actions;

- soutien insuffisant des actions locales;

- manque d'un système de monitoring performant;

- système de communication insuffisant.

Les experts tirent la conclusion générale que le programme GIMB constitue un succès, un programme très innovateur et à considérer comme exemple de bonne pratique dans son approche et dans sa stratégie.

Dans le futur plan d'action, le programme GIMB devrait prévoir notamment les aspects suivants:

- renforcement de l'approche interministérielle répondant à l'appel «Health in all policies» de l'UE et de l'OMS;

- largissement des collaborations interministérielles officielles à d'autres secteurs politiques (p. ex. agriculture, développement durable, transport...);

- le programme GIMB devrait s'étendre à l'ensemble des groupes de populations en visant davantage les populations moins favorisées;

- un système de monitoring efficace et gérable devrait être élaboré pour permettre une évaluation régulière efficace;

- la mise en réseau doit davantage être développée, notamment l'intersection et la visibilité de GIMB avec d'autres programmes, tels le programme cancer, le programme alcool, le développement qualité dans les maisons relais, le programme sports-loisirs, «fruit-school» (pour n'en citer que quelques-uns...), doit s'intensifier.

<http://www.men.public.lu/fr/actualites/articles/communiques-conference-presse/2016/10/13-gimb/ppt.pdf>

Évolution de l'obésité dans la population des enfants et adolescents suivis dans le cadre de la médecine scolaire

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)





Enseignement fondamental: Évolution de l'obésité / 2012-2016 / Div. Méd. scolaire

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Enseignement secondaire: Évolution des taux d'obésité et surcharge pondérale / 2012-2016 / Div. Méd. scolaire

Comme indiqué plus haut, il est probablement trop tôt pour pouvoir tirer des conclusions univoques quant à un effet éventuel du programme GIMB sur les taux d'obésité dans la population des enfants et adolescents.

Il semblerait toutefois qu'on puisse observer chez eux une légère tendance à la baisse des taux d'obésité et de surcharge pondérale. Nous restons toutefois très préoccupés du fait que les taux chez les populations moins favorisées restent à des niveaux très hauts et que ces populations ne profitent pas au même titre des actions initiées que les populations plus aisées. Aussi l'équité devant la santé devra être un des axes prioritaires du nouveau plan GIMB.

Le rapport EHIS/European Health Interview Survey, enquête européenne menée en 2014 au Luxembourg sur environ 4.000 sujets, qui vient d'être publié par le LIH et la Direction de la santé, rapporte les chiffres suivants:

<http://www.sante.public.lu/fr/publications/e/ehis-fact-sheet-obesite-nutrition/ehis-fact-sheet-obesite-nutrition-methodologie.pdf>

| Données GDL (18 ans et plus) | Total | Hommes | Femmes |
|------------------------------|-------|--------|--------|
| Surpoids: 25 ≤ IMC < 30      | 32,4% | 39,6%  | 25,4%  |
| Obésité: IMC ≥ 30            | 15,6% | 16,8%  | 14,4%  |

**Question 3083** (19.06.2017) de **MM. André Bauler et Gilles Baum** (DP) concernant les classes «Initiation professionnelle divers métiers» (IPDM):

Un nombre croissant d'élèves quittent nos lycées, notamment les classes «Initiation professionnelle divers métiers (IPDM)», sans pouvoir accéder directement à un emploi. Ni nos services d'orientation, ni l'ADEM ne semblent réussir à les placer dans des activités leur permettant de développer des perspectives prometteuses (garantie jeunesse, Job Pacte, etc.). Certains pourraient être encadrés, le cas échéant, dans des ateliers protégés. Hélas, dans ce scénario, ils ne pourraient plus bénéficier d'un apprentissage élémentaire en se voyant dotés par exemple du Certificat de capacité professionnelle (CCP).

En effet, à notre avis, certaines formations professionnelles pourraient être assurées dans des structures telles que les maisons relais, les crèches ou les CIPA (p. ex. cuisine) ou encore les lycées (p. ex. horticulture) en débouchant soit sur un CCP, soit même sur un DAP.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils indiquer l'évolution du nombre de jeunes dans les classes IPDM et qui quittent notre système scolaire sans diplôme?

- Existe-t-il des données statistiques sur le nombre de postes de travail actuellement disponibles dans les ateliers protégés? Est-il prévu d'augmenter ce nombre?

- Messieurs les Ministres estiment-ils que ces jeunes pourraient être formés, du moins en partie, dans des établissements étatiques ou cofinancés par l'État (Caritas, Croix-Rouge, etc.) en vue de se voir octroyer, au moins, le CCP?

- Quelles sont les mesures prises jusqu'à présent pour pallier cette problématique?

**Réponse commune** (19.07.2017) de **M. Nicolas Schmit**, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, et de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

Le maintien scolaire, l'orientation et le placement des jeunes constitue une des priorités du Gouvernement. En juin 2014, le Luxembourg a

officiellement lancé la garantie pour la jeunesse, plan d'action phare dans la lutte contre le décrochage scolaire et l'insertion professionnelle des jeunes. Dans ce cadre, une étroite collaboration interministérielle permet de coordonner les actions afin que tout jeune puisse bénéficier d'un parcours ascendant depuis l'école vers son intégration durable sur le marché du travail.

Les classes «Initiation professionnelle divers métiers», auxquelles fait référence la question parlementaire, ne constituent qu'un maillon dans cette chaîne complexe d'actions. En termes d'effectifs, le tableau suivant renseigne sur le nombre de jeunes dans les classes COIP/IPDM au cours des dernières six années:

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Le Luxembourg continue à déployer tous les moyens afin de lutter contre le décrochage scolaire. D'après l'Enquête force de travail (EFT) d'Eurostat, le pays affiche un taux de décrochage scolaire de 6,1% en 2014. Il est toutefois à signaler que les chiffres de l'EFT considèrent l'entièreté de la population résidente au Luxembourg, comprenant beaucoup de jeunes diplômés arrivés au Luxembourg pour y travailler, tandis que les études/statistiques du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ciblent exclusivement les élèves du système scolaire luxembourgeois.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher no de la question.)

La dernière étude du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse réalisée pour l'année scolaire 2014-2015 montre que:

- 400 décrocheurs temporaires se sont entre-temps inscrits à une autre école, 142 au Luxembourg, 258 à l'étranger, le plus souvent en Belgique;

- 1.007 décrocheurs permanents ont définitivement quitté l'école dont:

- 164 ont trouvé un emploi,

- 82 se retrouvent dans une mesure d'emploi,

- 133 recherchent un emploi,

- 628 sont sans occupation et sont accompagnés par l'ALJ.

Des 1.007 décrocheurs permanents, 235 avaient déjà décroché lors d'une année scolaire précédente.

- 225 décrocheurs n'ont pas pu être joints ou ont refusé le contact.

Le Gouvernement a mis en place toute une panoplie de mesures répondant aux besoins spécifiques des jeunes décrocheurs. Les ateliers protégés, auxquels la question parlementaire fait référence en tant qu'instrument de réinsertion des jeunes décrocheurs, peuvent certes constituer une piste pour certains jeunes aux besoins très spécifiques. Il faut toutefois souligner que les postes dans les ateliers protégés sont réservés aux seules personnes ayant eu reconnaissance de leur statut de handicap physique ou psychique par la commission médicale et qui ont, par la suite, été orientées vers un atelier protégé par la Commission d'orientation et de reclassement. De ce fait, il s'agit d'un instrument pour les personnes aux besoins bien spécifiques dont les capacités ne suffisent pas ou pas encore aux exigences et contraintes du marché du travail ordinaire.

En 2017, 23 ateliers protégés emploient des salariés handicapés. Le nombre de postes disponibles a connu une augmentation au cours des dernières années: partant de 373 personnes en 2004, les ateliers protégés ont occupé 1.141 salariés handicapés en mai 2017. Afin de tenir compte de l'évolution du handicap et des besoins spécifiques des personnes concernées, des adaptations continues des structures ont permis d'augmenter le nombre de postes de travail offerts et des agrandissements de structures sont actuellement en cours. La planification de structures nécessaires et adaptées suivant le profil des salariés handicapés est sujet d'une concertation interministérielle régulière.

À côté de la piste très spécifique des ateliers protégés, le Gouvernement a mis en place tout un dispositif permettant aux jeunes d'accéder à une formation professionnelle. Il importe toutefois de signaler que les élèves admissibles à la formation professionnelle de base menant au Certificat de capacité professionnelle (CCP) ont des difficultés à trouver un poste d'apprentissage, ce qui est démontré depuis des années par les chiffres du Service d'orientation de l'ADEM. À ce s'y ajoute le fait que presque un tiers des contrats d'apprentissage conclus sont résiliés en cours de formation. Le manque de postes d'apprentissage en CCP et la résiliation de contrats CCP et DAP (au niveau de la formation initiale) sont ainsi les causes majeures du décrochage scolaire. Conscient du problème persistant de manque de postes d'apprentissage, le Gouvernement s'apprête à mettre en place un dispositif permettant aux élèves n'ayant pas trouvé un contrat d'apprentissage auprès d'un employeur de tout de même pouvoir commencer leur apprentissage. Un projet pilote est à l'étude.

Afin de remédier à cette situation, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse poursuit plusieurs pistes, à savoir:

Depuis plusieurs années, le Service de la formation professionnelle (SFP) assume dans ses Centres de formation professionnelle continue (CNFPC) à Esch et à Ettelbruck, mais aussi dans différents lycées techniques, le rôle de patron-formateur pour un certain nombre de jeunes pour la qualification CCP dans les métiers électricien, paysagiste, peintre, peintre de véhicules, aide-ménagère...

Des négociations avec plusieurs prestataires privés (Croix-Rouge, Caritas, Fondation Elisabeth) ont été entamées dans le but de créer des centres de formation (et d'orientation) professionnelle inspirés du modèle des Berufs-Bildungs-Werke (BBW) comme il en existe une bonne cinquantaine en Allemagne. Dans un tel centre, des jeunes décrocheurs issus de contextes sociaux fragilisés ou en risque de décrochage pour des problèmes de transition vers l'apprentissage peuvent bénéficier d'une formation professionnelle concomitante accompagnée d'un encadrement psychosocial appuyé. L'enseignement scolaire est assuré par des enseignants d'un lycée, la formation en entreprise organisée sur place par le BBW, accompagnée par des stages dans des entreprises associées au BBW. Les élèves suivent une année préparatoire qui permet d'identifier la formation qui leur convient. Ils sont à l'internat pendant un certain temps et bénéficient d'un encadrement adéquat afin d'apprendre ou de réapprendre les rythmes et conduites nécessaires pour réussir un apprentissage.

L'accompagnement après le décrochage scolaire se fait par les Antennes locales pour jeunes (ALJ) du Service national de la jeunesse qui prennent contact avec tout jeune entre 16 et 25 ans ayant quitté le système scolaire luxembourgeois sans avoir obtenu de diplôme final. Durant l'année scolaire 2015-2016, l'ALJ a contacté 1.658 décrocheurs. Pour 704 décrocheurs, la procédure d'accompagnement ALJ a été lancée. 417 de ces jeunes souhaitaient retourner à l'école. 138 participaient aux stages ALJ (195 stages dans 157 entreprises). Ce stage qui aide le jeune à développer et confirmer un projet professionnel est évalué par une fiche d'évaluation que le jeune peut utiliser par la suite pour se présenter auprès d'un patron. Plus de la moitié des stagiaires sont retournés en formation: 34% pour un apprentissage DAP ou CCP, 20% pour une formation plein temps.

Dans le cadre des mesures et projets en faveur du maintien scolaire, 50 projets scolaires contre l'exclusion scolaire sont offerts dans une vingtaine de lycées, à savoir:

- Des offres spécifiques pour les élèves qui ne réussissent pas leur apprentissage dans les cours réguliers: l'École de la 2<sup>e</sup> Chance, les cours d'orientation et d'initiation professionnelles (COIP) ainsi que les classes IPDM, classes mosaïques pour élèves au comportement difficile, les classes spécifiques pour redoublants.

- Dans l'intérêt de la prévention du décrochage, les collaborateurs de l'ALJ organisent dans les lycées à régime préparatoire des réunions de parents, des visites en entreprises, des entretiens individuels avec les élèves et les stages d'orientation: 1.750 élèves ont fait 4.300 stages en 2015-2016. Il y a eu en plus 108 journées «OSNA» (Op der Sich no enger Ausbildungen-platz) dans les lycées pour 1.546 élèves.

- Le projet PASS au Lycée des Arts et Métiers, site Dommeldange, vise sur la base d'un projet concret à facettes multiples l'amélioration de la confiance en soi et de l'estime de soi d'élèves en échec scolaire durable, ainsi que leur qualification par une certification par observation des compétences de l'élève et des modules. Après une année de préparation, le projet a démarré en septembre 2016 avec une douzaine d'élèves.

- La structure VTT (Verhalen, Testen an Trainéieren) à l'Izegerstee accueille des élèves souffrant de troubles du comportement sévères.

- Au Lënster Lycée, une équipe pédagogique à effectif réduit encadre les élèves du régime préparatoire; des échanges réguliers ont lieu avec les parents. Le projet vise l'entraînement à l'autonomie par le travail avec des plans hebdomadaires, un portfolio et l'initiation au travail par projets.

- Les classes IPDM-COR (classe d'orientation: 16-18 ans) et IPDM-SVO (service volontaire d'orientation: 18-25 ans) au Lycée Bel-Val accueillent des jeunes en phase de transition vers la formation professionnelle.

- Le projet du CPOS Plateforme accrochage scolaire (PAS) est mis en œuvre dans deux lycées pilotes et vise l'évaluation systémique du risque de décrochage scolaire des élèves de 10<sup>e</sup>/4<sup>e</sup>. Le cadre référentiel repose sur quatre piliers d'action: un dépistage systématique; un programme d'accompagnement adapté au jeune; des ateliers psychopédagogiques selon les besoins d'un groupe-classe; des alliances éducatives avec les acteurs des lycées, de la Maison de l'orientation et des réseaux médico-sociaux et entrepreneuriaux.

- Le projet européen Erasmus+ Training Without Borders, vise à améliorer la formation et l'insertion professionnelle de jeunes dits «fragilisés», à l'échelle de la Grande Région.

- Les cours de préparation à l'Armée luxembourgeoise (COPRAL) au Lycée technique d'Ettelbruck préparent une cinquantaine de jeunes au service à l'armée.

- De nouvelles offres scolaires ont été créées au sein de l'école publique s'adressant aux élèves avec un profil langagier spécifique: Bac international à l'Athénée de Luxembourg et au Lycée technique du Centre, classes anglophones au Lycée Michel Lucius, l'École internationale à Differdange et à Esch-sur-Alzette.

Le projet JobElo, qui repose sur une collaboration entre le Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire et le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, a pour objectif de qualifier un maximum de jeunes décrocheurs (18-25 ans) par les mesures suivantes: évaluation et encadrement de deux mois au sein du Centre d'orientation socioprofessionnelle (COSP); expérience d'initiation professionnelle (EIP) d'un mois, orientation du jeune en fonction de son projet professionnel. Ce projet permet à des jeunes qui n'avaient initialement pas les qualifications requises d'accéder au cours de ce projet à l'apprentissage.

L'accès aux qualifications scolaires et professionnelles des élèves à besoins éducatifs particuliers est possible grâce aux aménagements raisonnables.

Les offres en formation apprentissage pour adultes accueillent des décrocheurs qui souhaitent se qualifier respectivement souhaitent continuer leur apprentissage entamé à l'école.

L'amélioration de l'orientation scolaire sera possible suite à la loi portant sur l'organisation de la Maison de l'orientation et la cohérence renforcée de l'orientation scolaire et professionnelle.

Le projet de loi n°7072 qui instituera un service de médiation de l'éducation nationale permettra d'analyser mieux les causes du décrochage et d'y remédier.

Toutes les actions précitées ont pour but de réduire le décrochage scolaire et de proposer aux jeunes une orientation vers une formation professionnelle. Parallèlement, l'ADEM collabore étroitement avec l'ensemble de ces acteurs en vue du placement des jeunes demandeurs d'emploi. Toute une panoplie de dispositifs, de mesures et d'offres d'accompagnement permettent ainsi de faciliter la transition des jeunes du milieu scolaire vers le milieu professionnel. Dans le cadre de la garantie pour la jeunesse, l'ADEM a mis en place des services spécialisés dans l'accompagnement des jeunes demandeurs d'emploi.

Les conseillers spécialisés tiennent compte des besoins spécifiques des jeunes afin d'établir un parcours professionnel personnalisé et réaliste. À côté des services classiques (ateliers CV, lettre de motivation, plan de carrière, projet professionnel...), le Service orientation professionnelle a pour mission de guider les jeunes vers un apprentissage initial (CCP, DAP, CT), vers un apprentissage transfrontalier ou encore, sous certaines conditions, vers un apprentissage pour adultes. De nombreuses mesures en faveur de l'emploi ont également été mises en place et continuellement adaptées afin d'aider les jeunes à accéder à un emploi stable (CIE, CAE...). À noter également que de nombreux projets en faveur de l'insertion professionnelle des jeunes ont pu être mis en place dans le cadre du Fonds social européen.



**Question 3089** (21.06.2017) de **M. Max Hahn** (DP) concernant les **normes de sécurité incendie**:

Récemment, un incendie dans un immeuble résidentiel à Londres a coûté la vie à des dizaines de personnes.

Ce drame a montré qu'il est essentiel que les bâtiments dans lesquels vivent un grand nombre de personnes respectent des normes de sécurité incendie.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Est-ce qu'il existe un organe à qui incombe la réception finale des immeubles résidentiels quant à leur conformité aux prescriptions de sécurité incendie octroyées au maître d'ouvrage?

- Dans l'affirmative, à qui incombe ce contrôle de conformité? Est-ce que des contrôles périodiques sont obligatoires?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas opportun de mettre en place un tel organe afin que des catastrophes comme celle à Londres ne puissent pas se produire au Luxembourg?

**Réponse** (08.09.2017) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*:

D'après le règlement grand-ducal modifié du 10 mai 2012 portant nouvelles nomenclature et classification des établissements classés, les immeubles résidentiels au Luxembourg ne sont pas couverts par la législation des établissements classés, les missions de réception et de contrôle en relation avec cette loi ne sont par conséquent pas d'application légale pour ces types d'établissements.

Le règlement type sur les bâtisses, les voies publiques et les sites datant du 26 septembre 2013 recommande dans son article 71.12 intitulé «Contrôles» que «L'administration communale se réserve le droit d'exiger que les bâtiments, ouvrages et installations soient, avant leur mise en service, réceptionnés par un bureau de contrôle qu'elle a préalablement accepté. Sans préjudice d'autres dispositions légales et réglementaires applicables, les installations de sécurité sont à contrôler au moins tous les 24 mois par le propriétaire ou son mandataire».

À défaut d'une telle disposition dans le règlement communal précité, le service de prévention incendie, prévu par l'article 10 de la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une administration des services de secours, qui est dans la majorité des cas représentée par un expert qualifié du Service d'incendie et de sauvetage communal, peut invoquer la réception et le contrôle périodique dans le cadre de son avis de prévention incendie qui est généralement demandé par le bourgmestre en amont de la délivrance d'une autorisation de bâtir. Le cas échéant, l'autorisation de bâtir peut préconiser une réception et un contrôle périodique par le propriétaire ou son mandataire.

La majorité des services de prévention incendie des communes se réfèrent aux prescriptions de prévention incendie ITM-SST 15xx.x, élaborées par l'Inspection du travail et des mines et le Service incendie et ambulances de la Ville de Luxembourg et à la prescription SIS 1 pour les immeubles mixtes, élaborée par le Service incendie et ambulances de la Ville de Luxembourg et la Commission de sécurité, de prévention et de prévision incendie de la fédération nationale des corps de sapeurs-pompiers. Ces prescriptions exigent toutes une réception ainsi qu'un contrôle périodique à charge du propriétaire ou de son mandataire.

Je me permets finalement d'ajouter que le futur Corps grand-ducal d'incendie et de secours («CGDIS») offrira un service national de prévention contre les incendies, actuellement sous la compétence conjointe de l'État et des communes. Dans ce contexte, une commission consultative de prévention des incendies sera instituée auprès du CGDIS, qui donnera son avis sur toutes les questions relatives à l'élaboration et l'application du concept de prévention des incendies en garantissant une concertation de tous les acteurs concernés.

**Question 3090** (21.06.2017) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant les **projets dans le domaine de l'agroforesterie**:

Wie mir aus verschiedenen Informationsquellen zugetragen wurde, soll die Naturverwaltung des Umweltministeriums Agroforstprojekte in Luxemburg planen.

Die Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Förderung der ländlichen Entwicklung durch den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums sieht eine mögliche Förderung solcher Projekte vor.

Diese Möglichkeit wurde jedoch nicht im Rahmen des ländlichen Entwicklungsplans 2014-2020 in Luxemburg zurückbehalten.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen an die Frau Ministerin für Umwelt stellen:

1. Welche Agrarforstprojekte sind aktuell in Planung?
2. Nach welchen Kriterien werden die Flächen ausgewählt?
3. Werden die Agroforstprojekte, auf deren Flächen keine Düngung und kein Pflanzenschutz vorgesehen ist, prioritär auf naturschutzrelevanten Flächen (Natura 2000, nationale Naturschutzgebiete, Wasserschutzgebiete) umgesetzt?
4. Kann ausgeschlossen werden, dass die „guten“ landwirtschaftlichen Böden von Agrarforstprojekten betroffen sind?
5. Wie können diese Projekte konkret unterstützt werden?
6. Sind dementsprechende Staatsbeihilfen von der EU-Kommission genehmigt worden?
7. Gab es im Vorfeld dieser Projekte eine Zusammenarbeit zwischen dem Umwelt- und dem Landwirtschaftsministerium?
8. Warum werden die Projekte vom Umweltministerium und nicht vom Landwirtschaftsministerium koordiniert?
9. Bleiben die durch Agrarforstprojekte betroffenen landwirtschaftlichen Flächen weiterhin prämielfähig?
10. Werden diese Flächen nach Ablauf der Projekte wieder in den ursprünglichen Zustand versetzt?
11. Werden die Agroforstprojekte für das Greening angerechnet?
12. Handelt es sich um eine freiwillige Beteiligung der Landwirte oder werden die geplanten Maßnahmen auf staatseigenen oder anderen öffentlichen Flächen den Pächtern auferlegt?

**Réponse** (18.07.2017) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

Agroforst ist eine Form der Landnutzung, bei der Bäume oder Sträucher gleichzeitig mit Tierhaltung und/oder einjährigen Nutzpflanzen auf derselben Fläche angebaut werden (Herzog et al. 2016). Agroforstsysteme sind Mischkulturen, die folgende Bedingungen erfüllen (Somarriba 1992 verändert nach Herzog et al. 2016):

- beteiligt sind mindestens zwei Pflanzenarten;
- mindestens eine Pflanzenart ist eine mehrjährige, verholzende Pflanze;
- mindestens eine Pflanzenart wird landwirtschaftlich genutzt.

**Entstehung und Zielsetzung**

Die Kombination von Nutzung von Bäumen, Ackerbau und Tierhaltung auf einer Fläche kommt in unterschiedlichen Varianten in weiten Teilen der Welt zur Anwendung. Vor allem in Regionen mit weniger hoch technologisierter Landnutzung geht es darum, durch Diversifizierung des Anbaus die zur Verfügung stehenden Flächen effizient zu nutzen und eine Erhöhung des Einkommens zu erzielen (Jacobi et al. 2014). Diese Prinzipien sind ebenfalls umsetzbar in Rahmen einer intensiveren, mechanisierten Landwirtschaft wie sie in Westeuropa größtenteils betrieben wird.

In Europa ist Agroforst ein relativ neuer Begriff, allerdings stellen Agroforstsysteme keine neuartigen Vorgehensweisen der Landnutzung in Europa dar. Vielmehr sind europaweit traditionelle Anbausysteme, bei denen Ackerbau oder Tierhaltung mit der Nutzung von Bäumen oder Hecken kombiniert werden, gut bekannt (Eichhorn et al. 2006). Streuobstwiesen sind beispielsweise das in Luxemburg heute noch am weitest verbreitete traditionelle Agroforstsystem. Im heutigen Europa werden unter Agroforst in der Regel folgende Systeme verstanden, die sich teilweise überlappen: Getreideanbau in Kombination mit Bäumen, Tierhaltung in Kombination mit Bäumen und Wertholzproduktion in Kombination mit landwirtschaftlicher Nutzung (den Herder et al. 2017). Weiterhin werden Kurzumtriebsplantagen im Sprachgebrauch oftmals unter dem Begriff Agroforst genannt, auch wenn hier strengenommen (nach der o.g. Definition) keine zwei Kulturen (verholzende Pflanze und einjährige landwirtschaftliche Kultur) miteinander

der kombiniert werden, sondern es sich um verholzende Pflanzen in kurzer Umtriebszeit auf landwirtschaftlichen Flächen handelt.

Auf Interesse stoßen Agroforstsysteme, weil produktive Anbausysteme mit potenziell positiven Auswirkungen auf die Ökologie erhofft werden, die im Vergleich zu konventionellen landwirtschaftlichen Methoden mehr Bodenschutz, eine höhere Wasserrückhaltekapazität, die Reduktion von Nitratauswaschungen, mehr CO<sub>2</sub>-Bindung, eine Förderung der Biodiversität und ein vielfältigeres Landschaftsbild liefern sollen (Jacobi et al. 2014).

Die ökologische Wirkung von Agroforstsystemen

Untersuchungen zur Bewertung von Agroforstsystemen in West- und Mitteleuropa fokussieren sich in der Regel auf die ökologischen Auswirkungen dieser Landnutzungsformen (Übersicht: Fagerholm et al. 2016b, Torralba et al. 2016).

Verschiedene Untersuchungen weisen positive ökologische Effekte von Agroforstsystemen im Vergleich zur reinen ackerbaulichen Nutzung nach wie beispielsweise eine verminderte Erosion bzw. Erosionsgefährdung oder eine reduzierte Nitratauswaschung aus den Böden (Palma et al. 2007b).

Diverse Untersuchungen weisen auf eine Erhöhung der Artenvielfalt und der Individuenabundanz sowie auf eine Erhöhung der Strukturvielfalt durch Agroforstsysteme hin (Mcadam et al. 2007, Varah et al. 2013).

ad 1. Es ist der Natur- und Forstverwaltung sehr daran gelegen die Umsetzung von Agroforstprojekten in Luxemburg auf einer soliden wissenschaftlichen Basis fußen zu lassen. In dem Sinne wurde schon 2013 damit begonnen, betroffene Akteure und Stakeholder im Rahmen einer Konferenz über Sinn und Zweck von Agroforst zu informieren, aber auch um möglichen Vorurteilen bei den landwirtschaftlichen Akteuren zu begegnen. Des Weiteren hat die Naturverwaltung eine wissenschaftliche Arbeit, in Zusammenarbeit mit dem Institut für Naturschutzökologie und Landschaftsmanagement der Universität Freiburg in Auftrag gegeben, mit dem Ziel die Möglichkeiten und Anwendungsbereiche von Agroforst in Luxemburg klar zu definieren.

Konkret arbeitet die Naturverwaltung momentan an einem einzelnen Agroforstprojekt auf einer Staatsfläche in der Gemeinde Differdange. Die Ausrichtung dieses Pilotprojektes fundiert auf einer Konzeptstudie, erarbeitet im Auftrag der Naturverwaltung durch ein luxemburgisches Planungsbüro.

ad 2. Hauptkriterien für die Auswahl dieser Flächen war ihre direkte Verfügbarkeit, da sie sich im Staatsbesitz befinden und deren Lage im direkten Umfeld von Natura 2000-Gebieten. Das Projekt soll unter anderem zum Biotopverbund zwischen Einzelflächen des Gebietes LU0001028 - Differdange Est - Prénzebiert/Anciennes mines et carrières beitragen (siehe Managementplan LU0001028: [http://www.environnement.public.lu/conserv\\_nature/dossiers/Natura\\_2000/Liste\\_nationale\\_des\\_Zones\\_Habitats/LU0001028\\_LU0002008.pdf](http://www.environnement.public.lu/conserv_nature/dossiers/Natura_2000/Liste_nationale_des_Zones_Habitats/LU0001028_LU0002008.pdf)).

ad 3. Der Einsatz von Pflanzenschutzmitteln und die Düngung sind prinzipiell nicht unvereinbar mit der Umsetzung von Agroforstprojekten. Gleichmaßen ist deren Einsatz nicht allgemein verboten in den genannten Schutzzonen. Vielmehr sollte daran gelegen sein Agroforst konsequent da einzusetzen, wo Umweltschutz und Landwirtschaft einen gemeinsamen Gewinn in der Umsetzung erkennen.

ad 4. Zahlreiche wissenschaftliche Studien haben gezeigt, dass Agroforst sich sehr positiv auf den Bodenschutz auswirkt. Ökologische Dienstleistungen wie Erosionsschutz oder Bodenauflockerung durch das Wurzelwerk von Gehölzpflanzen oder die Anreicherung der Böden mit organischem Material durch den Eintrag von Laub und die Förderung von Bodenmikroorganismen garantieren so den nachhaltigen Schutz und die natürliche Erneuerung der Böden. Schutz vor Bodenaustrocknung bei extremen Wetterbedingungen durch Beschattung haben zusätzliche positive Auswirkungen auf die Produktivität der Böden. „Gute“ aber auch „schlechte“ Böden können demnach, durch eine gut geplante Umsetzung von Agroforstprojekten, nachhaltig für die landwirtschaftliche Produktion erhalten und aufgewertet werden.

ad 5. Die Frage der staatlichen Unterstützung von Agroforstprojekten ist kruzial und sollte unbedingt in Luxemburg thematisiert werden, spätestens bei der „mid-term review“ des nationalen Programmes für die ländliche Entwicklung. Staatliche Beihilfen für Agroforst sind umso wichtiger als dass sich daraus neue Opportunitäten für die Landwirtschaft ergeben könnten. Man denke nur an die momentanen Entwicklungen im Bereich der Verwertung von

Grünschnitt, der regionalen Produktion und Verwertung von Streuobst (Fruchtsaft, Apfelwein etc.).

Dem Umweltdepartement ist es demnach sehr daran gelegen, dass die Chance der „mid-term review“ genutzt wird um ein zielstrebiges Hilfsprogramm in diesem Bereich den sehr interessierten Landwirten zur Verfügung stellen zu können. Rezente Fortbildungskurse des Maschinenrings in Zusammenarbeit mit Natur-, Umwelt- und Landwirtschaftsverwaltungen haben klar das Interesse der Bauern an diesen Projekten bewiesen, bzw. geweckt.

Es sei jedoch bemerkt, dass Luxemburg seit 1998, privaten Eigentümern oder Bewirtschaftern, finanzielle Zuschüsse auszahlt, für das Pflanzen von Bäumen und Hecken sowie Schutzmaßnahmen von Pflanzungen. Diese Zuschüsse werden ausbezahlt über das „Règlement grand-ducal du 18 mars 2008 abrogeant et remplaçant le règlement grand-ducal du 22 octobre 1990 concernant les aides pour l'amélioration de l'environnement naturel“ und können gegebenenfalls jetzt schon für die Umsetzung von Agroforstprojekten beantragt werden.

ad 6. Da spezifische Staatshilfen für Agroforst nicht angeboten werden, wurde auch keine Genehmigungsprozedur bei der Kommission eingeleitet.

ad 7. Die Zusammenarbeit zwischen Verwaltungen in diesem Bereich beschränkt sich zurzeit auf den informellen Austausch, sei es im Rahmen von der obengenannten Konferenz, bilateralen Gesprächen zwischen Verwaltungen oder der Ausarbeitung von Natura 2000-Managementplänen.

Zusätzlich sei daran erinnert, dass die gemeinsame Arbeitsgruppe „Naturschutz und Landwirtschaft“ im Rahmen der Ausarbeitung des nationalen Naturschutzplanes sich darauf geeinigt hat, Agroforst als Maßnahme in eben diesem Plan zu verankern. In dieser Arbeitsgruppe waren sowohl die landwirtschaftlichen Verwaltungen als Vertreter der Bauerngewerkschaften beteiligt. Der nationale Naturschutzplan wurde am 13. Januar 2017 von der Regierung verabschiedet.

ad 8. Das Umweltministerium hat sich diesem Thema frühzeitig angenommen da erkannt wurde, dass sich aus Agroforstprojekten zukunftsweisende Synergien mit der Landwirtschaft entwickeln lassen, deren Vorteile zuerst wissenschaftlich, aber auch praktisch, an Hand von Pilotprojekten, veranschaulicht werden müssen. Bei dem regen Interesse der Landwirte und einzelnen Beamten der Ackerbauverwaltung für dieses Thema stehen die Chancen sehr gut, dass auch die landwirtschaftlichen Verwaltungen sich diesem Thema widmen werden.

ad 9. Gemäß inoffiziellen Aussagen des Service pour l'économie rurale, ist diese Frage mit einem klaren „ja“ zu beantworten.

ad 10. Wenn mit dem ursprünglichen Zustand das Entfernen von Gehölzpflanzungen gemeint ist und das initiale Projekt, die Produktion von Holz, beabsichtigt wurde, kann dies ohne Weiteres geschehen, unter der Bedingung, dass die Plantagen ihren Reifezustand auch erreicht haben.

ad 11. Gemäß inoffiziellen Aussagen des Service pour l'économie rurale, ist diese Frage mit einem klaren „ja“ zu beantworten. Allgemeine Bedingungen, was die erlaubte Baumdichte angeht, müssen jedoch eingehalten werden.

ad 12. Beide Szenarien sind möglich. Ein gemeinsames Verständnis für die Richtigkeit der Projekte von Seiten der Landwirte und der Eigentümer ist natürlich erstrebenswert.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

**Question 3097** (26.06.2017) de **Mme Nancy Arendt** (CSV) concernant les **actes de pédophilie**:

L'Australie a annoncé vouloir durcir la lutte contre la pédophilie et empêcher des individus condamnés pour pédophilie de se rendre à l'étranger pour récidiver.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:



1. Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer le nombre d'informations judiciaires ouvertes au Luxembourg en raison d'actes de pédophilie les cinq dernières années? Monsieur le Ministre peut-il également m'informer sur le nombre de personnes condamnées sur ce fondement ces cinq dernières années?

2. Combien d'actes de pédophilie poursuivis au Luxembourg ont été commis à l'étranger? Combien de cas n'ont pas pu être poursuivis en raison du principe de la double incrimination?

3. Monsieur le Ministre souscrit-il à la démarche australienne? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre entend-il prendre une initiative législative suivant le modèle australien? Toujours dans l'affirmative, dans quel délai?

**Réponse** (25.07.2017) de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*:

ad 1. Il faut souligner de prime abord qu'il n'existe pas au Luxembourg d'infraction pénale intitulée «acte de pédophilie».

La question vise certainement toutes les infractions de nature ou à connotation sexuelle commises à l'égard d'un mineur.

Le tableau ci-annexé (*annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question*) reprend les statistiques portant sur les infractions de viol et d'attentat à la pudeur sur mineur, de pédopornographie et de grooming.

ad 2. Le système statistique du Parquet général ne permet pas de filtrer dans les recherches statistiques les dossiers dans lesquels les infractions ont été commises à l'étranger.

ad 3. L'initiative australienne dont parle l'honorable Députée est un projet de loi qui vise à priver de passeport les pédophiles condamnés et figurant sur un registre national. Dépourvues de passeport, ces personnes ne pourront pas quitter le continent australien. Une telle mesure, si elle est adoptée, constituerait une première mondiale.

Une éventuelle interdiction de voyager devrait être mise en œuvre de tous les États membres de l'Union européenne et dans le cadre de l'espace de libre circulation de l'Union européenne.

Il faut rappeler que l'article 5-1 du code de procédure pénale dispose:

«art. 5-1: Tout Luxembourgeois, toute personne qui a sa résidence habituelle au Grand-Duché de Luxembourg, de même que l'étranger trouvé au Grand-Duché de Luxembourg, qui aura commis à l'étranger une des infractions prévues aux articles 112-1, 135-1 à 135-6, 135-9 et 135-11 à 135-16, 163, 169, 170, 177, 178, 185, 187-1, 192-1, 192-2, 198, 199, 199bis, 245 à 252, 310, 310-1 et 368 à 384 du Code pénal, pourra être poursuivi et jugé au Grand-Duché, bien que le fait ne soit pas puni par la législation du pays où il a été commis et que l'autorité luxembourgeoise n'ait pas reçu soit une plainte de la partie offensée, soit une dénonciation de l'autorité du pays où l'infraction a été commise.»

Cet article donne ainsi une large compétence aux autorités judiciaires luxembourgeoises pour poursuivre des infractions en matière sexuelle commises à l'égard de mineurs, et ce même en l'absence de dénonciation officielle par une autorité étrangère compétente.

**Question 3102** (27.06.2017) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant les **conditions de recrutement du Centre culturel de rencontre Abbaye de Neumünster**:

Den „Centre culturel de rencontre Abbaye de Neumünster“ s'icht een „chargé de presse“. Wat déi sproochlech Kompetenzen ugeet, déi néideg sinn, fir dee Poste besetzen ze kënnen, heescht et: „La connaissance du luxembourgeois et/ou de l'allemand sont considérées comme un atout.“ Wann ee bedenkt, datt de Kulturministère déi gréisste Finanzéierungsquell vum Centre Neimënster ass, sinn déi Astellungskritäre schweierer nozevollzéien a schéngen mat dem Geescht vun eiser Legislatioun iwwert d'Sproochen net kompatibel ze sinn.

Zu deem Aarbechtsprofil hätt ech e puer Froen un den Här Kulturminister:

1. Mat wat fir engem Recht an aus wéi enge Grënn diskriminéiert eng Lëtzebuurger Kulturinstitution, déi zum gréissten Deel an effentle-

cher Hand ass, d'Nationalsprooch Lëtzebuergesch an d'Verwaltungssprooch Däitsch géint iwwer dem Franséischen?

Wat d'Opfaassung iwwert den Zougang vum Bierger zur Kultur ugeet, heescht et um Internetsite vum Centre Neimënster, datt si d'„reconnaissance de la culture“ als een „droit citoyen et un service public assumé par la collectivité nationale“ ugesinn.

2. Wéi ass et an deem Kontext méiglech, datt dem Lëtzebuurger Bierger säi Recht a Fro gestallt gëtt fir, och am Kader vu kulturellen Evenementer, prioritär a selbstverständlech a senger Nationalsprooch informéiert ze ginn?

3. Misst en „chargé de presse“ net onbedéngt och all déi Sprooch kënnen, déi besonnesch vill an eiser Press benotzt ginn, dat heescht Däitsch an der geschriwwener Press a Lëtzebuergesch am audiovisuelle Beräich?

**Réponse** (18.07.2017) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre de la Culture*:

D'Personal am Établissement public Centre culturel de rencontre Abbaye de Neumünster (hei hannendrun „Neimënster“ genannt) gëtt laut Artikel 6 vum Gesetz ënnert dem Statut vum Salarié de droit privé<sup>1</sup> agestallt. Et besteet keng gesetzlech Virlag, déi engem Établissement public virschreift, datt d'Personal, wat agestallt gëtt, misst déi lëtzebuergesch Sprooch beherrschen. Wat priméiert, ass d'Ausféiere vun de gesetzleche Missioun vum Établissement public.

Neimënster organiséiert eng grouss Unzuel vu kulturelle Manifestatiounen a ville verschiddene Sproochen. D'Institution adresséiert sech un e multikulturelle Public - sief dat aus dem Land selwer oder iwwert d'Grenzen eraus. D'Lëtzebuurger Sprooch, gradesou wéi Däitsch, Franséisch an Englesch, mussen op héchstem Niveau beherrscht ginn, fir all Bevëlkerungsgruppen ze errechen.

Lëtzebuergesch stellt fir Neimënster eng Prioritéit duer, an der Programmation an an der Ausféierung. Den Établissement public leet ganz grouss Wäert op d'Kommunikation an der Lëtzebuurger Sprooch a beméit sech, konsequent d'Lëtzebuurger Bierger a Biergerinnen an hirer Nationalsprooch ze errechen. Et kann op kee Fall vun enger Diskrimination vun der Lëtzebuurger Sprooch geschwat ginn.

D'Kommunikationsabteilung vun Neimënster besteet aus dräi Persounen: zwee Lëtzebuurger an enger drëtter Persoun, déi an der Annonce gesicht ginn ass. Well déi zwou lëtzebuergesch Persounen, déi aktuell agestallt sinn, schonns Lëtzebuergesch, Däitsch an Englesch ofdecken, gouf elo bei der drëtter Persoun de Fokus op d'Franséisch geluecht. Dëst erkläert also de Libellé vun der Ausschreibung.

**Question 3114** (04.07.2017) de **M. Serge Wilmes** (CSV) concernant la **réhabilitation de l'ancien site industriel Pulvermühle**:

L'ancien site industriel Pulvermühle est en train d'être réhabilité pour faire place à un nouveau quartier résidentiel.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

1) Madame la Ministre de l'Environnement, peut-elle m'indiquer les conditions de remise en état de la friche industrielle Pulvermühle?

2) Vu la forte contamination du site, des mesures préventives ont-elles été prises pour assurer la qualité de l'eau potable dans le quartier de Pulvermühle? Des analyses de la qualité de l'eau potable ont-elles été effectuées? Dans l'affirmative, Madame la Ministre de l'Environnement peut-elle m'en communiquer les résultats?

3) Monsieur le Ministre du Travail, peut-il m'indiquer les mesures à respecter par les entreprises en charge de l'assainissement de la friche industrielle afin de garantir la santé de leurs salariés? L'Inspection du travail et des mines (ITM) a-t-elle déjà procédé à un contrôle des travaux d'assainissement de l'ancien site industriel Pulvermühle?

4) Monsieur le Ministre du Travail, peut-il m'indiquer les mesures à prendre par les entreprises susmentionnées afin de protéger la santé des habitants du quartier de Pulvermühle pendant les travaux d'assainissement?

5) Enfin, Madame et Monsieur les Ministres, peuvent-ils me renseigner sur la collaboration entre l'État et la Ville de Luxembourg pour gérer le projet Pulvermühle?

**Réponse commune** (14.09.2017) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*, et de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*:

ad 1) Le site Pulvermühle a été exploité industriellement depuis le 19<sup>e</sup> siècle et a hébergé en dernier lieu les établissements classés «Secalt» (atelier métallique) et «Express» (nettoyage à sec). Le ministre ayant l'environnement dans ses attributions a fixé définitivement en 2016 sur base de l'article 13.8 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, les conditions de sauvegarde et de restauration du site dans le cadre de la cessation d'activité de l'ancien atelier métallique et a imposé sur base de l'article 43 de la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets, des mesures curatives au niveau du terrain de l'ancien nettoyage à sec.

Les arrêtés en question, notifiés selon les dispositions des législations applicables, imposent des mesures d'assainissement du sol et des eaux souterraines avec des objectifs d'assainissement qui tiennent compte de la vocation future telle que définie par le «PAP Polfermillen».

Certains travaux de sauvegarde et de restauration nécessitent la mise en œuvre de procédés soumis à autorisation spécifique en vertu des dispositions de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés. Par conséquent, des conditions d'aménagement et d'exploitation y relatives et nécessaires pour la protection de l'environnement sont fixées dans le cadre de ces autorisations.

Ainsi, l'ensemble des arrêtés délivrés sur base des législations relatives aux établissements classés et aux déchets fixent les conditions à respecter lors de l'exécution des travaux nécessaires dans le cadre de la remise en état du site. En particulier, il y est précisé que les travaux d'assainissement du sol ainsi que l'évacuation des déchets en résultant doivent être surveillés par un organisme agréé.

ad 2) Le site industriel Pulvermühle se situe au sud-ouest et en dehors de la zone de protection du captage Pulvermühle (code national SCC-1-56), qui est exploité par la Ville de Luxembourg pour la production d'eau destinée à la consommation humaine. Les eaux souterraines du Grès de Luxembourg (li2) sont pompées dans le captage de telle sorte que le sens d'écoulement naturel des eaux souterraines ne soit pas modifié. Ainsi, le niveau de la nappe du Grès de Luxembourg se situe toujours au-dessus du niveau de la nappe alluviale et du niveau de l'Alzette. En effet, il faut éviter d'inverser le sens d'écoulement naturel des eaux souterraines et l'alimentation de la nappe du Grès de Luxembourg par les eaux de surface et les eaux de la nappe alluviale.

Comme le captage source Pulvermühle est localisé en amont du quartier «PAP Polfermillen», même en cas d'inondation et d'augmentation du niveau de la nappe alluviale, les émissions provenant de l'ancien site industriel ne pourront pas influencer la qualité des eaux captées par la Ville de Luxembourg.

Bien que les investigations aient révélé la présence de polluants dans les sols et les eaux souterraines de la nappe alluviale au droit du site industriel Pulvermühle, la contamination se limite cependant aux eaux souterraines des alluvions de l'Alzette qui sont alimentées par la formation aquifère du Grès de Luxembourg (li2). Le sens d'écoulement naturel des eaux souterraines à proximité du site montre qu'aucun danger n'est à redouter pour la qualité des eaux du Grès de Luxembourg (li2). En outre, les alluvions de l'Alzette recouvrent la formation peu perméable des Marnes d'Elvange (li1), qui ne permet pas la propagation des polluants plus en profondeur ni dans d'éventuelles nappes d'eaux souterraines exploitées pour la production d'eau destinée à la consommation humaine.

Il se dégage des caractéristiques géologiques et hydrogéologiques du secteur que les activités qui ont eu lieu sur le site industriel ne peuvent pas influencer, voire impacter, sur la qualité de l'eau potable exploitée au point de captage Pulvermühle.

Précisons encore que les analyses périodiques aux points de captages, effectuées par le laboratoire de l'Administration de la gestion de l'eau, comprennent tous les paramètres de l'annexe I du règlement modifié du 7 octobre 2002 relatif à la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine et tous les paramètres susceptibles d'être présents par les activités dans la zone d'alimentation du captage. Étant donné que des études prouvent qu'un impact du site industriel Pulvermühle sur la source Pul-

vermühle est exclu, d'autres paramètres spécifiques à ce site industriel n'ont pas été analysés. Enfin, la surveillance des réseaux d'eau potable et de la qualité de l'eau incombent aux communes, en l'occurrence à la Ville de Luxembourg pour le quartier Pulvermühle. Des contrôles, dont la fréquence et les limites de potabilité sont spécifiées dans le règlement grand-ducal modifié du 7 octobre 2002 relatif à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine, sont réalisés par la Ville de Luxembourg pour vérifier que l'eau distribuée est toujours conforme aux dispositions du règlement grand-ducal modifié du 7 octobre 2002 précité.

ad 3) L'article L.312-2 du Code du travail, impose à l'employeur de prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection de la sécurité et de la santé des salariés, y compris les activités de prévention des risques professionnels, d'information et de formation ainsi que la mise en place d'une organisation et de moyens nécessaires.

À cet effet, il est tenu de rédiger un plan particulier de sécurité et santé qui reprend l'évaluation des risques auxquels sont exposés les salariés, compte tenu des méthodes de réalisation des travaux prévus et les mesures de protection et de prévention qu'ils comptent mettre en œuvre.

Les règles spécifiques applicables au chantier, en tenant compte, le cas échéant, des activités d'exploitation ayant lieu sur l'ensemble du site sont précisées dans le plan général de sécurité et de santé qui est établi sur base du plan particulier de sécurité et de santé.

D'autre part, les autorisations d'exploitation délivrées pour l'assainissement du site en question, par le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire (MTEESS) au titre de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, déterminent les conditions d'aménagement et d'exploitation relatives à la sécurité du public et du voisinage en général ainsi qu'à la sécurité, l'hygiène et la santé sur le lieu de travail, la salubrité et l'ergonomie. Une des conditions de ces autorisations était l'établissement avant le début des travaux, d'un plan d'assainissement ayant pour but de garantir de façon efficace la protection de la sécurité et de la santé des salariés.

Ce plan évalue les risques et dangers auxquels peuvent être exposés les salariés et résulte sur des mesures de protection telles que la mise à disposition de protections individuelles adaptées, la réduction d'émission de poussières par humidification/arrochage, les mesures de la concentration de solvants pouvant avoir pour conséquence l'arrêt des travaux en cas de concentration trop élevée, etc.

Il s'ajoute qu'avant le début des travaux de démolition des bâtiments situés sur l'ancien site industriel Pulvermühle, des matériaux contenant de l'amiante ont été enlevés en conformité avec les dispositions du règlement grand-ducal du 4 juillet 2007 portant modification du règlement grand-ducal modifié du 15 juillet 1988 concernant la protection des travailleurs contre les risques liés à une exposition à l'amiante pendant le travail.

Ces travaux d'enlèvement d'amiante ont été surveillés par un organisme de contrôle agréé et aucune non-conformité n'a été détectée.

Considérant le bon déroulement des travaux de désamiantage et vu que les moyens de protection des salariés en relation avec les travaux d'assainissements, tels que:

- les équipements de protection individuels,
- la mesure de la concentration de solvants,
- la mise en place de procédures telles que l'arrêt des travaux en cas de détection d'une concentration de solvants trop élevée,
- la désignation d'un coordinateur en matière de sécurité et de santé,

ont été clairement identifiés et repris dans le dossier de demande d'autorisation établi au titre de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés;

Considérant que les mesures de la concentration de solvants ont été effectuées par la société Luxcontrol;

Vu ces faits, aucun autre indicateur en relation avec la sécurité et santé des salariés n'a justifié jusqu'à présent de procéder à aucun contrôle supplémentaire au niveau des travaux d'assainissements.

ad 4) Les autorisations délivrées par le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, pour l'assainissement du site en question, déterminent les conditions d'aménagement et d'exploitation relatives à la sécurité du public et du voisinage en général ainsi qu'à la sécurité, l'hygiène et la santé sur le lieu de travail, la salubrité et l'ergonomie.



Une des conditions de ces autorisations était l'établissement avant le début des travaux, d'un plan d'assainissement ayant pour but de garantir de façon efficace la protection de la sécurité et de la santé des salariés.

En ce qui concerne la santé des habitants du quartier le MTEES n'a pas de compétences pour prescrire des mesures de protection et de procéder à des contrôles y relatifs.

ad 5) La collaboration entre l'État et la Ville de Luxembourg a eu lieu dans le cadre du groupe de travail nommé «GT Pulvermühle» convoqué par la Ville de Luxembourg. L'objectif de ce groupe qui s'est réuni une première fois en novembre 2008 et une dernière fois en avril 2013 était d'accompagner le projet d'urbanisation du quartier Pulvermühle en regroupant les diverses parties publiques concernées par le projet, dont notamment des représentants de l'Administration de la gestion de l'eau (Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région), de l'Administration de l'environnement (Ministère du Développement durable et des Infrastructures), de l'Administration de la nature et des forêts (Ministère du Développement durable et des Infrastructures), du Département de l'environnement naturel et de la protection de la nature (Ministère du Développement durable et des Infrastructures), de la Direction de l'aménagement communal et du développement urbain (Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région), du Service des sites et monuments nationaux (Ministère de la Culture), du Musée d'histoire de la Ville et de la Ville de Luxembourg<sup>1</sup>.

Lors des réunions de ce groupe, les différentes parties publiques ont présenté les exigences découlant de l'application de la législation dont elles doivent assurer l'application.

Actuellement, le suivi de l'exécution des mesures de sauvegarde et de restauration du site est effectué par les experts du groupe «sites pollués et cessations d'activités» de l'Administration de l'environnement dans le cadre de la procédure de cessation d'activité ainsi que dans le cadre de la procédure relative aux établissements classés.

En outre, le Service autorisations de l'Administration de la gestion de l'eau assure le suivi du projet dans le cadre des autorisations délivrées sur base de la législation relative à l'eau.

Dans le cadre d'une réunion d'information avec les habitants du quartier Pulvermühle, réunion organisée par le Collège échevinal de la Ville de Luxembourg, des échanges relatifs à l'état d'avancement des mesures d'assainissement du sol ont eu lieu entre les services des administrations publiques concernées et les services de la Ville de Luxembourg. Au besoin, d'autres échanges seront mis en place à l'avenir.

#### Question 3120 (10.07.2017) de M. Marcel Oberweis (CSV) concernant l'isolation thermique:

Der verheerende Brand des „Greenfell Tower“ in London hat die Aufmerksamkeit auf die Gefahren der Isolierfassaden gelenkt, welche die Energieverschwendung verringern sollen. Für die Wärmedämmung werden gängig Verbundsysteme mit entweder härterem sowie weicherem Schaum aus Polystyrol - Styropor - eingesetzt, da dieser deutlich günstiger als Mineralwolle ist.

Bei Mehrfamilienhäusern und höheren Gebäuden sind normal brennbare Dämmstoffe u. a. auf Basis von Styropor strengstens verboten und dementsprechend sind die Vorschriften streng. Bei den Einfamilienhäusern sind die Gefahren geringer und die Vorschriften daher weniger streng.

Es hat sich in der Praxis gezeigt, dass die Fassadendämmung auch bei Beachtung der technischen Vorgaben dem Feuer zum Opfer fällt. Es sollte ebenfalls beachtet werden, dass jeder Quadratmeter der üblichen Wärmedämmung der Brandlast von etwa fünf Litern Benzin entspricht. Mittlerweile verbietet Dänemark den Einsatz von Polystyrol (Styropor), denn brennbare Stoffe dürfen nicht in den Hauswänden verwendet werden.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Frage an die Frau Ministerin für Umwelt und den Herrn Minister für Wirtschaft stellen:

- Sollte man angesichts der Brennbarkeit von Styropor nicht generell den Einbau von Styropor in allen Gebäudetypen verlangen, welcher mit Flammenschutzmitteln behandelt wurde, um die Brandgefahr zu bannen?

#### Réponse (19.09.2017) de M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie:

Die Brandschutzvorschriften für Gebäude fallen im Allgemeinen in den Zuständigkeitsbereich der Gemeinden, welche gemäß Artikel 39 des Gesetzes vom 19. Juli 2004 über kommunale Gesamtplanung („Loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain“), Brandschutzvorschriften in ihren Bauvorschriften vorsehen.

Im Rahmen des Verfahrens zur Erteilung von Betriebsgenehmigungen für klassifizierte Einrichtungen, zu welchen beispielsweise größere Einkaufszentren, Einzel- und Großkaufhäuser, Büro-Immobilien, Kinderkrippen-, Betreuungs- und Aufnahmestrukturen gehören, werden durch die Gewerbeaufsicht („Inspection du travail et des mines“) ebenfalls die geplanten Brandschutzmaßnahmen überprüft. Dabei werden generell die von der Gewerbeaufsicht gemeinsam mit der Berufsfeuerwehr der Stadt Luxemburg verfassten Brandschutzstandardbedingungen ITM-SST 1501, 1502 und 1503 berücksichtigt, welche für alle im Fassadenbau verwendeten Materialien ein Brandverhalten, das mindestens der Euroklasse Ds2d2 (normalentflammbar) nach EN 13501-1 oder höher entspricht, fordern.

Der Brandschutz für alle Gebäude, für die keine Betriebsgenehmigung für klassifizierte Einrichtungen notwendig ist, also beispielsweise Einfamilienhäuser oder kleinere Zweckgebäude, wird durch die allgemeinen Vorgaben in den jeweiligen kommunalen Bauvorschriften geregelt. (Diese können sich auf die Brandschutzstandardbedingungen der Gewerbeaufsicht beziehen.)

Brandschutzanforderungen an Fassaden werden allgemein gestellt, um einen Feuerübergang von einer Etage auf die nächsthöhere zu verhindern bzw. zumindest zu verzögern. Da Einfamilienhäuser und kleinere Zweckgebäude meist als ein einzelner Brandabschnitt zu betrachten sind, gelten auch entsprechend geringere Anforderungen zur Verhinderung eines Feuerübergangs über die Fassade, wie zum Beispiel bei mehrgeschossigen Mehrfamilienhäusern. Durch das Hinzusetzen von Flammenschutzmitteln zu den Dämmmaterialien wird versucht, das Brandverhalten von einem Material zu verbessern, indem die Entzündbarkeit, zum Beispiel durch chemische Flammschutzmittel, verringert wird. Flammenschutzmittel können die Entstehung von Bränden somit teilweise verzögern, jedoch nicht gänzlich verhindern.

#### Question 3124 (11.07.2017) de Mme Diane Aehm et M. Marc Lies (CSV) concernant le Lycée technique du Centre:

Il nous revient que le Lycée technique du Centre serait en planification sur le site actuel du P&R Luxembourg-Sud.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Le Gouvernement peut-il nous confirmer l'information susmentionnée?

- Dans l'affirmative, où en sont les planifications et quelle serait la capacité de ce lycée?

- Un nouveau lieu d'implantation pour un nouveau P&R a-t-il déjà été trouvé et où est-ce qu'il se situe?

- Quelle serait la capacité de ce nouveau P&R?

- Dans la négative, y a-t-il un autre site prévu pour l'implantation du LTC? Si oui, lequel?

- Le Gouvernement peut-il avancer un échéancier approximatif pour la construction du bâtiment?

#### Réponse commune (19.07.2017) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, et de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

En effet, comme il a été annoncé lors d'une séance d'information en mai 2016 au Limpertsberg, il est prévu de procéder à une réduction sensible de la population scolaire lycéenne en déplaçant le Lycée Michel Lucius ainsi que le Lycée technique du Centre de la partie haute du Limpertsberg.

À cela s'ajoute le déplacement de 1.200 étudiants de l'Université du Luxembourg vers Esch-Belval ainsi que les délocalisations du Lycée Vauban direction Ban de Gasperich pour janvier 2018 et de la Waldorfschoul direction Kirchberg pour au plus tôt 2023.

En conséquence, le nombre total d'étudiants et d'élèves se réduit substantiellement en pas-

sant de 8.050 à 5.500 en 2018 pour atteindre le nombre de quelques 1.500 élèves en 2025. Cette réduction va délester le quartier du Limpertsberg en réduisant massivement le trafic.

Le Lycée technique du Centre a été construit dans les années soixante respectivement 1980 pour l'aile des ateliers suivant les normes de sécurité en vigueur à ce moment-là. Vu les obligations de plus en plus exigeantes au niveau de la sécurité, une nouvelle construction pour le Lycée technique du Centre semble inévitable. Toutefois, pour l'instant, encore aucune décision concernant une nouvelle implantation du Lycée technique du Centre n'a été prise, mais il est véridique que le site actuel du P&R Luxembourg-Sud figure parmi les sites en discussion. Dans le but de réunir tous les élèves du Lycée technique du Centre sur un seul site, le nouveau bâtiment devrait accueillir quelque 2.500 élèves.

Étant donné que les discussions pour une nouvelle implantation du Lycée technique du Centre sont en cours et que par conséquent les études préliminaires n'ont pas encore débuté, il est à ce stade impossible de se prononcer sur les autres points soulevés dans votre question parlementaire.

#### Question 3128 (12.07.2017) de Mme Martine Hansen et M. Marco Schank (CSV) concernant les déchets de jardin:

An der Äntwert vum 10. März 2017 vun der Ëmweltministesch op d'parlamentaresch Ufro vum 8. Februar 2017 iwwert d'Verwärtung vu Gréngoffall ass präziséiert ginn, dass genau Zuelen iwwert den Ufall vun Hecken-, Bam- a Strauchschneit feelen. Dofir huet d'Ëmweltverwaltung eng Potenzialstudie an d'Ordnung ginn, fir esou präzis ewéi méiglech gewuer ze ginn, wéi vill Gréngschneit hei zu Lëtzebuerg ufällt a wéi vill vun deem Gréngschneit och tatsächlech verwäert ka ginn. An der Äntwert ass och drop higewise ginn, dass dës Etüd „deemächst wäert fäerdeg sinn“.

An deem Kader wollte mir der Madamm Minister fir Ëmwelt dës Froe stellen:

1. Ass déi virgenannten Etüd méttlerweil fäerdeggestallt?

2. Wa jo, wat sinn d'Resultater vun dëser Etüd a wat gëtt konkret proposéiert, fir de Gréngschneit ze verwäerten?

#### Réponse (19.09.2017) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement:

ad 1. D'Etüd „Landesweite Potenzialstudie zur engergetischen Nutzung holziger Biomasse“ ass viru Kuerzem fäerdeggestallt ginn. D'Resultater ginn den Ament vun der Ëmweltverwaltung validéiert a wäerten deemächst ëffentlech presentéiert ginn.

ad 2. D'Potenzialanalys huet erginn, dass am Duerchschnitt eng ronn 31.500 Tonnen Holz Biomasse zu Lëtzebuerg ufalen, wovun eng 10.000 Tonnen engergetesch verwäert kënnen ginn (no Opbereedung an Dréchnen). Dëst entsprécht engem Equivalent vun 3.150.000 Liter Masutt, mat deem een 1.300 Eefamiljenhaiser (Baujoer 2002) oder 4.400 Niddreg-Energie-Haiser hëtze kéint. Wat d'CO<sub>2</sub>-Emissiounen ugeet, do kënnen am Verglach zum Masutt 7.793 Tonnen CO<sub>2</sub> agespuert ginn.

Et ginn aktuell zu Lëtzebuerg selwer net genuch Capacitéiten, fir all de Gréngschneit thermesch ze verwäerten, dohier geet de Gros nach an d'Ausland. Allerdéngs ass et esou, dass zu Lëtzebuerg eng Rei vun Anlagen geplangt sinn, esou dass een dovun ausgoe kann, dass et an zwee bis dräi Joer genuch Capacitéiten am Land ginn, fir dat Material um nationalen Niveau verwäerten ze kënnen.

Ab dem 1. Oktober wäert de Reseau, deem Ufank des Joers zesumme mam MBR Lëtzebuerg / Servert Särl opgebaut gouf, ënnert eng optiméierter Form weidergefoert ginn.

#### Question 3139 (17.07.2017) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant les éoliennes:

Wandmille sinn ëmstridden, well si fir d'Mënschen, déi an der Noperschaft wunnen, eng Rei Nodeeler a souguer Risike matbréngen.

Dohier meng Froen un den Här Minister fir no-haltig Entwécklung an Infrastruktur:

1) Wéi eng Norme gëllen hei zu Lëtzebuerg an dës Beräicher:

a) Belaaschtung duerch de Kaméidi vu Wandenergieinstallatiounen,

b) Belaaschtung duerch stroboskopesch Phänomener,

c) Belaaschtung duerch Schallwellen och am Infraräich,

d) Belaaschtung duerch Schied oder Däischtert,

e) Risiken duerch Frascht op de Rotoren.

A wéi engem vun dës Beräicher gëtt et lëtzebueresch oder europäesch Normen? Wat gëtt gemaach, wann et weder lëtzebueresch nach europäesch Norme gëtt?

2) Wéi eng Norm gëtt et bei der Minimaldistanz vu Wandenergieanlagen zu Wunnhaiser? Ass dat europawäit esou, oder ass dës Lëtzebueresch Norm méi oder manner streng wéi an anere Länner?

3) Haiser an der Noperschaft vu Wandenergieanlagen hunn doduerch dacks e materiell Wäertverloscht. Gëtt et Dispositiounen, déi et de Proprietären erlaben, dee Wäertverloscht kompenséiert ze kréien?

4) Mussen ëffentlech oder privat Investisseuren an d'Wandenergie e Precautionsprinzip respektéieren, fir d'Gesondheet vun de Leit ze schützen? Si si haftbar, wa Leit, déi an der Géigend vu Wandenergieanlagen wunnen, duerch déi Installatioun Gesondheetsschied erliden?

5) Gëtt et e Kadaster, deem iwwer potentiell Sitte fir Wandenergieanlage rensignéiert? Ass dee Kadaster ëffentlech?

6) Wéi gëtt zu Lëtzebuerg d'Soliditéit an d'Stabilitéit vun esou Wandenergieinstallatiounen garantéiert a kontrolléiert, besonnesch op Terrainen, wou fréier Minne waren?

7) Huet den Här Minister nei an aktualiséiert Informatiounen iwwert d'Belaaschtung vun der Natur duerch Wandenergieanlagen (z. B. Verloscht u Vullen a Flantermais)?

8) Wéi applizéiere sech all dës Froen (1-7) op dee geplangte Projet zu Déifferdeng?

9) Gëtt et speziell Etüden iwwert deem nodeelegen Impakt vun där geplangter Installatioun zu Déifferdeng op d'Natur?

#### Réponse commune (12.09.2017) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, et de M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

ad 1) No der Kommodosgesetzgebung an dem Reglement vum 10. Mee 2012 iwwert d'Nomenclature an d'Klassifikatioun vun de Kommodosbetreiber, muss fir all Wandpark ab zwou Anlagen a mat enger Gesamtpuissance vu méi wéi 100 kVA vun der Ëmweltverwaltung eng Decisioun geholl ginn, ob eng EIE („Évaluation des incidences environnementales“ no der EU-Direktive 2011/92) vum Maître d'ouvrage zum Projet muss gemaach ginn. Dës EIE gëtt da Bestanddeel vum Kommodosdossier, deem duerch eng Enquête publique muss laafen an deem d'Basis ass fir déi spéider Autorisatioun. All Eolienne mat enger Puissance vu méi wéi 100 kVA ass e Projet vun der Classe 1 nom Kommodosgesetz.

Generell Virschreften/Normen, déi beim Bau a Bedréiwen vun enger Wandenergieanlage zu Lëtzebuerg muss beuecht ginn, existéieren net. Esou e Projet kann awer nëmme realiséiert ginn, wann en am Virfeld all d'Geneemung krut. Dofir muss de Projet d'Objektiver vun deenen eenzelne Gesetzter respektéieren (e. a. Kommodosgeneemung, Naturschutzgeneemung fir eng Anlag an der Gréngzon a Baugeneemung vum Buergermeeschter).

De Kaméidi vun enger Wandenergieanlage, de Schied, deem duerch d'Bewegung vun de Rotorblieder an der Noperschaft entsteet, souwéi d'Gefor vum Frascht op de Rotorblieder ginn am Kader vun der Kommodosgeneemung gepréift. Déi aktuell Kaméidiskritäre goufen am „Rapport d'activités 2013“ vum Ëmweltministère publizéiert. Dës Rapport kann iwwert de Site [www.gouvernement.lu](http://www.gouvernement.lu) bezu ginn.

Wat de Schied ugeet, applizéiert den Ëmweltministère Kritären, déi an Däitschland ausgeschafft goufen (WEA-Schattenwurf-Hinweise/LAI). Dës Kritären hunn och an eisen aneren Nopeschlänner Opmierksamkeit fonnt.

D'Gefor vum Frascht op de Rotorblieder fällt am Kader vum Kommodo-Gesetz ënnert d'Kompetenz vun Aarbechtsminister. Um Site vun der Inspection du travail et des mines ([www.itm.etat.lu](http://www.itm.etat.lu)) gëtt d'Dokument ITM-SST 1840 méi genee Informatiounen wat fir Sécherheitsvirschreften mussen agehale ginn.

ad 2) Den Ëmweltministère beuerteelt eng Wandenergieanlage op Basis vun hire Wierkun-

<sup>1</sup> Les noms des administrations et des départements ministériels indiqués correspondent aux noms tels qu'en vigueur pendant la période gouvernementale de 2009 à 2013.



gen op déi eenzel Ëmweltberäicher (Mënsch, Fauna, Flora) an net op Basis vu virdefinierter Distanzen. Dës Approche erlaabt et de Spezifisitéit vum engem Standuert besser Rechnung ze droen.

D'Preskription ITM-SST 1840, gesäit eng Minimaldistanz vun 300 m zwëschen engem Wunnhaus an enger Wandenergieanlag vir.

Déi Distanz kënnen anescht si wéi an anere Länner, well déi vun der ITM virgeschriwwen Distanze sech nëmmen op Kritäre beruffen, déi ënnert d'Kompetenz vun dëser Verwaltung fallen.

Dispositionen iwwer Minimaldistanzen zwëschen enger Wandenergieanlag a Wunngebieder ginn et am Ausland (z. B. verschidde Bundesländer an Däitschland). Dës fousse an der Regel op Gesetze vun der Raumordnung an net op der Ëmweltgesetzgebung.

ad 3) Eng Wandenergieanlag gëtt nëmme geneeemt, wa si kompatibel mat der Notzung vun der Noperschaft ass. Dem Ëmweltministère leie keng Informatiounen vir, déi beleeën, datt Besëtzer vun Haiser an der Noperschaft vun enger Wandenergieanlag zu Lëtzebuerg mat engem materielle Wäertverloscht musse rechnen.

ad 4) De Precautionsprinzip, sou wéi en aus dem Artikel 191 vum Traité sur l'Union européenne ervirgeet, féint sech integral an der Finalitéit vum modifizéierte Gesetz vum 10. Juni 1999 iwwert d'Établissements classés (Kommodosgesetz) erëm.

Dëst Gesetz huet als Zil d'Risiko souwäit et geet ze eliminéieren an d'Aktivitéiten, déi e Risiko duerstellen, deen een net genau mesuréieren kann, sou ze limitéieren, dass déi potentiell negativ Effekter op e Maximum reduzéiert ginn, ouni awer kategoresch all, bekannten oder net bekannten, Risiken auszuschléissen a soumat Fortschrittsfeindlechkeet ze bedriewen an d'Abstention iwwert d'Aktivitéit ze stellen.

Soumat, fir konform zu dem zitierete Gesetz vun 1999 ze sinn, mussen déi jeeweileg Ministere déi néideg effektiv a proportionell Mesuren imposéieren, fir dem Precautionsprinzip Rechnung ze droen.

Des Mesurë mussen dann natierlech vum Exploitant, ob privat oder public, respektéiert ginn, fir net géint d'Konditiounen vun der Autorisation ze verstoussen a sech domat penale Sanktiounen auszesetzen.

Wat d'Responsabilitéit vun den Exploitanten vun Wandenergieanlagen ugeet, bei Schied vu Leit, déi an der Géigend wunnen, hei spillen d'Dispositionen aus dem Code civil am Beräich vun der Responsabilité civile.

ad 5) Et gëtt kee Kadaster, dee potentiell Sitte fir Wandenergieanlagen definéiert. All Projet muss eenzel analyséiert a gepréift ginn, well déi wichteg Faktore raimlech an zäitlech staark änneren kënnen: d'Distanz vum geplangte Standuert zu (neien) Wunngebieder, d'Virkomme vu geschützten Déierenaarten, den technologesche Fortschritt bei den Turbinen asw.

ad 6) D'Standsécherheet fällt am Kader vum Kommodosgesetz ënnert d'Kompetenz vum Aarbechtsminister.

Wat dës Standsécherheet ugeet gesinn d'Virschreft vir, dass all Wandenergieanlag muss geplangt, gebaut, opgeriicht an exploitéiert ginn, gemäss der europäescher Norm EN 61400-1.

Eng Rezeptionskontroll muss, éier d'Wandenergieanlag a Betriib geet, vum engem „organisme agréé“ gemaach ginn, an déi muss all Bestanddeel vun der Anlag enthalen, deen en Afloss op d'Stabilitéit huet.

ad 7) Den Ëmweltministère organiséiert am Kader vun der Ëmsetzung vun der Habitat-Direktiv an der Vullschuttdirektiv ee Biomonitoringsprogramm opgrond vun deem Lëtzebuerg der europäescher Kommissioun all sechs Joer muss berichten, wéi den Zustand vun de geschützten Aarte sech entwéckelt huet. Dee leschte Rapport datéiert vun 2013. Weiderhi leeft aktuell och ee méi spezifische Monitoringsprogramm am Eisleck iwwert de Roudmilan, eng Aart, déi méi sensibel ass géintwärt der Wandenergie. Weiderhi kann, jee no Situatioun a Problematik, de Bedriewer vun engem Wandpark och d'Oplag kréien a senger Autorisation, fir e ganz spezifische Monitoring ze maachen an dësen och ze dokumentéieren.

ad 8) Fir d'Wandenergieanlagen zu Déifferdeng gëtt et bis ewell keng Geneemegungsfuro. D'Ëmweltverwaltung huet op Basis vun engem éischten Dossier decidéiert, datt fir de Projet eng Ëmweltimpaktstudie (EIE - évaluation des in-

cidences environnementales) op Basis vum groussherzogleche Reglement vum 7. März 2003 gemaach muss ginn. Am Kader vun dëser Etüd ginn déi direkt an indirekt Wierkunge vum Projet op d'Ëmwelt analyséiert a bewäert, ënner anerem no de Kritären, déi hei méi genee behandelt goufen. Ausserdeem, musse méiglech Variante vum Projet duergestallt ginn. Dëst erlaabt et de Projet, dee realiséiert soll ginn, besser anzuschätzen. D'Etüd an hir Konklusiounen ginn dann am Kader vun der Kommodosprozedur mat an d'Enquête publique, wou all Bierger seng Observatiounen kann abréngen.

D'Decision, ob e Wandpark ka geneeemt ginn, gëtt eréischt no der Enquête publique an de Stellungname vun de betroffene Gemengereit vun den zoustännege Ministere geholl.

ad 9) Nieft de Simulatiounen a Berechnungen zum Kaméidi an zum Schied ginn och Etüden iwwert d'Auswirkunge vum Déifferdenger Projet op d'Natur an d'Landschaft vum Bedriewer erstallt, esou wéi dat och bei anere Wandparke gemaach gëtt. Dës betreffen e. a. d'Flanternmais, d'Vullen, d'Auswirkunge op Natura 2000 an d'Landschaft. All dës Etüden ginn dem Public an der Enquête publique virgeluecht.

### Question 3151 (20.07.2017) de M. Aly Kaes (CSV) concernant le sénéçon de Jacob:

Fir de Moment steet Jakobskreuzkraut a voller Bléi laanscht Stroossen, op Bëschungen, Braachfläche souwéi extensiv genotzte Gréngflächen. D'Problematik vun dëser Planz läit an hirer Gëftegkeet, wat e Risk fir Léit a Véi kann duerstellen.

Well et sech ëm eng Planz handelt, déi sech an de leschte Joren ëmmer méi ausgebreit huet a well se extrem schwéier ass ze bekämpfen, wollt ech dem Här Landwirtschaftsminister, der Madame Minister fir Ëmwelt an dem Nohaltekeetsminister dës Fro stellen:

1) Wéini ënnerhëlt de Stat konkret Mesuren um Terrain, fir géint Jakobskreuzkraut virzegeen?

2) Wier et an dësem Kontext net ubrecht, datt de Stat Equippe vu Leit géif op den Terrain schécken, déi sech virrangeg ëm d'Bekämpfung vum Jakobskreuzkraut géife këmmen?

3) Wa jo, wéi géif esou eng Interventioun organiséiert ginn, fir dass se och kéint landeswäit ugewannt ginn?

4) Misst net och mat System laanscht d'Stroossen dës Planz bekämpft ginn, fir ze verhënnere, dass se sech an de Wisen an op anere landwirtschaftleche Flächen ausbreit?

**Réponse commune (12.09.2017) de M. Fernand Etgen, Ministere de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs, de Mme Carole Dieschbourg, Ministere de l'Environnement, et de M. François Bausch, Ministere du Développement durable et des Infrastructures:**

ad 1) Als alleréisch muss ee bemierken, dass d'Jakobskreuzkraut ganz heefeg mat anere Planzenaarten, déi äänlech ausgesinn, verwieselt gëtt an dat virun allem mat de Kreuzkräuteraarten also den Senecioarten. Hei ginn et bestëmmt eng 20 verschidde Gattungen, déi ganz äänlech kënnen ausgesinn awer net onbedéngt gëfteg sinn. Ausserdeem ginn et do derneift nach eng sëlliche giel Korbbülterarten, déi och gäre mam Jakobskreuzkraut verwieselt ginn.

D'Jakobskreuzkraut (JKK) ass eng Planz, déi virrangeg beim Véi an de landwirtschaftleche Betriber fir Problemer suerge kann. Virun allem Päerd, awer och Ranner, reagéiere sensibel op Pyrrolizidinalkaloide (PA's), déi sech an der gesamter Planz befannen. No oraler Opnam a Cumulatioun kënt et meeschtens zu enger primär chronischer Liewerschiedegung an nëmmen a seelene Fäll zu enger akuter Vergëftung. Virun allem a gedréchter Form (Hee, Silo) stellt JKK déi gréisst Gefor duer, well de battere Goût verschwënt a sou Déieren eng schiedlech Dosis kënnen ophuelen. Trotzdem misst eng Kou 98 kg frëscht JKK friessen oder dräi Méint laang Hee mat 1% JKK, fir dorun ze stierwen (Lüscher et al., 2005).

D'Bekämpfung vun dem Jakobskreuzkraut op landwirtschaftleche Flächen ass eng Aufgab wou virrangeg d'Bauern an der Responsabilitéit stinn, vu datt d'Planz säit kuerzem och Cross-Compliance relevant ass. Datt heescht, dass de Bauer d'Obligatioun huet dofir ze suergen, dass déi Planz sech net iwwer e bestëmmte Seuil op senge landwirtschaftleche Fläche verbreede kann. Déi Obligatioun trefft och op naturschutzrelevante Fläche mat Extensivierungsvertrëg (Biodiversitätsvertrëg,

Agrarëmweltmesuren) zou. Den Depliant „Jakobs-Kreuzkraut auf Flächen mit Naturschutzaufgaben - Vermeiden, dulden, bekämpfen“ soll d'Bauere bei der Duerchféierung vun der Bekämpfung ënnerstëtzen ([http://www.environment.public.lu/conserv\\_nature/publications/Jakobs-Kreuzkraut/Senecio\\_jacobaea\\_Merkblatt\\_Email-Version.pdf](http://www.environment.public.lu/conserv_nature/publications/Jakobs-Kreuzkraut/Senecio_jacobaea_Merkblatt_Email-Version.pdf)).

Generell ass Präventioun bei der Bekämpfung eng besser Strategie wéi all Sanierungsmaassnam. Soubal d'Planz op de Flächen optaucht, muss mat der Bekämpfung ugefaange ginn, well se da schnell an ouni grousse Aarbechtsopwand duerchgefouert ka ginn. Gëtt gewaart bis d'Planz sech op der ganzer Fläche ausgebreit huet, ass d'Bekämpfung schwéier a laangwierig, besonnesch op Flächen, wou keen Dünger oder Herbizid agesat dierf ginn.

ad 2) + 3) Wéi uewe schonn drop higewisen, ass et an éischter Linn eng Aufgab vum Bauer, fir op sene Flächen dofir ze suergen, dass d'Jakobskreuzkraut sech net ausbreit, genau wéi déi Flicht och fir Dëschtelen, Ampfer oder Brennessele besteet. Och an deene Fäll schéckt de Stat keng Equippen op e Privatterrain, fir déi Plänzen ze bekämpfen.

Ob de Stat um Terrain aktiv gëtt a wéi méiglech Interventiounen ausgesi kéinten, soll den ugekënnegten Aarbechtsgrupp mat Représentanten aus de Verwaltungen, déi sech ëm Naturschutz, Landwirtschaft a Stroossebau këmmen, ab September 2017 elaboréieren an eng Strategie dozou ausschaffen.

ad 4) Den Entretien vun de Stroosseränner gëtt vun der Stroossebauverwaltung assuréiert. Eng eventuell Bekämpfung vum Jakobskreuzkraut op dese Fläche muss mat der Approche vum extensiven Entretien vun de Stroosseränner vereinbar sinn an assuréiert ginn. An dem Dokument „Extensivierung des Unterhalts der Grünflächen entlang der Straßen“ (Mee 2017, Naturverwaltung a Stroossebauverwaltung) gëtt higewisen, dass eng zweet Mahd am Summer punktuell néideg ka ginn, wann et dorëms geet Gëftplanzen, wéi z. B. Jakobskreuzkraut, zréckzedrängen. Eng Formatioun vun den zoustännege Equippen ass onerlässlech, fir d'Jakobskreuzkraut kënn secher ze identifizéieren. Op alle Fall ass ze evitéieren, dass eng Bekämpfung vum Jakobskreuzkraut als Virwand genotzt gëtt, fir den allgemengen Ënnerhalt vun de Stroosseränner erëm systematesch ze intensivéieren. Dat géing dozou féieren, dass eng ganz Rei vun anere wichtege a méi seele Planze mat verschwanne géifen.

### Question 3159 (25.07.2017) de Mme Diane Aehm et M. Gilles Roth (CSV) concernant les opérations électorales à venir:

Il est soi-disant de coutume qu'à l'approche d'opérations électorales, des questions en rapport avec l'application de la loi électorale surgissent et demandent à être clarifiées.

Nous souhaitons dans ce contexte poser les questions suivantes à Monsieur le Ministere de l'Intérieur:

- Est-ce qu'un bureau de vote peut être fermé à clef lors du dépouillement des bulletins de vote?

- Dans la négative, quelle est la sanction qu'en court celui qui procède à une telle fermeture?

- Est-ce que le public peut assister dans la partie dite salle d'attente d'un bureau de vote au dépouillement des bulletins de vote?

**Réponse (08.09.2017) de M. Dan Kersch, Ministere de l'Intérieur:**

En vue des élections communales du 8 octobre 2017, les honorables Députés s'enquieren sur les règles d'accès au local de vote et à la salle d'attente. La matière en question est régie par les articles 63, 73, 83 à 87 et 116bis de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 concernant notamment l'admission de certaines personnes au bureau de vote et à la salle d'attente.

Le jour des élections, les électeurs ont accès aux bureaux de vote de huit heures du matin à deux heures de l'après-midi. Ils sont admis dans le local où a lieu le vote seulement pendant le temps nécessaire pour former leur bulletin. Sont encore admis au local de vote, les membres du bureau de vote et, le cas échéant, les témoins, ceci pendant toute la durée des opérations électorales. Finalement, les observateurs agréés d'organisations internationales ont le droit d'observer les opérations électorales dans les locaux de vote et d'être présents lors du dépouillement et de l'examen des bulletins de vote ainsi que lors du recensement des votes et de l'attribution des sièges.

Suivant les articles 83 à 87 de la loi électorale, la police des bureaux électoraux revient aux présidents des bureaux de vote afin d'assurer le

bon ordre dans le local où a lieu le vote, dans la salle d'attente et dans l'édifice où sont installés les bureaux de vote et ses abords. Ce pouvoir peut être délégué à un membre du bureau de vote en ce qui concerne le maintien de l'ordre dans la salle d'attente.

Les présidents des bureaux de vote ou leurs délégués ont le pouvoir de prendre toutes les mesures appropriées pour assurer l'ordre et la tranquillité dans les lieux précités et de garantir que les opérations électorales se déroulent sereinement. La loi précise expressément que les mesures de maintien de l'ordre peuvent, sous des conditions déterminées, aller jusqu'à l'interdiction aux personnes de cesser les troubles dont elles sont les auteurs et à leur expulsion en cas de refus d'obtempérer et en cas de présence non légitime dans le local de vote. Sont punies d'une amende de 500 à 5.000 euros, les personnes qui ont résisté à l'ordre d'expulsion rendu contre elles dans le cas de l'article 85 de la loi électorale ou sont rentrées dans le local qu'elles avaient été obligées d'évacuer. La même peine est prononcée contre les électeurs qui, en vertu de l'article 86 de la loi électorale, ont été expulsés du local où se fait l'élection.

Par ailleurs toute irruption dans un collège électoral, consommée ou tentée avec violence, en vue d'entraver les opérations électorales, est punie d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 500 à 15.000 euros. Les pénalités prévues par la loi électorale doivent être affichées à la porte de la salle d'attente de chaque bureau et ce en caractères gras.

Conformément à l'article 83 alinéa 2, seuls les électeurs du bureau et les candidats sont admis dans la salle d'attente. L'admission de l'électeur dans la salle d'attente doit toutefois se comprendre comme admission en vue d'attendre son tour pour pouvoir entrer dans la partie du local pour former et déposer son bulletin. Une fois que le bulletin est déposé, il doit quitter le local où se fait l'élection ainsi que la salle d'attente. Le droit d'admission des candidats à la salle d'attente ne se conçoit pas comme un droit de regard de ceux-ci sur le déroulement régulier des opérations électorales, alors qu'à cet effet les candidats disposent de la faculté de faire appel à un témoin et à un témoin suppléant pour chaque bureau de vote qui peuvent assister en permanence aux opérations électorales. Dès lors la salle d'attente est accessible exclusivement pendant la période où les électeurs sont admis au vote, soit de huit heures du matin à deux heures de l'après-midi.

Cela se déduit en effet de l'esprit de l'article 83 qui parle d'abord dans son alinéa 2 de l'admission à la salle d'attente et puis dans son alinéa 3 de l'admission dans la partie du local où a lieu le vote. Le fait que l'article 83 concerne exclusivement le temps nécessaire à la formation et au dépôt du bulletin de vote et non pas les opérations de dépouillement du scrutin se trouve par ailleurs confirmé par l'article 85 selon lequel «quiconque, au mépris de l'article 83 (...), entre pendant les opérations électorales dans le local où siège le bureau, est expulsé par ordre du président ou de son délégué (...)». Il paraît dès lors évident que la porte des bureaux de vote peut être fermée (à clé ou non) lors des opérations de dépouillement pour permettre aux membres des bureaux d'exécuter leur mission de dépouillement en toute sérénité.

### Question 3163 (26.07.2015) de Mme Nancy Arendt (CSV) concernant l'encadrement psychologique de certaines professions à risque:

Certains professionnels sont soumis à des risques non négligeables. Il en est ainsi des soldats luxembourgeois qui contribuent e. a. au maintien de la paix au niveau international, des policiers qui œuvrent à la sécurité et au maintien de l'ordre public, ou encore des secouristes qui interviennent dans le cadre d'accidents et de sinistres. Tous peuvent subir dans le cadre de leurs missions professionnelles ou volontaires des troubles psychologiques.

C'est à ce sujet que j'aimerais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministere de la Défense et de la Sécurité intérieure et de Monsieur le Ministere de l'Intérieur:

1) Messieurs les Ministres peuvent-ils me communiquer les statistiques ainsi que l'évolution relatives au nombre de soldats, policiers, secouristes, etc. ayant eu recours à leurs services psychologiques respectifs dans le cadre de leurs missions professionnelles ou volontaires durant ces dernières années?

2) Messieurs les Ministres peuvent-ils me dire si une évaluation des services psychologiques existants a été réalisée récemment et me fournir, le cas échéant, les conclusions y relatives?





3) Dans la négative, Messieurs les Ministres sont-ils d'avis que l'encadrement psychologique existant est toujours en phase avec l'actualité ou estiment-ils au contraire qu'une mise à jour s'avère nécessaire?

**Réponse commune** (20.09.2017) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Défense*, *Ministre de la Sécurité intérieure*, et de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*:

ad 1) Armée luxembourgeoise:

L'encadrement psychologique est assuré par le Service de psychologie de l'armée (SvPsy). Les missions de ce service sont:

- conseils quant au recrutement du personnel pour les différentes carrières proposées au sein de l'armée;

- participation à la sélection du personnel;

- évaluation et développement des compétences spécifiquement liées aux domaines de psychologie individuelle, interindividuelle et intergroupe;

- soutien aux militaires ainsi qu'à leurs familles;

- représentation de l'armée lors de réunions nationales et internationales relevant du domaine de la psychologie;

- conseiller le chef d'état-major de l'armée pour tout ce qui touche au domaine de la psychologie.

Le SvPsy organise annuellement depuis 2015 une évaluation psychologique du personnel militaire de carrière, soit approximativement 250 personnes par an.

Les volontaires sont tous évalués psychologiquement une première fois lors de leur recrutement, ainsi que deux mois après le début de leur instruction de base (soit approximativement 125 volontaires par an).

Dans le cadre des opérations de maintien de la paix (OMP), des groupements tactiques de l'UE (EU Battlegroups) et de la Force de réaction de l'OTAN/Force opérationnelle interarmées à très haut niveau de préparation (NRF/VJTF), les militaires de carrière se présentent trois fois en entretien individuel de préparation à la mission; les volontaires une fois. Tous les participants reçoivent un briefing de préparation mentale. L'appui psychologique se fait également durant la mission. Ensuite, tous sont reçus en entretien individuel au retour de mission ainsi que plusieurs mois plus tard lors d'entretiens de groupe (depuis 2013, environ 430 personnes étaient concernées).

Police grand-ducale:

Le SPSY (Service psychologique de la Police grand-ducale) a été créé en 1997 et se compose de deux psychologues cliniciens et d'un policier.

Entrent dans les attributions de ce service:

- l'évaluation psychologique lors du recrutement;

- la formation de base et la formation continue du personnel sur le plan psychologique;

- la mission de conseil psychologique du personnel quant aux problèmes professionnels, personnels et familiaux;

- la participation aux activités de relations publiques;

- l'assistance des services policiers lors d'événements spéciaux ou graves;

- le soutien aux enquêteurs et au groupe négociateur sur demande;

- l'encadrement des victimes et de leurs familles lors de situations d'urgence et de catastrophe (p. ex. plan nombreuses victimes);

- la prise en charge psychologique du personnel après des incidents potentiellement traumatisants, accidents graves, catastrophes, prise d'otages, échange de coups de feu, etc.;

- la recherche scientifique concernant la psychologie appliquée au monde policier;

- l'amélioration de l'environnement de travail du policier et de la police.

Le SPSY effectue environ quatre à cinq consultations cliniques par semaine (191 consultations en 2014, 211 consultations en 2015). Ne sont pas comptabilisés ni les deux à trois consultations téléphoniques hebdomadaires pour demandes et problèmes mineurs, ni les entretiens dus au surendettement.

En ce qui concerne l'évaluation psychologique lors du recrutement, environ 4.400 candidatures ont été évaluées à ce jour.

Administration des services de secours:

Le règlement grand-ducal du 6 mai 2010 déterminant les missions spécifiques, la composition, l'organisation et le fonctionnement de la division de la protection civile de l'Administration des services de secours décrit la mission du

groupe de support psychologique (GSP), qui intervient lors d'accidents, d'incidents ou de catastrophes ou en toute autre situation nécessitant une prise en charge psychologique du personnel d'intervention ou de personnes directement ou indirectement touchées par de tels événements. En 2016, le GSP a réalisé 282 missions, dont 13 constituaient un support pour des intervenants des services de secours.

Au niveau national, une partie de la formation pour pompiers et secouristes volontaires et professionnels est assurée par le GSP avec le but d'assurer une certaine hygiène psychique et mentale auprès des intervenants et afin de les préparer au mieux aux situations de stress qui surgissent régulièrement lors d'interventions.

ad 2) Armée luxembourgeoise:

Aucune évaluation du SvPsy n'a été menée à ce jour. (Par ailleurs, il n'existe pas selon nos informations de normes internationales pour évaluer un service de psychologie tel que celui de l'armée.

Police grand-ducale:

Aucun audit spécifique au SPSY n'a été fait jusqu'à présent.

Au niveau européen, le SPSY veille à maintenir la qualité de ses services par des «benchmarks» avec des services psychologiques policiers étrangers (par exemple: réseau EMPEN: European Medical and Psychological Experts Network for law enforcement; SÖWI: Sozialwissenschaftliche Tagungen der Psychologen/-innen und Sozialwissenschaftler/-innen in den Polizeien des Bundes und der Länder)

Administration des services de secours:

Aucune évaluation du GSP n'a été menée jusqu'à ce jour. Cependant, le GSP entretient un échange permanent avec des services similaires à l'étranger.

ad 3) Armée luxembourgeoise:

L'encadrement psychologique est adapté en permanence, selon les besoins opérationnels et les demandes personnelles.

Police grand-ducale:

Entre autres grâce aux échanges d'expérience internationaux, l'encadrement psychologique des membres de la police par le SPSY est adapté aux besoins en la matière.

Administration des services de secours:

L'encadrement psychologique est adapté en permanence selon les besoins opérationnels et les demandes personnelles. Dans le cadre de la création du Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS), il est prévu de mettre en place un service psychologique, occupé par un pool de psychologues, qui assurera l'encadrement psychologique et psychique du personnel volontaire et professionnel.

**Question 3179** (28.07.2017) de **Mme Octavie Modert** et **M. Marco Schank** (CSV) concernant les **lignes de bonne conduite administrative dans le secteur communal**:

Dans sa réponse à la question parlementaire n°3122 du 10 juillet 2017 relative aux lignes de bonne conduite administrative, Monsieur le Ministre, en sa qualité de Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, avait notamment précisé ce qui suit par rapport aux lignes de bonne conduite administrative qui existent pour le secteur public étatique: «il appartiendra aux responsables communaux de décider des suites qu'ils voudront réserver aux recommandations de la médiatrice et d'adopter, le cas échéant, à leur tour des lignes de bonne conduite administrative pour le secteur communal».

Au vu de ce qui précède, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'une approche harmonisée à l'égard du secteur communal serait adaptée?

- Monsieur le Ministre serait-il disposé, en sa qualité de Ministre de l'Intérieur, à soumettre une recommandation relative à la mise en œuvre des lignes de bonne conduite administrative dans le secteur communal aux responsables communaux, à l'instar de ce qui se pratique dans le secteur étatique?

- En cas de réponse négative, Monsieur le Ministre pourrait-il nous en expliquer les raisons?

**Réponse** (08.09.2017) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*:

En réponse à la question des honorables Députés au sujet de la promotion, dans le secteur communal, des lignes de bonne conduite ad-

ministrative proposées par la médiatrice et soutenues par le Gouvernement dans le secteur public étatique, je ne peux que réitérer ma réponse à la question parlementaire n°3122 aux termes de laquelle il appartient aux responsables communaux de décider des suites à accorder aux recommandations de la médiatrice en la matière.

Je tiens, d'ailleurs, à rappeler aux honorables Députés que suivant les dispositions de l'article 57 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, le Collège des bourgmestre et échevins, qui est l'organe d'exécution et d'administration journalière de la commune, est notamment chargé de la surveillance des services communaux. Tous les agents sont placés sous l'autorité hiérarchique du Collège échevinal qui fixe notamment les heures de bureau et répartit la besogne administrative. Dans le respect des dispositions légales régissant la matière, le Collège échevinal bénéficie d'une liberté organisationnelle en vertu du principe de l'autonomie communale.

Je me permets encore d'ajouter que le statut général des fonctionnaires communaux impose déjà à l'heure actuelle aux agents communaux certaines obligations en ce qui concerne leurs relations avec le public. Ainsi le fonctionnaire et l'employé communal sont obligés de se comporter avec dignité et civilité et faire preuve de courtoisie dans leurs rapports avec les usagers de leur service, qu'ils doivent traiter avec compréhension, prévenance et sans aucune discrimination. En outre, ils sont tenus aux devoirs de disponibilité, d'indépendance et de neutralité.

Nonobstant ces observations, les lignes de bonne conduite administrative pourront notamment être intégrées dans les cours de formation initiale portant sur la gestion du personnel communal et faisant partie des cours devant obligatoirement être suivis par les agents communaux.

Qui plus est, ces recommandations pourront être transmises aux responsables communaux dans le cadre du cycle de formation pour élus locaux organisé, par le Syvicol, en partenariat avec l'Institut national d'administration publique (INAP) et avec l'appui du Ministère de l'Intérieur à la suite des élections communales du 8 octobre 2017.

**Question 3184** (31.07.2017) de **M. David Wagner** (*déi Lénk*) concernant la **collaboration policière du Luxembourg avec l'Allemagne dans le contexte du sommet G20 à Hambourg**:

In der Antwort auf eine schriftliche Frage des deutschen Bundestagsabgeordneten Andrej Hunko vom 12. Juli 2017 betreffend die grenzüberschreitende polizeiliche Zusammenarbeit beim G20-Gipfel in Hamburg (Arbeitsnummer 7/77, Monat Juli 2017) hat das deutsche Bundesinnenministerium Folgendes mitgeteilt:

„Im Übrigen wurden anlässlich des G20-Gipfels in Hamburg vom Bundeskriminalamt (BKA) in seiner Funktion als Zentralstelle Personendaten über polizeibekannt linke Aktivisten mit dem Ausland ausgetauscht. Dieser Austausch fand vor allem mit den PWGT-Stellen (Police Working Group on Terrorism) der folgenden Staaten statt und diente der Verhütung und Verfolgung von Straftaten im Kontext des G20-Gipfels: Belgien, Bulgarien, Dänemark, Frankreich, Finnland, Griechenland, Großbritannien, Italien, Island, Kanada, Luxemburg, Niederlande, Österreich, Polen, Schweden, Schweiz, Slowakei, Spanien, Tschechien, Ungarn und die Vereinigten Staaten von Amerika. Die Ansprechpartner sind dabei jeweils die nationalen Polizeibehörden der genannten Staaten.“ (!)

„Das Bundesamt für Verfassungsschutz hat im Rahmen seiner Aufgaben und Befugnisse aus Anlass des G20-Gipfels im Fachbereich Linksextremismus mit Sicherheitsbehörden der in der Anlage (VS-Vertraulich) befindlichen Behörden anderer Staaten personenbezogene bzw. -beziehbare Daten ausgetauscht.“ (gleiche Quelle)

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen an die Regierung richten:

1) Stimmt es, dass das Bundeskriminalamt (BKA) Personendaten anlässlich des G20-Gipfels in Hamburg mit den Polizeibehörden in Luxemburg ausgetauscht hat?

2) Wurden diesbezügliche Personendaten von anderen Luxemburger Behörden (HCPN - Haut-Commissariat à la protection nationale, SRE,...) mit deutschen Behörden (BKA - Bundeskriminalamt, Bundesamt für Verfassungsschutz,...) aus-

getauscht (bitte für jede Behörde getrennt erläutern)?

3) Wurden in diesem Zusammenhang Personendaten mit Europol ausgetauscht? Und wenn ja, von welcher Luxemburger Behörde? Welche Rolle spielte Europol im Zusammenhang mit der „Verhütung und Verfolgung von Straftaten im Kontext des G20-Gipfels“?

4) Welche Rolle spielte in diesem Zusammenhang die erwähnte PWGT in Luxemburg? Wem ist die PWGT in Luxemburg untergeordnet und auf welcher legalen Basis funktioniert sie?

5) Gibt es eine grenzüberschreitende Zusammenarbeit der PWGT-Stellen? Wenn ja, auf welcher legalen Basis beruht diese Zusammenarbeit?

6) Stimmt die Annahme des Bundestagsabgeordneten Andrej Hunko, dass die PWGT-Stellen seit der Einführung von Europol über keine ausreichende legale Basis mehr verfügen?

7) Wie definieren die Luxemburger Behörden:

- „linke Aktivisten“;

- „polizeibekannt linke Aktivisten“;

- „linke Aktivisten, die im Kontext des G20-Gipfels Straftaten begehen könnten“?

8) Werden in Luxemburg linke Aktivisten polizeilich erfasst und, wenn ja, von welcher Behörde? Gehören die Daten des SRE zur polizeilichen Erfassung von Personen? Gehören Aktivitäten des SRE zur polizeilichen Überwachung? Werden linke Aktivisten überwacht? Wenn ja, auf Basis welcher Verdachtsmomente? Um wie viele Personen handelt es sich im Zeitraum der letzten drei Jahre? Welcher politischen Strömung/Sensibilität gehören diese Personen an?

9) In seiner Antwort auf eine schriftliche Frage des Bundestagsabgeordneten Andrej Hunko erwähnt das Bundesinnenministerium:

„Die Bundespolizei hat im Rahmen der grenzpolizeilichen Aufgabenwahrnehmung anlässlich des G20-Gipfels anlassbezogen einen polizeilichen Informationsaustausch mit den zuständigen grenzpolizeilichen Behörden aller Nachbarstaaten zu Deutschland durchgeführt. (...) Im Rahmen dieses Informationsaustausches wurden auch personenbezogene Daten verwendet, die für die Durchführung der grenzpolizeilichen Aufgabenwahrnehmung notwendig waren.“ (gleiche Quelle)

Haben luxemburgische Behörden sich an dem besagten polizeilichen Informationsaustausch mit der deutschen Bundespolizei beteiligt und wurden im Rahmen dieses Informationsaustausches auch personenbezogene Daten verwendet? Wenn ja, welche luxemburgischen Behörden waren an diesem Informationsaustausch beteiligt und was war der genaue Inhalt dieser Zusammenarbeit? Wurden im diesem Zusammenhang Personendaten ausgetauscht, die nicht schon in den vorhergehenden Fragen behandelt worden sind?

10) Wie sind die Aufbewahrungsfristen personenbezogener Daten bei den einzelnen Behörden geregelt? Welches Recht auf Zugang zu den Daten haben die Betroffenen bei den jeweiligen Behörden? Wann werden diese Daten bei den jeweiligen Behörden gelöscht? Was wird archiviert? Auf Grund welcher Kriterien wird entschieden, was gelöscht wird und was nicht?

11) Stimmt es, dass in diesem Zusammenhang „polizeiliche Verbindungsbeamte“ aus Luxemburg oder andere Vertreter von Luxemburger Behörden anlassbezogen in Deutschland weilten? Wenn ja, um welche Behörden handelt es sich und was war die Anzahl der Beamten je Behörde? Was war deren genaue Aufgabe? Wurden dabei ebenfalls Personendaten ausgetauscht? Auf welcher legalen Basis wurde dieser Austausch von Beamten und ggf. Personendaten wahrgenommen?

**Réponse** (12.09.2017) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*:

ad 1) Ja, das Bundeskriminalamt hat anlässlich des G20-Gipfels Personendaten mit den Polizeibehörden aus Luxemburg ausgetauscht.

ad 2) Das Gesetz vom 23. Juli 2016 legt den Aufgabenbereich des Hochkommissariats für Nationale Sicherheit (HCPN) fest und sieht nicht vor, dass Personendaten bei dieser Behörde gesammelt werden. Im konkreten Fall des G20-Gipfels kam es demnach nicht zu einem diesbezüglichen Austausch mit deutschen Behörden.

<sup>1</sup> [http://www.andrej-hunko.de/start/download/doc\\_download/1003-austausch-von-personendaten-von-polizeibekannt-lincken-aktivisten-vordem-g20-gipfel](http://www.andrej-hunko.de/start/download/doc_download/1003-austausch-von-personendaten-von-polizeibekannt-lincken-aktivisten-vordem-g20-gipfel)



Der Service de renseignement de l'État (SRE) hat keine Personendaten mit deutschen Behörden im Kontext des G20-Gipfels ausgetauscht.

ad 3) Die Luxemburger Polizei hat im Zusammenhang mit dem G20-Gipfel keine Personendaten mit Europol ausgetauscht.

ad 4) Bei der „Police Working Group on Terrorism“ (PWGT) handelt es sich um eine Arbeitsgruppe, die 1979 gegründet wurde. Die Ziele der PWGT sind in einem „Memorandum of Understanding“ festgehalten. Als nationale Kontaktstelle fungiert der Service de police judiciaire. Der Informationsaustausch findet nach geltendem nationalem Recht statt, unter Berücksichtigung der allgemeinen internationalen Datenschutzbestimmungen.

ad 5) Ja, diese grenzüberschreitende Zusammenarbeit gibt es. Sie funktioniert auf der in der Antwort auf Frage 4) beschriebenen rechtlichen Grundlage.

ad 6) Es steht der Luxemburger Regierung nicht zu, Annahmen eines Bundestagsabgeordneten zu kommentieren.

ad 7) Solche Bezeichnungen sind in der Luxemburger Gesetzgebung nicht verankert.

ad 8) Politische Betätigung wird in Luxemburg von keiner Behörde erfasst. Lediglich Daten im Zusammenhang mit Straftaten werden erfasst.

Der SRE hat keine polizeilichen Befugnisse.

ad 9) Im Vorfeld des G20-Gipfels gab es eine gemeinsame Grenzkontrolle der Luxemburger Polizei mit der deutschen Bundespolizei. Es hat hierbei kein polizeilicher Informationsaustausch mit dieser Behörde stattgefunden.

ad 10) Die Aufbewahrungsfristen personenbezogener Daten sind durch das Gesetz vom 2. Oktober 1992 (Utilisation des données nominatives dans les traitements informatiques) geregelt.

ad 11) Im Zusammenhang mit dem G20-Gipfel in Hamburg weilten keine Beamten der Luxemburger Polizei in Deutschland.

### Question 3188 (01.08.2017) de M. Franz Fayot (LSAP) concernant le paquet du Conseil de l'Union européenne relatif à la protection des données:

Sous Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne, le paquet sur la protection des données a été adopté. Ce paquet contient entre autres le règlement du Conseil de l'Union européenne et du Parlement européen relatif à la protection des données qui prévoit que le règlement sera applicable deux ans après son entrée en vigueur, soit le 25 mai 2018.

Dans ce contexte et «dans un but de faciliter la transition du régime actuel vers le régime du règlement européen» mentionné ci-dessus, Monsieur le Ministre a déposé à la Chambre des Députés en date du 31 août 2016 le projet de loi n°7049 «portant modification de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel».

Le gouvernement luxembourgeois a opté pour une loi «de transition» alors que d'autres pays européens, à l'instar de l'Allemagne, adaptent leur législation nationale respectivement transposent la réglementation européenne sans passer par une étape intermédiaire («Gesetz zur Anpassung des Datenschutzrechts an die Verordnung (EU) 2016/679 und zur Umsetzung der Richtlinie (EU) 2016/680» du 30 juin 2017), dans le but d'offrir une sécurité juridique maximale à tous les opérateurs dans le contexte du «big data» et du marché unique numérique, notamment.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias:

- Est-ce qu'après l'adoption du projet de loi n°7049, le Luxembourg devra encore procéder à des adaptations (en profondeur) de sa législation en vue de l'entrée en vigueur en 2018 du règlement du Conseil de l'Union européenne et du Parlement européen relatif à la protection des données mentionné ci-dessus?

- Dans l'affirmative, quelles seront ces adaptations? Dans quel laps de temps la réalisation de ces adaptations est-elle prévue?

- Quelles sont les raisons pour lesquelles le Gouvernement luxembourgeois a opté pour

une adaptation en plusieurs étapes, contrairement à d'autres pays européens, comme p. ex. l'Allemagne?

- Qu'est-ce que Monsieur le Ministre pense du fait que le Gouvernement allemand, notamment, a décidé d'adapter la législation en une seule étape, afin d'offrir une sécurité juridique maximale à tous les opérateurs dans le contexte du «big data» et du marché unique numérique. Qu'en est-il de la sécurité juridique pour les acteurs dans les secteurs numériques au Grand-Duché?

### Réponse (12.09.2017) de M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias:

Le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après «RGPD») sera d'application directe à partir du 25 mai 2018 et remplacera la directive de 1995, à la base de notre loi modifiée du 2 août 2002 sur la protection des données personnelles.

Le nouveau règlement met très clairement la protection des citoyens au centre des préoccupations de l'ensemble des acteurs intervenant dans le domaine de la protection des données. Il renforce et étend considérablement les droits des citoyens en matière de protection de leurs données personnelles, met en place un mécanisme de contrôle efficace du respect de ces règles, tout en réduisant nettement les contraintes déclaratives des acteurs qui traitent les données personnelles et en assurant une harmonisation maximale au sein de l'Union européenne.

C'est dans cet esprit - et afin de préparer au mieux tous les acteurs à l'entrée en application du RGPD en mai 2018 - que le projet de loi n°7049 a été déposé dès l'adoption du RGPD (dépôt en août 2016), ceci afin de préparer au mieux la transition vers le nouveau régime qui prendra effet en mai 2018 au Luxembourg comme dans l'Union européenne.

Le projet de loi n°7049, qui est actuellement encore en cours de discussions, sera complété par un autre projet de loi, que le Gouvernement en Conseil a adopté le 14 juillet 2017 et qui vient d'être déposé à la Chambre des Députés.

Ce deuxième projet de loi porte essentiellement sur les adaptations qui s'imposent afin d'assurer l'applicabilité du RGPD à partir du 25 mai 2018, notamment la création d'une nouvelle loi organique pour la Commission nationale pour la protection des données, afin d'élargir les missions et les pouvoirs de celle-ci pour veiller au respect des règles édictées par le RGPD.

### Question 3193 (02.08.2017) de M. Gusty Graas (DP) concernant l'installation de réflecteurs optiques dits «antigibier»:

Il me revient que le nombre d'accidents de la circulation causés par des collisions entre véhicules et gibier a fortement augmenté ces dernières années.

Afin de réduire le risque de collision, certains départements étrangers ont installé des réflecteurs dits «antigibier». En effet, ces réflecteurs optiques créent, par réfléchissement de la lumière des phares, une barrière lumineuse dissuadant le gibier de franchir la chaussée lors du passage d'un véhicule. Selon mes informations, un tel dispositif a aussi déjà fait l'objet d'un projet pilote en 2014 sur les routes luxembourgeoises, notamment entre Weyer et Fischbach et entre Godbringen et Heffingen.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que le nombre d'accidents impliquant du gibier a augmenté?

- Monsieur le Ministre est-il en mesure de dresser un bilan de la phase d'essai susmentionnée?

- Partant, Monsieur le Ministre envisage-t-il d'installer ces réflecteurs le long des routes à risque?

- Dans l'affirmative, où seront-ils installés exactement? Suivant quel échéancier?

### Réponse (08.09.2017) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Étant donné que des réflecteurs de couleur rouge ou blanche sont installés le long des routes à risque pour dissuader le gibier depuis des décennies, je me permets d'estimer que l'honorable Député désigne par réflecteurs dits «antigibier» les réflecteurs dotés d'une feuille

de couleur bleue faisant l'objet d'un projet pilote depuis 2014. La lumière des phares projetée sur les réflecteurs est réfléchiée en constituant une sorte de haie, ce qui a comme effet que le gibier ne traverse pas la route lors du passage d'un véhicule. Il semble que surtout le gibier à poil réagit de façon positive à la couleur bleue.

Des projets pilotes avec les nouveaux réflecteurs bleus avaient été réalisés notamment sur certains tronçons de route sur le territoire des services régionaux de Grevenmacher et d'Echternach. Même qu'une baisse d'accidents en raison du gibier n'a pas pu être appuyée par des statistiques, les responsables de ces services, parmi lesquels figurent des préposés forestiers, des surveillants des domaines et des tenanciers de lots de chasses, ont constaté, de par leur expérience et en comparaison avec les années précédentes, des effets positifs sur différents tronçons de la voirie. Bien qu'il existe des études controversées au sujet de l'efficacité des réflecteurs bleus, leur installation ne montre aucun effet négatif. Ainsi l'Administration des ponts et chaussées acquerra, à partir de l'exercice 2018, exclusivement les balises munies d'un réflecteur bleu et remplacera au fur et à mesure les balises équipées d'un réflecteur rouge/blanc, installées le long des routes à risques à l'heure actuelle. Comme certains de mes services ont déjà acquis des réflecteurs bleus à titre d'essai au passé, ceux-ci sont déjà en place sur certains tronçons.

Comme l'Administration des ponts et chaussées n'établit pas de statistiques concernant les accidents impliquant du gibier, elle n'est pas en mesure de s'exprimer sur une éventuelle augmentation de ces accidents.

### Question 3200 (04.08.2017) de M. Gusty Graas (DP) concernant la mort de M. Dag Hammarskjöld:

Le 17 septembre 1961 l'ancien secrétaire général des Nations Unies Monsieur Dag Hammarskjöld avait trouvé la mort dans un accident d'avion en route vers Ndola (aujourd'hui ville en Zambie) pour mener des négociations de paix. Toutefois, jusqu'aujourd'hui des rumeurs persistent que Monsieur Hammarskjöld aurait été la victime d'un assassinat, de sorte que l'assemblée plénière de l'ONU s'était prononcée le 29 septembre 2014 pour de nouvelles enquêtes. Une commission internationale formée de juristes avait indiqué qu'il y avait des preuves que l'avion ne s'était pas écrasé par accident mais qu'il avait été touché par un tir ennemi. Apparemment la Grande-Bretagne, les États-Unis et la Belgique étaient opposés à une réouverture du dossier. En février dernier le Secrétaire général actuel de l'ONU Monsieur António Guterres a nommé un enquêteur spécial et un budget de 300.000 € lui a été mis à disposition.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1) Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois face à cette mort tragique et inexplicable?

2) Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer la nouvelle évolution dans l'affaire précitée?

3) Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre dispose déjà d'informations supplémentaires concernant les nouvelles enquêtes?

### Réponse (08.09.2017) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes:

ad 1) Le Gouvernement luxembourgeois estime qu'il importe de faire toute la lumière sur les conditions et les circonstances de la mort tragique, dans la nuit du 17 au 18 septembre 1961, du Secrétaire général des Nations Unies Dag Hammarskjöld et des personnes qui l'accompagnaient. Le Luxembourg s'est ainsi porté coauteur des résolutions successives présentées ces dernières années par la Suède à l'Assemblée générale des Nations Unies concernant l'enquête sur les conditions et les circonstances de la mort tragique de Dag Hammarskjöld et des personnes qui l'accompagnaient. Il s'agit en particulier de la résolution 69/246 du 29 décembre 2014, de la résolution 70/11 du 19 novembre 2015 et de la résolution 71/260 du 23 décembre 2016. Ces résolutions ont toutes été adoptées par consensus par l'Assemblée générale des Nations Unies.

ad 2) En vertu de la résolution 71/260 du 23 décembre 2016, le Secrétaire général des Nations Unies António Guterres a nommé en février 2017, en la personne de Monsieur Mohamed Chande Othman, ancien «Chief Justice» de la Tanzanie, une éminente personnalité

chargée d'examiner d'éventuels éléments d'information nouveaux, notamment ceux émanant d'États membres, et d'en évaluer la valeur probante, de déterminer la portée à donner à toute nouvelle enquête et, si possible, de tirer des conclusions des enquêtes déjà effectuées. Un montant de 326.300 dollars US a été réservé au sein du budget des Nations Unies pour financer le travail de cette éminente personnalité. Monsieur Othman a effectué son travail en encourageant notamment les États membres à lever le secret attaché à tous les documents toujours classés confidentiels concernant la mort de Dag Hammarskjöld ou de les communiquer d'une autre manière aux fins d'examen. Le 9 août 2017, Monsieur Othman a remis son rapport au Secrétaire général António Guterres. Ce dernier est en train d'examiner le rapport et le transmettra à l'Assemblée générale des Nations Unies avant la fin de sa 71<sup>ème</sup> session, qui s'achève le 12 septembre prochain, pour lui rendre compte des progrès accomplis.

ad 3) À ce stade, le Ministère des Affaires étrangères et européennes ne dispose pas d'informations supplémentaires concernant les nouvelles enquêtes. Elles figureront dans le rapport qui sera transmis par le Secrétaire général à l'Assemblée générale des Nations Unies dans les semaines à venir.

### Question 3202 (04.08.2017) de Mme Diane Aehm et M. Gilles Roth (CSV) concernant la gratuité des transports publics pour les étudiants:

Depuis le 1<sup>er</sup> août 2017, tous les étudiants âgés de moins de 30 ans, même ceux qui sont inscrits à une université à l'étranger, sont censés pouvoir profiter de la gratuité des transports publics au Luxembourg.

Mais comme le relate wort.lu, tel n'est le cas qu'en théorie. Les étudiants, dont l'inscription pour l'année académique 2017-2018 voire pour le semestre d'hiver 2017 n'est pas encore ouverte, en sont pour l'instant exclus. Le site de la «Mobilitätszentral» indique en effet que les demandeurs respectifs doivent se munir «d'une attestation d'inscription à une université étrangère pour l'année académique 2017-2018 ou pour le semestre d'hiver 2017». De ce fait, les étudiants qui sont actuellement dans l'impossibilité de se munir d'une telle attestation seront obligés de payer le tarif normal au lieu de profiter d'un abonnement gratuit.

Dans l'intervalle, une solution a pu être trouvée. Selon un communiqué du Ministère du Développement durable et des Infrastructures, les étudiants pourront désormais obtenir un abonnement gratuit jusqu'au mois octobre de cette année sur base de leur certificat d'inscription de l'année 2016-2017.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Existe-t-il des cas d'étudiants ayant, dans l'intervalle, souscrit à un abonnement au tarif normal?

- Dans l'affirmative, ces étudiants pourront-ils demander le remboursement de ces frais? À qui ces étudiants devront-ils s'adresser pour se voir remboursés?

### Réponse commune (14.09.2017) de M. Marc Hansen, Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche, et de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

En effet, il avait été décidé au début de l'année qu'à partir de la prochaine rentrée académique, la gratuité des transports publics sera accordée aux étudiants. Cette rentrée commence en principe le 1<sup>er</sup> août, mais le début peut en effet varier d'un établissement à l'autre. Le 1<sup>er</sup> août fut donc une date à laquelle la mesure devrait entrer en vigueur au plus tôt et dépendant des dates de rentrée des différents établissements (règlement ministériel du 14 juillet 2017, article 11: «Le titre de transport est délivré pour une année scolaire qui commence au plus tôt le 1<sup>er</sup> août et finit au 30 septembre de l'année suivante»); ce détail n'était cependant pas communiqué de manière suffisante.

Les étudiants inscrits à l'Université du Luxembourg reçoivent un voucher leur permettant de mettre un titre de transport électronique sur leur carte d'étudiant qui leur est fournie généralement dès le mois de juillet. Par contre, ceux qui suivent des études à l'étranger devaient attendre leur confirmation d'inscription; à l'exception de quelques étudiants, la majorité dis-



posait encore soit de leur carte d'élève my-Card, soit d'une carte Jumbo.

Ce qui se passait concrètement les 1<sup>er</sup> et 2 août dernier, le guichet de la Centrale de mobilité n'acceptait plus, à juste titre, les inscriptions de l'année académique 2016-17 respectivement pour le semestre d'été 2017, conformément au règlement ministériel du 14 juillet 2017.

Aucun étudiant n'a cependant acquis un abonnement payant. Le 3 août 2017, toutes les demandes ont été retenues au guichet à titre provisoire, en attendant une décision définitive qui fut prise le 4 août 2017.

Ainsi, toutes les demandes introduites par courrier pendant ces quatre jours sont traitées suivant la décision du 4 août. Si l'un ou l'autre étudiant avait acheté dans un autobus un billet courte durée (2 €) ou d'un jour (4 €), ceci n'est pas contrôlable et par conséquent non remboursable.

Enfin, nous précisons d'ailleurs que la période de validité des abonnements étudiants gratuits sera encore étendue du 30 septembre au 31 octobre permettant dès lors aux étudiants de disposer d'un titre de transport gratuit sur une période de 15 mois.

**Question 3205** (08.08.2017) de **M. Gusty Graas** (DP) concernant le film intitulé «The Forest Brothers - Fight for the Baltics» publié par l'OTAN:

Récemment l'OTAN a présenté sur sa chaîne YouTube un film de huit minutes intitulé «The Forest Brothers - Fight for the Baltics». Ce film glorifie les actions des partisans lors de la Deuxième Guerre mondiale dans les États baltes. Ils avaient continué leur lutte contre l'occupation russe après la fin de la guerre. Cette production a suscité de vives réactions de la part du côté russe qualifiant ces partisans de bandits et de collaborateurs nazis.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Défense:

- Pour quelle raison l'OTAN a-t-elle réalisé ce film?

- Est-ce que l'état actuel des recherches historiques permet de faire une contribution objective sur les «Forest Brothers»?

- Est-ce que les réactions russes qualifiant les représentants de l'OTAN comme les successeurs des collaborateurs d'Hitler ne sont pas démesurées?

- Est-ce que ce nouveau conflit ne risque pas d'aggraver les tensions existant entre la Russie et l'OTAN suite au stationnement de forces multinationales dans la région balte (Enhanced Forward Presence)?

**Réponse** (12.09.2017) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Défense*:

Le service Presse et Media de l'OTAN, ainsi que la chaîne de télévision de l'OTAN, produisent régulièrement du matériel (fiches d'information, reportages photographiques, vidéos, etc.) susceptible d'intéresser le public, les médias ou les réseaux sociaux, au sujet des différentes activités de l'OTAN ou des Alliés. Il s'agit d'une pratique courante parmi les organisations internationales.

Le film «Forest Brothers - Fight for the Baltics», d'une durée de quelques minutes, a été réalisé par la chaîne de télévision de l'OTAN pour illustrer l'histoire des forces spéciales lettones et leur contribution aux activités de l'Alliance. Le film a été publié sur le site de l'OTAN le 10 juillet, afin de coïncider avec la journée des Forces armées de Lettonie.

Le film a été conçu et réalisé par des journalistes professionnels, tout en respectant les procédures éditoriales internes à l'OTAN; ils ont également suivi les règles éthiques (objectivité, recherches, vérification des sources, e. a.) dans l'élaboration de ce film.

Il est regrettable que ce film ait été interprété comme un affront à la Russie ou comme une relecture de l'histoire, mais il ne revient pas au Gouvernement luxembourgeois de se prononcer sur les faits historiques ou les témoignages mentionnés dans ledit film.

L'OTAN ne cherche ni la confrontation ni l'escalade avec la Russie. Depuis la disparition de l'URSS en 1991, les Alliés ont promu une relation productive avec la Russie et le Conseil OTAN-Russie a été mis en place en 1997 pour promouvoir le dialogue et la coopération pratique. Suite à l'annexion de la Crimée en 2014, l'Alliance a suspendu la coopération pratique avec la Russie et a dû renforcer sa défense à la lumière de ce nouveau contexte sécuritaire, notamment avec la présence avancée («Enhanced Forward Presence») dans la partie orientale de l'Alliance. L'Alliance a en parallèle

poursuivi le dialogue avec la Russie. Cette politique de la «double approche», combinant dialogue et dissuasion, a été reconfirmée au plus haut niveau par les chefs d'État et de Gouvernement de l'OTAN, lors du sommet de Varsovie en 2016 et, plus récemment, lors de leur réunion à Bruxelles en mai 2017.

Le Conseil OTAN-Russie s'est réuni à cinq reprises depuis avril 2016, la dernière réunion ayant eu lieu le 13 juillet dernier. Le Conseil OTAN-Russie permet d'entretenir un dialogue avec la Russie sur des questions de sécurité, dont la situation en Ukraine, et vise à promouvoir la transparence, d'éviter des escalades et de réduire les risques en période de tension.

**Question 3209** (09.08.2017) de **M. Gilles Baum** (DP) concernant les radars tronçon:

Dans sa réponse à la question parlementaire du 9 février 2017, Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures avait indiqué que «le projet de mettre en place des radars tronçon est poursuivi et pour l'instant le groupe de travail „Audits de sécurité“ est en train d'analyser ce système (...)». À ce moment, «aucun tronçon n'a été retenu et une date de mise en œuvre ne peut pas être avancée».

Aujourd'hui, la presse nationale vient de rapporter que les travaux préparatifs se déroulent actuellement entre Kopstal et Schoenfels afin de permettre l'installation de tels radars tronçon.

À ce sujet, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Est-ce que le groupe «Audits de sécurité» a finalisé ses analyses en ce qui concerne l'applicabilité des radars tronçon sur le réseau routier luxembourgeois? Dans l'affirmative, quels en sont les résultats?

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer l'installation d'un radar tronçon entre Kopstal et Schoenfels dans un futur proche?

- Étant donné que Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures avait annoncé en mai 2014 de vouloir ajouter des radars tronçon dans certains tunnels, combien de radars de ce type seront installés et à partir de quand seraient-ils opérationnels?

**Réponse** (05.09.2017) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

En ce qui concerne la première question, l'Administration des ponts et chaussées n'a jusqu'à présent pas finalisé les analyses au sujet de l'applicabilité des radars tronçon sur le réseau routier luxembourgeois.

De ce fait et en revenant à la deuxième question, l'affirmation de la presse nationale que des travaux préparatifs soient actuellement en cours entre Kopstal et Schoenfels, dans le but de permettre l'installation de radars tronçon, s'avère fautive.

En outre et dernièrement, comme l'analyse sur l'applicabilité des radars tronçon sur le réseau routier luxembourgeois n'a pas encore été finalisée, ni le nombre de radars à installer, ni les emplacements et les dates de mise en œuvre ne pourront être communiqués à ce moment précis.

**Question 3211** (09.08.2017) de **M. Gilles Baum** (DP) concernant la législation concernant les débits de boissons:

Une multitude d'événements culturels (concerts, festivals, etc.) se déroulent durant les mois d'été, une grande partie en plein air. Ces événements attirent bien souvent également un certain nombre de personnes mineures. Au cas où le comportement de ces derniers entraînerait des dommages pour eux-mêmes ou pour d'autres visiteurs, la question de la responsabilité n'est pas toujours facile à trancher.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Aux termes de l'article 20 de la loi du 29 juin 1989 portant réforme au régime des cabarets, il est interdit de recevoir dans un débit de boissons alcooliques des mineurs de 16 ans non accompagnés par leur représentant légal ou tuteur. Monsieur le Ministre est-il d'avis que cette interdiction devrait également être applicable aux manifestations payantes se déroulant en plein air comme les concerts et festivals?

- Actuellement, certaines communes obligent les organisateurs d'événements culturels en plein air de procéder à un contrôle de l'âge des

visiteurs. Est-ce qu'une réglementation nationale pourrait être envisagée en cette matière?

- L'article 3 de la loi du 15 juillet 1993 interdit de recevoir dans des établissements avec un débit de boissons non alcooliques, comme des salons de consommation et des snack-bars, des mineurs de moins de 15 ans non accompagnés par leur représentant légal ou tuteur. Monsieur le Ministre estime-t-il que cette disposition soit encore opportune de nos temps?

**Réponse commune** (08.09.2017) de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*, et de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

Il y a lieu de noter que la loi du 29 juin 1989, à laquelle se réfère l'honorable Député, a été complétée par la loi du 22 décembre 2006 portant interdiction de la vente de boissons alcooliques à des mineurs de 16 ans, dont l'article unique dispose: «Dans tous les débits de boissons, dans tous les commerces et dans tous les lieux publics il est interdit de vendre ou d'offrir à titre gratuit à des mineurs de 16 ans des boissons alcooliques ou des mélanges de boissons alcooliques avec d'autres boissons, titrant plus de 1,2% d'alcool en volume, à consommer sur place ou à emporter (...)».

Partant, l'interdiction de la vente d'alcool aux jeunes telle que prévue par la législation luxembourgeoise a une portée générale et concerne tous les événements organisés par des entités privées ou publiques (étatiques ou communales).

Elle vise donc également les événements culturels en plein air.

En ce qui concerne l'article 3 de la loi du 15 juillet 1993, il convient de noter que l'exposé des motifs précise: «Le régime d'accès des mineurs est calqué sur celui rendu applicable aux débits de boissons alcooliques (...). Comme ce dernier prévoit l'accès libre des mineurs dès l'âge de 16 ans, il paraît raisonnable d'abaisser l'âge d'accès aux milk-bars à 15 ans, conformément ainsi plus ou moins le droit à la pratique.»

Au regard de la pratique, cette disposition ne semble pas poser de problèmes particuliers, de manière qu'une réforme ne semble pas opportune à l'heure actuelle.

**Question 3212** (09.08.2017) de **M. Roy Reding** (ADR) concernant l'immigration:

Op der Websäit „Gründerszene“ seet eng gréng Politikerin iwwer Berlin: „Berlin hat ein einzigartiges Modell: den Business-Immigration-Service. Dort dauert es mittlerweile nur noch drei Tage bis Aufenthaltsgenehmigungen erteilt werden. Im Gegensatz etwa zu den USA sind wir außerdem kulant. Wir sagen: Kommt erst mal an und beginnt zu arbeiten. Reicht die Sachen ein und wenn es eine Woche über die Deadline ist, ist das auch okay.“ Dat ass fir mech am Kontext vum Mangel u qualifizierter Aarbechtskraaft, iwwert déi an europäesche Länner schon zënter 40 Joer geklot gëtt, d'Geleechenheet, fir dës Froen ze stellen.

1. Wéi einfach kritt en aarbechtswëllegen Net-EU-Ausländer haut esou eng Aarbechtsgeneemegung zu Lëtzebuerg?

2. Wéi vill Anträge si vun 2012 bis 2017 gestallt ginn, wéi vill dovou goufe bewëlligt, an dat a wéi engem durchschnittlechen Delai?

3. Déiselwecht Froe stelle sech fir d'Openthaltsgeneemegung vun Net-EU-Bierger, déi selbststänneg sinn, respektiv Geschäftsleit.

4. Ass et net sozial an ökonomesch wëschenswäert, d'Immigratioun vu Leit, déi schaffe wëllen, ze férdere?

**Réponse commune** (08.09.2017) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre de l'Immigration et de l'Asile*, de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*, et de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*:

ad 1. Drëttstaatler, déi zu Lëtzebuerg schaffe wëllen, müssen eng Openthaltsgeneemegung als „travailleur salarié“ laut Artikel 42 vum Immigrationsgesetz vum 29. August 2008 ufroen. D'Haaptkonditiounen fir esou eng Openthaltsgeneemegung ze kréie sinn, datt den Drëttstaatler muss e gültegen Aarbechtskontrakt hunn an de Patron muss de Poste bei der ADEM gemellt hunn. D'ADEM mécht dann ee sougenannten „test du marché“, an deem se iwwerpréift, ob dee Posten net vun enger Persoun besat ka ginn, déi bei der ADEM ageschriwwen ass. Wann d'ADEM keng passend Leit fir de Poste ka proposéieren, da stellt se dem Patron op Nofro e Certificat aus, datt hien eng Persoun vu senger Wiel dierf astellen. Wann d'Demande komplett ass an d'Konditiounen all erfëllt sinn, da gëtt d'Openthaltsgeneemegung bannent e puer Deeg ausgestellt.

Fir héichqualifizéiert Aarbechtskräften ass d'„Carte bleue européenne“ laut Artikel 45 vum Immigrationsgesetz virgesinn. Fir esou eng Openthaltsgeneemegung kënnen ze kréien, muss een entweder en Unisdiplom hunn oder eng Berufserfahrung vu wéinstens fënnf Joer an deem Beruff hunn, fir deen een en Aarbechtskontrakt huet. Bei der „Carte bleue européenne“ ass keen „test du marché“ duerch d'ADEM virgesinn.

ad 2. Am Zäitraum vun 2012 bis den 23. August 2017 goufen 3.998 Demandé fir eng Openthaltsgeneemegung („autorisation de séjour temporaire“) an der Kategorie „travailleur salarié“ gemaach, dovou goufen der 3.156 bewëlligt. Am selwechten Zäitraum goufen 1.712 Demandé gestallt fir eng Openthaltsgeneemegung an der Kategorie „Carte bleue européenne“, wouvun der 1.664 accordéiert goufen.

Den duerchschnëttlechen Delai fir den Traitement vun den Demanden, déi bewëlligt goufen, läit bei ongeféier véier Wochen. Dobäi ass ze bemierken, datt dat een Duerchschnëtt ass, deen och déi Dossiere mat Berücksichteg, wou den Traitement méi laang gedauert huet, well nach Informatiounen hu missen nogefrot ginn. Fir Dossieren, déi komplett sinn, ass et deemno entsprechend méi kuerz.

ad 3. En Drëttstaatler, dee sech zu Lëtzebuerg selbststänneg maache wëllt, muss eng Openthaltsgeneemegung als „travailleur indépendant“ laut Artikel 51 vum Immigrationsgesetz ufroen. All Demande muss, éier eng Decisioun geholl ka ginn, duerch eng Kommissioun, déi am Artikel 151 vum Immigrationsgesetz virgesinn ass. Memberen vun där Kommissioun si Verrieder vun de Ministere vun der Immigratioun, der Aarbecht an der Économie. D'Chambre de Commerce ass normalerweis och do vertruuden. Wann den Dossier vun de Piéchen hier komplett ass an d'Kommissioun den Dossier positiv aviséiert, da kritt d'Persoun hir Openthaltsgeneemegung bannent e puer Deeg ausgestellt.

Vun 245 Demanden, déi fir eng „autorisation de séjour temporaire“ als „travailleur indépendant“ gestallt goufe säit 2012, goufen 88 Demandé bewëlligt. Den duerchschnëttlechen Delai bis zu engem Accord läit bei ongeféier dräi Méint, wat sech virun allem doduerch ergëtt, datt all Dossier vun der Kommissioun muss aviséiert ginn.

Fir Geschäftsleit, déi zu Lëtzebuerg gréisser Zommen investéiere wëllen, gëtt et och d'Méiglechkeet, eng Openthaltsgeneemegung als Investisseur laut Artikel 53bis vum Immigrationsgesetz ze kréien. Hei läit et um Ministère vun der Économie respektiv um Ministère vun de Finanzen, fir de Projet ze präieren a säin Avis ofzeginn. Bei engem favorablen Avis vum zoustännege Minister kann d'Openthaltsgeneemegung och relativ séier ausgestellt ginn.

ad 4. D'Immigrationsregele probéieren de Besoin vum Aarbechtsmarché an den ekonomeschen Interète vum Land Rechnung ze droen. An deem Kontext gëtt et och eng enk Zesummenaarbecht tëscht der Immigrationsdirektioun, dem Aarbechtsministère, dem Économiesministère, dem Finanzministère an aneren Akteuren (Chambre de Commerce / House of entrepreneurship / Luxembourg House of financial technology...).

Et gëllt awer ze bemierken, datt déi uewe beschriwwene Prozedure sech just op Leit applizéieren, déi aus Drëttstate kommen. Fir Bierger aus EU-Länner gëlle speziell Regelen, déi sech aus dem Recht op Fräizügegkeet erginn an déi ee fräien Accès op den Aarbechtsmaart virgesinn.

**Question 3214** (11.08.2017) de **MM. Edy Mertens**, **Alexander Krieps** et **Gusty Graas** (DP) concernant la lutte contre la violence verbale et physique dans le milieu hospitalier et extrahospitalier:

Selon le constat dressé par le dernier rapport annuel de l'Observatoire national des violences en milieu de santé (ONVS), les actes de violence, verbale ou physique, envers le personnel des hôpitaux français ne sont non seulement en hausse, mais deviennent aussi de plus en plus graves. L'augmentation des atteintes à la personne (violences volontaires, agressions sexuelles) en fait preuve, atteintes qui représentent désormais presque la moitié de tous les faits signalés en France.

Malheureusement, la situation n'est guère mieux dans le milieu extrahospitalier. En Alle-



magne, par exemple, 91% des médecins généralistes ont déclaré avoir déjà été victime d'une agression pendant une consultation. Parmi eux, 23% ont même dû appeler les forces de l'ordre pour désamorcer la situation.

Devant cette propension à la violence manifeste et croissante envers les professionnels de santé dans nos pays voisins, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Les ministres peuvent-ils nous renseigner sur le nombre d'actes de violence, verbale et physique, contre les soignants et autres personnels dans le milieu hospitalier et extrahospitalier luxembourgeois? Quels sont les services les plus touchés? Les ministres croient-ils que la violence accrue soit due aux délais d'attente dans les services d'urgence et aux délais d'accès aux soins?

- Quelles en sont les conclusions des ministres?

- Le cas échéant, comment les ministres envisagent-ils de remédier à la situation et garantir un environnement de travail plus serein pour les professionnels de santé?

- Existe-il la possibilité d'un accompagnement psychologique et juridique des professionnels de santé victimes de telles agressions?

- À combien s'élèvent les frais occasionnés pour assurer la sécurité dans les hôpitaux? Les dépenses sont-elles couvertes par le budget hospitalier ou par d'autres budgets de la CNS?

**Réponse commune** (14.09.2017) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

Différentes sources ont dû être consultées en vue d'une estimation concernant le nombre et type d'actes de violence envers les personnels hospitaliers:

- Les déclarations d'accident du travail (statistiques établies par le Service interentreprises de santé au travail de la Fédération des hôpitaux).

Ne sont déclarés en tant qu'accident du travail (AT) à l'assurance accident que des actes de violence ayant entraîné des lésions physiques ou psychiques, c.-à-d. les actes à impact élevé.

Le nombre d'actes de violence subis par le personnel hospitalier, avec déclaration d'AT, a fluctué sur les années 2010-2014, avec une moyenne de 20,7 par semestre. Entre le 2<sup>e</sup> semestre 2015 et le 1<sup>er</sup> semestre 2017 inclus, il se stabilise à 31,4 déclarations par semestre en moyenne.

À noter que ces AT incluent aussi bien les violences involontaires, notamment par des patients confus ou déments, que les agressions volontaires par des patients. Les agressions par tiers, également incluses, sont très rares (2,4 déclarations par an).

- Le nombre total peut un peu mieux être approché sur base des déclarations internes aux établissements de violences verbales et/ou physiques. Sur une suite de trois années dans un établissement, on constate que les déclarations en tant qu'accident du travail constituent entre 4% et 16% du nombre de déclarations internes de violence subie par un membre du personnel hospitalier.

- Le nombre d'interventions du personnel de gardiennage des établissements hospitaliers, pour des violences envers le personnel hospitalier fournit également une approche:

En 2016, le service de gardiennage d'un des deux hôpitaux se partageant la garde dans la capitale, a réalisé 479 interventions sur le service des urgences de l'hôpital, dont 109 pour patients agressifs verbalement et physiquement, 87 pour patients ayant une alcoolisation excessive ou toxicomanes, 61 pour patients psychiatriques. Prenant la situation de l'autre hôpital de la capitale participant au tour de garde, les interventions du service gardiennage au service d'urgence représentent 66% de ses interventions pour violence dans l'hôpital.

Les services les plus touchés par des cas de violence envers le personnel hospitalier sont les services d'urgence, et les types de services de psychiatrie.

Une analyse des plaintes adressées par les patients ayant fréquenté un service d'urgence renseigne, selon les premières données disponibles, que les plaintes portent dans 11,5% respectivement 14% des cas sur le temps d'attente au service d'urgence. À noter toutefois que les données mentionnées ci-dessus ne proviennent actuellement que de deux des quatre hôpitaux participant au service d'urgence.

Une analyse détaillée étant en cours sur le fonctionnement des services d'urgence, il importe d'en attendre les résultats afin de pouvoir proposer des solutions efficaces.

Les mesures mises en place aux services d'urgence pour faire face à cette situation les dernières années sont:

- présence plus ou moins permanente à l'entrée des services d'urgence d'agents de sécurité,

- mise à disposition au profit des infirmiers de certains secteurs d'un téléphone avec bouton d'appel d'urgence,

- mise à disposition d'un numéro de téléphone interne d'urgence (112 interne) pour déployer du personnel de soutien très rapidement en cas de risque fort ou avéré d'agression,

- mise en place d'un contrôle d'accès par badge dans le service d'urgence (CHL, HRS, partiellement au CHdN dans certains secteurs),

- développement d'un projet pilote «Prévention des agressions» depuis 2016 dans quatre services d'un hôpital, sur base de l'enquête de satisfaction du personnel, des accidents du travail enregistrés, du vécu exprimé des personnes, des rapports de sécurité émis par la société de gardiennage. Le projet vise à recenser de manière systématique toutes les violences verbales et physiques, à proposer une rencontre avec la psychologue du travail si la personne le souhaite, et à proposer une prise en charge post violence si besoin,

- formation du personnel soignant et du personnel de gardiennage à la gestion des conflits afin d'éviter l'escalade de la violence.

Un accompagnement psychologique du personnel agressé est proposé soit par le service interne de psychologues du travail de l'hôpital, soit auprès d'intervenants externes spécialisés dans ce domaine.

Les frais en relation avec la sécurité dans les hôpitaux sont de diverses natures, car ils ont trait à l'infrastructure, à la technique, aux ressources humaines, etc. Ces charges sont normalement incluses dans les budgets des établissements hospitaliers, négociés entre ceux-ci et la CNS, tout en sachant que les mises en sécurité peuvent également être incluses dans le cadre de projets de rénovation ou de modernisation. La CNS n'a jusqu'à présent pas été confrontée à des demandes extraordinaires à ce sujet lors de l'établissement des budgets et des décomptes.

À l'heure actuelle, les frais pour gardiennage ne sont disponibles que pour un hôpital. Pour cet établissement, ils s'élèvent à 719.326 euros, dont 160.714 euros ne sont pas opposables à la CNS.

Les informations relatives aux violences physiques ou verbales exercées envers le personnel extrahospitalier ne sont pas disponibles.

**Question 3215** (11.08.2017) de **M. André Bauler** (DP) concernant les «creative industries»:

Les branches dites «créatives» («creative industries») jouent un rôle non négligeable dans notre économie domestique et contribuent sans doute à leur diversification.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

1. Quelles sont les entreprises qui font partie de l'économie dite «créative»?

2. Monsieur le Ministre peut-il fournir un aperçu sur les différents profils professionnels qui y sont liés?

3. Quel est le poids de ce type d'entreprise en termes d'emplois et de contribution au produit intérieur brut (PIB)? Quelle est leur taille moyenne?

4. Dans quelle mesure et par quels instruments l'État peut-il intervenir en faveur des entreprises dites «créatives»?

**Réponse** (12.09.2017) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*:

L'honorable Député André Bauler demande à juste titre des précisions par rapport aux branches dites «créatives».

ad 1. Les secteurs d'activité suivants font partie des «creative industries»:

- Architecture
- Métiers d'art
- Arts visuels
- Film et audiovisuel
- Design
- Fashion design

- Gaming
- Marketing and communication
- Littérature
- Digital media and media
- Édition
- Arts de la scène
- Musique

ad 2. La grande majorité des entreprises ciblées sont des indépendants agissant pour leur propre compte, mais travaillant en coopération avec de nombreux autres indépendants en fonction du projet.

Comme la liste ci-dessus l'indique, nous sommes confrontés à une grande diversité au niveau des activités et donc également des profils des professionnels. Les industries créatives englobent des activités hautement réglementées comme par exemple les architectes ainsi que des activités avec une forte connotation culturelle et très peu de réglementation, comme par exemple les arts de la scène ou le design.

ad 3. 2.200 entreprises sont actives dans le domaine des industries créatives, ce qui représente 6% des entreprises luxembourgeoises. Une valeur ajoutée au PIB de 390 millions d'euros est générée par ce secteur lequel emploie 6.300 salariés, ce qui représente 2% de la main d'œuvre nationale.

60% des entreprises du secteur sont des entreprises unipersonnelles. À part quelques grands acteurs au niveau du marketing et communication, des médias ou du film, les entreprises dites créatives sont toutes des petites entreprises.

ad 4. Les entrepreneurs créatifs ont accès aux mêmes régimes d'aides que toute autre entreprise commerciale ou artisanale. Pour les projets créatifs innovants ou avec une composante R&D, ce qui est souvent le cas au niveau du gaming par exemple, ils ont bien sûr aussi accès aux régimes d'aides «RDI». Une personne dédiée au niveau du «House of Entrepreneurship» peut aiguiller les entrepreneurs créatifs vers les instruments d'État adéquats à leur situation individuelle. Outre les dispositifs d'aides directes aux entreprises, je tiens à remarquer que la création du cluster des industries créatives est certainement une grande aide pour le secteur. De plus, les pouvoirs publics, tant au niveau national que communal, ont lancé de nombreuses initiatives pour supporter le secteur de l'industrie créative, comme par exemple le hub créatif à Differdange, le 1535.

**Question 3228** (18.08.2017) de **M. Gusty Graas** (DP) concernant la rougeole:

Dans un article du 15 août 2017 apparu dans le quotidien «Neue Zürcher Zeitung», il est question d'une épidémie de la rougeole en Roumanie causant déjà 32 morts. Les cas de rougeole auraient également atteint un niveau record en Italie, en France, en Allemagne et en Suisse.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Quel est au Luxembourg le pourcentage des personnes qui sont vaccinées contre la rougeole?

- Est-ce qu'une augmentation de cas de rougeole peut également être constatée au Luxembourg en 2017?

- Quelle est l'évolution des cas de rougeole constatés au Luxembourg pendant les dernières dix années?

- L'Organisation mondiale de la santé (OMS) s'est fixée comme objectif d'éliminer ce virus d'ici 2020. Est-ce que le Ministère de la Santé a mis en place des mesures spécifiques pour atteindre cet objectif au Luxembourg?

**Réponse** (29.08.2017) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

Au Grand-Duché de Luxembourg, la couverture de vaccination contre la rougeole est de 99% après la première injection vaccinale (enquête de couverture vaccinale de 2012).

La rougeole est très rare au Luxembourg. En 2017 on a enregistré jusqu'à présent trois cas qui ont pu être classés comme cas importés d'autres pays.

Au cours des dix dernières années les cas de rougeole déclarés au Luxembourg étaient de:

| 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017<br>→ 22/08 |
|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|-----------------|
| 0    | 1    | 0    | 0    | 6    | 2    | 0    | 2    | 0    | 1    | 3               |

En vue de l'élimination de la rougeole l'OMS recommande à tous ses pays membres de mettre en place un comité national de surveillance de l'éradication de la rougeole. Un tel comité d'experts a été instauré par le Ministère de la Santé: celui-ci surveille la situation nationale. Précisons que le Luxembourg est officiellement reconnu par l'OMS comme pays ayant éliminé la rougeole.

Un élément important pour maintenir cette situation est la vaccination des demandeurs de protection internationale par l'Inspection sanitaire lors de leur contrôle sanitaire à l'entrée sur le territoire luxembourgeois.

**Question 3252** (30.08.2017) de **M. Eugène Berger** (DP) concernant la **vente de 90% des parts de la Banque internationale à Luxembourg**:

Ces derniers jours des échos de plus en plus nombreux se font entendre concernant le rachat imminent de 90% des parts de la Banque internationale à Luxembourg (BIL), actuellement détenues par le fonds qatarien «Precision Capital».

En effet, après avoir acquis, en octobre 2012, 90% du plus ancien groupe bancaire privé du Grand-Duché pour un total de 730 millions d'euros, «Precision Capital» serait en train de finaliser la cession de ses parts à la holding chinoise «Legend Holdings Corporation».

Au vu de ce qui précède et considérant le caractère systémique de la BIL pour la place financière du Luxembourg, j'aimerais poser les questions urgentes suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

1. Monsieur le Ministre des Finances peut-il me confirmer les affirmations relatives ci-dessus?

2. Dans l'affirmative, la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) a-t-elle déjà été saisie du projet de cession? Dans l'affirmative, est-ce qu'elle a approuvé l'acquisition du capital?

3. Qu'en est-il des 10% détenus par l'État luxembourgeois? Dans cet environnement apparemment favorable à l'investissement, le Gouvernement envisage-t-il de céder ses parts? A-t-il éventuellement déjà entamé des pourparlers avec un ou plusieurs investisseurs?

**Réponse** (04.09.2017) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

ad 1. Le Gouvernement peut confirmer que «Precision Capital» et «Legend Holdings Corporation» ont conclu un accord pour la reprise de 90% des parts de la Banque internationale à Luxembourg (BIL).

ad 2. Cette transaction est soumise à l'accord du Conseil de surveillance prudentielle de la Banque centrale européenne.

ad 3. L'État n'est actuellement pas vendeur de sa participation. En cette période charnière pour la banque, la participation de l'État dans le capital est un gage de stabilité et de confiance. En tant qu'actionnaire, l'État veillera à la continuité du développement de la banque, dans l'intérêt de ses clients, de ses employés et de la place dans son ensemble.

**Question 3258** (31.08.2017) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant le **nouveau recteur de l'Université du Luxembourg**:

En mai 2017, l'Université du Luxembourg a officiellement la démission de son recteur.

Sachant que la rentrée universitaire approche, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Combien de candidats, tant du Luxembourg que de l'étranger, ont postulé pour le poste de recteur?

- Quand Monsieur le Ministre envisage-t-il de procéder à la nomination d'un nouveau recteur?

**Réponse** (08.09.2017) de **M. Marc Hansen**, *Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*:

Selon l'article 21 de la loi modifiée du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg, les candidats à la fonction de recteur doivent avoir été professeur d'université et la fonction de recteur n'est pas soumise à une condition de nationalité.



Concernant la question relative aux données sur les candidatures pour pourvoir le poste de recteur, j'espère que vous comprendrez que je ne saurais pas me prononcer par rapport à une procédure actuellement toujours en cours. S'ajoute à ceci que l'honorable Députée n'est pas sans savoir qu'un recrutement est une procédure au cours de laquelle les candidats, se trouvant dans la plupart des cas dans une relation de travail auprès d'un autre employeur, fournissent à un nouveau employeur potentiel leurs données personnelles, tout en comptant fermement aux usages communément établis, que ce dernier ne les utilise que dans le cadre de la procédure de recrutement proprement dite et surtout qu'il ne diffuse pas les détails sur la place publique. En considérant que la provenance d'un candidat fait partie de ses données personnelles, il me semble inadmissible d'en discuter en public.

Concernant la dernière question, il y a lieu de préciser que vous vous trompez quant à la procédure de nomination du nouveau recteur à appliquer. En effet, ce ne sera pas à moi de procéder à la nomination d'un nouveau recteur. En vertu de l'article 21 de la loi précitée, le recteur est nommé par le Grand-Duc sur proposition du conseil de gouvernance et après consultation du conseil universitaire. À part cette question procédurale, je m'étonne que l'honorable Députée me pose des questions dont les réponses lui ont déjà été fournies par le président du conseil de gouvernance lors de la réunion de la Commission parlementaire de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace du 8 mai 2017. Le président du conseil de gouvernance vous avait informé, ainsi que tous les membres de ladite commission, que l'Université du Luxembourg a fait appel à une agence de recrutement expérimentée, qu'un comité de recrutement a été instauré et qu'il est envisagé de disposer d'un avis du conseil universitaire après les vacances d'été permettant par la suite à l'université de proposer un candidat pour nomination.

**Question 3268** (05.09.2017) de **Mme Octavie Modert, M. Léon Gloden et Mme Françoise Hetto-Gaasch** (CSV) concernant la **procession dansante d'Echternach**:

Il s'avère que l'arrêté grand-ducal fixant les vacances scolaires pour l'année 2018-2019 n'a plus prévu de jour férié pour le mardi de la Pentecôte. En effet, les vacances de la Pentecôte sont fixées en 2019 du 25 mai au 2 juin. Le lundi de la Pentecôte (10 juin) sera jour férié scolaire, mais pas le mardi, jour de la procession dansante d'Echternach classée comme patrimoine culturel immatériel de l'humanité. Elle réunit des participants qui ne sont pas tous pratiquants, ainsi que des gens qui s'y rendent parce que c'est la tradition dans leur famille ou leur village.

La décision de Monsieur le Ministre aura comme conséquence que le nombre des pèlerins luxembourgeois diminuera sensiblement et que beaucoup de sociétés de musique ne pourront plus réunir assez de musiciens et devront renoncer à leur participation étant donné que de nombreux étudiants font partie de ces groupes.

Selon des informations publiées dans la presse, les responsables communaux auraient signalé à Monsieur le Ministre que cette décision est contraire à la convention de l'Unesco du 17 octobre 2003 qui exige de l'État dans son article 11 qu'il prenne toutes les mesures pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel protégé par la convention, dont notamment l'article 13 qui explique que «Chaque État partie s'efforce d'adopter les mesures juridiques, techniques, administratives et financières appropriées visant à garantir l'accès au patrimoine culturel immatériel tout en respectant les pratiques coutumières qui régissent l'accès à des aspects spécifiques de ce patrimoine.»

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Quels sont les motifs de la décision de Monsieur le Ministre?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que cette décision risque de mettre en péril cette tradition importante de la procession dansante?

**Réponse** (08.09.2017) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Tout d'abord, je tiens à souligner que la procession dansante d'Echternach est un élément important de la tradition et de la culture de notre

pays et figure à juste titre sur la liste de l'Unesco du patrimoine culturel immatériel de l'humanité. En accordant à tous les élèves des écoles fondamentales et secondaires publiques le droit d'assister à cette manifestation de renommée internationale, l'Éducation nationale honore bel et bien les engagements de la convention de l'Unesco du 17 octobre 2003 quant à la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel protégé par la convention.

En effet, chaque élève qui souhaitera assister à la procession, que ce soit comme participant actif, comme musicien ou comme spectateur, sera autorisé à s'absenter des cours pendant la journée en question, à condition que ses parents en informent l'enseignant ou le régent.

Ensuite, l'expérience montre que le fait de libérer de manière généralisée l'ensemble des élèves afin d'assister à une fête religieuse ou à une manifestation culturelle n'a pas pour autant pour conséquence d'augmenter les taux de participation à celles-ci. J'estime que c'est en sensibilisant et en informant les jeunes sur les origines de telles manifestations et sur leur place dans notre tradition et dans notre patrimoine national qu'on les amène à s'y intéresser et à y participer. Je suis donc étonné qu'à ce jour aucun partenaire engagé dans l'organisation de la procession dansante n'ait pris l'initiative de promouvoir cette manifestation auprès des enfants et des jeunes, ni en termes de sensibilisation, ni en termes d'organisation (transports, etc.). Le ministère est bien sûr disposé à soutenir toutes les initiatives de partenaires externes qui contribuent à l'éducation culturelle de nos enfants et jeunes et à leur sensibilisation à la sauvegarde de notre patrimoine culturel.

Par ailleurs, la décision de faire chômer l'ensemble des classes au niveau national poserait d'énormes défis en termes d'accueil. En effet, alors qu'une majorité de parents exercent une activité professionnelle, une prise en charge des élèves qui ne participeront pas à la procession dansante devra de toute façon être assurée par les structures d'accueil, mais aussi par les écoles. Il est toutefois évident que toutes les écoles sur le territoire de la ville d'Echternach chômeront ce jour-là.

En conclusion, j'estime que la décision retenue pour le mardi de Pentecôte 2019 ne met pas en péril la procession dansante. Au contraire, le principe retenu par le ministère permettra de concilier quatre objectifs:

- permettre à tous les élèves d'y participer,
- assurer la prise en charge des élèves qui n'y participeront pas,
- sensibiliser nos enfants et nos jeunes à notre patrimoine national et
- honorer les engagements de la convention de l'Unesco.

**Question urgente 3307** (20.09.2017) de **Mmes Martine Hansen et Françoise Hetto-Gaasch** (CSV) concernant l'**aide financière accordée par l'État dans le cadre du programme d'éducation plurilingue**:

Selon la loi du 29 août 2017 portant modification de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse, les structures d'accueil sont appelées à signer un accord de collaboration avec le Ministère de l'Éducation nationale (MEN). Cet accord a pour objet de régler les relations entre le MEN et le gestionnaire en vue de l'aide financière accordée par l'État dans le cadre des prestations offertes lors du programme d'éducation plurilingue.

Selon nos informations, les gestionnaires doivent avoir signé l'accord susmentionné jusqu'au 2 octobre 2017. Or, dans la mesure où se posent encore une série de questions essentielles et pertinentes, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1) Monsieur le Ministre, de quelle manière sera organisé et géré le système d'enregistrement des heures de présence réelles des enfants accueillis?

2) Selon l'article 28 de la loi du 29 août 2017: «Les prestations pour heures d'absence non justifiées dans le cadre du dispositif du chèque-service accueil ou dans le cadre du soutien à l'éducation plurilingue ne sont pas prises en charge par l'État.» Monsieur le Ministre peut-il nous définir ce qu'il entend par la notion de «non justifiée»?

3) Toujours selon la même loi, la structure doit garantir qu'au moins une personne du service d'éducation et d'accueil maîtrise la langue luxembourgeoise respectivement la langue

française à un niveau C1 du cadre européen commun de référence des langues. Monsieur le Ministre, de quelle manière sera contrôlée cette disposition?

4) La loi dispose en plus que l'aide maximale de l'État au titre du soutien à l'éducation plurilingue est fixée à un montant de six euros par heure pendant au maximum 20 heures par semaine pendant 46 semaines par année civile. Aucun supplément allant au-delà de six euros ne peut être facturé aux parents pendant ces heures. Dans le cadre d'une amélioration de la qualité scolaire, est-ce que les structures d'accueil sont habilitées à facturer d'autres prestations plus onéreuses (par exemple, des excursions scolaires) qui auront lieu pendant les 20 heures du programme du soutien à l'éducation plurilingue?

**Réponse** (29.09.2017) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

ad 1) La loi modifiée sur la jeunesse qui introduit l'éducation plurilingue prévoit qu'à partir du 3 janvier 2018, chaque prestataire chèque-service accueil devra adhérer à un système d'enregistrement des heures de présence des enfants à la crèche.

Dans une première phase le système servira uniquement au recueil d'information sur les présences réelles des enfants. Le but est de disposer d'informations solides avant une introduction future d'un système de facturation plus proche des heures de présence réelles des enfants.

Je tiens à rappeler que l'objectif à long terme de ce système est d'améliorer le contrôle de l'administration en charge du paiement des aides versées aux prestataires du chèque-service accueil. Il a notamment pour but d'endiguer des pratiques de facturation excessive d'heures de présence des enfants et d'écartier les possibilités d'abus en matière de comptabilisation des heures d'encadrement prestées. Ce système simplifiera en plus la gestion des présences des enfants à la crèche et entraînera ainsi un allègement considérable des charges administratives qui incombent aux chargés de direction des structures. Ceux-ci seront dès lors plus disponibles pour se consacrer à des tâches de développement conceptuel de leur établissement.

Le système de badgeage, développé par le CGIÉ (Centre de gestion informatique de l'éducation), fonctionnera de façon très simple, via une application mobile téléchargeable gratuitement sur un terminal. L'application sera disponible pour les structures pour le 3 janvier 2018. Une communication aux gestionnaires sur les aspects techniques est prévue pour le mois de novembre.

À partir du 3 janvier également, chaque enfant recevra par courrier, après la conclusion d'un contrat d'adhésion à la commune, une carte à puce qui s'appelle «myCard fir Kanner». Elle sera la légitimation de l'accès au système du chèque-service accueil et servira à enregistrer les heures d'arrivée et de départ de l'enfant à la crèche. À terme, d'autres fonctionnalités pourront venir s'ajouter à la carte.

L'organisation de la gestion des cartes à l'intérieur de l'établissement sera laissée à la discrétion des structures: il est en principe prévu que, pour des raisons de simplification, les parents pourront laisser la carte à la crèche, par exemple sur un tableau accroché à l'entrée ou la confier à l'éducateur en charge du groupe de l'enfant. Les détails de cette organisation sont actuellement discutés avec les représentants du secteur.

ad 2) Les heures de présence enregistrées sont, à terme, appelées à être prises en compte lors de la facturation de l'accueil des enfants, facturation qui sera basée sur un tarif reflétant le coût réel d'une heure d'encadrement d'un enfant.

Le coût d'une heure d'encadrement d'un enfant doit prendre en compte toutes les contraintes de gestion d'un établissement, tous les coûts qu'un gestionnaire encourt, que l'enfant inscrit soit présent ou non. Le but sera de responsabiliser les gestionnaires ainsi que les parents et de les amener à respecter les termes convenus dans leur contrat d'éducation et d'accueil. Il s'agira d'éviter que des places gratuites (donc financées entièrement par l'État) soient réservées et occupées seulement sporadiquement. Les familles devront pouvoir dans la mesure du possible bénéficier de plages horaires qui correspondent à leur besoin réel et les structures devront pouvoir gérer leur établissement. L'État devra par ailleurs avoir la possibilité de retirer ou suspendre les subventions versées si les partenaires ne respecteraient pas leurs engagements. C'est dans ce cadre que la notion d'absence non justifiée sera définie.

ad 3) Afin de faire valoir les niveaux en matière de maîtrise des langues tels que prévus à l'article 25 (1) de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse, les gestionnaires devront fournir les preuves suivantes:

Pour certifier une maîtrise au niveau C1 de la langue luxembourgeoise sont valables:

- une attestation de la fréquentation, pendant au moins dix années scolaires, d'établissements publics ou privés appliquant les programmes de l'enseignement public luxembourgeois, conformément à la législation en vigueur, notamment en ce qui concerne l'emploi et l'enseignement de la langue luxembourgeoise;

- un certificat «Lëtzebuergesch als Friemsprooch» par l'Institut national des langues attestant: Compétences à l'oral: Compréhension: niveau avancé (zweeten Diplom, Lëtzebuergesch als Friemsprooch, Héiervverständnes); Expression: niveau avancé (zweeten Diplom, Lëtzebuergesch als Friemsprooch, mëndlechen Ausdrock).

Pour certifier une maîtrise au niveau C1 de la langue française sont valables:

- l'attestation de la fréquentation, pendant au moins dix années scolaires, d'établissements publics ou privés appliquant les programmes de l'enseignement public français et dont la langue d'enseignement principale du système scolaire est le français;

- l'attestation d'un diplôme de fin d'études secondaires luxembourgeois, le français ayant compté parmi les branches de promotion jusqu'à la fin du parcours scolaire;

- l'attestation d'un diplôme de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement supérieur dont la langue d'enseignement principale est le français;

- l'attestation d'un diplôme professionnel obtenu dans un établissement d'enseignement professionnel ou supérieur dont la langue d'enseignement principale est le français;

- un certificat DELF/DALF valide, attestant: Compétences à l'oral: Compréhension: niveau C1; Expression: niveau C1;

- un certificat TCF (tout public) valide, attestant: Compétences à l'oral: Compréhension: niveau C1; Expression: niveau C1.

ad 4) Les établissements qui offrent l'éducation plurilingue doivent faire valoir une reconnaissance en tant que prestataire du chèque-service accueil, reconnaissance qui est soumise à l'obligation de disposer d'un agrément en tant que Service d'éducation et d'accueil. Les établissements scolaires ne sont donc pas inclus dans ce dispositif.

Aux termes de l'article 38 bis de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse, l'État est autorisé à verser au prestataire du chèque-service accueil un montant plafond de 75 cents par heure et par enfant éligible à l'éducation plurilingue, pendant au maximum 60 heures par semaine et 46 semaines par an, afin de contribuer à l'implémentation des conditions qui lui sont imposées dans le cadre du programme d'éducation plurilingue.

Le plafond retenu est de 71 cents par heure facturée à chaque enfant éligible au programme. Le versement de cette aide est subordonné au respect des deux obligations suivantes:

- l'engagement de personnel supplémentaire, c'est-à-dire +10% du personnel d'encadrement requis par la loi;

- la présence de l'équivalent d'un encadrant temps plein pouvant faire valoir un niveau C1 du CECR en langue luxembourgeoise et de l'équivalent d'un encadrant temps plein pouvant faire valoir un niveau C1 du CECR en langue française.

Comme exposé dans les réponses aux questions un et deux, la période actuelle est une phase de transition vers une situation plus transparente basée sur une meilleure connaissance des coûts engendrés par les activités pour les enfants et de la durée pendant laquelle les enfants sont effectivement accueillis.